



GRAPH'AGRI 2025



Agriculture – Forêt – Pêche
Alimentation – Industries agroalimentaires
Environnement – Territoire

Directeur de la publication	Vincent MARCUS
Rédactrice en chef	Françoise BEAUFILS
Composition	DESK (www.desk53.com.fr)
Impression	DILA
Photos de couverture	Animaux de la ferme © Aleksey Sagitov, Aromas, Azwin (généré à l'aide de l'IA), Berty, S. Leikenberger, William
Éditeur	Ministère de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Souveraineté alimentaire Secrétariat général Service de la statistique et de la prospective 3 rue Barbet de Jouy 75349 Paris 07 SP Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr Dépôt légal : novembre 2025 © Agreste 2025 « Reproduction partielle autorisée sous réserve de la mention de la source »

GRAPH'AGRI 2025

– 47^e édition –

Véritable encyclopédie, la collection **GRAPH'AGRI** constitue une source précieuse d'informations statistiques dans les domaines de l'**agriculture**, de la **forêt**, du **territoire**, de l'**environnement**, de l'**alimentation**, de la **pêche** et des **industries agroalimentaires**.

La publication présente, au travers d'une succession de thèmes, une synthèse des dernières informations disponibles.

Proposée sous forme de tableaux, graphiques et cartes, elle est accompagnée de commentaires facilitant la lecture.

Un département, une région ne peuvent être isolés de leur contexte géographique. C'est pourquoi, dans ce document, figurent des données de comparaison entre régions ou encore sur la place que la France occupe au-delà, en Europe.

Ont participé à la rédaction :

Service de la statistique et de la prospective (SSP)

Éric AMBIAUD
Laurent APICELLA
Hadrien BAER
Catherine BARRY
Françoise BEAUFILS
Laurent BERNADETTE
Frédéric BERTAUX
Dounia BOUDOUR
Cécile BOULANGEOT
Nicole BOUSSAC
Anne CALVINO
Jérôme CARAY
Pauline CAZABAN
Thibaut CHAMPAGNOL
Pierre CHAPELLE
François CHEVALIER
Flora CLAQUIN
Tristan COLAS
Nicolas DEVAUVRE

Thiphaine DO
Axel DURIEUX
Claire ESPEROU
Michèle EVEN
Dominique FICHE
Sandrine FIRQUET
Jean-Marie FOURNIER
Étienne HIRTZ
Marie-Anne LAPUYADE
Isabelle LE BLOND
Julie LEDUC
Jérôme LERBOURG
Odile LE TOLLEC
Benjamin LOREZ
Guillaume LUBATTI
Vincent MARCUS
Sylvie MERCIER
Marie-Dominique MINNE
Benôît MIROUSE

Noémie MONTCOUDIOL
Bernard NOZIÈRES
Félix PAQUIER
Bastien PERRIN-ZEN
Gérald PETIT
Corentin PLOUHINEC
Vincent POLVÊCHE
Benjamin POTIER
Sébastien RAULO
Auriane RENAUD
Isabelle ROBERT-BOBÉE
Philippe-Michel SABOT
Thomas SAUVAGET
François SÉMÉCURBE
Nathalie STÉPHAN
Nacira TOUATI
Christelle UGLIERA
Christine VEYRAC

Autres organismes

Charlotte GAUVIN
et Marie PANNETIER (DGER)
Thierry LE BOUDEEC (DGPE)

Wayibé COULIBALY (MSA)
Stéphane MONTENACHE
(MESRE-SIES)

Ugo MOTTI (INAO)
Anthony COULMIN (SDES)

Remerciements à l'ensemble des personnes ayant contribué
à l'élaboration de cet ouvrage

La publication et les fichiers de données sont disponibles sur
www.agreste.agriculture.gouv.fr

Clés de lecture..... 5

Données de cadrage 8

Conjoncture..... 10

1. Territoire et climat

 Météorologie..... 13

 Utilisation du territoire..... 15

 Forêt..... 18

2. Exploitations, foncier, installation

 Exploitations..... 19

 Exploitations de l’Union européenne 22

 Foncier 24

 Installations..... 27

 Aides à l’installation..... 28

 Équipement des exploitations..... 29

 Diversification des activités des exploitations agricoles..... 30

3. Pratiques de culture et d’élevage

 Pratiques culturelles..... 31

 Engrais..... 38

 Produits de protection des cultures..... 39

 Pratiques d’élevage..... 40

4. Population agricole, formation et recherche

 Emploi..... 44

 Conditions de travail..... 49

 Formation initiale..... 50

 Formation agricole en France..... 52

 Enseignement technique agricole..... 53

 Enseignement supérieur agricole long..... 54

 Apprentissage agricole..... 55

 Formation professionnelle continue..... 56

 Recherche..... 57

5. Résultats économiques de l’agriculture

 Comptes de la branche agricole..... 58

 Aides à l’agriculture 63

 Résultats des exploitations..... 67

 Entreprises de travaux et services agricoles..... 78

6. Entreprises agroalimentaires

 Entreprises..... 79

 Entreprises exportatrices..... 82

 Résultats économiques..... 83

 Emploi par région..... 86

 Conditions de travail..... 87

 Innovation..... 88

Technologies de l'information et de la communication (TIC).....	89
Production et prix	90
Consommation d'énergie dans les IAA.....	92
7. Pêche et aquaculture	
Pêche maritime.....	93
Aquaculture.....	96
Commerce extérieur de la France.....	99
8. Bois et sciages	
Récolte de bois	100
Production de sciages.....	101
Récolte de bois et production de sciages dans l'Union européenne.....	102
Prix des bois ronds.....	103
Commerce extérieur.....	104
9. Environnement	
Occupation des sols.....	105
Forêt et environnement.....	106
Aides aux zones défavorisées.....	107
Aides agro-environnementales	108
Agriculture biologique.....	109
Bilans azote et phosphore.....	110
Pression phytosanitaire.....	111
Maîtrise des pollutions dans les IAA.....	112
10. Alimentation	
Prix à la consommation et à la production	114
Revenus et dépenses des ménages.....	115
Consommation alimentaire	117
Signes de qualité	120
11. Commerce extérieur agricole et agroalimentaire	
Commerce international.....	124
Échanges agroalimentaires de l'Union européenne	125
Échanges agroalimentaires de la France.....	126
12. Produits agroalimentaires	
Céréales.....	131
Meunerie, amidonnerie.....	137
Produits divers issus des céréales.....	138
Oléagineux et protéagineux	139
Sucre	143
Pommes de terre.....	144
Légumes.....	145
Fruits	148
Fleurs et pépinières	152
Tabac.....	153
Vin	154
Autres boissons.....	156
Alimentation des animaux de ferme.....	158

Aliments composés pour animaux.....	159
Bovins.....	160
Lait de vache.....	163
Lait de vache et produits laitiers dans l'Union européenne.....	164
Lait et produits laitiers.....	165
Ovins et caprins.....	167
Lait de chèvre et brebis.....	168
Équidés.....	169
Porcins.....	170
Aviculture.....	172
Cuniculture.....	176
Charcuterie, plats préparés, conserves de poissons.....	177
Chocolat, confiserie.....	178
13. Départements d’Outre-mer	
Utilisation du territoire.....	179
Exploitations.....	181
Produits agricoles.....	182
Emploi.....	183
Résultats économiques de l’agriculture.....	185
Entreprises.....	187
Commerce extérieur.....	188
Organismes cités	190
<i>Ce répertoire développe les sigles des administrations, institutions, syndicats et autres organismes cités, en particulier les sources des données.</i>	
Unités	192
Glossaire	193
<i>Ce glossaire regroupe les termes spécialisés (économiques, techniques, statistiques) utilisés au fil des pages, ainsi que les définitions et concepts.</i>	
Index thématique	213
<i>Tous les mots clés, classés par ordre alphabétique, avec renvoi au numéro de page.</i>	
Informations sur Agreste et la diffusion des statistiques agricoles.....	220

Signes conventionnels

-	résultat nul	so	sans objet (graphique, carte)
...	information	p	donnée provisoire
	non disponible (tableau)	e	estimation
nd	information	s	secret statistique (tableau, carte)
	non disponible (graphique, carte)	sd	semi définitif
///	sans objet (tableau)	ns	non significatif

Arrondis : pourcentage ou nombre

Dans certains tableaux, les pourcentages ou les nombres sont présentés avec un chiffre après la virgule. En fonction des arrondis, la somme des pourcentages peut donner un résultat légèrement inférieur ou supérieur à 100 % ; de même, la somme de nombres peut légèrement différer du total arrondi.

Disponibilité des sources

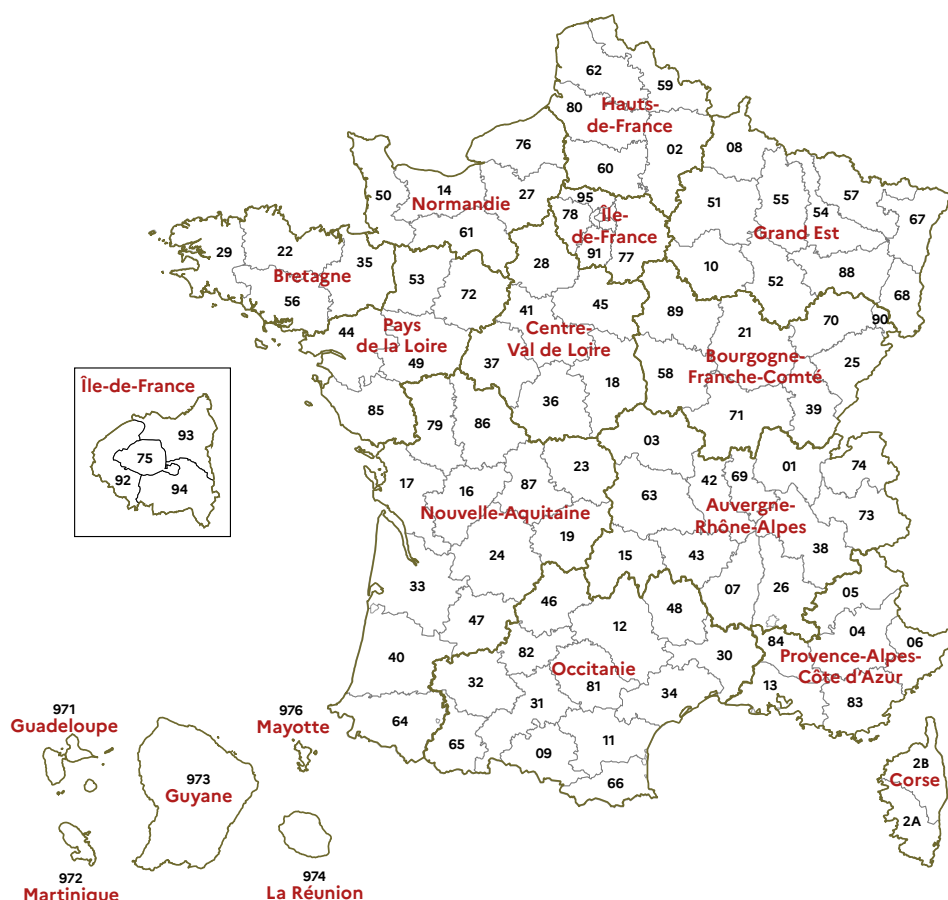
Les délais de fabrication de GRAPH'AGRI 2025, publié en novembre 2025, imposent d'intégrer les données statistiques disponibles au 15 septembre 2025. Un grand nombre de séries statistiques sont révisées en cours d'année. Elles sont accessibles sur le site Agreste ou sur le site Eurostat pour les données européennes.

Cartographie et données géographiques

• France

Régions	Départements
44 - Grand Est	Ardennes (08), Aube (10), Marne (51), Haute-Marne (52), Meurthe-et-Moselle (54), Meuse (55), Moselle (57), Bas-Rhin (67), Haut-Rhin (68), Vosges (88)
75 - Nouvelle-Aquitaine	Charente (16), Charente-Maritime (17), Corrèze (19), Creuse (23), Dordogne (24), Gironde (33), Landes (40), Lot-et-Garonne (47), Pyrénées-Atlantiques (64), Deux-Sèvres (79), Vienne (86), Haute-Vienne (87)
84 - Auvergne-Rhône-Alpes	Ain (01), Allier (03), Ardèche (07), Cantal (15), Drôme (26), Isère (38), Loire (42), Haute-Loire (43), Puy-de-Dôme (63), Rhône (69), Savoie (73), Haute-Savoie (74)
27 - Bourgogne-Franche-Comté	Côte-d'Or (21), Doubs (25), Jura (39), Nièvre (58), Haute-Saône (70), Saône-et-Loire (71), Yonne (89), Territoire de Belfort (90)
53 - Bretagne	Côtes-d'Armor (22), Finistère (29), Ille-et-Vilaine (35), Morbihan (56)
24 - Centre-Val de Loire	Cher (18), Eure-et-Loir (28), Indre (36), Indre-et-Loire (37), Loir-et-Cher (41), Loiret (45)
94 - Corse	Corse-du-Sud (2A), Haute-Corse (2B)
11 - Île-de-France	Paris (75), Seine-et-Marne (77), Yvelines (78), Essonne (91), Hauts-de-Seine (92), Seine-Saint-Denis (93), Val-de-Marne (94), Val-d'Oise (95)
76 - Occitanie	Ariège (09), Aude (11), Aveyron (12), Gard (30), Haute-Garonne (31), Gers (32), Hérault (34), Lot (46), Lozère (48), Hautes-Pyrénées (65), Pyrénées-Orientales (66), Tarn (81), Tarn-et-Garonne (82)
32 - Hauts-de-France	Aisne (02), Nord (59), Oise (60), Pas-de-Calais (62), Somme (80)
28 - Normandie	Calvados (14), Eure (27), Manche (50), Orne (61), Seine-Maritime (76)
52 - Pays de la Loire	Loire-Atlantique (44), Maine-et-Loire (49), Mayenne (53), Sarthe (72), Vendée (85)
93 - Provence-Alpes-Côte d'Azur	Alpes-de-Haute-Provence (04), Hautes-Alpes (05), Alpes-Maritimes (06), Bouches-du-Rhône (13), Var (83), Vaucluse (84)
01 - Guadeloupe	Guadeloupe (971)
02 - Martinique	Martinique (972)
03 - Guyane	Guyane (973)
04 - La Réunion	La Réunion (974)
06 - Mayotte	Mayotte (976)

L'échelle des cartes de la métropole et des départements d'outre-mer (DOM) est semblable, exceptée pour celle de la Guyane qui est réduite d'environ 3 fois. Le cadre cartographique impose un déplacement des DOM et de la Corse. Avant 2015, les niveaux géographiques France et DOM ne comprennent pas les données statistiques de Mayotte. Il est précisé France métropolitaine si les données statistiques des DOM sont absentes.



• UE : Union européenne

Par convention, les intitulés « UE à 28 », « UE à 27 », « UE à 25 » ou « UE à 15 » désignent l'Union européenne reconstituée à 28, 27, 25 ou 15 sur toute la période à partir des statistiques de l'Union européenne et des États membres si nécessaire.

L'« UE à contour évolutif » est systématiquement signalée par une note de bas de page : elle se réfère à des statistiques dont le champ varie au cours des années en fonction des frontières historiques de l'Union européenne.

• Évolution du « contour » de l'UE :

En 1951, 6 pays constituent la Communauté européenne pour le charbon et l'acier : l'Allemagne fédérale (RFA), la France, la Belgique, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas.

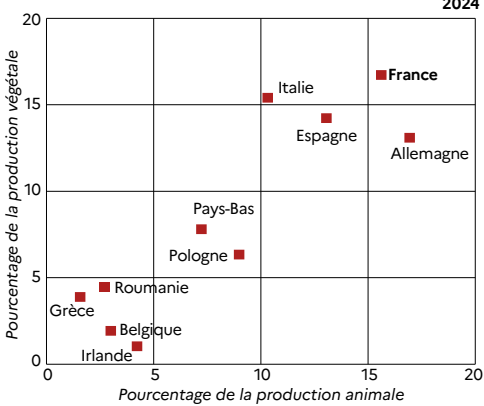
De 6 à 28 pays au 31 janvier 2020, l'UE a connu 7 vagues d'adhésion de nouveaux pays, communément appelés « élargissements » :

- 1973 Danemark, Irlande, Royaume-Uni
- 1981 Grèce
- 1986 Espagne et Portugal
- 1995 Autriche, Finlande et Suède
- 2004 Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovénie
- 2007 Bulgarie et Roumanie
- 2013 Croatie

Depuis le 1^{er} février 2020, 47 ans après son adhésion à l'UE, le Royaume-Uni ne fait plus partie de l'Union européenne (à la suite du référendum de 2016) ouvrant ainsi un nouveau chapitre de l'histoire de l'Union à 27.

Les exploitations agricoles européennes

Les 10 pays de l'UE à plus forte production agricole en valeur



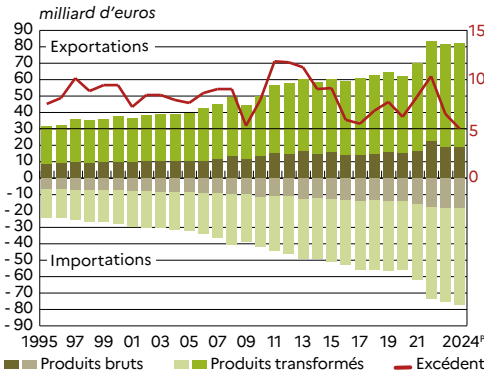
Lecture : la France produit 15,6 % de la production animale en valeur de l'UE (à 27 pays) et 16,7 % de celle en végétaux.
Source : Eurostat

Productions agroalimentaires commercialisées en France

	Ventes 2023		Évolution
	milliard d'euros	Répartition en %	2023/2022 en %
Boissons	32,1	19,6	- 0,5
Viande	31,7	19,4	5,0
Produits laitiers	26,5	16,2	6,5
Autres produits alimentaires	23,5	14,4	12,1
Aliments pour animaux	13,1	8,0	3,1
Boulangerie, pâtisserie et pâtes	12,2	7,5	10,5
Fruits et légumes transformés	7,9	4,8	13,7
Grains ; amylacés	7,2	4,4	5,8
Huiles et graisses	4,9	3,0	- 10,2
Poisson	4,4	2,7	4,0
Ensemble	163,5	100,0	5,1

Sources : Agreste - Prodcom

Commerce extérieur de la France des produits agricoles et agroalimentaires



Source : Douanes
agreste | GRAPH'AGRI 2025

Données de cadrage

La France, 1^{er} producteur agricole européen

En 2024, les exploitations agricoles françaises ont produit 77,1 milliards d'euros de produits agricoles (productions végétales et productions animales, hors subventions, données arrêtées en mars 2025). Avec 16,2 % de la production en valeur de l'Union européenne à 27, la France est le premier producteur agricole européen. Outre la France, trois pays européens sont prépondérants : l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne. À eux quatre, ces pays réalisent 56 % de la production animale et 59 % de la production végétale.

La production de la pêche et de l'aquaculture en valeur : 2^e rang européen

Avec 1,4 Md€ de valeurs débarquées des navires de pêche maritime (poissons, crustacés et coquillages) en 2023 et 929 M€ de production aquacole (truites, huîtres et moules essentiellement), la production de la pêche et de l'aquaculture française est la 2^e plus importante d'Europe derrière l'Espagne (2,8 Md€) et devant l'Italie (1,3 Md€). La France est le 1^{er} pays aquacole de l'Union européenne devant l'Espagne et l'Irlande.

Une activité forestière française importante

En 2023, 3 015 entreprises exercent une activité de récolte et de commercialisation de bois et/ou de sciages en France métropolitaine. Parmi les principaux pays producteurs de l'Union européenne, la France se classe au 4^e rang pour la récolte de bois et au 5^e rang pour la production de sciages. Les forêts françaises représentent un dixième des surfaces forestières européennes.

La production commercialisée de produits agroalimentaires continue de croître en 2023

En 2023, les ventes des industries agroalimentaires (IAA, hors tabac) françaises s'élèvent à 163,5 milliards d'euros. Les boissons en constituent le premier poste avec 19,6 % de la valeur totale de la production commercialisée, suivies des viandes (19,4 %), des produits laitiers (16,2 %) et des autres produits alimentaires tels que le sucre, la confiserie et les plats préparés (14,4 %). L'année 2023 est la troisième année consécutive de hausse de la valeur des ventes : + 5,1 %, après 13,5 % en 2022 et + 8,7 % en 2021. Cette croissance est notamment portée par les fruits et légumes transformés (+ 13,7 %) et les autres produits alimentaires (+ 12,1 %), tandis que les huiles et graisses reculent nettement (- 10,2 %), après avoir atteint un pic en 2022.

L'excédent du commerce extérieur de produits agroalimentaires : 5 milliards d'euros en 2024

En 2024, l'excédent des échanges commerciaux, de 5 milliards d'euros, se répartit entre 0,5 milliard d'euros de produits bruts et 4,5 milliards d'euros de produits transformés. La diminution de

Données de cadrage

l'excédent sur un an (- 1,5 milliard d'euros) provient principalement du recul des produits transformés (- 0,9 Md€), du fait d'importations dynamiques, essentiellement tirées par des produits alimentaires issus du cacao dans un contexte d'envolée des prix. Pour les produits bruts, l'excédent diminue également (- 0,7 Md€), pénalisé par la baisse des exportations de céréales dans un contexte de prix en repli en 2024.

Léger rebond de la consommation de viande en 2024

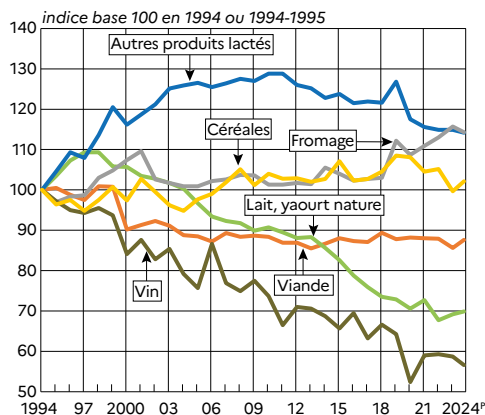
L'année 2024 est marquée par un ralentissement net des prix à la consommation (+ 2,2 % en moyenne annuelle, après + 7,0 %), particulièrement pour les produits alimentaires (+ 1,3 % après + 12,2 %). Environ un cinquième des dépenses des ménages en France est consacré à l'alimentation. Après un creux en 2023, la consommation moyenne de viande par habitant en France augmente à nouveau (88,5 kg), sous l'effet d'une progression de la consommation de volailles, alors que celle de viande bovine baisse. Celles de fromage (26 kg), yaourts aromatisés, desserts lactés frais (35 kg) et lait et yaourts nature (51 kg) se stabilisent, tandis que celle de vin (35 l) poursuit sa baisse tendancielle.

Agriculture et agroalimentaire : 4,8 % de l'emploi total et 3,0 % de la valeur ajoutée totale en 2024

Les activités de production et de transformation liées à l'agriculture, la sylviculture, la pêche et les industries agroalimentaires (IAA) emploient 1,4 million de personnes (salariés et non-salariés) en équivalent temps plein (ETP) en 2024, soit 4,8 % de l'emploi total national. Depuis le début des années 1980, l'importance des emplois au sein de ces branches d'activité a diminué de plus de la moitié (11,3 % en 1980). La part de l'agriculture dans l'emploi total a diminué sensiblement : elle était de 8,7 % en 1980, contre 2,5 % en 2024. Pour les IAA, en revanche, la part dans l'emploi total a baissé beaucoup moins fortement, de 2,7 % en 1980 à 2,3 % en 2024.

En 2024, la valeur ajoutée dégagée par l'ensemble des activités agricoles et agroalimentaires représente 3,0 % du PIB français (1,3 % pour la production primaire issue de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche et 1,7 % pour les activités de transformation réalisées par les IAA). La part de la valeur ajoutée des activités agricoles et agroalimentaires est relativement stable – malgré des petites variations conjoncturelles – depuis le milieu des années 2000. Après deux années 2022 et 2023 supérieures à la moyenne observée depuis le milieu des années 2000, elle revient en 2024 à un niveau proche de celui de 2021, avec notamment de mauvaises récoltes 2024 en céréales et viticulture et des prix en baisse.

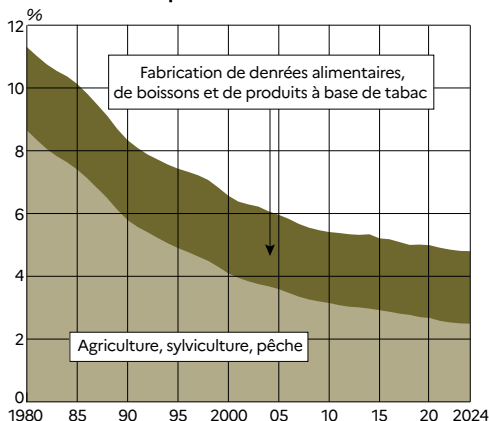
Évolution des quantités de quelques produits consommés en France



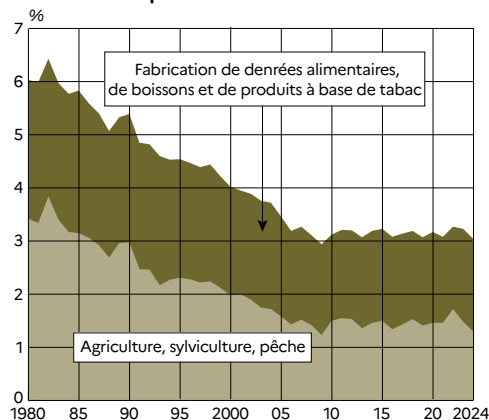
Source : Agreste - Bilan d'approvisionnement (campagne pour le vin et les céréales)

L'agriculture et les IAA dans l'économie nationale

• Part dans l'emploi



• Part dans le produit intérieur brut



Source : Insee - Comptes nationaux - Base 2020

Conjoncture

Des conditions climatiques très défavorables ont affecté les productions végétales en 2024

Faisant suite à un excédent de précipitations à la fin de l'année 2023, les épisodes pluvieux intenses tout au long de l'année 2024 ont affecté les différentes cultures à pratiquement tous les stades de leur développement. Des températures moyennes un peu plus élevées en 2024 que la « normale » (+ 0,9 °C en moyenne) ont aussi contribué au développement parasite nuisant au rendement et à la qualité des productions végétales.

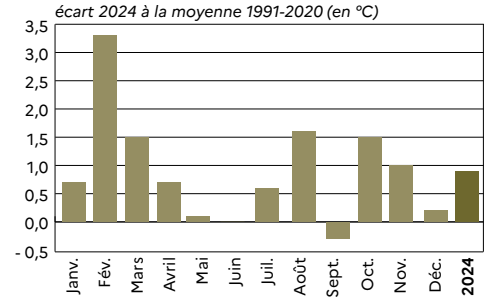
Estimées à 54,1 millions de tonnes (Mt) en 2024, les récoltes céréalières ont ainsi atteint leur plus faible niveau des quarante dernières années, en recul de près de 17 % sur un an. La baisse de la production en 2024 est particulièrement marquée pour le blé tendre (- 27,4 % sur un an), l'orge (- 20,2 %) et, dans une moindre mesure, pour le blé dur (- 6,6 %). À la baisse des rendements s'est ajoutée en 2024 un recul des surfaces cultivées pour ces cultures. À l'inverse et malgré un recul des rendements, les cultures de maïs ont progressé en 2024 du fait d'une forte augmentation des surfaces cultivées.

Les cultures de graines oléagineuses sont également en repli en 2024 pour atteindre 5,8 Mt (- 15,8 %) après des productions de l'ordre de 6,8 Mt les deux années précédentes. La production de colza recule de 9,6 % sur un an à 3,9 Mt. La production de tournesol dont les récoltes ont été fortement retardées et bouleversées par les très fortes précipitations de l'automne, a chuté de 28,8 % en 2024 à 1,5 Mt. La récolte de betteraves est en hausse en 2024, portée par l'augmentation des surfaces cultivées. De même, l'augmentation des surfaces cultivées de pommes de terre de consommation se poursuit, soutenue par une forte demande des transformateurs et de bonnes perspectives à l'exportation.

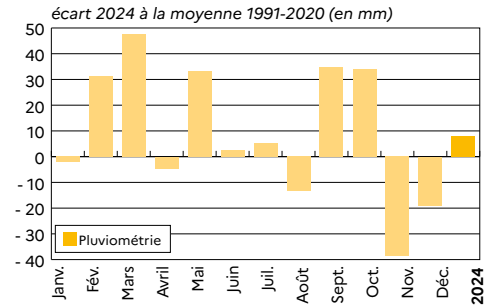
En 2024, la production viticole française a également été très affectée par les mauvaises conditions climatiques. Estimée à 36,2 millions d'hectolitres, elle recule de 24 % sur un an et de 18 % par rapport à la moyenne 2019-2023.

Les récoltes de fruits augmentent en 2024 à l'exception des cerises et des abricots, en forte baisse pour ces dernières. Les récoltes de légumes frais ont également progressé sur un an mais sont restées, en niveau, inférieures à leurs moyennes des cinq années précédentes.

Température en France en 2024

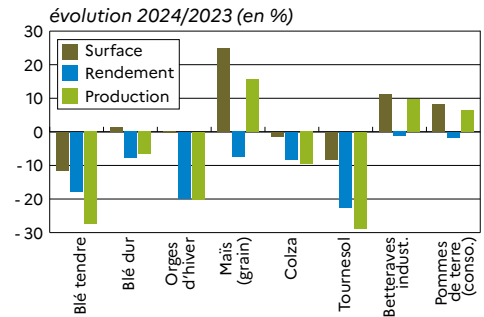


Pluviométrie en France en 2024

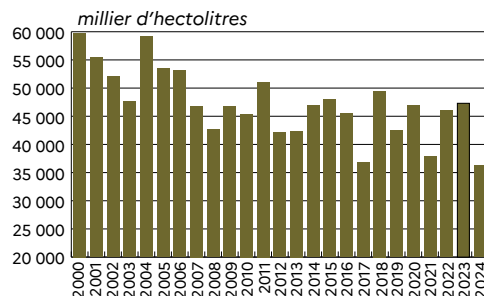


Source : Météo France

Grandes cultures : surface, rendement et production



Production de vin de 2000 à 2024



Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

Conjoncture

Nouveau repli des prix agricoles et des moyens de production en 2024

En 2024, les prix agricoles à la production (Ippap) poursuivent leur repli (- 2,7 % sur un an après - 3,1 % en 2023), après avoir atteint des niveaux inédits en 2022 du fait de la forte accélération des prix des matières premières agricoles et énergétiques à la suite du déclenchement de la guerre en Ukraine.

Ce nouveau repli s'explique en grande partie par la nouvelle diminution des prix des céréales (- 12,9 % en 2024 après - 27,3 % en 2023) et des oléagineux, mais dans une moindre mesure (- 0,9 % après - 33,5 % en 2023), dans le contexte d'une offre mondiale abondante et de la concurrence des grains de la mer Noire.

Les prix des vins poursuivent leur baisse en 2024 en lien avec la faiblesse de la demande, notamment étrangère. L'évolution des prix à la production des fruits et des légumes est contrastée, avec une nouvelle hausse des prix des fruits frais et, en moyenne, une quasi-stabilité des prix des légumes frais.

Les prix des animaux sont en repli de 2,3 % en 2024 ; ils sont tirés par la baisse du prix des volailles (- 9,2 % en 2024 après +5,5 % en 2023), avec le rétablissement des disponibilités après les épisodes d'épizootie aviaire. Les prix des porcs sont également en baisse en 2024 (- 7,4 %). Le prix du lait de vache est quasi-stable en 2024 et celui des œufs (- 8,4 %) efface la hausse de 2023.

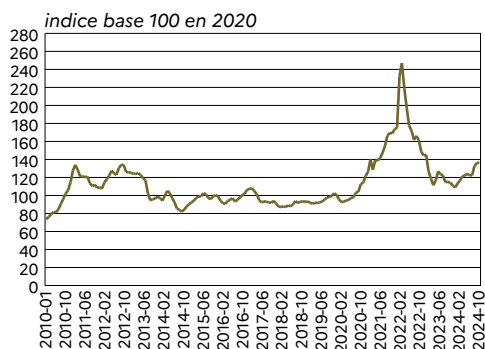
Dans le même temps, le repli des prix des intrants achetés par les agriculteurs s'est poursuivi en 2024 (- 5,6 % sur un an après - 3,5 % en 2023) après deux années de hausses exceptionnelles (+ 26,6 % en 2022 et + 10,4 % en 2021). Le recul en 2024 résulte principalement de la baisse du prix des engrais et amendements (- 17,4 % en 2024 après - 25,5 % en 2023) et des aliments pour animaux (- 9,6 % en 2024).

Nouveau recul de l'excédent agroalimentaire

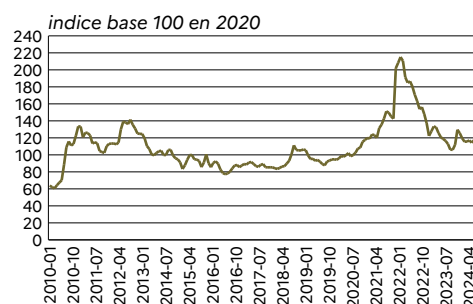
En 2024, l'excédent agroalimentaire français se réduit de nouveau pour s'établir à + 4,9 milliards d'euros (Md€), après + 6,5 Md€ en 2023 et + 10,2 Md€ en 2022. Ce recul résulte principalement de la baisse des exportations de produits bruts, en particulier des céréales. L'excédent des produits transformés est également en baisse, en lien avec le dynamisme des importations dans le contexte de l'envolée des prix de certains produits (notamment café et chocolat). Si le déficit commercial avec l'Union européenne se réduit légèrement en 2024, la baisse de l'excédent commercial avec les pays tiers contribue de nouveau au recul de l'excédent agroalimentaire français en 2024.

Prix à la production

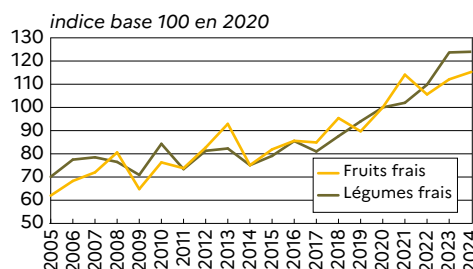
• Graines oléagineuses



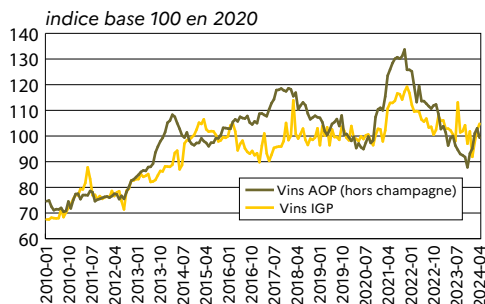
• Céréales



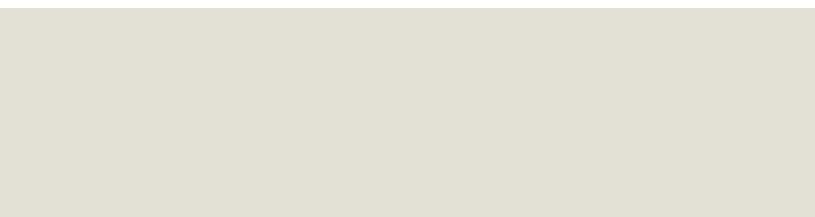
• Fruits et légumes frais



• Vins AOP (hors champagne) et IGP



Sources : Agreste, Insee - Ippap



Météorologie

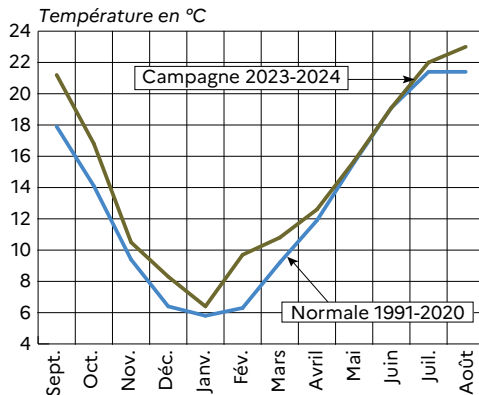
La campagne agricole 2023-2024 a débuté par l'automne le plus chaud jamais enregistré depuis 1900, avec des températures supérieures de 2,5 °C à la moyenne de la période 1991-2020. Les précipitations ont été excédentaires de près de 30 % au niveau national, particulièrement en Nouvelle-Aquitaine, dans une partie des Hauts-de-France et sur le massif alpin. Une fois de plus le pourtour méditerranéen est resté à l'écart des pluies.

La douceur s'est maintenue durant l'hiver qui se classe au 3^e rang des hivers les plus chauds depuis 1900. La pluviométrie a été excédentaire sur l'ensemble des régions à l'exception de la Corse et du Languedoc-Roussillon, avec une moyenne de 10 % de plus que la normale.

Les pluies sont restées abondantes au printemps avec un excédent de 45 % au niveau national. Seules les côtes de la Manche et les régions proches des Pyrénées ont connu une pluviométrie déficitaire, tandis que l'excédent a été important le long du Rhône et en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les inondations ont été nombreuses, d'autant plus que le soleil a été rare. Malgré ce temps maussade, les températures ont été supérieures de 0,8 °C par rapport aux normales grâce à un début de printemps très chaud, particulièrement sur le tiers nord du pays.

L'été 2024 se classe au 8^e rang des plus chauds depuis 1900 avec un excédent de 0,7 °C par rapport aux normales. Les températures ont été contrastées avec un excédent limité sur la façade ouest, mais plus important en allant vers l'Est, en particulier dans le Sud-Est et en Corse. La pluviométrie a été conforme à la normale sur l'ensemble de la saison et du pays, se concentrant sur la première partie de l'été. Elle a été excédentaire du Sud-Bretagne à la Bourgogne, mais déficitaire sur les côtes de la Manche et de la Méditerranée.

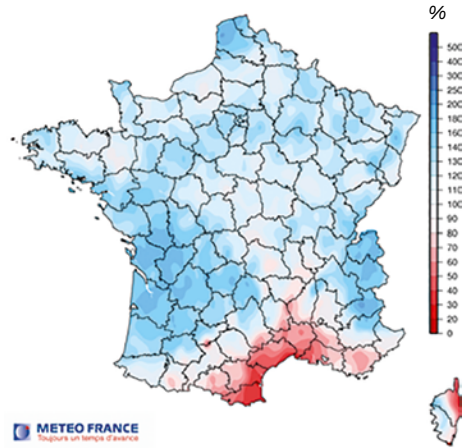
Températures moyennes nationales



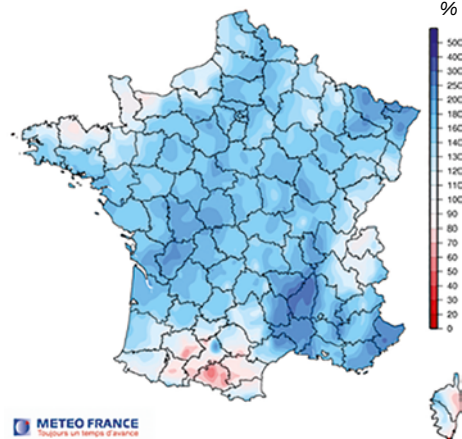
Source : Météo France

Précipitations cumulées (Rapport à la normale 1991-2020)

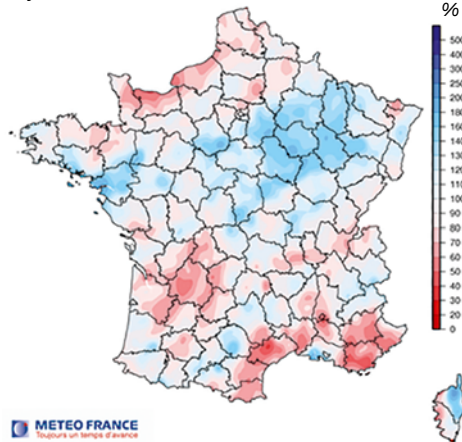
► de septembre 2023 à février 2024



► de mars à mai 2024



► de juin à août 2024



Note de lecture : de mars à mai 2024, dans le département des Landes, le cumul des précipitations est partout excédentaire, cet excédent dépassant localement de 40 % les normales saisonnières (calculées sur la période 1991-2020) le long du littoral du département.

Source : Météo France (fond de carte © IGN)

Utilisation du territoire

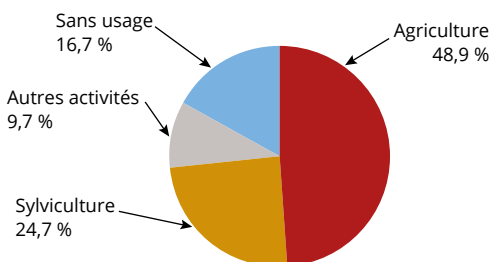
occupation des sols

En 2023, les activités agricoles occupent près de 49 % des 63,8 millions d'hectares du territoire français, y compris les départements d'Outre-mer (DOM). Ces surfaces occupées se composent essentiellement de surfaces cultivées et de surfaces toujours en herbe (prairies permanentes), mais intègrent également les bâtiments et infrastructures liées à l'élevage. Les régions de Normandie, des Pays de la Loire, des Hauts-de-France et de Bretagne présentent les taux d'occupation agricole les plus élevés. Les activités sylvicoles, quant à elles, s'étendent sur près de 25 % du territoire national, avec une implantation plus marquée dans les régions du Sud et de l'Est. Dans les DOM, la forêt amazonienne de Guyane, immense et quasiment intacte, est classée comme « sans usage ». Elle couvre à elle seule la quasi-totalité de ce département, soit une superficie équivalente à la Nouvelle-Aquitaine. Les sols artificialisés occupent 8,4 % du territoire français en 2023 (et 9,5 % en métropole). Ils se répartissent en 3,6 % de sols imperméables, bâtis ou revêtus et 4,8 % de sols perméables, stabilisés ou enherbés. La moitié de ces surfaces sont destinées à des usages résidentiels, culturels, sportifs ou de loisir, tandis qu'un tiers est consacré aux infrastructures logistiques de transport ou de stockage. À l'échelle nationale, les sols agricoles couvrent près de 44 % du territoire (50 % en métropole), dont 29 % de sols cultivés et 14 % de surfaces toujours en herbe. Les espaces naturels, quant à eux, occupent 48 % du territoire (contre 40 % en métropole). Parmi eux, les espaces boisés (forêts, bosquets, haies et alignements arborés, mangroves) sont les plus représentés, couvrant à eux seuls 42 % de la superficie nationale. Les autres formes de milieux naturels, landes, garrigues, maquis, zones humides ou encore sols nus naturels, occupent seulement 6 % du territoire.

Usage socio-économique

• Territoire français

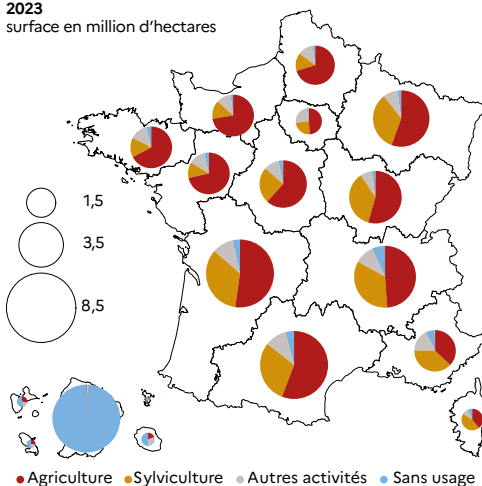
2023



• Selon les régions

2023

surface en million d'hectares



Note : voir glossaire « Teruti ».

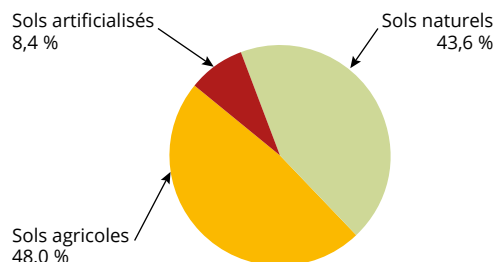
Champ : France.

Source : Agreste - Enquêtes Teruti

Occupation du sol¹

• Territoire français

2023



Note : voir glossaire « Teruti ».

1. Voir glossaire « Teruti », « sols agricoles », « sols artificialisés », « sols naturels ».

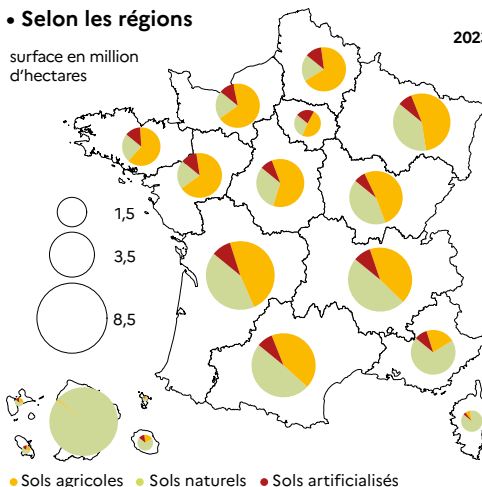
Champ : France.

Source : Agreste - Enquêtes Teruti

• Selon les régions

2023

surface en million d'hectares



Utilisation du territoire
surface agricole utilisée

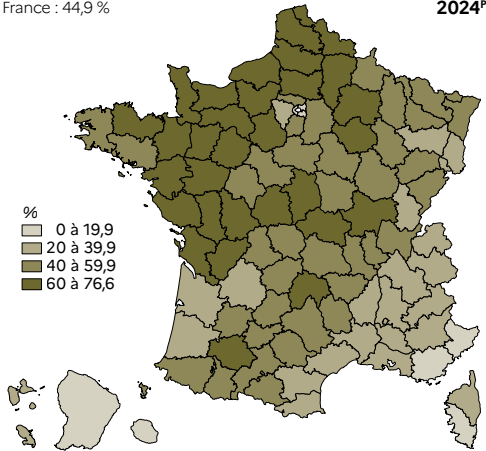
La surface agricole utilisée (SAU) diminue depuis les années cinquante : la part de la SAU dans la surface totale est de 52 % en 2024 contre 63 % en 1950 en France métropolitaine. Les départements les plus agricoles se situent dans le quart nord-ouest de la France. Dans la plupart d'entre eux, la SAU représente plus de 60 % de la surface totale. Dans les départements du Sud et de l'Est, cette part est nettement plus faible. Elle est inférieure à 19 % dans certains départements du Sud-Est (Alpes-Maritimes, Var, Corse-du-Sud) et dans les départements franciliens de la petite couronne.

De 1950 à 2000, la surface consacrée aux grandes cultures (céréales, oléagineux, protéagineux, pommes de terre, cultures industrielles, y compris jachères) a augmenté au détriment des cultures fourragères et des cultures permanentes (vignes, vergers). Depuis 2000, sa part dans la SAU est stable (44 % en 2024, contre 35 % en 1950). Les cultures fourragères (prairies et fourrages annuels), destinées à l'alimentation des animaux, occupent 51 % des surfaces agricoles en 2024. Les autres cultures (cultures permanentes, légumes, fleurs) représentent 5 % de la SAU. Les surfaces de vignes ont fortement diminué au cours des années 80 avec notamment les mesures d'arrachage de vignes à vins de consommation courante, qui visaient à limiter les excédents. La part des cultures permanentes dans la SAU est la plus élevée en Gironde et dans les départements du pourtour méditerranéen.

Territoire agricole

Part de la SAU dans la surface totale du département
France métropolitaine : 51,8 %
France : 44,9 %

2024^p



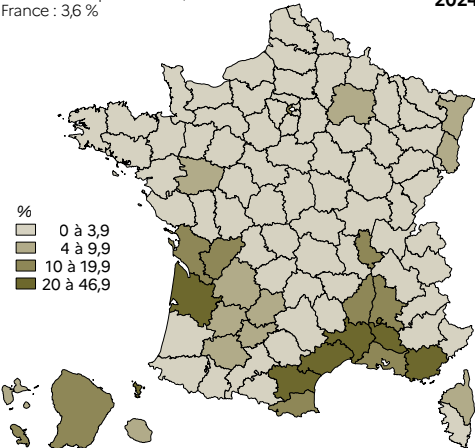
	1950	1980	2000	2020	2024 ^p
millier d'hectares					
Grandes cultures	11 941	11 600	13 469	12 738	12 524
part (%)	35,3	36,1	45,2	44,6	44,0
Cultures fourragères	18 714	18 268	14 691	14 383	14 487
part (%)	55,4	56,9	49,3	50,3	50,9
Cultures permanentes	2 050	1 425	1 141	1 037	1 015
part (%)	6,1	4,4	3,8	3,6	3,6
Autres ¹	1 082	829	507	434	424
part (%)	3,2	2,6	1,7	1,5	1,5
Superficie agricole utilisée	33 786	32 121	29 807	28 591	28 450
France métro. (%)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Part (%) de la SAU dans la surface totale	62,6	57,8	54,3	52,1	51,8

1. Légumes frais, fleurs et plantes ornementales, semences et plants divers, jardins et vergers familiaux des exploitants et des non exploitants.
Champ : France métropolitaine.
Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

Cultures permanentes

Part des cultures permanentes dans la SAU du département
France métropolitaine : 3,6 %
France : 3,6 %

2024^p



	1950	1980	2000	2020	2024 ^p
millier d'hectares					
Vignes	1 574	1 157	897	799	773
part (%)	76,8	81,3	78,6	77,0	76,1
dont vins d'appellation ¹	///	377	483	433	406
part (%)	///	34,9	57,0	57,5	55,2
dont autres vins ¹	///	704	365	321	329
part (%)	///	65,1	43,0	42,5	44,8
Vergers	453	243	218	201	197
part (%)	22,1	17,1	19,1	19,4	19,4
Autres cult. permanentes	22	23	26	37	45
part (%)	1,1	1,6	2,3	3,6	4,4
Total cult. permanentes	2 050	1 422	1 141	1 037	1 015
France métro. (%)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

1. Surface en production.
Champ : France métropolitaine.
Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

Utilisation du territoire

grandes cultures

Les grandes cultures occupent 12,5 millions d’hectares en 2024 en France métropolitaine, contre 11,9 en 1950. Les surfaces en céréales, oléagineux et protéagineux (COP) constituent 89 % des grandes cultures. Celles des pommes de terre en représentent moins de 2 %, contre 8 % en 1950, et la part des jachères est passée de 12 % à 4 % sur cette période. La part des surfaces en cultures industrielles reste limitée (5 % en 2024) mais augmente nettement depuis 2010. Cette hausse s’explique par une multiplication par 2,9 des surfaces en plantes à fibres (chanvre et lin) et le développement des surfaces en plantes aromatiques et médicinales qui sont multipliées par 1,9.

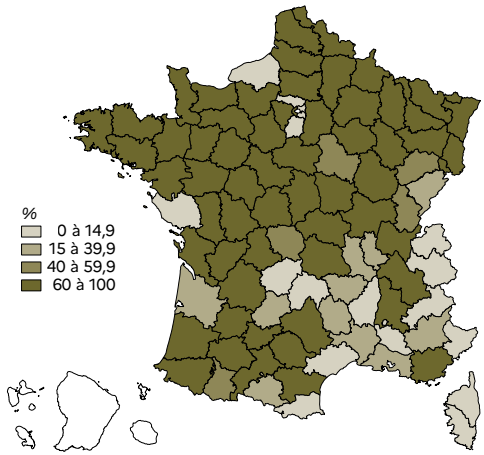
Les grandes cultures sont plus représentées dans la moitié nord de la France. Leur part est particulièrement élevée (supérieure ou égale à 80 %) dans les départements franciliens de la grande couronne ainsi que dans certains départements des régions Hauts-de-France (Oise), Grand Est (Aube, Marne) et Centre-Val de Loire (Eure-et-Loir). Les départements avec les surfaces de COP les plus importantes en 2024 sont la Marne, l’Eure-et-Loir, l’Aisne, la Vienne et l’Yonne.

En 2024, les céréales constituent 77 % des superficies en COP. Les oléagineux (colza, tournesol, soja et lin oléagineux) occupent une place de plus en plus importante : ils représentent 21 % des surfaces en COP en 2024 contre 2 % en 1950. Leurs plantes permettent notamment de produire de l’huile, et leur résidu, le tourteau, sert pour l’alimentation animale.

Grandes cultures

Part des grandes cultures dans la SAU du département
France métropolitaine : 44,0 %
France : 43,9 %

2024^p



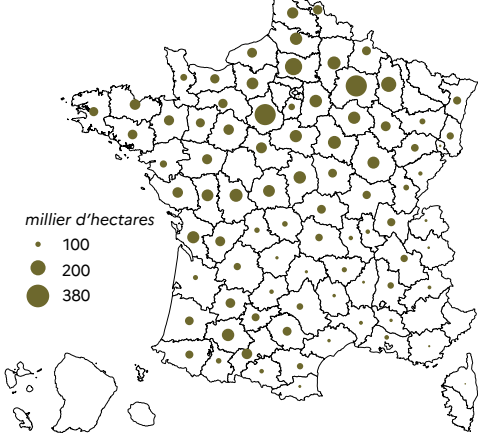
	1950	1980	2000	2020	2024 ^p
millier d’hectares					
Céréales, oléagineux, protéagineux (COP) y.c légumes secs	9 114	10 519	11 564	11 434	11 130
part (%)	76,3	90,7	85,9	89,8	88,9
Cultures industrielles (betteraves industrielles, plantes à fibre...)	433	625	521	645	668
part (%)	3,6	5,4	3,9	5,1	5,3
Pommes de terre	988	237	163	216	217
part (%)	8,3	2,0	1,2	1,7	1,7
Jachères	1 405	219	1 221	443	509
part (%)	11,8	1,9	9,1	3,5	4,1
Grandes cultures	11 940	11 600	13 469	12 738	12 524
France métro. (%)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Champ : France métropolitaine.
Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

Céréales, oléagineux et protéagineux

Surface COP
France métropolitaine : 11 130 milliers d’hectares
France : 11 131 milliers d’hectares

2024^p



	1950	1980	2000	2020	2024 ^p
millier d’hectares					
Céréales	8 724	9 895	9 076	8 926	8 530
part (%)	95,7	94,1	78,5	78,1	76,6
Oléagineux	152	505	2 010	2 119	2 277
part (%)	1,7	4,8	17,4	18,5	20,5
Protéagineux y.c légumes secs	238	119	477	388	324
part (%)	2,6	1,1	4,1	3,4	2,9
Céréales, oléagineux et protéagineux (COP) y.c légumes secs	9 114	10 519	11 564	11 434	11 130
France métro. (%)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Champ : France métropolitaine.
Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

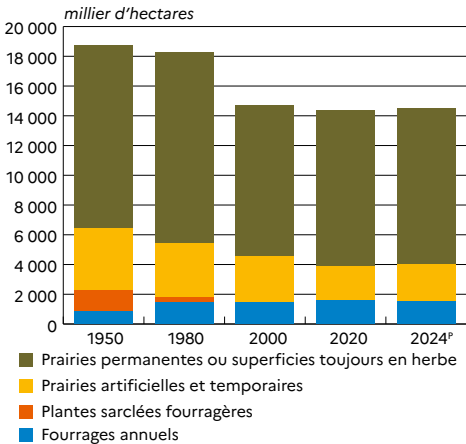
Utilisation du territoire
cultures fourragères

En France métropolitaine, les surfaces en cultures fourragères, destinées à l'alimentation des animaux, sont composées à 90 % de prairies permanentes (surfaces toujours en herbe) ou non permanentes (prairies artificielles et temporaires). Les 10 % restants, soit 1,5 million d'hectares et 5 % de la SAU, sont principalement constitués de fourrages annuels.

Ces surfaces de fourrages annuels ont fortement augmenté depuis 1970, en raison de l'essor du maïs fourrage, devenu le premier aliment des animaux. Dans les trois principaux départements d'élevage de vaches laitières (Manche, Ile-et-Vilaine et Côtes-d'Armor), leur part dans la SAU s'élève en moyenne à 20 %.

Les prairies s'étendent sur 13 millions d'hectares en 2024, soit 46 % de la SAU. Elles occupent plus de 90 % de la SAU dans certains départements d'élevage tels que le Cantal ou la Lozère et 95 % en Corse-du-Sud. La surface totale des prairies a diminué de 5 millions d'hectares depuis les années 60. D'une part, le nombre d'animaux a diminué. D'autre part, la hausse des rendements des prairies temporaires et artificielles et le développement de la production des fourrages annuels ont permis de réduire les surfaces traditionnellement consacrées à l'affouragement des animaux.

Cultures fourragères



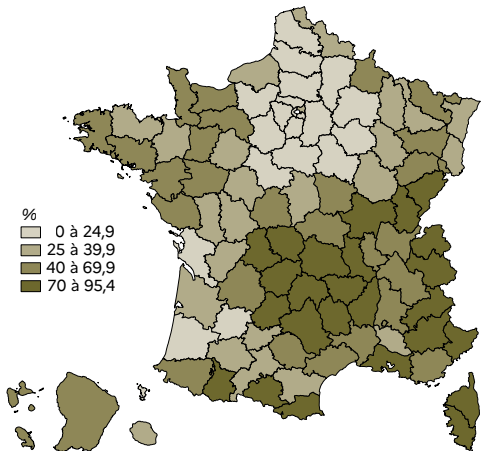
	1950	1980	2000	2020	2024 ^P
millier d'hectares					
Fourrages annuels	814	1 426	1 436	1 561	1 486
Plantes sarclées fourragères	1 418	373	41	24	16
Total prairies	16 482	16 487	13 213	12 796	12 984
dont prairies artificielles et temporaires	4 203	3 604	3 068	2 339	2 529
dont prairies permanentes ou superficies toujours en herbe	12 279	12 883	10 145	10 457	10 455
Total cultures fourragères	18 714	18 287	14 691	14 381	14 486

Champ : France métropolitaine.
Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

Prairies

Part des prairies¹ dans la SAU du département
France métropolitaine : 45,6 %
France : 45,6 %

2024^P



	1960	1980	2000	2020	2024 ^P
millier d'hectares					
France métropolitaine	17 915	16 469	13 213	12 796	12 984
dont					
Auvergne-Rhône-Alpes	2 666	2 629	2 247	2 226	2 245
Occitanie	2 367	2 068	1 874	1 984	2 075
Nouvelle-Aquitaine	2 419	2 435	1 955	1 858	1 891
Bourgogne-Franche-Comté	1 777	1 670	1 415	1 342	1 347
Pays de la Loire	1 485	1 499	1 134	1 013	1 030
Grand Est	1 715	1 400	1 035	977	984
Normandie	1 637	1 481	1 075	882	875
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 101	669	578	642	655
Bretagne	825	981	704	673	636
Centre-Val de Loire	900	682	494	574	605
Hauts-de-France	860	597	395	379	387

1. Prairies artificielles, temporaires et surfaces toujours en herbe.
Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

Forêt

La forêt française joue un rôle clé dans le développement des espaces ruraux. Elle fournit la matière première à plusieurs branches d'activité notamment le bois, le papier ou l'énergie, tout en offrant un cadre propice aux activités de loisir et de détente. Elle contribue aussi à la préservation de l'environnement, notamment à travers le stockage du carbone, ce qui en fait un allié important dans la lutte contre le changement climatique.

En 2023, les sols boisés couvrent 26,8 millions d'hectares, soit 42 % de la surface du territoire national, dont 8,0 millions dans les départements d'Outre-mer. Sur les 18,9 millions d'hectares de sols boisés en France métropolitaine, les forêts en représentent 93 % (soit 17,5 Mha), les bosquets, les haies et alignements d'arbres couvrant le reste. Depuis le début des années 1980, la superficie de la forêt métropolitaine a augmenté de 1,5 million d'hectares, tandis que celle des autres sols boisés (bosquets, haies) a reculé de 640 000 hectares.

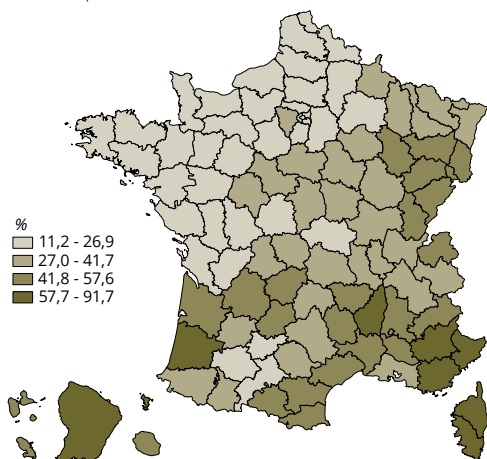
La Guyane présente une forte couverture boisée avec près de 92 % de la surface occupée par de la forêt. Dans les autres DOM, ainsi que dans les régions du Sud et de l'Est de la métropole, la forêt couvre plus de 39 % du territoire. À l'inverse, les régions de l'Ouest et du Nord sont moins boisées.

À l'échelle européenne, la France métropolitaine représente, en 2020, environ 11 % de la superficie forestière de l'Union européenne, se classant derrière la Suède (18 %), la Finlande (14 %) et l'Espagne (12 %). Dans les deux premiers pays, les paysages sont dominés par la forêt qui couvre plus des deux tiers de la superficie du territoire.

Taux de boisement

2023

France métropolitaine : 34,4 %
France : 42,0 %

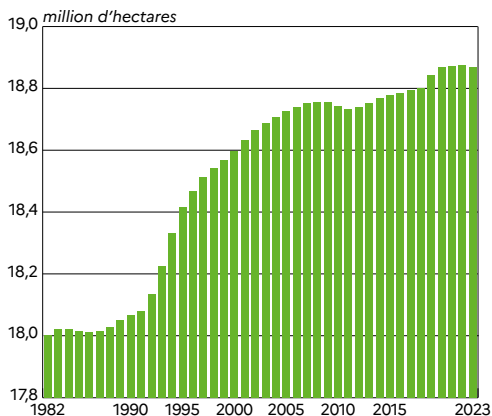


Source : Agreste - Enquêtes Teruti
agreste | GRAPH'AGRI 2025

Sols boisés¹

(forêts, bosquets, haies et alignements d'arbres)

• France métropolitaine



	1983	1993	2003	2013	2023
millier d'hectares					
Forêts	16 054	16 518	17 114	17 310	17 521
Bosquets, haies et alignements d'arbres	1 967	1 707	1 575	1 442	1 346
Total sols boisés	18 021	18 225	18 689	18 752	18 867

Note : les séries Teruti 1981-1990, Teruti 1992-2003 et Teruti-Lucas 2006-2015 ont été raccordées avec la nouvelle enquête Teruti. Voir glossaire « Teruti ».

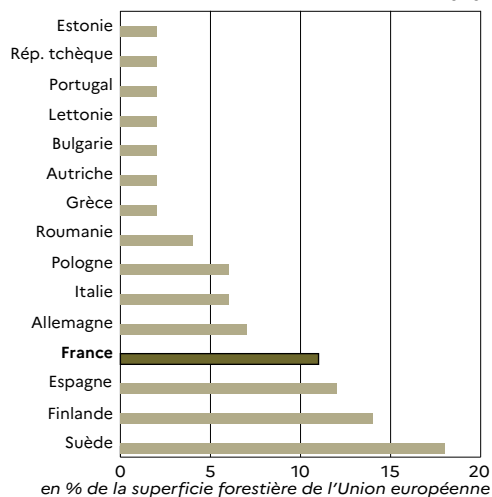
1. Voir glossaire « sols naturels ».

Champ : France métropolitaine.

Source : Agreste - Enquêtes Teruti, Teruti-Lucas

La forêt dans l'Union européenne à 27

2020



Source : Forest Europe SoEF2020

Exploitations

dimension économique et spécialisation

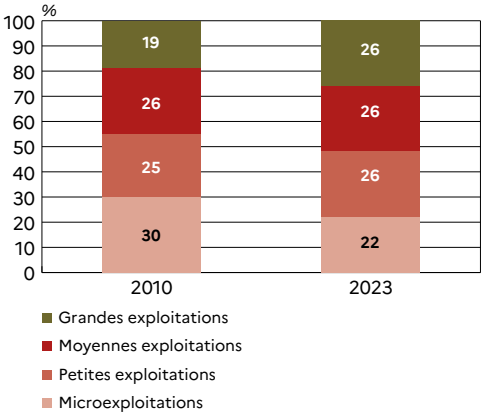
En 2023, la France métropolitaine compte 349 600 exploitations agricoles, soit près de 140 000 de moins qu'en 2010. Cette diminution représente un recul moyen de 2,6 % par an depuis 2010.

Le rythme de disparition varie toutefois selon la dimension économique des exploitations. Ainsi, le nombre de microexploitations baisse en moyenne de 5 % par an, tandis que celui des grandes exploitations reste quasiment stable (- 0,1 % par an). À elles seules, les exploitations hors micro assurent 91 % du potentiel de production agricole, mesuré par la production brute standard (PBS).

La baisse du nombre d'exploitations est particulièrement marquée dans les spécialisations d'élevage, avec un recul annuel moyen de 3,5 % entre 2010 et 2023. Cette seule catégorie concentre la moitié de la baisse totale observée. À l'inverse, les exploitations spécialisées dans les productions végétales résistent mieux (- 1,6 % par an), et la filière maraîchage-horticulture se distingue en enregistrant une progression sur la période.

En 2023, la spécialisation « grandes cultures » devient la plus représentée, devant les élevages bovins lait et viande qui occupaient la première place en 2010. Les exploitations mixtes, combinant culture et élevage, sont également en net recul, avec une baisse moyenne de 3,3 % par an.

Nombre d'exploitations selon la dimension économique*



	2010	2023
	millier d'exploitations	
Microexploitations	149,0	76,2
Petites exploitations	122,2	90,8
Moyennes exploitations	126,8	91,9
Grandes exploitations	92,0	90,7
Ensemble	490,0	349,6

* Voir glossaire « dimension économique ».

Champ : France métropolitaine, hors structures gérant des pacages collectifs.

Source : Agreste - Recensement agricole 2010 (les données du RA 2010 ont été réétolées en PBS 2020), enquête Structure des exploitations agricoles 2023

Orientation technico-économique des exploitations

	Effectif d'exploitations				PBS* 2020	
	Ensemble des exploitations		Ensemble hors micros		Ensemble hors micros	
	2010	2023	2010	2023	2010	2023
	millier d'exploitations				millier d'euros	
Grandes cultures	118	99	78	72	181	208
Viticulture	69	53	49	42	249	285
Bovins viande	60	42	40	31	98	117
Polyculture, polyélevage	60	39	43	33	228	263
Ovins, autres herbivores	56	34	24	20	108	119
Bovins lait	49	32	47	32	204	309
Porcins, volailles	29	16	24	15	505	576
Horticulture, maraîchage	14	15	12	13	332	356
Fruits	21	13	12	10	364	298
Bovins mixte	12	5	11	5	228	286
Ensemble¹	488	349	341	273	221	254

* Voir glossaire « dimension économique » et « orientation technico-économique ».

1. Hors exploitations non classées (1,8 millier, soit 0,5 % de l'ensemble des exploitations).

Champ : France métropolitaine, hors structures gérant des pacages collectifs.

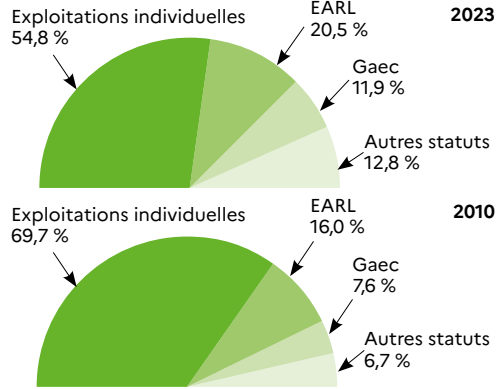
Source : Agreste - Recensement agricole 2010 (les données du RA 2010 ont été réétolées en PBS 2020), enquête Structure des exploitations agricoles 2023

Exploitations statut

En 2023, en France métropolitaine, 55 % des exploitations agricoles sont des exploitations individuelles, tandis que 45 % sont de forme sociétaire (EARL, Gaec...). Depuis 2010, le nombre d'exploitations individuelles a chuté de 44 %, atteignant 191 600, soit une baisse plus marquée que celle observée pour l'ensemble des exploitations (- 29 %). Les exploitations individuelles restent majoritaires, sauf dans les élevages de bovins, porcins et volailles. Ce statut prédomine particulièrement parmi les micros (93 %) et petites exploitations (75 %), mais devient moins fréquent dans les exploitations moyennes (42 %) et grandes (15 %).

En parallèle, les exploitations sous forme sociétaire, au nombre de 158 000, continue de croître (+ 6,4 % par rapport à 2010) en lien avec l'agrandissement des exploitations. Ces structures offrent une protection du patrimoine personnel en le dissociant du patrimoine professionnel et facilitent la mutualisation des moyens matériels, financiers et humains. Les exploitations agricoles à responsabilité limitée (EARL) sont les formes sociétaires les plus répandues, notamment chez les grandes exploitations, tandis que les groupements agricoles d'exploitation en commun (Gaec), où tous les associés sont exploitants, sont particulièrement présents dans les élevages de bovins.

Statut des exploitations



	1988	2000	2010	2023
millier d'exploitations ¹				
Exploitations individuelles ²	948,7	538,0	341,5	191,6
Ensemble formes sociétaires	68,1	125,8	148,5	158,0
EARL	1,6	55,9	78,6	71,7
Gaec	37,7	41,5	37,2	41,6
Groupement de fait, société d'assolement en commun	14,2	3,9	1,0	0,1
Autres formes sociétaires ³ et personnes morales	14,6	24,5	31,6	44,6
Ensemble	1 016,8	663,8	490,0	349,6

Voir glossaire « établissement », « structure collective ».

1. À partir de 2010, une exploitation agricole correspond à un seul Siret.

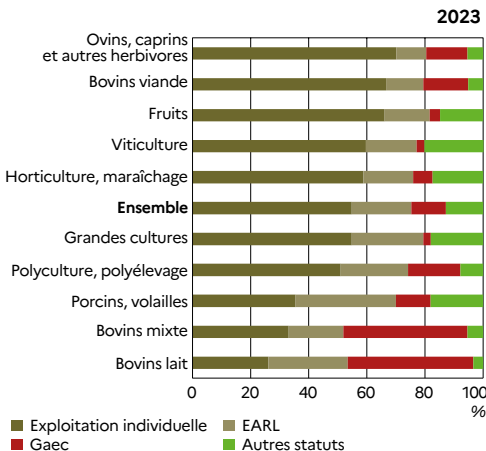
2. Y compris EIRL et autres personnes physiques.

3. Sociétés civiles, SA, SARL, etc.

Champ : France métropolitaine, hors structures gérant des pacages collectifs.

Source : Agreste - Recensements agricoles, enquête Structure des exploitations agricoles 2023

Statut et orientation



Champ : France métropolitaine, hors structures gérant des pacages collectifs.

Source : Agreste - Enquête Structure des exploitations agricoles 2023

Statut et dimension économique*

	Micros exploit.	Petites exploit.	Moyennes exploit.	Grandes exploit.
millier d'exploitations				
Exploitations individuelles ¹	71,1	678	38,7	14,0
Ensemble formes sociétaires	5,1	23,0	53,2	76,7
EARL	1,9	10,6	27,0	32,2
Gaec	0,3	3,9	13,8	23,7
Groupement de fait, société d'assolement en commun		0,1	0,0	0,0
Autres formes sociétaires ² et personnes morales	2,9	8,4	12,4	20,9
Ensemble	76,2	90,8	91,9	90,7

* Voir glossaire « dimension économique ».

1. Y compris EIRL et autres personnes physiques.

2. Sociétés civiles, SA, SARL, etc.

Champ : France métropolitaine, hors structures gérant des pacages collectifs.

Source : Agreste - Enquête Structure des exploitations agricoles 2023

Exploitations

surface agricole

En 2023, la quasi-totalité des 349 600 exploitations de France métropolitaine disposent d'une surface agricole utilisée (SAU). Seules 2 % des exploitations ne valorisent pas de SAU. C'est le cas par exemple des apiculteurs ou des éleveurs en hors sol (volailles, porcins...). En 2023, une exploitation ayant de la SAU dispose en moyenne de 76 hectares, soit 20 hectares de plus qu'en 2010.

Les grandes exploitations (en termes de taille économique) cultivent désormais 48 % de la SAU, contre 40 % en 2010. Elles exploitent en moyenne 143 hectares, soit 67 hectares de plus que l'ensemble des exploitations. Les microexploitations ne valorisent que 4 % de la SAU et disposent de 14 hectares en moyenne.

Les exploitations de forme sociétaire disposent en moyenne de 117 hectares de SAU, presque trois fois plus que les exploitations individuelles. Les écarts sont plus marqués en viticulture et maraîchage horticulture. En revanche, l'écart de surface est un peu plus réduit dans les élevages de bovins lait et de porcins/volailles : les formes sociétaires y cultivent en moyenne 2 fois plus de SAU que les exploitations individuelles.

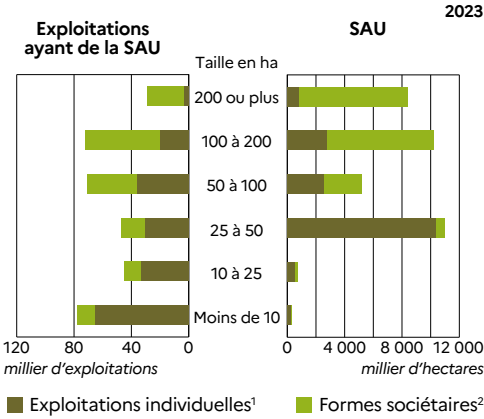
Pour la France métropolitaine, la superficie moyenne varie de 40 ha en région Provence-Alpes-Côte d'Azur à 136 ha en Île-de-France. La taille moyenne est plus faible dans le sud de la France (moins de 60 ha en moyenne en Occitanie et en PACA), et plus élevée dans le centre et le centre est de la France (plus de 100 ha de moyenne).

Surface agricole utilisée moyenne par spécialisation et statut en 2023

	Ensemble	Exploitations individuelles ¹	Formes sociétaires ²
hectare par exploitation ayant de la SAU			
Bovins mixte	141	75	173
Bovins lait	112	65	129
Polyculture et polyélevage	102	51	156
Grandes cultures	102	57	155
Bovins viande	91	61	153
Porcins, volailles	57	35	69
Ovins, caprins et autres herbivores	55	36	100
Viticulture	20	9	36
Fruits	25	15	47
Maraîchage et horticulture	13	6	23
Ensemble des exploitations	76	42	117

1. Y compris EIRL et autres personnes physiques.
2. Y compris autres personnes morales.
Champ : France métropolitaine, hors structures gérant des packages collectifs.
Source : Agreste - Enquête Structure des exploitations agricoles 2023

Surface agricole utilisée des exploitations en ayant

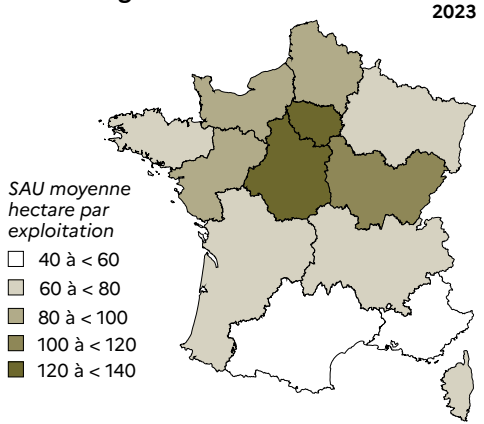


• SAU moyenne selon la taille économique*

Taille économique des exploitations	2010	2023	2010	2023
	hectare par exploitation en ayant		part (%) dans la SAU totale	
Micro-exploitations	8	14	4	4
Petites exploitations	39	43	18	15
Moyennes exploitations	81	94	38	33
Grandes exploitations	122	143	40	48
Ensemble des exploitations	56	76	100	100

* Voir glossaire « dimension économique ».
1. Y compris EIRL et autres personnes physiques.
2. Y compris autres personnes morales.
Champ : France métropolitaine, hors structures gérant des packages collectifs.
Source : Agreste - Recensement agricole 2010, Enquête Structure des exploitations agricoles 2023

SAU moyenne des exploitations selon la région



Champ : France, hors structures gérant des packages collectifs.
Source : Agreste - Enquête Structure des exploitations agricoles 2023

Exploitations de l'Union européenne nombre et taille

En 2020, l'Union européenne regroupe 9,1 millions d'exploitations agricoles. La Roumanie en concentre un tiers, suivie par la Pologne (14 %), l'Italie (12 %) et l'Espagne (10 %). Avec 393 000 exploitations, soit 4 % du total européen, la France métropolitaine se classe en 6^e place.

Un peu plus de 8 exploitations européennes sur 10 sont des microexploitations au sens de la dimension économique. Elles représentent 94 % des exploitations en Roumanie. À l'opposé, les exploitations de taille moyenne ou grande rassemblent entre 70 et 80 % du total aux Pays-Bas, en Belgique, au Luxembourg et en France.

Les exploitations européennes disposent en moyenne de 17 hectares. Mais l'écart est grand entre les exploitations roumaines et tchèques (respectivement 4 et 121 hectares). Les exploitations européennes hors micro utilisent 90 hectares en moyenne. Elles cultivent plus de 80 % des surfaces agricoles européennes.

En 2020, 60 % du potentiel de production agricole européen, mesuré par la production brute standard, sont issus des exploitations françaises (18 %), italiennes (16 %), allemandes (13 %) et espagnoles (13 %). Ces exploitations cultivent 52 % de la SAU européenne, mais ne représentent que 29 % du nombre d'exploitations.

Exploitations et SAU dans l'Union européenne à 27

2020

	Nbre d'exploitations		SAU moyenne ¹	
	Total	Hors micro-exploitations	Total	Hors micro-exploitations
	millier		hectare	
UE à 27	9 067	1 729	17	90
Roumanie	2 887	54	4	236
Pologne	1 301	208	11	71
Italie	1 130	301	11	40
Espagne	915	253	26	94
Grèce	531	76	5	37
France	393	283	70	97
Portugal	290	36	14	110
Allemagne	262	161	63	103
Hongrie	232	36	21	139
Croatie	144	13	9	93
Bulgarie	133	19	34	235
Lituanie	132	14	22	214
Irlande	130	48	35	93
Autriche	111	55	23	47
Slovénie	72	9	7	52
Lettonie	69	7	29	269
Suède	59	22	51	140
Pays-Bas	53	43	35	42
Finlande	46	20	50	114
Danemark	37	18	71	145
Belgique	36	29	38	48
Chypre	34	3	4	40
Tchéquie	29	11	121	312
Slovaquie	20	5	95	416
Estonie	11	3	86	308
Malte	8	1	1	18
Luxembourg	2	1	70	96

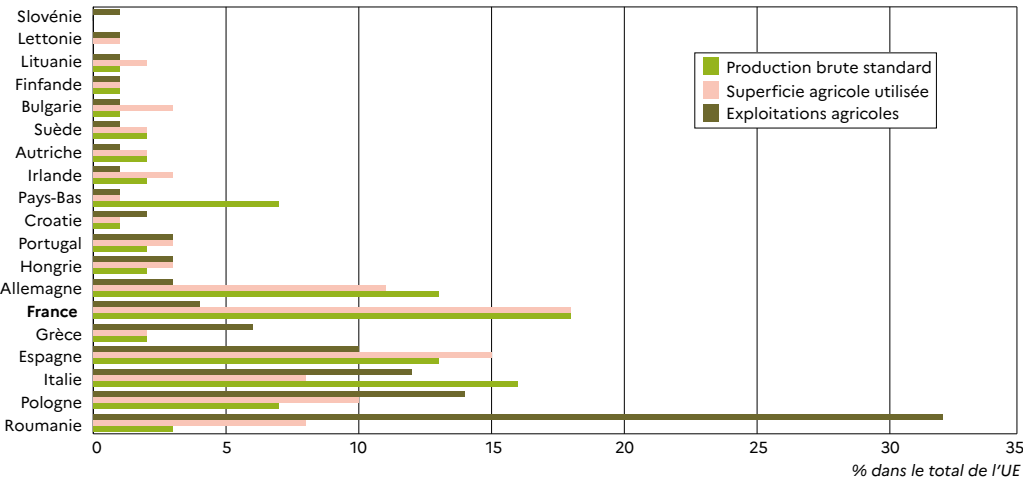
Voir glossaire « dimension économique ».

1. Y compris exploitations sans SAU.

Champ : ensemble des exploitations

Source : Eurostat - Recensement agricole 2020

Exploitations, SAU et production brute standard en 2020



Note : le pourcentage de chacune des trois données pour les 8 pays non représentés est inférieur à 2 %.

Champ : ensemble des exploitations.

Source : Eurostat - Recensement agricole 2020

Exploitations de l'Union européenne

main-d'œuvre

En 2020, les exploitations agricoles de l'Union européenne (UE à 27) emploient en moyenne 0,9 équivalent-temps-plein (ETP). Ce chiffre masque toutefois de fortes disparités entre les États membres. La Roumanie enregistre la moyenne européenne la plus faible (0,4 ETP), à l'inverse de la Tchéquie (3,3 ETP).

En excluant les micro exploitations, la moyenne européenne s'élève à 2,2 ETP par exploitation, un niveau proche de celui observé en France métropolitaine. Les écarts demeurent cependant conséquents au sein de l'UE, allant de 1,5 ETP en Autriche et en Irlande à 7,3 ETP en Slovaquie.

La composition de la main-d'œuvre employée dans les exploitations agricoles européennes présente une grande diversité. En moyenne, les exploitants agricoles en nom propre et leurs familles, hors groupements, représentent près des deux tiers de la force de travail de l'UE. Cette proportion atteint plus de 90 % en Slovaquie ou en Pologne et moins de 30 % en Slovaquie et Tchéquie. En France, elle ne pèse que 35 % dans le volume de travail des exploitations. Ces différences s'expliquent par la variété des structures de production agricole en Europe, tant en termes de taille des exploitations agricoles que d'organisation juridique.

Main-d'œuvre¹ des exploitations de l'Union européenne à 27

2020

	ETP total		ETP moyen	
	Ensemb. des expl.	Hors micro-exploitations	Ensemb. des expl.	Hors micro-exploitations
	millier d'ETP		ETP moyen par expl.	
UE à 27	7 918	3 816	0,9	2,2
Belgique	52	48	1,5	1,7
Bulgarie	182	75	1,4	3,8
Tchéquie	94	79	3,3	7,0
Danemark	86	58	2,3	3,2
Allemagne	470	402	1,8	2,5
Estonie	17	11	1,5	3,5
Irlande	155	72	1,2	1,5
Grèce	570	195	1,1	2,6
Espagne	827	491	0,9	1,9
France	671	589	1,7	2,1
Croatie	160	37	1,1	2,8
Italie	849	528	0,8	1,8
Chypre	20	8	0,6	2,5
Lettonie	67	21	1,0	2,8
Lituanie	113	47	0,9	3,5
Luxembourg	4	3	1,9	2,3
Hongrie	242	124	1,0	3,5
Malte	5	1	0,6	1,7
Pays-Bas	151	140	2,9	3,3
Autriche	121	85	1,1	1,5
Pologne	1 392	458	1,1	2,2
Portugal	304	100	1,0	2,8
Roumanie	1 144	113	0,4	2,1
Slovénie	71	19	1,0	2,1
Slovaquie	42	33	2,1	7,3
Finlande	56	42	1,2	2,1
Suède	53	37	0,9	1,7

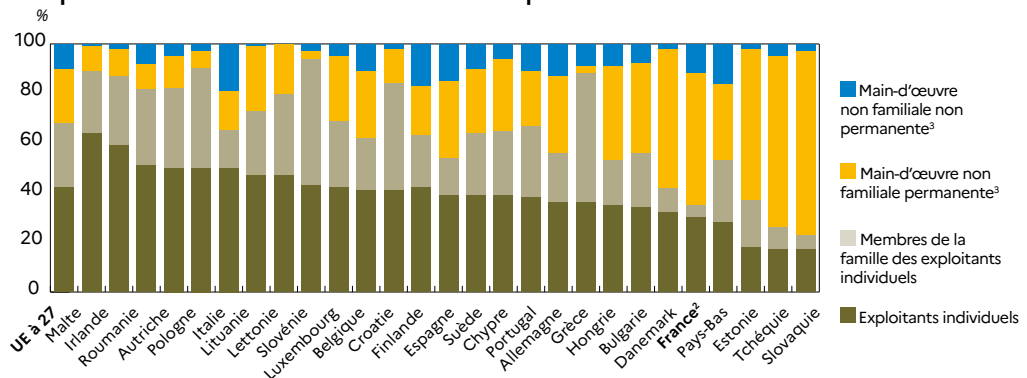
Voir glossaire « dimension économique ».

1. Main-d'œuvre employée directement par les exploitations.

Champ : ensemble des exploitations.

Source : Eurostat - Recensement agricole 2020

Composition de la main-d'œuvre¹ dans les exploitations de l'UE en 2020



1. Main-d'œuvre employée directement par les exploitations.

2. Y compris DOM ; pour la Guyane, champ limité aux exploitations accessibles par la route.

3. Au sens d'Eurostat, les ETP non familiales correspondent à toutes les ETP hors celles de la famille des exploitants en nom propre. En particulier, en font partie les ETP des chefs d'exploitation et coexploitants, de leur famille et des salariés des exploitations de statut de forme sociétaire y compris groupements.

Champ : ensemble des exploitations y compris collectives (pâturages collectifs...).

Source : Eurostat - Recensement agricole 2020

Foncier

mode de faire-valoir

Dans les exploitations individuelles, les terres peuvent être exploitées en faire-valoir direct lorsque l'exploitant en est propriétaire, en fermage, c'est-à-dire louées à des tiers, ou, plus marginalement, en métayage, où le propriétaire non exploitant perçoit une part des récoltes. Pour les exploitations sous forme sociétaire, les terres peuvent appartenir à la société, être louées aux associés ou encore à des tiers.

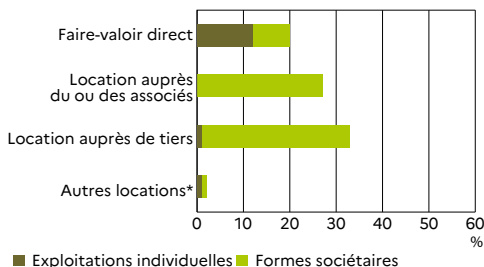
En 2023, la location de terres auprès de tiers reste le mode de faire-valoir le plus répandu en France métropolitaine, représentant près de la moitié de la surface agricole utilisée (SAU). Les autres terres sont exploitées en faire-valoir direct (21 % de la SAU) ou par des sociétés qui louent leurs terres à leurs associés (28 % de la SAU).

Plus d'un tiers des exploitations individuelles possèdent la totalité de leurs terres, tandis que 19 % des sociétés exploitent uniquement des terres détenues entièrement par leurs associés. Près de la moitié des exploitations individuelles et 59 % des sociétés louent tout ou partie de leurs terres à des tiers. En revanche, seules 16 % des exploitations individuelles et 13 % des sociétés exploitent exclusivement des terres louées à des tiers.

La location de terres à des tiers est plus répandue dans les grandes exploitations, qui sont très majoritairement des formes sociétaires, où elle concerne 49 % des surfaces, contre 33 % dans les microexploitations. Cette pratique tend à diminuer avec l'âge du chef d'exploitation : elle représente 75 % de la SAU chez les moins de 40 ans, qui s'installent majoritairement sous forme sociétaire, contre 39 % chez les plus de 60 ans. Géographiquement, ce mode de faire-valoir prédomine dans la moitié nord de la France, tandis qu'il ne dépasse pas 40 % en Nouvelle-Aquitaine, en Occitanie et en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Mode de faire-valoir en 2023

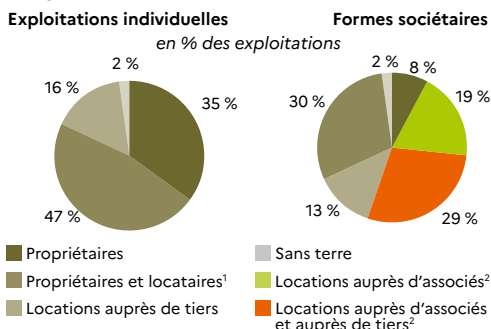
• Part de la SAU



• SAU et taille de l'exploitation

Dimension économique de l'exploitation	Faire valoir direct	Terres prises en location		Autres locations*
		Auprès du ou des associés	Auprès de tiers	
millier hectares				
Micros	588	46	340	68
Petites	1 514	362	1 853	204
Moyennes	1 975	2 128	4 340	207
Grandes	1 549	4 829	6 317	242
France métropolitaine	5 626	7 365	12 850	721

• Exploitation et statut



Voir glossaire «mode de faire-valoir».

* Métayage, colonage, locations provisoires...

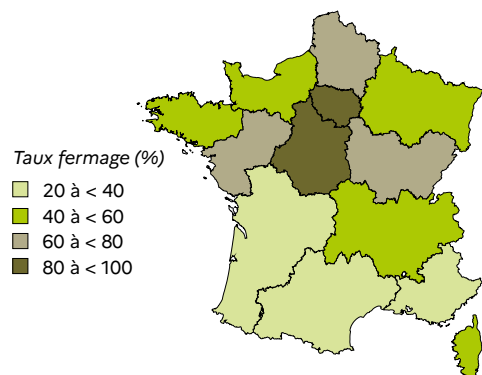
1. SAU en faire-valoir direct et en location auprès de tiers.

2. Y compris faire-valoir direct éventuel.

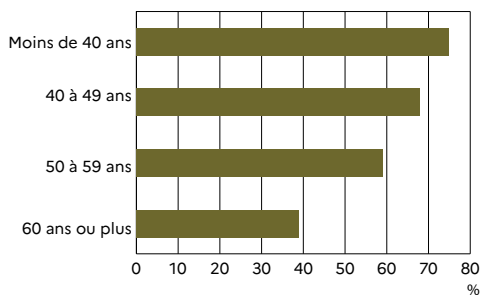
Champ : France métropolitaine.

Source : Agreste - Enquête Structure des exploitations agricoles 2023

Part de la SAU louée auprès de tiers en 2023



Selon l'âge du chef d'exploitation



Champ : France métropolitaine.

Source : Agreste - Enquête Structure des exploitations agricoles 2023

Foncier
Safer

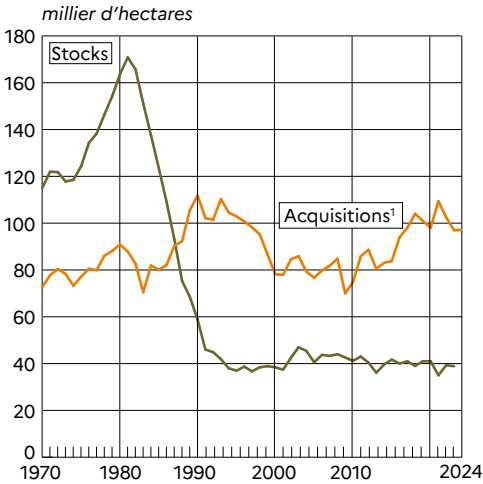
Les missions et les moyens d'intervention des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (Safer) ont été renforcés en 2014. Ils sont définis autour de quatre axes : agriculture, environnement, développement durable des territoires ruraux et transparence du marché foncier rural.

Les Safer disposent d'un droit de préemption lors d'une mise en vente d'un bien par un propriétaire, y compris la vente séparée de l'usufruit et de la nue-propriété, et la vente de parts sociales d'une société agricole en cas de cession de la totalité d'entre elles.

En 2024, les Safer ont acquis 97 100 ha. Elles en ont rétrocédé 98 400 : 36 000 ha (37 %) ont été consacrés à l'installation et 38 200 (39 %) ont contribué à l'agrandissement des structures existantes. Le reste alimente d'autres types d'opérations : remaniements parcellaires, développement local, environnement, développement des espaces forestiers, etc.

Les superficies moyennes par opération sont faibles : 7,5 ha pour une acquisition et 6,8 ha pour une rétrocession. Dans le cas d'une installation, la surface moyenne rétrocédée est de 11,2 ha contre 6,6 ha pour un agrandissement.

Activité des Safer

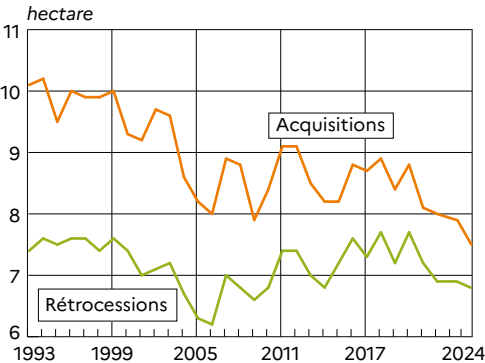


	1990	2010	2015	2023	2024	Cumul depuis 1961
millier d'hectares						
Acquisitions¹	112	75	84	97	97	5 127
Rétrocessions¹	122	76	87	99	98	4 996
dont installations²	32	26	31	36	36	...
agrandissements	69	23	24	39	38	...
Stocks	59	41	42	39	nd	///

1. Au 31 décembre de chaque année.
2. Les installations concernent aussi celles non-agricoles. En 2024, les seules installations agricoles représentent 28 milliers d'hectares.
Champ : France métropolitaine.
Source : Groupe Safer

Surface moyenne par opération

• Acquisitions et rétrocessions



Champ : France métropolitaine.
Source : Groupe Safer

• Surface moyenne rétrocédée

	2000	2010	2015	2023	2024
surface moyenne (ha)					
Installations	21	13	12	12	11
Agrandissements	11	7	7	7	7

Foncier

prix des terres, prés et vignes

De 1997 à 2014, les prix des terres labourables et des prairies naturelles libres de toute location en France métropolitaine (hors Corse) ont presque doublé en euros courants, et ont augmenté de 54 % en euros constants (corrégés de l'inflation). Depuis 2015, les prix fluctuent légèrement en euros courants, avec une hausse en 2024 (+ 3,2 % sur un an). En euros constants, les prix ont fortement baissé depuis 2015 (- 10,6 % entre 2015 et 2024) dans le contexte d'une forte inflation en 2022 et 2023.

Entre 1997 et 2014, la hausse des prix a été favorisée par une baisse des taux d'intérêt réels. En 2024, l'évolution des prix s'explique par la conjonction de différents facteurs conjoncturels. D'une part, beaucoup d'agriculteurs sont en fin de carrière, entraînant la vente ou l'échange de surfaces de tout type de qualité. D'autre part, les cours des céréales, après le pic de 2022, restent à des niveaux élevés. Cependant, les récoltes 2024 ont fortement baissé, en lien avec les conditions météorologiques. Enfin, les taux d'intérêt réels, stables mais élevés en 2024, ont freiné l'investissement. Au final, le nombre de transactions a grandement baissé (- 5,6 % sur un an, après - 1,5 % en 2023) mais avec un nombre d'hectares proche de celui de 2023. Les prix ont en moyenne augmenté sur un an, particulièrement dans les zones de polycultures-élevage (+ 4,6 %). Cependant, les prix restent très hétérogènes selon les départements. Ils s'établissent entre 2 450 et 17 450 euros/ha, et sont les plus élevés dans les zones urbanisées et touristiques.

En 2024, le prix des vignes à Cognac baisse fortement (- 9,7 %). En Champagne, le prix poursuit sa hausse (+ 1,7 %). Celui des autres vignes d'appellation baisse nettement (- 3,9 %).

Volume des transactions des terres et prés

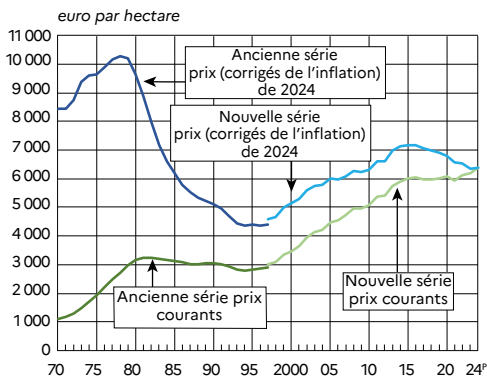
Mode de faire-valoir Profession de l'acquéreur	2000			2024		
	Terres libres	Terres louées	Ensemble	Terres libres	Terres louées	Ensemble
	millier d'hectares					
Toutes professions	87,8	108,1	195,9	92,6	145,9	238,5
dont agriculteurs	60,4	98,8	159,2	60,8	110,2	171,0
% de SAU échangée			0,7			0,9

Note : ensemble des terres labourables et prairies naturelles (de plus de 0,7 ha pour les terres libres à la vente). Ventes des Safer incluses.

Champ : France métropolitaine (hors Corse).

Sources : Agreste, Groupe Safer

Prix des terres agricoles



Note : les prix (corrégés de l'inflation) sont calculés en déflatant les prix par le prix du PIB.

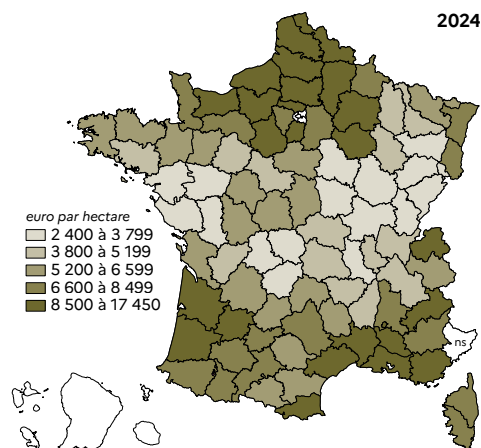
Champ : ensemble des terres labourables et prés (de plus de 0,7 ha pour les terres libres à la vente).

Sources : Agreste, Groupe Safer

	2000	2010	2015	2023	2024 ^P
Terres et prés <i>euro par hectare (prix courant)</i>					
Terres libres	3 480	5 070	6 010	6 200	6 400
Terres louées	2 790	3 830	4 470	5 120	5 220
Vignes <i>millier d'euros par hectare (prix courant)</i>					
Vignes d'appellation	66,7	110,8	148,9	178,4	176,4
dont champagne	434,1	849,2	1 144,4	1 103,2	1 121,8
autres AOP	43,9	54,3	68,4	97,5	93,8
Autres vignes	13,0	15,5	21,5	26,4	24,2
dont vignes pour eaux-de-vie d'appellation	15,1	27,7	42,7	56,7	51,1
autres vignes	12,2	10,7	13,1	14,9	13,8

Champ : ensemble des terres labourables et prés (de plus de 0,7 ha pour les terres libres à la vente).

Sources : Agreste, Groupe Safer



Champ : ensemble des terres labourables et prairies naturelles libres à la vente de plus de 0,7 ha.

ns : non significatif.

Sources : Agreste, Groupe Safer

Installations

En France métropolitaine, en 2023, 13 621 non-salariés se sont nouvellement installés en tant que chefs d'exploitation agricole (première affiliation) contre 14 132 en 2022, soit une baisse de 3,6 % en 2023, après 2 années de hausse (+ 1,6 % en 2022 et + 11,2 % en 2021) et 3 années de baisse (- 6,7 % en 2020, - 3,7 % en 2019 et - 2,8 % en 2018).

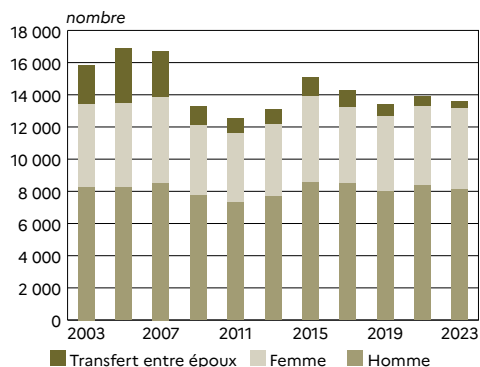
En 2023, cinq régions comptent chacune plus de 1 000 installations et représentent 63 % des installations en France métropolitaine : Occitanie (2 398), Nouvelle-Aquitaine (2 076), Auvergne-Rhône-Alpes (1 831), Grand Est (1 201), Pays de la Loire (1 079).

Hors transferts entre époux, 13 160 nouveaux chefs d'exploitation se sont installés en 2023, majoritairement en grandes cultures (20 %), en élevage bovins (19 %, dont 10 % en bovins lait et 9 % en bovins viande), en polyculture-polyélevage (12 %), en viticulture (10 %) et en maraîchage-horticulture (8 %). La pluriactivité est en augmentation : elle concerne 43 % des installés en 2023 contre 39 % en 2022 et 36 % en 2021. Parmi les nouveaux installés en 2023, 9 249 ont moins de 40 ans (âge maximal pour être éligible aux aides à l'installation des jeunes agriculteurs), soit 70 % de l'ensemble des installés hors transfert entre époux. Ils s'installent majoritairement sous forme sociétaire (56 %). En 2023, la superficie moyenne des installés de moins de 40 ans est de 37 hectares (42 ha chez les hommes et 26 ha chez les femmes), 22 hectares pour les plus de 40 ans (21 ha chez les hommes et 25 ha chez les femmes).

Hors transferts entre époux, 38 % des nouveaux chefs d'exploitation installés en 2023 sont des femmes (seulement 26,5 % de l'effectif des chefs d'exploitation). Les femmes représentent 34 % des nouveaux installés avant 40 ans et 49 % après 40 ans. Les femmes s'installent plus tardivement que les hommes : 38 % des installées ont plus de 40 ans contre 24 % des hommes.

Ensemble des installations

• De 2003 à 2023



• Selon la région en 2023

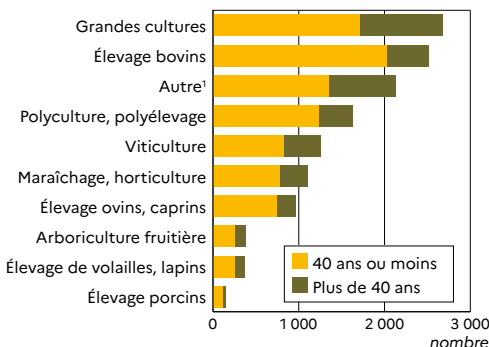
	Nouveaux installés	Part des transferts entre époux	Taux de renouvellement ¹
	nombre	%	%
Occitanie	2 398	3,3	4,2
Nouvelle-Aquitaine	2 076	3,8	3,6
Auvergne-Rhône-Alpes	1 831	3,2	3,6
Grand Est	1 201	4,9	3,3
Pays de la Loire	1 079	3,2	3,3
Bretagne	949	3,3	3,1
Normandie	920	5,1	3,6
Bourgogne-Franche-Comté	871	2,1	3,3
Hauts-de-France	758	3,4	2,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	711	2,4	4,3
Centre-Val de Loire	576	1,7	3,0
Île-de-France	169	2,4	3,2
Corse	82	0,0	2,8
France métropolitaine	13 621	3,4	3,5

1. Le taux de renouvellement est le rapport entre les nouveaux installés hors transferts entre époux et le nombre d'exploitants déjà en exercice.

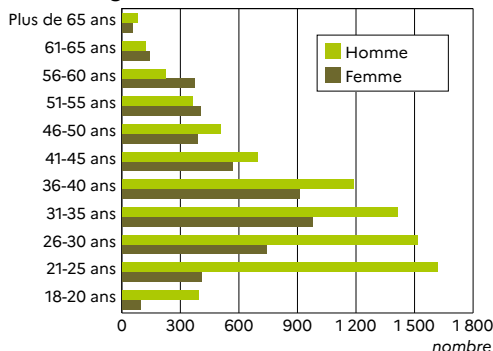
Champ : ensemble des exploitants agricoles au sens MSA.
Source : Mutualité sociale agricole

Installations en 2023 - hors transfert entre époux*

• Selon l'âge et le secteur d'activité agricole



• Selon l'âge et le sexe



* Parmi les nouveaux installés, on distingue le cas particulier des transferts entre époux lorsque le chef d'exploitation qui fait valoir ses droits à la retraite transmet son exploitation à son conjoint, qui la dirige alors jusqu'à sa propre retraite.

1. Élevage de chevaux et activités liées, autres élevages de petits ou gros animaux, autres cultures spécialisées (pépinières, conchyliculture, sylviculture...).

Champ : ensemble des exploitants agricoles hors transferts entre époux au sens MSA.

Source : Mutualité sociale agricole

Aides à l'installation

Les aides à l'installation facilitent les reprises et les créations d'exploitations agricoles. La dotation d'installation aux jeunes agriculteurs (DJA) permet de compléter la trésorerie et de financer une partie des investissements d'installation. Les candidats à la DJA doivent satisfaire à des conditions d'âge et de diplôme et démontrer la viabilité économique de leur projet. Jusqu'en 2017, les jeunes agriculteurs pouvaient aussi bénéficier de prêts bonifiés à l'installation (MTS-JA) qui ont été remplacés en 2017 par une nouvelle modulation de la DJA en fonction du montant total des investissements de reprise, de renouvellement et de développement inscrits au plan d'entreprise.

En 2022, le niveau des 6 000 DJA a été dépassé pour la première fois depuis plus de 15 ans. Au total, 6 069 DJA ont été accordées, pour un montant moyen de 33 120 € par DJA (après 5 242 DJA accordées pour un montant moyen de 32 290 € par DJA en 2021), soit une hausse de 827 DJA sur un an. Les montants de DJA sont attribués en fonction des zones d'installation et des critères de modulation, selon une grille définie dans chaque région.

Au total, 201 millions d'euros de subventions publiques (État, Régions, FEADER) ont été engagés au titre de la DJA. 35 % des installations aidées en 2022 correspondent à des installations hors cadre familial. La part des femmes parmi les bénéficiaires de la DJA reste modeste, mais en augmentation régulière depuis 2018 : 25 % en 2022, 24 % en 2021, 23 % en 2020, 22 % en 2019 et 21 % en 2018. L'âge moyen des bénéficiaires de la DJA est de 29 ans. 66 % des installations aidées le sont pour des exploitations en forme sociétaire. 21 % des installations aidées s'effectuent en polyculture-élevage, 46 % en productions animales et 33 % en productions végétales.

Répartition du nombre de DJA accordées

• Selon le type de bénéficiaire

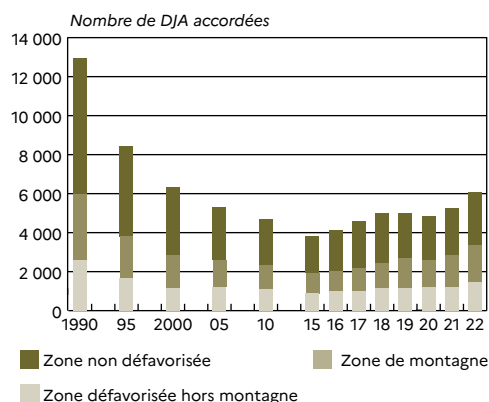
	2000	2015	2021	2022
	%			
Part hors cadre familial ¹	30	26	36	35
Part de femmes	21	19	24	25
de 18 à 24 ans	...	16	25	26
de 25 à 29 ans	...	25	27	26
de 30 à 34 ans	...	30	25	25
de 35 à 40 ans	...	29	23	23

1. L'exploitation n'est pas transmise par des membres de la famille jusqu'au 3^e degré. Le fait de s'installer hors cadre familial donne lieu à une majoration de la DJA.

Champ : France hors Corse et DOM.

Sources : ASP, DGPE-BFE à partir des données Osiris

Aide à l'installation des jeunes agriculteurs



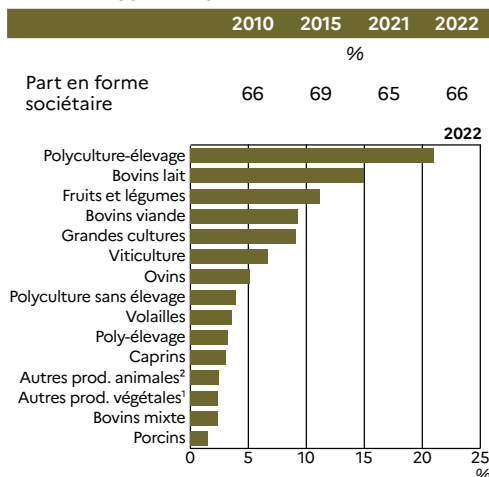
	2000	2015	2021	2022
	nombre			
Dotations aux jeunes agriculteurs	6 314	3 801	5 242	6 069
Zone de montagne	1 136	874	1 185	1 481
Zone défavorisée hors montagne	1 705	1 064	1 646	1 887
Zone non défavorisée	3 473	1 863	2 411	2 701
	million d'euros			
Engagement pour la DJA	105	73	170	201
Engagement pour les prêts MTS-JA ¹	///	12	///	///

1. Les prêts bonifiés aux jeunes agriculteurs ont été supprimés en cours d'année en 2017 à des dates différentes suivant les régions.

Champ : France y compris Corse et DOM.

Sources : ASP, DGPE-BFE à partir des données Osiris

• Selon le type d'exploitation créée



1. Horticulture, plantes à parfum, aromatiques et médicinales.

2. Chevaux, lapins, apiculture.

Champ : France hors Corse et DOM.

Sources : ASP, DGPE-BFE à partir des données Osiris

Équipement des exploitations

Posséder en propre un tracteur est une pratique généralisée chez les agriculteurs : près de 8 sur 10 sont propriétaires d’au moins un tracteur. Ces machines sont de plus en plus puissantes : entre 2013 et 2023, la part des tracteurs en propriété de moins de 80 CV est passée de 47 à 35 % alors que celle de plus de 170 CV a doublé (de 4 à 9 %). En 2024, les immatriculations de tracteurs neufs baissent légèrement avec 62 500 unités, celles de tracteurs d’occasion diminuent de 3 % avec 102 600 immatriculations. Les engins de récolte sont également courants : un quart des exploitations de grandes cultures possèdent une moissonneuse-batteuse et un sixième des exploitations viticoles une machine à vendanger. L’achat de matériel en copropriété, ou via l’une des 10 374 Cuma recensées en France métropolitaine, concerne en particulier les ensileuses (80 % du parc d’ensileuses), les récolteuses de betteraves (60 % du parc), ainsi que les machines à vendanger ou les semoirs directs (41 % de leur parc respectif). Le type d’outils numériques utilisés et le niveau d’équipement des exploitations agricoles varient selon leur dimension économique et leur filière de production. En 2023, la moitié des exploitations agricoles ont recours à un logiciel informatique spécialisé pour la gestion de leur comptabilité, de leurs productions ou de leur activité commerciale. Près d’un tiers sont dotées d’outils d’aide à la décision (OAD), leur fournissant des préconisations pour la conduite de leurs opérations culturales. Près de 40 % des exploitations spécialisées en filière animale sont équipées de dispositifs numériques pour surveiller leurs animaux (caméras, micros, colliers connectés), suivre leur état de santé (détection des mammites, des chaleurs, contrôle du poids, etc.) ou réguler automatiquement les conditions d’ambiance des bâtiments d’élevage (température, ventilation, brumisation).

Équipement numérique des exploitations en 2023

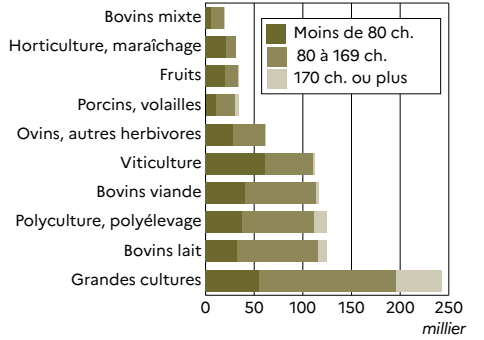
	Ensemble des exploitations	dont spécialisées en filière	
		végétale	animale
		%	
Logiciels informatiques spécialisés	51	48	59
Comptabilité	30	31	30
Commerce	17	19	13
Gestion des cultures	23	28	18
Gestion du cheptel	22	9	46
Autres	8	6	12
Outils d’aide à la décision	32	38	25
Phytoprotection	28	34	22
Fertilisation	27	31	23
Irrigation	5	7	2
Autres	12	17	6
Dispositifs pour le suivi et bien-être animal	18	6	39
Surveillance	9	3	20
Régulation clim. des bâtiments	8	2	18
Suivi de la santé	7	2	15
Autres	14	4	29

Champ : France - Toutes exploitations.
Source : Agreste - Enquête Structure des exploitations agricoles 2023

Matériel agricole possédé en 2023

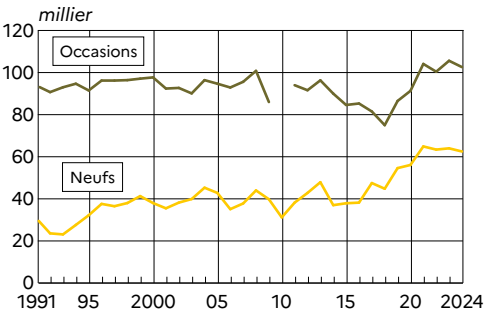
	Matériel en propriété		Matériel en copropriété ou en Cuma	
	Exploitations en ayant	Nombre	Exploitations en ayant	Nombre
	millier		millier	
Tracteurs	300	901	31	64
moins de 80 ch.	230	311	6	8
80 à 169 ch.	299	509	24	33
170 ch. ou plus	64	81	17	24
Moissonneuse-batteuse	43	45	24	25
Presse à balles	102	109	27	31
Pulvérisateur	159	176	34	37
Semoir pour semis conventionnel	132	164	42	53
Semoir pour semis direct	19	20	13	14
Chargeur automoteur	90	105	16	17
Ensileuse	3	3	12	12
Machine à vendanger	10	10	6	7
Récolteuse de pommes de terre	6	6	2	2
Récolteuse de betteraves	1	2	3	3

• Tracteurs en propriété en 2023



Champ : France - Toutes exploitations.
Source : Agreste - Enquête Structure des exploitations agricoles 2023

Immatriculations de tracteurs



Champ : France.
Source : MATTE - SDES

Matériel agricole

	1988	2000	2015	2024
	millier			
Nombre de Cuma	11,9	13,3	12,3	10,3

Champ : France métropolitaine.
Source : FNCUMA

Diversification des activités des exploitations agricoles

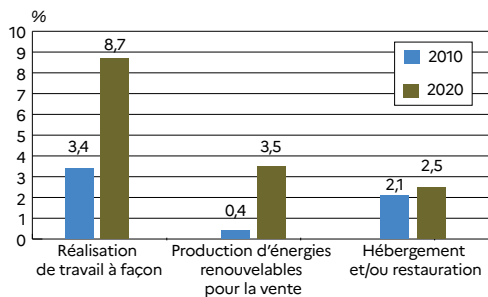
En 2020, 36 % des exploitations de France métropolitaine complètent leur activité de production par une ou plusieurs activités de diversification. Ces dernières peuvent s'inscrire en prolongement direct de la production agricole, comme la transformation ou la vente en circuits courts de produits de la ferme, ou en être plus éloignées comme la production d'énergie renouvelable ou une activité touristique.

La vente en circuits courts est l'activité de diversification la plus répandue (23 % des exploitations agricoles en 2020). Les apiculteurs, horticulteurs et maraîchers plébiscitent ce type de vente, les autres élevages et les exploitations spécialisées en grandes cultures beaucoup moins. L'activité de transformation de produits à la ferme est un peu moins fréquente (14,5 %) et concerne essentiellement le vin et la viande.

En 2020, le travail à façon concerne 8,7 % des exploitations, contre 3,4 % en 2010. L'essentiel des prestations réalisées sont des travaux liés à la production agricole (labour, récolte...) ; peu concernent d'autres domaines (déblayage de neige, entretien de haies...). Le travail à façon est plus fréquent dans les exploitations spécialisées en grandes cultures (14 %).

La production d'énergie renouvelable destinée à la vente augmente fortement mais reste encore peu développée. La vente d'énergie solaire est de loin la plus répandue devant le biogaz et l'éolien. C'est parmi les éleveurs de porcins et/ou volailles que la vente d'énergie renouvelable est la plus courante (8 %). Comme en 2010, le tourisme reste peu pratiqué dans les exploitations agricoles : en 2020, seules 2,5 % proposent un hébergement et/ou une restauration à la ferme. Les autres activités de diversification restent marginales (négoce, activités de loisir...).

Part d'exploitations pratiquant certaines activités de diversification en 2010 et 2020



Champ : France métropolitaine.
Source : Agreste - Recensements agricoles
agreste | GRAPH'AGRI 2025

Activités de diversification des exploitations en 2020

	Exploitations	
	Nombre	%
Au moins une activité de diversification	141 739	36,4
Vente en circuits courts	90 024	23,1
Transformation de produits à la ferme (y compris vins)	56 459	14,5
Réalisation de travail à façon, dont :	33 795	8,7
agricole	28 080	7,2
non agricole	8 690	2,2
Production d'énergies renouvelables pour la vente, dont :	13 457	3,5
solaire	11 792	3,0
biogaz	1 366	0,4
éolien	687	0,2
biomasse	409	0,1
énergie hydraulique	30	0,0
Accueil des touristes à la ferme, dont :	9 705	2,5
pour l'hébergement	8 942	2,3
pour la restauration	1 745	0,4
Autres activités de diversification, dont :	13 683	3,5
négoce	4 628	1,2
activités de loisirs	3 489	0,9
transformation de bois pour la vente et/ou exploitation forestière	2 602	0,7
services médico-sociaux ou éducatifs (ferme pédagogique, médiation animale...)	1 413	0,4
sylviculture (production de bois sur pied)	1 154	0,3
artisanat (vannerie, tannerie...)	557	0,1
aquaculture	345	0,1
autre (gardiennage de caravane ou camping cars...)	795	0,2
Ensemble des exploitations	389 779	100,0

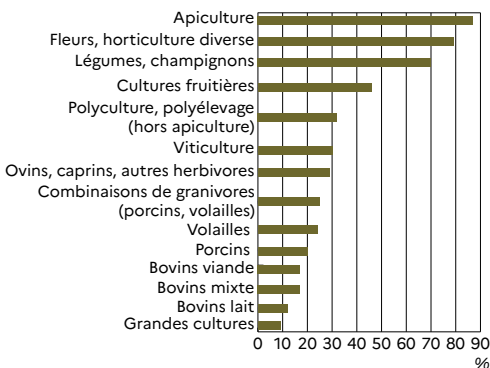
Voir glossaire « activités de diversification des exploitations agricoles ».

Note : une exploitation peut avoir plusieurs activités de diversification.

Champ : France métropolitaine.

Source : Agreste - Recensement agricole 2020

Part d'exploitations vendant en circuits courts selon leur spécialisation en 2020



Lecture : en 2020, 87 % des exploitations spécialisées en apiculture vendent en circuits courts.

Champ : France métropolitaine.

Source : Agreste - Recensement agricole 2020

Pratiques culturelles
irrigation

La surface agricole irrigable, c'est-à-dire pouvant être irrigué, n'a cessé de s'accroître depuis 2000 : elle représente près de 3 millions d'hectares, soit 11 % de la SAU, contre 9 % environ en 2000 et 2010.

En 2023, 5,7 % des surfaces agricoles utilisées (SAU) en France, soit près de 1,5 million d'hectares, a été effectivement irriguée, moins qu'en 2020 (6,8 %). La majorité des terres agricoles restent toutefois occupées par des cultures dites pluviales qui ne nécessitent pas d'irrigation.

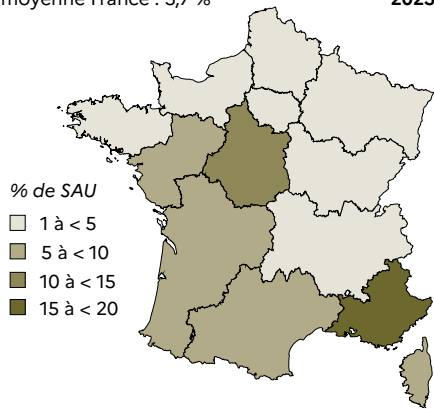
Les besoins en eau varient fortement selon les conditions climatiques. Alors que moins de 1 % des surfaces sont irriguées dans les Hauts-de-France ou en Normandie, ce taux atteint près de 20 % en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Ces disparités peuvent également exister à l'échelle infrarégionale, en fonction des cultures pratiquées, des équipements hydrauliques disponibles et des techniques d'irrigation mises en œuvre.

Certaines productions sont plus gourmandes en eau : le maïs représente à lui seul un tiers des surfaces irriguées, tandis que les légumes et fruits en totalisent 17 %. Environ 60 % des surfaces en légumes ou en vergers sont irriguées. En 2023, 37 % des surfaces de maïs ont été irriguées, comme environ 43 % des surfaces de pommes de terre et de soja.

Part irriguée de la SAU

moyenne France : 5,7 %

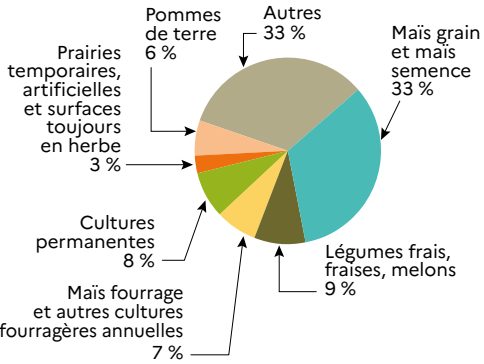
2023



Champ : France métropolitaine.
Source : Agreste - Enquête Structure des exploitations agricoles 2023

Répartition des surfaces irriguées¹

2023



* Hors surfaces en jachère, jardins et vergers familiaux.
Champ : France métropolitaine.
Source : Agreste - Enquête Structure des exploitations agricoles 2023

Cultures irriguées

Cultures	2010		2023	
	Part irriguée de la surface totale de la culture		Surface irriguée	
	%		ha	
Maïs grain et maïs semence	40,0	36,7	496 778	
Légumes frais, fraises, melons	58,4	60,8	140 004	
Blé	3,7	2,7	131 282	
Cultures permanentes	51,0	59,4	118 391	
Maïs fourrage et autres cultures fourragères annuelles	7,4	5,3	111 000	
Pommes de terre	39,6	43,3	87 971	
Vignes	3,6	10,3	79 106	
Soja	51,0	42,3	69 316	
Prairies temporaires et surfaces toujours en herbe	0,5	0,5	52 064	
Autres céréales	3,3	1,9	47 191	
Tournesol	3,8	5,2	42 542	
Betteraves industrielles	10,7	8,3	31 816	
Colza	0,8	2,0	26 636	
Autres cultures	5,5	6,8	61 518	
Total* France	5,7	5,7	1 495 614	

* Hors surfaces en jachère, jardins et vergers familiaux.
Lecture : en 2023, 42,3 % des surfaces cultivées de soja ont été irriguées, contre 51,0 % en 2010.
Source : Agreste - Recensement agricole 2010 et enquête Structure des exploitations agricoles 2023

Pratiques culturelles

grandes cultures

traitements phytosanitaires

En 2021, le désherbage chimique concerne la quasi-totalité des surfaces en grandes cultures. Le nombre moyen de traitements herbicides est généralement inférieur à 4. Pour la betterave sucrière, traitée à très faibles doses, 13 traitements sont en moyenne réalisés avec un indicateur de fréquence de traitement (IFT) herbicide de 3,6. Ce dernier baisse jusqu'à 0,7 pour l'avoine de printemps.

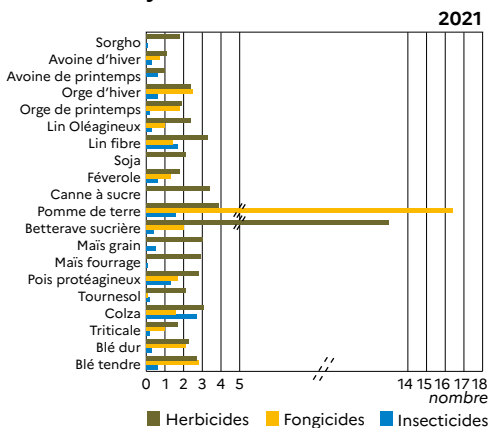
Les traitements fongicides concernent la majorité des surfaces en grandes cultures excepté le maïs, la canne à sucre et le soja. L'IFT fongicide varie de 0,1 pour le tournesol à 14,8 pour la pomme de terre, sensible notamment au mildiou.

L'application d'insecticides concerne essentiellement le colza (92 % des surfaces traitées) et le lin fibre (85 %). Pour ces cultures, comme pour les pois protéagineux et la pomme de terre, l'IFT insecticide est supérieur à 1. Les autres cultures sont moins souvent traitées avec des insecticides.

Les semences de soja sont peu traitées (7 % des surfaces). Pour les autres cultures, à l'exception de l'avoine et la féverole, la majorité des semences ou plants utilisés est traitée.

L'IFT total du blé tendre, culture la plus répandue en France, présente une disparité au niveau régional. Il oscille entre 3,0 et 6,3, avec les valeurs les plus faibles enregistrées en Occitanie et les plus élevées en Normandie. Cette variation du simple au double met en lumière les différences de pratiques culturelles en matière de protection phytosanitaire entre les régions françaises.

Nombre moyen de traitements



Note: voir glossaire « traitement phytosanitaire ».
Champ: les parcelles non traitées sont incluses.
Source: Agreste - Pratiques culturelles en grandes cultures 2021

Surfaces traitées

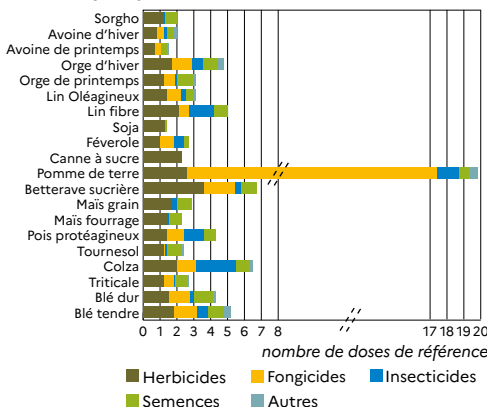
avec des produits phytopharmaceutiques

2021	Herbi- cides	Fongi- cides	Insecti- cides	Semences
Part de surface traitée %				
Blé tendre	95	93	47	92
Blé dur	91	89	24	92
Triticale	81	59	15	73
Colza	99	90	92	79
Tournesol	90	6	15	82
Pois protéagineux	93	84	74	69
Maïs fourrage	96	ns	11	82
Maïs grain	96	ns	41	77
Betterave sucrière	100	97	30	91
Pomme de terre	98	100	56	62
Canne à sucre	96	0	ns	nd
Féverole	74	63	39	33
Soja	69	ns	ns	7
Lin fibre	100	86	85	80
Lin Oléagineux	82	64	22	53
Orge de printemps	91	84	17	77
Orge d'hiver	96	92	52	91
Avoine de printemps	66	43	ns	44
Avoine d'hiver	71	52	20	44
Sorgho	85	ns	11	74

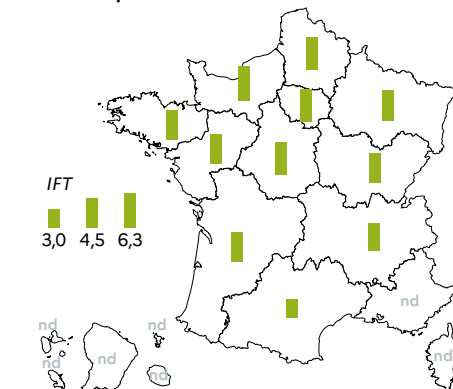
Source : Agreste - Pratiques culturelles en grandes cultures 2021

Indicateur de fréquence de traitement (IFT) en 2021

• IFT moyen par culture



• IFT total pour le blé tendre



Note: voir glossaire « IFT ».
Champ: les parcelles non traitées sont incluses.
Source: Agreste - Pratiques culturelles en grandes cultures 2021

Pratiques culturales

sols nus et labours en grandes cultures

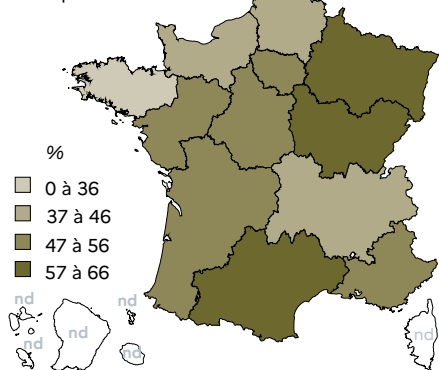
Les surfaces totalement nues durant l'hiver favorisent l'érosion des sols et le lessivage des reliquats d'azote dans les eaux. En 2021, la part des surfaces de grandes cultures précédées d'un sol totalement nu pendant l'hiver est de 9 %. Cette proportion varie selon les régions, de 1 % en Provence-Alpes-Côte d'Azur à 17 % en Nouvelle-Aquitaine. Plus d'un tiers des surfaces de soja et de maïs grain restent nues l'hiver précédant le semis.

62 % des sols de grandes cultures sont semés en culture d'hiver, 27 % en culture de printemps précédée d'un couvert hivernal, d'une culture dérobée ou de repousses significatives du précédent cultural et 2 % en culture de printemps précédée d'un sol couvert de mulch mort. Près d'un tiers des couverts hivernaux sont constitués de mélanges avec légumineuses, permettant de fixer les reliquats azotés du précédent et d'apporter un complément d'azote pour la culture suivante. Les crucifères constituent la deuxième catégorie de couverts hivernaux les plus répandus (30 % des surfaces).

Le non-labour est une technique de conservation des sols limitant leur érosion et améliorant leur teneur en matières organiques. En 2021, elle concerne plus de la moitié des superficies de grandes cultures. Les variations régionales sont notables, avec des parts variant de 36 % en Bretagne à 66 % en Occitanie. Le colza, le blé et le soja sont les cultures les plus fréquemment implantées sans labour préalable. Le semis direct, technique qui consiste à semer les cultures sans aucun travail du sol préalable, reste peu répandu (8 % des surfaces).

Surfaces sans labour

moyenne France métropolitaine : 51 %



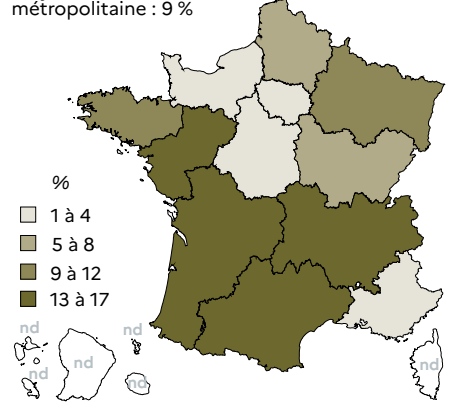
Champ : surfaces de grandes cultures enquêtées dans PK GC 2021 en France métropolitaine, hors canne à sucre, féverole, lin oléagineux, avoine de printemps, avoine d'hiver, sorgho et mélanges de céréales avec protéagineux.

Source : Agreste - Pratiques culturales en grandes cultures 2021

Surfaces restant nues en hiver

moyenne France métropolitaine : 9 %

2021

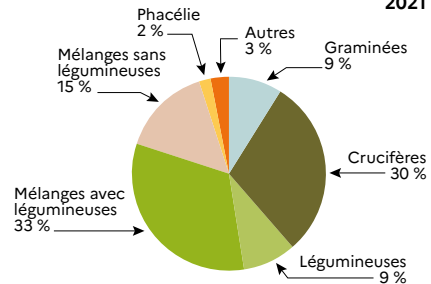


Champ : surfaces de grandes cultures enquêtées dans PK GC 2021 en France métropolitaine, hors féverole, lin oléagineux, avoine de printemps, avoine d'hiver, sorgho et mélanges de céréales avec protéagineux.

Source : Agreste - Pratiques culturales en grandes cultures 2021

Nature des couverts hivernaux¹

2021



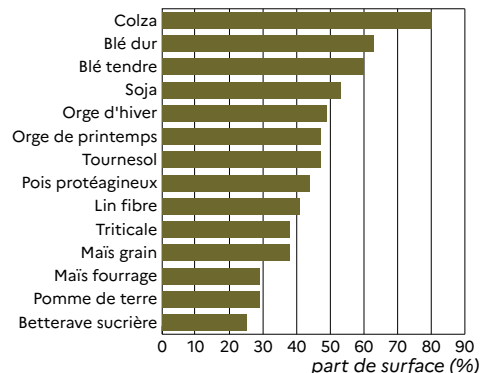
1. Hors cultures dérobées.

Champ : surfaces de grandes cultures enquêtées dans PK GC 2021 en France métropolitaine, hors canne à sucre, féverole, lin oléagineux, avoine de printemps, avoine d'hiver, sorgho et mélanges de céréales avec protéagineux et pour lesquels il y a eu un couvert d'interculture semé non exploité lors de la campagne 2021.

Source : Agreste - Pratiques culturales en grandes cultures 2021

Surfaces implantées sans labour

2021



Champ : surfaces de grandes cultures enquêtées dans PK GC 2021 en France métropolitaine, hors canne à sucre, féverole, lin oléagineux, avoine de printemps, avoine d'hiver, sorgho et mélanges de céréales avec protéagineux.

Source : Agreste - Pratiques culturales en grandes cultures 2021

Pratiques culturales

arboriculture

traitements phytosanitaires

En 2018, en France métropolitaine, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) moyen en arboriculture s'échelonne entre 6,0 pour la clémentine et 29,5 pour les pommes. L'IFT des cultures de pommes conduites en agriculture biologique est de 18,5, celui des autres pommes est de 31,5.

La majorité des traitements sont des fongicides, sauf sur la clémentine et la cerise où l'utilisation des insecticides est prépondérante.

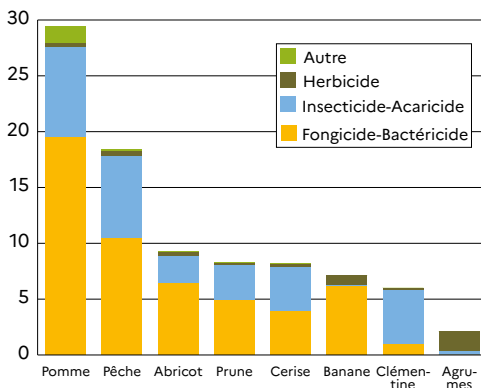
Dans les départements d'Outre-mer (DOM), l'IFT moyen de la banane en Martinique et Guadeloupe est de 7,0 avec un IFT fongicide de 6,1. L'IFT des agrumes en Guyane est de 2,1, essentiellement des traitements herbicides.

Les maladies principalement traitées sont la tavelure pour la pomme, la rouille pour la prune, les monilioses pour l'abricot, la cloque sur les pêchers, la cercosporiose sur la banane. La mouche suzukii sur la cerise et les cochenilles pour la clémentine sont les insectes ravageurs les plus ciblés.

De 2012 à 2018, l'IFT total et l'IFT hors biocontrôle baissent pour la pomme, la prune et l'abricot et augmentent pour la cerise. La part de l'IFT biocontrôle croît pour tous les fruits. L'augmentation la plus importante concerne la banane où les produits de biocontrôle, qui n'étaient pas utilisés en 2012, représentent 5 % de l'IFT total en 2015 et près de 12 % en 2018.

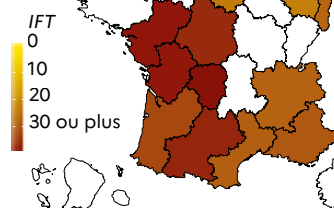
Indicateur de fréquence de traitement (IFT) moyen en 2018

• Selon les espèces



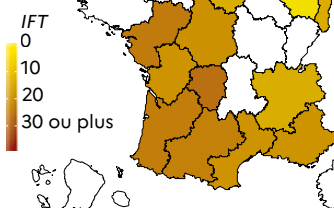
• Pomme non bio

France métropolitaine : 31,5



• Pomme bio

France métropolitaine : 18,5



Champ : France métropolitaine, Corse pour la clémentine, Martinique et Guadeloupe pour la banane, Guyane pour les agrumes.

Source : Agreste - Enquête Pratiques phytosanitaires en arboriculture 2018

Indicateur de fréquence de traitement (IFT) de 2012 à 2018

• Évolution de l'IFT total moyen

	2012	2015	2018	Évolution		
				12-15	15-18	12-18
Pomme	31,9	31,7	29,5	ε	↘	↘
Pêche	18,5	19,8	18,4	↗	ε	ε
Prune	9,1	9,4	8,3	ε	↘	↘
Abricot	10,2	10,4	9,3	ε	↘	↘
Cerise	7,2	8,0	8,2	↗	ε	↗
Banane	6,7	8,0	7,0	↗	↘	ε

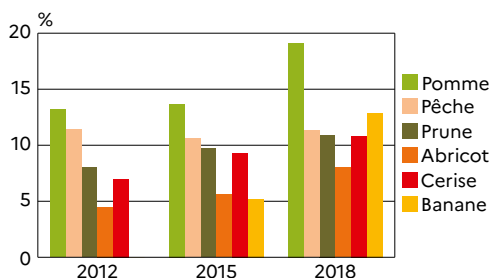
ε : évolution non significative.

Champ : champ commun pour les enquêtes 2012, 2015 et 2018.

Source : Agreste - Enquêtes Pratiques culturales en arboriculture

agreste | GRAPH'AGRI 2025

• Part de l'IFT biocontrôle sur l'IFT total



Pratiques culturelles
viticulture
traitements phytosanitaires

En 2019, l'indicateur moyen de fréquence de traitement (IFT) des parcelles viticoles tous traitements confondus s'établit à 12,4, contre 15,3 en 2016. Cette baisse, observée dans tous les bassins viticoles sauf celui du Gers, est particulièrement forte dans le Cher, le Val de Loire, la Bourgogne, le Beaujolais, l'Alsace et les Côtes-du-Rhône. Dans ces bassins plus qu'ailleurs, les viticulteurs ont réduit le nombre de traitements fongicides sur leurs parcelles, à 13 en moyenne contre 18 en 2016. Les vignes ont en effet bénéficié d'une conjoncture sanitaire plus favorable en 2019, avec 11 % des surfaces soumises à une pression du mildiou ou de l'oïdium évaluée à « forte », contre 35 % en 2016.

En 2019, les parcelles conduites en mode biologique représentent 14 % de la superficie viticole nationale (8 % en 2016). Ces parcelles ont en moyenne un IFT significativement inférieur à celui des parcelles « conventionnelles » du même bassin (8,1 contre 13,2), en réduisant les doses par rapport à celles homologuées et en excluant tout désherbage chimique. Par ailleurs, elles emploient des produits reconnus comme moins nocifs pour l'environnement : 50 % de l'IFT des parcelles bio repose sur l'utilisation de produits naturels dits de « biocontrôle ». Cette part est de 13 % chez les conventionnelles.

Particularités du mode de conduite bio en 2019

	IFT moyen (tous traitements confondus)		Part des produits de biocontrôle dans l'IFT moyen	
	Parcelles bio	Parcelles conven- tionnelles	Parcelles bio	Parcelles conven- tionnelles
				%
Alsace	8,1	10,4	50	20
Beaujolais	nd	13,5	nd	16
Bordelais	11,3	15,5	40	17
Bouches-du-Rhône	6,6	8,7	52	13
Bourgogne	9,3	12,7	67	16
Bugey-Savoie	8,6	15,5	40	21
Cahors	11,7	15,1	41	18
Champagne	nd	17,6	nd	24
Charentes	nd	17,0	nd	8
Cher	nd	9,9	nd	33
Corse	8,8	14,0	51	9
Côtes-du-Rhône Nord	7,3	10,0	58	19
Côtes-du-Rhône Sud	6,2	9,5	51	12
Dordogne	8,2	13,0	42	12
Gaillac	10,6	13,8	46	14
Gers	nd	19,6	nd	12
Jura	6,0	11,0	53	12
Languedoc hors PO	7,8	11,7	54	9
Lot-et-Garonne	nd	14,8	nd	11
Provence (Var et Vaucluse)	7,3	9,2	58	13
Pyrénées-Orientales (PO)	5,6	8,5	56	13
Val de Loire	5,9	9,8	45	19
Ensemble	8,1	13,2	50	13

Note : dans certains bassins, le nombre de parcelles bio enquêtées n'est pas suffisant pour obtenir des statistiques fiables ; les valeurs sont alors remplacées par « nd » (non disponible).

Source : Agreste - Enquête Pratiques culturelles en viticulture en 2019

IFT moyen, surfaces touchées par le mildiou ou l'oïdium et surfaces bio en 2016 et 2019

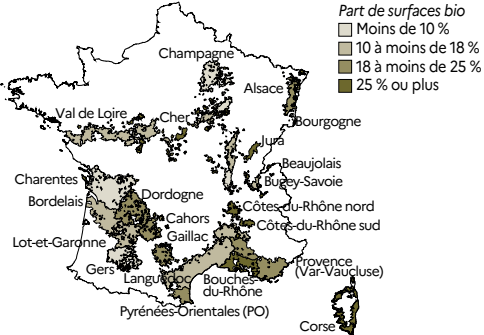
	IFT moyen (tous traitements confondus)		Part des surfaces soumises à une forte pression du mildiou ou de l'oïdium		Part des surfaces bio	
	2016	2019	2016	2019	2016	2019
			%	%	%	%
Alsace	14,9	9,9	85	14	14	24
Beaujolais	18,7	12,8	55	26	2	8
Bordelais	17,2	15,0	40	10	7	12
Bouches-du-Rhône	9,3	8,1	19	7	25	31
Bourgogne	19,3	12,3	72	22	7	12
Bugey-Savoie	18,1	14,4	60	7	9	15
Cahors	15,8	14,5	54	19	9	20
Champagne	23,4	17,4	74	21	2	3
Charentes	18,0	16,9	22	19	2	2
Cher	17,6	9,2	81	11	9	15
Corse	13,9	12,7	7	6	12	26
Côtes-du-Rhône Nord	13,6	9,3	56	6	18	27
Côtes-du-Rhône Sud	12,7	9,0	30	5	16	16
Dordogne	15,2	11,8	38	11	11	23
Gaillac	15,7	13,1	41	9	7	21
Gers	18,9	19,1	18	28	4	6
Jura*	-	9,6	-	19	-	27
Languedoc hors PO	14,0	11,1	21	8	8	16
Lot-et-Garonne	15,9	14,0	31	4	8	15
Provence (Var et Vaucluse)	10,3	8,8	14	3	14	24
Pyrénées-Orientales (PO)	10,4	7,9	20	8	15	22
Val de Loire	15,0	9,2	78	5	9	14
Ensemble (hors Jura)	15,3	12,4	35	11	8	14

* Le bassin du Jura n'a pas été enquêté en 2016.

Lecture : en Alsace en 2019, les parcelles viticoles ont en moyenne un IFT de 9,9 (contre 14,9 en 2016) et 14 % des surfaces subissent une pression du mildiou ou de l'oïdium qualifiée de « forte » (contre 85 % en 2016). Dans ce bassin, 24 % des surfaces sont conduites en mode biologique (contre 14 % en 2016).

Source : Agreste - Enquêtes Pratiques culturelles en viticulture en 2019 et Pratiques phytosanitaires en 2016

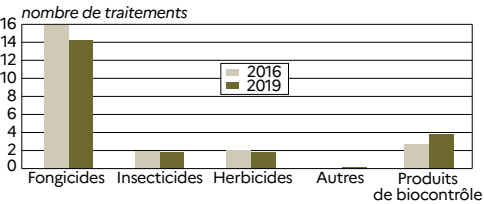
Part des surfaces biologiques dans la surface viticole en 2019



Lecture : en 2019, dans le bassin de Dordogne, les parcelles conduites en mode biologique représentent 23 % de la superficie viticole.

Source : Agreste - Enquête Pratiques culturelles en viticulture en 2019

Nombre moyen de traitements en 2016 et 2019



Lecture : en 2019, les vignes ont reçu en moyenne 14,2 traitements fongicides contre 15,9 en 2016.

Source : Agreste - Enquêtes Pratiques culturelles en viticulture en 2019 et Pratiques phytosanitaires en 2016

Pratiques culturales

viticulture enherbement

En 2019, 64 % des vignes sont enherbées entre les rangs, soit 12 points de plus qu'en 2016. 43 % le sont en permanence, que ce soit un inter-rang sur deux ou sur tous les inter-rangs. 19 % le sont seulement de façon temporaire, part qui a doublé par rapport à 2016. En particulier, un engrais vert destiné à enrichir le sol de matières organiques a été semé entre les rangs de 4 % des vignes contre 1 % en 2016. L'enherbement des inter-rangs est aussi répandu en viticulture biologique qu'en conventionnelle. Mais en bio, ce couvert végétal est davantage temporaire, détruit en cours de campagne presque une fois sur deux.

Sous les ceps, un couvert végétal, le plus souvent spontané et provisoire, pousse dans 12 % des vignes, deux fois plus qu'en 2016. Particulièrement présent dans les bassins méridionaux (trois quarts du vignoble corse, un tiers du Gaillacois...), il concerne aussi près d'un quart du vignoble bio.

La moitié des vignes est désherbée de façon mixte (chimique et mécanique). Celles qui n'utilisent que le désherbage chimique représentent 20 % du vignoble, 11 points de moins qu'en 2016. En revanche, le « tout mécanique » progresse : il concerne 27 % du vignoble (+ 8 points) dont la quasi-totalité des surfaces en bio. Pour compenser l'interdiction de tout désherbant chimique, les viticulteurs bio effectuent en moyenne 4,2 passages mécaniques (parfois simultanément sous et entre les rangs), contre 2,6 en conventionnel.

Enherbement inter-rang en 2016 et 2019

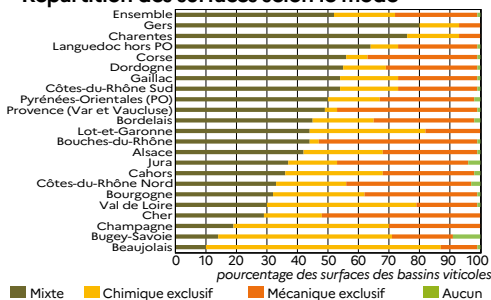
	Nature de l'enherbement entre les rangs					
	2016			2019		
	Permanent	Temporaire	Aucun	Permanent	Temporaire	Aucun
Alsace	92	3	1	86	4	2
Beaujolais	44	1	55	43	4	53
Bordelais	81	3	16	78	9	11
Bouches-du-Rhône	18	9	73	12	26	62
Bourgogne	22	2	76	32	5	63
Bugey-Savoie	78	5	17	79	4	17
Cahors	85	3	11	77	10	5
Champagne	30	4	66	42	10	48
Charentes	68	9	22	69	15	14
Cher	38	13	49	41	14	45
Corse	11	41	48	9	75	16
Côtes-du-Rhône Nord	56	6	37	55	7	34
Côtes-du-Rhône Sud	31	7	63	39	12	48
Dordogne	95	4	1	87	7	2
Gaillac	45	23	30	39	52	6
Gers	69	25	3	42	50	4
Jura*	-	-	-	78	4	17
Languedoc hors PO	19	12	69	19	24	56
Lot-et-Garonne	78	11	2	60	33	1
Provence (Var et Vaucluse)	17	9	74	18	33	49
Pyrénées-Orientales (PO)	19	7	74	5	16	79
Val de Loire	57	7	37	60	13	25
Ensemble (hors Jura)	43	9	48	43	19	36

* Le bassin du Jura n'a pas été enquêté en 2016.

Note : il existe une quatrième modalité « Autre », voir glossaire « enherbement ». Lecture : en 2019, 75 % du vignoble corse est enherbé entre les rangs de façon temporaire, contre 41 % en 2016. Source : Agreste - Enquêtes Pratiques culturales en viticulture en 2019 et Pratiques phytosanitaires en 2016

Modes de désherbage en 2019

• Répartition des surfaces selon le mode



Note : voir glossaire « enherbement ».

Lecture : en 2019, 80 % du vignoble du Gers est désherbé de façon mixte (au moins un désherbage chimique et un passage mécanique ou thermique), 13 % de façon exclusivement chimique, et 7 % de façon exclusivement mécanique ou thermique.

Source : Agreste - Enquête Pratiques culturales en viticulture en 2019

Désherbages chimiques ou mécaniques en 2019 : nombre moyen de passages

	Parcelles conventionnelles				Parcelles bio*	
	Désherbage chimique		Désherbage mécanique ou thermique		Désherbage mécanique ou thermique	
	Inter-rang	Sous le rang	Inter-rang	Sous le rang	Inter-rang	Sous le rang
Alsace	0,1	1,3	1,4	0,4	2,2	2,8
Beaujolais	1,0	1,4	0,3	nd	nd	nd
Bordelais	0,1	1,4	2,0	1,2	2,6	3,3
Bouches-du-Rhône	0,1	0,9	3,6	1,5	4,1	3,9
Bourgogne	0,5	1,1	1,5	1,1	3,2	2,7
Bugey-Savoie	0,2	1,3	0,3	0,3	1,2	1,5
Cahors	0,1	1,3	1,3	0,7	2,0	2,4
Champagne	0,6	1,1	0,8	1,3	nd	nd
Charentes	0,0	2,1	3,5	1,0	nd	nd
Cher	0,3	0,7	0,9	1,7	nd	nd
Corse	0,2	1,0	2,6	0,4	3,1	2,5
Côtes-du-Rhône Nord	0,2	1,0	1,7	0,8	2,7	2,9
Côtes-du-Rhône Sud	0,1	1,1	2,4	1,0	3,1	3,0
Dordogne	0,0	1,9	2,5	0,4	2,5	2,4
Gaillac	0,3	1,5	1,7	0,4	2,7	3,1
Gers	0,0	2,0	2,6	0,1	nd	nd
Jura	0,2	0,9	1,3	0,9	2,0	2,6
Languedoc hors PO	0,2	1,1	2,5	0,4	2,6	2,2
Lot-et-Garonne	0,0	1,8	1,5	0,1	nd	nd
Provence (Var et Vaucluse)	0,1	0,8	2,9	1,2	3,4	2,8
Pyrénées-Orientales (PO)	0,3	1,0	1,8	0,4	2,1	1,8
Val de Loire	0,4	1,5	0,9	0,3	2,2	3,1
Ensemble	0,2	1,3	2,2	0,8	2,8	2,7

* Dans certains bassins, le nombre de parcelles bio enquêtées n'est pas suffisant pour obtenir des statistiques fiables ; les valeurs sont alors remplacées par « nd » (non disponible).

Note : voir glossaire « enherbement ». Lecture : en 2019, les viticulteurs alsaciens effectuent en moyenne, sous le rang des parcelles conventionnelles, 1,3 désherbage chimique et 0,4 désherbage mécanique ou thermique ; et sous le rang des parcelles bio, 2,8 désherbages mécaniques.

Source : Agreste - Enquête Pratiques culturales en viticulture en 2019

Pratiques culturelles légumes

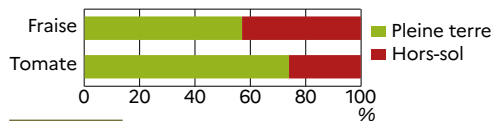
Les légumes peuvent être cultivés en pleine terre (en plein air, sous abri bas, sous serre ou abri haut), mais également en hors-sol. En 2022, 57 % des superficies développées de fraises étaient cultivées en pleine terre, contre 74 % pour les tomates.

L'usage de produits phytosanitaires diffère selon les espèces, mais aussi selon le mode de conduite. En 2022, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) moyen pour la fraise s'établit à 7,0 en culture hors-sol, 4,9 en pleine terre sous serre ou abri haut et 3,7 en pleine terre en plein air ou sous abri bas. Pour la tomate, les IFT correspondants étaient respectivement de 5,3, 3,7 et 8,2. Le recours aux produits de biocontrôle varie également selon les cultures : il est quasi inexistant pour les choux à feuilles, alors qu'il représente 38 % de l'IFT total pour la tomate hors-sol.

La lutte alternative (lâchers d'auxiliaires, piégeage massif, préparations biologiques non homologuées) est quasiment absente en pleine terre, mais largement utilisée en culture hors-sol, avec en moyenne 4,6 interventions pour la fraise et 13 pour la tomate.

Les conditions pédoclimatiques, les pressions parasitaires, la part d'agriculture biologique et la diversité des modes de conduite expliquent les variations régionales de l'IFT. Ainsi, pour le potiron, l'IFT total est compris entre 0,2 en Centre-Val de Loire et 1,6 en Nouvelle-Aquitaine. Pour l'oignon, il varie de 1,5 pour la Martinique à 13,1 en Centre-Val de Loire.

Mode de conduite par légume en 2022 Répartition des superficies développées



Source : SSP - Agreste - Enquête Pratiques en productions légumières 2022

Indicateur de fréquence de traitement* (IFT) moyen par région en 2022¹

Espèce	Carotte	Chou à feuilles ²	Fraise	Oignon	Potiron	Salade chicorée et laitue	Tomate
Auvergne-Rhône-Alpes		3,7	4,8	6,9	0,8	5	5,4
Bourgogne-Franche-Comté				8,7		ns	
Bretagne	6,7	2,4	ns	9,1	0,7	6	4,2
Centre-Val de Loire	4,4		7,9	13,1	0,2	ns	
Grand Est	6,6		3,4	10,7			
Hauts-de-France	5	5,6	1,9	7,9		ns	
Ile-de-France	ns	2,2	ns	6,1		1,9	
Normandie	11,4	4,6				4,6	
Nouvelle-Aquitaine	7,4	2,6	6,1		1,6	3	6,8
Occitanie			3,7		0,9	4,1	6,3
Pays de la Loire		2,7	0,2	3,3	0,3	3,2	4
Provence-Alpes-Côte d'Azur		3,9	6,7		0,8	6,9	8,8
DOM							
Guadeloupe				2,7	1,0	0,7	9,8
Guyane		ns					
La Réunion		ns		2,8	ns	1,7	ns
Martinique		ns		1,5	1,1	ns	3,4

Case vide : non disponible ; ns : résultat non significatif (secret statistique, moins de 30 unités ou précision supérieure à 20 %).

* Voir glossaire « IFT ».

1. Tous modes de conduite confondus (pleine terre, hors-sol).

2. Hors à choucroute.

Lecture : en 2022, l'IFT moyen de la carotte en Bretagne est de 6,7 doses de référence de produits phytopharmaceutiques.

Source : SSP - Agreste - Enquête Pratiques culturelles en productions légumières 2022

IFT* moyen en 2022

Espèce	Mode de conduite	Herbicide	Fongicide	Insecticide	Autre	Traitement semences et plants	Bio-contrôle*	IFT Total
Carotte	Ensemble ¹	2,5	2,4	1,1	0,3	0,7	0,5	7,0
Chou de Bruxelles	Ensemble	0,9	3,3	5,1	ns	0,4	ns	10,1
Chou feuille ²	Ensemble	0,5	0,8	1,4	ns	0,7	0,1	3,5
Chou à inflorescence	Ensemble	ns	0,6	ns	ns	0,8	ns	2,2
Fraise	Pleine terre	0,1	2,2	1,0	ns	0,2	0,4	3,7
	Sous serre ou abri haut	0,0	2,6	1,8	0,1	0,4	0,5	4,9
	Hors sol	ns	3,8	ns	ns	0,7	0,8	7,0
	Ensemble	0,0	3,0	1,8	0,1	0,5	0,6	5,4
Melon	Pleine terre	0,1	3,2	0,8	0,2	0,7	1,0	5,0
	Sous serre ou abri haut	ns	0,8	0,9	ns	0,6	ns	2,3
	Ensemble	0,1	3,1	0,8	0,2	0,7	1,0	4,9
Oignon	Ensemble	2,0	5,7	0,8	0,5	0,7	ns	9,6
Potiron	Ensemble	0,0	0,2	ns	ns	0,2	0,1	0,6
Salade chicorée et laitue	Pleine terre	0,7	1,6	1,7	0,2	0,6	0,3	4,8
	Sous serre ou abri haut	ns	3,1	1,8	ns	0,7	ns	6,0
	Ensemble	0,6	1,9	1,7	0,2	0,6	0,4	5,0
Salade mâche	Ensemble	0,6	0,6	ns	0,0	0,7	ns	2,0
Tomate	Pleine terre	1,2	4,0	2,3	0,0	0,6	0,5	8,2
	Sous serre ou abri haut	0,0	1,5	1,6	ns	0,5	1,4	3,7
	Hors sol	0,0	1,7	2,5	ns	0,8	2,0	5,3
	Ensemble	0,6	2,9	2,3	0,1	0,7	1,1	6,5

ns : résultat non significatif (secret statistique, moins de 30 unités ou précision supérieure à 20 %).

* Voir glossaire « IFT » et « produits de biocontrôle ».

1. Modes de conduite enquêtés.

2. Hors à choucroute.

Lecture : en 2022, l'IFT herbicide moyen de la carotte est de 2,5 doses de référence de produits phytopharmaceutiques.

Champ : France métropolitaine (uniquement les régions enquêtées).

Source : SSP - Agreste - Enquête Pratiques en productions légumières 2022

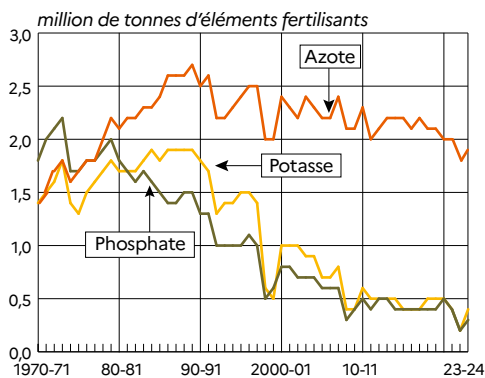
Engrais

En très forte hausse du début des années soixante au premier choc pétrolier, les livraisons d'engrais évoluent ensuite différemment selon le type d'élément fertilisant. Les livraisons de phosphate baissent entre 1980 et 2010, tout comme celles de potasse à partir du début des années quatre-vingt-dix. Les livraisons d'azote continuent d'augmenter jusqu'au début des années quatre-vingt-dix et ont tendance à baisser depuis, mais moins fortement que les deux autres types d'engrais.

Les livraisons d'engrais minéraux à l'agriculture, exprimées en quantité d'éléments fertilisants, augmentent fortement lors de la campagne 2023-2024 (+ 15,4 %) par rapport à la campagne précédente dans un contexte de chute des prix. La hausse des ventes est nette pour l'azote (+ 5,9 %) et particulièrement forte pour le phosphate (+ 40,1 %) et la potasse (+ 69,7 %), sans toutefois effacer les baisses des deux campagnes précédentes : les livraisons d'engrais sont globalement en recul de 8 % par rapport à la moyenne des 5 dernières campagnes.

Orientés à la baisse jusqu'en juillet 2020, les prix des engrais minéraux ont connu un renversement de tendance au cours de la campagne 2020-2021, puis une hausse sans précédent au cours des campagnes suivantes (2021-2022 et 2022-2023) dans le contexte de la guerre en Ukraine. Les prix ont chuté ensuite à compter de la fin de l'année 2022 pour se stabiliser à des niveaux élevés au cours de la campagne 2023-2024. Ainsi, les prix des engrais simples azotés et phosphatés sont encore supérieurs de 45 % à ceux de la campagne 2020-2021 et ceux des engrais simples potassiques d'environ 53 %.

Livraison d'engrais minéraux à la culture



	2000-01	2010-11	2022-23'	2023-24'
millier de tonnes d'éléments fertilisants				
Azote	2 410,2	2 332,5	1 798,6	1 904,4
Potasse	1 032,7	596,4	208,2	353,4
Phosphore	795,9	494,4	230,0	322,3
Total	4 238,8	3 423,4	2 236,8	2 580,2

Note : les campagnes s'étendent du 1^{er} mai année n au 30 avril année n + 1 pour le phosphore et la potasse. Elles s'étendent du 1^{er} juillet année n au 30 juin année n + 1 pour les engrais azotés simples et composés NP-NK-NPK, depuis la campagne 1998-99. 1. Les données des campagnes 2022-2023 et 2023-2024 sont encore provisoires et contiennent des estimations de non-réponses ; elles pourront être révisées. Les autres campagnes sont complètes.

Sources : Unifa et SSP, estimations du 01/05/2025

Prix d'achat des engrais minéraux

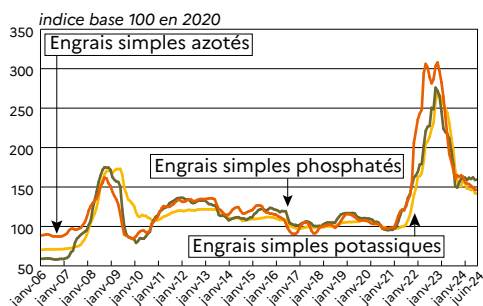
	2010-11	21-22	22-23	23-24
indice base 100 en 2020				
Engrais et amendements	108,5	190,1	220,9	150,7
dont engrais simples azotés	113,3	231,0	251,8	156,1
engrais composés	109,9	161,5	209,1	155,0

Note : pour harmoniser les indices de prix avec les séries des livraisons d'engrais, les campagnes s'étendent de juillet année n à juin année n + 1.

Sources : Agreste, Insee - Ipampa

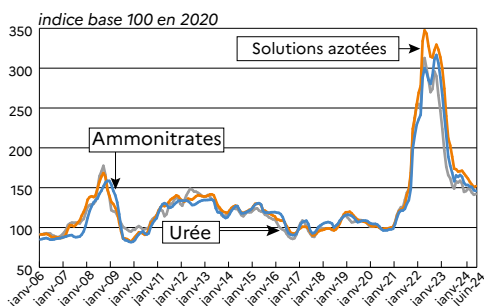
Évolution du prix d'achat des engrais minéraux

• Engrais simples par types d'élément nutritif



Sources : Agreste, Insee - Ipampa

• Principaux engrais simples azotés



Produits de protection des cultures

Après avoir atteint un point haut en 2014, les quantités de produits phytosanitaires vendues en France ont globalement diminué jusqu'en 2017 avant de nettement rebondir en 2018 en raison du contexte climatique de cette année-là et d'achats anticipés dans la perspective de la hausse annoncée de la redevance pour pollutions diffuses en 2019. Les volumes vendus ont logiquement chuté ensuite en 2019 (- 35,4 %), avant de rebondir en 2020 (+ 19,9 %) et en 2021 (+ 8,3 %). Ils ont reculé en 2022 (- 3,2 %), puis en 2023 (- 3,6 %), avec des baisses plus marquées en 2023 pour les fongicides (- 6,5 %) et les insecticides (- 8,2 %).

Les prix des trois grandes catégories de produits phytosanitaires connaissent des évolutions différentes. Le prix des fongicides recule un peu (- 1,9 %) après un rebond particulièrement marqué au cours de la campagne 2022-23 (+ 11,0 %). Au contraire, le prix des herbicides augmente légèrement en 2023-24 (+ 0,7 %), poursuivant la vive hausse de 2022-23 (+ 10,2 %). Le prix des insecticides augmente modérément en 2023-2024 (+ 0,6 %) après une forte hausse en 2022-23 (+ 6,3 %).

Substances actives vendues par famille de produits phytosanitaires

	2013	2020	2021	2022	2023
	tonne				
Herbicides, défanants et agents anti-mousses	27 510	29 159	30 310	29 933	29 939
Fongicides et bactéricides	30 374	26 028	29 219	27 937	26 114
Insecticides et acaricides	2 588	6 880	7 509	7 543	6 921
Divers (dont molluscicides et régulateurs de croissance)	6 018	2 815	3 200	2 601	2 571
Total	66 489	64 882	70 238	68 013	65 545

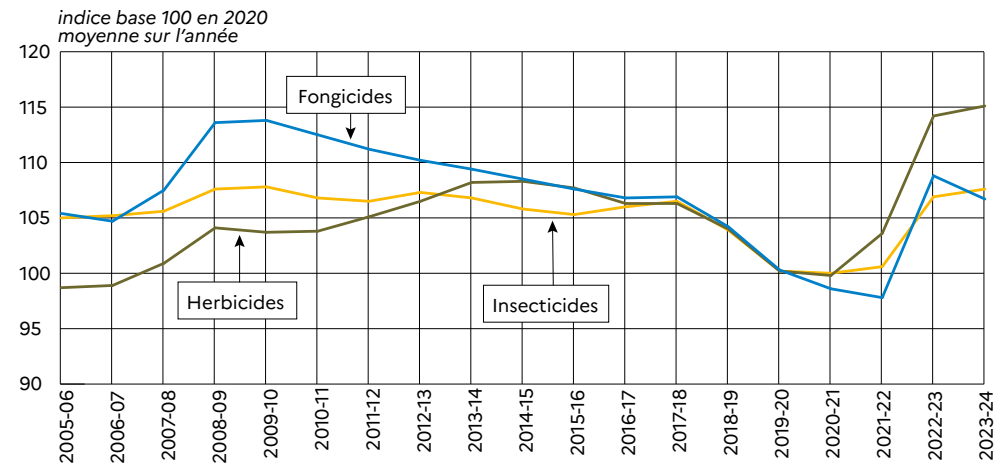
Sources : Banque nationale des données de ventes, OFB

Prix d'achat des produits phytosanitaires

	2012-13	2021-22	2022-23	2023-24
	indice base 100 en 2020			
Produits de protection des cultures	107,9	101,2	111,1	111,1
dont insecticides	107,3	100,6	106,9	107,6
fongicides	110,2	97,8	108,8	106,7
herbicides	106,5	103,6	114,2	115,1

Note : les campagnes s'étendent d'octobre année n à septembre année n + 1.
Sources : Agreste, Insee - Ipampa

Évolution du prix d'achat des produits phytosanitaires



Note : les campagnes s'étendent d'octobre année n à septembre année n + 1.
Sources : Agreste, Insee - Ipampa

Pratiques d'élevage bovins

En 2015, les élevages de bovins disposent en moyenne de 2,5 bâtiments pour une surface totale de 1 349 m². Ces bâtiments ont été construits ou rénovés pour 44 % d'entre eux depuis 2000. En moyenne, les exploitations laitières ont des bâtiments plus grands et plus récents : 52 % des exploitations laitières disposent de stabulation libre pour les vaches, 41 % de box ou logettes et seulement 7 % de stabulation entravée. La traite se fait essentiellement à la main dans des salles fixes dédiées, mais la traite mobile ou à l'étable se pratique dans 7 % des cas. À l'opposé, 7 % des éleveurs ont investi dans des robots de traite et jusqu'à 18 % dans les plus grands élevages.

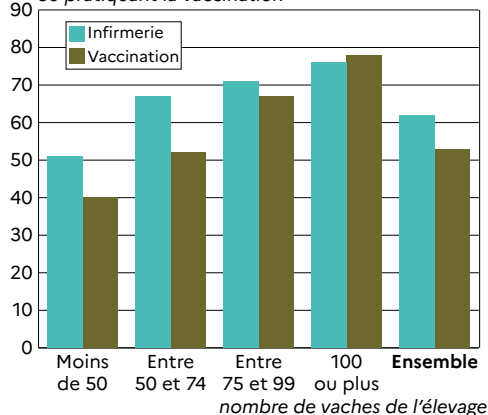
Dans les exploitations de vaches allaitantes, le système des box ou logettes est plus rare (4 %). Les stabulations libres, mais aussi entravées, sont plus fréquentes (respectivement 77 % et 19 %).

Près des deux tiers des éleveurs de bovins disposent d'une infirmerie dédiée, et plus de la moitié pratiquent des vaccinations. Ces pratiques augmentent avec la taille des élevages.

Sur les pâtures ou dans les bâtiments, les pratiques d'élevage mobilisent en moyenne 8 heures par jour dans les élevages de vaches allaitantes, et jusqu'à 14 heures par jour dans ceux de vaches laitières, dont 5 heures pour la traite.

Présence d'une infirmerie et pratique de vaccination

% d'élevages bovins avec infirmerie
ou pratiquant la vaccination



Champ : élevages de bovins d'au moins 10 vaches allaitantes ou 50 bovins dans les 10 régions représentant au moins 95 % des effectifs.

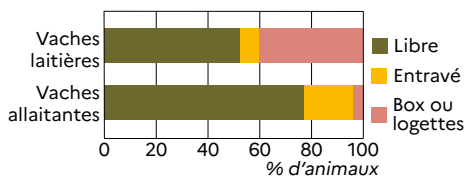
Source : Agreste - Enquête Pratiques d'élevage 2015

Bâtiments d'élevages bovins en 2015

• Selon la surface et l'âge

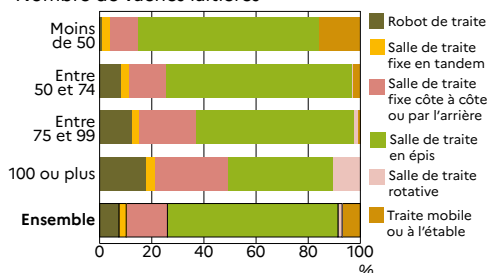
Types d'élevages bovins	Nombre moyen de bâtiments*	Surface moyenne des bâtiments	Répartition des bâtiments selon la date des derniers travaux		
			Avant 1980 ¹	Entre 1980 et 2000	Après 2000
	nombre	m ²	%		
Allaitants spécialisés ²	2,3	1 139	26	36	38
Laitiers spécialisés ²	2,7	1 513	15	35	50
Tous types d'élevage ²	2,5	1 349	21	35	44

• Selon le mode de stabulation (tous types d'élevage)



• Équipement en salle de traite des élevages laitiers spécialisés²

Nombre de vaches laitières



* Y compris les élevages de plein air intégral (sans bâtiment).
1. Ou inconnue.

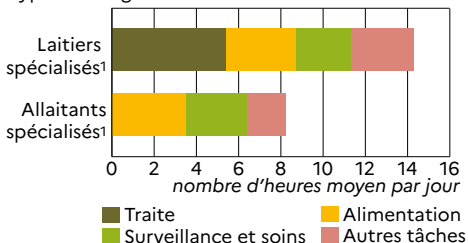
2. Les élevages spécialisés sont 100 % allaitants ou laitiers, les élevages mixtes sont comptés dans la rubrique « tous types d'élevage ».

Champ : élevages de bovins d'au moins 10 vaches allaitantes ou 50 bovins dans les 10 régions représentant au moins 95 % des effectifs.

Source : Agreste - Enquête Pratiques d'élevage 2015

Temps de travail consacré aux pratiques d'élevage

Type d'élevage



1. Les élevages spécialisés sont 100 % allaitants ou laitiers.

Champ : élevages de bovins d'au moins 10 vaches allaitantes ou 50 bovins dans les 10 régions représentant au moins 95 % des effectifs.

Source : Agreste - Enquête Pratiques d'élevage 2015

Pratiques d'élevage porcins

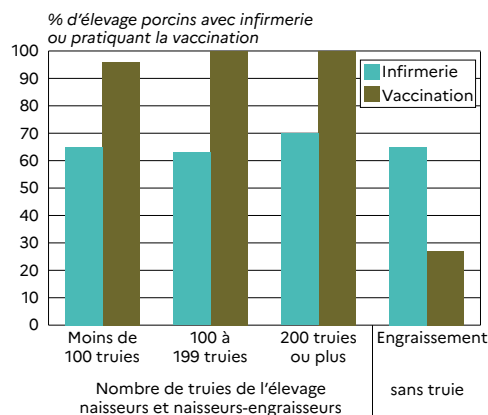
En 2015, les élevages de porcs disposent en moyenne de 3,4 bâtiments d'élevage pour une surface moyenne de 566 m² : 60 % des bâtiments font moins de 500 m². Ces bâtiments ont été construits ou rénovés pour 56 % d'entre eux après 2000.

L'espace dédié aux animaux varie entre 3 et 5 m² par truie en fonction du cycle de gestation (maternité ou post-sevrage) ; il est de 0,5 m² par porcelet et de l'ordre de 1 m² pour les porcs à l'engrais. Lorsqu'ils sont chauffés (maternité et nurserie et post-sevrage), les bâtiments utilisent l'électricité dans 8 cas sur 10. Les litières sont composées de caillebotis intégral dans 9 élevages sur 10. Les bâtiments sont aérés mécaniquement dans 85 % des cas mais l'air ne fait jamais l'objet de traitement.

Près des deux tiers des éleveurs de porcs disposent d'une infirmerie dédiée. La quasi-totalité des naisseurs-engraisseurs pratiquent la vaccination. En revanche, la vaccination est moins pratiquée par les engraisseurs.

Le temps consacré aux pratiques d'élevages est en moyenne de 3 heures par jour pour les élevages d'engraissement et de 10 heures par jour dans les élevages naisseurs ou naisseurs-engraisseurs. Cependant, ce temps de travail varie fortement en fonction de la taille des élevages.

Présence d'une infirmerie et pratique de vaccination



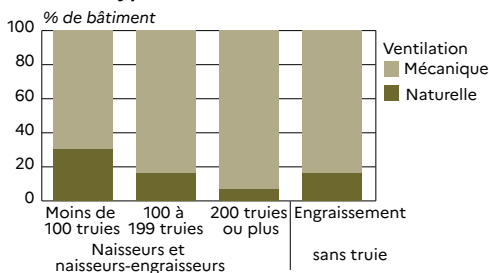
Champ : élevages de porcs d'au moins 50 truies ou 300 porcs dans les 6 régions représentant au moins 95 % des effectifs.
Source : Agreste - Enquête Pratiques d'élevage 2015

Bâtiments d'élevages porcins en 2015

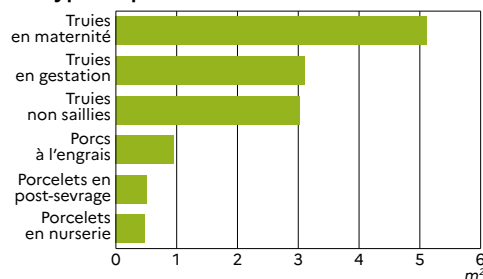
Selon la surface et l'âge

Types d'élevages porcins	Nombre moyen de bâtiments	Surface moyenne des bâtiments	Répartition des bâtiments selon la date des derniers travaux		
			Avant 1980 ¹	Entre 1980 et 2000	Après 2000
	nombre	m ²		%	
Naisseurs et naisseurs engraisseurs	4,3	590	3	39	59
Moins de 100 truies	3,2	359	4	44	52
De 100 à 199 truies	4,0	488	3	40	58
200 truies ou plus	5,2	768	3	36	62
Engraissement sans truie	2,1	484	3	49	47
Tous types d'élevage	3,4	566	3	41	56

Selon le type d'aération



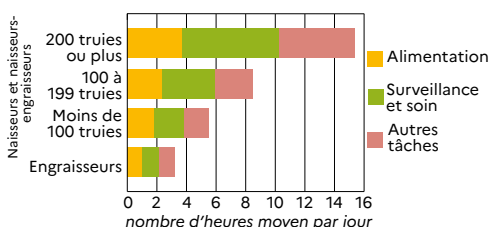
Surface moyenne dédiée selon le type de porcs



1. Ou inconnue.

Champ : élevages de porcs d'au moins 50 truies ou 300 porcs dans les 6 régions représentant au moins 95 % des effectifs.
Source : Agreste - Enquête Pratiques d'élevage 2015

Temps de travail consacré aux pratiques d'élevage



Champ : élevages de porcs d'au moins 50 truies ou 300 porcs dans les 6 régions représentant au moins 95 % des effectifs.
Source : Agreste - Enquête Pratiques d'élevage 2015

Pratiques d'élevage volailles de chair

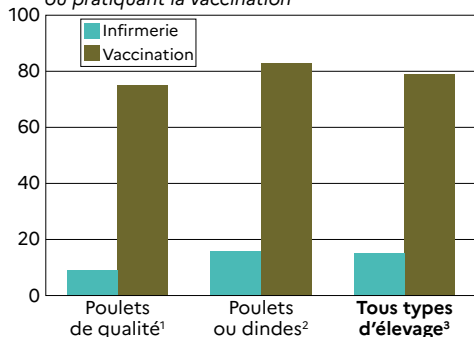
En 2015, les élevages de volailles de chair disposent en moyenne de 2,6 bâtiments d'une surface de 500 m². Les élevages de poulets sous signe de qualité (label rouge, AOP ou bio) sont dans des bâtiments plus nombreux (3,4), mais plus petits (270 m² en moyenne). Plus de la moitié des bâtiments abritant des volailles de chair ont été construits ou rénovés depuis 2000, alors que 37 % l'ont été entre 1980 et 2000.

L'aération des bâtiments est naturelle dans neuf élevages de poulets sous signe de qualité sur dix. Près de la moitié des élevages de poulets standards ou de dindes disposent d'une ventilation mécanique. Quatre élevages avec signe de qualité sur dix bénéficient d'un éclairage naturel, contre un élevage sur dix de poulets standards, et quasiment aucun élevage de dindes. Les poulets sous signe de qualité ont systématiquement accès à un parcours extérieur arboré. Seul un élevage de poulets standards sur dix laisse les animaux accéder à un parcours extérieur.

La présence d'un local dédié aux soins est moins courante (15 %) que dans les élevages de gros animaux. La pratique de la vaccination est plus fréquente dans les élevages de volailles standards que dans les élevages de poulets sous signe de qualité (83 % contre 75 %). Le temps consacré aux pratiques d'élevage est de 4 heures par jour en moyenne dans les élevages avec signe de qualité ; il atteint 5 heures par jour en moyenne dans les élevages de poulets standards ou de dindes, généralement nettement plus grands.

Présence d'une infirmerie et pratique de vaccination

% d'élevages avec infirmerie
ou pratiquant la vaccination



1. Exclusivement Label rouge, AOP, IGP ou bio.

2. Exclusivement standards.

3. Ayant des volailles de chair (y compris les élevages mixtes).
Champ : élevages de volailles d'une capacité supérieure à 4 000 capacités équivalent poulets représentant 97 % des poulets et 99 % des dindes.

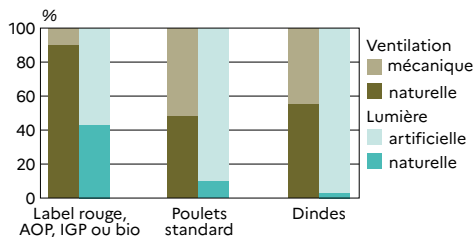
Source : Agreste - Enquête Pratiques d'élevage 2015

Bâtiments d'élevages de volailles de chair en 2015

• Selon la surface et l'âge

Types d'élevages avicoles	Nombre moyen de bâtiments	Surface moyenne des bâtiments	Répartition des bâtiments selon la date des derniers travaux		
			Avant 1980 ¹	Entre 1980 et 2000	Après 2000
	nombre	m ²	%		
Poulets de qualité ²	3,4	267	2	39	59
Poulets ou dindes ³	2,1	863	5	38	58
Tous types d'élevage ⁴	2,6	503	4	37	60

• Selon le type d'aération et d'éclairage



• Selon le type de parcours

Types d'élevages avicoles	Accès à un parcours	Aménagements sur le parcours			
		Aucun	Arbres	Abris artificiels	Autre
		%			
Poulets de qualité ²	99	2	97	0	1
Poulets ou dindes ³	9	10	88	2	0
Tous types d'élevage ⁴	53	3	96	0	1

1. Ou inconnue.

2. Exclusivement Label rouge, AOP, IGP ou bio.

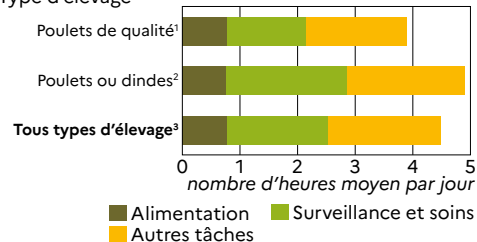
3. Exclusivement standards.

4. Ayant des volailles de chair (y compris les élevages mixtes).
Champ : élevages de volailles d'une capacité supérieure à 4 000 capacités équivalent poulets représentant 97 % des poulets et 99 % des dindes.

Source : Agreste - Enquête Pratiques d'élevage 2015

Temps de travail consacré aux pratiques d'élevage

Type d'élevage



1. Exclusivement Label rouge, AOP, IGP ou bio.

2. Exclusivement standards.

3. Ayant des volailles de chair (y compris les élevages mixtes).
Champ : élevages de volailles d'une capacité supérieure à 4 000 capacités équivalent poulets représentant 97 % des poulets et 99 % des dindes.

Source : Agreste - Enquête Pratiques d'élevage 2015

Pratiques d'élevage ovins et caprins

En 2015, les élevages d'ovins disposent en moyenne de 1,7 bâtiment, d'une surface moyenne de 335 m² ; les exploitations laitières ont un bâti un peu plus vaste : 1,8 bâtiment pour 404 m² en moyenne. Les élevages de caprins disposent en moyenne de 1,8 bâtiment, d'une surface moyenne de 418 m² ; les élevages de 300 chèvres ou plus détiennent 2,2 bâtiments pour 778 m² en moyenne.

L'aération naturelle des bâtiments est dominante dans 93 % des élevages d'ovins et dans 91 % des élevages de caprins. La ventilation mécanique est plus répandue dans les élevages laitiers de brebis (19 %) ou dans les élevages de 300 chèvres ou plus (20 %).

Un tiers des élevages d'ovins ou de caprins disposent d'infirmeries dédiées aux soins. Trois quarts des élevages laitiers de brebis recourent à la vaccination contre la moitié pour les brebis nourrices ; 63 % des élevages de 300 chèvres ou plus y recourent contre 26 % des élevages de moins de 100 chèvres.

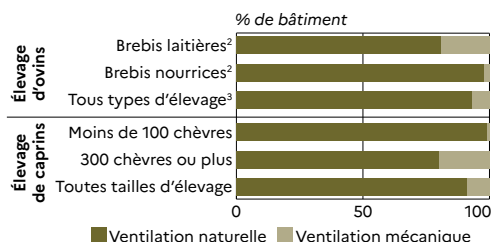
Le temps consacré aux pratiques d'élevage des ovins ou caprins élevés en bâtiment est assez similaire, avec en moyenne 8 heures par jour pour les ovins et 7 heures par jour pour les caprins. En revanche, les animaux élevés en pâture nécessitent moins de temps, un peu plus de 3 heures pour les ovins et près de 3 heures pour les caprins. La traite est l'activité la plus longue avec 3 heures par jour pour les deux types d'élevage en bâtiment.

Bâtiments d'élevages ovins et caprins en 2015

• Selon la surface et l'âge

Types d'élevages ovins et caprins	Nombre moyen de bâtiments*	Surface moyenne des bâtiments	Répartition des bâtiments selon la date des derniers travaux		
			Avant 1980 ¹	Entre 1980 et 2000	Après 2000
	nombre	m ²	%		
Ovins					
Brebis laitières ²	1,8	404	26	37	37
Brebis nourrices ²	1,7	308	37	31	32
Tous types d'élevage ³	1,7	335	35	33	33
Caprins					
Moins de 100 chèvres	1,4	194	25	37	38
300 chèvres ou plus	2,2	778	10	24	66
Toutes tailles d'élevage	1,8	418	17	33	50

• Selon le type d'aération



* Y compris les élevages de plein air intégral (sans bâtiment).

1. Ou inconnue.

2. Uniquement.

3. Y compris engraissement et mixtes.

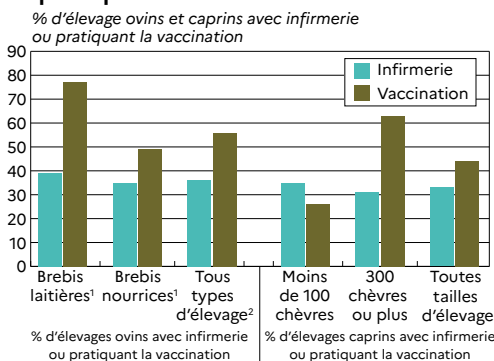
Champ :

• élevages d'ovins d'au moins 25 brebis ou 100 ovins représentant au moins 95 % des effectifs ;

• élevages de caprins d'au moins 25 chèvres ou 100 caprins représentant au moins 94 % des effectifs.

Source : Agreste - Enquête Pratiques d'élevage 2015

Présence d'une infirmerie et pratique de vaccination



1. Uniquement.

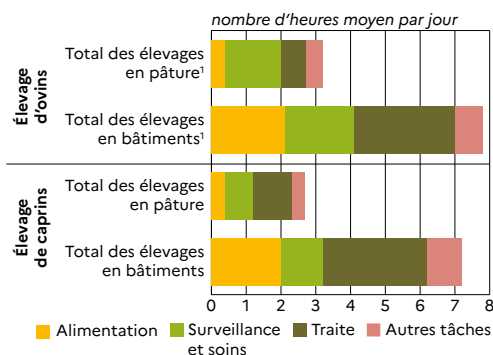
2. Y compris engraissement et mixtes.

Champ : • élevages d'ovins d'au moins 25 brebis ou 100 ovins représentant au moins 95 % des effectifs ;

• élevages de caprins d'au moins 25 chèvres ou 100 caprins représentant au moins 94 % des effectifs.

Source : Agreste - Enquête Pratiques d'élevage 2015

Temps de travail consacré aux pratiques d'élevage



1. Y compris engraissement et mixtes.

Champ :

• élevages d'ovins d'au moins 25 brebis ou 100 ovins représentant au moins 95 % des effectifs ;

• élevages de caprins d'au moins 25 chèvres ou 100 caprins représentant au moins 94 % des effectifs.

Source : Agreste - Enquête Pratiques d'élevage 2015

Emploi composition

En 2023, 609 000 personnes travaillent de manière régulière dans les exploitations agricoles de France métropolitaine, hors microexploitations. Elles représentent un volume total de 498 000 équivalents temps plein (ETP), dont 50 % sont des actifs dirigeants (chefs d'exploitation ou coexploitants). La main-d'œuvre permanente assure 80 % de l'activité totale des exploitations, une part en léger recul par rapport à 2010 (- 7 points). Le reste des heures travaillées est réalisé par des salariés saisonniers et divers prestataires extérieurs, les premiers en assurant à eux seuls les trois quarts.

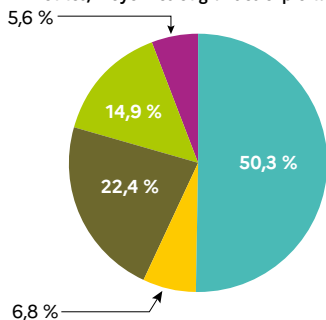
Une exploitation emploie en moyenne 2,29 ETP en 2023, soit une hausse de 15 % par rapport à 2010. Ce besoin en main-d'œuvre varie fortement selon la spécialisation : les exploitations horticoles et maraîchères mobilisent le plus d'actifs (5,3 ETP en moyenne), tandis que celles spécialisées en grandes cultures en mobilisent 1,4.

La structure de la main-d'œuvre diffère également selon les types de production. Le travail des actifs dirigeants et familiaux reste généralement prépondérant. Il est quasi exclusif dans les exploitations de bovins viande, mais représente moins de la moitié du volume de travail chez les horticulteurs-maraîchers, les arboriculteurs et les viticulteurs.

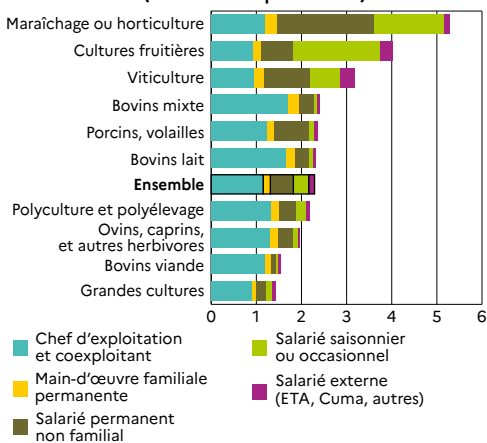
Travail sur l'exploitation

% des ETP en France métropolitaine en 2023

Petites, moyennes et grandes exploitations



Nombre moyen d'ETP par exploitation en 2023 (hors microexploitations)



Champ : France métropolitaine.

Source : Agreste - Enquête Structure des exploitations agricoles 2023

Actifs agricoles et volume de travail annuel selon la nature des actifs

	2010			2023		
	Nombre de personnes actives	Volume de travail	ETP par exploitation	Nombre de personnes actives	Volume de travail	ETP par exploitation
	millier	millier d'ETP	nombre	millier	millier d'ETP	nombre
Chef d'exploitation et coexploitant	453	393	1,15	367	315	1,15
Main-d'œuvre familiale permanente	157	74	0,22	78	43	0,16
Salarié permanent non familial	151	125	0,37	164	140	0,51
Ensemble de la main-d'œuvre permanente	760	591	1,73	609	498	1,82
Salarié saisonnier ou occasionnel	///	76	0,22	///	93	0,34
Salarié externe (ETA, Cuma, autres*)	///	11	0,03	///	35	0,13
Ensemble de la main-d'œuvre occasionnelle ou externe	///	88	0,26	///	128	0,47
Ensemble des actifs travaillant sur les exploitations	///	679	1,99	///	627	2,29

* En 2023, le travail effectué par d'autres prestataires que les ETA ou les Cuma est inclus, contrairement à 2010.

Champ : France métropolitaine, hors structures gérant des pacages collectifs.

Source : Agreste - Recensement agricole 2010, enquête Structure des exploitations agricoles 2023

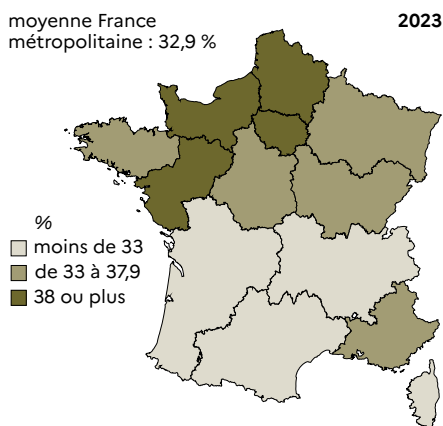
Emploi salariés agricoles

Avec l'augmentation de la taille des exploitations et le développement des formes sociétaires, l'emploi salarié permanent progresse nettement. En 2023, il concerne 33 % des exploitations en France métropolitaine (hors microexploitations), contre 23 % en 2010. À l'inverse, le recours aux saisonniers recule légèrement, passant de 39 % à 37 % des exploitations. Autre évolution notable : les chefs d'exploitation, coexploitants et membres de leur famille sont de plus en plus nombreux à être eux-mêmes salariés. Ils représentent désormais un quart de l'ensemble des salariés permanents.

Les moyennes et grandes exploitations emploient à elles seules 218 600 salariés permanents, soit 178 700 équivalents temps plein (ETP), avec un ratio moyen de 0,82 ETP par salarié. La main-d'œuvre salariée permanente représente 35,9 % des actifs permanents et 28,5 % du volume total de travail agricole de ces exploitations, soit respectivement 12 et 7 points de plus qu'en 2010. Les travailleurs saisonniers, quant à eux, constituent 14,9 % du travail agricole.

Le recours au salariat varie selon les spécialisations : il est particulièrement marqué dans les exploitations horticoles, maraîchères et viticoles ainsi que dans les élevages de porcins et de volailles, où les salariés permanents assurent la majeure partie du travail. Dans les exploitations fruitières, ce sont les saisonniers qui assurent près de la moitié des tâches agricoles. Géographiquement, les exploitations avec une main-d'œuvre salariée permanente se concentrent dans les parties nord, ouest et est du pays, ainsi que dans les zones viticoles et fruitières du Sud-Est.

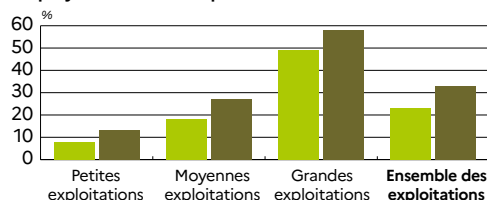
Exploitations avec main-d'œuvre salariée permanente (hors microexploitations)



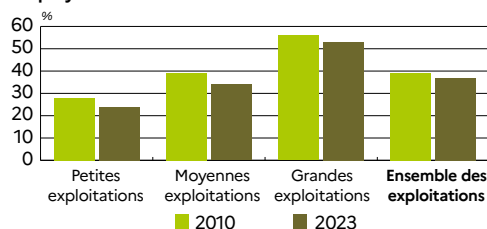
Source : Agreste - Enquête Structure des exploitations agricoles 2023

Exploitations avec main-d'œuvre salariée (hors microexploitations)

Employant des salariés permanents



Employant des salariés saisonniers



Champ : France métropolitaine.

Source : Agreste - Recensement agricole 2010, enquête Structure des exploitations agricoles 2023

Main-d'œuvre salariée permanente¹ (hors microexploitations)

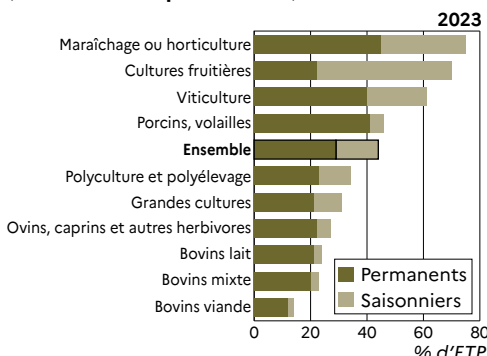
	2010	2023
Exploitations avec main-d'œuvre salariée permanente (millier)	77,3	90,0
Main-d'œuvre salariée permanente (millier de personnes)	178,8	218,6
Part de la main-d'œuvre salariée permanente parmi les actifs permanents (%)	23,5	35,9
Part de la main-d'œuvre salariée permanente dans le travail agricole (%)	21,4	28,5
Part de la main-d'œuvre saisonnière dans le travail agricole (%)	11,3	14,9

1. Non compris dans les actifs permanents les actifs non salariés qui ne sont ni dirigeants, ni membres de la famille d'un chef d'exploitation individuelle.

Champ : France métropolitaine.

Source : Agreste - Recensement agricole 2010, enquête Structure des exploitations agricoles 2023

Part du travail fourni par la main-d'œuvre salariée selon la spécialisation (hors microexploitations)



Champ : France métropolitaine.

Source : Agreste - Enquête Structure des exploitations agricoles 2023

Emploi temps de travail

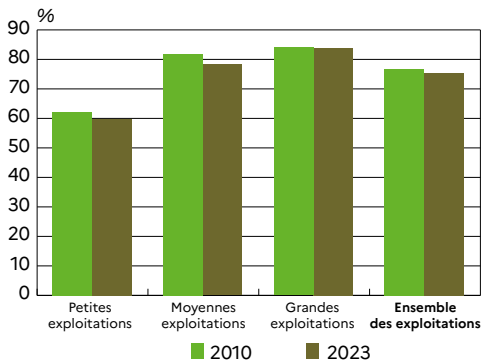
En 2023, trois quarts des chefs d'exploitation et coexploitants travaillent à temps complet sur leur exploitation (hors microexploitations), une proportion stable par rapport à 2010. Du côté des salariés permanents non familiaux, cette part atteint 71 %, tandis qu'elle reste nettement plus faible parmi la main-d'œuvre familiale permanente (22 %).

Chez les dirigeants, la probabilité d'exercer à temps plein augmente avec la taille économique de l'exploitation : elle atteint 84 % pour les exploitants des structures les plus grandes, contre 60 % pour ceux à la tête de petites exploitations. Les contraintes liées à l'élevage renforcent également cette présence : plus de 88 % des dirigeants éleveurs travaillent à temps plein, contre seulement 55 % chez les exploitants spécialisés en grandes cultures.

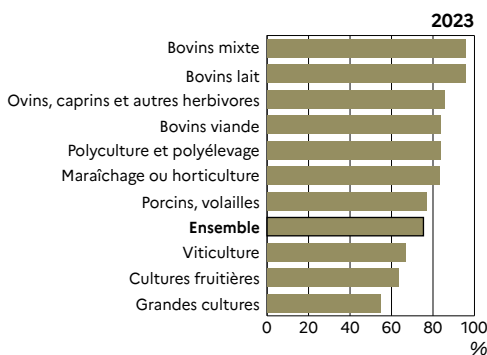
Entre 2010 et 2023, la part des actifs permanents travaillant au moins la moitié de l'année sur l'exploitation est passée de 75 % à 84 %. Cette hausse est portée par l'implication croissante de personnes régulièrement actives sur l'exploitation, qu'elles soient ou non apparentées au dirigeant. Toutefois, cette dynamique ne compense pas la forte baisse de la main-d'œuvre familiale permanente en recul de 42 % sur la période. Cette baisse est compensée par une hausse sensible du nombre de salariés permanents non familiaux, ainsi que de leur volume de travail.

Part des chefs d'exploitation et coexploitants à temps plein Petites, moyennes et grandes entreprises

• Selon la dimension économique



• Selon l'orientation technico-économique



Champ : France métropolitaine.

Source : Agreste - Enquête Structure des exploitations agricoles 2023

Temps de travail annuel des actifs permanents

	Petites, moyennes et grandes exploitations	
	2010	2023
<i>millier de personnes</i>		
Chef d'exploitation et coexploitant		
Temps complet annuel	348,0	276,7
1/2 temps à moins d'un temps complet annuel	40,4	42,4
Moins d'un mi-temps annuel	64,5	47,7
Main-d'œuvre familiale permanente		
Temps complet annuel	35,5	21,9
1/2 temps à moins d'un temps complet annuel	25,7	22,5
Moins d'un mi-temps annuel	95,4	33,8
Salarié permanent non familial		
Temps complet annuel	98,9	116,8
1/2 temps à moins d'un temps complet annuel	26,5	32,4
Moins d'un mi-temps annuel	25,6	14,6
Ensemble des permanents		
Temps complet annuel	482,3	415,4
1/2 temps à moins d'un temps complet annuel	92,6	97,3
Moins d'un mi-temps annuel	185,6	96,2

Note : voir glossaire « population active agricole » et « ETP ».

Champ : France métropolitaine.

Source : Agreste - Recensements agricoles 2010, enquête Structure des exploitations agricoles 2023

Emploi

âge et sexe des exploitants

En 2023, l'âge moyen des chefs d'exploitation et coexploitants de France métropolitaine* est de 49 ans contre 47 en 2010, soit 9 ans de plus que l'ensemble des actifs ayant un emploi.

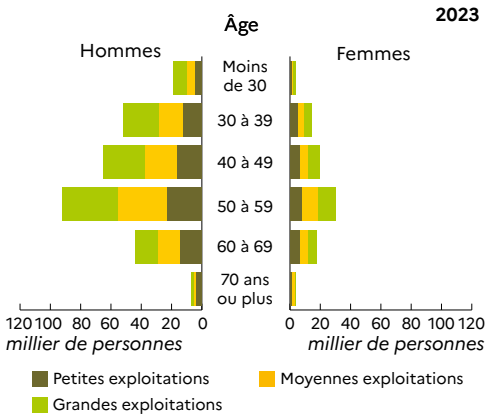
Les femmes en charge d'une exploitation agricole sont, en moyenne, plus âgées de deux ans que les hommes. Tous sexes confondus, entre 2010 et 2023, la part des agriculteurs de moins de 40 ans reste stable (24,0 %) tandis que celle des 60 ans ou plus progresse de 9 points (19,5 %).

Les dirigeants sont plus âgés dans les petites exploitations où un quart a au moins 60 ans. Ils sont en moyenne plus jeunes de 3 ans dans les grandes exploitations. Toutefois, le vieillissement des chefs d'exploitation touche toutes les exploitations (hors microexploitations). Les 50 ans ou plus représentent 53 % des effectifs dirigeants, soit 8 points de plus qu'en 2010.

Les exploitations dont la moyenne d'âge des exploitants est de 55 ans ou plus détiennent 29 % de la SAU et emploient 31,5 % des effectifs permanents. Cette part dépasse les 36 % dans le Sud-Ouest et le littoral méditerranéen.

* Hors chefs d'exploitation et coexploitants de microexploitations.

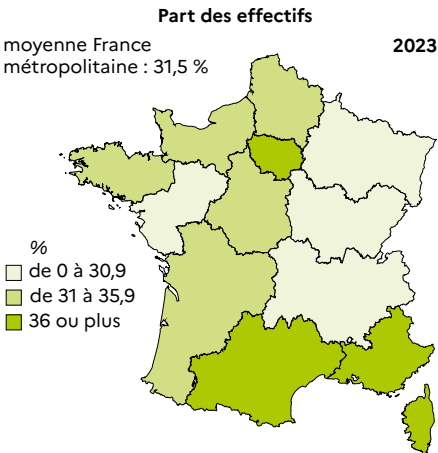
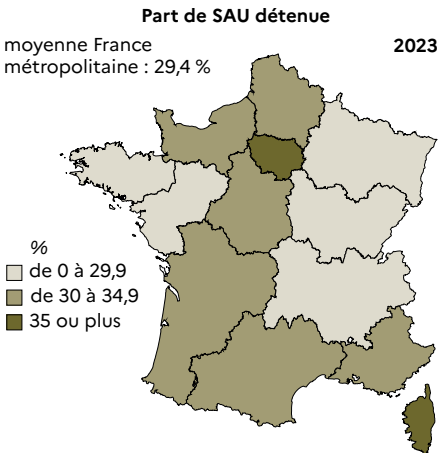
Chefs d'exploitation et coexploitants (hors microexploitations)



Petites, moyennes et grandes exploitations		
	2010	2023
millier de personnes		
Moins de 40 ans	102,3	88,1
dont femmes	17,9	17,6
40 à 49 ans	146,2	85,0
dont femmes	33,9	19,6
50 à 59 ans	154,9	122,1
dont femmes	41,4	30,2
60 ans ou plus	49,5	71,6
dont femmes	19,7	20,7
Total France métropolitaine	452,9	366,8
dont femmes	112,9	88,1

Champ : France métropolitaine, hors structures gérant des packages collectifs.
Source : Agreste - Enquête Structure des exploitations agricoles 2023

Chefs d'exploitation et coexploitants de 55 ans ou plus en 2023 : SAU et effectif dans les petites, moyennes et grandes exploitations



Champ : France métropolitaine.
Source : Agreste - Enquête Structure des exploitations agricoles 2023

Emploi

les femmes en agriculture

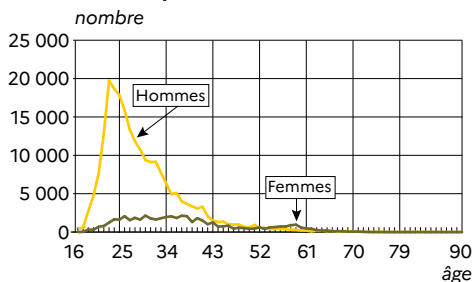
Après avoir progressé entre 2000 et 2010, la féminisation de la main-d'œuvre agricole recule depuis. En France métropolitaine, hors microexploitations, les femmes représentent 28 % des actifs permanents agricoles en 2023 contre 31 % en 2010. Ce recul affecte plus fortement les membres de la famille des exploitants où la part des femmes chute de 54 % à 40 % entre 2010 et 2023. Elle reste stable pour les actifs dirigeants et progresse pour les salariés permanents.

En 2023, environ un quart des chefs d'exploitation et coexploitants agricoles sont des femmes, comme en 2010. Elles sont relativement plus nombreuses dans les petites exploitations (28 %) que dans les exploitations de grande taille (22 %). La proportion de femmes exploitantes est la plus élevée dans les élevages d'ovins ou de caprins (35 %) et en viticulture (28 %).

Les exploitantes se sont installées à différents âges de la vie, contrairement aux hommes qui se sont majoritairement installés jeunes. La moitié des exploitantes s'est établie avant 35 ans et un quart après 43 ans, contre respectivement 85 % et 5 % pour les hommes. Dans les exploitations sociétaires, nombre d'agricultrices se sont déclarées avec le statut de coexploitantes après avoir travaillé en qualité d'aide familiale ou de conjoint-collaborateur. Dans les exploitations individuelles, les femmes reprennent souvent l'exploitation familiale lors du départ à la retraite de leur conjoint généralement plus âgé.

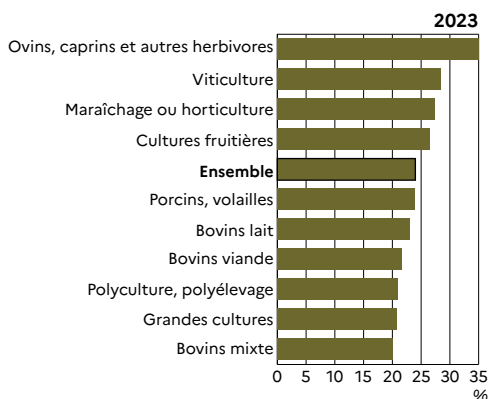
Les femmes dirigeantes travaillent moins souvent à temps complet sur l'exploitation : 68 % contre 78 % pour les hommes.

Âge de la première installation des exploitants enquêtés en 2023 (hors microexploitations)



Source : Agreste - Enquête Structure des exploitations agricoles 2023

Part des exploitantes¹ dans les petites, moyennes et grandes exploitations



1. Cheffes d'exploitation et coexploitantes.

Champ : France métropolitaine.

Source : Agreste - Enquête Structure des exploitations agricoles 2023

Statut des agricultrices et agriculteurs (hors microexploitations)

	Femmes		Hommes	
	2010	2023	2010	2023
<i>millier de personnes</i>				
Chef d'exploitation	62,6	51,0	278,5	222,4
Conjoint coexploitant	29,9	22,0	7,1	9,5
Autre coexploitant	20,5	15,1	54,4	46,7
Chefs d'exploitation et coexploitants	112,9	88,1	340,0	278,7
dont à temps complet	71,3	59,9	276,7	216,8
Conjoint actif du chef d'exploitation ou des coexploitants ¹	69,0	20,6	31,2	11,5
Autre parent actif du chef d'exploitation ou des coexploitants ¹	16,2	10,8	40,3	35,2
Main-d'œuvre familiale permanente	85,2	31,5	71,5	46,7
Salarié permanent	38,8	49,2	112,2	114,7
Total actifs permanents France métropolitaine	236,9	168,8	523,7	440,1

1. Données issues de la partie échantillonnée du recensement 2020.

Champ : France métropolitaine.

Source : Agreste - Recensements agricoles 2010, enquête Structure des exploitations agricoles 2023

Conditions de travail salariés et exploitants agricoles

En 2019, les conditions de travail des chefs d'exploitation et salariés agricoles se caractérisent principalement par des facteurs de pénibilité physique intense : la position debout, le déplacement de charges lourdes concernent plus de 70 % d'entre eux. Plus de la moitié des exploitants ou des salariés agricoles se déclarent exposés à un bruit intense ou à des fumées et poussières. Le contact avec des produits dangereux est également fréquent. Les contraintes horaires sont particulièrement fortes chez les exploitants : 76 % d'entre eux ne disposent pas de 48 heures consécutives de repos par semaine et/ou travaillent le samedi. Ils sont plus de deux fois plus nombreux que l'ensemble des non-salariés à déclarer travailler habituellement le dimanche.

En 2023, 11 693 accidents du travail nécessitant un arrêt ont été recensés parmi les salariés relevant du régime agricole de la MSA, en diminution de 7 % par rapport à 2022, ce qui correspond à 24 pour 1000 salariés. Les cultures spécialisées (35 %), la viticulture (27 %) et les cultures et élevages non spécialisés (23 %) sont les plus impactés. Chez les chefs d'exploitation, la baisse est moins élevée (-5 %) pour un même taux que celui des salariés (24 pour 1 000). 39,3 % de ces accidents surviennent sur des exploitations d'élevage de bovins. Les maladies professionnelles (MP) reconnues concernent surtout les troubles musculosquelettiques, principalement des affections péri-articulaires dues à des gestes ou postures, tant chez les salariés que chez les chefs d'exploitation ; parmi ces derniers, entre 2019 et 2023, elles représentent 73,5 % des MP. Depuis la création du FIVP*, ce chiffre diminue (65,5 % des MP en 2023) et celui des MP liées au risque « Pesticides » augmente (22,4 %). Les MP sont plus fréquentes dans le secteur de l'élevage de bovins, en particulier bovins lait.

* Voir glossaire « FIVP ».

Accidents du travail et maladies professionnelles

	2022	2023
	nombre	
Chefs d'exploitation¹		
Accidents du travail avec ou sans arrêt	12 314	12 003
dont avec arrêt	10 810	10 289
Accidents de trajet	117	137
Maladies professionnelles avec ou sans arrêt	1 157	1 200
Salariés agricoles des filières culture-élevage²		
Accidents du travail avec arrêt	12 560	11 693
Accidents de trajet avec arrêt	746	662
Maladies professionnelles	1 256	1 240
dont avec arrêt	1 098	1 099

1. Ensemble des affiliés MSA.

2. Affiliés MSA limités aux exploitations de culture et d'élevage, aux champignonnières, hors haras-dressage et pisciculture.

Champ : France métropolitaine hors départements du Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle - Événements ayant donné lieu à un premier versement sur la période.

Source : Mutualité sociale agricole (MSA)

Conditions de travail en 2019

Proportion de personnes en emploi qui déclarent des contraintes

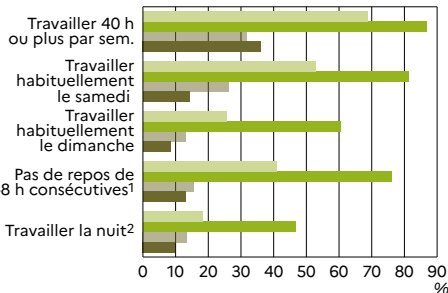
	Salariés		Non-salariés	
	Agri-culture	Ensemble	Agric. exploit.	Ensemble
	%			
Contraintes physiques intenses¹	74	41	85	50
Rester longtemps debout	71	49	79	57
Rester longtemps dans une autre posture pénible ou fatigante à la longue	56	36	61	41
Effectuer des déplacements à pied longs ou fréquents	56	37	71	34
Porter ou déplacer des charges lourdes	68	41	81	52
Subir des secousses ou des vibrations	45	17	76	29
Exposition à des risques physiques²	46	24	71	27
Être exposé à un bruit intense ³	70	18	69	14
Respirer des fumées ou des poussières	53	30	82	37
Être en contact avec des produits dangereux	42	30	74	32
Subir au moins 3 contraintes de rythme de travail parmi 8	17	25	16	10

1. C'est-à-dire subir au moins trois contraintes physiques parmi les 5 citées.

2. C'est-à-dire être exposé à au moins deux risques physiques parmi les 3 cités.

3. Bruit qui gêne pour entendre une personne située à 3 mètres.

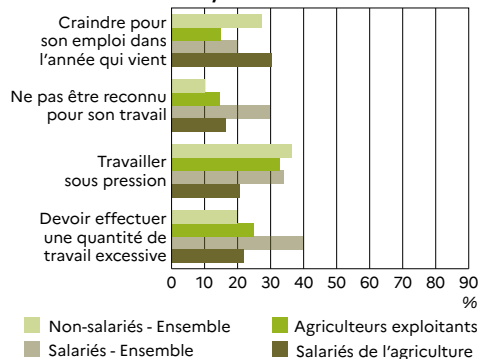
• Contraintes horaires



1. Ne pas disposer d'au moins 48 h consécutives de repos par semaine.

2. Entre minuit et 5 h, même occasionnellement.

• Intensité du travail, insécurité



Champ : France (hors Mayotte), actifs occupés.

Sources : Dares, Drees, DGAFF, Insee - Enquête Conditions de travail 2019

Formation initiale

selon l'âge, le sexe, l'installation dans ou hors cadre familial

Le niveau de formation des exploitants agricoles augmente au fil des générations comme pour l'ensemble des actifs. En 2020, un exploitant sur deux a suivi une formation générale ou agricole de niveau bac ou plus. Parmi les exploitants de 60 ans ou plus, 23 % n'avaient pas suivi de formation générale ou agricole au-delà de l'école primaire, tandis que la quasi-totalité des générations suivantes ont au moins une formation de second cycle court. Les moins de 40 ans disposent d'une formation plus élevée : 85 % ont un niveau au moins égal au baccalauréat.

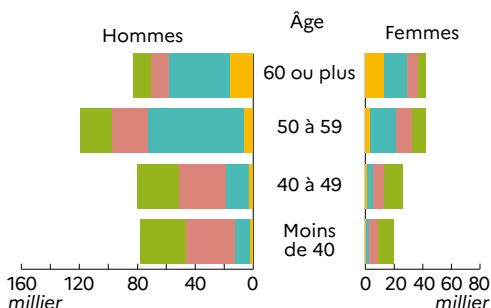
Comparées à leurs homologues masculins, les exploitantes ont plus souvent atteint un niveau d'études supérieures, mais un niveau plus faible en matière de formation agricole.

L'installation des exploitants ne s'effectue plus seulement dans un cadre familial¹. En 2020, un quart des exploitants ont pris la tête d'une exploitation sans prendre la succession d'un membre de leur famille. Parmi eux, 65 % ont une formation générale ou agricole de niveau bac ou plus, contre 52 % des exploitants qui ont repris une exploitation familiale.

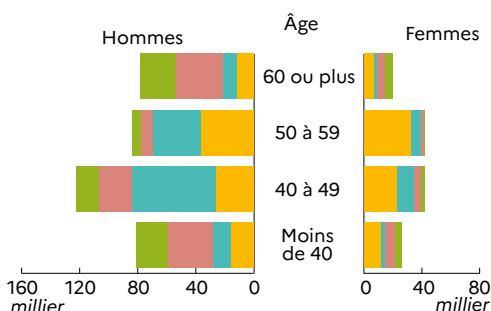
1. Le cadre familial du chef d'exploitation ou des coexploitants comprend le conjoint, les ascendants, les descendants et autres apparentés, y compris la famille du conjoint et ce jusqu'au 2^e degré en conformité avec la notion de cadre familial définie dans les conditions d'attribution de la dotation jeune agriculteur (DJA).

Niveau de formation le plus élevé des exploitants¹ en 2020

• Formation générale ou agricole



• Formation agricole



■ Niveau études supérieures
 ■ Second cycle long
 ■ Second cycle court
 ■ Aucune formation ou scolarisé jusqu'au primaire

1. Chefs d'exploitation et coexploitants.
 Champ : France métropolitaine.
 Source : Agreste - Recensement agricole 2020

Niveau de formation des exploitants¹ en 2020 et installation dans ou hors cadre familial

		Cadre familial		Hors cadre familial	
		Formation agricole	Formation générale ou agricole	Formation agricole	Formation générale ou agricole
		%			
Moins de 40 ans	Aucune formation ou scolarisé jusqu'au primaire	18,2	1,9	17,3	1,9
	Second cycle court	11,6	13,2	12,3	12,9
	Second cycle long	38,9	41,7	38,2	39,2
	Niveau études supérieures	31,3	43,1	32,2	45,9
	Tous niveaux de formation (en millier)	65,7		31,0	
40 ans ou plus	Aucune formation ou scolarisé jusqu'au primaire	35,8	11,1	34,8	8,4
	Second cycle court	33,4	43,6	26,9	33,9
	Second cycle long	18,8	24,5	21,0	25,7
	Niveau études supérieures	11,9	20,8	17,3	32,0
	Tous niveaux de formation (en millier)	297,1		89,1	
Tous âges	Aucune formation ou scolarisé jusqu'au primaire	32,6	9,4	30,3	6,8
	Second cycle court	29,5	38,1	23,1	28,5
	Second cycle long	22,5	27,7	25,4	29,2
	Niveau études supérieures	15,4	24,8	21,2	35,6
	Tous niveaux de formation (en millier)	362,8		120,1	

1. Chefs d'exploitation et coexploitants.
 Champ : France métropolitaine.
 Source : Agreste - Recensement agricole 2020

Formation initiale

formation des exploitants

Le niveau de formation agricole des dirigeants d'exploitation progresse avec la dimension économique de l'exploitation. Parmi les exploitants de moins de 40 ans, 43 % n'ont aucune formation agricole dans les microexploitations contre seulement 14 % dans le reste des exploitations. Ces parts sont respectivement de 44 % et 74 % pour le niveau baccalauréat ou plus.

D'avantage que pour les exploitations familiales, la gestion des exploitations sociétaires, généralement de moyenne ou grande dimension, demande de disposer de solides connaissances en techniques agricoles et en gestion administrative ou comptable. Ainsi, la moitié des exploitants ont une formation agricole de niveau baccalauréat ou plus dans les exploitations de forme sociétaire contre 28 % en exploitation individuelle.

Les niveaux de formation agricole varient selon les orientations productives. Dans les élevages laitiers et de porcins-volailles, avec davantage d'exploitations de grande dimension et des chefs plus jeunes, la proportion d'exploitants avec une formation agricole de niveau bac ou plus est plus élevée. Elle est plus faible pour la viticulture, l'élevage de bovins viande et les cultures fruitières.

En 2020, la France figurait dans le peloton de tête des pays de l'Union européenne pour le niveau de formation agricole de ses chefs d'exploitation.

Part de chefs d'exploitation ayant une formation agricole élémentaire ou complète¹

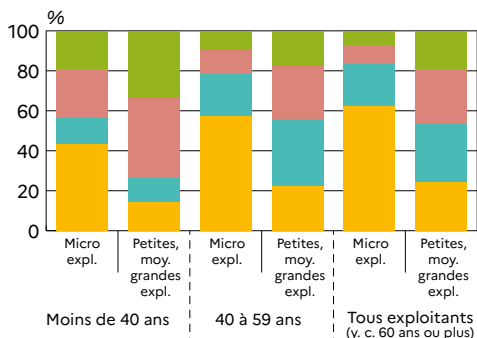
%	Pays de l'UE à 27
Plus de 65	Pays-Bas, Allemagne
Plus de 50 à 65	France (65 %) , Luxembourg, Autriche, Tchèque, Belgique, Slovaquie, Danemark, Lettonie
Plus de 40 à 50	Portugal, Estonie, Finlande, Lituanie, Irlande, Italie, Pologne
Plus de 25 à 40	Hongrie, Suède, Chypre, UE (27 %)
Plus de 10 à 25	Espagne, Slovaquie, Malte, Bulgarie
De 4 à 10	Croatie, Grèce, Roumanie

1. Niveau CAPa (certificat d'aptitude professionnelle agricole) et équivalent BEP agricole ou plus.

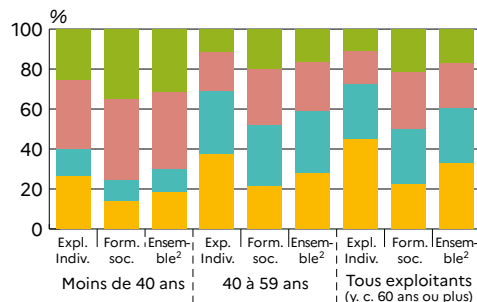
Source : Eurostat - Recensement agricole 2020

Niveau de formation agricole le plus élevé des exploitants¹, par tranche d'âge en 2020

• Selon la dimension économique de l'exploitation



• Selon la nature juridique de l'exploitation



■ Aucune formation agricole ■ Secondaire cycle court
■ Secondaire cycle long ■ Études supérieures

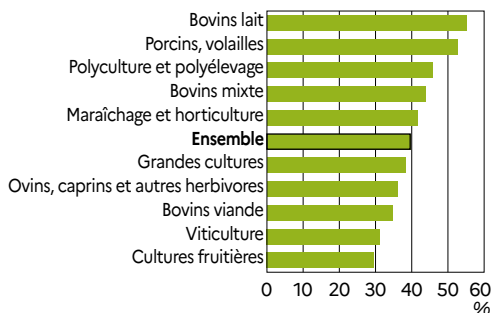
1. Chefs d'exploitation et coexploitants.

2. Exploitations individuelles, formes sociétaires et autres personnes morales.

Champ : France métropolitaine.

Source : Agreste - Recensement agricole 2020

Exploitants¹ ayant une formation agricole de niveau bac ou plus en 2020



1. Chefs d'exploitation et coexploitants.

Champ : France métropolitaine.

Source : Agreste - Recensement agricole 2020

Formation agricole en France

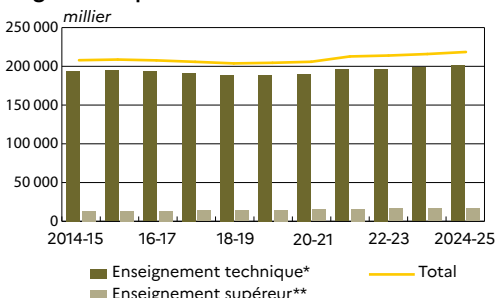
Deuxième système d'éducation et de formation, l'enseignement agricole recrute chaque année depuis 2020 davantage d'apprenants qui contribuent au renouvellement des générations en agriculture et mettent en œuvre les transitions climatique et environnementale nécessaires à la souveraineté alimentaire du pays.

En 2024-2025, l'enseignement agricole a accueilli 217 702 apprenants de la 4^e aux diplômes d'ingénieur agronome, de vétérinaire et de paysagiste, avec 169 054 élèves ou étudiants par voie scolaire et 48 648 apprentis. Après une période de baisse entre 2013 et 2019, la hausse des effectifs se confirme à la fois sur la voie scolaire et l'apprentissage : + 1,3 % d'élèves, étudiants et apprentis en 2024/2025 et + 7 % sur les 5 dernières années. L'enseignement agricole compte désormais davantage d'apprenants qu'il y a dix ans. Parmi ces apprenants, 22 % réalisent leur formation en apprentissage en 2024 contre 14 % 10 ans auparavant. L'enseignement agricole est présent sur l'ensemble du territoire métropolitain et en outre-mer, avec près de 800 établissements de l'enseignement agricole technique (de la 4^e au BTSa), 220 lycées agricoles publics (regroupés au sein de 171 établissements public local d'enseignement et de formation professionnelle agricole - EPLEFPA) et 582 établissements privés. L'enseignement supérieur agricole (de la licence au doctorat) compte 16 établissements. Les femmes représentent 46 % des effectifs, avec des disparités selon les voies et niveaux de formation. Au sein de l'enseignement technique, la part atteint 44 % mais elles sont davantage présentes en voie scolaire (51 %) qu'en apprentissage (22 %). En revanche, très investies dans les études vétérinaires, elles représentent 63 % des effectifs dans le supérieur. L'enseignement agricole connaît de très bons taux de réussite aux examens : 95 % au CAPa, 88 % au bac professionnel agricole et 79 % au BTSa. Les taux d'insertion à 12 mois sont également élevés : 60 % des sortants par voie scolaire sont en emploi salarié 12 mois après leur sortie. Une partie des sortants occupe un emploi non salarié lorsqu'ils s'installent comme chef d'exploitation.

Enseignement agricole

(Voie scolaire et apprentis)

Évolution des effectifs de l'enseignement agricole depuis 2014-2015



Part des femmes dans l'enseignement agricole en 2024-2025

Enseignement technique*			Enseignement supérieur**	Total enseignement agricole
Élèves	Apprentis	Ensemble		
51 %	22 %	44 %	63 %	46 %

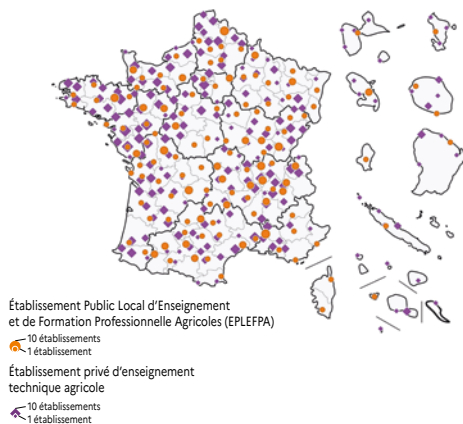
* Enseignement agricole technique de la 4^e au BTSa.

** Enseignement supérieur long, cursus de référence de la licence au doctorat.

Champ : France y compris DOM-COM.

Source : MAASA - DGER

Établissements public et privé de l'enseignement agricole technique en 2024-2025



Source : MAASA - DGER

Taux de réussite et taux d'emploi salarié* de l'enseignement agricole en 2024

Diplôme	Taux de réussite	Taux d'emploi salarié	
	Enseignement agricole	Enseignement agricole	Éducation nationale
		%	
CAPa/CAP	95	38	35
Bac pro agricole/Bac Pro	88	60	53
BTSa/BTS	79	72	67
Ensemble	87	60	54

* Le taux d'emploi (ratio entre l'effectif de sortants en emploi salarié après la sortie d'études et l'effectif de sortants) salarié est le taux d'insertion professionnelle permettant de connaître le pourcentage de personnes exerçant un emploi salarié.

Note : l'information sur l'obtention du diplôme n'est pas connue pour 13,1 % des lycéens en CAPa, 6,4 % des lycéens en baccalauréat professionnel agricole et 4,4 % des étudiants en BTSa. Ils sont ici exclus du champ.

Lecture : en 2024, 60 % des lycéens sortis d'un baccalauréat professionnel agricole sont en emploi salarié 12 mois après leur sortie d'études.

Champ : France hors Mayotte. Sortants en 2023 d'une dernière année de formation professionnelle de niveau CAPa à BTSa en lycée public ou privé sous contrat relevant du ministère de l'Agriculture, douze mois après la fin des études.

Sources : Dares, DEPP-Inserjeunes

Enseignement technique agricole
voie scolaire

À la rentrée 2024, les établissements scolaires de l'enseignement technique agricole ont accueilli 155 363 élèves et étudiants dont 52 % sont internes. Ils sont scolarisés dans des classes allant de la 4^e jusqu'au Brevet de technicien supérieur agricole (BTSA).

Plus d'un tiers des élèves suit des formations générales et technologiques. Les deux tiers restants suivent des formations professionnelles (CAPa, Bac Pro, BTSA), dont 27 % des élèves sont en seconde professionnelle. Le secteur des services accueille 31 % des effectifs en formation professionnelle et devance celui de la production (25 %), longtemps à la première place. Le secteur de l'aménagement accueille 13 % des effectifs et celui de la transformation seulement 4 % des effectifs. Plus de 34 800 élèves et étudiants de la voie scolaire ont décroché leur diplôme à la session 2024, dont 53 % de filles.

L'origine des élèves est aujourd'hui plus diversifiée. Alors qu'en 1990, près de quatre élèves sur dix (36,0 %) venaient du milieu agricole, ce n'est actuellement le cas que pour moins d'un élève sur dix (8,6 %). Ce sont les enfants d'employés et d'ouvriers (39,5 %) qui sont les plus nombreux à fréquenter les établissements de l'enseignement agricole.

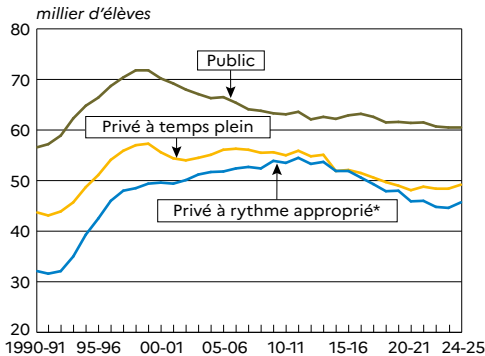
À la suite de la mise en œuvre de la réforme de la voie professionnelle, davantage d'élèves poursuivent jusqu'au Bac Pro voire jusqu'au BTSA. La capacité professionnelle agricole, qui est l'un des critères d'éligibilité aux aides à l'installation en agriculture, peut être attestée par la possession d'un diplôme de niveau égal ou supérieur au Bac Pro agricole « Conduite et gestion de l'entreprise agricole », complétée par un plan de professionnalisation personnalisé validé par le préfet.

Élèves et étudiants par voie de formation et par secteur professionnel en 2024-2025

	Nombre	% filles
Filières générale et technologique	56 037	44,3
Filières professionnelles	97 915	53,9
Seconde Pro	26 328	53,2
Aménagement	13 096	19,8
Hippisme	881	87,2
Production agricole	24 639	43,0
Services	30 244	76,6
Transformation agroalimentaire	2 727	60,1
Autres (CPGE et EN)	1 411	64,5
Toutes formations	155 363	50,5

Champ : France métropolitaine et DOM-COM. Les DIMA (Dispositif d'initiation aux métiers par alternance) n'existent plus depuis 2019.
Source : MAASA - DGER

Élèves et étudiants par secteur
• Années scolaires 1990-1991 à 2024-2025



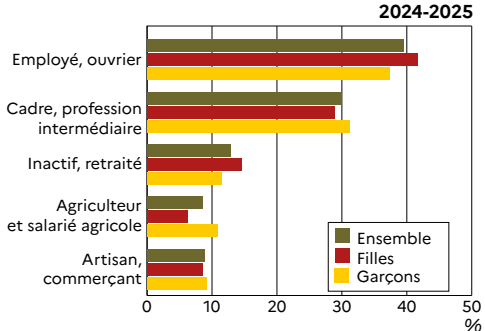
* Voir glossaire « enseignement agricole ».

Élèves-étudiants et diplômés par secteur et niveau de formation
• Années scolaires 2024-2025

	Élèves 2024-2025		Diplômés* 2024	
	Nombre	% de filles	Nombre	% de filles
Enseignement public	60 491	47,4	16 919	46,0
Niveau 3 et 4 ^e -3 ^e	15 867	42,9	1 321	43,3
Niveau 4	34 123	50,0	11 904	46,5
Niveau 5	10 501	46,0	3 694	45,3
Enseignement privé	94 872	52,5	17 945	58,7
Niveau 3 et 4 ^e -3 ^e	57 007	48,4	3 861	61,5
Niveau 4	33 001	60,9	12 198	60,3
Niveau 5	4 864	43,4	1 886	42,8
Ensemble	155 363	50,5	34 864	52,6
Niveau 3 et 4 ^e -3 ^e	72 874	47,2	5 182	56,9
Niveau 4	67 124	55,3	24 102	53,5
Niveau 5	15 365	45,2	5 580	44,5

* Pour le niveau 3 et 4^e-3^e, seuls les diplômés du CAPa (certificat d'aptitude professionnelle agricole) sont renseignés. Les diplômés du Bac général sont inclus mais pas ceux du DNB. Voir glossaire « enseignement agricole ».
Champ : France métropolitaine et DOM-COM. Les DIMA (Dispositif d'initiation aux métiers par alternance) n'existent plus depuis 2019.
Source : MAASA - DGER

Origine socioprofessionnelle des élèves et étudiants



Champ : France.
Source : MAASA - DGER

Enseignement supérieur agricole long

En 2024, près de 16 700 étudiants ont préparé un diplôme d'ingénieur agronome/agroalimentaire/forêt, de vétérinaire ou de paysagiste. Les formations mettent l'accent sur la mise en situation professionnelle et sur l'accompagnement du projet professionnel.

Les étudiants bénéficient d'une ouverture à l'international au travers de stages, de mobilités académiques ou par l'accueil d'étudiants étrangers.

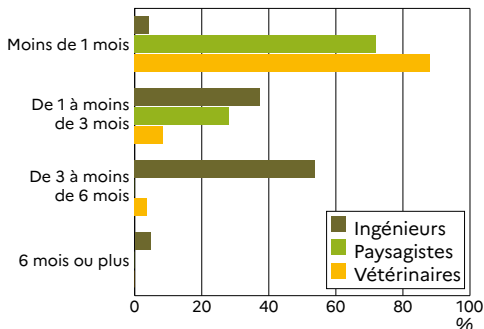
Un an après la sortie de l'école, le taux net d'emploi des ingénieurs diplômés en 2022 atteint 93 %. Les secteurs d'activité sont divers : industries, entreprises de services, organisations professionnelles agricoles, commerce et distribution, environnement et paysage... 97 % des vétérinaires sont en emploi, la moitié comme vétérinaire pour animaux de compagnie. L'insertion des paysagistes (90 %) est généralement caractérisée par un taux d'entrepreneuriat important.

Les établissements proposent également d'autres formations, notamment le diplôme national d'œnologie, le diplôme d'internat vétérinaire, le diplôme d'études spécialisées vétérinaires, ainsi que des diplômes nationaux de licence pro, master et doctorat.

En partenariat avec les organismes de recherche, les instituts techniques et les universités, les établissements de l'enseignement supérieur agricole mènent des travaux de recherche dans le but de relever les grands défis actuels (gestion durable des ressources, changements climatiques, sécurité des aliments...). Ces travaux permettent de faire évoluer les enseignements au plus près de la réalité professionnelle.

Mobilité internationale des étudiants des cursus ingénieur, paysagiste et vétérinaire

• Année scolaire 2023-2024, uniquement pour ceux ayant fait une mobilité



Source : MAASA - DGER

Taux net d'emploi¹ des diplômés 2022 un an après la sortie de l'école

Taux net d'emploi	Femmes	Hommes	Ensemble
	%		
Ingénieurs	93	94	93
Vétérinaires	98	94	97
Paysagistes	90	91	90

1. Taux net d'emploi = nombre de personnes en activité professionnelle/(nombre de personnes en activité professionnelle + nombre de personnes en recherche d'emploi).
Source : MAASA - DGER (Écoles de l'enseignement supérieur agricole) - Enquête 2024

Étudiants et alternants dans les écoles de l'établissement d'enseignement supérieur agricole en 2024-25

	Cursus ingénieur, vétérinaire et paysagiste	Autres formations	Total	Part de filles
	nombre			%
Établissements publics	8 277	1 330	9 607	66
AgroParisTech	1 337	724	2 061	61
Institut Agro Rennes Angers	1 303	217	1 520	65
VetAgro Sup	1 258	28	1 286	74
ONIRIS	1 188	94	1 282	73
Institut Agro Montpellier	662	419	1 081	60
Institut Agro Dijon	928	71	999	76
École nationale vétérinaire d'Alfort (ENVA)	850	139	989	64
École nationale vétérinaire de Toulouse (ENVT)	898	39	937	76
Bordeaux Sciences Agro	509	79	588	56
École nationale du génie de l'eau et de l'environnement (ENGEEES)	436	45	481	50
École nationale supérieure du paysage (ENSP)	245	0	245	59
École nationale supérieure de formation de l'enseignement agricole (ENSFEA)	0	199	199	57
Établissements privés sous contrat	4 806	817	5 623	53
Institut polytechnique UniLaSalle	2 276	101	2 377	57
École d'ingénieurs de Purpan	1 480	181	1 661	53
École supérieure des agricultures d'Angers (ESA)	929	498	1 427	47
ISARA Lyon	1 081	46	1 127	64
Institut supérieur d'agriculture de Lille (ISA)	1 080		1 080	53
École supérieure du bois (ESB)	236	92	328	15
Total	13 083	2 147	15 230	61

Sources : MAASA - DGER et MESRE - SISE

agreste | GRAPH'AGRI 2025

Apprentissage agricole

L'apprentissage s'adresse aux jeunes de 16 à 29 ans souhaitant préparer un diplôme ou un titre de l'enseignement professionnel dans le cadre d'un contrat de travail particulier, associant une formation en entreprise et des enseignements dispensés dans un centre de formation d'apprentis (CFA).

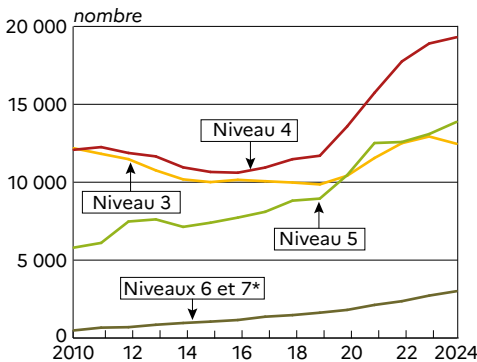
Sur l'année scolaire 2024-2025, l'apprentissage dans l'enseignement agricole représente 4,8 % des effectifs nationaux d'apprentis avec plus de 48 600 apprentis dans les établissements de l'enseignement agricole. Les apprentis représentent 22 % des apprenants de l'enseignement agricole. Depuis 2010, le nombre d'apprentis a augmenté de près de 59,2 %.

Le niveau de diplôme préparé s'est fortement élevé : près de 75 % des apprentis préparent désormais un diplôme de niveau égal ou supérieur au Bac, alors qu'ils n'étaient qu'un peu plus de 40 % dans ce cas-là en 2000. Dans les formations du niveau CAPa au BTSA, le secteur de la production accueille 44 % des apprentis. 38 % des apprentis se préparent aux métiers de l'aménagement, et 2 % seulement se forment dans le secteur de la transformation et 2 % également dans le secteur hippique.

Près de 61 % des apprentis du CAPa au BTSA suivent une formation dans un établissement public en 2024.

L'apprentissage est majoritairement suivi par les garçons. La part de filles suivant une formation allant du niveau CAPa au niveau BTSA par apprentissage n'est que de 22 % en 2024. Cette proportion varie selon le niveau de diplôme et le secteur.

Évolution du nombre d'apprentis¹



* Il s'agit des apprentis de niveaux 6 et 7 suivant une formation du cursus de référence.

1. Voir glossaire « Enseignement agricole ».

Champ : France.

Sources : MENJ - Sifa (Système d'information sur la formation des apprentis) ; MAASA - FREGATA (outils d'inscription des scolarités de l'enseignement agricole) et DGER - Enquête pour niveaux 6 et 7

Apprentis par niveau de formation

	2010-11	2020-21	2024-25	Part de filles** 2024-25
	nombre			%
Niveaux 6 et 7*	487	1 804	3 005	nd
Niveau 5	5 802	10 456	13 870	28
dont BTSA	5 736	10 351	13 821	28
Niveau 4	12 083	13 581	19 305	22
dont Bac Pro agricole	8 593	8 906	13 810	25
BP agricole	3 229	3 246	3 690	12
Niveau 3	12 180	10 416	12 468	16
dont CAP agricole	8 874	8 494	11 064	17
Total	30 552	36 257	48 648	22

* Il s'agit des apprentis de niveaux 6 et 7 suivant une formation du cursus de référence.

** La part totale des filles est calculée hors niveau 6 et 7.

Champ : France.

Sources : MENJ - Sifa (Système d'information sur la formation des apprentis) ; MAASA - FREGATA (outils d'inscription des scolarités de l'enseignement agricole) et DGER - Enquête pour niveaux 6 et 7

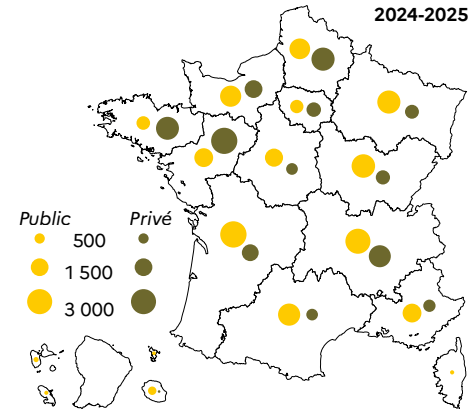
Apprentis par secteur de formation en 2024-2025, niveaux CAPa au BTSA

	Apprentis	Part de chaque secteur	Part des filles
	nombre	%	
Production	19 642	44	26
Aménagement	17 478	38	6
Services	3 804	8	57
Seconde Pro agricole	2 533	6	21
Transformation	1 132	2	45
Hippisme	1 054	2	79
Total	45 643	100	22

Champ : France - Niveaux 6 et 7 exclus.

Source : MAASA - FREGATA (outils de gestion des scolarités de l'enseignement agricole)

Effectifs apprentis jusqu'au BTSA par secteur et région



Champ : France - Niveaux 6 et 7 exclus.

Source : MAASA - FREGATA (outils de gestion des scolarités de l'enseignement agricole)

Formation professionnelle continue

La formation professionnelle continue (FPC) s'adresse aux salariés, travailleurs indépendants ou demandeurs d'emploi qui souhaitent conforter leurs compétences professionnelles ou en acquérir de nouvelles. Elle a pour but d'assurer l'accès, le maintien ou le retour dans l'emploi ainsi que de sécuriser ou diversifier les parcours professionnels.

En 2023, les établissements d'enseignement agricole ont délivré 12,7 millions d'heures stagiaires dans le cadre de la FPC, dont 80 % des heures ont été consacrées à des formations conduisant à l'acquisition d'un diplôme, d'un titre ou d'un certificat de qualification professionnelle. 29 % des stagiaires ont suivi ces formations d'une durée moyenne de 8 semaines. Le diplôme phare est le Brevet professionnel « Responsable d'entreprise agricole » (près de 3,2 millions d'heures).

62 % des stagiaires ont suivi des formations professionnalisantes d'une durée moyenne de 3,8 jours. 9 % des stagiaires ont bénéficié de prestations d'orientation ou d'accompagnement vers l'emploi, la reconversion ou la reconnaissance des acquis de l'expérience.

En écartant les formations du secteur « Autres secteurs (non agricoles) », les formations consacrées aux « Services à la personne et aux territoires » ont accueilli davantage de femmes que d'hommes, soit 59 %. En revanche, les femmes n'ont constitué que 35 % des effectifs stagiaires des formations du secteur « Aménagement des espaces ».

Parmi l'ensemble des formations dispensées (hors prestations d'orientation et d'accompagnement), celles du secteur « Production agricole » ont concentré un peu moins de la moitié des volumes horaires délivrés (49 %) et accueilli le plus de stagiaires (32 % des effectifs globaux).

Durée moyenne des formations en 2023

Secteur de formation professionnelle	Durée nombre de jours
Aménagement des espaces	11
Production agricole	25
Services aux personnes et aux territoires	14
Transformation alimentaire	7
Autres secteurs (non agricoles)	14

Champ : France y compris départements et collectivités d'Outre-mer (DOM-COM) et Nouvelle-Calédonie.

Source : MAASA - DGER. Recensement des formations proposées par les établissements de l'enseignement agricole

Volumes horaires délivrés et nombre de stagiaires en 2023

• Selon la finalité des formations

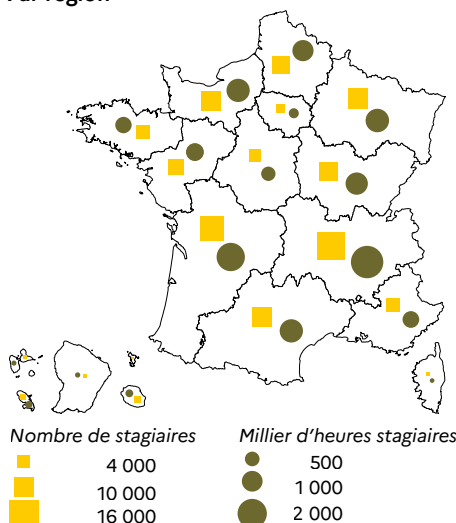
	Stagiaires			
	Heures		Nombre	
	millier	%	millier	%
Diplôme ou titre à finalité professionnelle	9 912	78,1	33	28,3
Certificat de qualification professionnelle (CQP)	296	2,3	1	1,1
Formation professionnalisante	1 969	15,5	73	62,0
Prestation d'orientation et d'accompagnement	510	4,0	10	8,6
Total	12 687	100,0	118	100,0

• Par secteur professionnel des formations¹

	Stagiaires				Part de femmes
	Heures		Nombre		
	millier	%	millier	%	%
Production agricole	6 010	49	35	32	36
Aménagement des espaces	2 532	21	32	30	35
Transformation alimentaire	318	3	7	6	43
Services à la personne et aux territoires	1 385	11	14	13	59
Autres secteurs (non agricoles)	1 921	16	20	19	68
Total	12 166	100	108	100	47

1. Hors prestations d'orientation et d'accompagnement.

• Par région



Champ : France y compris DOM-COM et Nouvelle-Calédonie.
Source : MAASA - DGER - Recensement des formations proposées par les établissements de l'enseignement agricole

Recherche

En 2023, la dépense intérieure de recherche et développement expérimental (DIRD) en France dans le secteur agricole s'établit en valeur à 2,8 milliards d'euros (Md€), en recul de 1,6 % en volume sur un an, baisse due à la hausse des prix. Cette dépense est portée à 52 % par les administrations et 48 % par les entreprises.

La dépense intérieure de recherche et développement expérimental des administrations (DIRDA) dans le secteur agricole est en baisse de 3,7 % en volume en un an et atteint 1,47 Md€ en 2023. Elle représente 7 % de la DIRDA totale. En 2023, l'Inrae, principal organisme par le niveau de ses dépenses de R&D agricoles, y consacre 1 115 millions d'euros (M€), les écoles agricoles 117 M€, l'Ifremer 92 M€ et le CNRS 40 M€.

En 2023, la dépense intérieure de recherche et développement expérimental des entreprises (DIRDE) consacrée au secteur agricole et agroalimentaire s'élève à 1,37 Md€, soit + 0,7 % en volume par rapport à 2022. Elle représente 3 % de la DIRDE totale. Les entreprises de l'industrie agroalimentaire (IAA), avec 693 M€, réalisent 51 % de la DIRDE agricole et agroalimentaire, une part en légère progression par rapport à l'année précédente (48 % en 2022). Celles du secteur agriculture, pêche et aquaculture (ASPA) réalisent 673 M€ de dépenses de R&D dans ce même domaine (soit 49 % de la DIRDE). Près de 65 % des entreprises du secteur des IAA actives en R&D comptent au moins 250 salariés, alors que cette tranche supérieure d'effectifs concerne 7 % de l'ensemble des entreprises des IAA. Si l'on considère les entreprises actives en R&D agricole, ce poids des grandes entreprises est beaucoup moins marqué dans le secteur ASPA, où 57 % ont moins de 20 salariés (73 % de l'ensemble des entreprises du secteur ASPA sont dans cette tranche inférieure).

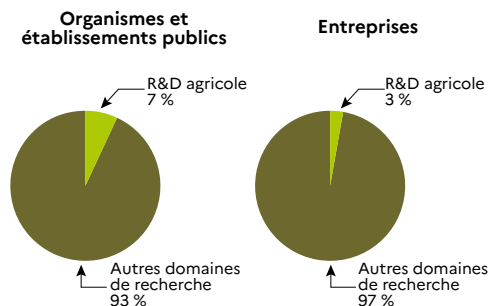
Évolution de la dépense intérieure de recherche et développement agricole entre 2022 et 2023

	2022	2023
	<i>million d'euros</i>	
Organismes et établissements publics :	1 461	1 474
dont Inrae	1 080	1 115
Entreprises :		
Secteurs agricoles et agroalimentaires	1 294	1 366
industries agricoles et alimentaires	615	693
agriculture, sylviculture, pêche et aquaculture	679	673
Ensemble	2 755	2 840

Note : les données sont élaborées à partir de l'enquête sur la répartition par objectifs socio-économiques des crédits budgétaires destinés à la recherche de la mission interministérielle recherche et enseignement supérieur (Mires). Liste des établissements publics exécutant de la R&D agricole : CNRS, Inrae, Inria, IRD, Cirad, Cnes et Ifremer.

Source : MESRE-SIES

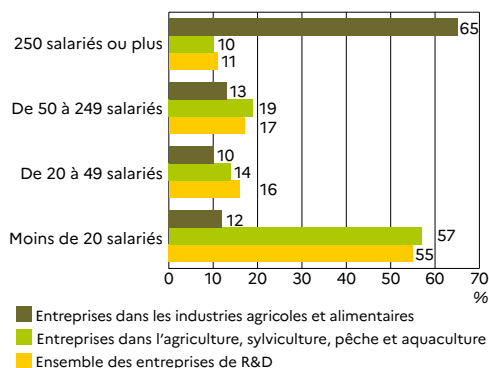
Part des dépenses de R&D agricoles dans la dépense intérieure de R&D nationale, par secteur, en 2023



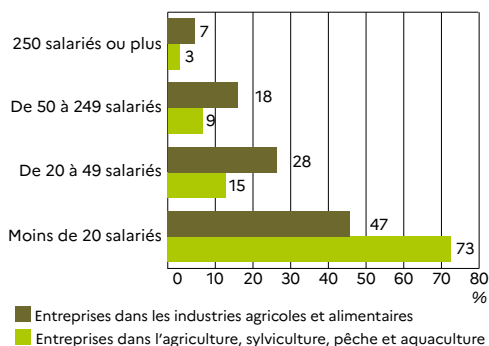
Source : MESRE-SIES

Répartition des entreprises par tranche d'effectifs en 2023

- Entreprises actives en R&D dont l'activité recherche relève du domaine agricole



- Ensemble des entreprises en France dont l'activité principale relève du domaine agricole



Source : MESRE-SIES (données ASPA/IAA par branche de R&D)

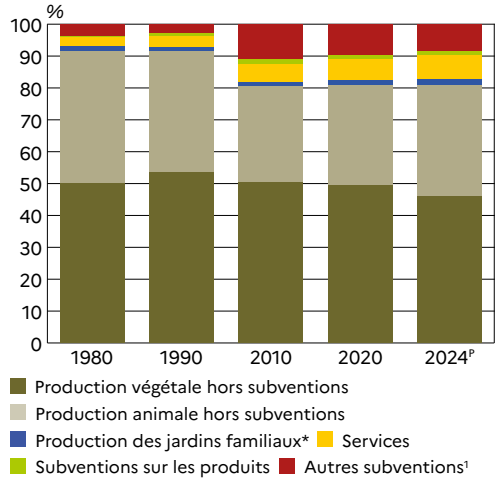
Comptes de la branche agricole

ressources et emplois

Les ressources de la branche agricole (exploitations agricoles, entreprises de travaux agricoles, coopératives viticoles...) sont constituées très majoritairement de la production agricole, qui s'élève en valeur à 90,3 milliards d'euros en 2024, dont 1,1 milliard d'euros de subventions sur les produits. Les subventions d'exploitation, composées en majorité des paiements uniques entre 2006 et 2014 et des paiements découplés à partir de 2015, s'élèvent à 8,5 milliards d'euros en 2024. Au total, subventions sur les produits et subventions d'exploitation représentent 9,8 % des ressources.

Les consommations intermédiaires demeurent le principal poste des emplois de la branche agricole avec 57,6 milliards d'euros en 2024, soit 58,3 % des emplois. Les impôts sur la production s'élèvent à 1,1 milliard (1,2 % des emplois) tandis que la consommation de capital fixe constitue 13,2 % du total des emplois. Le solde des ressources et de ces emplois correspond au revenu net dégagé pour rémunérer les facteurs de production (travail salarié et non salarié, foncier, capital). Il atteint 27,0 milliards d'euros en 2024.

Ressources de la branche agricole



	1980	1990	2010	2020	2024 ²
milliard d'euros					
Production végétale hors subventions	18,8	33,6	39,1	41,8	45,4
Production animale hors subventions	15,5	23,7	23,2	26,7	34,4
Production des jardins familiaux*	0,6	1,0	1,2	1,5	1,8
Services	1,1	2,0	4,2	5,6	7,5
Subventions sur les produits	0,1	0,6	1,2	1,2	1,1
Production totale²	36,1	60,9	68,9	76,7	90,3
Autres subventions ¹	1,4	1,8	8,5	8,1	8,5
Total des ressources	37,5	62,8	77,5	84,8	98,8

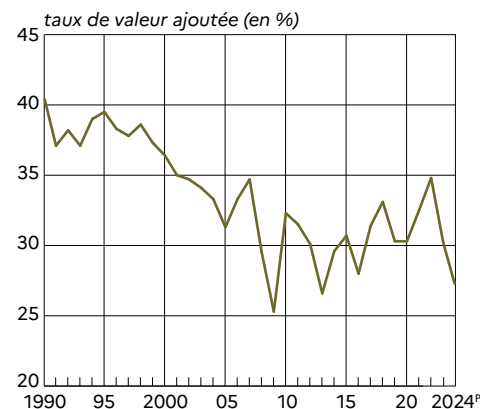
* Voir glossaire « jardins familiaux ».

1. Subventions d'exploitation autres que les subventions sur les produits (ces dernières sont incluses dans la valeur au prix de base de la production).

2. Valeur au prix de base.

Sources : Agreste, Insee - Comptes de l'agriculture - Base 2020 (2024 provisoire)

Emplois de la branche agricole



	1980	1990	2010	2020	2024 ²
milliard d'euros					
Consommations intermédiaires¹	18,6	30,1	40,8	46,3	57,6
Autres impôts sur la production ²	0,7	1,1	1,1	1,1	1,1
impôts fonciers	0,7	1,0	0,9	0,9	1,0
autres impôts	0,0	0,0	0,1	0,1	0,2
Consommation de capital fixe	3,3	6,2	10,6	11,7	13,0
Revenu des facteurs de la branche agricole ³	14,9	25,4	25,0	25,7	27,0
Total des emplois	37,5	62,8	77,5	84,8	98,8
%					
Taux de valeur ajoutée	39,8	40,4	32,3	30,3	27,3

Note : le taux de valeur ajoutée (branche agricole) est le rapport du revenu des facteurs sur le total des emplois.

1. Hors TVA déductible.

2. Les autres impôts à la production, désignés ainsi pour les distinguer des impôts sur les produits payés par les consommateurs et des impôts sur le revenu et les bénéfices, comprennent tous les autres prélèvements obligatoires payés par les exploitations agricoles en raison de leur activité (taxe foncière, taxe sur le chiffre d'affaires des exploitants agricoles).

3. Voir glossaire « revenu des facteurs de la branche agricole », « valeur ajoutée ».

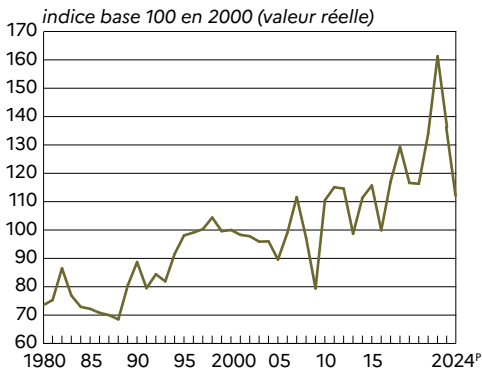
Sources : Agreste, Insee - Comptes de l'agriculture - Base 2020 (2024 provisoire)

Comptes de la branche agricole
revenu net des facteurs

La valeur ajoutée en valeur au prix de base, augmentée des subventions d'exploitation et diminuée des impôts et des amortissements, constitue le revenu dégagé par l'activité agricole permettant de rémunérer les facteurs de production (travail salarié et non salarié, foncier, capital). Ce revenu des facteurs de la branche, rapporté au nombre d'actifs mesuré en équivalent temps plein, fluctue fortement depuis le milieu des années 2000. Le revenu des facteurs mesuré en termes réels, c'est-à-dire déflaté de la hausse du prix du PIB, diminue nettement à nouveau en 2024 (- 17,8 %), après avoir atteint un point historiquement haut en 2022.

Entre 2010 et 2024, le revenu des facteurs de l'Union européenne à 27 en termes réels augmente de 3,3 % par an en moyenne, en hausse dans une majorité de pays. Ce revenu baisse dans quatre pays seulement ; les diminutions enregistrées à Malte et en Estonie sont les plus importantes (- 4,4 % et - 3,4 %). En France, le revenu des facteurs par actif, mesuré en termes réels, augmente en moyenne de 0,4 % par an entre 2010 et 2024.

Revenu net des facteurs de la branche agricole par actif équivalent temps plein



	1990/80	2000/90	2010/00	2024 ¹ /10
taux annuel moyen en %				
Revenu net des facteurs par actif ¹	9,1	2,6	2,8	1,7
Actifs agricoles	- 3,3	- 3,1	- 2,4	- 1,1
Prix du PIB	7,1	1,4	1,8	1,6
Revenu net des facteurs par actif en termes réels	1,9	1,2	1,0	0,4

1. Voir glossaire « revenu des facteurs de la branche agricole », « valeur ajoutée ».
Sources : Agreste, Insee - Comptes de l'agriculture - Base 2020 (2024 provisoire)

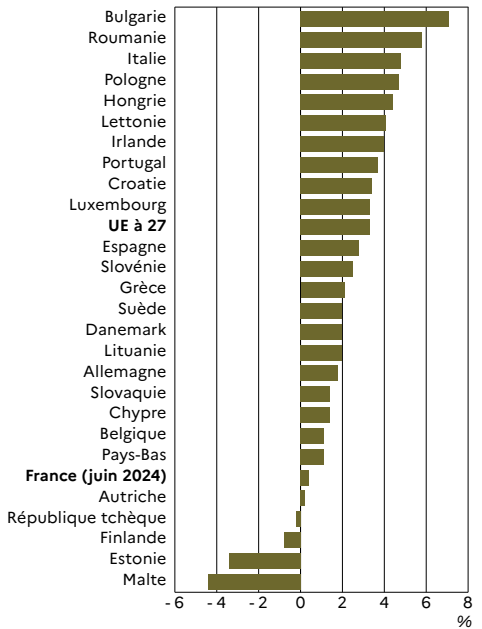
Revenu net des facteurs de la branche par actif agricole dans l'Union européenne

Évolution en termes réels¹

	2024 ¹ /10	2022/21	2023/22	2024 ¹ /23
taux de variation annuel moyen en %				
UE à 27	3,3	14,4	- 7,1	2,2
Allemagne	1,8	43,8	- 17,0	- 5,0
Autriche	0,2	26,4	- 20,4	5,5
Belgique	1,1	11,8	26,8	- 1,3
Bulgarie	7,1	8,0	- 27,0	0,8
Chypre	1,4	- 6,7	- 1,2	5,8
Croatie	3,4	5,4	- 19,3	6,5
Danemark	2,0	7,6	6,1	- 0,2
Espagne	2,8	- 1,9	12,4	6,9
Estonie	- 3,4	29,3	- 61,4	6,2
Finlande	- 0,8	24,1	- 8,8	- 0,9
France (juin 2024)	0,4	20,8	- 15,2	- 8,0
Grèce	2,1	12,4	- 6,3	1,7
Hongrie	4,4	2,4	- 0,9	- 10,0
Irlande	4,0	16,6	- 34,6	31,5
Italie	4,8	24,6	5,6	10,4
Lettonie	4,1	16,6	- 40,6	34,0
Lituanie	2,0	11,5	- 48,3	20,0
Luxembourg	3,3	20,3	- 11,1	25,0
Malte	- 4,4	- 8,6	0,2	- 8,3
Pays-Bas	1,1	1,2	9,9	0,5
Pologne	4,7	28,9	- 10,5	- 2,7
Portugal	3,7	- 11,8	5,1	14,5
République tchèque	- 0,2	- 21,6	- 21,5	- 19,1
Roumanie	5,8	0,3	- 19,5	12,7
Slovaquie	1,4	15,1	- 9,4	20,7
Slovénie	2,5	29,3	- 30,2	23,9
Suède	2,0	- 4,1	- 25,4	2,7

Évolution 2024¹/2010

taux de variation annuel moyen



1. Cet indicateur correspond à la valeur ajoutée nette au coût des facteurs par actif équivalent temps plein de la branche agricole, déduction faite de l'évolution du prix du PIB.

Sources : Eurostat - Comptes de l'agriculture ; pour la France : Agreste - Insee - Comptes de l'agriculture - Base 2020 (2024 provisoire)

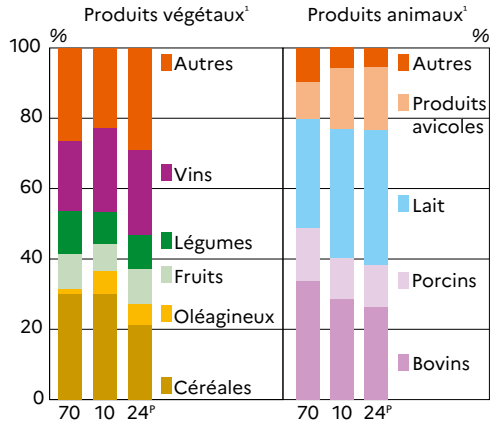
Comptes de la branche agricole

production et consommations intermédiaires

La production agricole en valeur, évaluée hors subventions, mesure la ressource potentielle liée à la récolte ou au croît des animaux. Sa structure évolue fortement depuis cinquante ans. Ainsi, en 2024, les oléagineux, presque absents en 1970 représentent 5,7 % de la production végétale en valeur. La part des céréales dans la production végétale fluctue beaucoup, en particulier depuis le milieu des années 2000. Elle atteint un point haut en 2012 (33,2 %) et un point bas en 2016 (20,6 %). Elle s'établit à 21,3 % en 2024. Parmi les productions animales, la production bovine et celle de lait et produits laitiers prédominent (65,0 % du total en 2024). La part du lait et des produits laitiers connaît une tendance globale à la hausse depuis 1970 ; en 2024 elle s'établit à 38,5 %. La production en valeur de viande bovine diminue depuis le milieu des années 1970, passant de 36,3 % en moyenne entre 1972 et 1975 à 26,4 % en 2024.

Les consommations intermédiaires représentent la valeur des biens et services consommés au cours du processus de production. Alors qu'elle avait été quasi stable depuis le milieu des années 2010 suite à des décennies de baisse, la part des aliments pour animaux fluctue davantage depuis 2020 ; en 2024, le repli entamé en 2023 se poursuit de manière plus marquée. La part des charges liées à l'énergie et aux engrais fléchit en 2024, après sa forte hausse en 2022 et 2023 (18,1 % du total en 2024, contre 20,0 % en 2023).

Production végétale et animale



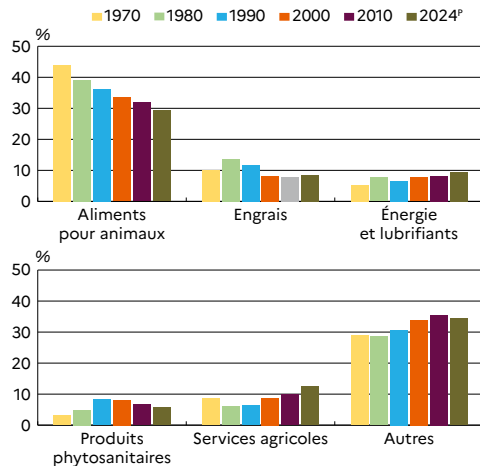
	1970	1990	2010	2020	2024 ^a
milliard d'euros					
Production végétale¹	7,0	33,6	39,1	41,8	45,4
Céréales	2,1	9,1	11,7	10,1	9,7
Oléagineux	0,1	1,7	2,5	2,1	2,6
Fruits	0,7	2,7	3,0	3,7	4,5
Légumes	0,9	3,2	3,5	4,0	4,5
Vins	1,4	8,7	9,4	11,9	10,9
Autres	1,9	8,2	8,9	10,0	13,3
Production animale¹	5,8	23,7	23,2	26,7	34,4
Bovins	2,0	7,8	6,6	6,9	9,1
Porcins	0,9	2,8	2,7	3,3	4,0
Lait	1,8	8,2	8,4	10,4	13,3
Produits avicoles	0,6	3,4	4,0	4,5	6,2
Autres	0,6	1,5	1,3	1,5	1,8

1. Valeurs hors subventions.

Sources : Agreste, Insee - Comptes de l'agriculture - Base 2020 (2024 provisoire)

Consommations intermédiaires hors TVA déductible

• Part dans l'ensemble des consommations intermédiaires



* Voir glossaire « jardins familiaux ».

Sources : Agreste, Insee - Comptes de l'agriculture - Base 2020 (2024 provisoire)

	1970	1990	2010	2020	2024 ^a
milliard d'euros					
Semences et plants	0,3	1,6	2,0	2,4	2,5
Énergie et lubrifiants	0,3	2,0	3,4	3,7	5,5
Engrais et amendements	0,5	3,6	3,2	3,6	5,0
Produits de protection des cultures	0,2	2,5	2,7	2,7	3,3
Dépenses vétérinaires	0,1	0,8	1,4	1,3	1,4
Aliments pour animaux	2,4	10,9	13,0	14,2	16,9
dont aliments achetés en dehors de la branche	0,9	6,1	7,3	8,1	9,5
Entretien du matériel	0,4	2,3	3,5	4,6	6,6
Entretien des bâtiments	0,1	0,4	0,4	0,5	0,7
Services de travaux agricoles	0,5	1,9	4,0	5,4	7,2
Autres biens et services	0,7	4,1	7,0	7,6	8,3
Consommations intermédiaires des jardins familiaux*	0,0	0,1	0,2	0,2	0,2
Total consommations intermédiaires (hors TVA déductible)	5,4	30,1	40,8	46,3	57,6
%					
Consommations intermédiaires / production au prix de base (%)	39,9	49,4	59,3	60,4	63,8

Comptes de la branche agricole
production et consommations intermédiaires

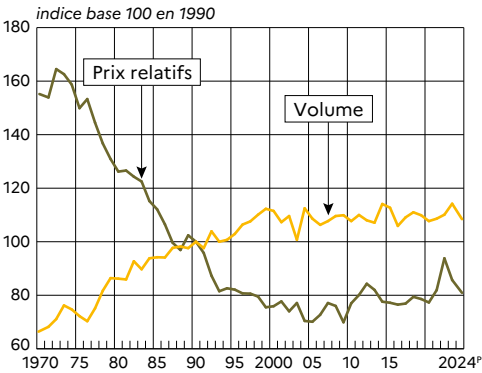
Après avoir progressé en moyenne de 1,1 % par an entre 1990 et 2000, la production agricole en volume se stabilise depuis deux décennies, malgré des fluctuations d’une année sur l’autre. Ces variations s’expliquent principalement par celle du volume de la production végétale. En 2024, celui-ci baisse assez nettement (- 10,0 %), pénalisé par des conditions météorologiques défavorables. Celui de la production animale augmente de 0,7 % en 2024 après trois années de baisse consécutives.

Après avoir reculé fortement pendant une trentaine d’années, les prix relatifs de la production agricole rapportés au prix du PIB sont relativement stables dans les années 2000 et 2010. À la suite de deux années de forte augmentation en 2021 en 2022, ils se replient en 2023 et 2024 (- 8,3 % et - 5,8 %) pour revenir à un niveau proche de 2022.

Relativement stable depuis la fin des années 1990, le volume des consommations intermédiaires augmente en tendance depuis 2018, malgré une baisse notable en 2022 avec le repli des volumes d’engrais. En 2024, il augmente pour la deuxième année consécutive (+ 3,3 %, après + 4,6 % en 2023). La hausse de 2024 s’explique principalement par celles des volumes d’engrais et d’aliments pour animaux.

Les prix relatifs des consommations intermédiaires diminuent fortement entre 1975 et 2000. Stables au début des années 2000, en hausse de 2007 à 2013 sous l’effet notamment de l’augmentation des prix de l’énergie, ils baissent sur la période 2014-2021. En 2024, ils se replient pour une deuxième année consécutive, après une forte augmentation en 2022 dans le contexte du conflit russo-ukrainien.

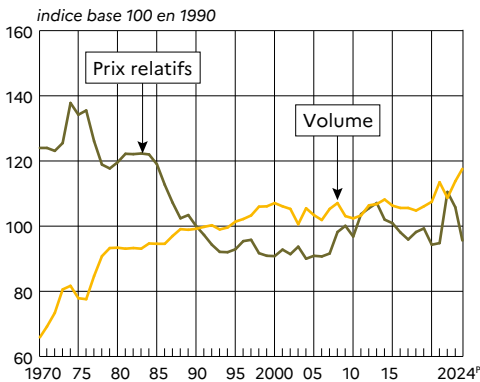
Production agricole hors subventions



	2000/ 1990	2010/ 2000	2024*/ 2020	2024*/ 2023
taux de variation annuel moyen en %				
Volumes				
Production totale ¹	1,1	- 0,3	0,1	- 5,2
Production végétale	1,2	- 0,4	0,2	- 10,0
Production animale	0,7	- 0,5	- 1,3	0,7
Prix relatifs				
Production totale ¹	- 2,7	0,1	1,1	- 5,8
Production végétale	- 3,3	1,1	- 1,0	- 8,3
Production animale	- 2,2	- 1,2	5,0	- 3,7

1. Production de la branche agriculture (services inclus).
Sources : Agreste, Insee - Comptes de l’agriculture - Base 2020 (2024 prévisionnel)

Consommations intermédiaires



Sources : Agreste, Insee - Comptes de l’agriculture - Base 2020 (2024 prévisionnel)

	2000/ 90	2010/ 00	2024*/ 2020	2024*/ 2023
taux de variation annuel moyen en %				
Volumes				
Total consommations intermédiaires	0,8	- 0,4	2,3	3,3
dont aliments des animaux	2,3	- 0,5	3,0	4,5
engrais et amendements	- 2,7	- 2,7	- 2,7	11,0
produits de protection des cultures	0,5	- 0,9	2,1	0,0
Prix relatifs				
Total consommations intermédiaires	- 1,0	0,6	0,3	- 9,6
dont aliments des animaux	- 3,2	0,2	- 1,5	- 17,2
engrais et amendements	- 1,2	2,8	7,9	- 32,3
produits de protection des cultures	- 0,8	- 0,8	- 0,4	- 1,9

Comptes de la branche agricole

productions régionales et départementales

Sur les treize régions métropolitaines, trois assurent près de 40 % de la production agricole nationale en valeur en 2024. La Nouvelle-Aquitaine contribue pour 13 % à la production nationale, suivie par la Bretagne (12 %) et le Grand Est (11 %). À l’opposé, trois régions (Provence-Alpes-Côte d’Azur, Île-de-France et Corse) ne contribuent à elles trois qu’à environ 5 % de la production agricole nationale.

Les départements d’élevage de l’Ouest, ainsi que ceux de viticulture et de grandes cultures, participent le plus à la valeur de la production agricole nationale. La Marne, les départements bretons, ceux des Pays de la Loire ou des Hauts-de-France, ainsi que la Gironde, présentent les productions en valeur les plus élevées.

En 2024, la production agricole baisse en prix et en volume. Les conditions météorologiques défavorables de l’année 2024, caractérisées par un excès d’eau, ont fortement pénalisé les rendements en grandes cultures et en viticulture.

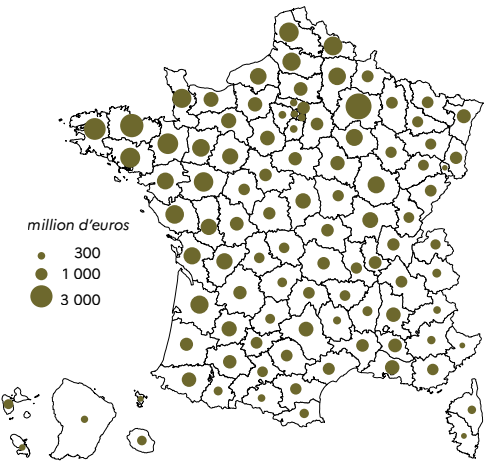
Évolution des volumes et des prix¹ de la production agricole

	2024*/21*		2024*/23	
	Volume	Prix	Volume	Prix
	%		%	
Auvergne-Rhône-Alpes	0,3	2,8	-0,5	-5,3
Bourgogne-Franche-Comté	0,3	0,9	-9,6	-3,4
Bretagne	-1,0	6,8	0,7	-5,2
Centre-Val de Loire	-1,2	-0,4	-10,7	-4,8
Corse	2,6	3,6	2,3	0,5
Grand Est	-0,2	2,5	-18,4	-2,8
Hauts-de-France	-0,4	8,4	-4,4	0,1
Île-de-France	-2,0	-1,8	-6,7	-8,9
Normandie	1,2	3,6	3,3	-8,5
Nouvelle-Aquitaine	-1,2	1,0	-8,6	-3,9
Occitanie	0,9	1,1	-0,6	-1,8
Pays de la Loire	-0,8	4,5	-1,6	-4,4
Provence-Alpes-Côte d’Azur	4,5	0,4	2,6	0,6
France métropolitaine	-0,1	3,0	-5,2	-3,9
Guadeloupe	-2,0	8,2	-2,9	2,6
Martinique	-1,1	5,2	-1,6	1,5
Guyane	-5,9	9,4	-1,6	6,4
La Réunion	-3,5	5,4	-7,8	6,1
Mayotte	2,0	3,0	0,0	0,0
Total DOM	-2,6	6,3	-3,9	3,9

* Évolution annuelle moyenne sur les trois dernières années.
1. Prix hors subventions des biens agricoles (services exclus) en valeur courante.
Source : Agreste - Comptes de l’agriculture - Base 2020

Production agricole¹ en valeur

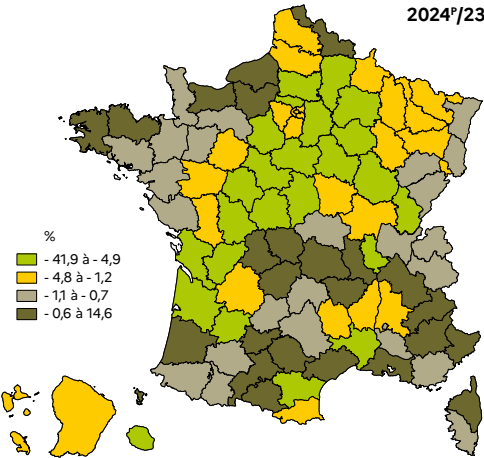
moyenne des années 2022 à 2024



1. Hors subventions.
Sources : Agreste, Insee - Comptes de l’agriculture - Base 2020
agreste | GRAPH'AGRI 2025

Évolution du volume de la production agricole

moyenne
France : - 5,2 %
France métropolitaine : - 5,2 %



Sources : Agreste, Insee - Comptes de l’agriculture - Base 2020

Aides à l'agriculture concours publics

Les concours publics recouvrent les dépenses de l'État, de l'Union européenne et d'autres organismes (collectivités, agences de l'eau...) en faveur de l'agriculture, y compris les allègements de nature fiscale et sociale. Le total des concours publics payés en 2024 s'élève à 16,1 milliards d'euros, dont 0,8 Md€ pour l'agriculture ultramarine (soit environ 5 %).

13,3 Md€ sont dédiés au soutien des marchés et des revenus agricoles. Les aides directes de la PAC versées en 2024 s'élèvent à 7,2 Md€, en hausse par rapport à 2023 en raison du décalage sur le début 2024 de paiements d'aides de la campagne 2023, dans le contexte du changement de programmation.

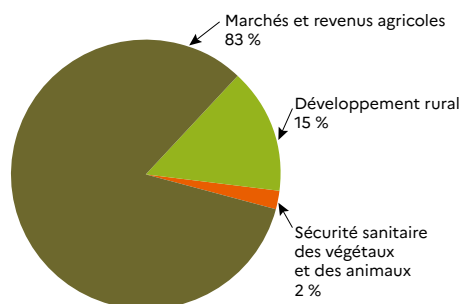
Les allègements de charges fiscales ou sociales représentent 4,8 Md€, un montant en hausse (+ 4,8 %, soit + 220 M€) par rapport à 2023. Les allègements fiscaux, principalement constitués d'allègements de taxes sur l'énergie, augmentent sous l'effet d'une hausse des allègements d'impôt sur le revenu. Les allègements de charges sociales progressent également, principalement en raison de l'augmentation des salaires.

Les concours publics au développement rural en lien avec la production agricole augmentent en 2024, pour atteindre 2,4 Md€, dont 1,1 Md€ consacré à l'Indemnité compensatoire de handicaps naturels. Les dépenses consacrées à la sécurité sanitaire des végétaux et des animaux s'élèvent à 394 M€ en 2024. Le niveau de ces dépenses est élevé depuis 2022, en raison de l'épizootie d'influenza aviaire. S'y ajoutent en 2024 les soutiens à la vaccination contre la fièvre catarrhale ovine et la maladie hémorragique épizootique.

Concours publics à l'agriculture et aux territoires ruraux

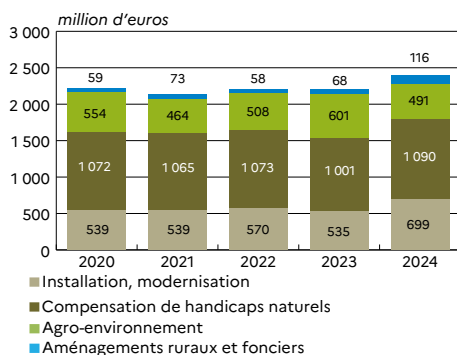
	2022	2023	2024
	million d'euros		
Marchés et revenus agricoles	14 009	12 573	13 335
dont aides de marché	890	850	721
régime de base et majorations	5 885	5 390	5 934
aides liées aux produits	1 273	1 195	1 281
aléas de production	980	597	637
allègements fiscaux et sociaux	4 993	4 547	4 766
Développement rural	2 213	2 209	2 400
dont installation, modernisation et maîtrise des pollutions	570	535	699
compensation de handicaps naturels	1 073	1 001	1 090
mesures agro-environnementales	508	601	491
Sécurité sanitaire des végétaux et des animaux	383	331	394
Total agriculture et territoires ruraux	16 605	15 113	16 129

• Répartition en 2024



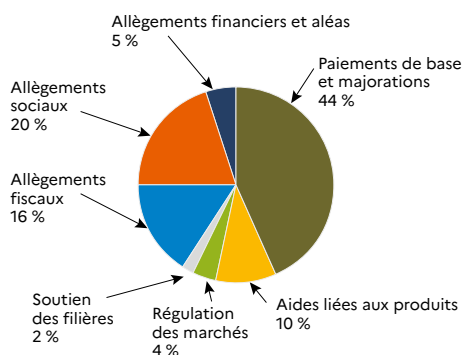
Source : Agreste

Principaux soutiens agricoles au titre du développement rural



Source : Agreste

Marchés et revenus agricoles : répartition des aides en 2024



Source : Agreste

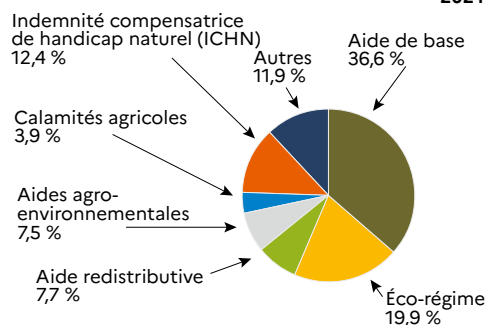
Aides à l'agriculture subventions aux exploitations

En 2024, la part des subventions dans le chiffre d'affaires de l'agriculture (valeur de la production à laquelle on ajoute les subventions) s'élève à 11,0 % en moyenne en France. Elle dépasse 20 % pour 10 départements métropolitains, plutôt orientés vers les productions animales extensives, en montagne notamment. La part des aides dans le chiffre d'affaires est plus faible dans des territoires spécialisés dans les productions viticoles, fruitières, maraîchères ou horticoles, notamment dans le Sud-Est et le Sud-Ouest (Occitanie, Gironde, Provence-Alpes-Côte d'azur).

Les subventions liées aux produits représentent 1,1 milliard d'euros en 2024, soit 11,8 % de l'ensemble des subventions. Cette part avait atteint plus de 80 % au début des années 2000. Elle a fortement diminué à compter de 2006 avec la mise en place du découplage entre la production et les montants d'aides de la PAC.

Les subventions d'exploitation s'élèvent à 8,5 milliards d'euros en 2024. En France métropolitaine, 64 % de ces aides prennent la forme de paiements à l'hectare (aide de base, éco-régime, aide redistributive), découplés des cultures et des volumes de production. Depuis 2023, avec l'entrée en vigueur de la nouvelle programmation 2023-2027 de la politique agricole commune, l'éco-régime (qui remplace le paiement vert de l'ancienne programmation) constitue la part de ces aides conditionnées au respect de pratiques favorables à l'environnement. La part de l'éco-régime dans les aides découplées est plus faible que celle qui était constituée par le paiement vert dans l'ancienne programmation. Les aides aux zones défavorisées (Indemnité compensatrice de handicap naturel) et les aides agro-environnementales représentent 20 % du total des subventions aux exploitations. Ces dernières incluent également des aides hors PAC, comme les indemnités de calamités agricoles, élevées depuis quelques années, ou des aides de crise liées à des événements particuliers (crise sanitaire du Covid-19, guerre en Ukraine...).

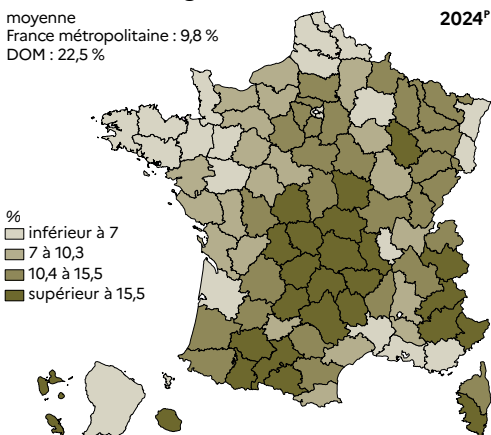
Subventions d'exploitation



Champ : France métropolitaine.
Sources : Agreste, Insee - Comptes de l'agriculture - Base 2020 (2024 provisoire)

Part des subventions dans le chiffre d'affaires de l'agriculture¹

moyenne
France métropolitaine : 9,8 %
DOM : 22,5 %



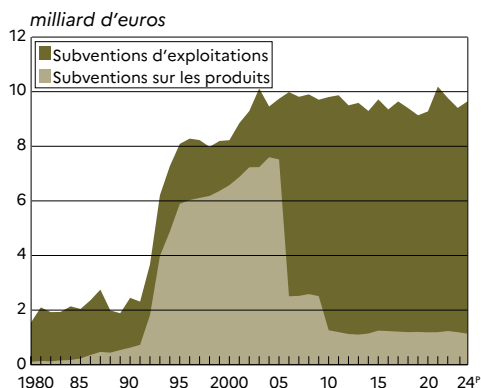
1. Valeur de la production + subventions totales.
Source : Agreste - Comptes régionaux de l'agriculture - Base 2020 (provisoire)

Aides liées aux produits

	2000	2010	2024 ^p	
	million d'euros		million d'euros	% de la production ¹
Céréales	3 047	22	8	0,1
dont blé dur	191	8	6	2,2
blé tendre	1 626	2	0	0,0
Plantes industrielles ²	1 297	158	147	3,0
dont protéagineux	209	74	65	15,5
Légumes	2	8	20	0,4
Pommes de terre	28	16	1	0,0
Fruits	137	172	153	3,3
Produits viti-vinicoles	0	0	0	0,0
Gros bovins	1 406	706	667	7,7
Ovins-caprins	152	124	110	10,4
Volailles	1	2	8	0,2
Produits laitiers	3	41	4	0,0
Total	6 567	1 250	1 125	1,2

1. Part dans la valeur de la production (y compris subventions).
2. Lin, chanvre... y compris tabac.
Sources : Agreste, Insee - Comptes de l'agriculture - Base 2020 (2024 provisoire)

Subventions aux exploitations



Aides à l'agriculture

aides directes du 1^{er} pilier

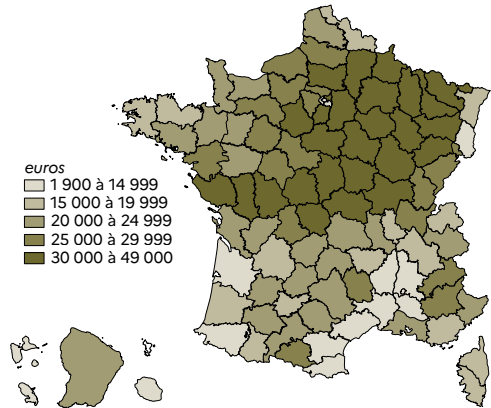
La nouvelle programmation de la PAC pour la période 2023-2027 est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2023. Les aides directes du premier pilier se répartissent toujours entre les aides découplées, les aides couplées végétales et les aides couplées animales. Au total, les aides du 1^{er} pilier s'élèvent à 6,5 Mds€ en 2024 (-2 % par rapport à 2023). Ce montant est relativement stable depuis la baisse de l'enveloppe en 2018, liée au transfert de 4,2 % de l'enveloppe des aides du 1^{er} pilier vers le second pour financer des mesures relatives au développement rural.

Les aides découplées représentent environ 85 % des aides du 1^{er} pilier, comme dans l'ancienne programmation. Les 15 % restant, soit 955 M€ en 2024, sont consacrés aux aides couplées, végétales et animales. Les aides couplées animales représentent 81 % de ces 955 M€ (en 2023 comme en 2024), contre 84 % en 2022 (ancienne programmation). Au sein des aides découplées, l'aide de base, qui a remplacé le paiement de base de l'ancienne programmation, et l'éco-régime, qui a succédé au paiement vert, sont les principales masses financières. L'aide de base représente 56 % des aides découplées en 2024 (51 % en 2022) et l'éco-régime 30 % (35 % en 2022). L'aide redistributive – anciennement paiement redistributif – majore les paiements pour les 52 premiers hectares. Sa part dans l'enveloppe des aides du 1^{er} pilier est de 10 % depuis 2016. L'aide complémentaire aux jeunes agriculteurs a remplacé le paiement jeunes agriculteurs. Le paiement est forfaitaire (4 469 €/exploitation/an pendant 5 ans et n'est plus proportionnel à la surface). Cette aide représente 2 % des aides découplées en 2023 et 2024 (1 % en 2022). La nouvelle programmation de la PAC poursuit la convergence de la valeur des droits à paiements de base (DPB). La précédente programmation avait déjà fortement réduit la dispersion des valeurs unitaires des paiements découplés par hectare héritée des valeurs historiques des paiements uniques par exploitation, et de ce fait a réduit les écarts entre régions.

Montants annuels moyens, par exploitation bénéficiaire, des aides du 1^{er} pilier

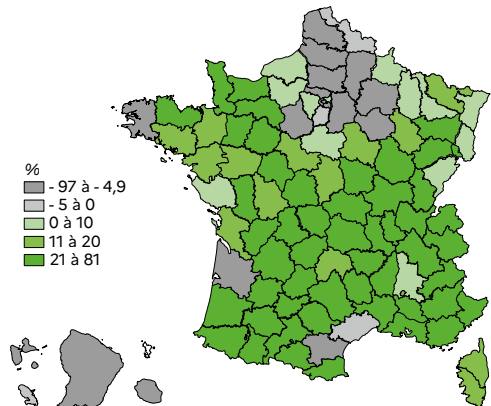
• Montants moyens en 2024

moyenne France hors Mayotte : 24 338 euros



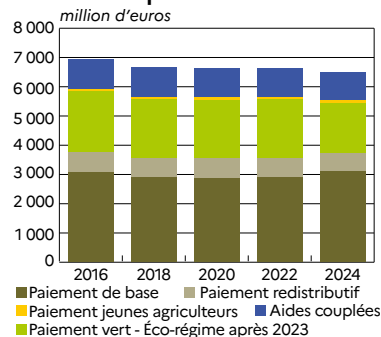
• Évolution des montants moyens de 2015 à 2024

moyenne France hors Mayotte : + 17,3 %



Champ : France (hors Mayotte).
Sources : ASP, traitements SSP

Aides du 1^{er} pilier de 2016 à 2024



	2018	2020	2022	2024
Nombre de bénéficiaires d'aides du 1^{er} pilier dont :				
aides couplées végétales	70	77	75	96
aides couplées animales	139	131	124	125
aides découplées	310	302	294	264
Montant des aides dont :				
aides couplées végétales	153	157	157	186
aides couplées animales	863	851	850	769
aides découplées	5 673	5 642	5 651	5 561
Montant annuel moyen des aides par exploitation bénéficiaire	21 303	21 479	22 378	24 338

Champ : France (hors Mayotte).
Sources : ASP, traitements SSP

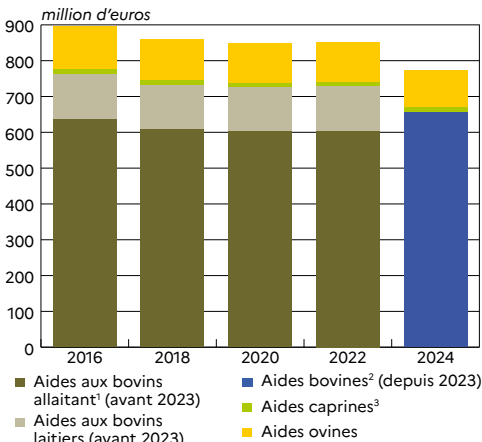
Aides à l'agriculture

aides aux productions animales

En 2024, les aides couplées animales s'élèvent à 773,5 millions d'euros (M€), en diminution par rapport à 2023 (- 5,6 %). Cette baisse s'explique principalement par celle du montant de l'aide couplée fonction du nombre d'unité gros bovin (UGB) apparue en 2023 avec le changement de programmation de la PAC. L'aide à l'UGB représentait 645 M€ en 2024 en France métropolitaine, soit - 5,9 % par rapport à 2023. Cette baisse s'explique à la fois par une baisse du nombre d'UGB primées (7,4 millions en 2024 contre 7,5 millions en 2023) et par une baisse de l'aide moyenne unitaire (€/UGB primée) qui a également diminué entre 2023 et 2024. L'aide à l'UGB bénéficie à 109 000 exploitations en France métropolitaine en 2024 (contre 112 000 en 2023).

En 2024, les aides ovines diminuent également (102 M€, - 2,1 % par rapport à 2023), dans un contexte de baisse du cheptel. Elles bénéficient à 16 700 exploitations de métropole (hors Corse). Les aides caprines sont quasi stables, tant en montant (12 M€ en 2024), qu'en nombre d'exploitations bénéficiaires (5 000 en 2024 en métropole hors Corse).

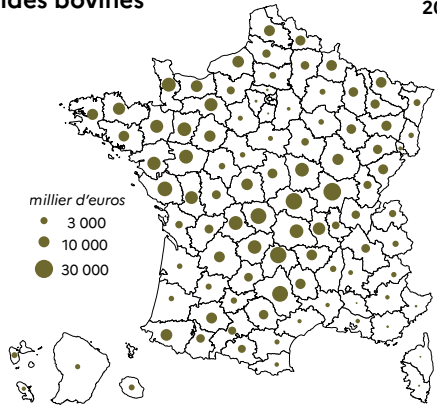
Aides couplées animales de 2016 à 2024



1. Y compris les aides aux veaux sous la mère et bio, l'aide au développement et au maintien du cheptel allaitant (ADMCA) dans les DOM et la prime à l'abattage dans les DOM.
 2. Comprend l'aide à l'UGB Hexagone et Corse, les aides aux veaux sous la mère et bio, l'aide au développement et au maintien du cheptel allaitant (ADMCA) dans les DOM et la prime à l'abattage dans les DOM.
 3. Y compris la prime aux petits ruminants dans les DOM et l'aide aux petits ruminants Corse depuis 2023.
- Champ : France hors Mayotte.
Sources : ASP, traitements SSP

Aides bovines¹

2024



1. Comprend l'aide à l'UGB Hexagone et Corse, les aides aux veaux sous la mère et bio, l'aide au développement et au maintien du cheptel allaitant (ADMCA) dans les DOM et la prime à l'abattage dans les DOM.
- Champ : France (hors Mayotte).
Sources : ASP, traitements SSP

Aides aux productions animales

	Aides caprines		Aides ovines		Aides bovines*	
	2015	2024	2015	2024	2015	2024
	millier					
Nombre de bénéficiaires	4,9	4,9	19,2	16,7	137,5	108,9
	millier de têtes ou millier UGB*					
Effectifs primés	813,3	840,0	4 822,6	4 231,9	6 614,7	7 422,4
	million d'euros					
Montants de l'aide	14,0	12,1	116,4	102,3	757,4	645,4

* Les aides bovines recouvrent les aides aux bovins laitiers et allaitants pour 2015 et l'aide à l'UGB depuis 2023.
Champ : France métropolitaine.
Sources : ASP, traitements SSP

Résultats des exploitations 2023

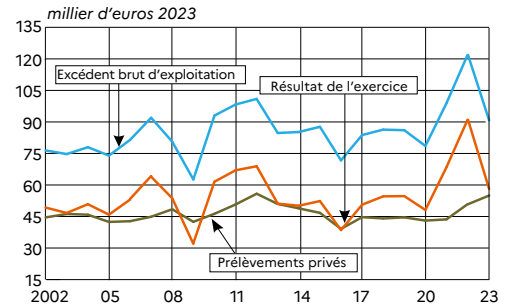
évolution des résultats

En 2023, l'excédent brut d'exploitation (EBE), qui reflète la capacité de l'entreprise à générer des ressources du seul fait de son activité, s'établit à 90 780 € (France métropolitaine, Guadeloupe et La Réunion) ; il régresse de 26,0 % par rapport à 2022 en euros constants. Le résultat de l'exercice, calculé en déduisant de l'ensemble des produits le total des charges, s'élève à 58 140 € et diminue de 35,9 % entre 2022 et 2023 en euros constants, après la nette augmentation en 2022. Les prélèvements privés, réalisés par les exploitants pour couvrir leurs besoins personnels, s'établissent à 54 980 € en 2023, soit une progression de 11,4 % sur un an en euros constants. Leur évolution est plus lisse dans le temps que celle du résultat.

La dispersion des résultats économiques a tendance à augmenter en période de hausse des prix des productions agricoles et des consommations intermédiaires et, à l'inverse, à diminuer en phase de baisse des prix. Ainsi, la dispersion de l'excédent brut (différence entre les 3^e et 1^{er} quartiles) s'était nettement accrue en 2007 et en 2010, de même qu'en 2021 et 2022. À l'inverse, elle diminue nettement en 2023.

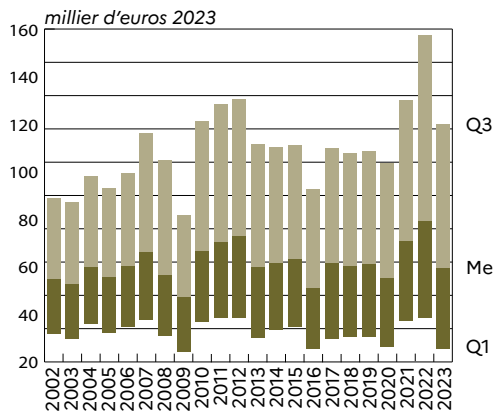
Avec un nombre moyen d'équivalents temps plein (ETP) non salarié par exploitation de 1,36 en 2023, l'EBE moyen par ETP non salarié s'élève à 66 450 €, toutes productions confondues. Depuis 2002, cette valeur varie fortement pour les céréales et les oléoprotéagineux, en lien avec les fluctuations des prix sur les marchés mondiaux et les épisodes climatiques exceptionnels. En production animale, les cycles sont également marqués pour les élevages de porcs, avec des cours mondiaux de la viande porcine très volatils. Les résultats des filières bovines sont nettement plus stables.

Indicateurs d'évolution de la situation économique moyenne des exploitations



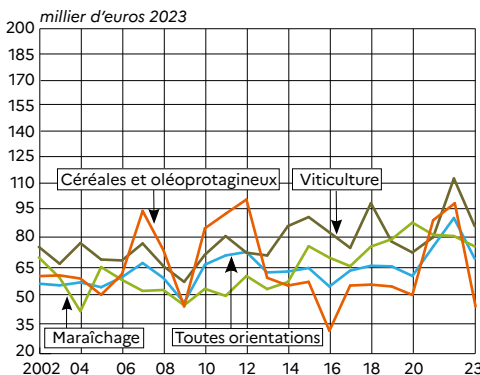
Champ : France métropolitaine jusqu'en 2019, puis France métropolitaine, Guadeloupe et La Réunion à partir de 2020.
Source : Agreste - Rica

Dispersion de l'excédent brut d'exploitation réel de 2002 à 2023



Lecture : en 2023, un quart des exploitations a un EBE inférieur à 25 470 € (Q1), la moitié à 59 240 € (Me), et trois quarts à 119 900 € (Q3). Ces valeurs, exprimées en € 2023, étaient respectivement de 31 900 €, 54 780 € et 88 660 € en 2002.
Champ : France métropolitaine jusqu'en 2019, puis France métropolitaine, Guadeloupe et La Réunion à partir de 2020.
Source : Agreste - Rica

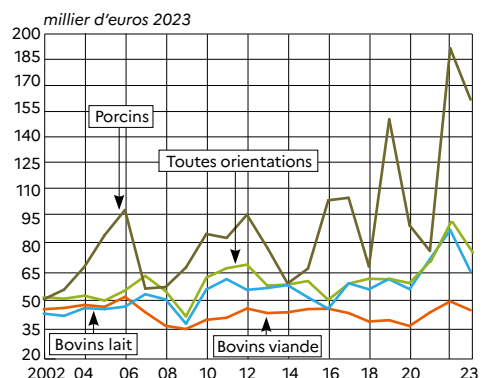
EBE par actif non salarié* par orientation de 2002 à 2023



* Le nombre d'actifs non salariés est mesuré en ETP.

Champ : France métropolitaine jusqu'en 2019, puis France métropolitaine, Guadeloupe et La Réunion à partir de 2020.

Source : Agreste - Rica



Résultats des exploitations

2023

dispersion des résultats

En 2023, l'excédent brut d'exploitation (EBE) médian par actif non salarié* est de 47 250 €. Un quart des exploitations a un EBE par ETP non salarié supérieur à 84 780 €, un quart dégage moins de 22 900 € par ETP.

Les disparités de résultats sont importantes entre les orientations productives et au sein de chacune de ces orientations. En 2023, elles sont particulièrement marquées dans les élevages porcins, en grandes cultures hors céréales et oléoprotéagineux (COP) et en viticulture. Alors que 25 % des élevages porcins dégagent un EBE par ETP non salarié inférieur à 54 000 € (1^{er} quartile), les 25 % avec les plus hauts résultats dégagent plus de 220 140 € (3^e quartile), soit un écart de 166 140 € entre ces deux seuils. Les résultats des éleveurs de bovins viande sont en 2023 les moins dispersés.

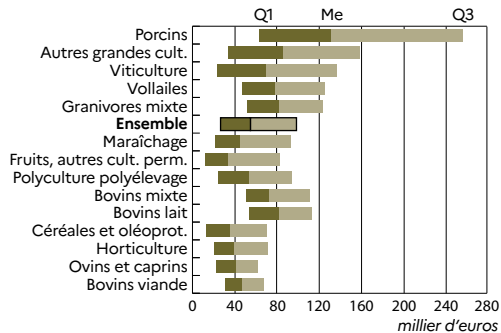
Il existe également d'importantes différences entre régions, ainsi que des disparités au sein de chaque région. En Île-de-France, par exemple, un quart des exploitations a un EBE par ETP non salarié inférieur à 17 470 € tandis qu'un quart dégage plus de 112 280 €, soit un écart de 94 810 €.

Les différences de taille entre exploitations expliquent en partie les disparités observées, l'excédent brut d'exploitation par ETP non salarié étant en moyenne plus élevé dans les plus grandes exploitations.

* Le nombre d'actifs non salariés est mesuré en ETP.

Dispersion de l'excédent brut d'exploitation par actif non salarié en 2023

• Selon les orientations



Note : les orientations sont classées par dispersion 2023 décroissante (mesurée par l'intervalle interquartile Q3-Q1).

Champ : France métropolitaine, Guadeloupe et La Réunion.

Source : Agreste - Rica

• Selon les régions

	Moyenne	Q1	Me	Q3
millier d'euros par actif non salarié				
Île-de-France	99,5	17,5	56,5	112,3
Centre-Val de Loire	64,1	21,5	48,1	82,7
Bourgogne-Franche-Comté	76,7	32,8	55,9	92,6
Normandie	76,5	23,3	54,4	99,2
Hauts-de-France	91,5	31,6	69,9	120,2
Grand Est	95,7	34,3	74,9	121,8
Pays de la Loire	79,6	40,8	69,4	97,6
Bretagne	89,9	37,3	67,3	107,0
Nouvelle-Aquitaine	55,5	15,4	35,0	65,4
Occitanie	37,7	14,9	32,3	52,0
Auvergne-Rhône-Alpes	52,4	27,6	44,3	69,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	41,1	10,3	31,6	60,2
Corse	42,6	19,3	35,1	57,4
Guadeloupe	40,4	12,6	23,1	39,5
La Réunion	46,2	16,8	39,9	65,8
Ensemble	66,6	22,9	47,3	84,8

Lecture : en 2023, 25 % des exploitations de la région Hauts-de-France dégagent un EBE par ETP non salarié inférieur à 31 550 €, et 25 % un EBE par ETP non salarié supérieur à 120 180 €.

Champ : France métropolitaine, Guadeloupe et La Réunion.

Source : Agreste - Rica

EBE par actif non salarié en 2023 par orientation et taille économique

en millier d'euros

	Taille économique des exploitations en PBS ¹							
	Petites (Inf. à 100 k€)		Moyennes (100 - 250 k€)		Grandes (Sup. à 250 k€)		Ensemble	
	% Exploit.	EBE/ETP*	% Exploit.	EBE/ETP*	% Exploit.	EBE/ETP*	Nb exploit.	EBE/ETP*
Grandes cultures	42,7	24,4	39,1	58,1	18,2	132,9	72 885	62,7
Maraîchage et horticulture	43,6	30,9	26,1	41,1	30,3	112,2	13 202	62,0
Viticulture	18,3	26,0	48,1	59,1	33,6	136,5	44 240	84,1
Fruits et autres cultures permanentes	41,4	18,1	29,2	45,4	29,4	91,8	11 759	50,4
Bovins lait	10,7	38,6	49,2	65,1	40,1	91,6	34 545	76,5
Bovins viande	59,7	34,4	34,6	53,8	5,6	73,3	34 819	45,9
Ovins, caprins et autres herbivores	65,3	30,6	27,1	46,5	7,5	61,5	18 834	39,6
Porcins, volailles et autres granivores	9,7	42,1	25,5	49,8	64,9	130,8	17 725	107,4
Polyculture, polyélevage, autres	36,8	27,3	33,6	47,7	29,6	91,4	34 735	59,0
Ensemble	35,1	28,6	38,0	55,8	26,9	109,7	290 311	66,5

* EBE/ETP non salarié.

1. Taille économique définie par la production brute standard (PBS), voir glossaire « dimension économique » et « PBS ».

Champ : France métropolitaine, Guadeloupe et La Réunion.

Source : Agreste - Rica

Résultats des exploitations

2023

subventions d'exploitation

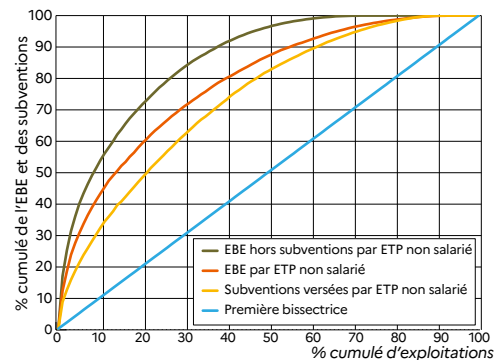
En 2023, 92 % des exploitations réalisant plus de 95 % de la production agricole française (champ d'observation du Rica) bénéficient d'au moins une subvention d'exploitation. Ces exploitations perçoivent en moyenne 38 790 € d'aides. Les subventions contribuent à réduire les disparités de résultats entre exploitations : la distribution de l'excédent brut d'exploitation (EBE) par ETP non salarié est, en effet, moins concentrée que celle de ce même indicateur de résultat hors subventions.

Les subventions d'exploitation versées en 2023 représentent en moyenne, pour les bénéficiaires, 12,2 % des produits courants. Sans subvention, 27,4 % des exploitations auraient un EBE négatif, contre 7,3 % après prise en compte des subventions. Pour 44,1 % des éleveurs de bovins viande, 45,8 % des producteurs en céréales et oléoprotéagineux et 48,5 % des élevages d'ovins-caprins, l'EBE aurait été négatif sans versement des subventions (contre respectivement 1,8 %, 13,7 % et 4,0 % d'exploitations avec un EBE négatif après prise en compte des subventions dans ces trois filières).

Alors que dans certaines orientations productives toutes les exploitations ou presque bénéficient de subventions d'exploitation, cette part est plus faible en maraîchage (73,4 %), viticulture (70,9 %) ou horticulture (37,3 %). Dans ces orientations productives, la contribution des aides au total des produits courants pour les exploitations bénéficiaires est respectivement de 5,1 %, 4,5 % et 3,5 %.

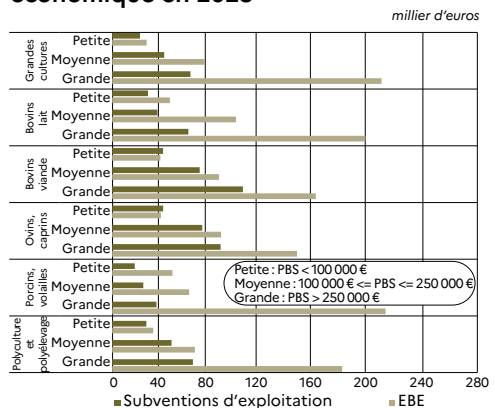
Le niveau d'aides augmente avec la taille économique des exploitations. Dans les grandes cultures, les plus grandes exploitations perçoivent 2,8 fois le montant de subventions des plus petites structures (59 560 € contre 21 210 €). À l'inverse, pour l'ensemble des filières, le poids des aides dans les produits courants décroît avec la taille des structures (25,2 % pour les petites, 7,8 % pour les grandes).

Concentration des subventions et de l'EBE par ETP non salarié en 2023



Lecture : en 2023, les 20 % d'exploitations agricoles ayant l'EBE par ETP non salarié le plus élevé (qui représentent 59,3 % de l'EBE par ETP non salarié total) se partagent 48,3 % du total des subventions octroyées par ETP non salarié.
Champ : France métropolitaine, Guadeloupe et La Réunion.
Source : Agreste - Rica

Moyennes de l'EBE et des subventions d'exploitation selon la dimension économique en 2023



Champ : France métropolitaine, Guadeloupe et La Réunion.
Source : Agreste - Rica

Subventions d'exploitation en 2023

Orientations	Exploitations bénéficiant de subventions d'exploitation	Montant moyen ¹ de subventions	Exploitations ayant un EBE négatif hors subvention	Exploitations ayant un EBE négatif avec subvention	Montant moyen des paiements découplés ^{1,2}
	%	euro	%	%	euro
Céréales et oléoprotéagineux	99,7	35 725	45,8	13,7	28 420
Autres grandes cultures	98,2	35 579	16,8	6,0	27 400
Maraîchage	73,4	24 222	11,1	7,9	7 055
Horticulture	37,3	11 005	7,7	7,3	6 798
Viticulture	70,9	14 527	16,2	12,9	7 016
Fruits, aut. cultures permanentes	87,9	41 333	31,3	13,1	9 889
Bovins lait	100,0	43 107	8,5	1,2	25 639
Bovins viande	99,9	51 831	44,1	1,8	24 802
Bovins mixte	100,0	60 803	10,5	0,9	32 579
Ovins et caprins	99,9	49 860	48,5	4,0	21 835
Porcins	88,0	26 224	5,1	0,7	18 962
Volailles	83,1	30 842	9,2	1,4	13 961
Gravières mixte	98,5	49 281	12,4	1,3	27 529
Polyculture, polyélevage	96,3	44 579	33,5	7,8	27 376
Ensemble	91,8	38 788	27,4	7,3	23 502

1. Les moyennes sont calculées pour les exploitations ayant bénéficié de ces aides.

2. Les paiements découplés intègrent l'aide de base au revenu, l'écorégime, l'aide redistributive ainsi que l'aide complémentaire au revenu pour les jeunes agriculteurs.

Champ : France métropolitaine, Guadeloupe et La Réunion.

Source : Agreste - Rica

Résultats des exploitations

2023

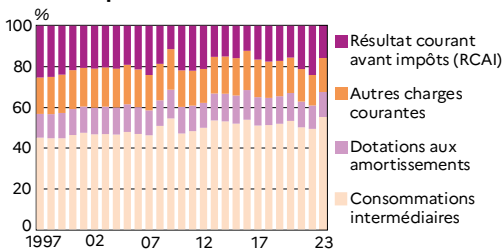
charges

Les charges courantes comprennent les consommations intermédiaires (biens et services consommés par le processus de production), les charges liées à la rémunération des facteurs de production (charges salariales, fermages, charges financières) et l'estimation comptable de la dépréciation de l'actif immobilisé (dotations aux amortissements).

En 2023, les charges courantes des exploitations atteignent en moyenne 263 460 €, dont 65 % de consommations intermédiaires, ces dernières progressant de 3,5 % en euros constants par rapport à 2022. La part des charges courantes dans les produits courants est de 84 % en moyenne en 2023 (contre 76 % en 2022). Ces charges représentent 95 % des produits courants hors subventions.

Les éleveurs de granivores font face à d'importantes dépenses en alimentation animale tandis que l'amortissement des bâtiments, des installations et du matériel pèse davantage pour les élevages d'herbivores ou les exploitations de céréales, oléagineux et protéagineux. Les structures viticoles, fruitières, maraîchères et horticoles se caractérisent par l'importance des charges salariales. La variabilité du poids des consommations intermédiaires dans les produits courants est plus importante dans les élevages de volailles et les filières fruitière et viticole.

Part des postes de charges et du RCAI dans les produits courants

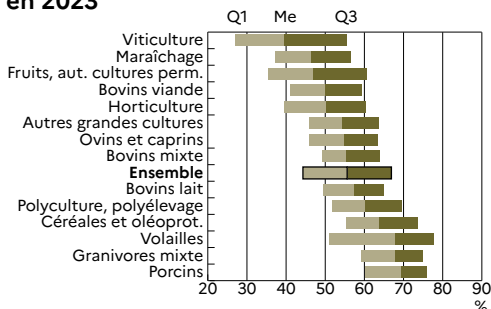


Voir glossaire « produits courants » ; « dotations aux amortissements » ; « consommations intermédiaires ».

Champ : France métropolitaine jusqu'en 2019, puis France métropolitaine, Guadeloupe et La Réunion à partir de 2020.

Source : Agreste - Rica

Dispersion des poids des consommations intermédiaires dans les produits courants en 2023



Lecture : le poids des consommations intermédiaires dans les produits courants est inférieur à 44,3 % pour un quart des exploitations (Q1), à 55,6 % pour la moitié des exploitations (médiane) et à 66,9 % pour trois quarts des exploitations (Q3).

Champ : France métropolitaine, Guadeloupe et La Réunion.

Source : Agreste - Rica

Structure des charges courantes en 2023

Orientations	Charges spécifiques		Fournit., emballages et petits matériels	Énergie	Autres CI ³	Personnel salarié	Fermages	Dotations aux amor- tissements	Autres charges courantes ⁴	Charges courantes par exploitation
	Cultures ¹	Animaux ²								
	%									
	millier d'euros									
Céréales et oléoprot.	46,3	1,0	1,9	6,5	10,7	1,6	8,7	15,1	8,1	213,2
Autres grandes cultures	42,0	1,7	3,4	6,0	12,9	5,9	7,8	13,9	6,4	323,1
Maraîchage	19,3	0,3	9,1	11,9	17,3	25,7	1,5	11,2	3,7	358,7
Horticulture	30,1	0,1	10,6	5,5	14,8	24,8	2,0	8,5	3,7	237,5
Viticulture	17,4	0,1	11,6	3,6	17,1	17,3	12,0	13,6	7,1	234,2
Fruits, aut. cultures perm.	18,4	0,2	8,7	5,1	21,7	23,1	3,4	13,6	5,8	232,1
Bovins lait	16,4	27,9	6,3	6,7	11,8	3,6	4,8	17,1	5,6	336,8
Bovins viande	13,8	19,9	6,5	8,3	13,8	1,8	8,0	19,9	7,9	137,8
Bovins mixte	17,1	25,8	6,9	7,6	10,9	2,2	5,5	18,1	6,0	324,3
Ovins et caprins	9,9	28,8	6,4	7,0	12,9	4,0	4,6	19,9	6,5	148,0
Porcins	6,3	60,7	3,1	5,1	7,0	4,5	1,6	8,2	3,5	766,2
Volailles	6,4	55,0	4,5	5,7	7,3	2,4	1,6	12,2	4,9	408,6
Granivores mixte	12,1	45,5	5,6	5,8	8,5	2,2	3,5	11,9	4,9	518,1
Polyculture, polyélevage	25,5	19,1	6,1	6,4	12,0	4,3	5,6	14,4	6,5	286,8
Ensemble	23,4	17,0	6,1	6,3	12,7	7,2	6,4	14,7	6,3	263,5

1. Cultures : engrais, amendements, semences et plants, produits de défense des végétaux, travaux et services pour cultures et irrigation.

2. Animaux : aliments pour animaux, produits vétérinaires, produits de reproduction animale, travaux et services pour élevages, honoraires vétérinaires, locations d'animaux.

3. Autres consommations intermédiaires : entretien et réparation sur matériel et bâtiments, personnel extérieur à l'entreprise, services divers et divers frais de gestion.

4. Autres charges courantes : assurances, impôts et taxes, frais financiers.

Voir glossaire « consommations intermédiaires » ; « dotations aux amortissements ».

Champ : France métropolitaine, Guadeloupe et La Réunion. Source : Agreste - Rica

Résultats des exploitations
2023
valeur ajoutée et facteurs
de production

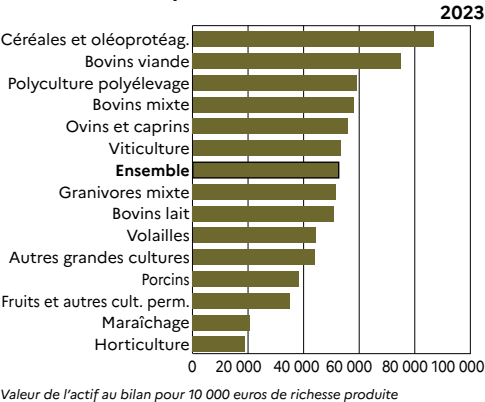
Pour produire de la richesse, définie ici comme la valeur ajoutée (production moins consommations intermédiaires), fermages déduits et subventions d'exploitation ajoutées, différents facteurs de production sont combinés au sein d'une exploitation agricole : capital et travail, qu'il soit salarié ou non salarié. L'apport de chacun de ces facteurs dans la production d'une exploitation est évalué par son intensité.

L'intensité en capital (actif du bilan rapporté à la valeur ajoutée augmentée des subventions d'exploitation) mesure la valeur des moyens matériels et financiers à mettre en œuvre pour créer une unité de richesse. Les exploitations céréalières et les élevages de bovins viande doivent, proportionnellement à la richesse créée, apporter en moyenne davantage de capital que les exploitations spécialisées dans les productions horticoles, maraîchères ou fruitières.

L'intensité en travail (nombre d'équivalents temps plein mobilisés pour produire 10 000 € de richesse) est *a contrario* bien plus élevée dans les structures fruitières et horticoles ainsi que dans les filières ovines et caprines.

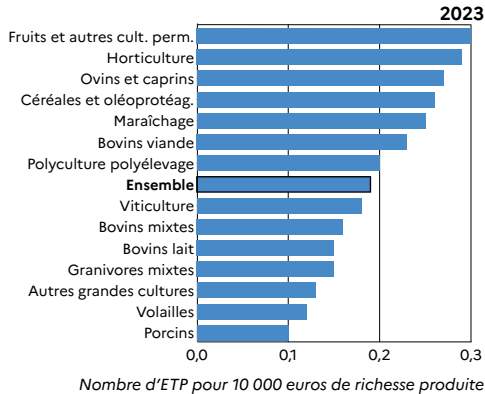
Depuis 1990, l'actif moyen du bilan des exploitations a augmenté de 74,1 %, alors que les intensités en capital et en travail ont respectivement augmenté de 14,1 % et baissé de 21,9 %.

Intensité en capital



Lecture : pour produire 10 000 € de richesse (valeur ajoutée, hors fermages et y compris subventions d'exploitation) en 2023, une exploitation mobilise 52 520 € d'actifs en moyenne.
Champ : France métropolitaine, Guadeloupe et La Réunion.
Source : Agreste - Rica

Intensité en travail



Lecture : pour produire 10 000 € de richesse (valeur ajoutée, hors fermages et y compris subventions d'exploitation) en 2023, une exploitation mobilise 0,19 équivalent temps plein (ETP).
Champ : France métropolitaine, Guadeloupe et La Réunion.
Source : Agreste - Rica

Valeur ajoutée, intensité en travail et en capital des exploitations agricoles

En moyenne par exploitation	1990	2000	2010	2020	2023
Main-d'œuvre - salariés et non salariés - Nombre d'ETP	1,73	1,87	2,06	1,99	2,06
Superficie agricole utilisée (SAU) - Nombre d'ha	47,6	68,0	83,8	90,2	93,6
millier d'euros 2023					
Valeur ajoutée (fermages non déduits)	73,8	70,2	86,3	74,4	90,4
Fermages	7,2	12,4	14,8	15,4	16,8
Subventions d'exploitation	5,0	29,5	38,1	34,3	35,6
Richesse produite : valeur ajoutée (hors fermages) et subventions d'exploitation	71,6	87,3	109,6	93,3	109,2
Total actif du bilan	329,5	406,9	476,6	517,8	573,6
Intensité en capital (total actif en € pour 10 000 € de richesse produite)	46 010	46 634	43 476	55 486	52 519
Intensité en travail (nombre d'ETP pour 10 000 € de richesse produite)	0,24	0,21	0,19	0,21	0,19
Total actif / main-d'œuvre (millier d'euros par ETP)	190,4	217,6	231,3	259,9	278,1

Lecture : en 2023, pour produire 10 000 € de richesse, une exploitation a dû mobiliser 0,19 équivalent temps plein et 52 520 € d'actifs. Elle a mobilisé 278 090 € de capital pour un équivalent temps plein.
Champ : France métropolitaine jusqu'en 2019, puis France métropolitaine, Guadeloupe et La Réunion à partir de 2020.
Source : Agreste - Rica

Résultats des exploitations

2023

consommation d'énergie

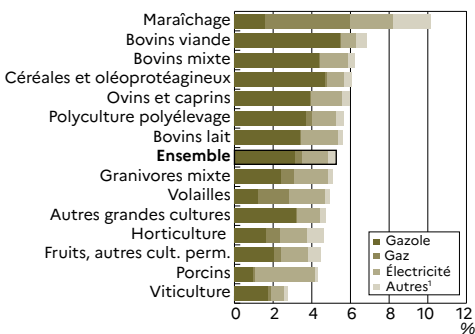
En 2023, la consommation énergétique des exploitations agricoles est estimée à 3,49 millions de tonnes-équivalent-pétrole (tep). Les charges directes en énergie s'élèvent en moyenne à 16 470 € par exploitation.

La consommation de gazole représente 59 % de la facture énergétique des exploitations et l'électricité 26 %. Le mix énergétique dépend de l'orientation des exploitations. Le gazole représente 79 % de la facture énergétique des éleveurs de bovins viande. Le gaz, qui peut être utilisé pour le chauffage des serres et des bâtiments, constitue plus d'un tiers des dépenses énergétiques des éleveurs de volailles et des maraîchers. Plus de 70 % de la facture énergétique des éleveurs porcins provient de l'électricité.

Toutes Otex confondues, après deux années consécutives de fortes hausses, les charges 2023 en énergie reculent par rapport à l'année précédente (- 3,9 % en euros constants). Elles diminuent même de 11,2 % pour les producteurs de céréales et d'oléoprotéagineux. *A contrario*, la facture augmente de plus de 30 % en un an pour les éleveurs de porcins. Les charges en énergie pèsent pour 5,3 % dans les produits courants. Selon les orientations productives, ce poids se situe entre 2,8 % pour les viticulteurs et 10,2 % pour les maraîchers.

Part des dépenses en énergie

dans les produits courants en 2023



1. Fioul domestique, essence, biocarburants, bois...
 Voir glossaire « produits courants ».
 Champ : France métropolitaine, Guadeloupe et La Réunion.
 Source : Agreste - Rica

Consommation énergétique

des exploitations agricoles

	2010	2020	2023
	millier de tep¹		
Total	3 573	3 683	3 487
	%		
Combustibles	83,0	84,6	83,6
dont carburants	68,4	67,0	69,9
gaz	11,0	14,7	10,9
fioul domestique	1,9	0,9	1,4
Électricité	17,0	15,4	16,4

1. Les volumes de chacune des sources d'énergie ont été convertis en tonnes-équivalent-pétrole (tep).
 Champ : France métropolitaine jusqu'en 2019, puis France métropolitaine, Guadeloupe et La Réunion à partir de 2020.
 Source : Agreste - Rica

Charges en énergie selon les orientations en 2023

Orientations	Charges totales en énergie (moyenne par exploitation)		Part de chaque énergie dans la charge totale²			
	2023	Évolution¹ 2023/22	Gazole³	Gaz	Électricité	Autres⁴
	millier d'euros	%	%			
Céréales et oléoprot.	13,8	- 11,2	77,5	1,2	14,2	7,1
Autres grandes cultures	19,4	- 8,1	67,1	0,9	24,5	7,5
Maraîchage	42,7	- 0,6	15,5	43,1	21,9	19,5
Horticulture	13,0	- 3,8	35,0	16,0	29,6	19,4
Viticulture	8,5	- 3,9	62,9	5,4	23,8	8,0
Fruits, aut. cultures perm.	11,8	- 2,0	45,7	7,5	31,4	15,3
Bovins lait	22,7	0,1	60,3	0,4	33,8	5,5
Bovins viande	11,5	- 7,9	79,3	0,7	11,1	8,9
Bovins mixte	24,5	- 3,5	70,1	0,4	23,4	6,1
Ovins et caprins	10,3	- 2,8	65,4	0,7	26,9	7,1
Porcins	39,3	32,6	22,3	1,9	72,3	3,4
Volailles	23,4	9,0	24,8	32,3	37,5	5,4
Granivores mixte	30,1	1,8	47,1	13,4	34,9	4,6
Polyculture, polyélevage	18,5	- 7,6	65,9	4,8	22,2	7,1
Ensemble	16,5	- 3,9	59,2	6,7	26,0	8,0

1. Les évolutions sont calculées à partir d'un échantillon d'exploitations présentes les deux années. Les évolutions des valeurs monétaires sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice des prix à la consommation de l'Insee.
 2. La somme des quatre types d'énergie est égale à 100 %.
 3. Depuis novembre 2011, l'utilisation du gazole non routier est devenue obligatoire comme carburant pour les tracteurs et les autres engins mobiles utilisés en agriculture.
 4. Fioul domestique, essence, biocarburants, bois...
 Champ : France métropolitaine, Guadeloupe et La Réunion.
 Source : Agreste - Rica

Résultats des exploitations

2023

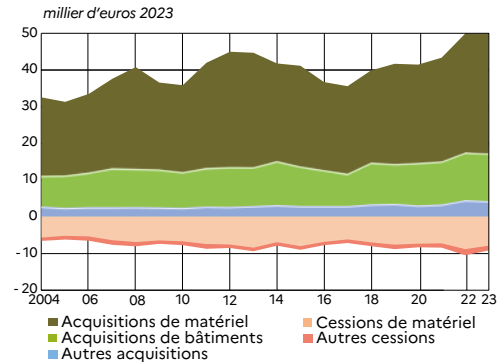
investissement (hors foncier)

En 2023, le montant moyen des acquisitions de bâtiments d'exploitation, de matériel agricole et de cheptel ainsi que des réalisations de plantations est de 50 850 € par exploitation, tandis que les cessions s'élèvent à 9 420 €. L'investissement, défini comme la différence entre les acquisitions et les cessions de ces actifs, augmente de 6,3 % par rapport à 2022. Il s'établit à 41 440 € en 2023.

Cette augmentation résulte essentiellement de la progression des investissements de matériel (+ 6,4 % en euros constants) et de bâtiments (+ 12,6 %). L'investissement a nettement augmenté dans les élevages de porcins (+ 40,9 %) et de bovins mixte (+ 37,0 %). À l'inverse, il baisse dans les élevages de granivores mixte (- 49,1 %) après la forte augmentation en 2022, en horticulture (- 31,2 %) et en maraîchage (- 13,7 %). En 2023, l'investissement moyen varie de 12 550 € pour les structures horticoles à 94 620 € pour les élevages de granivores mixte.

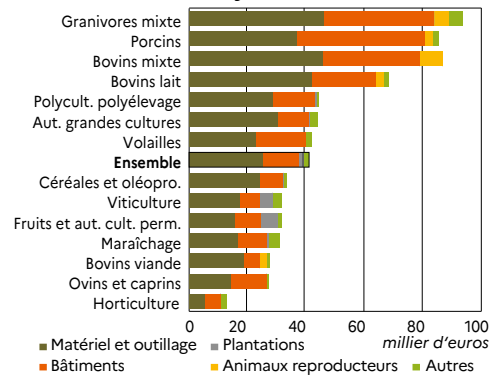
Toutes orientations confondues, la part des exploitations qui n'investissent pas ou dont les cessions sont supérieures aux acquisitions reste globalement stable entre 2021 et 2023 (autour de 23 %). La part des structures agricoles dont les investissements sont supérieurs à 50 000 € augmente légèrement (25 % contre 24 % en 2022). Ces dernières, qui réalisent 80 % de l'ensemble des acquisitions d'immobilisations, financent ces investissements grâce à leur capacité d'autofinancement élevée et au recours à l'emprunt.

Acquisitions et cessions moyennes par exploitation depuis 2004



Champ : France métropolitaine jusqu'en 2019, puis France métropolitaine, Guadeloupe et La Réunion à partir de 2020.
Source : Agreste - Rica

Investissement¹ moyen en 2023



1. L'investissement corporel hors foncier est la différence entre les acquisitions et les cessions de bâtiments, d'installations spécialisées, de matériels et outillage, de plantations et d'autres immobilisations corporelles, augmentée de la différence entre les stocks de fin d'exercice et de début pour les animaux reproducteurs.

Champ : France métropolitaine, Guadeloupe et La Réunion.

Source : Agreste - Rica

Répartition des exploitations et principaux flux financiers selon la tranche d'investissement en 2023

Tranche d'investissement ¹	Moins de 0 €	0 €	0 à moins de 10 k€	10 à moins de 25 k€	25 à moins de 50 k€	50 k€ ou plus	Ensemble
répartition en %							
Effectif d'exploitations	13	10	24	15	13	25	100
Acquisitions d'immobilisations	0	0	3	6	11	80	100
Cessions d'immobilisations	25	0	4	5	10	56	100
Montant moyen par exploitation							
millier d'euros							
Production brute standard	160,8	137,8	157,3	196,5	240,1	358,1	223,2
Capacité d'autofinancement	56,1	40,1	56,2	75,1	97,9	158,6	88,7
Prélèvements privés	56,3	36,7	39,7	47,7	57,9	78,9	55,0
Autofinancements	-0,2	3,4	16,5	27,3	40,1	79,6	33,7
Nouvelles dettes financières	12,8	4,2	9,1	16,2	33,6	120,6	41,6
Remboursements dettes financières	30,5	11,7	20,2	31,2	42,2	75,0	39,0
Acquisitions d'immobilisations	0,2	0,0	5,9	19,8	43,6	161,0	50,9
Cessions d'immobilisations	18,6	0,0	1,5	3,1	7,5	20,8	9,4

Lecture : 25 % des exploitations ont investi plus de 50 000 €, avec un montant moyen d'acquisitions d'immobilisations par exploitation de 160 960 € (soit 80 % du total des acquisitions) et de 20 810 € de cessions (soit 56 % du total des cessions).

1. L'investissement corporel hors foncier est la différence entre les acquisitions et les cessions de bâtiments, d'installations spécialisées, de matériels et outillage, de plantations et d'autres immobilisations corporelles, augmentée de la différence entre les stocks de fin d'exercice et de début pour les animaux reproducteurs.

Champ : France métropolitaine, Guadeloupe et La Réunion.

Source : Agreste - Rica

Résultats des exploitations

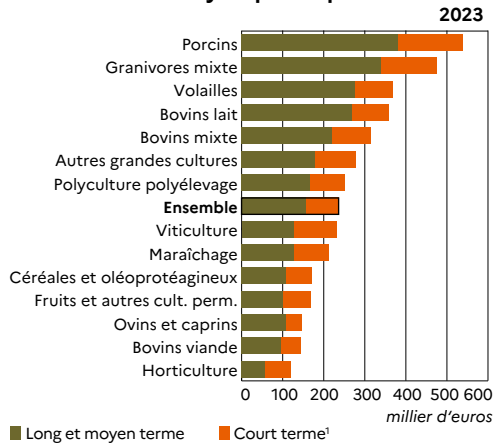
2023 endettement

En 2023, l'endettement des exploitations agricoles atteint en moyenne 236 490 €, montant en augmentation de 2,4 % par rapport à 2022. Les emprunts à long ou à moyen terme, destinés à financer les investissements et le fonds de roulement des exploitations, constituent en moyenne 66,3 % de l'endettement total (ratio stable par rapport à 2022).

Le niveau d'endettement des exploitations est très hétérogène : il est inférieur à 50 000 € pour 27,1 % des exploitations et dépasse 300 000 € pour 25,5 % d'entre elles. Le montant des dettes dépend de la taille des exploitations : les grandes exploitations (26,9 % de l'effectif couvert par le Rica) concentrent 68,2 % de l'endettement total. Compte tenu de la variabilité des tailles d'exploitation et des coûts de structure, l'endettement moyen est plus ou moins important selon l'orientation productive. Il est 4,5 fois plus élevé chez les éleveurs de porcs (538 490 €) que chez les horticulteurs (118 810 €).

L'endettement dépend également du cycle de vie de l'exploitation. Une exploitation dont le chef est âgé de moins de 40 ans, recourant généralement à l'emprunt pour financer ses investissements, est endettée à hauteur de 312 470 € en moyenne : c'est près du double par rapport à une exploitation dont le chef est âgé de plus de 60 ans, qui a en général amorti une partie importante de ses actifs.

Endettement moyen par exploitation

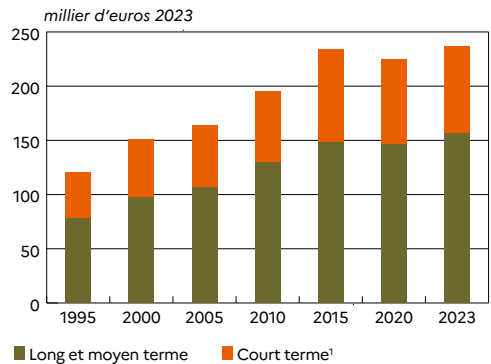


1. Y compris crédits fournisseurs.

Champ : France métropolitaine, Guadeloupe et La Réunion.

Source : Agreste - Rica

Endettement réel à court terme et à moyen et long terme



1. Y compris crédits fournisseurs.

Champ : France métropolitaine jusqu'en 2019, puis France métropolitaine, Guadeloupe et La Réunion à partir de 2020.

Source : Agreste - Rica

Endettement des exploitations selon la classe de dimension économique en 2023

Classe d'endettement	Répartition des exploitations ¹				Répartition de l'endettement			
	Petites	Moyennes	Grandes	Ensemble	Petites	Moyennes	Grandes	Ensemble
	%				%			
Moins de 50 000 €	19,1	7,0	1,1	27,1	0,9	0,6	0,2	1,7
50 000 à < 100 000 €	7,3	7,1	1,5	15,9	1,3	1,8	0,6	3,7
100 000 à < 150 000 €	3,9	6,1	1,7	11,7	1,2	2,6	1,2	5,0
150 000 à < 200 000 €	2,4	4,2	1,6	8,2	1,0	2,7	1,6	5,2
200 000 à < 250 000 €	1,1	3,5	1,9	6,5	0,6	2,8	2,1	5,6
250 000 à < 300 000 €	0,5	2,6	1,9	5,1	0,4	2,6	2,5	5,5
300 000 à < 350 000 €	0,3	2,1	2,0	4,4	0,2	2,5	3,0	5,6
350 000 à < 400 000 €	0,2	1,6	1,6	3,3	0,2	2,1	2,9	5,2
400 000 € ou plus	0,3	3,8	13,6	17,8	0,5	7,8	54,1	62,4
Total	35,1	38,0	26,9	100,0	6,2	25,5	68,2	100,0

1. Petites : production brute standard (PBS) inférieure à 100 000 € - Moyennes : 100 000 ≤ PBS ≤ 250 000 € - Grandes : PBS > 250 000 €.

Voir glossaire « dimension économique » et « PBS ».

Lecture : les exploitations de taille « moyenne » dont l'endettement est compris entre 150 000 et 200 000 euros représentent 4,2 % de l'ensemble des exploitations et concentrent 2,7 % de l'endettement total.

Champ : France métropolitaine, Guadeloupe et La Réunion.

Source : Agreste - Rica

Résultats des exploitations

2023

endettement

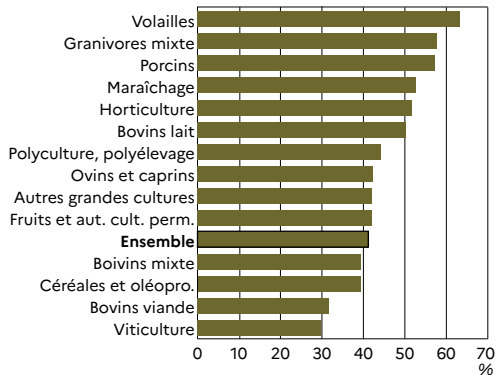
En 2023, le taux d'endettement (rapport des dettes sur le total de l'actif) des exploitations s'établit en moyenne à 41,2 % et augmente de 1,0 point par rapport à 2022. La structure de financement des exploitations varie selon les orientations productives : les exploitations en élevage de bovins viande ou en viticulture sont principalement financées sur fonds propres. Le taux d'endettement est nettement supérieur pour les élevages de granivores.

Le poids de l'endettement correspond à la somme du remboursement des emprunts à long ou moyen terme et des charges financières afférentes, rapportée à l'excédent brut d'exploitation. Ce poids augmente fortement en 2023 (+ 9,6 points par rapport à 2022), sous l'effet de la baisse marquée de l'EBE.

Une fois les annuités d'emprunts (capital et intérêts dus) à moyen et long terme et les cotisations sociales de l'exploitant déduites de l'EBE, le solde « disponible » pour l'autofinancement de l'investissement et la rémunération de l'exploitant chute, en euros constants, de 44,9 % par rapport à 2022. Il s'établit à 40 070 € en 2023.

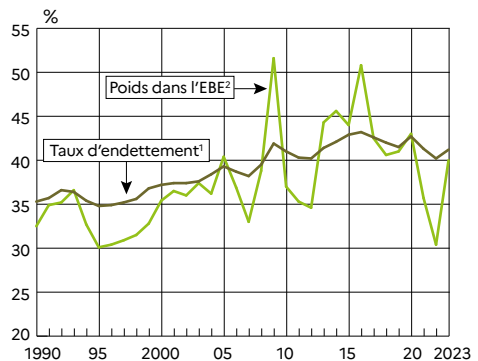
Taux d'endettement¹

2023



1. Ensemble des dettes rapportées au total de l'actif.
Champ : France métropolitaine, Guadeloupe et La Réunion.
Source : Agreste - Rica

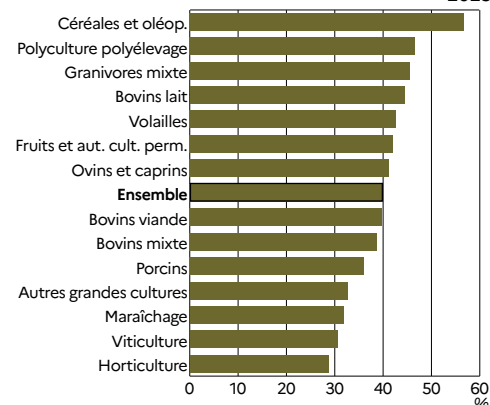
Évolution de l'endettement



1. Ensemble des dettes rapportées au total de l'actif.
2. Frais financiers et remboursements des emprunts à long ou moyen terme rapportés à l'excédent brut d'exploitation.
Champ : France métropolitaine jusqu'en 2019, puis France métropolitaine, Guadeloupe et La Réunion à partir de 2020.
Source : Agreste - Rica

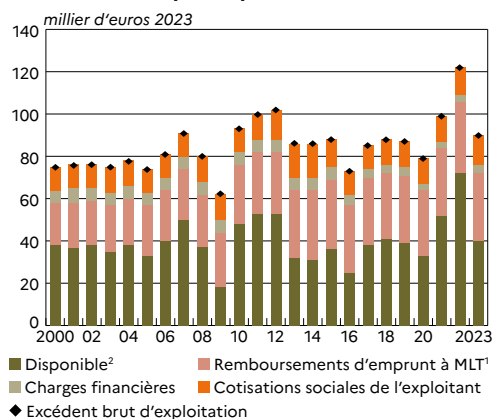
Poids de l'endettement dans l'excédent brut d'exploitation (EBE)¹

2023



1. Frais financiers et remboursements des emprunts à long ou moyen terme rapportés à l'excédent brut d'exploitation.
Champ : France métropolitaine, Guadeloupe et La Réunion.
Source : Agreste - Rica

Évolution des principaux flux financiers



1. MLT : moyen et long terme.
2. Solde disponible : EBE - remboursement d'emprunts MLT - charges financières - cotisations sociales de l'exploitant.
Champ : France métropolitaine jusqu'en 2019, puis France métropolitaine, Guadeloupe et La Réunion à partir de 2020.
Source : Agreste - Rica

Résultats des exploitations

2023 capital

En 2023, l'actif du bilan d'une exploitation agricole française s'élève à 573 610 € en moyenne. Il est composé à 47 % d'immobilisations hors foncier, à 22 % de stocks, lesquels comprennent notamment les animaux non reproducteurs et les vins en cours de vieillissement, et à 23 % de créances à court terme sur des tiers (principalement des clients) et de disponibilités (trésorerie). Ces actifs sont financés à hauteur de 59 % par des capitaux propres et à 30 % par des dettes financières.

Les immobilisations, de 317 940 € en moyenne, sont constituées principalement du matériel (30 %) et des bâtiments ou des installations (28 %). Depuis un peu plus d'une trentaine d'années, la part des terres comptabilisées dans l'actif immobilisé ne cesse de diminuer (15 % de la valeur comptable en 2023 contre 36 % en 1990). Ceci est dû à l'augmentation des terres en fermage et au développement des formes sociétaires (les terres étant alors le plus souvent louées par les exploitations auprès de leurs associés).

Les immobilisations sont de 542 500 € en moyenne pour les élevages porcins, contre 110 960 € en productions horticoles.

En tenant compte de l'ensemble des terres utilisées (y compris les terres en fermage non comptabilisées dans le bilan d'une exploitation) évaluées à leur valeur vénale, le capital mobilisé par l'ensemble des exploitations agricoles est estimé à 394 milliards d'euros en 2023, dont 243 milliards d'euros de foncier (62 %).

Bilan financier de l'agriculture

	2013	2023
	milliard d'euros 2023	
Bâtiments et installations	20,1	25,4
Matériel et outillage	23,8	28,0
Cheptel (animaux reproducteurs et circulants)	20,0	21,2
Immobilisations incorporelles et financières et autres immobilisations corporelles ¹	8,2	9,6
Stocks (non compris animaux circulants)	24,9	29,4
Valeurs réalisables et disponibles	21,6	36,6
Régularisation actif	0,6	0,9
Total actif (hors foncier)	119,2	151,2
Capitaux propres des exploitants (hors foncier)	64,8	84,2
Emprunts et dettes financières (hors fonciers)	38,9	48,2
Dettes non financières	15,3	18,8
Régularisation passif	0,1	0,1
Total passif (hors foncier)	119,2	151,2
Valorisation de la SAU ²	221,1	243,1
Ensemble des actifs	340,2	394,3

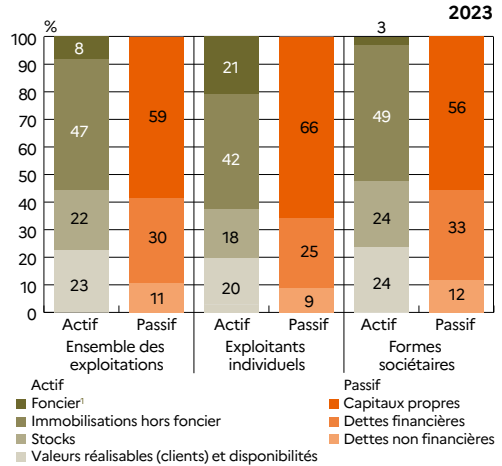
1. « Autres immobilisations corporelles » regroupe notamment les aménagements de terrains, les plantations et les améliorations de fonds.

2. Tous modes de faire-valoir confondus, estimations à partir de la valeur vénale des terres libres à la vente.

Champ : France métropolitaine, Guadeloupe et La Réunion.

Source : Agreste - Rica

Bilan moyen des exploitations agricoles



Lecture : en 2023, le foncier représente en moyenne 8,2 % du total de l'actif de l'ensemble des exploitations agricoles, ce ratio s'élève à 20,7 % pour les exploitants individuels et 3 % dans les formes sociétaires.

1. Foncier : terres agricoles en propriété (y c. aménagements).

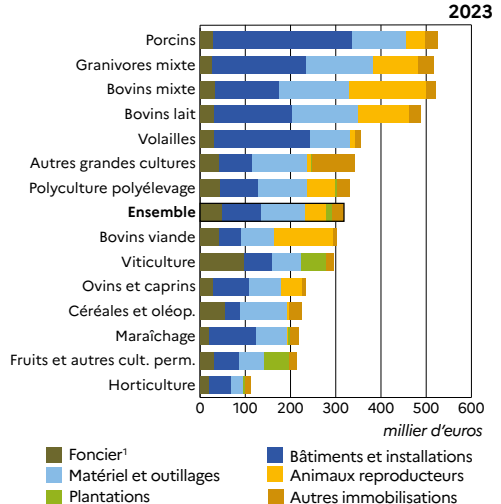
Champ : France métropolitaine, Guadeloupe et La Réunion.

Source : Agreste - Rica

Immobilisations moyennes par exploitation

	1990		2023	
	millier d'euros 2023	%	millier d'euros 2023	%
Foncier ¹	80,9	36	46,9	15
Bâtiments et installations d'exploitation	35,9	16	87,6	28
Matériel et outillage	50,2	22	96,4	30
Plantations	8,2	4	11,7	4
Animaux reproducteurs	38,5	17	48,0	15
Autres immobilisations corporelles et incorporelles	12,5	6	27,5	9
Immobilisations totales	226,2	100	317,9	100

Immobilisations selon l'orientation



1. Foncier : terres agricoles en propriété (y c. aménagements).

Champ : France métropolitaine, Guadeloupe et La Réunion.

Source : Agreste - Rica

Résultats des exploitations 2022

positionnement des exploitations françaises en Europe

En 2022, une exploitation française avait en moyenne 327 420 € de recettes (aides incluses, recettes qui approchent les produits courants de la comptabilité française), la moyenne européenne s'élevant à 150 090 €. Une ferme française est en moyenne économiquement 3,2 fois plus grande qu'une ferme italienne et 2,9 fois plus petite qu'une exploitation danoise. Son capital d'exploitation est de 492 080 € (hors foncier), soit deux fois celui de la ferme moyenne de l'Union européenne (UE). Les fermes danoises engagent pour leur part 1 383 620 € de capital avec un nombre moyen de non-salariés bien inférieur (0,8 contre 1,4 en France). Les subventions d'exploitation représentent 10,8 % des recettes des exploitations européennes : 2,8 % aux Pays-Bas, 11,0 % en France et 22,2 % au Portugal. Cette hétérogénéité est pour partie le reflet des différentes productions nationales, de la taille des exploitations et des choix de mise en œuvre PAC.

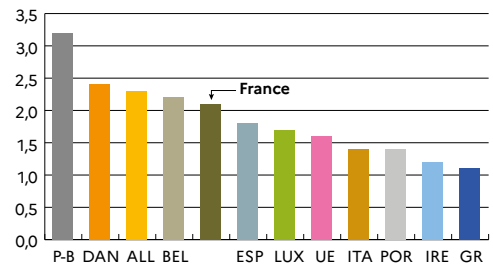
Les exploitations françaises emploient en moyenne 2,1 personnes en équivalent temps plein (ETP) annuel dont 0,7 salarié, contre respectivement 1,6 et 0,5 pour la moyenne UE et 3,2 et 1,7 aux Pays-Bas. Le niveau des salaires versés par les exploitations françaises à leurs salariés (par ETP) est supérieur de 35,3 % à celui des fermes espagnoles mais inférieur de 46,7 % à celui des exploitations au Danemark.

Le bénéfice brut moyen (qui approche l'excédent brut d'exploitation (EBE)) généré par les exploitations françaises est supérieur à la moyenne des fermes européennes (114 120 € contre 54 860 €). Mais, en dépit de charges salariales bien supérieures, les exploitations danoises, allemandes et néerlandaises dégagent des bénéfices plus élevés que ceux des fermes françaises.

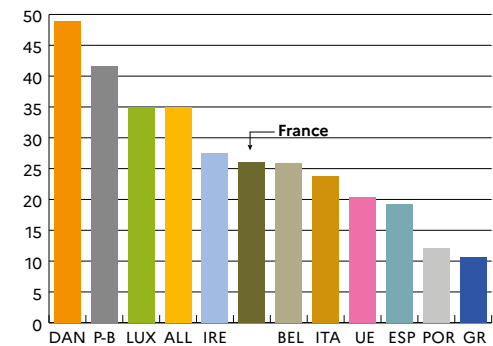
Le revenu brut moyen par exploitant (qui approche l'EBE par ETP non salarié) dégagé par les exploitations françaises se situe entre ceux des pays méditerranéens et ceux d'Europe du Nord. Il est 4,5 fois moins élevé que celui des exploitations danoises et 2,1 fois inférieur à celui des exploitations néerlandaises.

Main-d'œuvre et salaires dans l'UE en 2022

• Main-d'œuvre (nombre de personnes en ETP - salarié et non salarié)

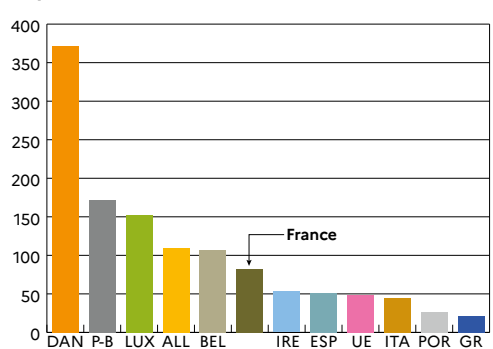


• Salaires/ETP salarié (millier d'euros)



Revenu brut par exploitant en 2022

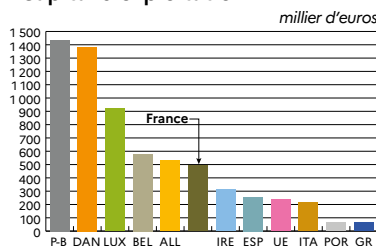
RB/ETP non salarié (millier d'euros)



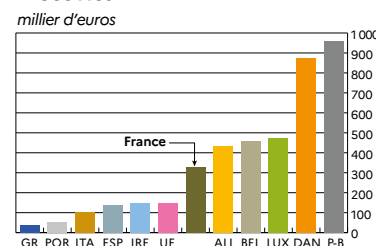
Source : DG AGRI, FADN - Exercice 2022

Taille économique et subventions des exploitations européennes en 2022

• Capital d'exploitation



• Recettes



• Soutien : aides/recettes

Pays	%
Pays-Bas	2,8
Belgique	5,2
Danemark	6,0
Espagne	9,1
Allemagne	9,2
UE	10,8
France	11,0
Italie	11,1
Irlande	13,0
Grèce	15,7
Luxembourg	16,2
Portugal	22,2

Le capital d'exploitation est défini comme la somme des cultures permanentes, des améliorations des terres, du matériel, des bâtiments, du capital circulant et du cheptel vif.

Source : DG AGRI, FADN - Exercice 2022

Entreprises de travaux et services agricoles

En 2023, en France métropolitaine, les 15 880 entreprises de travaux agricoles (ETA) réalisent au total 6,6 milliards d'euros de produits d'exploitation, incluant 67,5 millions de subventions. Parmi elles, 13 320 étaient spécialisées dans les travaux de cultures (labours, traitement, taille des arbres fruitiers ou des vignes, moissonnage) et 2 560 dans les travaux liés aux élevages (insémination artificielle, maréchalerie-ferrage, tonte de moutons, gardiennage et conduite des troupeaux, nettoyage et désinfection de bâtiments d'élevage).

Les entreprises spécialisées en travaux de cultures ont plus fréquemment des salariés que celles spécialisées en élevage (34 % contre 28 %). En revanche, lorsqu'elles ont des salariés, elles en ont en moyenne moins que les entreprises spécialisées dans l'élevage (4,2 ETP contre 8,8). Par rapport aux ETA orientées élevage, celles spécialisées en travaux de culture, plus capitalistiques, consacrent une plus grande part de leur valeur ajoutée aux amortissements d'immobilisations (47 % contre 15 %), mais une moindre part aux charges de personnel (51 % contre 82 % pour les ETA spécialisées sur l'élevage).

La quasi-totalité des élevages et des exploitations de grandes cultures, ainsi que près de 8 arboriculteurs sur 10, incorporent des achats de travaux et de services à leur production. Le montant cumulé de ces achats s'élève à 5,9 milliards d'euros en 2023. Pour les exploitations ayant recours à ce type de prestations, ces achats s'élèvent en moyenne à 21 850 €, pour une part dans l'ensemble de leurs consommations intermédiaires (CI) pouvant représenter entre 4,4 % pour les maraîchers et 23,0 % pour les viticulteurs. Par ailleurs, une partie des exploitations sont également fournisseurs de ces prestations, notamment celles qui sont spécialisées en grandes cultures (33 %) pour lesquelles ces activités annexes représentent 3,6 % de leur chiffre d'affaires (CA) global.

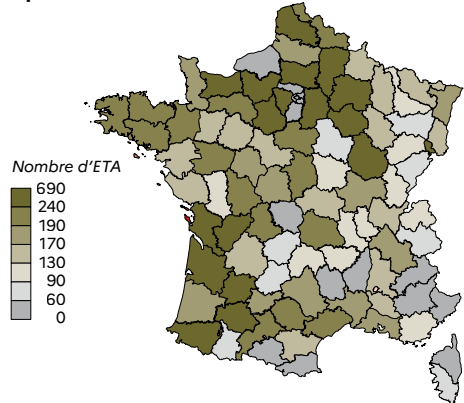
Chiffres clés des entreprises de travaux et services agricoles (ETA) par secteur en 2023

	Cultures	Élevages	Ensemble
Nombre d'entreprises	13 322	2 562	15 884
dont employant une main-d'œuvre salariée (%)	34,3	28,5	33,4
Emploi total (en ETP)	20 079	6 625	26 704
Nombre moyen par ETA (en ETP)	1,5	2,6	1,7
par ETA employant des salariés (ETP)	4,2	8,8	4,8
Produits d'exploitation (en M€)	5 344,6	1 265,6	6 610,2
Valeur ajoutée (% des produits d'exploitation)	38,6	36,5	38,2
Charges de personnel (% de la valeur ajoutée)	51,2	82,3	56,9
Amortissements (% de la valeur ajoutée)	47,5	14,8	41,5
Excédent brut d'exploitation moyen (k€)	76,9	34,7	70,1

Voir glossaire « entreprises de travaux agricoles (ETA) » et « produits d'exploitation ».
Champ : France métropolitaine.

Sources : Insee - AGRFIN (données fiscales des entreprises hors micro-entreprises), traitements SSP

Répartition des ETA en 2023



Sources : Insee - AGRFIN (données fiscales des entreprises hors micro-entreprises), traitements SSP

Achats et ventes de travaux et services par les exploitations selon leur Otex¹ en 2023

Orientation économique	Achats de services ²				Ventes de services aux exploitations agricoles			
France métropolitaine	Taux de recours	Montant moyen	Part dans leurs CI ³	Montant total par Otex	Taux de fournisseurs	Montant moyen	Part dans leur CA ⁴	Montant total par Otex
	(%)	(k€)	(%)	(k€)	(%)	(k€)	(%)	(k€)
Cultures								
Grandes cultures	98	20,4	11,8	1 395 685	33	12,2	3,6	279 729
Maraîchage et horticulture	55	11,7	4,4	76 990	11	11,2	2,1	14 597
Viticulture	94	27,7	23,0	1 152 242	21	14,2	3,3	130 962
Fruits	78	19,4	13,5	154 476	18	10,7	3,4	19 666
Élevages								
Bovins lait	100	31,8	13,7	1 095 350	10	7,3	1,3	26 174
Bovins viande	99	10,2	11,8	351 365	11	7,0	4,3	25 859
Bovins mixte	100	25,1	11,3	189 684	13	5,5	1,7	5 528
Autres herbivores	99	10,1	10,3	188 789	8	4,5	2,9	6 915
Granivores	98	28,4	6,6	472 582	14	9,2	1,1	22 037
Polyculture et polyélevage	98	24,5	11,7	791 148	26	10,7	2,7	90 601
Ensemble	95	21,8	12,2	5 868 311	20	11,1	2,9	622 069

1. Orientation technico-économique des exploitations agricoles (Otex).

2. Ces travaux sont réalisés par des ETA, des coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) ou par d'autres exploitants.

3. Consommations intermédiaires (CI).

4. Chiffre d'affaires (CA).

Note de lecture : 95 % des exploitations sous-traitent une partie de leurs travaux agricoles. Pour celles-ci, ces achats s'élèvent, en moyenne, à 21 850 €, soit 12,2 % de l'ensemble de leurs consommations intermédiaires. Par ailleurs, 20 % des exploitations facturent à d'autres exploitations ce type de travaux pour un montant moyen de 11 080 €, soit 2,9 % de leur chiffre d'affaires total.

Champ : France métropolitaine.

Source : Agreste - Rica

Entreprises

IAA, commerce de gros agroalimentaire et artisanat commercial

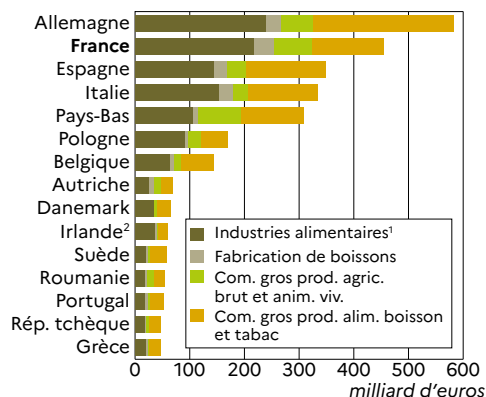
En 2022, le secteur agroalimentaire, regroupant les industries et le commerce de gros, compte, en France y compris les DOM, 85 600 entreprises et emploie 873 300 salariés en équivalent temps plein (ETP). Parmi ces emplois, 54 % relèvent des industries alimentaires et des boissons (IAA, hors artisanat commercial), 25 % du commerce de gros agroalimentaire et 21 % de l'artisanat commercial, c'est-à-dire la charcuterie et la boulangerie-pâtisserie.

Les entreprises agroalimentaires représentent 6,1 % des emplois salariés (en ETP) du secteur de l'économie marchande non financière et non agricole pour leur activité en France. Elles réalisent 9,5 % du chiffre d'affaires, 10,0 % des exportations et 5,8 % de la valeur ajoutée de ce secteur.

À l'échelle européenne, la France se classe au deuxième rang en 2022 derrière l'Allemagne pour le chiffre d'affaires total de l'agroalimentaire. Elle occupe toutefois la première place dans deux domaines : la fabrication de boissons ainsi que le commerce de produits agricoles bruts et d'animaux vivants.

En 2022, la valeur ajoutée de la branche agroalimentaire en France s'élève à 42 milliards d'euros, en recul de 5 % par rapport à 2021. Sur le long terme, sa croissance reste toutefois modérée : depuis les années 2000, la valeur ajoutée de l'agroalimentaire augmente de moins de 1 % par an en moyenne.

Chiffres d'affaires des pays de l'UE en 2022



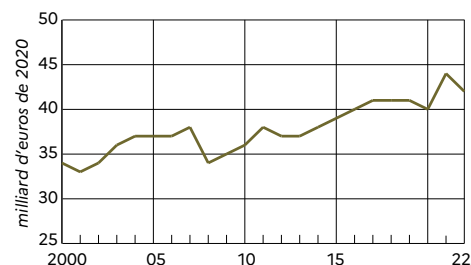
Note : les 15 pays représentés dans le graphique représentent 94 % du chiffre d'affaires des industries agroalimentaires de l'UE à 27.

1. Y compris artisanat commercial

2. Estimation pour le commerce de gros de produits agricoles bruts et animaux vivants.

Source : Eurostat, données définitives

Valeur ajoutée brute de la branche agroalimentaire¹



1. La branche agroalimentaire regroupe l'ensemble des unités de production homogènes fabriquant des denrées alimentaires, des boissons et des produits à base de tabac.

Source : Insee - Comptes nationaux - Base 2020

Chiffres clés des entreprises agroalimentaires en 2022

Secteur d'activité (Naf rév. 2)	Entreprises¹	Effectifs salariés		Chiffre d'affaires hors taxes		Valeur ajoutée³	Excédent brut d'exploitation	Résultat net comptable
		en ETP²	au 31 décembre	total	à l'export			
	nombre			million d'euros				
Ensemble des entreprises agroalimentaires	85 556	873 269	970 715	450 865	98 085	71 755	21 870	12 863
Poids dans l'économie marchande non financière (%)	2,4	6,1	6,1	9,5	10,0	5,8	6,4	5,2
IAA - Industries alimentaires hac⁴ et boissons	21 581	470 208	509 909	236 538	59 141	44 776	14 843	8 975
Poids dans l'industrie manufacturière (%)	8,6	16,3	16,3	19,7	11,7	15,5	17,5	11,2
Commerce de gros agroalimentaire hors tabac	25 451	215 472	240 037	197 013	38 836	19 110	5 784	3 235
Poids dans le commerce de gros (%)	15,8	21,9	22,3	22,1	26,1	14,9	14,4	7,2
Artisanat commercial	38 524	187 589	220 769	17 314	108	7 869	1 243	653

1. Voir glossaire « entreprise au sens économique » et « Esane ».

2. En équivalent temps plein.

3. Hors taxes, y compris autres produits et autres charges.

4. Hors artisanat commercial.

Champ : France.

Sources : Insee - Esane, traitements SSP

Entreprises

IAA et commerce de gros agroalimentaire

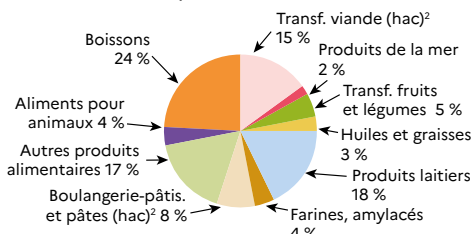
En 2022, les 21 600 entreprises des industries alimentaires et de boissons hors artisanat commercial (IAA) réalisent un chiffre d'affaires de 237 milliards d'euros pour une valeur ajoutée de 44,8 milliards d'euros. Près des trois quarts de cette dernière proviennent de quatre secteurs clés : la fabrication de boissons (24 %), la production de produits laitiers (18 %), les autres produits alimentaires (sucre, chocolat, café, aliments diététiques, plats préparés, etc.) (17 %), et la transformation de la viande (15 %).

Le commerce de gros agroalimentaire hors tabac, qui compte 25 500 entreprises, génère quant à lui un chiffre d'affaires de 197 milliards d'euros et une valeur ajoutée de 19,1 milliards d'euros. Le négoce de produits transformés (aliments et boissons) y est nettement plus rentable que celui de produits agricoles bruts, avec une valeur ajoutée près de quatre fois supérieure pour un chiffre d'affaires deux fois supérieur.

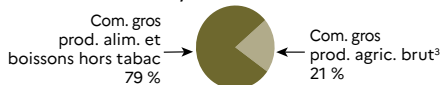
Côté emploi, les entreprises des IAA (hors artisanat commercial) comptent 470 200 salariés en équivalent temps plein (ETP), dont près d'un quart dans les activités de la transformation de la viande. Contrairement à la tendance à la baisse observée dans l'industrie manufacturière, l'emploi dans les industries alimentaires, l'artisanat commercial et les boissons reste globalement stable depuis 2000. Il augmente même de 11 % entre 2014 et 2022, tandis que l'emploi de l'industrie manufacturière dans son ensemble se stabilise sur la période.

Valeur ajoutée¹ par secteur d'activité en 2022

Total IAA - Industries alimentaires et boissons hac² : 44,8 milliards d'euros



Total commerce de gros agroalimentaire (hors tabac) : 19,1 milliards d'euros



1. Hors taxes, y compris autres produits et autres charges.

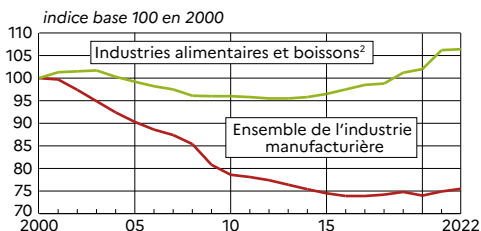
2. Hors artisanat commercial.

3. Y compris animaux vivants.

Champ : France.

Sources : Insee - Esane, traitements SSP

Emploi salarié hors intérim¹



1. Les titulaires de contrats d'intérim sont recensés dans l'activité de travail temporaire.

2. Y compris artisanat commercial. La source ne permet pas de distinguer l'artisanat commercial au sein des industries alimentaires. Champ : France (hors Mayotte).

Source : Insee - Estimations d'emploi localisées

Chiffres clés des industries et du commerce de gros agroalimentaires hors artisanat commercial en 2022

Secteur d'activité (Naf rév. 2)	Entreprises ¹	Effectifs salariés		Chiffre d'affaires hors taxe		Valeur ajoutée ³	Excédent brut d'exploitation	Résultat net comptable
		en ETP ²	au 31 décembre	total	à l'export			
		nombre				million d'euros		
Industrie et commerce de gros agroalimentaires hac ⁴	47 032	685 680	749 946	433 551	97 977	63 886	20 627	12 210
IAA - Industries alimentaires hac ⁴ et boissons	21 581	470 208	509 909	236 538	59 141	44 776	14 843	8 975
Transf. et conserv. viande et prép. viande (hac) ⁴	2 571	108 270	119 622	43 873	4 976	6 828	1 309	681
Transf. et conserv. poisson, crust., etc.	385	13 495	14 798	5 766	667	879	175	48
Transf. et conserv. de fruits et légumes	2 004	29 782	31 903	12 606	2 474	2 235	547	484
Fab. huile et graisse végétale et animale	273	9 104	9 586	14 213	6 802	1 293	560	573
Fab. de produits laitiers	1 431	88 110	93 803	47 361	12 158	7 901	2 172	-176
Travail des grains ; fab. prod. amylacés	427	14 442	15 157	9 074	3 713	1 580	504	-102
Fab. prod. boulangerie-pâtis. et pâtes (hac) ⁴	3 146	52 352	58 169	15 773	2 522	3 577	904	327
Fab. d'autres produits alimentaires	5 410	78 306	86 523	35 372	9 256	7 768	2 721	467
Fab. d'aliments pour animaux	352	18 693	19 622	14 063	3 413	2 022	713	258
Fab. de boissons	5 582	57 655	60 726	38 438	13 160	10 693	5 238	6 414
Commerce de gros agroalimentaire hors tabac	25 451	215 472	240 037	197 013	38 836	19 110	5 784	3 235
Com. gros prod. agric. brut et anim. viv.	4 718	51 169	54 293	67 762	15 791	4 107	1 095	142
Com. gros prod. alim. et boissons hors tabac	20 733	164 304	185 744	129 251	23 045	15 002	4 689	3 093

1. Voir glossaire « entreprise au sens économique » et « Esane ».

2. En équivalent temps plein.

3. Hors taxes, y compris autres produits et autres charges.

4. Hors artisanat commercial.

Champ : France.

Sources : Insee - Esane, traitements SSP

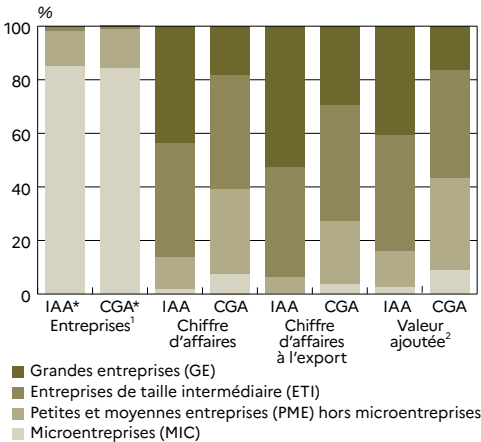
Entreprises

IAA et commerce de gros agroalimentaire par catégorie

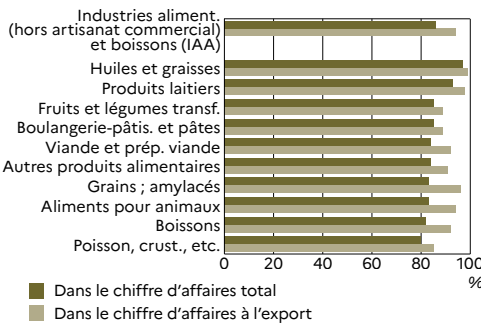
En 2022, les industries alimentaires et de boissons (IAA), hors artisanat commercial, sont majoritairement composées de microentreprises (85 %). Les petites et moyennes entreprises (hors microentreprises) représentent 13 % de l'ensemble. Ces dernières regroupent 19 % des salariés en équivalent temps plein (ETP), génèrent 12 % du chiffre d'affaires, 14 % de la valeur ajoutée et 6 % du chiffre d'affaires à l'export du secteur. En dépit de leur nombre restreint (381 entreprises), les entreprises de taille intermédiaire (ETI) et les grandes entreprises (GE) jouent un rôle central dans le secteur. Elles réalisent 86 % du chiffre d'affaires et 94 % de celui à l'export. Parmi elles, les 24 grandes entreprises concentrent 44 % du chiffre d'affaires, 41 % de la valeur ajoutée et 53 % du chiffre d'affaires à l'export. Elles emploient plus d'un tiers des salariés en ETP.

Dans les secteurs des huiles et graisses et des produits laitiers, les ETI et GE totalisent respectivement 97 % et 93 % du chiffre d'affaires. À l'instar des IAA, les entreprises du commerce de gros agroalimentaire, hors tabac, sont principalement des microentreprises (84 %). Cependant, ce sont les entreprises de taille intermédiaire qui contribuent le plus au secteur, avec 43 % du chiffre d'affaires, 43 % des exportations et 40 % de la valeur ajoutée. Les 7 grandes entreprises du secteur génèrent quant à elles 18 % du chiffre d'affaires et 16 % de la valeur ajoutée.

Répartition par catégorie d'entreprise en 2022



Part des ETI-GE¹ dans les IAA* en 2022



*IAA : Industries alimentaires (hors artisanat commercial) et boissons ; CGA : commerce de gros agroalimentaire, hors tabac.
1. Voir glossaire « entreprise au sens économique » et « Esane ».
2. Y compris autres produits et autres charges.
Champ : France.
Sources : Insee - Esane, traitements SSP

Principaux résultats des entreprises agroalimentaires par catégorie en 2022

Catégorie d'entreprise¹	Entreprises¹	Effectifs salariés		Chiffre d'affaires HT		Valeur ajoutée HT³	Excédent brut d'exploitation	Résultat net comptable
		en ETP²	au 31 décembre	total	à l'export			
		nombre		million d'euros				
Industries alimentaires (hors artisanat commercial) et boissons (IAA)	21 581	470 208	509 909	236 538	59 141	44 776	14 843	8 975
Microentreprises	18 312	18 140	22 680	3 825	170	1 045	231	42
Petites et moyennes entreprises hors microentreprises	2 888	90 277	100 451	29 075	3 413	6 199	1 657	1 103
Entreprises de taille intermédiaire	357	201 669	216 742	100 248	24 389	19 375	6 443	3 939
Grandes entreprises	24	160 121	170 036	103 391	31 169	18 157	6 511	3 891
Commerce de gros agroalimentaire, hors tabac (CGA)	25 451	215 472	240 037	197 013	38 836	19 110	5 784	3 235
Microentreprises	21 401	20 526	25 271	14 769	1 416	1 682	521	311
Petites et moyennes entreprises hors microentreprises	3 763	74 258	81 671	62 027	9 166	6 624	2 357	1 882
Entreprises de taille intermédiaire	280	82 397	92 599	83 923	16 843	7 668	2 293	1 304
Grandes entreprises	7	38 292	40 496	36 294	11 411	3 135	614	- 262

1. Voir glossaire « entreprise au sens économique » et « Esane ».
2. En équivalent temps plein.
3. Y compris autres produits et charges.
Champ : France.
Sources : Insee - Esane, traitements SSP

Entreprises exportatrices

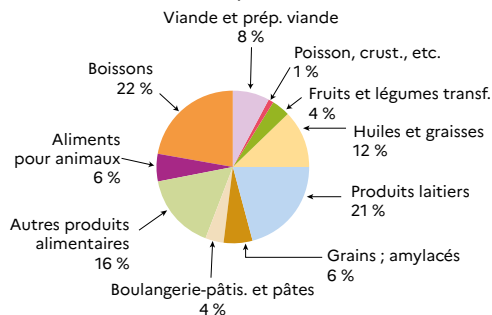
IAA et commerce de gros agroalimentaire

En 2022, 19 % des entreprises des industries agroalimentaires hors artisanat commercial (IAA) et du commerce de gros agroalimentaire exportent pour un chiffre d'affaires de 97,9 milliards d'euros. Les IAA contribuent davantage aux exportations que le commerce de gros agroalimentaire avec respectivement 59,1 milliards contre 38,8 milliards d'euros. Les secteurs des boissons, des produits laitiers et des autres produits alimentaires concentrent 58 % du chiffre d'affaires à l'export des IAA.

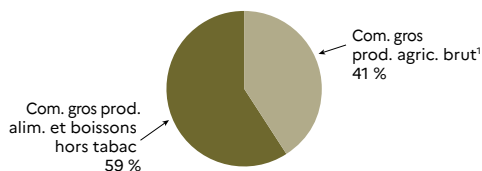
Parmi ces entreprises exportatrices, les grandes entreprises se distinguent par un taux d'exportation plus élevé (31 %) et génèrent à elles seules 43 % du chiffre d'affaires à l'export. Ce taux varie fortement selon le secteur d'activité : il culmine dans la fabrication d'huiles (48 %), le travail des grains (43 %), et la fabrication de boissons (37 %), tandis qu'il reste plus faible dans des secteurs de produits périssables comme la transformation de la viande (12 %), du poisson (13 %), ou encore la boulangerie-pâtisserie et les pâtes alimentaires (17 %). Au global, le taux d'exportation des entreprises exportatrices atteint 27 % dans les IAA, soit 2 points de plus que dans le commerce de gros agroalimentaire.

Chiffre d'affaires à l'export en 2022

Total IAA - Industries alimentaires (hors artisanat commercial) et boissons : 59,1 milliards d'euros



Total commerce de gros agroalimentaire (hors tabac) : 38,8 milliards d'euros



1. Y compris animaux vivants.

Champ : France, entreprises des industries et du commerce de gros agroalimentaires, artisanat commercial et tabac exclus.

Sources : Insee - Esane, traitements SSP

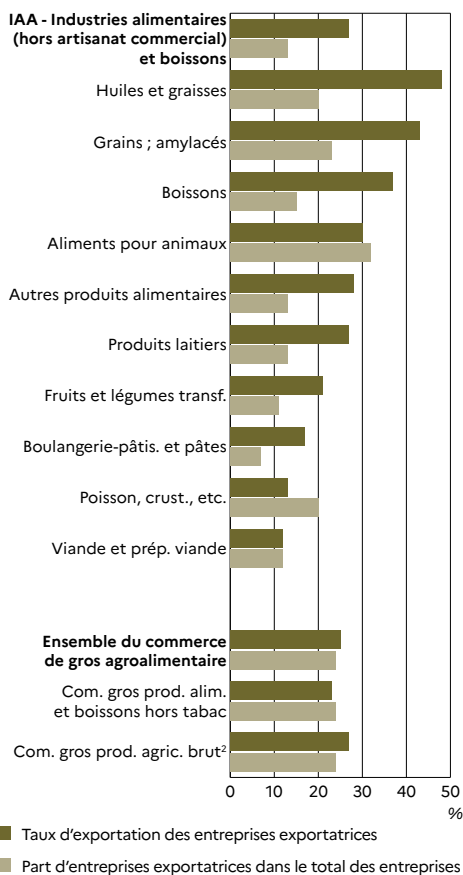
Entreprises exportatrices en 2022

• Selon la catégorie d'entreprises¹

Catégorie d'entreprise	Part d'entreprises exportatrices dans le total des entreprises	Part du chiffre d'affaires à l'export	Taux d'exportation des entreprises exportatrices
		%	
Microentreprises	12	2	27
Petites et moyennes entreprises hors microentreprises	51	13	22
Entreprises de taille intermédiaire	90	42	24
Grandes entreprises	100	43	31
Ensemble	19	100	26

Lecture : parmi les microentreprises, 12 % sont exportatrices. Elles réalisent 2 % des exportations des IAA et du commerce de gros agroalimentaire. Leur taux d'exportation est de 27 %.

• Selon le secteur d'activité



1. Voir glossaire « entreprise au sens économique » et « Esane ».

2. Y compris animaux vivants.

Champ : France, entreprises des industries et du commerce de gros agroalimentaires, artisanat commercial et tabac exclus.

Sources : Insee - Esane, traitements SSP

Résultats économiques
taux de valeur ajoutée,
taux de marge commerciale

En 2022, le taux de valeur ajoutée (le rapport entre la valeur ajoutée et le chiffre d'affaires) de l'industrie agroalimentaire hors artisanat commercial (IAA) s'établit à 19 %, contre 24 % dans l'industrie manufacturière. Ce taux est plus élevé dans la fabrication de boissons (28 %), de produits de boulangerie-pâtisserie et de pâtes alimentaires (23 %), et d'autres produits alimentaires (22 %) tels que le chocolat, le thé et le café. À l'inverse, la fabrication d'huiles et de graisses affiche le taux de valeur ajoutée le plus bas (9 %), avec un poids élevé des achats de matières premières (62 % du chiffre d'affaires).

Comme dans l'industrie manufacturière, les microentreprises de l'industrie alimentaire dégagent en moyenne un taux de valeur ajoutée plus élevé que les grandes entreprises : 27 % contre 15 %. Une exception demeure toutefois dans la fabrication de boissons, où les grandes entreprises affichent un taux plus élevé (37 %) que dans les microentreprises (28 %).

Le taux de marge commerciale rapporte la marge faite sur les ventes de marchandises (la différence entre les ventes et le coût d'achat) au coût d'achat. En 2022, ce taux atteint 22 % dans le commerce de gros agroalimentaire, soit 4 points de moins que dans l'ensemble du commerce de gros. Il est bien plus élevé dans le commerce de gros de produits alimentaires et de boissons (28 %) que dans celui de produits agricoles bruts (13 %), où les achats de marchandises pèsent plus lourd (82 % contre 72 % du chiffre d'affaires).

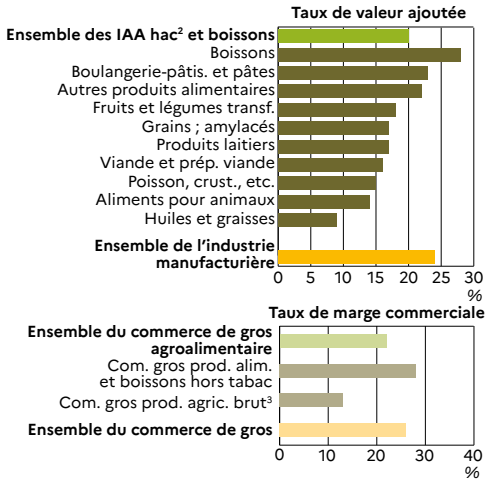
Charges d'exploitation rapportées
au chiffre d'affaires en 2022

Secteur d'activité (Naf rév.2)	Achats de matières premières	Achats de marchandises	Autres achats et charges externes
		%	
Huiles et graisses	50	17	18
Grains ; amylicés	43	22	20
Aliments pour animaux	44	21	20
Produits laitiers	62	17	15
Viande et prép. viande	45	20	22
Poisson, crust., etc.	40	21	25
Fruits et légumes transf.	44	10	24
Autres produits alimentaires	37	16	27
Boulangerie-pâtis. et pâtes	42	26	19
Boissons	40	10	27
Com. gros prod. agric. brut ¹	5	82	8
Com. gros prod. alim. et boissons hors tabac	4	72	12

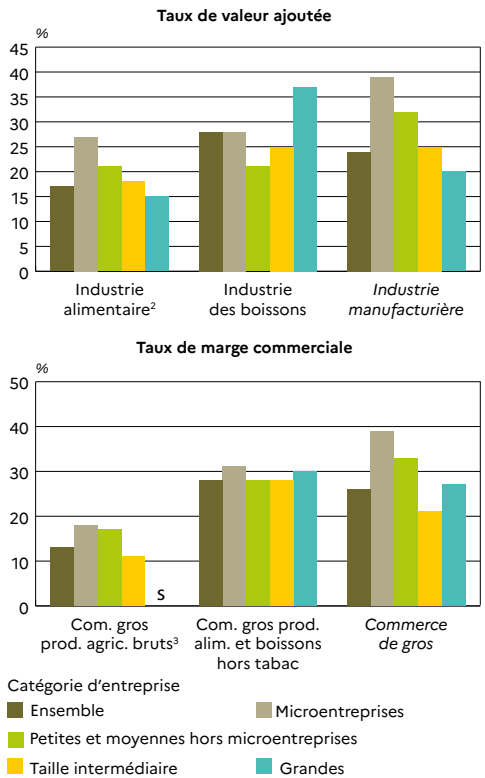
1. Y compris animaux vivants.
Champ: France, entreprises des industries et du commerce de gros agroalimentaires, artisanat commercial et tabac exclus.
Sources: Insee - Esane, traitements SSP

Taux de valeur ajoutée et taux
de marge commerciale en 2022

• Selon le secteur d'activité



• Selon la catégorie d'entreprise¹



1. Voir glossaire « entreprise au sens économique » et « Esane ».
2. Hors artisanat commercial.
3. Y compris animaux vivants.
s : donnée soumise au secret statistique.
Champ : France, entreprises des industries et du commerce de gros agroalimentaires, artisanat commercial et tabac exclus.
Sources: Insee - Esane, traitements SSP

Résultats économiques

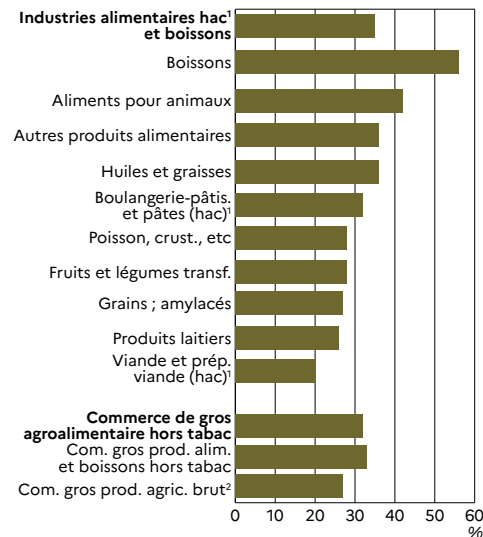
taux de marge

Le taux de marge mesure la part de l'excédent brut d'exploitation (EBE) - soit la richesse créée restante après rémunération des salariés - à la valeur ajoutée aux coûts des facteurs (VACF) - soit la richesse totale créée par l'entreprise. Cet EBE sert à financer le renouvellement des équipements, à payer les impôts et les frais financiers, à investir et à rémunérer les actionnaires.

En moyenne sur 2021-2022, le taux de marge des industries alimentaires et de boissons hors artisanat commercial (IAA) s'élève à 35 %, contre 29 % dans l'ensemble de l'industrie manufacturière. Il est plus bas dans la transformation de la viande (20 %), mais atteint 56 % dans la fabrication de boissons. Ce sont les entreprises de taille intermédiaire (ETI) et les grandes entreprises qui dégagent les taux de marge les plus élevés (37 % et 36 % respectivement).

Dans le commerce de gros agroalimentaire hors tabac, le taux de marge est un peu plus faible comparé à celui du commerce de gros dans son ensemble (32 % contre 38 %). Il varie selon les secteurs : 27 % pour les produits agricoles bruts, 33 % pour les produits transformés. Les petites et moyennes entreprises (PME hors microentreprises) présentent les meilleurs taux de marge (37 %), devant les microentreprises (33 %), les entreprises de taille intermédiaire (32 %) et les grandes entreprises (20 %).

Taux de marge selon le secteur moyenne 2021-2022



1. Hors artisanat commercial.

2. Y compris animaux vivants.

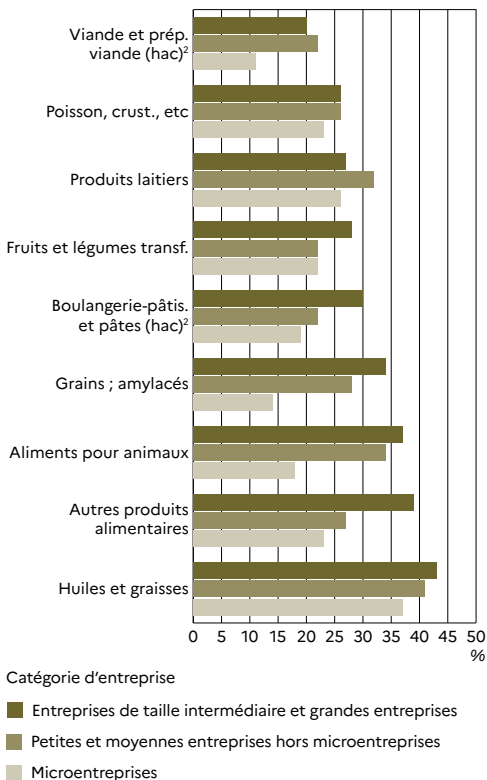
Champ : France, entreprises des industries et du commerce de gros agroalimentaires, artisanat commercial et tabac exclus.

Sources : Insee - Esane, traitements SSP

Taux de marge selon la catégorie d'entreprise¹ moyenne 2021-2022

Secteur d'activité (Naf rév. 2)	Catégorie d'entreprise¹				
	Ensemble	MIC	PME hors MIC	ETI	GE
%					
IAA - Industries alimentaires hac² et boissons	35	26	29	37	36
Industries alimentaires hac²	29	21	26	32	28
Fabrication de boissons	56	41	42	51	67
Industrie manufacturière	29	21	23	30	33
Commerce de gros agroalimentaire hors tabac	32	33	37	32	20
Com. gros prod. agric. brut³	27	41	40	26	s
Com. gros prod. alim. et boissons hors tabac	33	31	36	34	24
Commerce de gros	38	28	33	34	51

• Dans les secteurs de l'industrie alimentaire²



Catégorie d'entreprise

■ Entreprises de taille intermédiaire et grandes entreprises

■ Petites et moyennes entreprises hors microentreprises

■ Microentreprises

s : secret statistique.

1. Voir glossaire « entreprise au sens économique » et « Esane ».

2. Hors artisanat commercial.

3. Y compris animaux vivants.

Champ : France, entreprises des industries et du commerce de gros agroalimentaires, artisanat commercial et tabac exclus.

Sources : Insee - Esane, traitements SSP

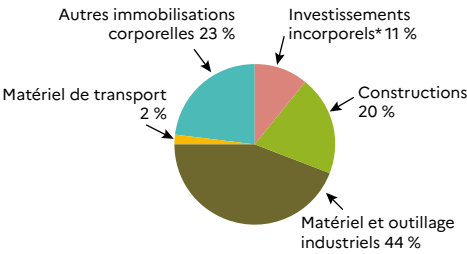
Résultats économiques
taux d'investissement

Le taux d'investissement représente la part de la valeur ajoutée consacrée aux investissements corporels, c'est-à-dire aux dépenses liées à l'acquisition ou à la création de moyens de production (bâtiments, matériel et outillage, etc.). En 2021 et 2022, ce taux s'établit en moyenne à 19 % dans l'industrie agroalimentaire hors artisanat commercial (IAA), contre 15 % dans l'ensemble de l'industrie manufacturière. Il est particulièrement élevé pour les microentreprises, atteignant 40 % dans les industries alimentaires (contre 20 % pour l'ensemble des entreprises) et 55 % dans la fabrication de boissons (contre 16 %). Par ailleurs, 89 % des investissements réalisés par les IAA sont de nature corporelle. Le secteur des huiles et graisses est celui qui présente le plus fort taux d'investissement (37 %), à l'opposé des boissons (16 %).

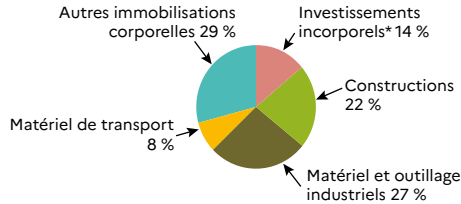
Sur la période, les entreprises du commerce de gros agroalimentaire affichent un taux d'investissement de 15 %, contre 9 % pour l'ensemble du commerce de gros. Là encore, les microentreprises ont un taux plus élevé que l'ensemble des entreprises : 27 % dans le commerce de gros de produits agricoles bruts (contre 22 %) et 18 % dans le commerce de produits agricoles transformés (contre 13 %). Les investissements corporels représentent 86 % des investissements totaux dans ce secteur.

Type d'investissement
moyenne 2021-2022

Industries agroalimentaires hors artisanat commercial



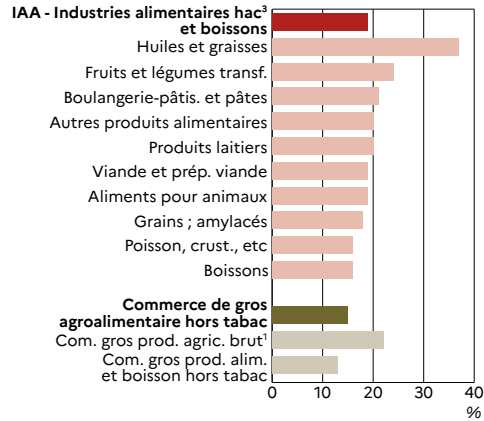
Commerce de gros agroalimentaire¹



1. Hors tabac.
* Investissements incorporels : achats de brevets et licences, formation professionnelle, etc.
Champ : France.
Sources : Insee - Esane, traitements SSP

Taux d'investissement
moyenne 2021-2022

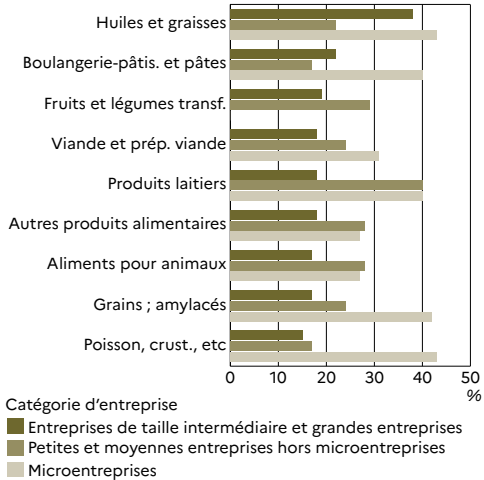
• Selon le secteur d'activité



• Selon la catégorie d'entreprise²

Secteur d'activité (Naf rév. 2)	Catégorie d'entreprise ²				
	Ensemble	MIC	PME hors MIC	ETI	GE
%					
IAA - Industries alimentaires hac ³ et boissons	19	45	26	19	15
Industries alimentaires ³	20	40	26	21	16
Fabrication de boissons	16	55	26	14	12
Industrie manufacturière	15	18	15	17	13
Commerce de gros agroalimentaire hors tabac	15	20	14	14	16
Com. gros prod. agric. brut ¹	22	27	16	23	s
Com. gros prod. alim. et boissons hors tabac	13	18	13	11	12
Commerce de gros	9	13	9	9	7

• Dans les secteurs de l'industrie alimentaire³



Catégorie d'entreprise
■ Entreprises de taille intermédiaire et grandes entreprises
■ Petites et moyennes entreprises hors microentreprises
■ Microentreprises

s : secret statistique.
1. Y compris animaux vivants.
2. Voir glossaire « entreprise au sens économique » et « Esane ».
3. Hors artisanat commercial.
Champ : France.
Sources : Insee - Esane, traitements SSP

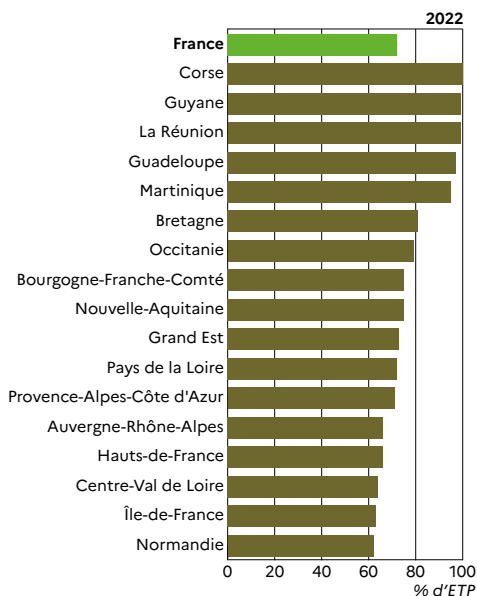
Emploi par région

En 2022, les industries alimentaires (hors artisanat commercial) et de boissons concentrent près des deux tiers des 607 000 équivalents temps plein (ETP) employés par les établissements de l'agroalimentaire implantés en France, commerce de gros inclus. Les trois plus grands secteurs employeurs sont le commerce de gros de produits alimentaires et de boissons, la transformation de la viande, et la fabrication d'autres produits alimentaires (tels que le sucre, le thé ou le café). Cinq régions rassemblent à elles seules plus de la moitié (54 %) des salariés de l'agroalimentaire : la Bretagne (12 %), l'Auvergne-Rhône-Alpes (11 %), les Pays de la Loire (10 %), la Nouvelle-Aquitaine (10 %) et l'Île-de-France (10 %).

L'ancrage territorial d'une entreprise peut être appréhendé par la localisation de ses salariés. Ainsi, une entreprise est qualifiée de monorégionale lorsque la totalité de ses salariés travaillent dans une seule région et de quasi-monorégionale lorsque cette proportion atteint au moins 80 %. En 2022, 72 % des salariés des industries (hors artisanat commercial) et du commerce de gros agroalimentaires dépendent d'entreprises mono ou quasi-monorégionales. Cette part varie de 62 % en Normandie à 100 % en Corse.

Part des entreprises agroalimentaires monorégionales et quasi-monorégionales

En pourcentage de l'emploi salarié en ETP du secteur agroalimentaire dans la région



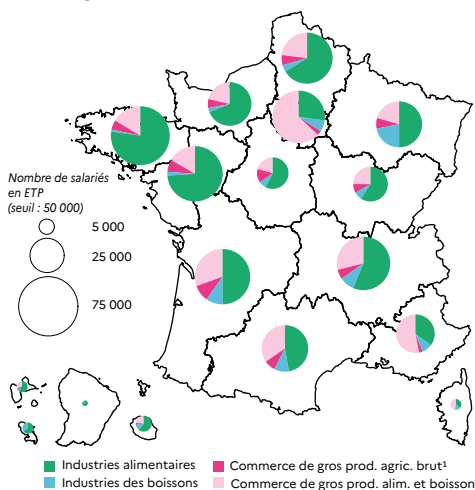
Lecture : en Bretagne, les entreprises monorégionales et quasi-monorégionales concentrent 81 % de l'emploi salarié en ETP du secteur agroalimentaire de la région.

Champ : France entière (hors Mayotte), entreprises de l'industrie et du commerce de gros agroalimentaires, hors artisanat commercial et hors tabac.

Sources : Insee - Flores 2022, Esane 2022, traitements SSP

Établissements agroalimentaires : emploi salarié en ETP en 2022

• Par région



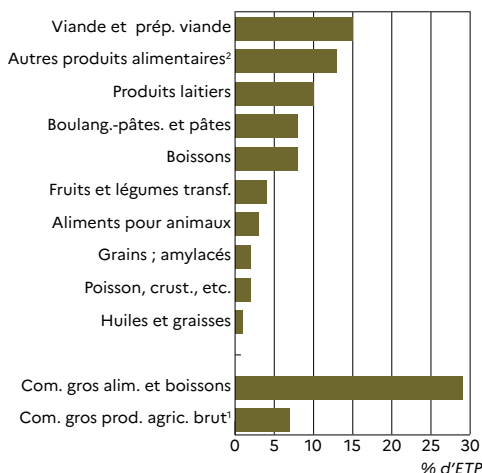
1. Y compris animaux vivants.

2. Sucre, café, thé...

Champ : France entière (hors Mayotte), établissements actifs en fin d'année et ayant pour secteur d'activité l'industrie et le commerce de gros agroalimentaires, artisanat commercial et tabac exclus.

Sources : Insee - Flores 2022, traitements SSP

• Par secteur d'activité



Conditions de travail
salariés des IAA

En 2019, les conditions de travail des salariés des industries agroalimentaires (IAA, y compris tabac) sont principalement caractérisées par des contraintes de rythme de travail (cadences, dépendance immédiate avec les collègues, contrôles ou surveillance par la hiérarchie...) et par des facteurs de pénibilité physique. Près de 70 % d'entre eux déclarent rester longtemps debout et plus de 50 % effectuer des longs ou fréquents déplacements à pied ou porter des charges lourdes. En revanche, ils sont moins nombreux que d'autres salariés de l'industrie à être exposés à des produits dangereux ou des poussières. La moitié des salariés des IAA déclarent devoir toujours ou souvent se dépêcher ou ne pas pouvoir quitter son travail des yeux. Ils mentionnent également subir une exposition à des températures basses ou travailler avec une absence de vue sur l'extérieur, davantage que les autres salariés.

En 2023, au sein des industries alimentaires et des boissons, 17 740 accidents du travail (AT) ont nécessité un arrêt et 3 040 salariés ont déclaré une maladie professionnelle (MP). Entre 2022 et 2023, le nombre d'AT diminue (- 0,5 %) et celui de MP augmente (+ 1,2 %) ; ils restent bien inférieurs à ceux enregistrés avant la crise sanitaire : respectivement 20 680 et 3 700 par rapport à 2019. En moyenne, avec 33 accidents du travail pour 1 000 salariés, les industries alimentaires sont plus exposées que l'ensemble des activités couvertes par le régime général (27 pour 1 000). En revanche, le secteur de la fabrication de boissons l'est moins (21 pour 1 000).

Accidents du travail
et maladies professionnelles

	2022	2023	2022	2023
	nombre		indice de fréquence (IF) pour 1 000 salariés	
Industries alimentaires				
Accidents du travail	17 039	16 909	33,2	33,0
Maladies professionnelles	2 948	2 969	5,7	5,8
Fabrication de boisson				
Accidents du travail	787	829	20,4	21,1
Maladies professionnelles	57	72	1,5	1,8
Ensemble des activités¹				
Accidents du travail	564 189	555 803	27,3	26,8
Maladies professionnelles	44 217	47 434	2,1	2,3

1. Activités couvertes par la Cnam, hors agriculture et régimes spéciaux.
Champ : accidents et maladies professionnelles des salariés ayant donné lieu à un premier versement sur la période considérée et ayant entraîné un arrêt de travail d'au moins 24 heures, une incapacité permanente ou/et un décès. Ces statistiques n'incluent pas celles des bureaux et sièges sociaux pour les accidents du travail.
Source : Cnam

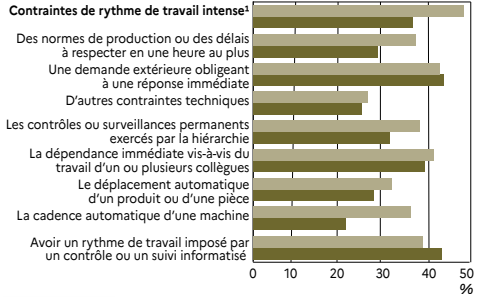
Conditions de travail en 2019
Proportion de salariés qui déclarent des contraintes

• Contraintes et exposition à des risques physiques

	IAA	Toutes industries
	%	
Contraintes physiques intenses¹	59,1	44,2
Rester longtemps debout	67,0	50,1
Rester longtemps dans une autre posture pénible ou fatigante à la longue	36,8	32,9
Effectuer des déplacements à pied longs ou fréquents	50,9	42,7
Porter ou déplacer des charges lourdes	57,1	40,9
Subir des secousses ou des vibrations	12,1	20,7
Exposition à des risques physiques²	34,6	42,4
Être exposé à un bruit intense ³	56,0	64,8
Respirer des fumées ou des poussières	40,6	46,4
Être en contact avec des produits dangereux	32,3	43,7

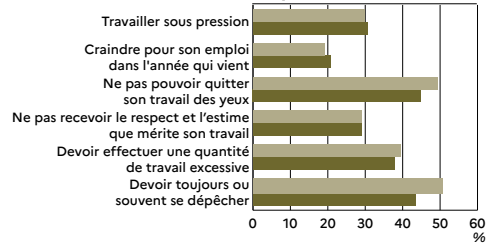
1. C'est-à-dire subir au moins trois contraintes physiques parmi les cinq citées.
2. C'est-à-dire être exposé à au moins deux risques physiques parmi les trois cités.
3. Bruit qui gêne pour entendre une personne située à 3 mètres.

• Contraintes de rythme de travail

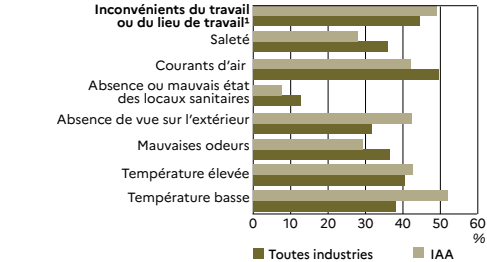


1. C'est-à-dire subir au moins trois contraintes parmi les 7 citées (hors contrôle ou suivi informatisé).

• Intensité du travail, contrainte de vigilance, insécurité socio-économique



• Inconvénients liés au travail



1. C'est-à-dire subir au moins trois inconvénients parmi les 7 cités.
Champ : France (hors Mayotte), salariés de l'industrie.
Sources : Dares, Drees, DGAFF, Insee - Enquête Conditions de travail 2019

Innovation

entreprises de 10 salariés ou plus

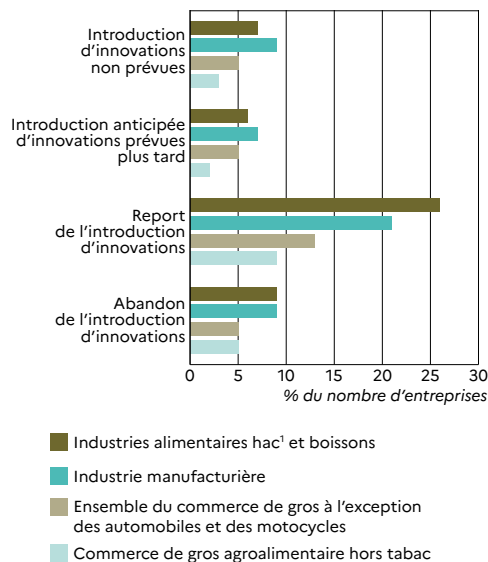
Entre 2020 et 2022, 63 % des entreprises de 10 salariés ou plus des industries agroalimentaires hors artisanat commercial (IAA) et la moitié de celles du commerce de gros de produits agroalimentaires ont introduit une innovation en produits ou en procédés ou se sont engagées dans des activités d'innovation ou de recherche et développement (R&D).

L'innovation est un peu plus fréquente dans les IAA que dans l'ensemble des industries manufacturières. Sur cette période, les secteurs les plus innovants sont la transformation et conservation de fruits et légumes ainsi que la fabrication d'autres produits alimentaires (thé, café, chocolat, cacao, condiments, plats préparés...).

Les entreprises des IAA sont également légèrement plus nombreuses à innover en procédés : 49 % contre 47 % dans l'industrie manufacturière. En revanche, elles le sont un peu moins pour mettre sur le marché des produits nouveaux (16 % contre 20 %).

La crise sanitaire a pesé sur les décisions d'innovation des entreprises. Ainsi, 7 % des IAA ont introduit des innovations non prévues, et 6 % ont introduit des innovations initialement programmées pour plus tard. À l'inverse, 26 % ont reporté des projets d'innovation et 9 % les ont abandonnés. À l'exception des reports de projets d'innovations, ces proportions sont du même ordre de grandeur que celles observées dans l'ensemble de l'industrie manufacturière.

Impacts de la crise sanitaire sur les innovations en produits ou procédés entre 2020 et 2022



1. Hors artisanat commercial.
Lecture : entre 2020 et 2022, 7 % des entreprises des industries alimentaires (hors artisanat commercial) et boissons ont introduit des innovations en produits ou en procédés non prévues.
En outre, 6 % ont introduit des innovations prévues pour plus tard.
Champ : entreprises (au sens de la loi de modernisation de l'économie de 2008) de 10 salariés ou plus implantées en France ; voir glossaire « entreprise au sens économique ».
Sources : Insee, Enquête Capacité à innover et stratégie (CIS) 2022, traitements SSP

Proportions d'entreprises innovantes entre 2020 et 2022 par type d'innovation

Secteur d'activité (Naf rév. 2)	Innovation au sens large ¹	Innovations technologiques		Innovations en procédés	Activités de R&D
		Produits ²	Dont produits nouveaux sur le marché	Procédés ²	
		% du nombre d'entreprises			
Industries alimentaires hac ³ et boissons	63	28	16	49	44
Industries alimentaires hors artisanat commercial	62	29	17	48	49
Trans. et conserv. viande et prép. viande	51	14	7	43	34
Trans. et conserv. poisson, crust., etc	59	26	13	53	44
Trans. et conserv. de fruits et légumes	82	45	23	53	60
Fab. huile et graisse végétale et animale	54	35	13	32	61
Fab. de produits laitiers	67	32	12	61	43
Travail des grains ; fab. prod. amylacés	60	18	12	38	37
Fab. prod. boulangerie-pâtis. et pâtes	53	39	18	38	56
Fab. autres produits alimentaires	78	35	26	56	65
Fab. d'aliments pour animaux	65	45	40	47	66
Fabrication de boissons	64	26	9	54	20
Industrie manufacturière	58	30	20	47	38
Commerce de gros agroalimentaire hors tabac	50	22	14	42	26
Com. gros prod. agric. brut et anim. viv.	42	18	17	30	41
Com. gros prod. alim. et boisson hors tabac	52	22	13	45	23
Ensemble du commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	52	25	17	43	25
Industries et commerce de gros agroalimentaires hac ³ hors tabac	57	25	15	46	35

1. L'ensemble comprend les innovations en produits et en procédés (y compris organisation et marketing), les activités d'innovation en cours ou abandonnées, ainsi que le développement d'activités de R & D. 2. Pour chacun des termes voir glossaire « innovation (IAA) ». 3. Hors artisanat commercial.
Lecture : 63 % des entreprises des industries alimentaires (hors artisanat commercial) et boissons ont innové entre 2020 et 2022.

Champ : entreprises (au sens de la loi de modernisation de l'économie de 2008) de 10 salariés ou plus implantées en France ; voir glossaire « entreprise au sens économique ».

Sources : Insee, Enquête Capacité à innover et stratégie (CIS) 2022, traitements SSP

Technologies de l'information et de la communication (TIC)

En 2024, 96 % des entreprises de 10 personnes occupées ou plus (salariés et non-salariés) dans les industries alimentaires (hors artisanat commercial) et de boissons (IAA) déclarent avoir mis en place au moins une mesure de sécurité pour leurs systèmes d'information (authentification par mot de passe fort, chiffrement des données, etc.), un taux supérieur à celui de l'ensemble de l'industrie manufacturière (92 %). En comparaison, les entreprises du commerce de gros agroalimentaire sont un peu moins nombreuses à sécuriser leurs systèmes d'information (89 %, contre 96 % pour l'ensemble de commerce de gros).

Les IAA se distinguent aussi par une plus forte présence de personnel spécialisé en TIC : 22 % des entreprises en emploi, contre seulement 11 % dans le commerce de gros agroalimentaire.

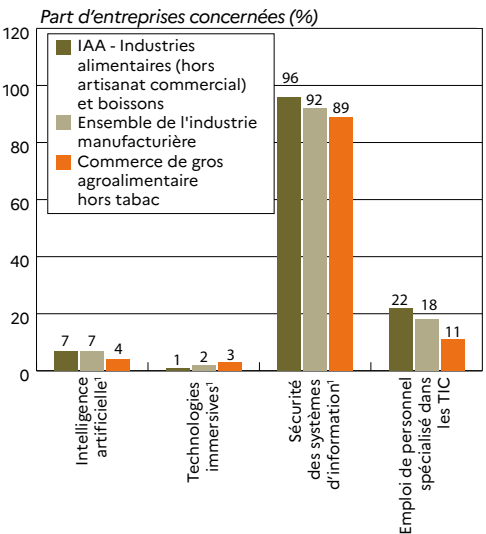
Concernant les technologies avancées, 7 % des entreprises des IAA utilisent au moins une solution d'intelligence artificielle (comme la reconnaissance vocale ou d'images), un niveau équivalent à celui de l'industrie manufacturière dans son ensemble, mais supérieur à celui du commerce de gros agroalimentaire (4 %). L'utilisation de technologies immersives (réalité augmentée, virtuelle ou mixte) reste marginale : 1 % dans les IAA, contre 2 % dans l'industrie manufacturière.

Enfin, en 2023, un peu plus d'une entreprise des IAA sur deux (54 %) a réalisé des ventes via un site web ou par des messages de type « Échange de données informatisées » (EDI), contre seulement 23 % dans l'ensemble de l'industrie manufacturière. Ces ventes représentent 42 % de leur chiffre d'affaires.

Utilisation de services et personnel spécialisé dans les TIC en 2024

	Intelligence artificielle ¹	Technologies immersives ¹	Sécurité des systèmes d'information ¹	Emploi de personnel spécialisé dans les TIC
Part d'entreprises concernées (%)				
IAA - Industries alimentaires (hors artisanat commercial) et boissons	7	1	96	22
Ensemble de l'industrie manufacturière	7	2	92	18
Commerce de gros agroalimentaire hors tabac	4	3	89	11
Ensemble du commerce de gros (hors automobiles et motocycles)	11	4	96	22

Taux d'utilisation dans les IAA et boissons et dans l'industrie manufacturière en 2024



1. Voir glossaire « type d'équipements des TIC ». Champ : entreprises au sens économique de 10 personnes occupées ou plus, implantées en France, des secteurs marchands hors secteurs agricoles, financiers et d'assurance. Sources : Insee - TIC 2024, traitements SSP

Part des entreprises ayant effectué des ventes par commerce électronique en 2023

	IAA	Ensemble de l'industrie manufacturière	Commerce de gros agroalimentaire	Ensemble du commerce de gros
%				
Ventes				
Via un site web ou des messages de type EDI ¹	54	23	16	26
Part de ces ventes dans le chiffre d'affaires total ²	42	26	34	33
Part des entreprises réalisant plus de 80 % de leurs ventes électroniques à d'autres entreprises (B2B) ou des administrations (B2G) ²	54	53	71	62

Lecture : 54 % des entreprises des industries agroalimentaires réalisent des ventes via un site web ou des messages de type EDI.
1. Échange de données informatisées (Electronic Data Interchange).
2. Calculée sur le champ des entreprises utilisant le site web ou des messages de type EDI pour leurs activités de ventes.
Champ : entreprises au sens économique de 10 personnes occupées ou plus, implantées en France, des secteurs marchands hors secteurs agricoles, financiers et d'assurance.
Sources : Insee - TIC 2024, traitements SSP

Production et prix

production en volume des IAA en France

En 2024, la production en volume des industries agroalimentaires connaît une légère reprise de 0,8 %, après une année 2023 marquée par une baisse de 2,2 %. L'activité y est plus dynamique que dans l'ensemble de l'industrie manufacturière (- 0,2 %).

Les activités de transformation et de conservation de viandes progressent de 3,0 %, portées par le rebond de la transformation et conservation de viandes de volaille, qui enregistre une hausse de 10,5 %. Ce secteur avait été pénalisé en 2022 et en 2023 par des épisodes de grippe aviaire. Le travail des grains et la fabrication de produits amylacés reprennent également (+ 2,5 %), après une forte baisse en 2023. La fabrication d'aliments pour animaux, celle des « autres produits alimentaires » (notamment les condiments et les assaisonnements), ainsi que les produits laitiers contribuent aussi à ce redressement.

À l'inverse, certains secteurs connaissent une baisse de production. Les activités de transformation et de conservation de fruits et légumes reculent de 2,5 %, principalement en raison de la forte diminution de la fabrication de jus de fruits et légumes (- 8,5 %). La fabrication de boissons (hors vins calmes) continue de se replier en 2024, avec une nouvelle baisse de 2,1 %, en grande partie en raison de la chute de la production de champagne (- 9,9 %).

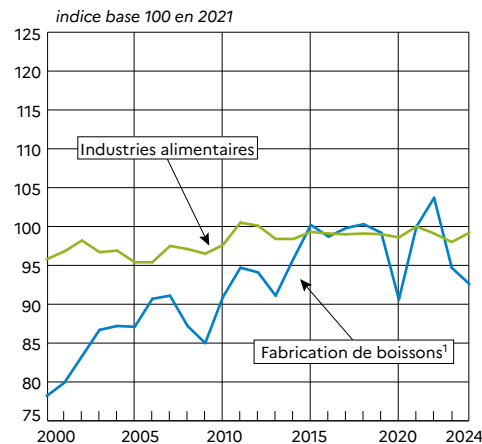
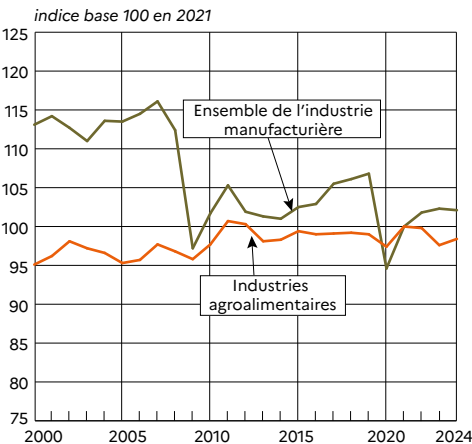
Les activités de fabrication de produits de boulangerie-pâtisserie et de pâtes alimentaires restent stables, tout comme la transformation et la conservation de poisson.

Évolution de la production des IAA

Secteur d'activité (Naf. Rév. 2)	2023/2022	2024/2023
%		
Viandes	- 2,0	3,0
Viande de boucherie	- 4,4	- 0,1
Viande de volaille	1,8	10,5
Préparations à base de viande	- 0,8	2,9
Poisson	- 3,0	- 0,9
Fruits et légumes	- 1,0	- 2,5
Préparations à base de pomme de terre	2,4	2,8
Jus de fruits et légumes	- 5,0	- 8,5
Autres préparations à base de fruits et légumes	- 1,0	- 2,6
Huiles et graisses	6,1	1,7
Produits laitiers	- 1,0	1,0
Grains; amylacés	- 11,9	2,5
Boulangerie- pâtis. et pâtes	0,9	0,7
Autres produits alimentaires	- 2,3	1,1
Cacao, chocolat et produits de confiserie	3,8	- 4,2
Condiments et assaisonnements	10,0	6,2
Plats préparés	- 5,1	- 0,6
Aliments homogénéisés et diététiques	- 0,8	- 5,1
Aliments pour animaux	- 0,8	1,3
de ferme	0,3	1,9
de compagnie	- 4,0	- 0,5
Boissons¹	- 8,7	- 2,1
Boissons alcooliques distillées	- 19,7	0,6
Champagne	- 6,7	- 9,9
Bières	- 5,2	- 0,1
Boissons rafraîchissantes et eaux minérales	- 3,1	0,5
Ensemble des produits des industries agroalimentaires	- 2,2	0,8

1. Non compris les vins.
Source : Insee - Indice de la production industrielle

Évolution de la production industrielle des IAA depuis 2000



1. Non compris les vins.
Source : Insee - Indice de la production industrielle

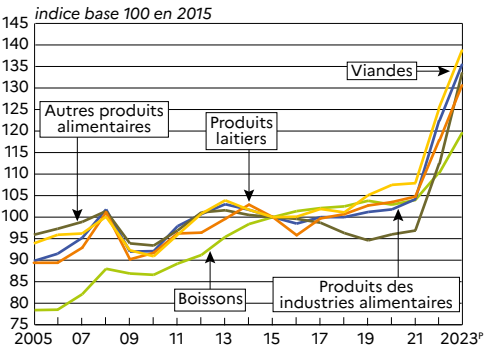
Production et prix
production commercialisée
et prix des IAA en France

En 2023, les ventes des industries agro-alimentaires (IAA, hors tabac) françaises s’élèvent à 163,5 milliards d’euros. Les boissons en constituent le premier poste avec 19,6 % de la valeur totale de la production commercialisée, suivies des viandes (19,4 %), des produits laitiers (16,2 %) et des autres produits alimentaires tels que le sucre, la confiserie et les plats préparés (14,4 %).

Les ventes des produits des IAA continuent de progresser en valeur en 2023, avec une hausse de 5,1 %. Cette évolution globale masque toutefois des disparités sectorielles. Le segment des boissons se stabilise, alors que les ventes des industries alimentaires poursuivent leur dynamique (+ 6,6 %). Cette croissance est notamment portée par les fruits et légumes transformés (+ 13,7 %) et les autres produits alimentaires (+ 12,1 %), tandis que les huiles et graisses reculent nettement (- 10,2 %), après avoir atteint un pic en 2022.

Les prix à la production des produits alimentaires augmentent de 10,6 % entre 2022 et 2023, avec des hausses marquées pour les produits à base de grains et d’amylacés (+ 19,9 %), ainsi que les autres produits alimentaires (+ 18,6 %). À l’inverse, les huiles et graisses, qui avaient connu la plus forte hausse de prix en 2022, subissent une forte baisse en 2023 (- 22,8 %).

Prix à la production des industries
alimentaires et boissons



Évolution des prix à la production des industries
alimentaires et des boissons

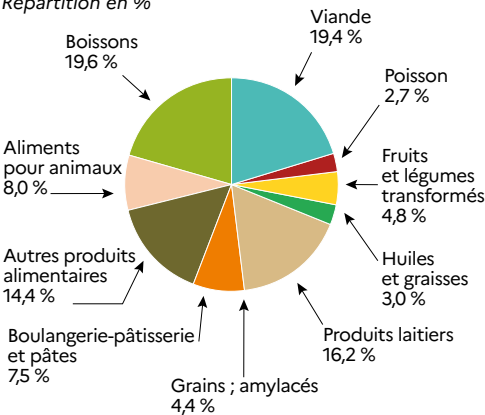
Nomenclature CPF rev.2 ¹	2022/2021 2023 ² /2022	
	%	
10 - Produits des industries alimentaires	17,5	10,6
10.1 - Viande	16,0	10,7
10.2 - Poisson ²	12,7	16,9
10.3 - Fruits et légumes transformés	5,7	13,9
10.4 - Huiles et graisses	52,8	- 22,8
10.5 - Produits laitiers	12,5	10,8
10.6 - Grains ; amylacés	34,6	19,9
10.7 - Boulang-pâtis. et pâtes	14,5	14,5
10.8 - Autres produits alimentaires	16,1	18,6
10.9 - Alim. pour animaux	24,6	0,6
11 - Boissons	6,2	8,2

1. Voir glossaire « classification des produits ».
2. Indice disponible pour le marché français uniquement.
Source: Insee - Indice des prix à la production pour l'ensemble des marchés - prix de base

Valeur des productions agroalimentaires commercialisées

Productions agroalimentaires commercialisées
en 2023² : 163,5 milliards d’euros

Répartition en %



1. Voir glossaire « classification des produits ».
Source: Agreste - Prodcom

Évolution de la valeur des productions
agroalimentaires commercialisées

Nomenclature CPF rev.2 ¹	2022/2021 2023 ² /2022	
	%	
10-11 Produits des industries alimentaires et boissons	13,5	5,1
10- Produits des industries alimentaires	14,7	6,6
10.1 - Viande	11,3	5,0
10.2 - Poisson	13,3	4,0
10.3 - Fruits et légumes transformés	13,9	13,7
10.4 - Huiles et graisses	46,7	- 10,2
10.5 - Produits laitiers	10,6	6,5
10.6 - Grains ; amylacés	22,1	5,8
10.7 - Boulang-pâtis. et pâtes	16,8	10,5
10.8 - Autres produits alimentaires	13,8	12,1
10.9 - Alim. pour animaux	17,6	3,1
11 - Boissons	9,1	- 0,5

Consommation d'énergie dans les IAA

En 2023, les établissements des industries alimentaires (hors artisanat commercial) et de boissons (IAA) de 20 salariés ou plus consomment 4,5 millions de tonnes d'équivalent pétrole (tep) en énergie, soit 6,2 % de moins qu'en 2022.

Les établissements des IAA privilégient le gaz naturel pour leurs besoins énergétiques. Celui-ci représente 48 % de la consommation totale, devant l'électricité (37 %), la vapeur (6 %), le butane-propane (2 %) et le charbon (1 %).

La facture énergétique des IAA s'élève à 5,8 milliards d'euros en 2023, en forte hausse de 38 % sur un an. L'augmentation la plus importante concerne la facture d'électricité (+ 68 %), loin devant celles de butane-propane (+ 27 %), de gaz naturel (+ 12 %) et de vapeur (+ 11 %).

En 2023, le prix moyen de l'électricité achetée par les établissements des IAA a poursuivi sa hausse (+ 73 %), comme celui du gaz naturel (+ 27 %). La baisse des prix de gros (de marché) de l'électricité et du gaz naturel en 2023 ne bénéficient en effet pas à tous les établissements en raison de la nature de leur contrat (par exemple contrat à prix fixe sur une durée contractuelle).

La fabrication de produits laitiers, le travail des grains et la fabrication de produits amylacés, et celle de sucre concentrent 47 % de la consommation totale d'énergie des IAA. Les deux derniers secteurs utilisent des processus de fabrication énergivores, tout particulièrement pour le sucre.

Achats d'énergie

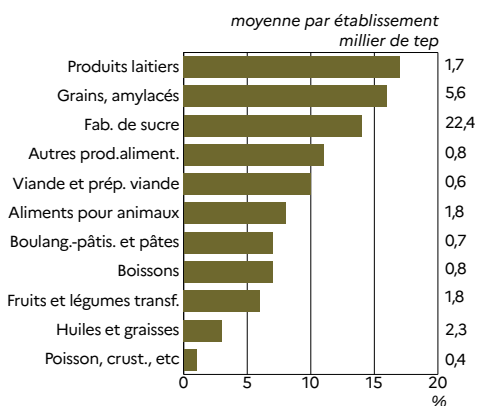
	2020	2021	2022	2023
	million d'euros			
Électricité	1 328	1 565	1 933	3 239
Combustibles	909	1 223	2 146	2 418
dont gaz naturel	764	1 030	1 959	2 194
fioul lourd	22	21	3	4
fioul domestique	21	17	27	29
butane, propane	36	48	60	77
houille, lignite, coke de houille	39	74	38	21
Vapeur	95	96	132	147
Toutes énergies	2 332	2 884	4 211	5 803

Champ : France, établissements des industries alimentaires (hors artisanat commercial) et de boissons (IAA) de 20 salariés ou plus. Sources : Insee - Enquêtes annuelles sur les consommations d'énergie dans l'industrie, traitements SSP

Consommation d'énergie

	2020	2021	2022	2023
	millier de tep			
Électricité	1 695	1 773	1 743	1 682
Combustibles	2 895	2 908	2 820	2 587
dont gaz naturel	2 342	2 372	2 465	2 176
fioul lourd	38	27	3	5
fioul domestique	29	22	20	23
butane, propane	77	74	78	101
houille, lignite, coke de houille	196	219	84	40
Vapeur	289	271	256	253
Toutes énergies	4 879	4 952	4 819	4 522

• Par établissement selon le secteur d'activité des IAA en 2023

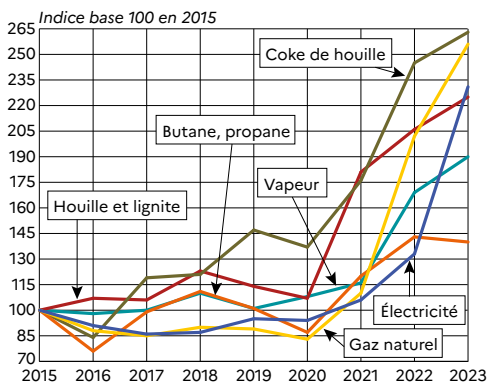


Lecture : en 2023, la fabrication de produits laitiers concentre 17 % de la consommation d'énergie des IAA. Chaque établissement de ce secteur consomme en moyenne 1,7 millier de tep (tonne d'équivalent pétrole) en énergie.

Champ : France, établissements des industries alimentaires (hors artisanat commercial) et de boissons (IAA) de 20 salariés ou plus.

Sources : Insee - Enquêtes annuelles sur les consommations d'énergie dans l'industrie, traitements SSP

Évolution des prix moyens par type d'énergie



Champ : France, établissements des industries alimentaires (hors artisanat commercial) et de boissons (IAA) de 20 salariés ou plus. Sources : Insee - Enquêtes annuelles sur les consommations d'énergie dans l'industrie, traitements SSP

Pêche maritime
capture et débarquement

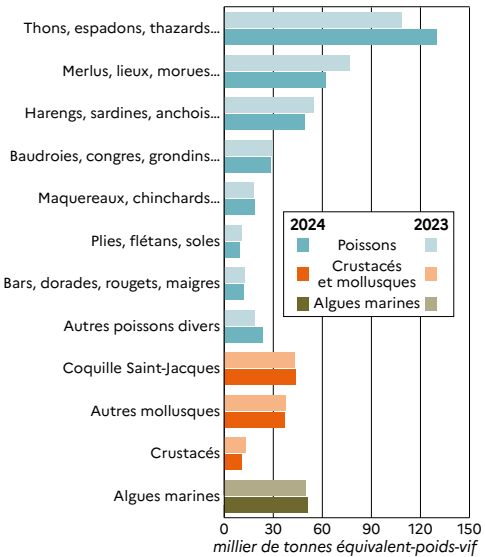
En 2023, avec 473 000 tonnes de produits de la mer pêchés, la France se situe à la deuxième place de l'Union européenne (UE). Les bateaux français réalisent 14,0 % des captures de l'Union européenne et 0,6 % des captures mondiales, loin derrière la Chine (15,5 %).

En 2024, les navires français ont pêché 477 000 tonnes de produits de la mer pour en débarquer 418 000 tonnes. La quantité débarquée est moins élevée du fait de la préparation réalisée sur le bateau (éviscération, étêtage, filetage...). Les captures sont quasi stables entre 2023 et 2024 (+ 1 %), après une baisse entre 2022 et 2023 ; elles restent néanmoins plus élevées qu'en 2020, année où elles avaient été particulièrement faibles (461 000 t) avec des captures moins importantes en mer d'Irlande (coquilles Saint-Jacques, algues) et dans l'Océan Indien (thons).

Les navires français pêchent en Atlantique Nord-Est (71 % des captures des navires français en 2024), dans l'océan Indien (15 %), en Atlantique Centre et Sud (11 %) et en Méditerranée (3 %). Ils débarquent en France (62 %), dans le reste de l'UE (17 %), aux Seychelles (13 %) et dans le reste de l'Afrique (6 %).

Plus de 320 espèces différentes sont pêchées mais les 12 principales représentent 70 % du total des débarquements : thon listao et albacore, laminaire digitée (algue brune), merlu européen, coquille Saint-Jacques, sardine, hareng de l'Atlantique, baudroie, maquereau et merlan bleu.

Espèces dominantes capturées par les navires français



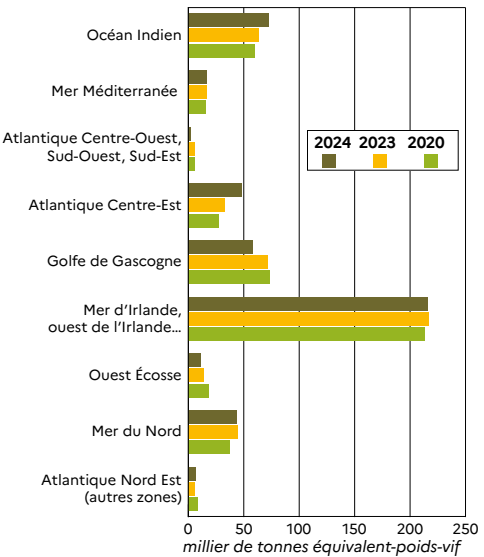
Source : Agreste - DGAMPA

Pêche maritime (captures) dans le monde¹

	Pêche maritime²		
	2010	2020	2023
	millier de tonnes équivalent-poids-vif		
Monde	77 353	78 784	79 048
dont Chine	13 099	11 890	12 224
Indonésie	5 046	6 430	7 217
USA	4 293	4 234	4 136
Inde	3 272	3 709	4 094
Vietnam	2 067	3 273	3 294
Norvège	2 838	2 205	2 356
Chili	3 048	2 162	2 115
Islande	1 081	1 020	1 297
UE à 27	4 733	3 815	3 373
dont Espagne	972	800	763
France	440	461	473
Danemark	828	732	495
Pays-Bas	433	306	267

1. Toutes les zones de pêche, hors eaux continentales.
2. Y compris les algues.
Sources : Eurostat (pays de l'UE), FAO (autres pays)

Principales captures des navires français par zone



Source : Agreste - DGAMPA

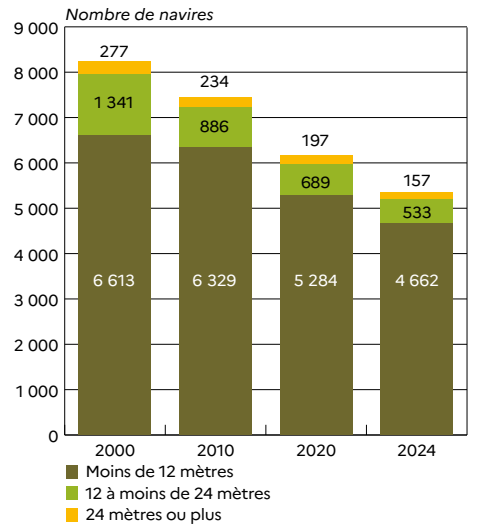
Pêche maritime
flotte et emplois marins

Depuis la mise en place de la politique commune de la pêche en 1983, l'Union européenne (UE) a adopté des politiques pour contenir la capacité de sa flottille de pêche, dans un objectif de gestion durable des ressources halieutiques. Depuis 2000, la flotte française a diminué de 35 %, pour atteindre 5 352 navires en 2024.

La flotte française représente 8 % de la flotte de l'Union européenne et 16 % de sa puissance. Avec 812 250 kW, elle se place en deuxième position parmi les pays de l'UE, entre l'Italie et l'Espagne. La flotte française est composée majoritairement de bateaux de moins de 12 mètres (4 662, soit 87 %).

En 2023, les navires de pêche français emploient 11 600 personnes pour une charge de travail équivalente à 6 670 équivalent-temps-plein. Le nombre de marins est en baisse de 16 % par rapport à 2013. Cette diminution est encore plus marquée dans les DOM (- 26 %). La métropole emploie près de 75 % des marins. Plus de 80 % d'entre eux travaillent dans la zone de l'Atlantique Nord-Est, et 15 % en Méditerranée. La Guadeloupe et la Martinique représentent respectivement 7 % et 8 % de la totalité de l'emploi marin.

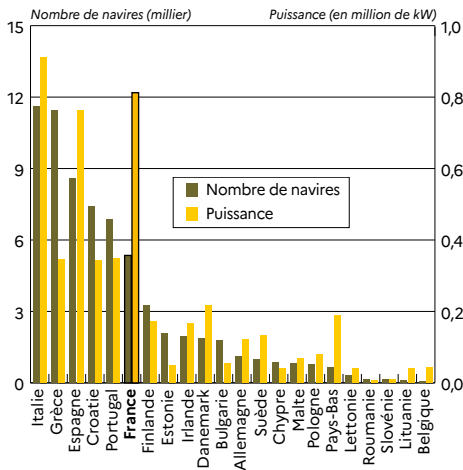
Flotte française de pêche maritime



	2000	2010	2020	2024
nombre				
Total navires	8 231	7 449	6 170	5 352
Moins de 12 mètres	6 613	6 329	5 284	4 662
12 à moins de 24 mètres	1 341	886	689	533
24 à moins de 40 mètres	214	184	155	129
40 mètres ou plus	63	50	42	28
millier de kW				
Puissance totale	1 115	1 035	955	812

Source : Agreste - Data Collection Framework

Flotte européenne en 2024



Note : UE à 27.
Source : Agreste - Data Collection Framework
agreste | GRAPH'AGRI 2025

Emplois¹ de marins pêcheurs

	2013	2023
nombre		
Zone maritime		
Golfe de Gascogne, Mers ibériques	3 174	2 692
Mers celtiques, Ouest Écosse, Islande	2 725	2 521
Mer du Nord, Manche Est	1 959	1 725
Méditerranée	2 068	1 697
Total métropole	9 926	8 635
Guadeloupe	1 212	803
Martinique	1 523	889
Guyane	362	350
La Réunion - Mayotte	345	517
Total DOM	3 442	2 559
Eaux internationales uniquement	413	410
Total France	13 781	11 604

1. Effectif annuel moyen embarqué sur les navires français.
Source : Agreste - Data Collection Framework

Pêche maritime

résultats économiques

En 2023, les performances économiques de la flotte française se détériorent. La valeur des débarquements baisse de 12 % par rapport à 2022, après deux années d'augmentation de 9 % et 6 % en 2021 et 2022, et retrouve un niveau proche de 2020, année de la pandémie de Covid-19.

Le chiffre d'affaires, estimé à 1,4 milliard d'euros, se compose principalement de la valeur des débarquements (93 %). En termes de chiffre d'affaires, la France se situe au deuxième rang européen derrière l'Espagne (2,0 milliards d'euros) et devant l'Italie (0,7 milliard d'euros). Après plusieurs années d'augmentation, les subventions directes au revenu se stabilisent par rapport à 2022 (elles avaient plus que triplé en 2020 par rapport à 2019). En 2023, ces niveaux élevés de subventions s'expliquent notamment par la mise en œuvre du dispositif d'arrêt temporaire aidé pour la sole et par les remises sur les achats de carburant face à l'augmentation du prix de l'énergie.

Les charges (ensemble des coûts hors coût d'amortissement) s'élèvent à 1,2 milliard d'euros en 2023, dont 42 % pour les salaires, premier poste de dépense, et 19 % pour le carburant. Les coûts du carburant représentent 16 % du chiffre d'affaires en 2023 (- 1 point par rapport à 2022). Après une nette décroissance entre 2014 et 2016 puis une augmentation régulière entre 2016 et 2019, cette part du coût de l'énergie s'est réduite en 2020, dans le contexte de l'épidémie de Covid-19. Elle a augmenté à nouveau en 2021 (+ 2 points) et surtout en 2022 (+ 5 points), sous l'effet de la hausse des prix, revenant ainsi à un niveau comparable à celui de 2014.

La valeur ajoutée brute, la marge brute et le bénéfice net en 2023 sont estimés respectivement à 650 millions d'euros, 135 millions d'euros et - 57 millions d'euros (déficit net). La valeur ajoutée et la marge brute diminuent par rapport à 2022 (de respectivement 13 % et 22 %) et le déficit net se creuse de 56 %, proche de son niveau de 2021.

Union européenne : chiffre d'affaires des principaux producteurs

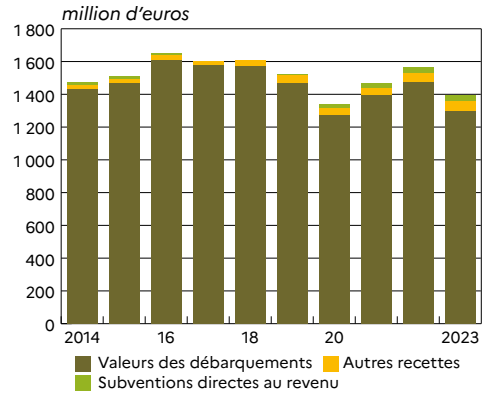
	2020	2022	2023
<i>million d'euros</i>			
Espagne	1 892	2 203	1 973
France	1 337	1 565	1 396
Italie	808	821	688
Danemark	541	435	461
Portugal	413	471	427
Irlande	374	353	394
Pays-Bas	413	427	308
Grèce	438	307	297
Allemagne	153	218	207
Croatie	112	130	143

Champ : France hors Mayotte et hors moins de 12 mètres pour La Réunion.

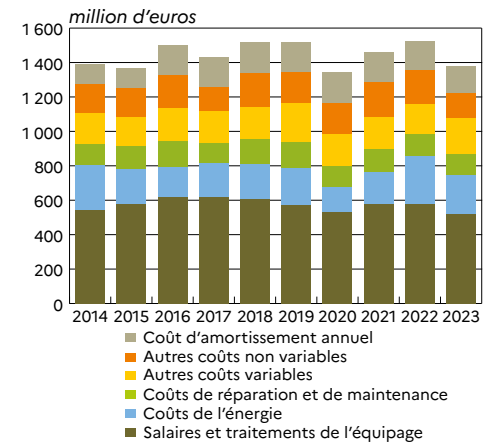
Source : Agreste - Data Collection Framework

Résultats de la pêche maritime française

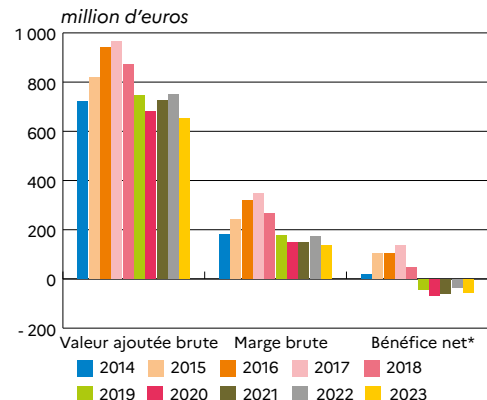
• Chiffre d'affaires



• Répartition des coûts opérationnels



• Valeur ajoutée, marge, bénéfice



* Le bénéfice net est la différence entre le chiffre d'affaires (hors subventions directes au revenu) et l'ensemble des coûts, y compris les amortissements et le coût d'opportunité du capital, estimé par convention en appliquant un taux d'intérêt de 3,5 % à la valeur du capital.

Champ : France hors Mayotte et hors moins de 12 mètres pour La Réunion.

Source : Agreste - Data Collection Framework

Aquaculture conchyliculture

En 2023, la production française de mollusques et crustacés, hors activités d'écloserie et de nurserie, s'élève à 146 400 tonnes, dominée par les huîtres (90 400 tonnes) et les moules (54 500 tonnes), soit une augmentation de 3 % par rapport à l'année précédente. Cette production génère un chiffre d'affaires de 661 millions d'euros.

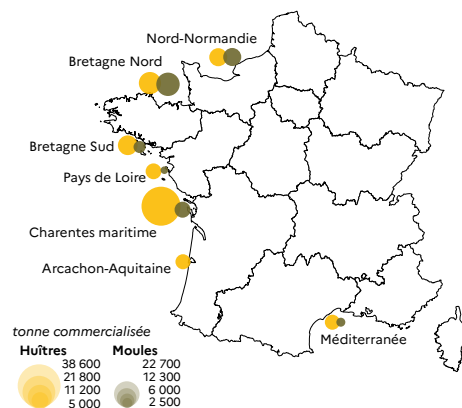
Au sein de l'Union européenne, la France occupe une place prépondérante dans la conchyliculture, réalisant 47 % du chiffre d'affaires et 29 % des volumes produits. Elle est de loin le premier producteur d'huîtres en Europe, avec 86 % des volumes. Pour les moules, elle se classe première en chiffre d'affaires grâce à un prix unitaire élevé (2,49 €/kg), mais reste en troisième position en volume, derrière l'Espagne qui en produit 155 700 tonnes à un prix bien plus bas (0,81 €/kg).

À l'échelle mondiale, la production conchylicole européenne représente seulement 1,5 % du total, un secteur largement dominé par les pays asiatiques, en particulier la Chine qui en concentre à elle seule 72,4 %.

En France, la production d'huîtres connaît une forte dynamique en 2023, avec une progression de 10 % en volume et de 23 % en valeur. À l'inverse, la production de moules recule de 6 % en volume et de 1 % en valeur sur un an.

Le secteur conchylicole français regroupe 2 596 entreprises, employant 18 100 personnes, soit 9 830 équivalents-temps-plein. La Charente-Maritime se distingue comme premier département ostréicole, avec 44 900 tonnes d'huîtres commercialisées. Elle emploie à elle seule 6 355 personnes, soit 2 937 équivalents-temps-plein.

Ostréiculture et mytiliculture en 2023¹



1. Hors écloserie/nurserie.
Source : Agreste - Enquête Aquaculture
agreste | GRAPH'AGRI 2025

Production conchylicole et d'élevage de crustacés dans le monde¹

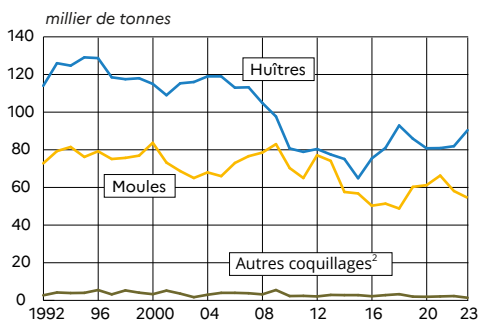
	2010	2023	2023
	millier de tonnes équivalent-poids-vif	millier de tonnes équivalent-poids-vif	million d'euros
Monde ²	19 210	33 210	134 171
dont Chine	14 090	24 043	97 447
Vietnam	454	1 667	9 244
Équateur	223	1 220	4 118
Inde	152	1 286	5 425
Indonésie	391	1 020	3 909
Thaïlande	863	527	1 895
Corée du Sud	363	432	787
Chili	234	398	1 133
Japon	422	299	586
USA	228	246	656
UE à 27 ²	570	498	1 411
dont Espagne	193	159	148
France	153	146	661
Italie	99	79	286

1. Hors écloserie/nurserie.

2. Estimation.

Sources : Eurostat, FAO

Production conchylicole¹ française de 1992 à 2023



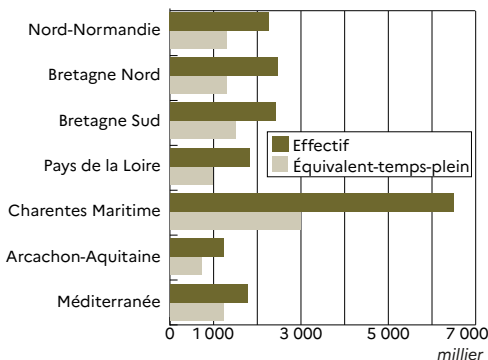
1. Hors écloserie/nurserie.

2. Coques et palourdes essentiellement.

Champ : France métropolitaine.

Sources : DGAMPA (1992-2013), MTEBNICN (2014-2015), Agreste - Enquêtes Aquaculture (2016-2023)

Emploi en conchyliculture et élevage de crustacés en 2023



Source : Agreste - Enquête Aquaculture

Aquaculture pisciculture

En 2023, la production française de poissons atteint 39 700 tonnes, principalement constituée de truites (29 300 tonnes). Cette production génère un chiffre d'affaires de 227 millions d'euros. À cela s'ajoute 110 tonnes d'œufs de poissons destinés à la consommation humaine, dont 45 tonnes de caviar d'esturgeon, valorisées à 31,6 millions d'euros.

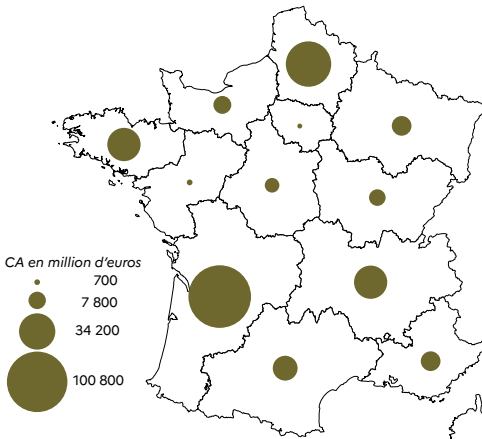
Au niveau européen, la France se classe cinquième producteur piscicole avec 7 % de la production totale, derrière la Grèce, l'Espagne, l'Italie et la Pologne. Elle occupe cependant la première place pour les salmonidés et la deuxième pour le caviar, mais reste en retrait dans la pisciculture marine, au septième rang.

À l'échelle mondiale, la production piscicole européenne ne représente qu'1 % du total, un secteur largement dominé par les pays asiatiques, en particulier la Chine qui en assure près de la moitié à elle seule.

En 2023, la production française de truites recule pour la troisième année consécutive, enregistrant une baisse de 10 %. À l'inverse, la pisciculture marine augmente de 13 % en volume et de 20 % en valeur, portée par une hausse du prix moyen de 9,5 €/kg à 10,1 €/kg. Les poissons d'étang affichent également une croissance soutenue, avec une augmentation de 9 % sur un an.

Les 666 entreprises piscicoles (dont 298 en étangs) emploient 3 078 personnes, soit 2 189 équivalents-temps-plein. La Nouvelle-Aquitaine est la première région piscicole de France avec 813 personnes employées, pour 616 équivalents-temps-plein (hors étangs). Elle génère un tiers du chiffre d'affaires national de la pisciculture.

Pisciculture en 2023¹



1. Toutes espèces vers toutes les destinations, y compris écloseries.

Source: Agreste - Enquête Aquaculture

Production piscicole dans le monde¹

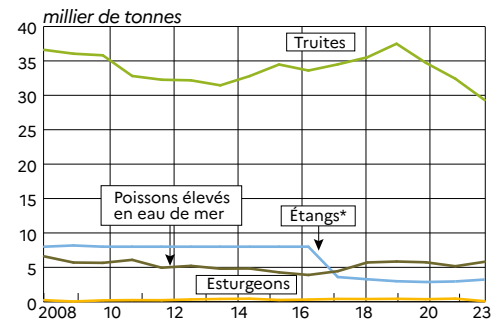
	2010	2023	2023
	millier de tonnes équivalent-poids-vif		million d'euros
Monde	37 753	63 842	177 708
dont Chine ²	20 700	29 773	89 227
Inde	3 634	10 029	20 271
Indonésie	1 913	4 588	6 821
Vietnam	2 226	3 683	4 829
Norvège	1 018	1 648	9 996
Turquie	167	544	2 555
Royaume-Uni	170	165	1 337
UE à 27 ²	501	552	3 361
dont Grèce ²	104	123	671
Espagne ²	61	84	652
Italie ²	52	51	330
Pologne ²	37	41	186
France	50	40	227
Malte ²	7	21	199

1. Hors ventes d'œufs pour la reproduction ou la consommation.

2. Estimation.

Sources: Eurostat, FAO

Production piscicole¹ française de 2008 à 2023



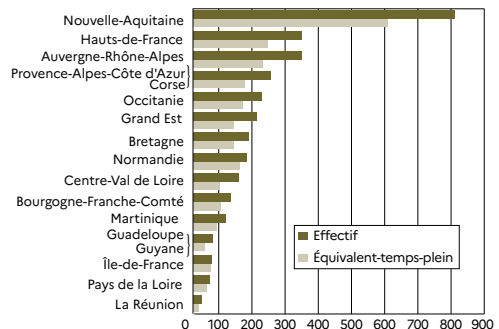
* Rupture de série : la production piscicole en étang a été réévaluée pour la première fois depuis 2010 dans le cadre du recensement de la pisciculture de 2018.

1. Hors écloserie/nurserie.

Champ: France métropolitaine.

Sources: DGAMPA (1991-2013), MTEBNICN (2014-2015), Agreste - Enquêtes Aquaculture (2016-2023)

Emploi en pisciculture en 2023¹



1. Hors bénévoles de la pisciculture en étangs.

Source: Agreste - Enquête Aquaculture

Aquaculture

culture d'algues et de cyanobactéries

En 2023, la production française d'algues et de cyanobactéries s'établit à 453 tonnes en équivalent-poids-vif (EPV), soit une baisse de 15 % par rapport à l'année précédente. Elle génère un chiffre d'affaires de 9,1 millions d'euros, dont 7,7 millions proviennent de la spiruline. Avec un prix unitaire moyen de 144 €/kg en poids sec, cette dernière se révèle particulièrement rentable pour les producteurs.

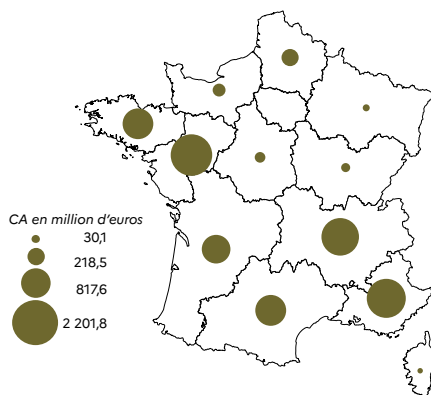
La France est le premier producteur d'algues et de cyanobactéries d'Europe, représentant 42 % de la production continentale. À l'échelle internationale, la quasi-totalité de la production se réalise toutefois en Asie, principalement en Chine (61 %) et en Indonésie (26 %).

En France, quatre régions – Provence-Alpes-Côte d'Azur, Auvergne-Rhône-Alpes, Occitanie et Nouvelle-Aquitaine – concentrent les deux tiers du chiffre d'affaires national, principalement grâce à des microentreprises de production de spiruline. La Bretagne se distingue par la production de macro-algues, tandis que la Provence-Alpes-Côte d'Azur génère à elle seule un quart du chiffre d'affaires de la spiruline.

En 2021, deux tiers des macro-algues étaient utilisées pour l'alimentation humaine et animale, tandis que les trois quarts des micro-algues l'étaient pour la cosmétique et la pharmacie. La spiruline est, quant à elle, destinée quasi exclusivement à l'alimentation humaine avec trois quarts des ventes réalisées en circuit court.

En 2023, le secteur compte 224 entreprises spécialisées dans la culture d'algues et de cyanobactéries en France (dont 181 dans la spiruline). Elles emploient 585 personnes, représentant 451 équivalents-temps-plein.

Culture d'algues et de cyanobactéries en 2023



Source : Agreste - Enquête Aquaculture
agreste | GRAPH'AGRI 2025

Production d'algues et cyanobactéries dans le monde

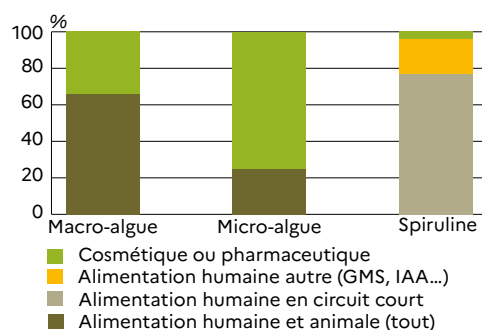
	2010	2023	2023
	millier de tonnes équivalent-poids-vif	millier de tonnes équivalent-poids-vif	million d'euros
Monde ¹	20 174,0	37 648,79	16 735,41
dont Chine ¹	12 273,0	23 063,88	12 593,28
Indonésie	3 915,0	9 753,41	1 685,98
Corée du Sud	902,0	1 741,77	593,79
Philippines	1 801,0	1 626,25	207,02
Japon ¹	433,0	298,60	1 235,24
Malaisie	208,0	225,09	20,02
Vietnam	18,0	10,73	4,86
Inde ¹	4,0	5,72	0,38
Norvège	nd	0,14	0,40
UE à 27 ¹	nd	1,48	14,94
dont Irlande ¹	nd	0,53	0,65
France ²	nd	0,45	9,05
Grèce ¹	nd	0,02	0,41
Espagne ¹	nd	0,02	2,58

1. Estimation.

2. Pour la spiruline, poids vif = 4* poids sec.

Sources : Eurostat, FAO

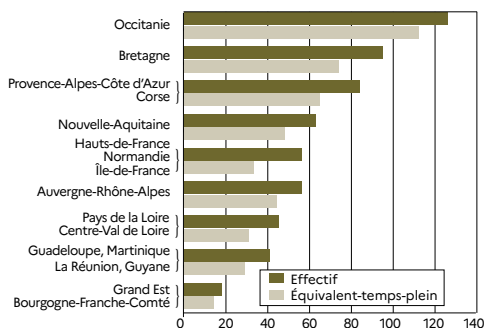
Destination de la production d'algues et de cyanobactéries en 2021



Champ : France métropolitaine.

Source : Agreste - Enquête Aquaculture

Emploi en culture d'algues et de cyanobactéries en 2023



Source : Agreste - Enquête Aquaculture

Commerce extérieur de la France

En France, la production de produits halieutiques ne couvre que partiellement la consommation. En 2024, le déficit du commerce extérieur se réduit pour la deuxième année consécutive. Avec - 4,9 milliards d'euros (Md€), il reste toutefois important puisqu'il s'agit du troisième plus haut niveau après 2022 (- 5,6 Md€) et 2023 (- 5,1 Md€).

Dans un contexte de recul des prix des produits importés mais de hausse des volumes achetés, la valeur des importations de produits halieutiques diminue de 1 % sur un an. Si les achats de poissons frais ou congelés (entiers) croissent de 6 %, les importations de filets de poissons mais surtout de mollusques et de crustacés reculent avec respectivement - 2 %, - 6 % et - 3 %. En 2024, la France importe principalement des poissons frais et des filets de poissons (respectivement 1,9 et 1,5 Md€).

Tous produits confondus, les exportations progressent de 1 %, tirées principalement par les ventes de poissons frais ou congelés (+ 8 %).

Les saumons, les crevettes, les thons et la morue pèsent fortement sur le déficit de la balance extérieure. Le principal excédent commercial provient de l'élevage des huîtres (89 millions d'euros en 2024).

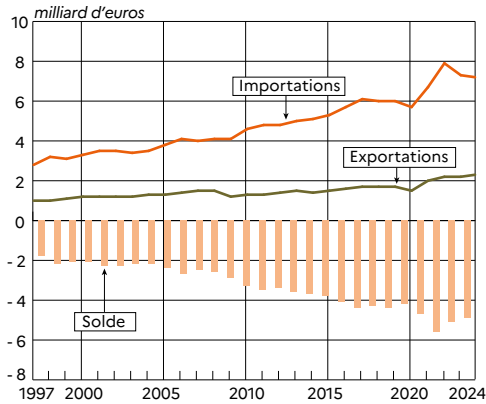
Les principaux fournisseurs de la France sont le Royaume-Uni, la Norvège et l'Espagne. À l'exportation, les principaux clients sont l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne.

Principaux produits dans le commerce extérieur

	2000	2010	2024
million d'euros			
Importations			
Saumons	688	865	1 906
Crevettes	642	632	804
Morues (cabillaud)	279	299	466
Thons	404	407	392
Coquilles Saint-Jacques, pétoncles, vanneaux	164	264	138
Exportations			
Saumons	49	116	379
Crevettes	139	105	163
Thons	368	110	105
Produits avec balance excédentaire			
Huîtres	12	23	89
Anguilles, civelles	30	21	18

Source: Douanes

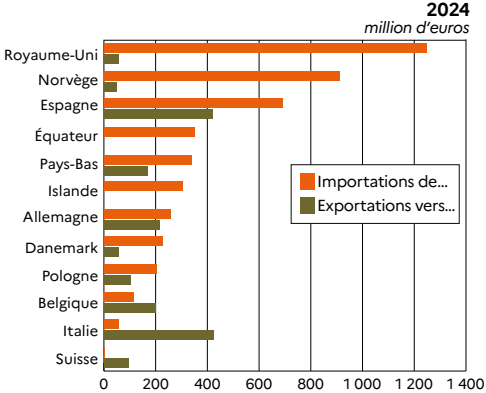
Commerce extérieur des produits de la pêche et de l'aquaculture



	2010		2024	
	Importations	Exportations	Importations	Exportations
million d'euros				
Poissons, crustacés, mollusques et autres	3 578	981	5 549	1 654
Poissons vivants	25	65	49	104
Poissons frais	950	271	1 859	462
Poissons congelés	179	159	220	120
Filets et autres chairs de poisson	1 020	108	1 518	180
Poissons séchés, fumés, salés	141	63	283	80
Crustacés	812	129	1 117	311
Mollusques	451	186	496	395
Autres invertébrés aquatiques	0	0	6	2
Préparations et conserves de poissons, crustacés et mollusques	882	189	1 389	364
Poissons, caviar	651	130	1 125	263
Crustacés, mollusques	232	58	264	101
Farines et solubles de poissons non comestibles	38	38	55	77
Graisses et huiles	38	25	151	130
Algues et dérivés	37	42	59	41
Total	4 573	1 274	7 203	2 265

Source: Douanes

Principaux partenaires de la France



Source: Douanes

Récolte de bois

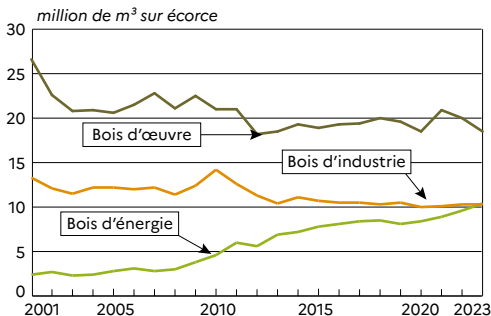
En 2023, la récolte de bois commercialisé en France métropolitaine s'élève à 39,2 millions de mètres cubes, en baisse de 1,9 % par rapport à 2022. Bien que son volume diminue de 7,3 %, le bois d'œuvre représente toujours la moitié de cette récolte. La quantité de bois d'industrie reste quasi stable (- 0,5 %) à 10,3 millions de mètres cubes. Le bois d'énergie, quant à lui, progresse de 7,8 % et dépasse pour la première fois le volume de bois d'industrie récolté, atteignant 10,4 millions de mètres cubes.

La récolte de bois d'œuvre est constituée aux trois quarts de conifères, principalement de l'épicéa (29 %), suivi du sapin (22 %), du pin maritime (21 %) et du douglas (20 %). Seule la récolte de sapin progresse légèrement sur un an (+ 1,6 %), tandis que celles d'épicéas et de pins maritimes reculent respectivement de 9,3 % et 11,6 %. Les feuillus représentent le quart restant de la récolte de bois d'œuvre, avec le chêne en tête (45 %), en baisse de 5,1 % sur un an. La récolte de peuplier chute de 18,6 % et représente 25 % de la récolte de feuillus.

La récolte de bois se concentre dans quatre régions : la Nouvelle-Aquitaine (25 %), le Grand Est (17 %), l'Auvergne-Rhône-Alpes (15 %) et la Bourgogne-Franche-Comté (14 %).

Les exploitants forestiers sont principalement implantés dans des départements à forte densité forestière, comme l'Isère (106 entreprises), le Doubs (87) et le Jura (75).

Récolte commercialisée de bois



	2022	2023	Évolution 2022-2023
	millier de m³ sur écorce		%
Récolte totale de bois¹	39 897	39 137	-1,9
Bois d'œuvre	19 975	18 510	-7,3
Grumes de feuillus	5 284	4 811	-9,0
Chêne	2 271	2 155	-5,1
Hêtre	928	857	-7,7
Peuplier	1 491	1 214	-18,6
Autres feuillus	594	585	-1,5
Grumes de conifères	14 691	13 699	-6,8
Sapin	2 981	3 029	1,6
Épicéa	4 327	3 925	-9,3
Pin maritime	3 204	2 831	-11,6
Douglas	2 834	2 728	-3,7
Autres conifères	1 345	1 186	-11,8
Bois d'industrie	10 311	10 263	-0,5
Feuillus	4 210	4 025	-4,4
Conifères	6 101	6 238	2,2
Bois énergie²	9 611	10 364	7,8

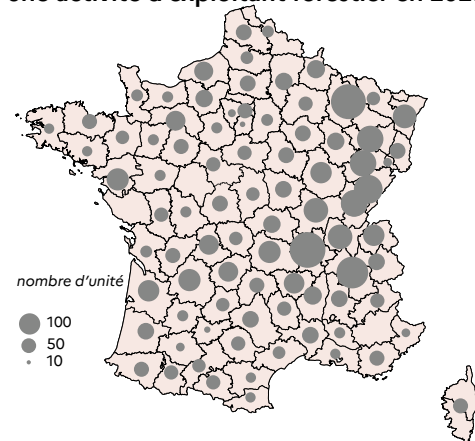
1. Bois récolté uniquement par les exploitants forestiers.

2. Autoconsommation non comprise.

Champ : France métropolitaine - Entreprises ayant à la fois une activité de récolte et de commercialisation de bois, en activité principale ou non.

Source : Agreste - Enquêtes annuelles de branche sur les exploitations forestières

Nombre d'établissements ayant une activité d'exploitant forestier en 2023

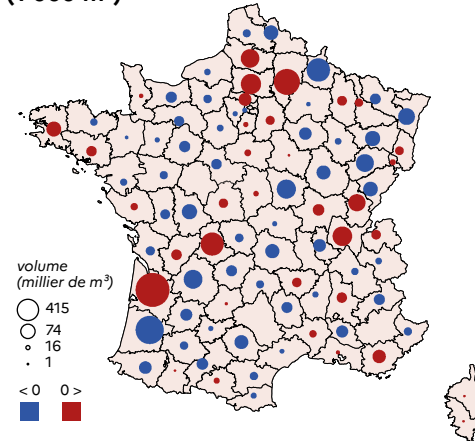


Note : nombre d'exploitants répondant à l'enquête par département du siège social.

Champ : France métropolitaine - Entreprises ayant une activité d'exploitant forestier, en activité principale ou non.

Source : Agreste - Enquête annuelle de branche sur les exploitations forestières

Variation de la récolte entre 2022 et 2023 (1 000 m³)



Lecture : les ronds rouges correspondent à une augmentation de la récolte entre 2022 et 2023 ; les ronds bleus à une diminution.

Champ : France métropolitaine - Entreprises ayant une activité d'exploitant forestier, en activité principale ou non.

Source : Agreste - Enquêtes annuelles de branche sur les exploitations forestières

Production de sciages

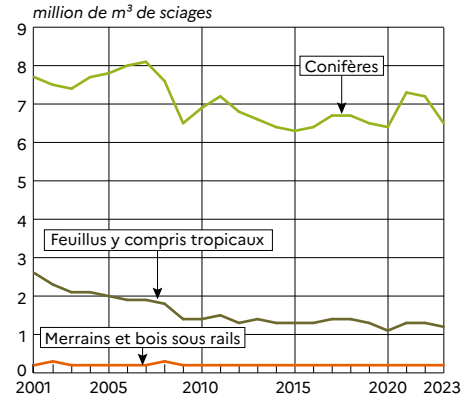
En 2023, la production française de sciages, de bois sous rails et de merrains recule de 8,6 % par rapport à 2022, pour s'établir à 7,9 millions de mètres cubes. Les sciages de conifères restent largement majoritaires, représentant 84 % de la production totale (soit 6,5 millions de m³). Le sapin et l'épicéa dominent ce segment (59 %), suivis par le douglas (17 %) et le pin maritime (15 %) dont la production chute de 20,6 % en un an.

Globalement, la production de sciages diminue de 9,1 % par rapport à l'année précédente. Côté feuillus, le chêne reste l'essence la plus sciée (46 % du volume total), mais enregistre la plus forte baisse (-11,2 %). Le hêtre et le peuplier, qui représentent respectivement 27 % et 18 % de la production de sciages de feuillus, affichent des replis plus modérés, de 2,4 % et 6,6 %. La production de bois sous rails progresse de 22,9 %, atteignant 118 000 mètres cubes. Celle des merrains, destinés à la fabrication de tonneaux, augmente de 3,1 %, pour s'établir à 67 000 mètres cubes.

La fabrication de sciages se concentre dans quatre régions : Auvergne-Rhône-Alpes (24 %), Nouvelle-Aquitaine (21 %), Bourgogne-Franche-Comté (18 %) et Grand Est (16 %).

Les scieries sont principalement implantées dans des départements à forte densité forestière, comme les Vosges (60 entreprises), le Doubs (46) et le Puy-de-Dôme (44).

Production de sciages

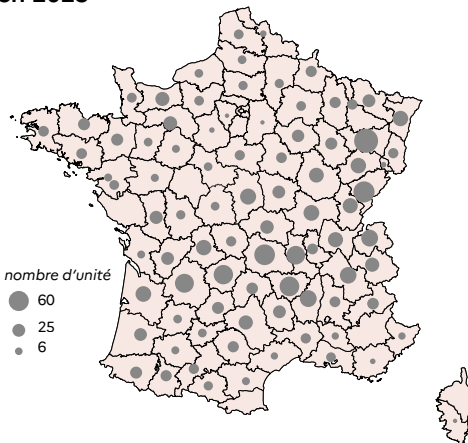


	2022	2023	Évolution 2022-2023
	millier de m ³ de sciages		%
Total des sciages, bois sous rail et merrains	8 613	7 872	-8,6
Sciages	8 452	7 687	-9,1
Feuillus tempérés	1 267	1 174	-7,3
Chêne	615	546	-11,2
Hêtre	331	323	-2,4
Peuplier	229	214	-6,6
Autres	92	91	-1,1
Conifères	7 159	6 489	-9,4
Sapin et épicéa	4 129	3 866	-6,4
Pin maritime	1 214	964	-20,6
Douglas	1 195	1 143	-4,4
Autres	621	516	-16,9
Feuillus tropicaux	26	24	-7,7
Bois sous rails	96	118	22,9
Merrains	65	67	3,1

Champ : France métropolitaine - Entreprises ayant une activité de sciage, en activité principale ou non.

Source : Agreste - Enquêtes annuelles de branche sur les scieries

Nombre d'exploitations de scierie en 2023

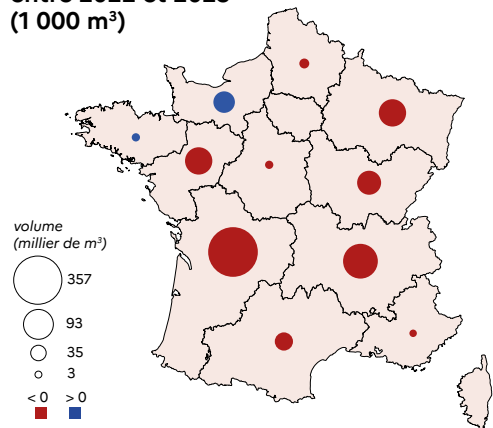


Note : nombre de scieries répondant à l'enquête par département du siège social.

Champ : France métropolitaine - Entreprises ayant une activité de sciage, en activité principale ou non.

Source : Agreste - Enquête annuelle de branche sur les scieries

Variation de la production de sciages entre 2022 et 2023 (1 000 m³)



Lecture : les ronds rouges correspondent à une diminution de la production entre 2022 et 2023 ; les ronds bleus à une augmentation.

Champ : France métropolitaine - Entreprises ayant une activité de sciage, en activité principale ou non.

Source : Agreste - Enquêtes annuelles de branche sur les scieries

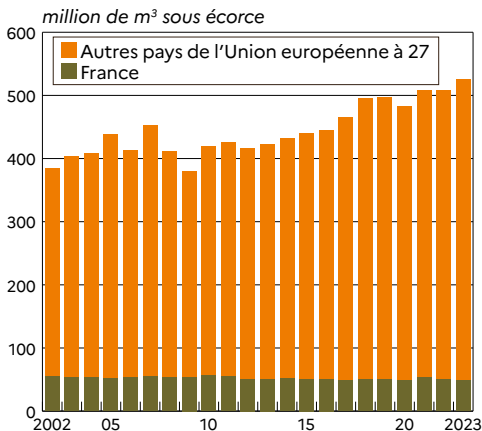
Récolte de bois et production de sciages dans l'Union européenne

En 2023, la récolte de bois dans les 27 pays de l'Union européenne augmente de 3 % et s'établit à 525 millions de m³ sous écorce. L'Allemagne conserve sa position de premier producteur avec 14 % du total, à égalité avec la Suède, suivies par la Finlande (12 %). La France se classe au 4^e rang, devant la Pologne, avec une part de 9 % de la récolte européenne.

La récolte de bois englobe trois grands usages : le bois d'œuvre destiné au sciage, le bois d'industrie utilisé pour la fabrication de pâte à papier et de panneaux de bois, et le bois de chauffage qu'il soit commercialisé et autoconsommé. Les conifères sont majoritaires dans la récolte européenne, avec des contributions majeures de la Suède (64 Mm³), de l'Allemagne (56 Mm³) et de la Finlande (50 Mm³). La France se distingue toutefois en tant que premier producteur européen pour la récolte de feuillus avec 29 millions de m³, devant l'Allemagne (17 Mm³) et la Finlande (13 Mm³).

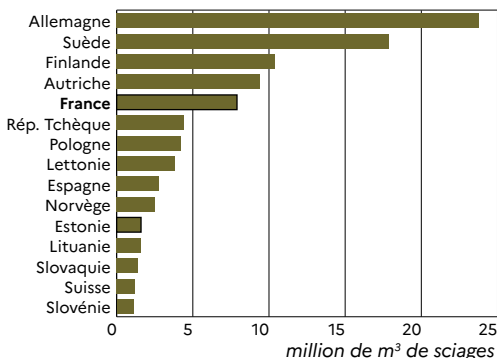
Concernant la production de sciages, les principaux pays producteurs en 2023 sont l'Allemagne (23,8 Mm³), la Suède (17,9 Mm³), la Finlande (10,4 Mm³), l'Autriche (9,4 Mm³) et la France (7,9 Mm³). Cette production reste largement dominée par les bois de conifères.

Récolte de bois sous écorce



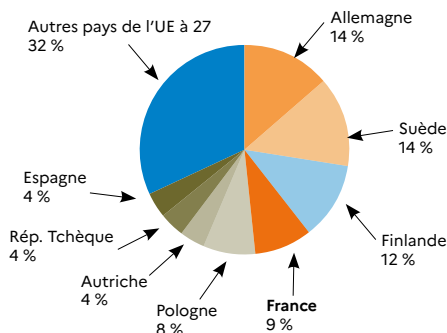
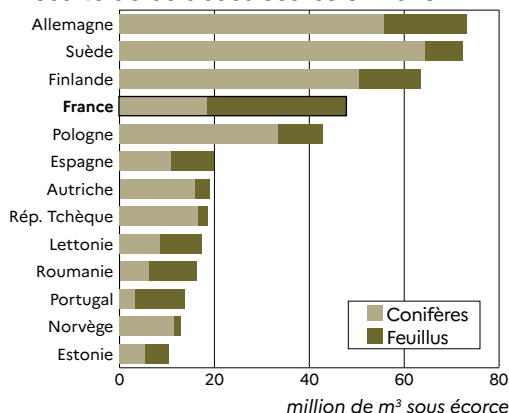
Source : Eurostat

Production de sciages en 2023



Champ : les pays produisant moins de 1 million de m³ de sciages ne sont pas affichés.
Source : Eurostat

Récolte de bois sous écorce en 2023



Champ : les pays récoltant moins de 10 millions de m³ sous écorce ne sont pas affichés.

Source : Eurostat

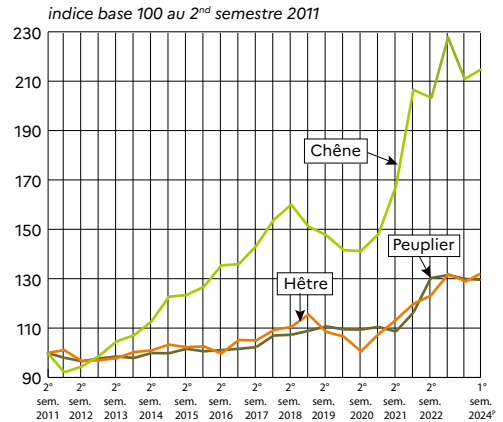
Prix des bois ronds

En 2024, la baisse des prix des grumes de conifères se poursuit en France. À l'inverse, les prix des grumes de feuillus repartent à la hausse par rapport à 2023. Les bois de trituration et d'énergie terminent l'année à des niveaux supérieurs à ceux enregistrés en fin d'année 2023.

Au premier semestre 2024, les prix des grumes de conifères reculent par rapport au deuxième semestre 2023 : ceux des sapins-épicéas baissent de 2,1 %, des pins maritimes de 3,5 % et des pins sylvestres de 5,8 %. Seul le douglas échappe à cette tendance, avec une stabilité de prix relative (+ 0,2 %). En revanche, les grumes de feuillus voient leurs prix progresser : celles de chêne augmentent de 1,9 %, de hêtre de 2,4 % tandis que celles de peuplier restent stables (- 0,2 %).

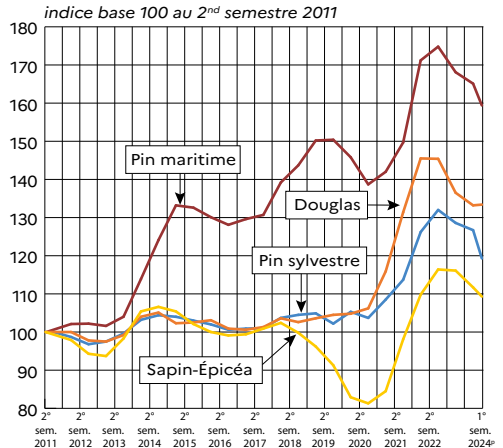
Le prix des bois de trituration et d'énergie sont orientés à la hausse sur l'ensemble de l'année 2024 : + 3,9 % pour les premiers et + 2,8 % pour les seconds. Parmi les bois de trituration, les résineux rouges enregistrent la plus forte progression de prix (+ 5,6 %), contre une hausse plus modérée pour les résineux blancs (+ 0,8 %). Du côté des bois énergie, les plaquettes forestières affichent la plus forte augmentation de prix (+ 6,7 %) tandis que le prix du bois bûche se maintient par rapport au quatrième trimestre 2023.

Prix des grumes de feuillus



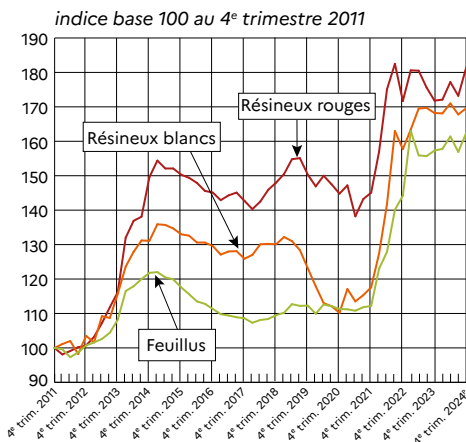
Source : Agreste - Indice de prix du bois

Prix des grumes de conifères



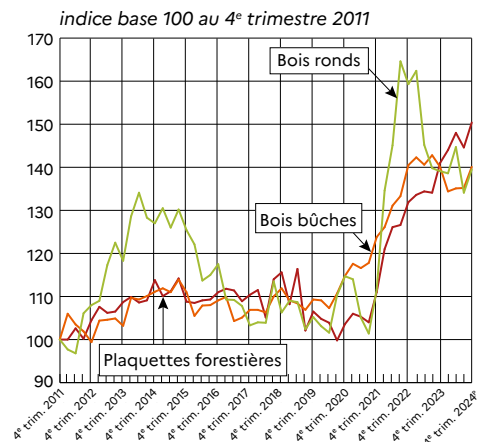
Source : Agreste - Indice de prix du bois

Prix du bois de trituration



Sources : Agreste, CEEB - Indice de prix du bois

Prix du bois énergie sylvicole



Sources : Agreste, CEEB - Indice de prix du bois

Commerce extérieur

En 2024, le déficit de la balance commerciale de la filière de bois s'établit à 7,8 milliards d'euros, en baisse de 700 millions d'euros par rapport à 2023. Cette amélioration s'explique par un recul des importations (- 500 millions d'euros) et une hausse des exportations (+ 200 millions d'euros). Ainsi, le déficit de la filière bois devient inférieur de 5,1 % au montant moyen des cinq dernières années.

La filière participe à hauteur de 9,6 % au déficit commercial global de la France 2024, contre 8,5 % en 2023. Cette progression relative s'explique par la diminution du déficit global français, en recul de 19 % sur un an.

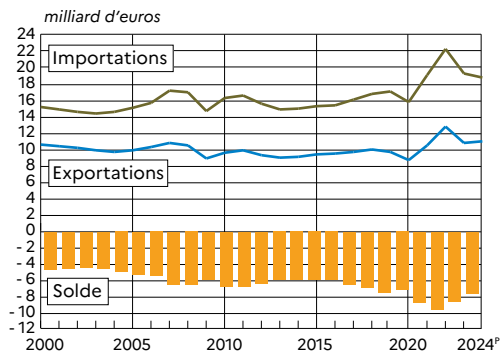
Seul le segment des bois bruts dégage un excédent commercial atteignant 220 millions d'euros. Tous les autres secteurs de la filière bois restent déficitaires. Le solde le plus négatif concerne les pâtes, papiers et cartons, avec un déficit de 3,2 milliards d'euros, suivi de la fabrication de meubles et sièges en bois (- 2,9 milliards d'euros).

Malgré son excédent, le solde des bois bruts enregistre une baisse notable de 24 % en 2024. Le solde des placages, panneaux et contreplaqués se maintient au niveau de 2023. En revanche, le déficit des autres produits de la filière se réduit : il recule de 23 % pour les sciages, de 11 % pour les pâtes, papiers et cartons, et de 3 % pour les meubles et sièges en bois.

Au sein du segment des bois bruts, les conifères représentent 61 % des importations en 2024 contre seulement 27 % des exportations. Au contraire, les feuillus représentent 34 % des importations et 73 % des exportations. Le solde commercial des bois bruts est essentiellement porté par les feuillus avec un excédent de 209 millions d'euros, contre seulement 28 millions pour les conifères.

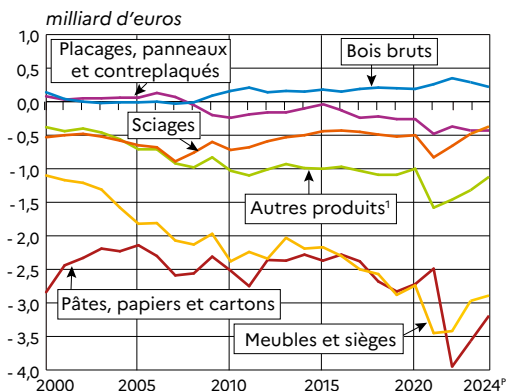
Concernant les sciages, les exportations de conifères et de feuillus sont proches, avec respectivement 230 et 240 millions d'euros. Cependant, les importations de sciages restent dominées par les conifères qui en représentent 77 %, contre 12 % pour les bois tropicaux et 11 % pour les feuillus.

Commerce extérieur de la filière bois



Champ : France.
Sources : Douanes, Agreste

Solde des échanges de la filière bois



1. Regroupe d'autres produits d'exploitation forestière (liège, piquets, manches d'outils...) et d'autres produits du travail mécanique du bois (ouvrages de menuiserie, tonnellerie...).
Sources : Douanes, Agreste

Commerce extérieur des bois bruts

	2021	2022	2023	2024 ^P
<i>Valeur</i>	<i>million d'euros</i>			
Importations totales	88	124	115	98
dont feuillus tempérés*	19	28	32	33
conifères*	51	77	67	60
tropicaux*	18	19	16	5
Exportations totales	342	449	376	331
dont feuillus tempérés*	250	355	291	242
conifères*	91	93	84	88
tropicaux*	1	1	1	1
Solde bois ronds	254	325	261	233

* Non compris les bois ronds traités et les bois ronds énergie.
Sources : Douanes, Agreste

Commerce extérieur des sciages

	2021	2022	2023	2024 ^P
<i>Valeur</i>	<i>million d'euros</i>			
Importations totales	1 270	1 217	956	864
dont feuillus tempérés	108	127	115	93
conifères	1 063	970	726	666
tropicaux	99	120	115	105
Exportations totales	482	540	447	473
dont feuillus tempérés	238	293	246	240
conifères	240	243	198	230
tropicaux	4	4	3	3
Solde sciages	- 788	- 677	- 509	- 391

Sources : Douanes, Agreste

Occupation des sols

En 2023, les sols naturels couvrent 40 % du territoire de la France métropolitaine, soit 22,0 millions d'hectares. Ces espaces ni agricoles, ni artificialisés, sont majoritairement composés de sols boisés (87 %), comprenant forêts, bosquets, haies et alignements d'arbres. Ils sont particulièrement présents dans les départements de l'Est et du Sud. Dans les départements d'Outre-mer (DOM), la Guyane se distingue avec 99 % de sols naturels, principalement des forêts et des zones humides.

Les sols artificialisés occupent 8,4 % de la France en 2023 et 9,5 % du territoire métropolitain. L'Île-de-France affiche le taux d'artificialisation le plus élevé (22 %), suivie des départements abritant les grandes métropoles comme le Rhône, le Nord et les Bouches-du-Rhône. Dans les DOM, la Guadeloupe, la Martinique et La Réunion ont des taux d'artificialisation supérieurs à la moyenne nationale, entre 12 et 17 % du territoire.

Les espaces naturels les plus vulnérables ou remarquables bénéficient de protections spécifiques, telles que les parcs nationaux, les parcs naturels, les réserves naturelles, ou encore les zones protégées par des arrêtés de protection de biotope.

Au niveau international, la France est signataire de la convention de Ramsar qui vise à protéger les zones humides. Par ailleurs, l'Union européenne a mis en place le réseau Natura 2000 pour préserver la biodiversité. En France, 1 834 sites Natura 2000 s'étendent aussi bien sur des sites terrestres que des sites marins.

Espaces naturels protégés (gérés en France)

2024	Nombre		Superficie	
	F. métro.	DOM	F. métro.	DOM
			millier d'hectares	
Zones humides au titre de la Convention de Ramsar	42	7	1 025	275
Réserves de biosphère	13	2	4 234	5 127
Sites Natura 2000	1 834	nc	20 383	nc
Zone de protection spéciale (ZPS) - directive « Oiseaux »	428	nc	16 350	nc
Site d'intérêt communautaire (SIC) / Zones Spéciales de Conservation (ZSC), directive « Habitats »	1 406	nc	15 549	nc
Parcs nationaux	8	3	1 504	3 790
Réserves naturelles nationales	151	14	204	309
Réserves naturelles de Corse	7	nc	87	nc
Réserves naturelles régionales	181	2	40	3
Arrêtés préfectoraux de protection de biotope	1 003	37	190	41
Réserves nationales de chasse et de faune sauvage	12	0	44	0
Réserves biologiques	260	16	48	84
Domaine d'intervention du Conservatoire du littoral	623	172	145	68
Site des Conservatoires d'espaces naturels avec maîtrise foncière totale	1 883	nd	31	nd
Parc naturel marin	6	2	2 359	11 582
Parcs naturels régionaux (PNR)	57	2	9 607	697
Bien naturel ou mixte du Patrimoine Mondial de l'Unesco	4	1	255	118
Zones marines protégées de la Convention OSPAR	43	nc	2 208	nc
Aires spécialement protégées d'importance méditerranéenne	9	nc	4 766	nc
Zones protégées de la Convention de Carthagène	nc	7	nc	13 946

Notes :
- validité des données au 01/01/2025 sauf ZPS et SIC/ZSC (12/2024) ;
- nc = non concerné, nd = non disponible ;
- réseau européen Natura 2000 : la France inclut des sites terrestres (pour 7,2 millions d'hectares) et des sites marins (pour 13,2 millions d'hectares).
Sources : MTEBNICN/CGDD/SDES - MNHN/INPN, UMS PatriNat (base « Espaces protégés » et base « Natura 2000 ») - Réseau des CEN - AAMP

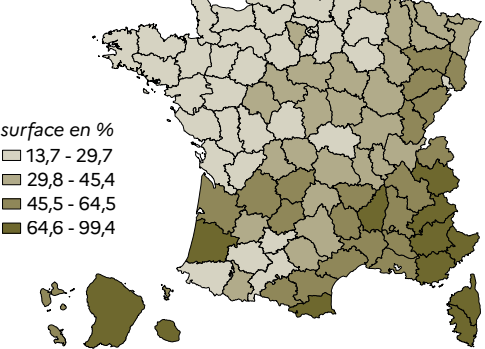
Sols naturels

(sols boisés, landes, sols nus, zones sous les eaux)

2023

France métropolitaine : 40,1 %

France : 48,0 %



Champ : France.
Source : Agreste - Teruti

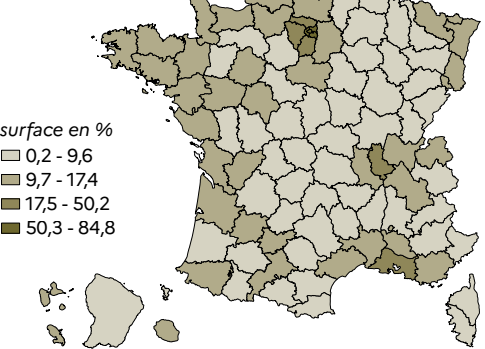
Sols artificialisés

(sols bâtis, revêtus, stabilisés, parcs et jardins)

2023

France métropolitaine : 9,5 %

France : 8,4 %



Champ : France.
Source : Agreste - Teruti

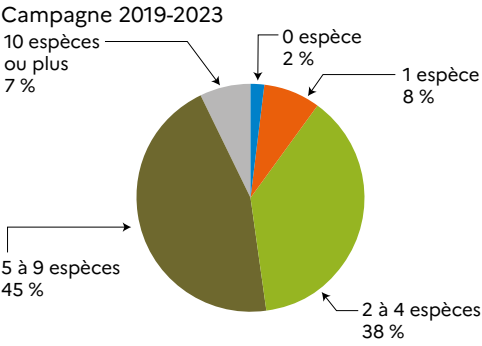
Forêt et environnement

La biodiversité forestière se caractérise en partie par la diversité des espèces présentes dans les peuplements. Sur la période 2019-2023, on recense en moyenne 5 espèces différentes par placette de 20 ares. Cette richesse varie selon le type de peuplement : 3,3 espèces en moyenne pour les forêts de résineux, 5,7 pour les feuillus et 6,0 pour les peuplements mixtes. Plus de la moitié de la surface forestière (52 %) présente ainsi au moins 5 espèces distinctes, tandis que les peuplements mono spécifiques, ne comptant qu'une seule espèce, ne représentent que 8 % des surfaces.

Au-delà des dispositifs réglementaires et des plans de gestion, la durabilité de la forêt repose aussi sur des engagements volontaires des propriétaires et gestionnaires. L'adhésion à des systèmes de certification en est un exemple. En 2024, les surfaces certifiées PEFC augmentent légèrement, atteignant 8,3 millions d'hectares. Cette démarche concerne plus de 84 000 propriétaires forestiers, qu'ils soient privés ou publics.

La forêt française joue par ailleurs un rôle clé dans la lutte contre le changement climatique, en stockant une partie du carbone atmosphérique. Sur la période 2019-2023, les forêts constituent un stock estimé à 1 330 millions de tonnes de carbone, en hausse de 3,3 % par rapport à la période 2016-2020.

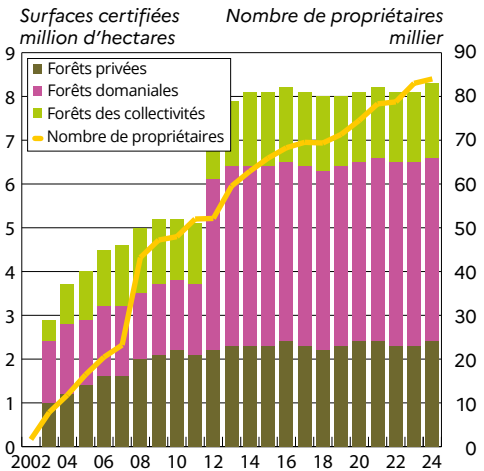
Richesse en espèce



Nombre d'espèces recensées présentes dans le peuplement	Type de peuplements				Total
	Feuillus	Résineux	Mixtes	Non déterminé	
millier d'hectares					
0 espèce*	-	-	-	385	385
1 espèce	333	687	-	289	1 309
2 à 4 espèces	3 476	1 666	670	410	6 222
5 à 9 espèces	5 570	716	990	74	7 349
10 espèces ou plus	944	26	217	1	1 188
Total	10 323	3 095	1 876	1 158	16 452
Nombre moyen d'espèces recensées par placette de 20 ares	5,7	3,3	6,0	1,6	5,0

* Correspond aux surfaces de forêt où il n'y a pas temporairement d'arbres recensables.
Champ :
- forêts disponibles pour la production de bois. Ce sont les forêts dans lesquelles des restrictions juridiques ou économiques, ou des restrictions écologiques particulières, n'ont pas d'incidence notable sur la production de bois (définition FAO) ;
- peuplements recensés : ne comprennent que les arbres dont le diamètre mesuré à 1,30 m du sol est supérieur à 7,5 cm.
Source : IGN - Inventaire forestier national

Certification PEFC



Champ : surfaces forestières certifiées et nombre de propriétaires adhérents au système PEFC en France y compris la forêt domaniale de la Guyane à partir de 2012 (2,4 millions d'ha).
Source : PEFC-France

Stockage de carbone

Lieu de stockage	Stock de carbone*	
	million de tonnes	tonne par hectare
Biomasse aérienne des arbres	1 035	63
Biomasse souterraine des arbres	295	18
Total biomasse des arbres vivants	1 330	81
Biomasse hors arbres	nd	nd
Bois mort	143	9

* Voir glossaire « stock de carbone ».
Source : IGN - Inventaire forestier national

Aides aux zones défavorisées

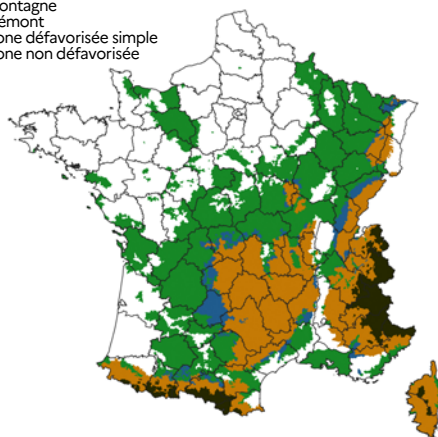
Afin de maintenir l'activité agricole dans les zones défavorisées, en particulier l'élevage, une indemnité compensatoire de handicaps naturels (ICHN), cofinancée par l'Union européenne dans le cadre du 2nd pilier de la PAC (développement rural), est attribuée aux agriculteurs. Cette aide est destinée à compenser les coûts supplémentaires ainsi que les pertes de revenu liés aux handicaps naturels (altitude, pente, sol, climat et autres handicaps spécifiques). Le montant de l'aide est différencié selon quatre grands types de zones (haute-montagne, montagne, piémont et zone défavorisée simple) et dépend du taux de chargement (nombre d'UGB par hectare) de l'exploitation.

La réforme du zonage en 2019 a consisté à faire entrer de nouvelles zones éligibles, tandis que certaines zones éligibles jusqu'alors ne l'ont plus été. Un dispositif d'accompagnement temporaire des sortants a alors été mis en place : les exploitants qui percevaient l'ICHN en 2018 dans une zone qui n'est plus éligible à partir de 2019 ont pu bénéficier en 2019 et 2020 d'un montant d'aide correspondant respectivement à 80 % puis 40 % du montant d'aide perçu en 2018. Le montant total d'ICHN a donc augmenté en 2019, avant de diminuer progressivement en 2020 et 2021.

En 2024, les montants versés au titre de l'ICHN sont quasi stables par rapport à 2023, et restent légèrement supérieurs à ceux versés avant la réforme du zonage. 79 200 bénéficiaires de l'ICHN en France métropolitaine (hors Corse) ont perçu 1 037 M€ en 2024, soit une aide moyenne de 13 100 € par exploitation. Ce montant moyen par bénéficiaire varie fortement selon le type de zone, de 9 300 € en zone défavorisée simple à 15 500 € en montagne, et 23 800 € en haute-montagne. Les exploitations de montagne et haute-montagne représentent près de 50 % des surfaces en zones défavorisées et bénéficient des deux tiers de l'enveloppe dédiée à l'ICHN.

Zones défavorisées en 2024

- Haute-montagne
- Montagne
- Piémont
- Zone défavorisée simple
- Zone non défavorisée

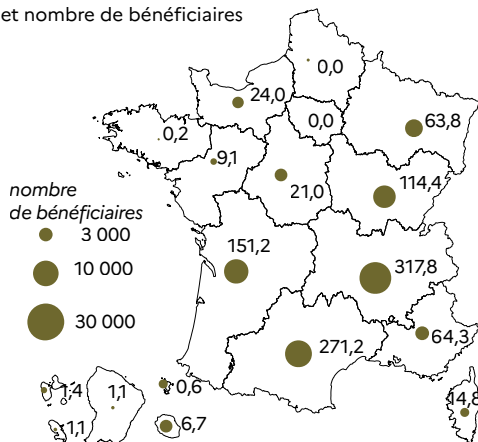


Source : MAASA - DGPE, traitements SSP

Indemnités compensatoires de handicaps naturels (ICHN)

Montants en million d'euros et nombre de bénéficiaires

2024



Lecture : en 2024, 17 649 exploitations en région Occitanie sont bénéficiaires de l'ICHN, pour un montant total de l'aide de 271,2 millions d'euros.

Champ : France.

Sources : ASP (données partielles), traitements SSP

	2018	2020	2022	2024
Nombre de bénéficiaires	81 968	88 711	83 968	79 165
Montant de l'aide	million d'euros			
	1 006	1 070	1 048	1 037
Surfaces primées	millier d'hectares			
	5 651	6 313	5 988	5 880
Montant moyen de l'aide par bénéficiaire	euro			
	12 271	12 056	12 476	13 103

Note : les surfaces primées, non disponibles en Corse, ne permettent pas d'étendre le champ à la France métropolitaine entière.

Champ : France métropolitaine (hors Corse).

Sources : ASP (les montants sont relatifs aux campagnes et non aux années civiles), traitements SSP

ICHN et zones défavorisées en 2024

	Haute-montagne	Montagne	Piémont	Zone défavorisée simple
Nombre de bénéficiaires	2 634	40 376	5 116	31 039
Montant de l'aide	million d'euros			
	62,7	627,2	58,7	288,7
Surfaces primées	millier d'hectares			
	208	2 750	426	2 496
Montant moyen	euro par bénéficiaire			
	23 813	15 534	11 465	9 301
Montant moyen	euro par hectare primé			
	301,6	228,1	137,5	115,7

Note : les surfaces primées, non disponibles en Corse, ne permettent pas d'étendre le champ à la France métropolitaine entière.

Champ : France métropolitaine (hors Corse).

Sources : ASP (les données sont rapportées à la localisation du siège de l'exploitation), traitements SSP

Aides agro-environnementales

MAEC et agriculture biologique

Les mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) font partie du second pilier de la PAC et accompagnent les exploitations agricoles qui s'engagent dans le développement de pratiques combinant performances économique et environnementale.

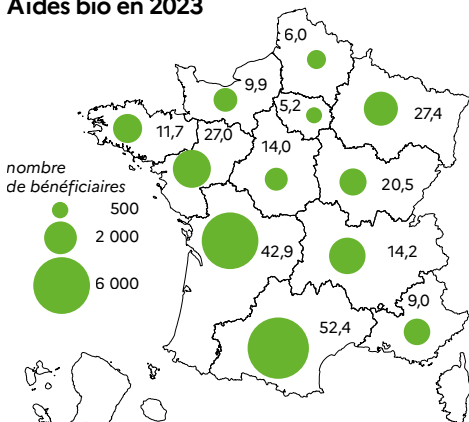
La programmation 2023-2027 de la PAC a mis en place un nouveau catalogue de MAEC. Il conserve les grands principes des MAEC de la programmation précédente (durée de contractualisation, engagement sur toute l'exploitation ou presque – MAEC système – ou à la parcelle – MAEC localisée –, préservation de ressources génétiques). L'autorité de gestion des MAEC non surfaciques et forfaitaires est passée de l'État aux régions.

La programmation 2023-2027 de la PAC supprime l'aide au maintien de l'agriculture biologique. Des paiements demeurent toutefois pour la campagne 2023 dans le cadre du second pilier de la PAC, pour des contrats conclus avant 2023.

Le montant total des MAEC (230 M€ en 2023, en hausse sur un an) et des aides pour l'agriculture biologique du second pilier (240 M€, en baisse sur un an) s'élève à 470 M€ en 2023 (- 20 M€ par rapport à 2022, soit - 4 %). En hausse de 2015 à 2019, le montant total des aides MAEC et bio du second pilier baisse en 2020 avec le non-renouvellement d'engagements sur 5 ans pris en début de programmation en 2015. Cette baisse par rapport à 2019 s'atténue en 2021 et 2022 avec la hausse des engagements sur un an mis en place pour la transition avec la programmation 2023-2027, en particulier pour le maintien de l'agriculture biologique.

Ces aides sont inégalement réparties selon l'orientation de production et la région. En 2023, quatre régions (Nouvelle-Aquitaine, Bretagne, Grand Est et Bourgogne-France-Comté) se répartissent plus de la moitié du montant total des MAEC et la moitié des 12 régions de l'Hexagone concentrent les trois quarts des aides bio.

Aides bio en 2023



Lecture : la région Occitanie compte 7 488 agriculteurs bénéficiaires d'aides bio pour un montant total de 52,4 millions d'euros.

Champ : France métropolitaine (hors Corse).

Sources : ASP, traitements SSP

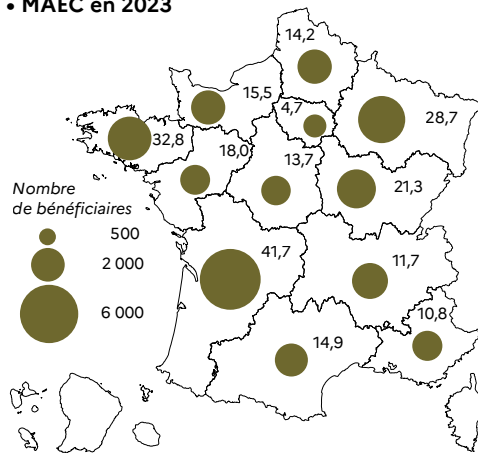
MAEC et aides pour l'agriculture biologique

nombre de bénéficiaires et montant

	2017	2019	2021	2023
	nombre			
Nombre de bénéficiaires	52 876	62 490	60 923	57 464
	million d'euros			
MAEC systèmes ¹	110,3	117,3	102,0	114,1
MAEC protection	11,9	14,0	16,1	19,0
MAEC localisées	98,2	119,0	103,5	95,2
Conversion à l'agriculture biologique	123,8	195,4	212,0	184,3
Maintien de l'agriculture biologique	60,4	60,4	52,6	55,9
Ensemble	404,7	506,2	486,2	468,6

1. Les MAEC systèmes ont été définies en 2015. Cependant, la MAEC système SPE (système de polyculture élevage à dominante herbivore) intègre l'aide SFEI (système fourrager à faible niveau d'intrants) sur les années antérieures.

• MAEC en 2023

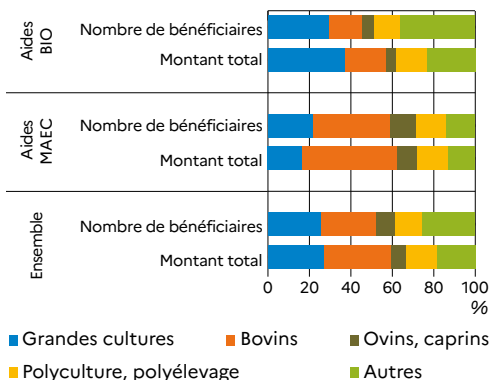


Lecture : la région Occitanie compte 2 862 agriculteurs bénéficiaires d'aides MAEC pour un montant total de 14,9 millions d'euros.

Champ : France métropolitaine (hors Corse).

Sources : ASP, traitements SSP

• Aides MAEC et bio en 2023 selon l'orientation des exploitations



Champ : France métropolitaine (hors Corse).

Sources : ASP, traitements SSP

Agriculture biologique en France

En 2024, près de 62 000 exploitations agricoles sont engagées dans le bio (y compris exploitations sans SAU), soit 1,2 % de plus qu'en 2023. Après deux années de baisse en 2021 et 2022, les ventes de produits alimentaires bio se sont stabilisées autour de 12 milliards d'euros entre 2022 et 2024.

Les surfaces cultivées selon le mode biologique ont connu une forte hausse depuis le milieu des années 2010, interrompue en 2023 en raison de la baisse des surfaces en conversion. En 2024, elles diminuent à nouveau (- 2,0 %) pour les mêmes raisons. Elles représentent 2,71 millions d'hectares en 2024, soit 10,1 % de la SAU française (10,4 % en 2023). La part des surfaces bio dans la SAU varie selon les régions (de 33 % en Provence-Alpes-Côte d'Azur à 3 % dans les Hauts-de-France).

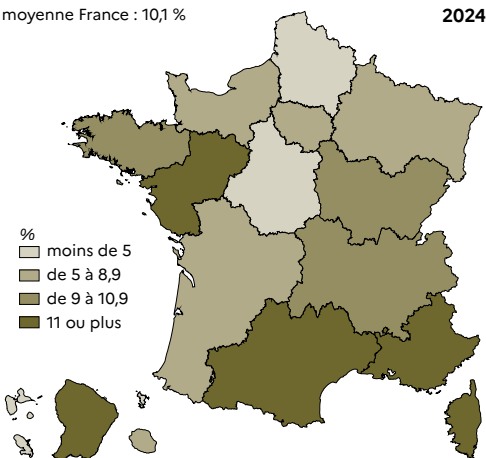
La baisse des surfaces en bio entre 2023 et 2024 s'explique essentiellement par celle des surfaces de grandes cultures (céréales, oléo-protéagineux et légumes secs) conduites en agriculture biologique, qui diminuent de 12 %. Ces surfaces bio ne pèsent que 5,6 % du total des surfaces de grandes cultures. À l'inverse, les plantes aromatiques et les fruits sont les productions végétales les plus couramment cultivées selon le mode biologique (respectivement 47 % et 30 % de la SAU dans ces filières sont cultivés en bio). Le bio est aussi relativement fréquent dans la filière viticole, avec 21 % des surfaces de vignes cultivées en bio. Les surfaces en légumes bio (y compris pommes de terre) représentent, quant à elles, 10 % des surfaces de légumes.

Concernant l'élevage, l'apiculture et la production d'œufs sont les secteurs les plus fréquemment conduits en bio tandis que les productions de poulets de chair et de porcs bio restent rares.

Part de la SAU bio (y compris en conversion)

moyenne France : 10,1 %

2024



Champ : France.
Source : Agence Bio

Productions végétales et animales en agriculture biologique en 2024

Ensemble¹

- 61 886 exploitations
- 2 712 milliers d'hectares
- 10,1 % de la SAU des exploitations

• Productions végétales

	Exploitations	Surface bio²	
	nombre	millier d'hectares	part %
Surfaces fourragères	38 769	1 663	13,1
Céréales, oléagineux et protéagineux	19 959	652	5,6
Vigne	12 075	165	20,9
Fruits	16 876	66	30,3
Légumes frais (y. c. pommes de terre)	13 526	42	9,5
Plantes à parfum, aromatiques et médicinales	5 678	27	46,6

• Productions animales

	Exploitations	Animaux bio	
	nombre	millier de têtes	part %
Vaches laitières	4 777	284	9,0
Vaches allaitantes	6 618	223	6,0
Brebis laitières	808	164	13,2
Brebis viande	2 867	299	9,8
Chèvres	1 646	115	12,4
Truies reproductrices	611	16	1,8
Poulets de chair	913	10 725	1,6
Poules pondeuses	2 658	7 983	14,3
Apiculture³	1 492	265	22,5

• Lait collecté

	Lait bio	
	millier de litres	part %
Lait de vache	1 200 585	5,2
Lait de brebis	31 985	11,1
Lait de chèvre	25 160	5,0

1. Une exploitation certifiée biologique peut produire des cultures différentes et/ou avoir des cheptels d'animaux différents.

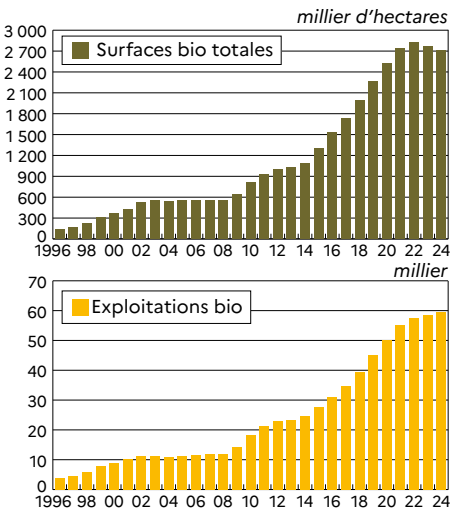
2. Certification bio et en conversion.

3. Correspond à 1 492 apiculteurs et 265 000 ruches.

Champ : France.

Sources : Agence Bio, Agreste - Enquête annuelle laitière

Évolution de l'agriculture biologique



Note : à la suite d'une nouvelle méthode de calcul, les années 2008 à 2021 ont été rétropolées.

Champ : France.

Source : Agence Bio

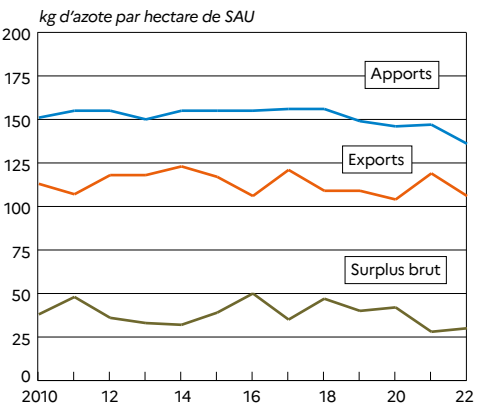
Bilans azote et phosphore en France

L'azote et le phosphore jouent un rôle essentiel dans la nutrition des plantes. Toutefois, lorsque leurs apports dépassent les besoins des cultures, les excédents peuvent entraîner une pollution des cours d'eau ou des nappes phréatiques.

En 2022, le surplus brut d'azote s'élève à 30 kg par hectare, l'un des niveaux les plus bas enregistrés depuis 2010, juste au-dessus de celui de 2021 (28 kg par ha). Cette baisse s'explique par une diminution des apports azotés, en particulier des fertilisants minéraux azotés, par rapport à 2021 et aux moyennes 2010-2014 et 2017-2021, dans un contexte de très forte hausse des prix. Dans une moindre mesure, les exports d'azote sont eux aussi en baisse, notamment en raison d'une production fourragère moins importante. Une partie du surplus se dissipe dans l'atmosphère par volatilisation sous différentes formes chimiques, si bien que le surplus net d'azote dans les sols agricoles s'établit à 12 kg par hectare, soit une baisse de 40 % par rapport à la moyenne quinquennale 2017-2021.

Quant au phosphore, le bilan pour 2022 atteint 2,2 kg par hectare, un niveau stable et comparable aux moyennes des périodes 2010-2014 et 2017-2021.

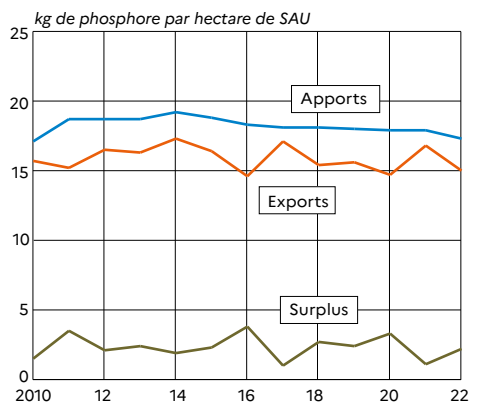
Azote : bilan



	Moyenne 2010-2014	Moyenne 2017-2021	2022
kg d'azote par ha de SAU			
Apports	153	151	136
Fertilisants minéraux, boues et composts	76	75	65
Déjections des herbivores (bovins, ovins, caprins)	50	48	45
Déjections des porcins, volailles et autres animaux d'élevage	11	10	10
Fixation par les légumineuses	10	11	10
Déposition atmosphérique	7	7	6
Exports	116	112	106
Cultures récoltées ¹	46	46	44
Production fourragère	70	67	62
Surplus brut	37	38	30
Emissions atmosphériques	20	20	18
Surplus net	17	19	12

Voir glossaire « bilans azote et phosphore ».
1. Nettes des semences.
Champ : France métropolitaine.
Sources : Agreste, Citepa, Unifa, Comifer

Phosphore : bilan



	Moyenne 2010-2014	Moyenne 2017-2021	2022
kg de phosphore par ha de SAU			
Apports	18,5	18,0	17,3
Fertilisants minéraux, boues et composts	7,5	7,5	7,2
Déjections des herbivores (bovins, ovins, caprins)	7,8	7,4	7,0
Déjections des porcins, volailles et autres animaux d'élevage	3,2	3,1	3,1
Exports	16,2	15,9	15,0
Cultures récoltées ¹	8,5	8,5	8,2
Production fourragère	7,7	7,4	6,9
Surplus	2,3	2,1	2,2

Voir glossaire « bilans azote et phosphore ».
1. Nettes des semences.
Champ : France métropolitaine.
Sources : Agreste, Citepa, Unifa, Comifer

Pression phytosanitaire ventes de substances actives

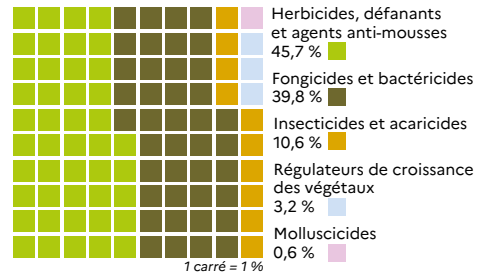
En 2023, 43 158 tonnes de substances actives (hors usages en agriculture biologique et biocontrôle) ont été vendues en France, soit une baisse de 1,8 % sur un an. Sur la période 2021-2023, la moyenne des ventes diminue de 0,9 % par rapport à la période 2019-2021. L'évolution des ventes ne reflète pas nécessairement celle de l'usage réel sur le terrain, en raison notamment du stockage possible de produits phytopharmaceutiques dans les exploitations.

Les substances les plus vendues sont principalement des herbicides (46 %) et des fongicides (40 %).

Les ventes de substances classées cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction (CMR 1 ou 2) diminuent de 9,0 % sur un an. Elles représentent 16 % de l'ensemble des ventes de substances actives en 2023. Les quantités de substances actives vendues pour des usages en agriculture biologique ou de biocontrôle (utilisées aussi en agriculture conventionnelle) diminuent de 7 % en 2023 malgré une forte progression depuis 2010 (elles ont plus que doublé sur la période).

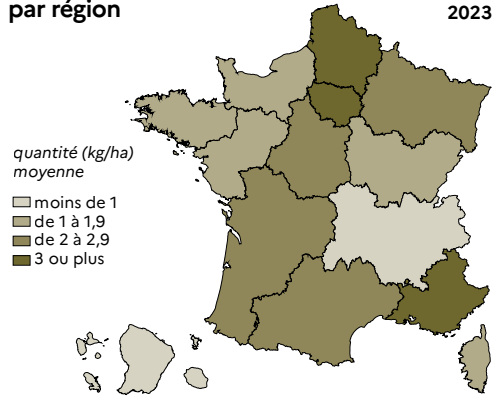
Les volumes vendus varient fortement selon les territoires : plus faibles en Bretagne et en Auvergne-Rhône-Alpes, ils sont trois fois plus élevés dans les Hauts-de-France.

Répartition des quantités de substances actives vendues en 2023 par famille de produits phytopharmaceutiques*



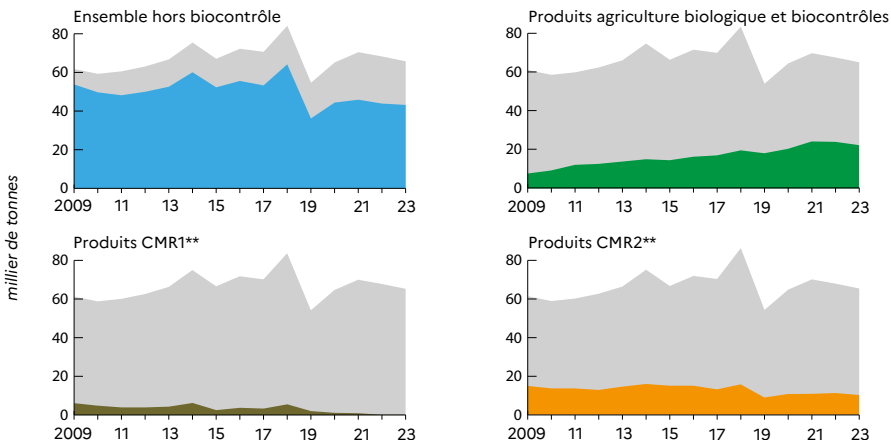
* La famille « Autres produits de protection des plantes » n'est pas représentée du fait de sa très faible part (0,1 %).
Sources : Banque nationale des données de ventes - OFB, extraction octobre 2024 ; traitements SSP

Substances actives vendues par ha de SAU par région 2023



Sources : Banque nationale des données de ventes - OFB, données au code postal acheteur, extraction avril 2025 ; traitements SSP

Évolution des quantités totales de substances vendues depuis 2009*



* L'aire grisée correspond au total des quantités de substances actives vendues.

** Substances chimiques dites « CMR » présentant des catégories de danger avérées ou présumées (CMR 1) ou suspectées (CMR 2).
Source : Banque nationale des données de ventes - OFB - extraction octobre 2024

Maîtrise des pollutions dans les IAA

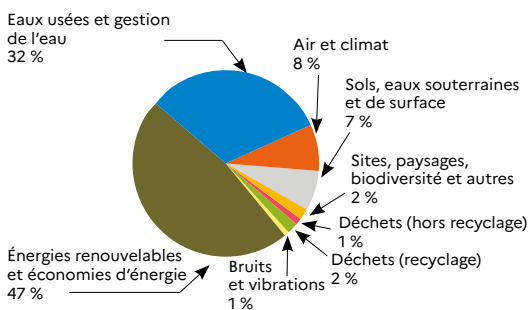
En 2023, 59 % des établissements des industries alimentaires (hors artisanat commercial) et de boissons (IAA) d'au moins 20 salariés réalisent des investissements ou des études en faveur de la protection de l'environnement. Ces actions représentent un montant total de 486 millions d'euros, dont la majeure partie (90 %, soit 436 millions) est consacrée à des investissements, le reste étant dédié aux études. Près des trois quarts de ces dépenses sont concentrées dans quatre secteurs : la fabrication de produits laitiers (29 %), la fabrication d'autres produits alimentaires (20 %), la transformation de la viande (13 %) et la fabrication de boissons (11 %). Le principal domaine d'investissement environnemental concerne les énergies renouvelables et les économies d'énergie, qui mobilisent à eux seuls 47 % des montants engagés. Ils devancent nettement les dépenses liées à la gestion de l'eau et aux eaux usées (32 %) ainsi que celles relatives à la protection de l'air et du climat (8 %).

Outre ces investissements et études, les IAA supportent également des dépenses courantes pour protéger l'environnement ; elles s'élèvent à 631 millions d'euros en 2022. Ces dépenses recouvrent notamment les coûts d'exploitation des équipements environnementaux (266 millions d'euros), la gestion des déchets (178 millions d'euros) et les éco-contributions payées aux filières à responsabilité élargie du producteur (REP), pour un total de 151 millions d'euros. Ces dernières permettent de mutualiser le traitement de certains déchets entre entreprises. Ces dépenses courantes représentent 59 % du total des dépenses environnementales des IAA, le solde correspondant à des investissements ou à des études réalisées par les établissements.

Investissements et études pour protéger l'environnement en 2023

Secteur d'activité (Naf rév.2)	Investissements	Études	Total invest. et études	Part des établissements ayant investi ou réalisé des études
	million d'euros			%
Viandes	51,7	10,8	62,4	53
Poisson	4,7	1,0	5,7	50
Fruits et légumes transformés	34,4	2,5	36,8	67
Huiles et graisses	3,6	0,6	4,2	68
Produits laitiers	133,3	8,4	141,6	69
Grains ; amylacés	31,0	4,4	35,3	74
Boulangerie, pâtisserie et pâtes	16,3	2,6	19,0	53
Autres prod. alimentaires (yc. sucreries)	85,0	10,5	95,5	55
Aliments pour animaux	27,3	2,8	30,1	69
Boissons	48,7	6,2	54,9	65
Ensemble IAA	435,8	49,7	485,6	59

Investissements des IAA par domaine



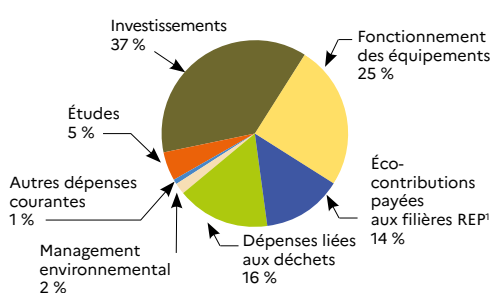
Champ : France, établissements agroalimentaires de 20 salariés ou plus (hors tabac et hors artisanat commercial).
Sources : Enquête sur les investissements dans l'industrie pour protéger l'environnement en 2023, traitements SSP

Dépenses des IAA pour protéger l'environnement en 2022*

Dépenses courantes

	million d'euros
Éco-contributions payées aux filières REP ¹	151
Dépenses liées aux déchets	178
Fonctionnement des équipements dédiés à la protection de l'environnement	266
coûts internes	116
achats de service	151
Management environnemental	28
Autres dépenses courantes	8
Total dépenses courantes	631

Dépenses totales



* Les dépenses courantes, volet particulier de l'enquête, ne sont demandées aux établissements que tous les trois ans.
1. Responsabilité élargie du producteur.

Champ : France, établissements agroalimentaires de 20 salariés ou plus (hors tabac et hors artisanat commercial).

Sources : Insee - Enquête sur les investissements dans l'industrie pour protéger l'environnement en 2022, traitements SSP

Maîtrise des pollutions dans les IAA

En 2022, les établissements des industries agroalimentaires hors artisanat commercial produisent 3,9 millions de tonnes de déchets non dangereux. Près des trois quarts de ces déchets sont organiques, provenant de matières d'origine animale ou végétale, issus de l'activité (fanés, épluchures, coques, peaux, arêtes, plumes, etc.). En revanche, les autres industries manufacturières génèrent principalement des déchets banals, comprenant les déchets triés composés d'une matière unique (verre, métaux, plastiques, papier-carton, textiles, caoutchouc, bois) et les déchets en mélange, composés de matières différentes.

La moitié des déchets organiques des industries agroalimentaires proviennent de deux secteurs : la transformation de viande ou préparation de produits à base de viande et la transformation de fruits et légumes.

94 % des déchets organiques sont valorisés : 13 % pour produire de l'énergie, 30 % comme matière première de recyclage et 51 % via différents processus biologiques tels que le compostage, la méthanisation et l'épandage.

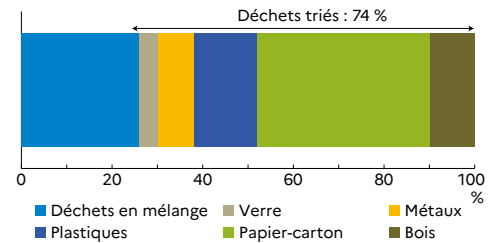
Les établissements agroalimentaires hors artisanat commercial produisent aussi un peu plus de 1,0 million de tonnes de déchets banals. Près des trois quarts d'entre eux sont triés, majoritairement du papier-carton.

Les déchets triés sont deux fois plus valorisés que les déchets en mélange. 58 % des déchets triés sont valorisés, contre seulement 30 % des déchets en mélange. La valorisation des déchets triés est facilitée par leur composition en une seule matière.

Production de déchets par les IAA en 2022 (hors boues et déchets minéraux)

Industries agroalimentaires par secteur (Naf rév. 2)	Déchets organiques	Déchets banals ¹	Déchets ponctuels ²	Total
	tonne			
Viandes	915 158	204 394	1 181	1 120 733
Poisson	44 736	23 274	27	68 038
Fruits et légumes transformés	502 605	115 923	1 288	619 816
Huiles et graisses	s	22 492	s	51 486
Produits laitiers	217 564	117 947	892	336 402
Grains ; amylacés	89 663	79 079	239	168 980
Boulang.-pâtis. et pâtes	273 626	80 086	1 651	355 363
Autres prod. alimentaires (y.c. sucreries)	598 658	250 955	7 772	857 384
Aliments pour animaux	s	26 326	s	115 800
Boissons	123 246	118 917	3 073	245 236
Ensemble IAA	2 880 296	1 039 392	19 549	3 939 237
Ensemble Industrie manufacturière	3 146 887	11 670 757	73 238	14 890 882

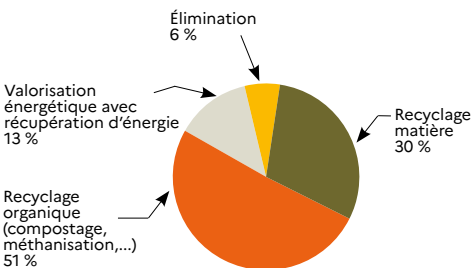
• Production de déchets banals¹ selon la nature du déchet



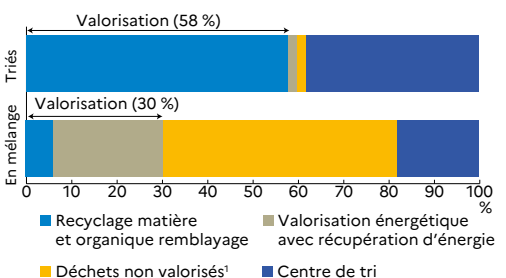
1. Déchets banals : déchets triés (composés d'une matière unique : verre, métaux, plastiques, papier-carton, textiles, caoutchouc, bois) et déchets en mélange (composés de matières différentes).
 2. Déchets ponctuels : déchets produits non couramment (équipements hors d'usage ou déchets verts issus de l'entretien des espaces verts).
- Champ : France - établissements agroalimentaires de 10 salariés ou plus (hors tabac et hors artisanat commercial).
Source : Insee - Enquête Production de déchets non dangereux dans l'industrie en 2022

Mode de traitement des déchets organiques et des déchets banals en 2022

• Pour les déchets organiques



• Pour les déchets banals



1. Les déchets sont incinérés sans récupération d'énergie ou mis en décharge.
Champ : France - établissements agroalimentaires de 10 salariés ou plus (hors tabac et hors artisanat commercial).
Source : Insee - Enquête Production de déchets non dangereux dans l'industrie en 2022

Prix à la consommation et à la production

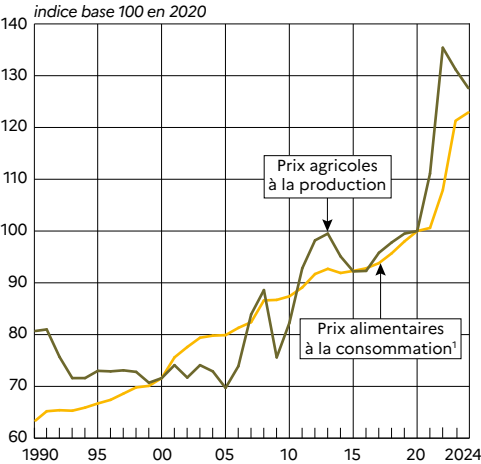
En 2024, les prix agricoles à la production demeurent en recul sur un an (- 2,7 % après - 3,1 % en 2023), après avoir atteint un point haut en 2022 (+ 21,9 %) lié à la guerre en Ukraine. Ils restent toutefois supérieurs de 14,9 % à ceux de 2021.

Cette baisse est due en grande partie à un nouveau recul des prix des céréales (en retrait de - 12,9 % après - 27,3 % en 2023), dans le contexte d'une forte concurrence des grains de la mer noire tandis que ceux des oléagineux tendent à se stabiliser (- 0,9 % après - 33,5 % en 2023). Les prix du bétail reculent globalement de 0,7 %, du fait d'une baisse de la production dans un contexte de réduction des cheptels. Les prix des vins sont également en baisse (- 6,3 %) sous l'effet d'un ralentissement de la demande mondiale, en particulier en provenance de l'Asie (Chine et Japon). Les prix des œufs de consommation se contractent fortement (- 8,4 % après + 8,4 % en 2023). Les prix du lait de vache sont quasi-stables (+ 0,2 % après + 5,5 % en 2023), la production de lait restant en léger recul.

Les prix à la production des fruits et des légumes frais ralentissent fortement (respectivement + 2,9 % après + 6,2 %, et + 0,2 % après + 12,7 %), en raison de la baisse de certains volumes de production dues aux intempéries.

Concernant les prix à la consommation des produits alimentaires (bruts ou transformés) et des boissons non alcoolisées, ils ont augmenté de 1,3 % en 2024, en fort ralentissement par rapport aux deux années précédentes (+ 12,4 % en 2023 et + 7,3 % en 2022).

Prix alimentaires, prix agricoles

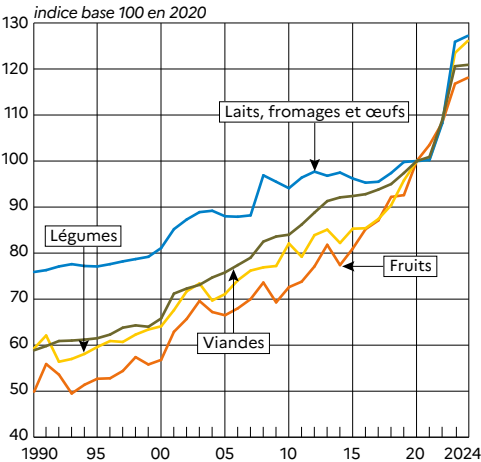


1. Produits alimentaires et boissons non alcoolisées.

	2005	2021	2023	2024
indice base 100 en 2020				
Prix agricoles à la production (y c. fruits et légumes)	69,7	111,1	131,2	127,6
Prix à la consommation				
Ensemble des produits	83,9	101,6	112,2	114,4
Ensemble hors tabac	84,9	101,6	112,1	114,2
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	79,9	100,6	121,3	122,9
Boissons alcoolisées	77,0	100,8	111,4	113,2

Données au 10 juin 2025.
Sources : Agreste - Indice des prix à la production pour les fruits et légumes frais
Insee - Indice des prix à la consommation et indice des prix à la production pour les autres produits que les fruits et légumes frais

Prix à la consommation de quelques produits alimentaires



	2005	2021	2023	2024
indice base 100 en 2020				
Ensemble des produits alimentaires et boissons non alcoolisées	79,9	100,6	121,3	122,9
Produits d'origine animale				
Viande	75,8	100,9	120,6	120,9
Laits, fromage et œufs	88,0	100,2	125,9	127,2
Poissons et crustacés	72,3	100,5	120,0	120,5
Produits d'origine végétale				
Pains et céréales	85,5	100,5	121,0	122,5
Légumes	71,1	100,3	123,5	126,1
Fruits	66,5	103,5	116,8	118,1
Boissons non alcoolisées	84,3	100,0	117,9	120,7
Vins	74,7	101,0	113,1	115,4

Revenus et dépenses des ménages

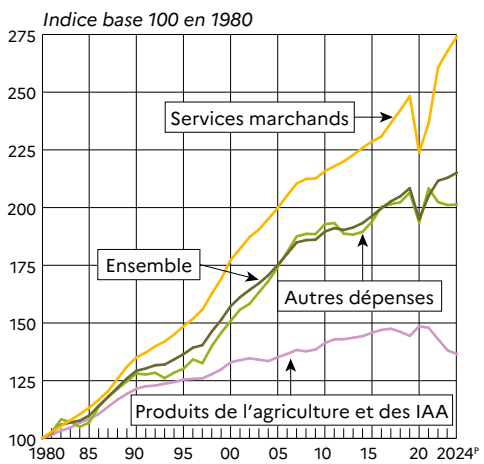
structure de la consommation

Le revenu disponible brut des ménages augmente de 4,8 % en 2024, après + 7,9 % en 2023. Les prix progressent également mais nettement moins qu'en 2023, et la hausse du pouvoir d'achat des ménages est ainsi de + 2,6 % en 2024, après + 0,8 % en 2023. Après un ralentissement en 2020 dans le contexte de la pandémie de Covid-19, l'augmentation du revenu disponible brut des ménages se fait à un rythme élevé depuis 2020 (+ 5,7 % par an en moyenne entre 2020 et 2024, contre + 1,8 % par an entre 2010 et 2019). Sur plus long terme, le revenu disponible brut des ménages a crû de 193,3 % entre 1990 et 2024. Au cours de la même période, les prix ont aussi augmenté mais moins fortement ; au total, le pouvoir d'achat a progressé de 77,2 %.

Le taux d'épargne, après une année 2020 record (20,5 %) marquée par la crise sanitaire, reste depuis à un niveau relativement élevé (18,3 % en 2024), alors qu'il était compris entre 12,6 % et 16,1 % entre 1990 et 2019.

La part de la consommation consacrée aux produits de l'agriculture et des IAA (produits alimentaires bruts et transformés, boissons, plantes et fleurs, produits de la sylviculture, produits pour animaux, tabac) dans la dépense totale de consommation a fortement diminué entre 1950 (41,3 %) et 2007 (15,9 %). Elle s'est redressée de 2008 à 2013, avant de se stabiliser entre 2013 et 2019 (16,8 % en moyenne sur cette période). En raison de la structure particulière des dépenses de consommation pendant la crise sanitaire de la Covid-19, cette part a connu un pic marqué en 2020 (18,5 %), avant de revenir progressivement à son niveau d'avant-Covid (16,2 % en 2024).

Consommation des ménages en volume



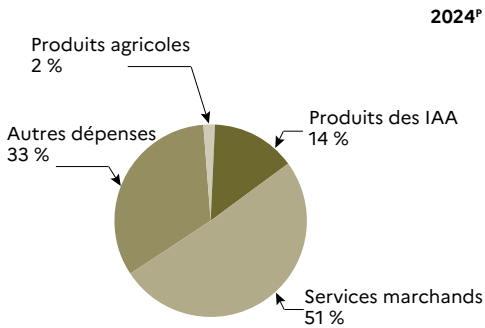
Source : Insee - Comptes nationaux - Base 2020

Revenu disponible et dépenses de consommation des ménages

	1990	2000	2010	2020	2024*
milliard d'euros					
Revenu disponible brut	635	882	1 261	1 490	1 861
Dépenses de consommation	555	764	1 064	1 190	1 528
<i>produits de l'agriculture et des IAA</i>	101	132	175	220	247
<i>services marchands</i>	229	344	500	555	779
<i>autres</i>	225	289	389	415	502
Épargne brute	80	118	199	306	340
%					
Taux d'épargne	12,6	13,3	15,8	20,5	18,3

Source : Insee - Comptes nationaux - Base 2020

Structure de la dépense de consommation des ménages par produit



Source : Insee - Comptes nationaux - Base 2020

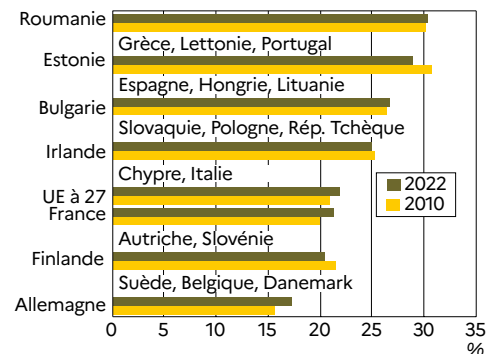
	1990	2000	2010	2020	2024*
%					
Produits agricoles	3,0	2,6	2,4	2,8	2,4
Produits des IAA	15,2	14,7	14,0	15,7	13,8
Produits de l'agriculture et des IAA	18,2	17,2	16,5	18,5	16,2
Services marchands	41,3	45,0	47,0	46,6	51,0
<i>dont : hébergement et restauration</i>	6,0	6,5	6,4	5,7	8,6
Autres dépenses	40,5	37,8	36,5	34,9	32,9

Revenus et dépenses des ménages

principales dépenses alimentaires

Les dépenses d'alimentation se composent des achats de produits alimentaires, de boissons avec ou sans alcool, et des dépenses de restauration en cantine, en restaurant ou autres lieux de restauration. La part consacrée à l'alimentation dans la consommation des ménages en France était d'un tiers au début des années 1960 puis n'a cessé de décroître jusqu'en 2008 (18 %). De 2009 à 2021, elle a ré-augmenté légèrement, sous les 20 %, avant de connaître une hausse plus marquée en 2022 (20,5 %) et en 2023 (20,6 %) dans un contexte d'inflation alimentaire, puis elle diminue en 2024 (20,3 %). Avec la crise sanitaire, 2020 a vu une forte hausse des dépenses à domicile qui se sont substituées aux dépenses hors foyer (cantine, restauration). Principale composante, la part des achats de produits alimentaires dans la consommation a diminué de moitié en 60 ans. Cette part s'établit à 11,2 % en 2024 et retrouve son niveau d'avant crise, après les points élevés de 2020 (12,5 %) et de 2021 (11,7 %). La répartition des dépenses entre les différents types de produits alimentaires s'est modifiée. La part consacrée au lait, fromage et œufs (y c. yaourts, produits lactés...) et aux produits sucrés augmente. Celle de la viande diminue jusqu'en 2019, tout en restant une forte dépense, puis augmente en 2020 et se stabilise depuis. Les dépenses des pains et céréales connaissent la hausse la plus élevée en 2024 (+ 4 % en un an), pour dépasser le niveau de 1960 ; c'est désormais la dépense la plus importante. La répartition des dépenses entre les différentes viandes évolue vers plus de préparations à base de viande et de viande de volaille et de charcuterie ; celle des fruits et légumes vers plus de produits transformés. La part des dépenses des ménages dédiée à l'alimentation est supérieure en 2022 à celle de 2010 pour seize pays de l'UE. En 2022, celle de la France, très proche de celle de l'UE, est supérieure de 4,1 points à celle de l'Allemagne et inférieure de 5,4 points à celle de la Bulgarie.

Union européenne : part du budget consacrée à l'alimentation

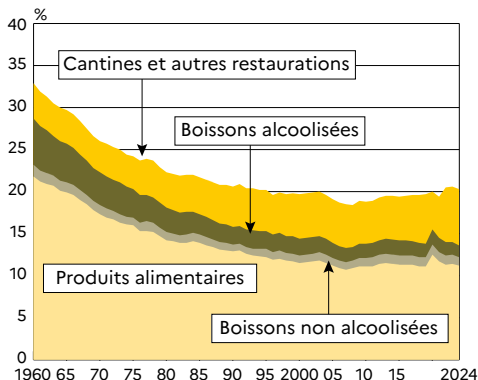


Lecture : en 2022, la part du budget consacrée à l'alimentation de la France est comprise entre celle de l'Autriche et de la Slovaquie et celle de l'UE à 27.

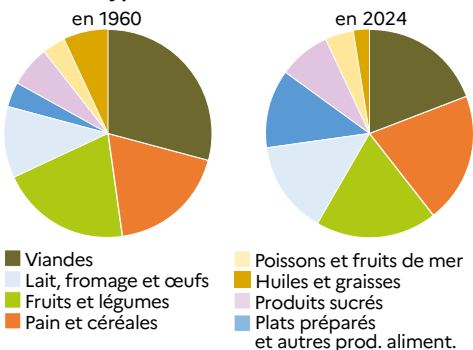
Source : Eurostat - Comptes nationaux harmonisés au niveau européen (résultat différent de celui de la France dont la nomenclature 2024 est en base 2020 des comptes nationaux).

Part de l'alimentation dans les dépenses de consommation

• Évolution 1960-2024

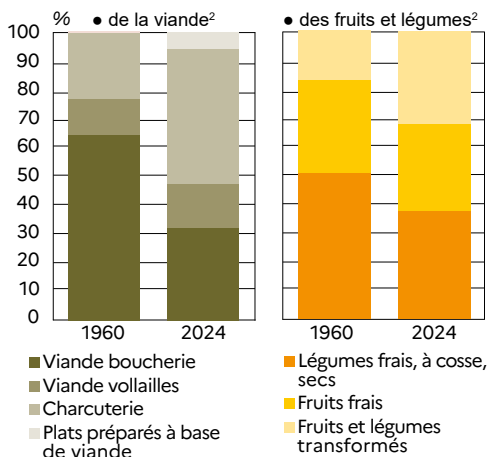


• Produits alimentaires¹ : répartition des dépenses selon les types d'aliments



1. La part des dépenses en produits alimentaires est de 11,2 % en 2024 contre 21,8 % en 1960.

• Répartition des dépenses entre les différents produits



2. La part des dépenses en viande est de 2,2 % en 2024 contre 6,4 % en 1960, celle des fruits et légumes 2,1 % contre 4,4 %.

Source : Insee - Comptes nationaux - Base 2020

Consommation alimentaire vin, fruits, légumes

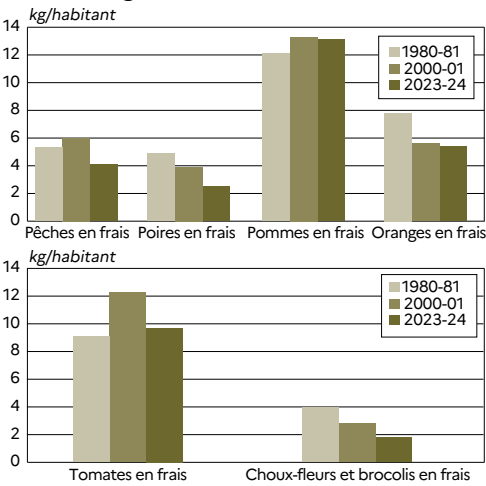
Avec 21 kg par habitant sur un an (kg/an/hab), l'orange n'est plus le fruit le plus consommé en 2023-2024 car dépassé par la pomme (24 kg/an/hab) dont la consommation est tirée par les pommes fraîches. Par ailleurs, les trois quarts de la consommation d'oranges le sont sous forme transformée. La baisse de la consommation depuis le milieu des années 2000 et particulièrement en 2023-2024 renforce ce déclasserement. Celle de pommes varie entre 21 et 26 kg kg/an/hab sur la même période, avec un pic en 2016 (2023 se situant juste derrière). La consommation de pommes transformées s'est développée jusqu'en 2016 au détriment de celle en frais, avant de baisser. La pêche est principalement consommée à l'état frais ; sa consommation diminue de 6 kg/hab en 2000-2001 à 4 kg en 2023-2024. La consommation de poires à l'état frais reste relativement stable depuis 2012 hormis une baisse sensible en 2021-2022, alors que la consommation sous forme transformée diminue depuis 2011.

La tomate est le légume le plus consommé. En frais, la consommation, hors produits issus des jardins familiaux, progresse entre 2000 et 2006, de 12 kg/an/hab à 14 kg puis diminue par la suite. En 2023-2024, avec un peu moins de 10 kg/hab, elle est inférieure au niveau du début des années 2000. Sous forme transformée, la consommation augmente de façon continue jusqu'en 2009-2010 pour atteindre 19 kg/an/hab. Depuis cette date, la consommation est relativement stable entre 14 et 17 kg/hab.

La consommation de choux-fleurs et brocolis en frais, stable de 2009 à 2017, est passée sous les 3 kg/an/hab, exception faite de 2021-2022. En 2023, elle passe même sous les 2 kg/an/hab. En transformé, après avoir baissé, la consommation est stable depuis 2018.

La consommation de vin baisse continûment en France, d'un peu plus de 92 l/hab en 1980 à 35 l/hab en 2023-2024.

Consommation française de vin, fruits et légumes

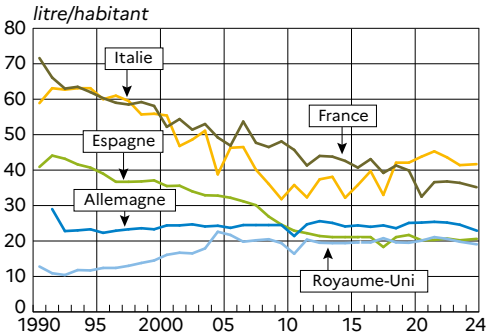
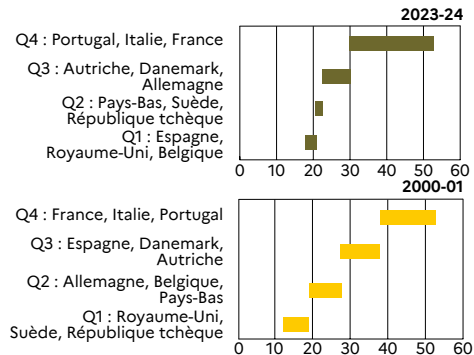


	2000-01	2010-11	2023-24
kg ou litre/habitant			
Vin	53,1	41,3	35,1
Oranges			
frais	5,6	5,5	5,4
transformé	40,4	37,2	15,8
Pommes de table			
frais	13,3	11,7	13,1
transformé	7,8	10,3	11,4
Pêches			
frais	6,0	5,2	4,1
transformé	0,5	0,9	0,6
Poires			
frais	3,9	4,0	2,5
transformé	0,9	0,9	0,3
Tomates			
frais	12,4	12,3	9,8
transformé	15,4	14,0	14,6
Choux-fleurs et brocolis			
frais	2,8	3,2	1,8
transformé	1,3	1,1	0,6

Champ : France y compris DOM à partir de la campagne 1998-99.
Source : Agreste - Bilans d'approvisionnement (voir glossaire)

Consommation de vin dans l'Union européenne à 27 + Royaume-Uni

• Classement des pays selon leur consommation (litre/habitant)



Lecture : en 2023-2024, parmi les 12 pays représentés, les 25 % les moins consommateurs (Q1) boivent entre 17,7 et 20,8 litres par habitant (entre 12,3 et 19,1 litres en 2000-2001), les 25 % les plus consommateurs (Q4) boivent entre 29,9 et 52,9 litres (entre 38,2 et 53,1 litres en 2000-2001).

Note : 16 pays ne sont pas représentés (données non disponibles ou non comparables).

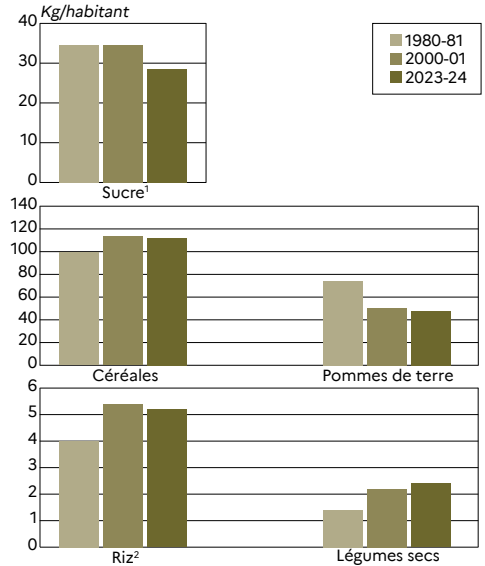
Sources : Commission européenne, Organisation internationale de la vigne et du vin, Eurostat - Bilans d'approvisionnement

Consommation alimentaire
féculents, sucre, huiles

En 2023-2024, la consommation directe de céréales en France s'établit à 112 kg par habitant (hors riz), essentiellement sous forme de blé. En volume total, les quantités de céréales destinées à l'alimentation animale représentent près du triple des quantités pour l'alimentation humaine (21,5 Mt contre 7,7 Mt). La consommation de riz s'élève à 5 kg par habitant en 2023-2024 et est composée principalement de riz usiné et très peu de riz complet. La production française ne couvre que 13 % de la consommation. La consommation de légumes secs (lentilles, pois chiches...), en augmentation sur la deuxième partie des années 2010, est de 2 kg par habitant et par an en 2023-2024. En frais comme en transformé, la consommation de pommes de terre atteint au total près de 48 kg par habitant. La consommation de sucre (saccharose) s'élève à près de 29 kg par habitant en 2023-2024. Il s'agit de sucre de bouche (en morceaux ou en poudre), ainsi que de sucre incorporé aux produits sucrés, qui représente 80 % du total consommé.

La consommation des huiles végétales atteint 11 kg par habitant en 2023. L'huile de tournesol est, de loin, la plus consommée.

Consommation française
de sucre et féculents



	1980-81	2000-01	2010-11	2023-24
kg/habitant				
Sucre ¹	34,5	34,5	32,6	28,5
dont transformé	...	25,7	26,1	22,8
Miel	0,3	0,6	0,6	0,8
Pommes de terre	74,0	50,3	49,3	47,6
dont transformées	8,0	26,6	27,8	26,6
Céréales	99,3	113,5	113,5	112,2
dont blé tendre	86,4	94,0	92,9	88,0
blé dur	9,8	15,1	15,2	16,3
Riz ²	4,0	5,4	5,6	5,2
Légumes secs	1,4	2,2	1,7	2,4

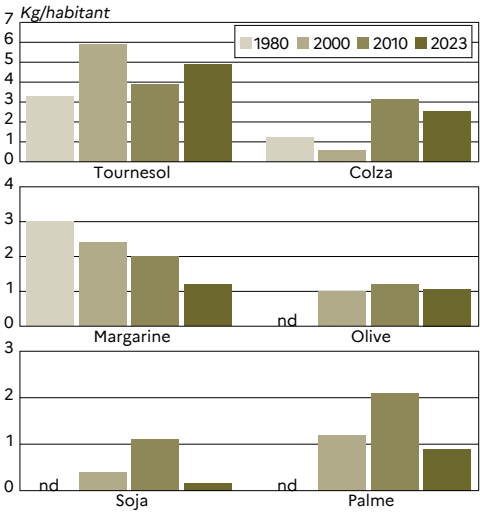
1. Saccharose issu de la filière betterave et cannes. À côté se développe une autre production de sucre, le sirop de glucose et de fructose. Le glucose est issu de la filière céréales, et le fructose est présent dans les fruits. Le fructose peut également être produit de manière industrielle et ajouté à certains aliments. Il est encore peu utilisé en France.

2. En équivalent riz usiné.

Champ : France y compris les DOM à partir de 2000.

Sources : Agreste, Douanes, Eurostat - Bilans d'approvisionnement

Consommation française d'huiles et de matières grasses végétales



	1980	2000	2010	2023
kg/habitant				
Huiles végétales	13,5	11,7	14,9	11,4
dont tournesol	3,3	5,9	3,9	4,9
colza	1,2	0,6	3,1	2,5
olive	...	1,5	1,8	1,6
maïs	...	0,7	0,9	0,7
palme	...	1,2	2,1	0,9
soja	...	0,4	1,1	0,1
Graisses préparées	3,7	2,8	2,6	2,2
dont margarine	3,0	2,4	2,0	1,2

Champ : France y compris DOM à partir de 2000.

Sources : Agreste, Douanes, Eurostat - Bilans d'approvisionnement

Consommation alimentaire
viandes, produits laitiers, œufs

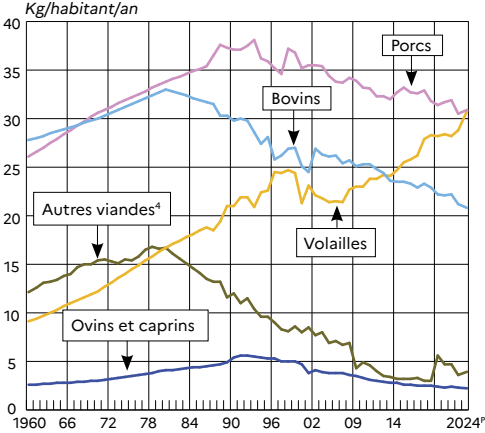
En 2024, après un creux en 2023, la consommation moyenne de viande par habitant en France augmente de 2,3 % sur un an, atteignant 88,5 kg équivalent-carcasse. Elle se situe ainsi au niveau de la consommation moyenne de ces cinq dernières années.

La viande de porc reste la plus prisée des Français avec une consommation moyenne de 30,9 kg par habitant, en progression de 1,1 % sur un an. La consommation de volailles, notamment de poulet et de canard, connaît une hausse de 7,1 %, atteignant ainsi quasiment le niveau de consommation de la viande porcine. En revanche, la consommation de viande bovine continue à reculer, avec une baisse de 2,2 % pour atteindre 20,8 kg par habitant en 2024.

Depuis 2000, la consommation totale de viande par habitant suit une tendance à la baisse, avec une diminution plus marquée pour la viande bovine comme pour la viande porcine (- 4,3 kg). À l'inverse, la consommation de volaille progresse de 9,6 kg, portée essentiellement par celle de poulet.

Après avoir augmenté jusqu'en 2000, la consommation annuelle de lait, de beurre et d'œufs par habitant diminue en France depuis cette date, avec une baisse de 25,9 kg pour le lait, de 1 kg pour le beurre et de 1,5 kg pour les œufs. Sur la même période, la consommation de fromage augmente de près de 2 kg, alors que celle des « autres produits laitiers frais » (yaourts aromatisés, fromages frais), en hausse jusqu'en 2010, est en retrait de 0,6 kg.

Consommation française de viande¹⁻²⁻³

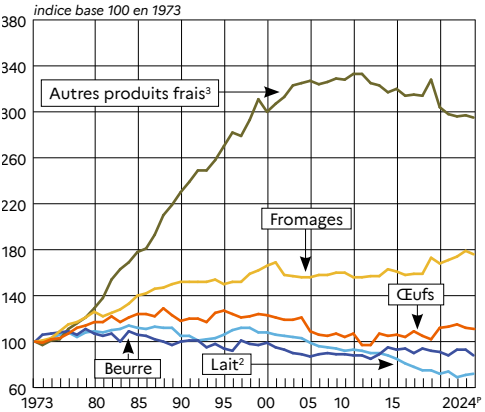


	2000	2010	2023	2024 ^p
Viandes <i>kg/habitant/an</i>				
Bovine (y c. viande de veau)	25,1	25,3	21,2	20,8
Porcine	35,2	33,1	30,5	30,9
Ovine et caprine	4,7	3,1	2,3	2,2
Volaille	21,3	23,8	28,8	30,8
dont poulet	11,4	15,3	23,1	24,5
dinde	6,4	5,0	3,5	3,4
canard	2,8	3,1	1,9	2,6
Autres viandes ⁴	4,9	4,0	3,6	3,9
Total viandes	91,1	89,3	86,5	88,5

1. En équivalent carcasse, y compris graisses de découpe.
2. La consommation correspond à la consommation humaine.
3. Dans le calcul de la consommation humaine, seuls sont comptabilisés depuis 1999 les abattages dans les abattoirs contrôlés.
4. Viandes d'équidés, de lapin et de gibier, ainsi que les abats destinés à la consommation humaine. En 2008, une modification dans la prise en compte des abattages conduit à une rupture de série et à compter de 2020, une modification de source a été apportée concernant les abats utilisés.
Champ : France, y compris DOM à partir de 1996.
Source : Agreste - Bilans d'approvisionnement

Consommation française de produits laitiers et d'œufs

	2000	2010	2023	2024 ^p
Produits laitiers et œufs¹ <i>kg/habitant/an</i>				
Lait de consommation ²	76,5	65,7	50,1	50,6
Autres produits frais ³	35,1	38,9	34,7	34,5
Beurre	8,7	7,8	8,2	7,7
Fromage	24,7	23,3	26,6	26,3
Œufs	15,5	13,5	14,1	14,0



1. La consommation correspond à la consommation humaine.
2. Lait de consommation, yaourt nature, lait autoconsommé ou vendu à la ferme.
3. Yaourts aromatisés, crème fraîche, desserts lactés frais et fromages frais.
Champ : France, y compris DOM à partir de 1996 pour les œufs et 1997 pour le lait et les produits laitiers.
Sources : Agreste - Enquête annuelle laitière, Douanes

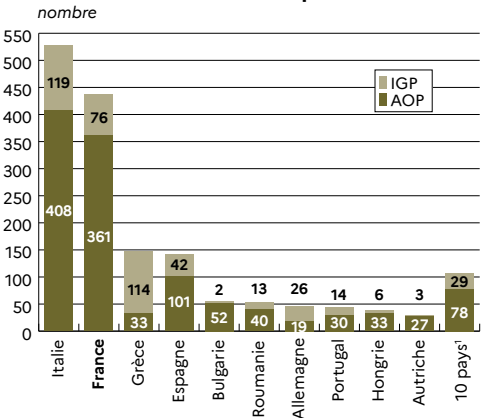
Signes de qualité dans l'Union européenne

Différents règlements européens précisent les systèmes de qualité liés à l'origine ou à la tradition adoptés par l'Union européenne (UE). Ce sont l'appellation d'origine protégée (AOP) et l'indication géographique protégée (IGP) pour les vins et les produits agricoles et agroalimentaires, l'indication géographique (IG) pour les boissons spiritueuses et les produits vinicoles aromatisés et la spécialité traditionnelle garantie (STG) pour les produits agricoles et agroalimentaires. La mention « produit de montagne » est établie en tant que mention de qualité facultative.

Fin 2024, 1 626 vins AOP/IGP sont enregistrés par vingt pays européens auprès de la Commission européenne. L'Italie est le premier pays pour le nombre de vins répertoriés en AOP/IGP (527) devant la France (437), ces deux pays représentant 59 % du nombre total enregistré dans l'Union européenne.

Parallèlement, 1 558 produits agroalimentaires AOP/IGP/STG hors vins et spiritueux sont enregistrés par 26 pays de l'UE (hors Malte) auprès de la Commission européenne. L'Italie (326 produits) et la France (276 produits) sont concernés par 39 % du nombre total d'enregistrements de l'UE. Le signe de qualité IGP reste particulièrement plébiscité avec vingt et un nouveaux enregistrements en 2024 au niveau européen (contre 8 AOP). Pour la France, trois nouvelles IGP (sel de Camargue / fleur de sel de Camargue, abricot des Baronnies et nougat de Montélimar) et 1 STG (bœuf traditionnel de race normande) ont été enregistrées en 2024.

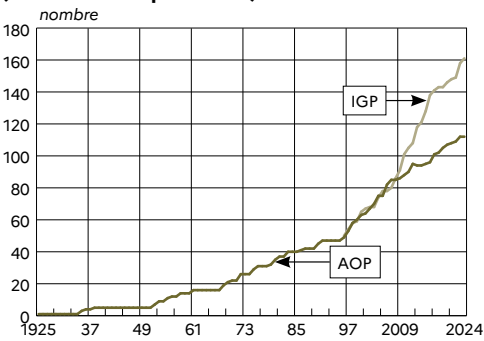
Nombre de vins AOP et IGP enregistrés en 2024 dans l'Union européenne



1. Les 10 pays sont : la Croatie, les Pays-Bas, la Slovénie, la République tchèque, Chypre, la Belgique, la Slovaquie, le Danemark, Malte, le Luxembourg.

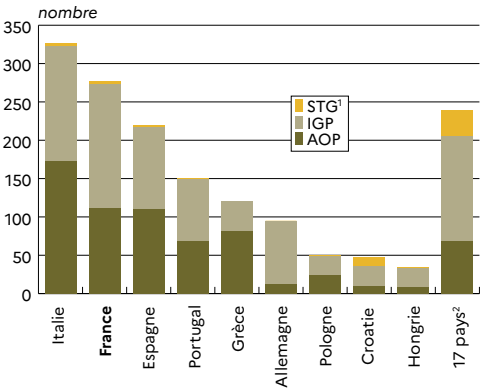
Source : Commission européenne - Base Ambrosia (18/08/2025)

Nombre d'AOP et d'IGP en France (hors vins et spiritueux)



Source : Commission européenne - Base Ambrosia (18/08/2025)

Nombre d'AOP/IGP/STG alimentaires enregistrés au 31/12/2024 dans l'Union européenne



1. 4 STG sont communs à la République tchèque et à la Slovaquie.

2. Les 17 pays sont : la Slovaquie, la Slovénie, la Belgique, l'Autriche, les Pays-Bas, la Finlande, la Suède, la Lituanie, l'Irlande, le Danemark, la Bulgarie, la Lettonie, Chypre, la Roumanie, le Luxembourg, l'Estonie et la République tchèque.

3. La France est en première position parmi les pays de l'UE.

Champ : produits alimentaires hors vins et spiritueux.

Source : Commission européenne - Base Ambrosia (18/08/2025)

Type de produits alimentaires	Nombre total	
	UE	France
Fruits, légumes et céréales en l'état ou transformés	427	63
Fromages ³	254	56
Produits à base de viande (cuits, salés, fumés, etc.)	211	25
Viande (et abats) frais ³	169	78
Huiles et matières grasses (beurre, margarine, huiles, etc.)	153	13
Produits de la boulangerie, pâtisserie, confiserie ou biscuiterie	113	4
Autres produits alimentaires ³ (épice, cidre, gommes, pâtes alimentaires, etc.)	89	19
Autres produits d'origine animale (œufs, miel, produits laitiers, etc.)	63	10
Poissons, mollusques, crustacés frais et produits dérivés	54	8
Bières	25	0
Total	1 558	276

Signes de qualité en France produits animaux (hors bio)

En 2023, le volume commercialisé des viandes de boucherie sous signe officiel d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO) – appellation d'origine protégée/contrôlée (AOP/AOC), indication géographique protégée (IGP), Label Rouge (LR) – représente 2,9 % de la production bovine nationale, 7,7 % de la production ovine et 2,4 % de la production porcine.

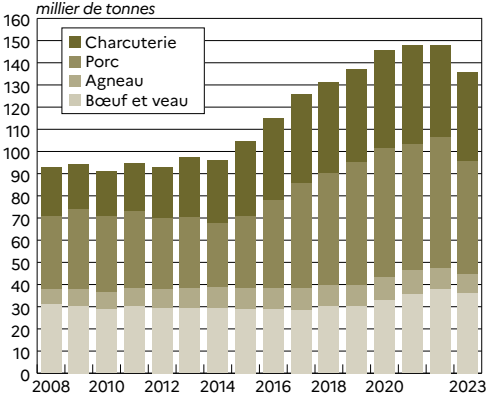
En 2023, le volume commercialisé des viandes sous SIQO (hors volailles) se replie nettement par rapport à 2022 (- 10,4 %). Les volumes commercialisés de bovins sous SIQO baissent (- 5,2 %), comme les volumes de porcs (- 14,4 %) et d'ovins (- 6,2 %). Ce constat s'explique, en partie, par les arbitrages réalisés par les consommateurs dans un contexte d'inflation, qui s'est prolongé sur toute l'année 2023. Les volumes de charcuteries et salaisons ralentissent aussi, mais dans une moindre mesure (- 1,9 %).

La production de volailles sous SIQO (majoritairement LR et IGP) représente 8,5 % de la production nationale en 2023. Elle décroît de 4,8 % sur un an, mais moins rapidement que la production nationale, alors que la production d'œufs label rouge commercialisés se stabilise pour s'établir à 440 millions d'unités.

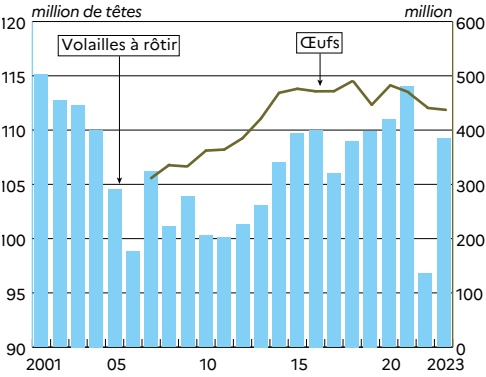
Le volume commercialisé des produits laitiers – beurre, crème, et fromages – sous SIQO concerne principalement des AOP et des IGP (98 % du volume). La production de fromages représente 86 % des volumes de produits laitiers commercialisés sous SIQO. La part des fromages sous SIQO est la plus élevée pour les pâtes persillées. La plupart des catégories sont en baisse en 2023 pour atteindre au total 264 milliers de tonnes tous SIQO hors bio, soit - 4 % sur un an.

Viandes, volaille et œufs commercialisés sous SIQO¹

• Viande et charcuterie commercialisée LR, AOC/AOP et IGP

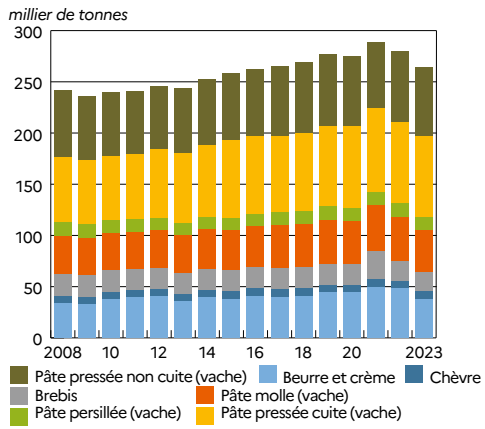


• Production avicole sous label rouge



1. SIQO : AOC/AOP, IGP, LR.
Sources : Inao, ODG, Synalaf, Sylaporc, Fil rouge

Produits laitiers commercialisés AOP, IGP et LR (label rouge)



1. Les PPNC, les pâtes persillées et les pâtes molles regroupent les fromages au lait de vache et de brebis.
2. Les pourcentages sont calculés pour chaque type de produits laitiers ; ceux de l'ensemble et des « autres fromages » sont sans objet.
Sources : Inao, Chao, ODG, Agreste - Enquête annuelle laitière

Type de produits laitiers ¹	Quantités commercialisées	2023	
		Part dans l'ensemble des produits laitiers AOP/IGP/LR	Part du total des fabrications ²
	millier de tonnes	%	
Fromages	226,9	86	18
Vache	201,0	76	18
Pâtes pressées non cuites (PPNC)	67,4	25	30
Pâtes pressées cuites	79,3	30	25
Pâtes persillées	12,8	5	35
Pâtes molles (croûte fleurie et lavée)	41,5	16	11
Brebis	19,2	7	35
Chèvre	6,7	3	8
Crème	8,9	3	2
Beurre	28,7	11	11
Ensemble	264,4	100	so

Signes de qualité

en France produits végétaux (hors bio)

Un nombre croissant de produits végétaux tels que les fruits frais et les légumes frais ou secs ont un signe officiel d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO) : appellation d'origine protégée/contrôlée (AOP/AOC), indication géographique protégée (IGP) ou label rouge (LR). En 2023, le volume total commercialisé de cette filière (hors produits oléicoles) est de 131 500 tonnes, en baisse de 2 % par rapport à 2022, en raison du contexte d'inflation qui s'est prolongé sur l'année 2023.

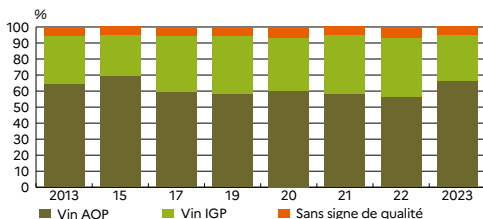
Les farines sous SIQO (blé noir, épeautre, froment, châtaigne) concernent 5 LR, 2 IGP et 1 AOP. Le volume commercialisé des farines de céréales et de légumes (245 500 tonnes) diminue (- 4 % en 2023), en raison notamment de la baisse de la farine pour « pain de tradition française n° LA 11/04 » (88 % des volumes).

Les produits oléicoles sous SIQO représentent 24 % de la production française d'olives fraîches et 22 % de celle d'huile d'olive en 2023. La production d'huile d'olive augmente pour atteindre 1 438 tonnes (+ 17 %), tandis que celle de l'olive AOP diminue pour s'établir à 396 tonnes (- 12 %). En 2023, les volumes d'oignons AOP commercialisés (6 077 tonnes) restent stables, et ceux de l'ail sous SIQO s'accroissent (1 209 tonnes) ; l'« Ail Rose de Lautrec » prédomine, dont la production représente 49 % de l'ail sous SIQO.

La production cidricole sous SIQO (4 AOP, 1 AOC, 2 IGP et 1 label rouge) représente 29 % de la production nationale. Le volume commercialisé de cidre sous SIQO augmente à nouveau (+ 10 % en 2023) et s'établit à 367 000 hectolitres, dont 97 % des volumes sont sous IGP.

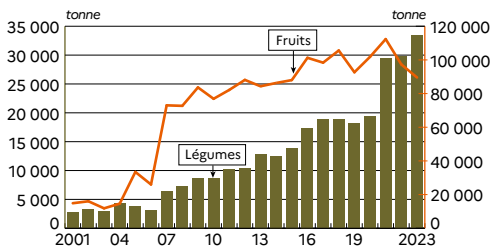
En 2023, la part de la production commercialisée de vins sous SIQO en France représente 95 % de la production nationale, avec une prédominance d'AOP (69 %). Après le mouvement de baisse des ventes observée depuis plus de cinq ans, les volumes commercialisés en grande distribution s'améliorent pour la deuxième année consécutive (+ 6 % sur un an, source : FranceAgriMer). Les ventes de vins sous AOP progressent (+ 26 %), alors que celles des vins IGP reculent (- 6 %).

Production commercialisée de vin AOP et IGP en France

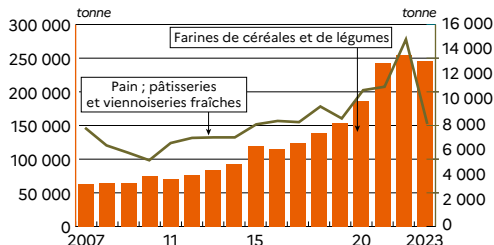


Source : Douanes - Quantités de vins soumises au droit de circulation agreste | GRAPH'AGRI 2025

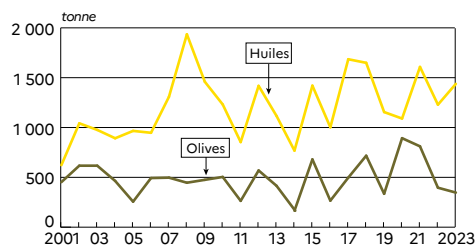
• Fruits et légumes frais (AOP, IGP, LR)



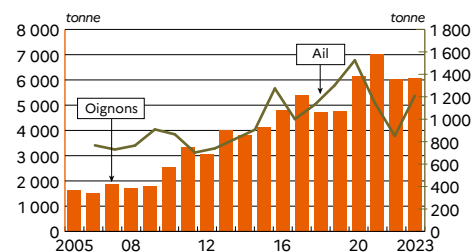
• Farines et pains (AOP, IGP, LR)



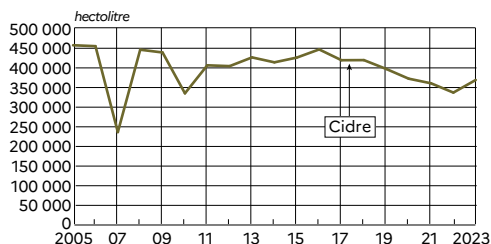
• Produits oléicoles (AOP/AOC)



• Oignons (AOP) et ail (IGP, LR)



• Produits cidricoles (AOP, IGP, LR)



Sources : Inao, ODG

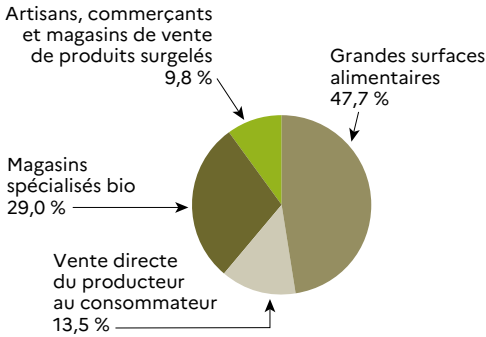
Signes de qualité produits biologiques

Après deux années difficiles, 2024 présente des signes encourageants pour la filière biologique française. La valeur des ventes des produits alimentaires se stabilise à 12,2 milliards d'euros, soit une croissance de 0,8 % par rapport à 2023. Le bio représente 5,6 % des achats alimentaires des Français, un chiffre constant par rapport à 2023. Le redémarrage de la consommation à domicile s'observe dans les magasins bio, le commerce de proximité (boulangeries, primeurs, boucheries...) et la vente directe, chacun enregistrant une croissance de 7 %, tandis que la grande distribution affiche, pour la quatrième année consécutive, un recul de 5 %. Ainsi, les magasins bio représentent désormais 29,0 % des ventes de produits bio. La vente directe s'élève à 13,5 %, portée par la vente de vins et de fruits et légumes, et celle des artisans et commerçants confirme sa reprise en 2024 et atteint 9,8 %. Pour autant, la distribution généraliste domine toujours les ventes de produits bio aux ménages avec 47,7 % des parts de marché (50,6 % en 2023).

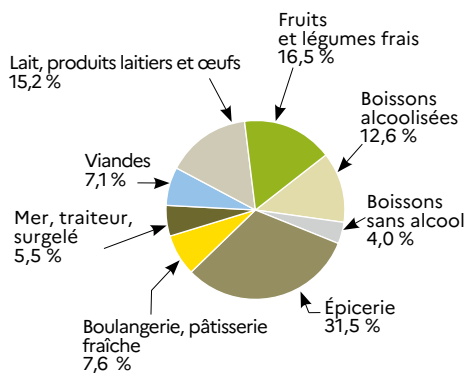
84 % des produits bio consommés par les ménages français sont produits en France. Cette proportion varie de 100 % pour les œufs et la viande bovine, 99 % pour les volailles et 98 % pour le lait et les produits laitiers à 6 % pour les produits de la mer. En excluant les produits tropicaux (fruits tropicaux, café, cacao, crevettes) qui représentent 44 % des importations de produits bio, 59 % des produits importés concernent l'épicerie salée et sucrée. Les parts des fabrications bio diminuent pour quasiment toutes les grandes catégories de produits laitiers. En 2024, elles s'établissent à 10 % pour les laits liquides conditionnés, à 6 % pour les yaourts et laits fermentés, 4 % pour le beurre, et autour de 2 % pour le fromage de chèvre et de vache. Seule la part du fromage de brebis augmente (plus de 4 %).

Vente en valeur de produits biologiques en 2024*

• Selon les circuits de distribution¹



• Selon les produits¹



1. Hors restauration collective.
Source : Agence Bio

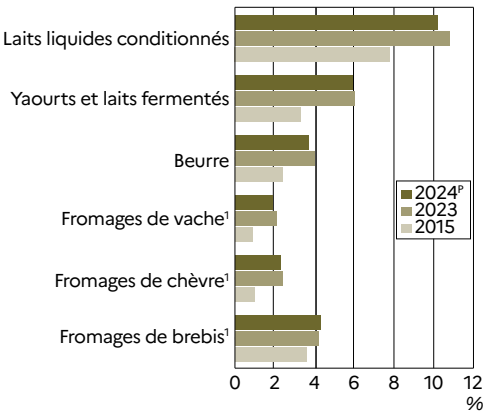
Fabrication de produits laitiers biologiques

• 2024*

Type de produits laitiers	Établ. fabricants nombre	Production tonne	Part du bio %
Laits liquides conditionnés (1 000 litres)	37	282 416	10,2
Crème conditionnée	32	7 821	1,7
Yaourts et laits fermentés	47	79 591	5,9
Desserts lactés frais	19	12 310	2,0
Beurre	32	12 748	3,7
Ensemble des fromages	166	38 661	2,0
Fromages de vache ¹	124	31 210	1,9
frais	39	15 937	2,5
destinés à être affinés	98	15 273	1,5
Fromages de chèvre ¹	28	1 914	2,3
frais	15	941	4,8
destinés à être affinés	21	973	1,4
Fromages de brebis ¹	29	2 644	4,3
frais	12	958	23,7
destinés à être affinés	24	1 686	2,9
Total des établissements de fabrications	230	441 617	5,9

1. Hors fondus.
Note : certains établissements fabriquent plusieurs produits.
Source : Agreste - Enquête annuelle laitière

• Évolution de la part du bio de 2015 à 2024*



Commerce international

Depuis 2000, les échanges agroalimentaires mondiaux croissent en valeur de 8 % par an en moyenne avec une rupture en 2015 (- 9 %), après celle de 2009 (- 10 %).

La France, au deuxième rang au début des années 2000, est le cinquième exportateur mondial en 2023 devant la Chine. Malgré le contexte de détente des prix pour les céréales et les oléagineux après le haut niveau de 2022, les exportations agroalimentaires mondiales progressent légèrement et atteignent un nouveau record en valeur. Les États-Unis demeurent le premier exportateur de produits agroalimentaires, devant les Pays-Bas, le Brésil et l'Allemagne.

En 2023, la Chine repasse devant les États-Unis comme premier importateur de produits agroalimentaires du fait de la baisse des achats américains en valeur (- 4 % sur un an) alors que les importations chinoises restent relativement stables. Ces dernières ont augmenté fortement depuis dix ans, malgré les deux baisses consécutives de 2015 et 2016. Les importations allemandes, dynamiques avant 2008, croissent plus modérément depuis, avec des fluctuations marquées. Néanmoins, l'Allemagne reste le troisième importateur mondial en 2023. La France se situe pour sa part au sixième rang.

En 2023, le Brésil accroît encore son excédent des échanges de produits agroalimentaires (+ 12 milliards de dollars (Md\$)) et reste de loin le pays avec l'excédent le plus important à plus de 129 Md\$. L'UE se place juste derrière, loin devant les États-Unis qui affichent un déficit de plus de 47 Md\$.

Exportations et importations agroalimentaires en valeur

Exportations

Principaux pays exportateurs	2000	2010	2022	2023 ^P
<i>milliard de dollars courants</i>				
États-Unis	53,9	112,4	185,3	167,7
Brésil	12,8	60,8	132,2	143,0
Chine ²	13,6	44,2	82,7	83,0
Canada	17,7	37,2	70,7	72,5
Indonésie	5,5	25,6	59,6	54,9
Australie	11,4	23,4	51,1	48,4
Inde	5,4	18,2	50,4	47,5
Argentine	11,5	33,8	52,2	34,6
UE à 28 ¹	183,0	451,8	734,2	775,8
dont Pays-Bas	29,0	83,3	138,0	145,1
Allemagne	22,9	68,7	94,2	99,5
France	32,4	61,2	83,8	83,1
Espagne	15,6	37,3	67,1	71,7
Italie	14,7	35,0	61,4	66,8
UE à 27 ¹	167,4	426,0	702,5	744,6
Monde	425,6	1 135,8	2 072,0	2 097,0

Importations

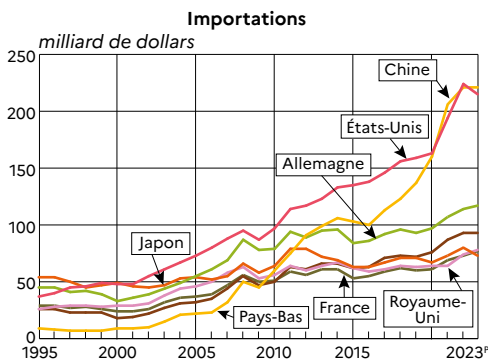
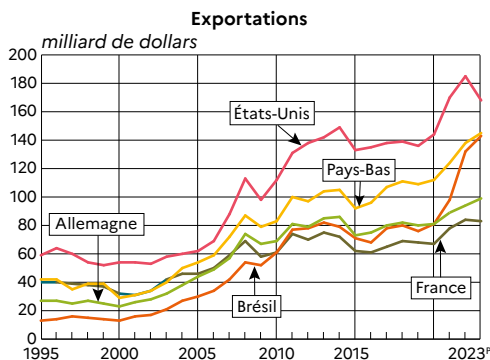
Principaux pays importateurs	2000	2010	2022	2023 ^P
<i>milliard de dollars courants</i>				
Chine ²	9,0	59,6	220,8	220,8
États-Unis	47,8	97,4	223,8	214,9
Japon	48,6	64,1	79,9	72,8
Canada	12,0	28,0	47,9	47,0
Corée du Sud	7,7	19,2	44,4	42,5
Fédération de Russie	8,3	34,0	35,5	36,5
Hong Kong	9,2	18,0	23,3	23,4
UE à 28 ¹	191,1	458,1	716,9	748,1
dont Allemagne	33,0	79,3	113,7	116,9
Pays-Bas	17,9	49,9	93,4	93,2
Royaume-Uni	28,9	56,3	73,8	77,8
France	23,9	51,1	73,3	77,0
Italie	20,3	44,3	61,7	67,0
UE à 27 ¹	162,2	401,8	643,1	670,4
Monde	453,4	1 148,8	2 116,9	2 125,2

1. Somme des échanges des pays de l'Union européenne (y compris commerce intra UE).

2. Non compris Hong Kong et Taïwan.

Source : UNCTADSTAT - Nomenclature CTCI Rév. 4. Les nomenclatures d'UNCTADSTAT et d'Eurostat (nomenclature NC) n'étant pas identiques, le champ des produits délimitant le secteur agroalimentaire ne coïncide pas totalement entre les deux sources, introduisant un biais.

Importations et exportations agroalimentaires en valeur des plus gros importateurs et exportateurs



Source : UNCTADSTAT - Nomenclature CTCI Rév. 4. Les nomenclatures d'UNCTADSTAT et d'Eurostat (nomenclature NC) n'étant pas identiques, le champ des produits délimitant le secteur agroalimentaire ne coïncide pas totalement entre les deux sources, introduisant un biais.

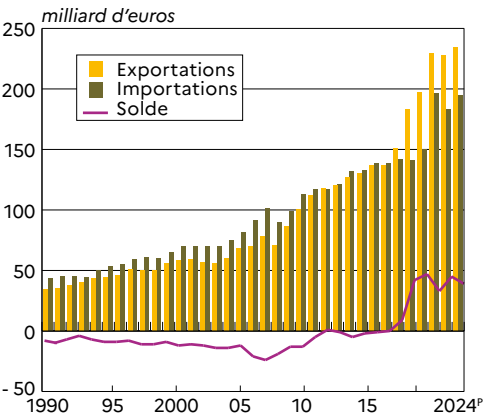
Échanges agroalimentaires de l'Union européenne

Alors que le déficit des échanges agroalimentaires de l'Union européenne (UE) avec le reste du monde se creusait tendanciellement depuis le début des années quatre-vingt-dix, il se réduit à partir de 2009 grâce à une demande mondiale dynamique tirée par l'Asie. Légèrement positif en 2013, le solde des échanges agroalimentaires de l'UE devient excédentaire à partir de 2019. En 2024, il s'établit à 39 milliards d'euros (Md€), en baisse de 13 % par rapport à 2023 du fait d'une hausse des importations supérieure à celle des exportations.

Depuis 2009, les échanges agroalimentaires progressent. Après une parenthèse en 2023, l'année 2024 marque le retour de la croissance des échanges agroalimentaires de l'UE. Les exportations (234 Md€) progressent ainsi de 3 % par rapport à 2023 et les importations (195 Md€) augmentent de 7 % dans un contexte de flambée des prix du cacao, du café et, dans une moindre mesure, des oranges. Les boissons, vins et alcools restent les premiers produits exportés par l'UE en valeur bien que leurs ventes ne progressent plus depuis le point haut de 2022 (près de 40 Md€). En 2024, ce sont les exportations de préparations à base de cacao qui augmentent le plus sur un an (+ 27 %) bénéficiant du contexte évoqué ci-dessus. Du côté des baisses, le recul de la valeur des ventes de céréales est notable dans un contexte de repli du prix de ces derniers.

Depuis le Brexit, le Royaume-Uni est devenu le premier partenaire de l'UE devant les États-Unis et la Chine.

Échanges agroalimentaires de l'UE



Note : système harmonisé. Voir glossaire « classification des produits », « classification douanière de produits ».
Champ : UE à contour évolutif.
Source : Eurostat

Principales exportations de l'UE

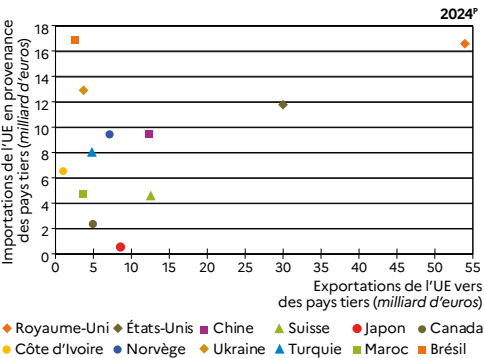
Nomenclature combinée*	2000	2010	2023	2024 [†]
million d'euros				
Total produits agroalimentaires	56 195	85 947	227 726	234 107
dont boissons, vins et alcools	12 010	18 448	37 913	37 534
préparations à base de céréales	3 242	5 655	21 925	22 642
lait et produits laitiers	5 086	7 486	19 090	19 307
préparations alimentaires diverses	3 183	5 490	16 581	17 951
viandes et abats	3 943	5 828	16 354	16 848
préparations à base de fruits et légumes	2 108	3 345	12 823	13 520
cacao et ses préparations	1 627	3 642	10 219	13 002
huiles et graisses	2 704	3 169	10 457	11 675
céréales	3 039	5 096	12 547	9 828
résidus alimentaires, aliments pour animaux	1 893	2 942	9 607	9 639
tabacs et succédanés de tabacs	2 716	4 155	7 026	7 768

Principales importations de l'UE

Nomenclature combinée*	2000	2010	2023	2024 [†]
million d'euros				
Total produits agroalimentaires	65 377	98 549	182 667	194 803
dont poissons et crustacés	9 488	14 013	24 622	24 385
fruits	8 104	12 859	21 205	23 703
café, thé et épices	5 395	7 944	12 529	15 780
cacao et ses préparations	1 887	5 326	8 668	15 590
huiles et graisses	2 362	6 991	14 729	15 483
graines et fruits oléagineux	5 513	7 398	15 542	14 648
résidus alimentaires, aliments pour animaux	5 427	8 533	12 975	13 131
boissons, vins et alcools	3 118	4 773	10 127	9 784
céréales	1 673	2 631	11 470	9 526
préparations à base de légumes et fruits	3 379	4 153	6 919	7 838
préparations de viandes et de poissons	2 801	4 651	5 138	5 272

*Système harmonisé. Voir glossaire « classification des produits », « classification douanière de produits ».
Champ : UE (contour évolutif, UE à 15 en 2000, à 27 en 2010, à 28 en 2019 et à nouveau à 27 sans le Royaume-Uni à partir de 2020).
Source : Eurostat

Principaux partenaires de l'UE



Champ : UE à 27.
Source : Eurostat

Échanges agroalimentaires de la France

balance commerciale de la France

Depuis 2000, le déficit global de la balance commerciale de la France, tous secteurs d'activité confondus, a été multiplié par sept tandis que l'excédent agroalimentaire s'est maintenu autour de 8 milliards d'euros (Md€) en moyenne chaque année. À partir de la fin des années 2000, l'excédent commercial agroalimentaire fluctue plus fortement. Tombé à 5 Md€ en 2009, il dépasse 11 Md€ entre 2011 et 2013, et se maintient autour des 9 Md€ en 2014 et 2015. Après avoir atteint un niveau bas en 2017, l'excédent agroalimentaire augmente à nouveau ensuite, malgré la rupture de 2020 liée au contexte sanitaire, pour dépasser 10 Md€ en 2022. Depuis deux ans, il recule pour atteindre 5 Md€ en 2024. Il faut remonter à la deuxième moitié des années quatre-vingts pour trouver des niveaux inférieurs. Il reste cependant l'un des rares excédents commerciaux français avec les produits chimiques, parfums et cosmétiques (20,4 Md€ en 2024) et les matériels de transport (5,6 Md€).

Avec 0,5 Md€, le solde des échanges de produits agricoles bruts recule (- 0,7 Md€ par rapport à 2023), pénalisé par la baisse des exportations de céréales dans un contexte de prix en repli en 2024.

L'excédent commercial en produits transformés diminue également (- 0,9 Md€ par rapport à 2023) à 4,5 Md€, du fait d'importations dynamiques, essentiellement tirées par des produits alimentaires issus du cacao dans un contexte d'envolée des prix.

Si le déficit commercial avec l'UE se réduit, la baisse de l'excédent des échanges avec les pays tiers tire vers le bas l'excédent global en 2024.

Échanges agroalimentaires

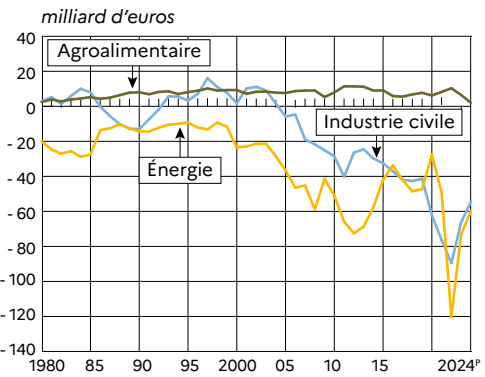
Nomenclature CPF*		2010	2015	2023	2024*
milliard d'euros					
Exportations	Prod. bruts	13,3	15,5	19,0	18,5
	Prod. transf.	36,4	44,7	62,7	63,7
	Total	49,7	60,2	81,7	82,1
	vers l'UE	29,2	32,4	47,1	47,8
	vers pays tiers	20,5	27,7	34,6	34,3
Importations	Prod. bruts	11,1	12,3	17,9	18,0
	Prod. transf.	30,7	38,8	57,3	59,2
	Total	41,8	51,1	75,2	77,2
	de l'UE	27,2	32,6	49,8	50,3
	des pays tiers	14,6	18,5	25,5	26,9
Solde**	Prod. bruts	2,3	3,2	1,1	0,5
	Prod. transf.	5,6	5,9	5,4	4,5
	Total	7,9	9,1	6,5	5,0
	avec l'UE	2,1	-0,2	-2,7	-2,4
	avec pays tiers	5,8	9,3	9,1	7,4

* Classification des produits française 2015 rév. 2. Le champ qui délimite les produits agroalimentaires est différent de celui défini par la nomenclature douanière combinée (NC), introduisant des différences dans les résultats. Voir glossaire « classification des produits », « classification douanière de produits ».

** Le solde est calculé CAF-FAB. Champ : France y compris DOM à partir de 1997 ; UE à contour évolutif.

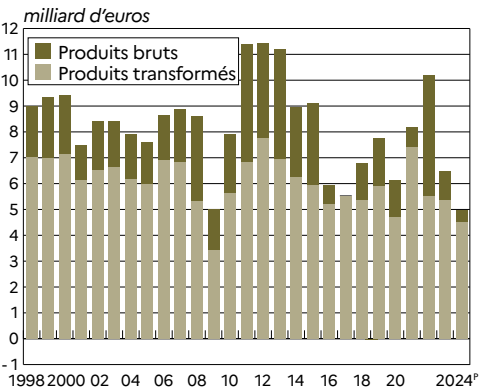
Source : Douanes

Soldes commerciaux par grands secteurs

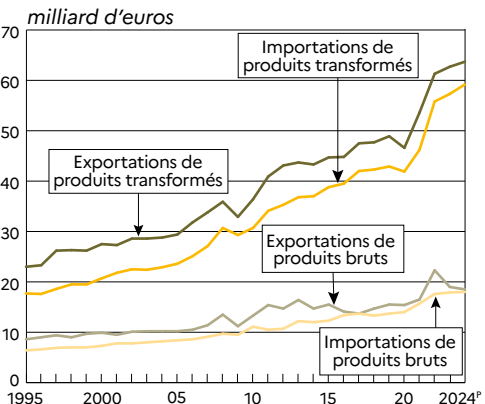


Solde CAF-FAB - Nomenclature agrégée NA 2008, niveau A38.
Champ : France y compris DOM à partir de 1997.
Source : Douanes

Balance commerciale agroalimentaire



Solde CAF-FAB - Nomenclature agrégée NA 2008, niveau A38.
Champ : France.
Source : Douanes



Échanges agroalimentaires de la France

échanges avec l'Union européenne et les pays tiers

À périmètre constant, l'excédent des échanges agroalimentaires de la France avec l'Union européenne à 27 (sans le Royaume-Uni) a diminué fortement à partir de 2012, laissant place à un déficit depuis 2015. En 2024, celui-ci atteint - 3,6 milliards d'euros (Md€) après - 3,8 Md€ en 2023. Dans un contexte de croissance de la valeur des échanges qui se poursuit, l'augmentation des exportations (+ 0,8 Md€) est supérieure à celle des importations (+ 0,6 Md€). En 2024, la Belgique reste le premier client européen de la France devant l'Allemagne et l'Espagne. Les boissons, les produits laitiers et les céréales sont les principaux produits exportés vers l'UE. Les principaux fournisseurs européens de la France sont l'Espagne, la Belgique et les Pays-Bas.

Depuis le milieu des années 2010, seuls les échanges extérieurs avec les pays tiers contribuent à l'excédent du solde commercial agroalimentaire de la France. Cependant, avec 7,2 Md€ en 2024, l'excédent avec les pays tiers s'inscrit de nouveau en nette baisse (- 18 % sur un an et - 28 % par rapport à la moyenne 2019-2023). En 2024, le Royaume-Uni reste le premier client de la France devant les États-Unis, premier client français en 2021 et 2022. La Chine est le troisième importateur de produits français. Les boissons, vins et alcools représentent près de 40 % des exportations à destination des pays tiers.

Échanges de la France

• Avec l'Union européenne

Nomenclature combinée*	Exportations		Importations	
	2000	2024 ^p	2000	2024 ^p
million d'euros				
Boissons, vins et alcools	3 465	6 403	1 004	4 017
Lait et produits laitiers	2 594	5 044	1 868	5 512
Céréales	2 930	4 047	266	616
Viandes et abats	2 151	3 041	2 222	5 253
Prép. à base de céréales	984	3 556	1 242	4 462
Sucres et sucreries	1 287	2 000	445	1 101
Aliments pour animaux	949	2 417	537	2 330
Animaux vivants	1 378	2 241	300	188
Légumes	925	2 904	1 059	2 739
Autres	6 165	15 880	9 142	24 960
Total	22 829	47 532	18 084	51 178

• Avec les pays tiers

Nomenclature combinée*	Exportations		Importations	
	2000	2024 ^p	2000	2024 ^p
million d'euros				
Boissons, vins et alcools	5 441	13 141	686	1 894
Céréales	1 325	2 579	166	443
Lait et produits laitiers	1 398	3 206	289	644
Prép. aliment. diverses	654	1 852	203	1 049
Viandes et abats	991	1 042	654	1 351
Prép. à base de céréales	468	2 853	286	814
Aliments pour animaux	271	1 529	1 022	1 638
Produits de la minoterie	470	582	15	72
Sucres et sucreries	561	685	122	262
Autres	2 931	6 595	6 520	18 654
Total	14 510	34 063	9 963	26 819

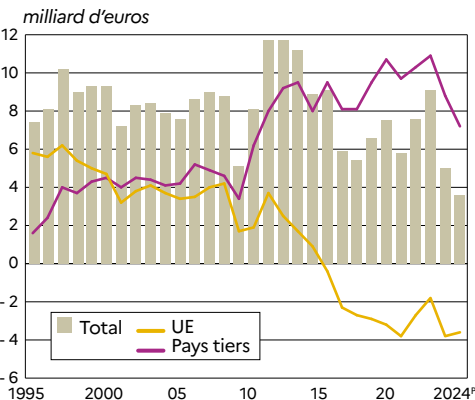
* Le champ qui délimite les produits agroalimentaires est différent de celui défini par la classification des produits française, introduisant des différences dans les résultats. Voir glossaire « classification des produits », « classification douanière de produits ».

Champ : France ; UE à 27.

Source : Douanes - 24 premiers chapitres de la NC

Solde de la balance commerciale agroalimentaire française avec l'UE et les pays tiers

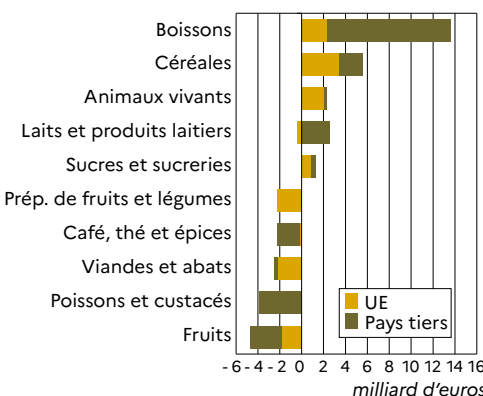
• De 1995 à 2024^p



Champ : France y compris DOM à partir de 1997 ; UE à 27.

Source : Douanes - 24 premiers chapitres de la NC

• Pour quelques produits représentatifs en 2024^p



Échanges agroalimentaires de la France

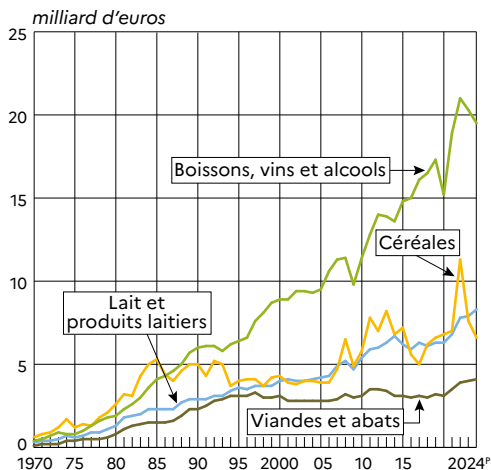
exportations

Relativement stables en valeur de 2011 à 2020, autour de 60 milliards d'euros (Md€), les exportations de produits agroalimentaires se rapprochent des 70 Md€ en 2021 et dépassent les 80 Md€ depuis 2022. En 2024, elles restent relativement stables par rapport à 2023 en s'établissant à 81,6 Md€, soit le deuxième meilleur niveau historique après le niveau record de 2022. Si les volumes vendus sur un an ont progressé, le contexte baissier des prix de certains produits a pesé sur la valorisation globale des exportations. Malgré les tensions économiques et géopolitiques qui pèsent sur la demande de vins et spiritueux, les boissons, vins et alcools restent les produits les plus exportés par la France en 2024 avec 19,5 Md€.

Les exportations de produits laitiers ont progressé de façon continue entre 2000 et 2014 (excepté en 2009) avant de devenir plus irrégulières. Après avoir retrouvé leur niveau de 2014 en 2021, la valeur des exportations de produits laitiers augmente pour la troisième année consécutive en 2024 à 8,3 Md€.

Les exportations de céréales avaient été portées en 2022 par le contexte de forte demande internationale exacerbée par la guerre en Ukraine. Depuis, elles reculent et atteignent 6,6 Md€ en 2024 sur fond de détente des prix des céréales et de contraction des quantités exportées sur la deuxième partie de l'année suite à la très mauvaise récolte de 2024. 2024 est ainsi en décalage avec la tendance haussière des ventes de céréales observée depuis 2018.

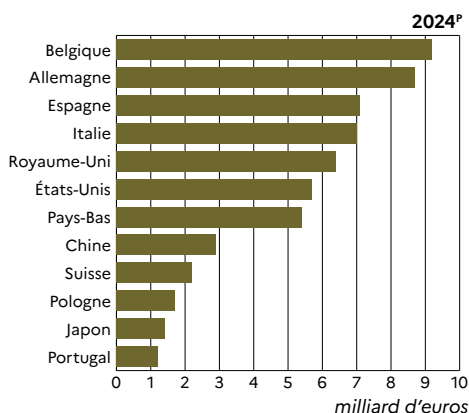
Principales exportations françaises



Nomenclature combinée*	2000	2010	2023	2024 ^P
million d'euros				
Total	37 328	49 186	81 097	81 595
dont boissons, vins et alcools	8 905	11 404	20 263	19 544
lait et produits laitiers	3 992	5 417	7 917	8 250
céréales	4 255	5 801	7 631	6 625
préparations à base de céréales	1 450	2 670	6 288	6 409
viandes et abats	3 142	3 130	3 991	4 082
résidus et aliments pour animaux	1 217	2 079	4 098	3 946
préparations alim. diverses	1 342	2 150	3 860	3 886
sucres et sucreries	1 849	1 857	2 707	2 684

* Le champ qui délimite les produits agroalimentaires est différent de celui défini par la classification des produits française, introduisant des différences dans les résultats. Voir glossaire « classification des produits », « classification douanière de produits ». Champ : France y compris DOM à partir de 1997. Source : Douanes - 24 premiers chapitres de la NC

Principaux clients de la France



Source : Douanes - 24 premiers chapitres de la NC

Solde de la balance commerciale des produits excédentaires

Nomenclature combinée*	2000	2010	2023	2024 ^P
million d'euros				
Boissons, vins et alcools	7 216	8 717	14 181	13 634
Céréales	3 824	5 108	6 507	5 567
Animaux vivants	1 160	1 504	2 044	2 242
Lait et produits laitiers	1 836	2 741	2 111	2 095
Sucres et sucreries	1 283	1 089	1 295	1 322
Prép. à base de céréales	- 77	347	1 135	1 133
Produits de la minoterie	585	648	504	415

* Voir glossaire « classification des produits », « classification douanière de produits ». Champ : France y compris DOM à partir de 1997. Source : Douanes - 24 premiers chapitres de la NC

Échanges agroalimentaires de la France importations

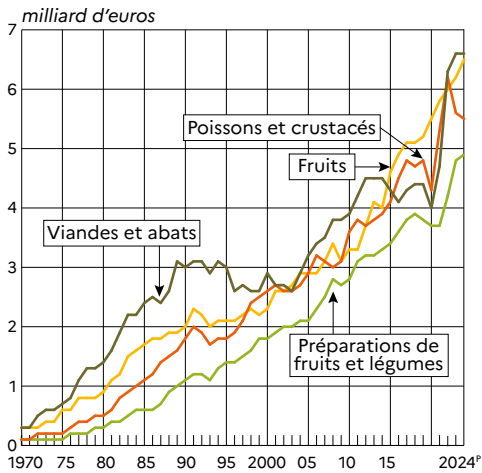
En 2024, les importations de produits agroalimentaires atteignent un nouveau record, à 78 milliards d'euros (Md€). Elles augmentent de 1,9 Md€ par rapport à 2023 du fait de volumes importés et de prix en hausse.

En 2024, les principaux produits importés par la France restent les viandes et les abats (6,6 Md€) puis les fruits (6,5 Md€). Les importations de boissons, vins et alcools reculent derrière les achats de produits laitiers (6,2 Md€). Ces derniers sont portés principalement par les importations de beurre dans un contexte de baisse des fabrications et de prix haussiers. Si les achats de viandes restent stables par rapport à 2023, les importations de fruits sont dynamiques, tirées par la croissance des volumes achetés (baies, abricots) et la hausse notable des prix (avocats, kiwis). Cependant, l'augmentation la plus marquante concerne le cacao et ses préparations (+ 1,8 Md€), dans un contexte de flambée des prix du cacao.

Depuis 2012, l'Espagne est le premier fournisseur de la France en produits agroalimentaires, suivie de la Belgique, des Pays-Bas et de l'Allemagne.

Le café, le thé ou le tabac, produits de grande consommation peu cultivés en France, présentent structurellement un déficit commercial, tout comme le poisson et ses préparations, les fruits et les préparations associées.

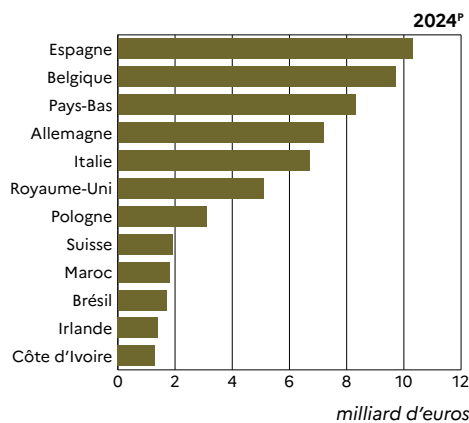
Principales importations françaises



Nomenclature combinée*	2000	2010	2023	2024 ^p
million d'euros				
Total	28 033	41 056	76 088	77 997
dont viandes et abats	2 875	3 937	6 581	6 604
fruits	2 331	3 346	6 229	6 505
lait et produits laitiers	2 156	2 676	5 806	6 156
boissons, vins et alcools	1 689	2 688	6 083	5 911
poissons et crustacés	2 592	3 578	5 597	5 550
préparations à base de céréales	1 425	2 324	5 154	5 276
préparations à base de légumes et de fruits	1 844	2 796	4 831	4 895
résidus et aliments pour animaux	1 554	2 158	3 983	3 968

* Le champ qui délimite les produits agroalimentaires est différent de celui défini par la classification des produits françaises, introduisant des différences dans les résultats. Voir glossaire « classification des produits », « classification douanière de produits ».
Champ : France.
Source : Douanes - 24 premiers chapitres de la NC

Principaux fournisseurs de la France



Source : Douanes - 24 premiers chapitres de la NC

Solde de la balance commerciale des produits déficitaires

Nomenclature combinée*	2000	2010	2023	2024 ^p
million d'euros				
Fruits	- 986	- 1 874	- 4 529	- 4 686
Poissons et crustacés	- 1 702	- 2 597	- 3 952	- 3 894
Viandes et abats	271	- 807	- 2 591	- 2 522
Café, thé et épices	- 704	- 1 178	- 2 160	- 2 230
Préparations à base de légumes, fruits	- 865	- 1 389	- 2 380	- 2 152
Préparations de viandes et de poissons	- 72	- 671	- 1 633	- 1 664
Tabacs	- 1 155	- 1 109	- 1 093	- 1 068
Floriculture	- 765	- 999	- 1 082	- 1 002

* Voir glossaire « classification des produits », « classification douanière de produits ».
Champ : France.
Source : Douanes - 24 premiers chapitres de la NC

Échanges agroalimentaires de la France

soldes commerciaux des produits bruts et produits transformés

Les soldes commerciaux des produits transformés (+ 4,5 milliards d'euros (Md€) en 2024) et des produits bruts (+ 0,5 Md€) sont structurellement excédentaires avec toutefois des fluctuations très marquées.

Les profils des échanges commerciaux des produits transformés sont très variables selon les filières. Les boissons (en particulier, les vins et spiritueux), les produits laitiers, les aliments pour animaux, les produits issus de céréales présentent des excédents commerciaux. Historiquement excédentaires, les produits élaborés tels les plats préparés, aliments diététiques et sucreries sont déficitaires depuis 2020. Le secteur des viandes, excédentaire jusqu'au milieu des années 2000, présente depuis un déficit commercial. Ceux des fruits et légumes transformés, des produits à base de poissons ainsi que des huiles et graisses sont structurellement déficitaires. Pour les produits bruts, les échanges de céréales et d'animaux sont excédentaires et à un degré moindre les produits sylvicoles. Ceux des autres produits sont déficitaires.

Avec l'Union européenne (UE), les échanges de produits transformés se dégradent depuis le milieu des années 2000 et, à périmètre constant (UE à 27 sans le Royaume-Uni), deviennent déficitaires dès 2009. En 2024, le déficit avec l'UE se réduit mais la diminution de l'excédent avec les pays tiers est plus de trois fois supérieure, sous l'effet de la hausse du prix des importations de produits issus du cacao et des difficultés à l'export des vins et spiritueux vers l'Asie. Excédentaires avec l'UE mais déficitaires avec les pays tiers, les échanges de produits bruts sont pénalisés en 2024 par la baisse des exportations de céréales ; l'excédent avec l'UE recule de 3 % et le déficit avec les pays tiers augmente de 14 % sur un an, et le solde atteint un point bas sur 20 ans après celui de 2017.

Solde commercial par produit

• Produits transformés

Nomenclature CPF ¹	2000	2010	2023	2024 ^p
million d'euros				
Viande et prép. viande	780	- 558	- 3 109	- 3 020
Poisson, crust., etc.	- 1 574	- 2 496	- 3 676	- 3 554
Fruits et légumes	- 1 097	- 1 971	- 3 923	- 3 842
Huiles et graisses	- 1 496	- 2 094	- 2 634	- 2 845
Produits laitiers	1 947	2 889	2 544	2 615
Grains ; amylacés	677	917	857	1 007
Boulang.-pâtis. et pâtes	-262	- 341	- 286	- 546
Autres prod. aliment.	1 285	828	- 395	- 720
Aliments pour animaux	654	1 032	1 713	1 603
Boissons	7 337	8 606	15 241	14 739
Prod. à base de tabac	- 1 112	- 1 172	- 982	- 949
Total produits industries agroalimentaires	7 139	5 640	5 350	4 488

• Produits bruts

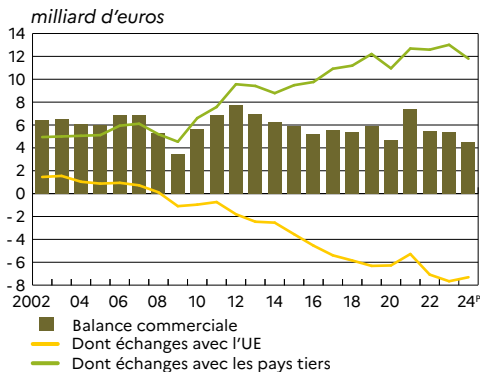
Nomenclature CPF ¹	2000	2010	2023	2024 ^p
million d'euros				
Céréales, oléoprotéagineux, légumes et autres cultures non permanentes	3 094	4 854	5 879	5 559
Fruits, plantes à boissons et autres cultures permanentes, plants	- 1 475	- 3 407	- 5 605	- 6 087
Produits de l'élevage (animaux vivants, œufs, miel...)	983	1 508	1 932	2 102
Produits sylvicoles	96	140	327	307
Pêche et aquaculture	- 543	- 832	- 1 406	- 1 413
Total produits agricoles	2 156	2 263	1 127	467

1. Classification des produits française rév. 2.1. Le champ qui délimite les produits agroalimentaires est différent de celui défini par la nomenclature douanière combinée (NC), introduisant des différences dans les résultats. Voir glossaire « classification des produits », « classification douanière des produits ».

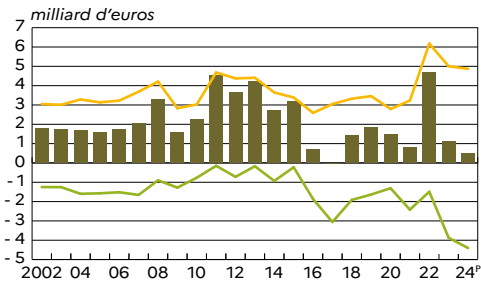
Source : Douanes

Solde commercial par zones d'échange

• Produits transformés¹



• Produits bruts¹



1. Classification des produits française rév. 2.1. Le champ qui délimite les produits agroalimentaires est différent de celui défini par la nomenclature douanière combinée (NC), introduisant des différences dans les résultats. Voir glossaire « classification des produits », « classification douanière des produits ».

Champ : France ; UE à 27. Source : Douanes

Céréales
commerce mondial

Le maïs, le blé et le riz sont les trois principales céréales cultivées dans le monde. Elles représentent environ 90 % de la production mondiale. En 2024, les principaux pays producteurs de céréales sont la Chine (21 % du total mondial), les États-Unis (16 %), l'Inde (11 %) et l'Union européenne (UE) (9 %). Les pays du bloc mer Noire (Russie et Ukraine) représentent 6 % du total mondial. Parallèlement, la Chine et l'Inde concentrent à eux deux 53 % de la production mondiale de riz. La récolte de certains des principaux exportateurs mondiaux de céréales se replie, en particulier celles de l'UE (- 5 % à 259 Mt), de la Russie (- 11 % à 122 Mt) et de l'Ukraine (- 14 % à 52 Mt). À l'inverse, le Brésil continue d'accroître sa production (+ 7 % à 139 Mt) via la hausse continue de la production de maïs.

Les échanges mondiaux de céréales reculent de 5 % en 2024 (à 478 Mt), principalement sous l'effet d'une chute des importations chinoises (- 51 % à 35 Mt). L'UE se place au 2^e rang des importateurs de céréales (- 2 % à 34 Mt) devant le Mexique (+ 5 % à 31 Mt). Le blé domine le commerce mondial (40 % du total), devant le maïs (38 %) et loin devant le riz (12 %) qui est principalement consommé dans les zones de production.

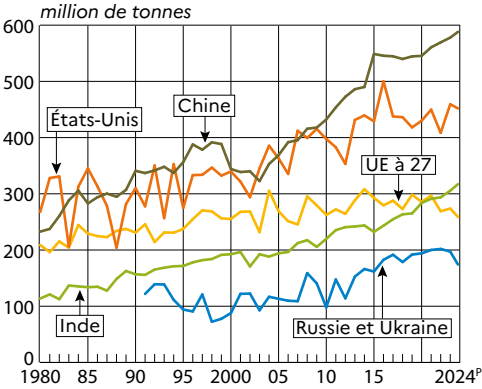
Selon la FAO, les États-Unis resteraient les premiers exportateurs de céréales en 2024 (20 % du volume total, + 4 points en un an), suivis de l'Argentine (11 %, + 3 points). Les exportations sont en baisse pour le Brésil (- 25 % soit 9 % du total mondial, - 2 points), tout comme la Russie et l'Ukraine dont les parts de marché diminuent respectivement de 3 points à 10 % et de 2 points à 8 %. L'UE, l'Australie et le Canada cumulent chacun 7 % de part de marché en 2024.

Commerce international de céréales

	2000-01	2010-11	2023-24	2024-25 ¹
million de tonnes				
Commerce mondial ¹	235	282	505	478
Principaux pays importateurs				
Chine	9	12	72	35
UE à 27	...	14	35	34
Mexique	15	15	29	31
Japon	27	25	22	23
Égypte	11	16	21	22
Rép. de Corée	12	14	17	17
Principaux pays exportateurs				
États-Unis	85	90	82	95
Argentine	24	27	43	53
Russie	...	4	64	49
Brésil	...	10	56	42
UE à 27 ²	...	29	46	32
Ukraine	...	4	50	40
Australie	22	23	33	33
Canada	21	20	32	33

Campagne : 1^{er} juillet - 30 juin.
1. Ensemble des exportations (ou des importations) mondiales.
2. Commerce avec les pays tiers.
Source : FAO - Perspectives de l'alimentation (juin 2025)

Production mondiale de céréales¹

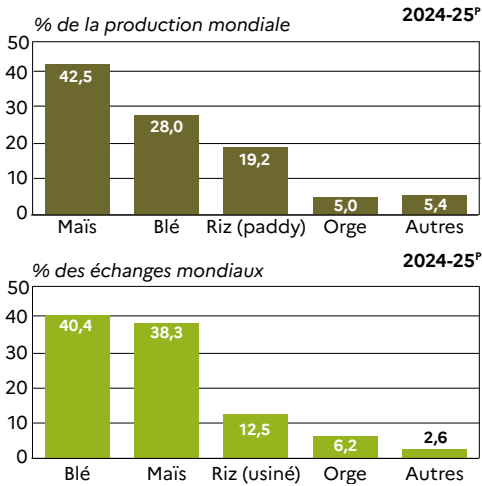


	2000	2010	2023	2024 ¹
Céréales ¹ million de tonnes				
Monde	1 859	2 230	2 859	2 876
dont Chine	344	432	578	588
États-Unis	340	397	459	452
Inde	192	220	306	317
UE à 27	255	262	274	259
France	66	66	65	54
Allemagne	45	44	43	40
Pologne	22	27	36	36
Brésil	...	66	130	139
Russie	64	59	137	122
Argentine	...	48	82	85
Canada	51	46	61	63
Ukraine	24	39	61	52
Australie	...	39	41	52

	2000	2010	2023	2024 ¹
Riz paddy (riz non usiné) million de tonnes				
Monde	399	463	535	547
dont Chine	127	132	143	143
Inde	85	96	138	146

1. Y compris riz paddy (en tonnes équivalent riz blanchi).
Sources : FAO, Eurostat, Agreste (juin 2025)

Importance des différentes céréales



Source : FAO - Perspectives de l'alimentation (juin 2025)

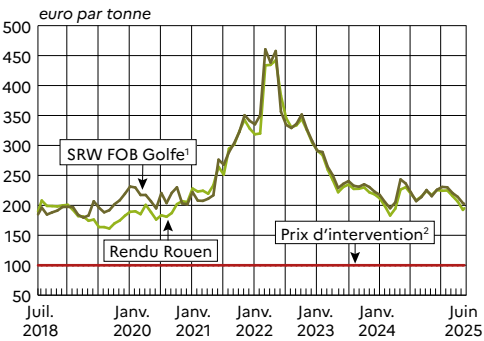
Céréales

Production mondiale et prix

Le maïs est la première céréale cultivée dans le monde. En 2024, la production mondiale baisse de 1 %, à 1 225 millions de tonnes (Mt). Les États-Unis (378 Mt, en baisse de 3 % sur un an), la Chine (295 Mt, + 2 %) et le Brésil (129 Mt, + 12 %) en sont les trois premiers producteurs. La production de l'Argentine baisse (52 Mt, - 10 % sur un an). La récolte de l'Union européenne (UE) se replie (59,3 Mt, - 6 %), les principaux producteurs étant la France (14,9 Mt, + 15 %) et la Roumanie (6,4 Mt, - 26 %).

En 2024, la production mondiale de blé (dur et tendre) progresse de 1 % à 799 Mt. En baisse de 10 % sur un an, la récolte de l'UE représente 15 % du total mondial, celle de la Chine 18 % et celle de l'Inde 14 %. Les récoltes chinoises de céréales sont principalement destinées au marché intérieur. Parmi les principaux exportateurs de blé, la Russie demeure le 1^{er} exportateur mondial, malgré une production en baisse (- 11 % en 2024). Elle contribue à 23 % du commerce mondial du blé, soit près de 46 Mt (- 19 % sur un an). Avec une production en baisse de 10 %, l'Union européenne se place au 2^e rang avec des exportations qui diminuent de 30 % sur un an, à 27 Mt. Réduite de moitié en 2023, la récolte de blé dur du Canada s'accroît de 29 % en 2024, ce qui permet au pays de retrouver sa position de premier exportateur mondial pour ce type de produit au cours de la campagne (+ 44 % à 5,9 Mt, après - 29 % en 2023). En 2024-2025, à l'instar de la campagne 2023-2024, la baisse des cours mondiaux du blé s'est poursuivie. Seuls les blés d'origine de la mer Noire voient leur cours progresser (+ 1 % pour la Russie, après - 23 % en 2023-2024) en lien avec une offre exportable réduite et la mise en place de quotas à l'exportation (+ 13 % pour l'Ukraine après - 25 % en 2023-2024).

Prix du blé sur le marché mondial



Campagne : 1^{er} juillet - 30 juin.
1. SRW : Soft red winter.
2. Prix de référence, base juillet.
Sources : Conseil international des céréales (juin 2025), FranceAgriMer
agreste | GRAPH'AGRI 2025

Production mondiale de maïs

	2000*	2010*	2023	2024 ^P
million de tonnes				
Monde	592,0	849,4	1 233,1	1 224,9
ACEUM**	280,0	336,7	428,6	416,3
dont États-Unis	252,0	315,6	389,7	377,6
Mexique	18,0	21,1	23,5	23,3
Canada			15,4	15,3
Chine	106,0	190,8	288,8	294,9
Brésil	42,0	57,4	115,7	129,0
UE à 27	52,6	57,8	61,0	59,3
dont France	16,0	13,8	13,0	14,9
Roumanie	4,9	9,1	8,7	6,4
Hongrie	5,0	7,0	6,3	5,2
Italie	10,1	8,2	5,3	4,9
Argentine	15,0	23,8	57,5	51,6
Inde	12,3	21,7	37,7	42,3
Ukraine	3,1	11,9	32,5	26,9

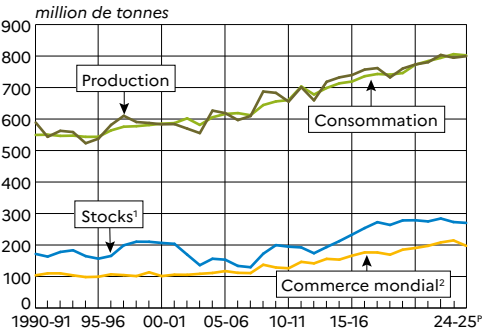
* Moyenne triennale centrée sur l'année indiquée.
** ex-Alena.
Sources : Conseil international des céréales (juin 2025), Agreste

Production mondiale de blé (tous blés)

	2000*	2010*	2023	2024 ^P
million de tonnes				
Monde	582,0	655,3	794,7	799,5
Chine	100,0	116,1	136,6	140,1
UE à 27	106,5	137,5	133,1	119,4
dont France	35,7	38,1	35,1	25,5
Allemagne	24,0	24,0	21,3	21,5
Inde	76,0	80,8	110,6	113,3
ACEUM**	88,0	85,8	85,5	91,3
dont États-Unis	61,0	58,9	49,1	53,7
Canada	27,0	23,3	32,9	35,0
Russie	34,0	41,5	91,0	81,3
Australie	22,8	27,4	26,0	34,1
Ukraine	10,0	16,8	28,4	25,4

* Moyenne triennale centrée sur l'année indiquée.
** ex-Alena.
Sources : Conseil international des céréales (juin 2025), Agreste

Bilan mondial du blé



Campagne : 1^{er} juillet - 30 juin.
1. Stocks fin de campagne.
2. Ensemble des exportations mondiales.
Sources : Conseil international des céréales (juin 2025), Agreste

Céréales

France

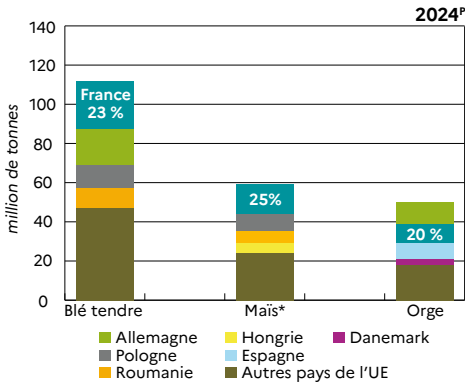
En 2024, les céréales couvrent 8,5 millions d'hectares en France, soit 32 % de la superficie agricole utilisée, une part qui tend à se réduire ces dix dernières années (36 % de la SAU en 2015). Toutes céréales confondues, le rendement 2024 est inférieur de plus de 10 % à la moyenne 2019-2023 et la production de 16 %, pénalisés par un excès de précipitations et un déficit de rayonnement.

Le blé tendre est la principale céréale cultivée en France, avec 49 % de la sole céréalière (54 % en 2023). Sur un an, il perd du terrain au profit du maïs grain (19 % de la sole contre 15 % en 2023), en raison de reports des cultures d'hiver, dont les semis ont été perturbés par la météo, vers les cultures de printemps et d'été. Le blé tendre est surtout localisé dans les plaines du grand Bassin parisien et dans l'Ouest. L'orge (21 % des surfaces céréalières) est semé principalement en Centre-Val de Loire et dans le quart Nord-Est du pays.

En 2023, les plus grosses exploitations concentrent la majeure partie des surfaces céréalières : celles qui cultivent 50 hectares de céréales ou plus (32 % des producteurs) cumulent près des trois-quarts de la sole nationale. En outre, 44 % des producteurs de céréales (pour 62 % des surfaces) sont des exploitations spécialisées dans les grandes cultures.

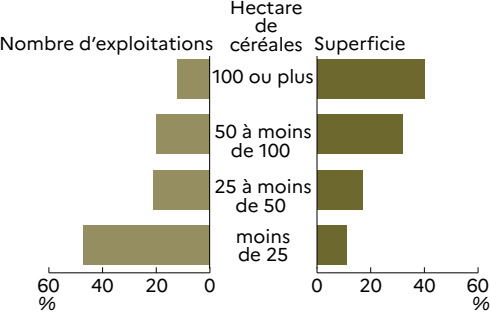
Malgré des récoltes en forte baisse en 2024, la France reste le principal producteur européen de céréales, avec 21 % de la production européenne (24 % en 2023). Elle conserve sa première place pour le blé tendre (23 %) devant l'Allemagne (16 %) et la République tchèque (16 %) et la renforce pour le maïs (25 %). En revanche, l'Allemagne devient le premier producteur d'orge en Europe (21 % de la production) devant la France (20 %). La Pologne, l'Espagne, la Roumanie et la Hongrie sont les autres gros producteurs de céréales de l'Union européenne.

Les trois premières productions européennes de céréales 2024*



* Grain y compris semences.
** Calcul SSP incluant la dernière estimation pour la France.
Sources : Eurostat (au 24 juin 2025), Agreste - Statistique agricole annuelle (production française rapportée au taux d'humidité standard de 14 %)

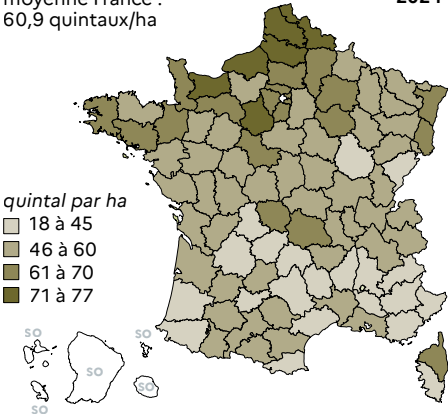
Structure des exploitations cultivant des céréales en 2023



Champ : France métropolitaine.
Lecture : en 2023, 47 % des exploitations françaises ayant cultivé des céréales en ont cultivé moins de 25 ha ; elles représentent 11 % de la superficie céréalière totale.
Source : Agreste - Enquête Structure des exploitations agricoles 2023

Rendement du blé tendre

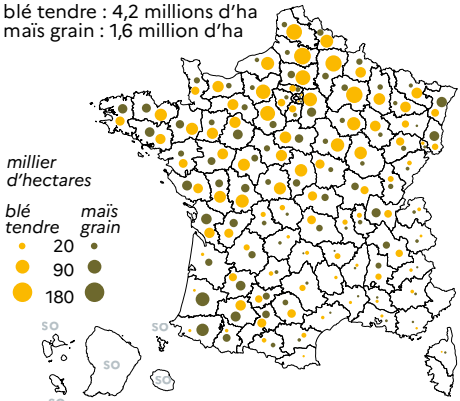
moyenne France : 60,9 quintaux/ha 2024^p



Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

Surfaces de blé tendre et maïs grain (y compris semences)

Surface totale France : blé tendre : 4,2 millions d'ha maïs grain : 1,6 million d'ha 2024^p



Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

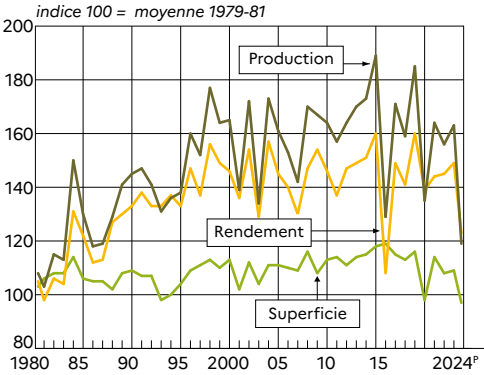
Céréales
blé tendre

En 2024, la production française de blé tendre s'établit à 25,6 millions de tonnes, son plus bas niveau depuis 1986. Elle baisse sur un an de 27 % sous l'effet d'un rendement exceptionnellement bas et d'un recul des surfaces cultivées (- 12 %), conséquences des épisodes pluvieux qui, de l'automne 2023 jusqu'aux récoltes 2024, ont fortement perturbé la culture des céréales d'hiver. Le rendement en 2024 s'établit à 60,9 q/ha (contre 73,7 q/ha un an plus tôt), le remplissage des grains en fin de cycle ayant été affecté par un déficit de rayonnement. Hormis en Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse, peu spécialisées dans la culture du blé tendre, le rendement baisse fortement dans toutes les régions, jusqu'à - 27 % dans les Pays de la Loire.

Dans l'Union européenne, la production de blé tendre (113 millions de tonnes) diminue globalement de 11 % sur un an, avec des États membres moins affectés que la France par les conditions météo. La production augmente en 2024 en Roumanie (+ 5 %) ou en Bulgarie (+ 3 %). La France demeure le premier producteur de blé tendre mais sa part dans la production européenne se réduit (23 % en 2024 contre 28 % en 2023).

Pour la campagne de commercialisation 2024-2025, avec la diminution de la production nationale, les ressources en grains disponibles en France reculent de 23 % sur un an. Elles approvisionnent majoritairement la demande intérieure (alimentation humaine et animale, usages industriels), en baisse de 8 %, et les exportations françaises vers l'Union européenne qui augmentent légèrement. En revanche, le manque de disponibilités se répercute fortement sur les exportations vers les pays tiers, divisées par trois par rapport à la campagne précédente.

Production française de blé tendre



	2010	2020	2023	2024*
millier d'hectares				
Superficie	4 898	4 267	4 762	4 211
quintal/ha				
Rendement	72,4	68,4	73,7	60,9
million de tonnes				
Production	35,5	29,2	35,1	25,6

Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

Production européenne de blé tendre

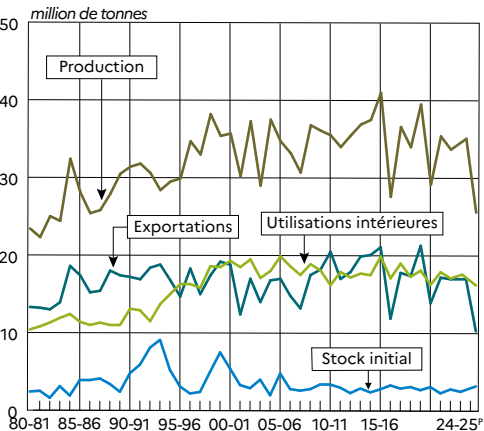
	2010	2020	2023	2024*
million de tonnes				
Total UE à 27*	112,4	118,9	125,9	112,5
dont France	35,1	28,9	34,7	25,3
Allemagne	23,7	22,0	21,3	18,2
Pologne	9,2	12,5	12,9	12,2
Roumanie	5,8	6,4	9,6	10,1
Bulgarie	4,1	4,8	6,8	7,0

Production récoltée au taux d'humidité standard de l'UE.
* Calcul SSP incluant les données de la statistique agricole annuelle française.
Source : Eurostat (au 24 juin 2025), Agreste - Statistique agricole annuelle

Bilan français du blé tendre

	2010-11	2020-21	2023-24	2024-25*
millier de tonnes				
Stock initial ¹	3 434	3 053	2 540	3 191
Production	35 484	29 210	35 118	25 646
Collecte	33 030	27 306	31 882	23 417
Auto-consommation ²	2 454	1 904	2 836	2 629
Importations	742	208	121	210
Ressources	39 660	32 471	37 779	29 047
Stock final ¹	2 980	2 321	3 191	2 484
Utilisations intérieures	16 205	16 253	17 613	16 248
dont alimentation animale ²	6 466	6 208	7 082	6 919
alimentation humaine et usages industriels	9 836	8 698	8 315	8 495
Exportations ³	20 474	13 897	16 975	10 315
dont UE à 27	6 877	6 324	6 522	6 848

Campagne de commercialisation : 1^{er} juillet - 30 juin.
1. Stock collecteurs et industriels. 2. Y compris utilisation des stocks à la ferme. 3. Y compris farine en équivalent-grain.
Champ : France métropolitaine.
Sources : Agreste (production), FranceAgriMer (bilans arrêtés au 18 juin 2025)



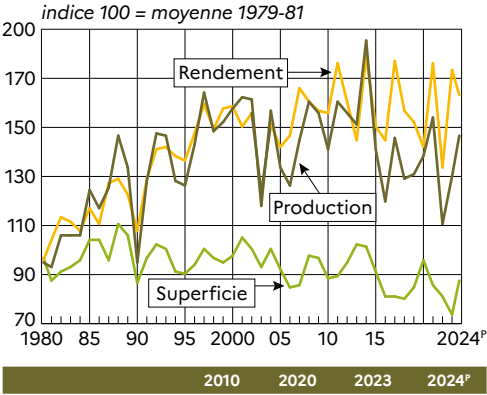
Céréales
maïs

En 2024, la production française de grains de maïs, hors semences, atteint 14,5 millions de tonnes (Mt). Elle progresse de 14,0 % sur un an sous l'effet du fort rebond des surfaces cultivées : + 23 % par rapport au niveau historiquement bas de 2023. Ces surfaces ont bénéficié d'un report sur les cultures de printemps et d'été, au détriment des cultures d'hiver dont les semis et premiers développements ont été fortement perturbés par les intempéries. Le rendement du maïs grain (hors semences) s'établit à 95,3 q/ha. Bien qu'en recul sur un an de 7,8 q/ha, il reste nettement supérieur à la moyenne 2019-2023 (91,0 q/ha). *A contrario*, les surfaces consacrées aux semences de maïs ont fortement diminué sur un an, entraînant une baisse de 22 % de la production, à 0,2 Mt.

Dans l'Union européenne, la production de maïs grain (semences comprises) s'établit à 59,1 Mt. Elle diminue de 3,1 % sur un an et se situe 8,9 % en deçà de la moyenne des cinq années précédentes. La France s'affirme en 2024 comme le premier producteur européen avec un quart de la production totale, devant la Pologne (16 %) et la Roumanie (11 %).

Pour la campagne de commercialisation 2024-2025, les ressources en grains disponibles en France, soutenues par la production nationale, augmentent de 2,2 millions de tonnes par rapport à la campagne précédente (+ 14 %). La demande intérieure, quasiment stable, et les exportations (+ 12 % sur un an) ne sont pas assez dynamiques pour absorber la hausse de l'offre de maïs en France. Ainsi, 1,5 Mt de grains vont rejoindre les stocks déjà constitués, les portant à plus de 3,5 Mt en fin de campagne, niveau le plus élevé des quinze dernières années. Sur le marché français, l'utilisation du maïs en alimentation animale diminue légèrement et représente près de 58 % des utilisations intérieures.

Production française de maïs grain
(y c. semences)



	2010	2020	2023	2024 ^p
millier d'hectares				
Superficie	1 599	1 730	1 313	1 582
quintal/ha				
Rendement	88,5	80,3	99,0	93,0
million de tonnes				
Production	14,2	13,9	13,0	14,7

Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

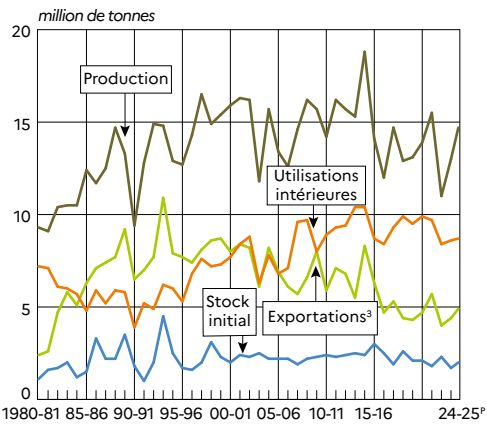
Production européenne de maïs grain

	2010	2020	2023	2024 ^p
million de tonnes				
Total UE à 27*	59,5	67,3	61,0	59,1
dont France	14,1	13,7	12,8	14,5
Pologne	2,0	6,7	9,0	9,2
Roumanie	9,0	10,1	8,7	6,5
Hongrie	6,9	8,4	6,2	5,2
Italie	8,5	6,8	5,3	4,9

*Calcul SSP incluant les données de la statistique agricole annuelle française.
Production récoltée au taux d'humidité standard de l'UE.
Source : Eurostat (au 24 juin 2025), Agreste - Statistique agricole annuelle

Bilan français du maïs

	2010-11	2020-21	2023-24	2024-25 ^a
millier de tonnes				
Stock initial ¹	2 365	2 062	1 654	1 999
Production ²	14 247	13 893	12 993	14 707
Collecte	12 397	10 837	10 616	12 600
Auto-consommation	1 850	3 056	2 377	2 107
Importations	453	430	323	430
Ressources	17 065	16 384	14 971	17 136
Stock final ¹	2 282	1 751	1 999	3 526
Utilisations intérieures	8 907	9 928	8 615	8 732
dont alimentation animale	5 318	6 283	5 193	5 067
alimentation humaine et usages industriels	2 800	2 403	2 179	2 360
Exportations ³	5 876	4 706	4 357	4 878
dont UE à 27 ⁴	5 327	4 253	3 658	4 148



Campagne de commercialisation : 1^{er} juillet - 30 juin. 1. Stock collecteurs et industriels. 2. Y compris maïs grain humide et semences. 3. Y compris farine et semoule, en équivalent-grain. 4. Uniquement grain.
Champ : France métropolitaine.
Sources : Agreste (production), FranceAgriMer (bilans arrêtés au 18 juin 2025)

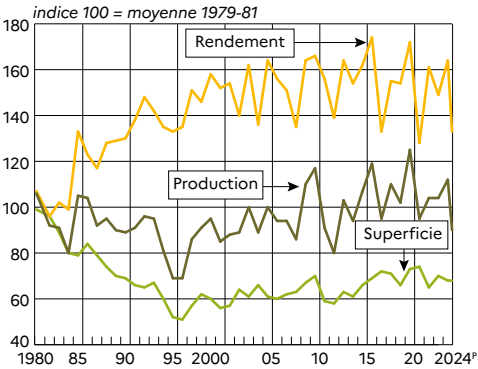
Céréales
orge

En 2024, la production française d’orge s’établit à 9,9 millions de tonnes (Mt), son plus bas niveau depuis 2011, en baisse de près de 20 % sur un an. L’orge d’hiver (7,0 Mt) a subi, comme les autres céréales d’hiver, un excès de précipitations ayant perturbé son emblavement (- 9 % de surfaces semées sur un an) et surtout le remplissage des grains, avec un rendement limité à 56,2 q/ha, contre 66,4 q/ha en moyenne entre 2019 et 2023. *A contrario*, l’orge de printemps a bénéficié d’un report de surfaces cultivées se traduisant par une hausse de 26 % de la sole sur un an et de 12 % de la production. En 2024, les deux principales régions productrices d’orge restent Grand Est (23 % de la production) et Centre-Val de Loire (17 %).

Dans l’Union européenne en 2024, la production d’orge (49,7 Mt) évolue à l’inverse de la France : elle augmente de 5 % sur un an, restant toutefois en deçà de la moyenne des cinq années précédentes (52,3 Mt). En 2024, la France occupe le 2^e rang des producteurs européens, avec près de 20 % de la production, repassant derrière l’Allemagne (21 %) mais devant l’Espagne (16 %).

Pour la campagne de commercialisation 2024-2025, les ressources françaises en orge reculent de 16 % sur un an, du fait de la baisse de la production nationale et malgré le stock important issu de la campagne précédente. Ce manque de disponibilités pénalise surtout les exportations vers les pays tiers, limitées à 3,1 Mt, contre 4,5 Mt un an plus tôt (- 30 %). Les exportations vers l’Union européenne ne reculent que de 4,1 % sur un an et deviennent majoritaires. Sur le marché intérieur, l’orge est essentiellement destinée à l’alimentation du bétail : 2,7 Mt, en légère baisse sur un an. La production de malt, y compris pour l’export, mobilise près de 1,7 Mt, une quantité très stable d’une campagne à l’autre.

Production française d’orge



	2010	2020	2023	2024*
	millier d'hectares			
Superficie	1 575	1 974	1 815	1 808
	quintal/ha			
Rendement	63,8	52,7	67,7	54,7
	million de tonnes			
Production	10,0	10,4	12,3	9,9

Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

Production européenne d’orge

	2010	2020	2023	2024*
	million de tonnes			
Total UE à 27*	47,8	54,7	47,4	49,7
dont Allemagne	10,3	10,8	11,0	10,6
France	9,9	10,3	12,1	9,8
Espagne	8,3	11,5	3,8	7,7
Danemark	2,9	4,2	2,5	3,1

* Calcul SSP incluant les données de la statistique agricole annuelle française.
Production récoltée au taux d’humidité standard de l’UE.
Source : Eurostat (au 24 juin 2025), Agreste - Statistique agricole annuelle

Bilan français de l’orge

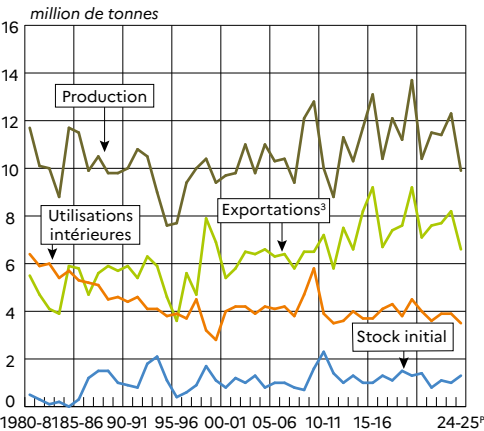
	2010-11	2020-21	2023-24	2024-25*
	millier de tonnes			
Stock initial ¹	2 250	1 387	1 013	1 280
Production	10 046	10 398	12 286	9 889
Collecte	8 357	8 698	10 592	8 381
Auto-consommation ²	1 689	1 700	1 694	1 508
Importations	128	88	37	36
Ressources	12 425	11 872	13 336	11 205
Stock final ¹	1 378	786	1 280	1 043
Utilisations intérieures	3 863	3 973	3 891	3 518
dont alimentation animale ²	3 689	3 137	2 804	2 708
alimentation humaine et usages industriels	150	236	329	340
Exportations ³	7 184	7 113	8 165	6 644
dont UE à 27	5 247	3 216	3 654	3 503

Campagne de commercialisation : 1^{er} juillet - 30 juin.

1. Stock collecteurs et industriels.

Champ : France métropolitaine.

Sources : Agreste (production), FranceAgriMer (bilans arrêtés au 18 juin 2025)



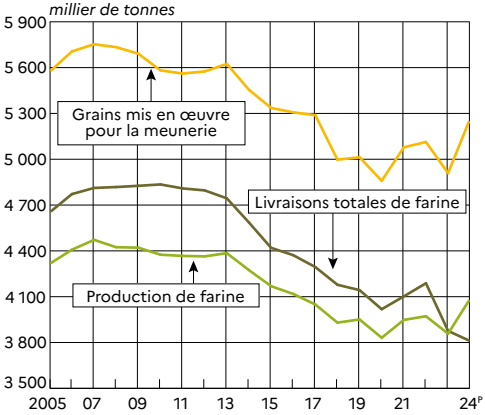
3. Y compris malt, en équivalent-grain.

Meunerie, amidonnerie blé tendre

En 2024, le volume de blé tendre mis en œuvre par la meunerie et l'amidonnerie progresse de 6 % par rapport à 2023 à 7,4 millions de tonnes (Mt), et la production de farine de blé augmente de 5,5 % à 4,1 Mt. Parallèlement, le volume total des ventes de farine vers le marché intérieur progresse de 4,4 % à 3,8 Mt. Les livraisons vers la boulangerie, principal débouché des farines de blé tendre en France, sont quasi stables avec des évolutions divergentes des livraisons vers la boulangerie artisanale (- 1,0 % sur un an) et la boulangerie industrielle (+ 2,1 %). En 2024, les ventes de farines destinées aux industries alimentaires progressent de 8 %. Les livraisons pour l'exportation continuent de progresser (+ 6,2 % après + 9,6 % en 2023). Le rebond des ventes de farines en sachet est limité (+ 3,0 % en 2024, après - 18,5 % en 2023). Parallèlement, les importations françaises de farine bondissent (+ 41,1 %).

L'Union européenne est le principal débouché de la farine française avec des exportations de nouveau en hausse en 2024 (+ 3,4 %). Vers les pays tiers, les expéditions sont en nette augmentation (+ 15,2 %). Les ventes vers l'Afrique chutent (- 53,3 %), notamment vers l'Afrique subsaharienne (- 85,3 %) avec un recul particulièrement marqué pour le Bénin (- 771 %). En Afrique Australe, l'Angola qui figurait historiquement parmi les principaux acheteurs de cette zone, a développé son industrie meunière. Le pays est devenu quasi autosuffisant depuis 2023 et n'importe plus de farine française. En Asie du Nord, les importations de farine progressent de 34,5 % sous l'impulsion d'une nouvelle hausse des achats de la Chine (+ 70,0 %).

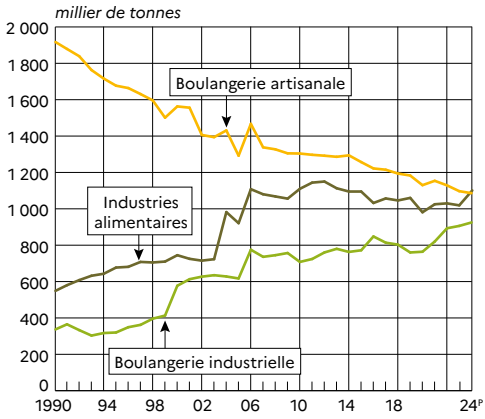
Activité de la meunerie et de l'amidonnerie



	2006	2010	2023	2024 ^a
<i>millier de tonnes</i>				
Grains mis en œuvre	8 490	8 668	7 021	7 443
<i>pour la meunerie</i>	5 706	5 582	4 909	5 243
<i>pour l'amidonnerie</i>	2 784	3 086	2 112	2 200
Production de farine	4 408	4 375	3 858	4 072
dont pour l'amidonnerie-glutennerie	21	0,4	21	22
Importation de farine	149	183	292	412
Livraisons de farine	4 772	4 835	3 876	3 814
<i>pour le marché intérieur</i>	4 128	4 229	3 674	3 599
<i>pour l'exportation</i>	644	606	202	215

Année civile.
Sources : Association nationale de la meunerie française (ANMF), FranceAgriMer, Douanes

Destination des farines de blé tendre sur le marché intérieur



	2006	2010	2023	2024 ^a
<i>millier de tonnes</i>				
Boulangerie	2 322	2 270	2 169	2 177
<i>artisanale</i>	1 361	1 305	1 097	1 086
<i>industrielle</i>	721	734	906	925
<i>grandes surfaces¹</i>	240	231	167	166
Industries alimentaires (biscotterie, biscuiterie...)	1 032	1 085	1 019	1 101
Alimentation animale	77	58	55	90
Autres	697	815	430	231
dont farines en sachets	252	266	178	184
dont amidon, gluten	21	0,4	21	22
Total	4 128	4 229	3 674	3 599

Année civile.
1. Y compris fabrication de pâtes et pains surgelés.
Source : FranceAgriMer

Produits divers issus des céréales

En 2023, la production des produits divers issus du travail des grains diminue.

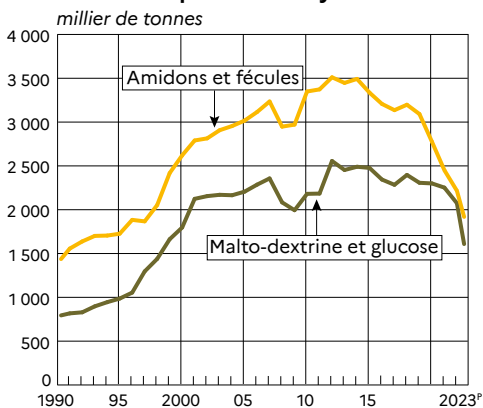
La production des produits amylacés – amidons, fécules, malto-dextrine et glucose – baisse pour la cinquième année consécutive, pour atteindre son plus bas niveau depuis plus de vingt ans. La production de malto-dextrine et de glucose s'établit à 1,6 million de tonnes (- 22,5 %), celle des amidons et fécules à 1,9 million de tonnes (- 13,5 %).

En dehors des produits amylacés, la semoule de blé dur subit la plus forte baisse avec un repli de 8,2 %, suivie par le couscous (- 6,6 %), après la stabilisation observée en 2022. Le pain industriel et les pâtes alimentaires reculent respectivement de 5,3 % et 3,9 %.

Très présente dans le quart nord-est de la France, la production de malt d'orge de brasserie se redresse en 2023. La majorité de la production française est exportée, notamment vers la Belgique et les Pays-Bas.

En 2023, les ventes de biscuiterie, biscotterie, et pâtisseries de conservation reculent de 5,2 %, après un record atteint en 2022. À l'exception des autres gâteaux, qui poursuivent leur croissance avec une hausse de 1,6 %, la production baisse. Le pain d'épices et les biscuits divers accusent la plus forte chute (- 12,0 %). La biscuiterie continue de reculer (- 6,8 %).

Production de produits amylacés



Sources : Agreste, Usipa

Production de produits divers issus du travail des grains

	2010	2015	2022	2023 ^p
millier de tonnes				
Semoule de blé dur	495	508	479	440
Pâtes alimentaires ¹	274	263	270	260
Couscous (non garni) ¹	115	138	128	120
Pain industriel ¹	1 236	1 173	1 213	1 149
Malt d'orge de brasserie	1 323	1 431	1 370	1 438
Produits amylacés				
Amidons et fécules	3 349	3 336	2 216	1 918
Malto-dextrine, glucose	2 181	2 477	2 074	1 608
Amidons et féculés transformés divers	s	s	s	s

1. Production commercialisée.

Sources : Agreste - Prodcom, SIFPAF, FranceAgriMer, AMF, Usipa, Adepaie

Production commercialisée de la biscuiterie, biscotterie et pâtisseries de conservation

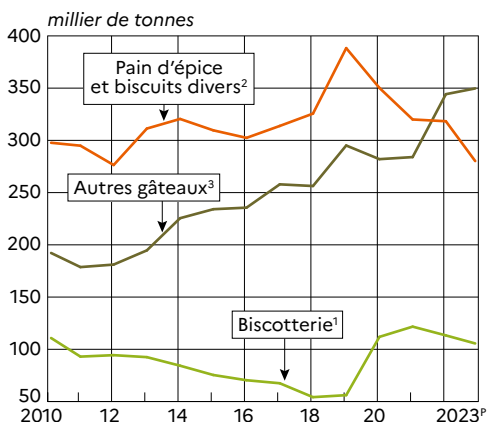
	2010	2015	2022	2023 ^p
millier de tonnes				
Biscotterie ¹	111	75	113	106
Pain d'épice et biscuits divers ²	298	310	318	280
Autres gâteaux ³	192	234	344	350
Total	601	619	776	735

1. Biscottes, toasts, pains grillés et produits grillés similaires.

2. Biscuits sucrés, gaufres et gaufrettes.

3. Gâteaux secs ou de conservation.

Sources : Agreste - Prodcom, Alliance 7



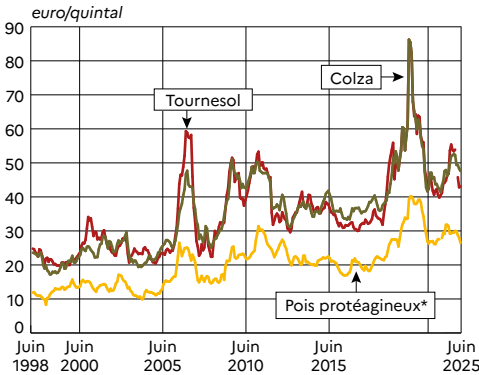
Oléagineux et protéagineux
production mondiale et prix

Le soja est la graine oléagineuse la plus cultivée dans le monde, principalement pour l'alimentation animale (farine et tourteaux). La production mondiale s'élève à 421 millions de tonnes (Mt) en 2024-2025 (+ 6 % sur un an). Le Brésil, 1^{er} producteur et exportateur, contribue à lui seul à plus de 40 % de la production mondiale, avec une récolte estimée à 169 Mt (+ 5 Mt sur un an). La production de soja des États-Unis, 2^e producteur mondial, a aussi sensiblement augmenté en 2024 (+ 6 Mt à 119 Mt).

En 2024, le Canada est le premier producteur mondial de colza-canola, malgré un volume en baisse (- 2 % à 19 Mt), devant l'Union européenne (UE) dont la récolte recule de 18 % à 17 Mt. Le colza est l'oléagineux le plus produit dans l'UE, devant le tournesol. L'Allemagne, la France, la Pologne et la Roumanie en sont les principaux producteurs. La production française de colza se replie de 10 % en 2024 à 3,9 Mt, sur un total de 5,8 Mt de graines oléagineuses.

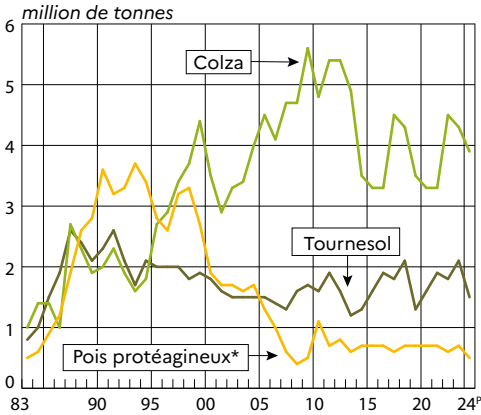
En France, les cours des graines oléagineuses sont soumis aux variations du marché mondial du soja, de l'huile de palme, et à l'équilibre entre offre et demande de chaque espèce. Les échanges mondiaux sont évalués à 181 Mt en 2024 (+ 1 % sur un an), dont près de 60 % sont constitués d'achats de la Chine (108 Mt, - 3 % par rapport à la campagne précédente). Sur l'ensemble de la campagne 2024-2025, les cours mondiaux du soja baissent de 13 % (en moyenne sur un an) pour les trois principaux exportateurs (Brésil, États-Unis, Argentine), après - 15 % en 2023-2024. Sur la même période, les cours du tournesol rendu Bordeaux augmentent de 16 % sur un an, à près de 491 €/t. La Russie se maintient au 1^{er} rang des producteurs mondiaux de tournesol avec un volume de 17 Mt (- 1 %), suivie de l'Ukraine (- 16 % à 13 Mt) et de l'UE (- 15 % à 9 Mt).

Prix des graines oléagineuses
et protéagineuses



* Pois purs et en mélanges. Campagne : 1^{er} juillet – 30 juin.
Sources : Agreste, La Dépêche

Production française de graines
oléagineuses et protéagineuses



France	2000	2010	2023	2024 ^p
Superficie <i>millier d'hectares</i>				
Colza	1 186	1 464	1 346	1 327
Tournesol	729	692	822	755
Pois protéagineux*	429	240	206	166
Rendement <i>quintal/ha</i>				
Colza	29,3	32,9	31,8	29,1
Tournesol	25,1	23,6	25,1	19,5
Pois protéagineux*	45,1	42,9	32,9	29,2
Production <i>millier de tonnes</i>				
Colza	3 476	4 811	4 277	3 866
Tournesol	1 833	1 636	2 061	1 468
Soja	201	137	388	397
Pois protéagineux*	1 936	1 027	679	486
Fèves et féveroles	101	483	216	217

* Pois purs et en mélanges.
Source : Agreste - Statistique agricole annuelle (données arrêtées à juin 2025)

Production mondiale de graines
oléagineuses

	2000	2010	2023	2024 ^p
<i>million de tonnes</i>				
Monde				
Soja	161,4	264,8	396,9	420,9
Colza	39,5	60,5	89,9	85,1
Tournesol	26,5	32,8	56,0	51,9
Arachides	34,9	39,5	49,8	51,3
Graines de coton	52,9	44,1	39,7	41,9
UE à 27				
Colza	17,6	10,2	20,4	16,9
Tournesol	9,7	5,4	10,1	8,5
Soja	2,7	1,3	2,8	2,9

Sources : Commission européenne, USDA (données arrêtées à juin 2025)

Oléagineux et protéagineux
surfaces cultivées
France

Après un point haut en 2023, la superficie française d'oléagineux est en légère baisse (- 4,1 %) en 2024, avec 2,3 millions d'hectares (Mha) cultivés.

Le colza, en très léger recul sur un an, à 1,3 Mha, représente 58 % des surfaces d'oléagineux. Le rebond de cette culture depuis 2022 se confirme, mais la sole reste en-deçà du plateau des années 2006-2018 (1,5 Mha en moyenne) avec le fort développement des biocarburants. Centre-Val de Loire (21 % de la sole nationale) et Grand Est (17 %) demeurent les premières régions d'exploitation.

Les surfaces cultivées en tournesol reculent pour la deuxième année consécutive depuis le pic de 2022. Elles s'établissent à 0,75 Mha. La baisse est particulièrement forte dans le Grand Est (- 26 % sur un an). Trois régions concentrent les deux tiers de la sole nationale : Nouvelle-Aquitaine (29 %), Occitanie (24 %) et Centre-Val de Loire (14 %).

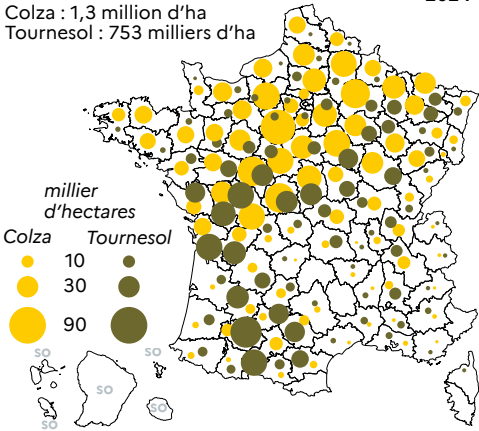
Les surfaces de soja couvrent 0,15 Mha. Bien qu'en retrait par rapport à la moyenne 2019-2023 (0,17 Mha), elles restent à un niveau élevé.

En 2024, 0,32 Mha de protéagineux ont été cultivés en France métropolitaine, soit une baisse de plus de 8 % par rapport à 2023. Dépendant pour partie des aides allouées à ces cultures, les surfaces ont fortement diminué depuis les points hauts du début des années 1990, situés à plus de 0,70 Mha. En 2024, elles sont principalement constituées des pois protéagineux (51 %), féveroles (25 %), et de légumes secs comme les lentilles et les pois chiches (19 %), dont les surfaces ont plus que doublé en 10 ans.

Oléagineux

Surface totale France :
Colza : 1,3 million d'ha
Tournesol : 753 milliers d'ha

2024^p

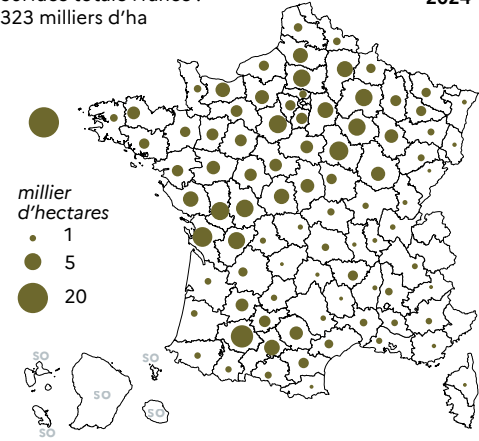


Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

Protéagineux

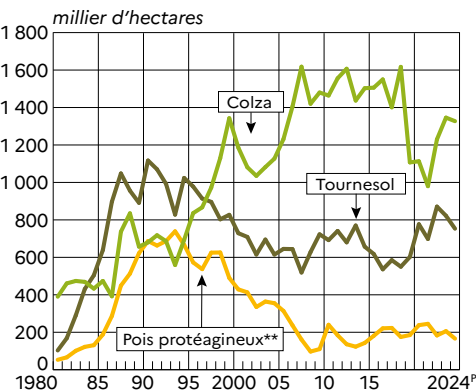
Surface totale France :
323 milliers d'ha

2024^p



Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

Oléagineux et protéagineux



* Pois protéagineux, féveroles, lupin doux ainsi que les légumes secs non comptabilisés dans les éditions précédentes (haricots secs, lentilles, pois chiches et «autres protéagineux»). ** Pois purs et en mélanges.

Champ : France métropolitaine.

Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

	2010	2020	2023	2024 ^p
millier d'hectares				
Oléagineux	2 233	2 119	2 372	2 274
dont colza	1 464	1 113	1 346	1 327
tournesol	692	777	822	753
soja	50	187	158	153
Protéagineux*	415	388	353	323
dont pois protéagineux**	240	238	206	166
féveroles et fèves	151	76	80	80
lentilles	12	36	28	31
pois chiches	3	24	25	29

Oléagineux et protéagineux

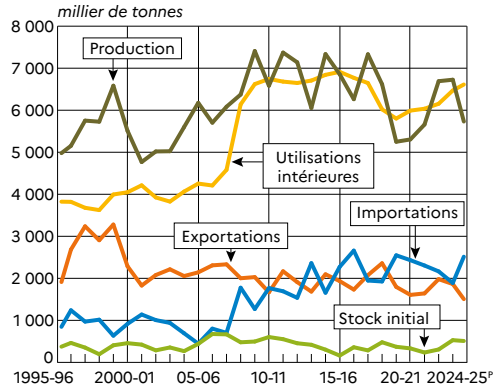
Bilans français

En 2024, la production française de graines oléagineuses est estimée à 5,7 millions de tonnes (Mt), en baisse de 15 % par rapport à 2023. Le colza est le principal oléagineux cultivé avec une production de 3,9 Mt en baisse de 10 %, suivi du tournesol (1,5 Mt, - 29 %) ; en 2023, la production française de tournesol a été la plus élevée depuis 1997-1998 (+ 15 % à 2,1 Mt).

Sur le marché intérieur, en 2024-2025, l'industrie de la trituration représente 75 % des ressources du bilan français contre environ 45 % au début des années 2000, accompagnant le développement de la filière biodiesel. Les importations de graines oléagineuses augmentent (+ 3 %). Le volume affecté à la trituration progresse au global (+ 2 %), tiré par le soja (+ 49 %, soit 86 % des utilisations intérieures) et les graines de colza (+ 5 %). Il baisse de 20 % pour le tournesol. Les exportations françaises de graines oléagineuses se réduisent (- 19 % à 1,5 Mt, - 20 % vers le marché européen, à 1,4 Mt). Le stock final baisse (- 21 % sur un an, - 41 % pour le colza, -37 % pour le tournesol). Il augmente de 96 % pour le soja.

En 2023-2024, la production française de tourteaux (dont la quasi-totalité sont des tourteaux de colza, tournesol et soja) augmente à 3,7 Mt, mais les besoins intérieurs restent deux fois plus importants. Dans ce contexte, les importations représentent 54 % des ressources en tourteaux et sont majoritairement composées de tourteaux de soja en provenance d'Amérique du Sud. Les exportations françaises de tourteaux sont faibles et sont principalement constituées de tourteaux de colza.

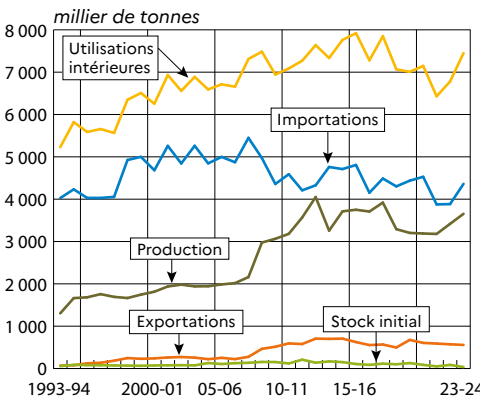
Bilan français des graines de colza, tournesol et soja



	2000-01	10-11	23-24	24-25*
<i>millier de tonnes</i>				
Stock initial	457	603	529	509
Production	5 511	6 583	6 726	5 731
Collecte	5 251	6 360	6 425	5 496
Importations	917	1 768	1 889	2 515
colza	30	943	1 284	1 570
tournesol	178	270	202	240
soja	709	555	403	705
dont UE à 27	...	670	492	315
Ressources	6 885	8 731	8 841	8 519
Stock final	550	552	509	402
Utilisations intérieures	4 048	6 745	6 470	6 612
dont trituration	3 102	6 364	6 232	6 380
incorporation ¹	424	192	86	91
Exportations	2 287	1 667	1 864	1 505
colza	1 829	1 211	1 155	1 005
tournesol	452	425	569	415
soja	6	31	140	85
dont UE à 27	...	1 644	1 765	1 405

1. Incorporation en alimentation animale des graines entières.
Sources : Agreste, FranceAgriMer

Bilan français des tourteaux de colza, tournesol et soja



	2000-01	10-11	22-23	23-24
<i>millier de tonnes</i>				
Stock initial	73	119	85	35
Production	1 814	3 181	3 417	3 654
Importations	4 683	4 589	3 884	4 361
colza	293	511	532	689
tournesol	278	382	655	872
soja	4 112	3 696	2 697	2 800
dont UE*	...	1 287	1 247	1 399
Ressources	6 570	7 889	7 386	8 050
Stock final	76	209	35	44
Utilisations intérieures	6 254	7 087	6 779	7 449
Exportations	240	593	572	557
colza	...	323	463	376
tournesol	187	165	86	122
soja	57	105	23	58
dont UE*	114	480	478	460

* Contour évolutif : UE à 15 en 2000/01, à 27 en 2010/11, à 28 en 2018/19 et à nouveau à 27 sans le Royaume-Uni à partir de 2019/20.
Source : Agreste - Bilans d'approvisionnement

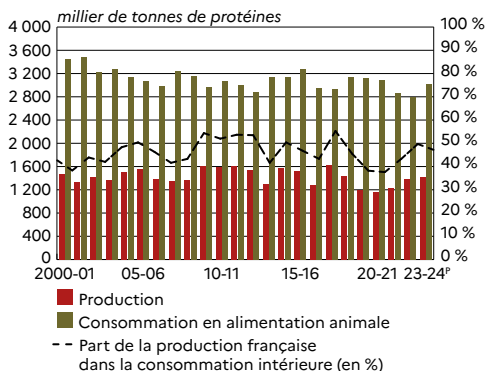
Oléagineux et protéagineux bilans français

Lors de la campagne 2023-2024, la production française de matières riches en protéines végétales issues des oléo-protéagineux (tourteaux et graines extrudées de colza, de tournesol et de soja, pois protéagineux) atteint 1,4 million de tonnes (Mt) de protéines, en hausse de 2,3 % sur un an. Face à une consommation intérieure qui progresse de 7,6 % sur un an, soutenue en particulier par la reprise de la filière volailles, la production française en 2023-2024 ne couvre plus que 47 % de la demande nationale, contre 50 % un an plus tôt. Le déficit (1,6 Mt de protéines oléo-protéagineuses) est principalement comblé par l'importation de tourteaux de soja sud-américains.

En 2024, la production d'huiles poursuit sa croissance pour la deuxième année consécutive, aussi bien pour les huiles brutes que pour les huiles raffinées. La production d'huiles brutes atteint 2,6 millions de tonnes, en hausse de 3,2 % sur un an malgré la stabilité de la production d'huile de colza, qui en constitue la majeure partie avec 72 % du total. Du côté des huiles raffinées, la tendance reste orientée à la hausse (+ 2,1 %), s'éloignant des points historiquement bas observés en 2021 et 2022. La production s'établit à 1,6 million de tonnes, grâce à une augmentation des volumes d'huiles autres que le colza, en particulier l'huile de tournesol, qui compense le recul de la production d'huile de colza raffinée.

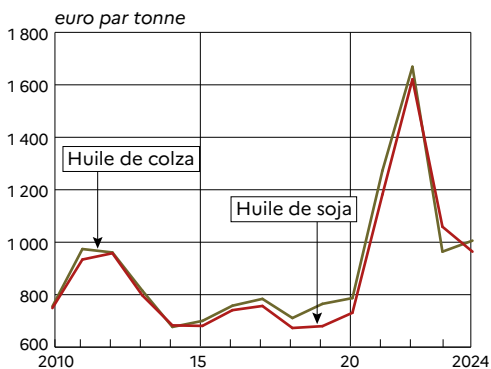
En 2024, le prix de l'huile brute de soja retrouve son niveau de 2012. Il recule de près de 41 % (- 35 % en 2023 et - 9 % en 2024) par rapport au pic de 2022 lié aux difficultés d'approvisionnement lors de la pandémie du Covid 19 et au début de la guerre en Ukraine. Le prix de l'huile brute de colza rebondit légèrement sur un an (+ 4 %), après une chute de - 42 % en 2023.

Bilan français des matières riches en protéines issues d'oléagineux et de protéagineux



Source : Terres Univia, données arrêtées au 23/07/2025

Prix des huiles brutes de colza et de soja¹

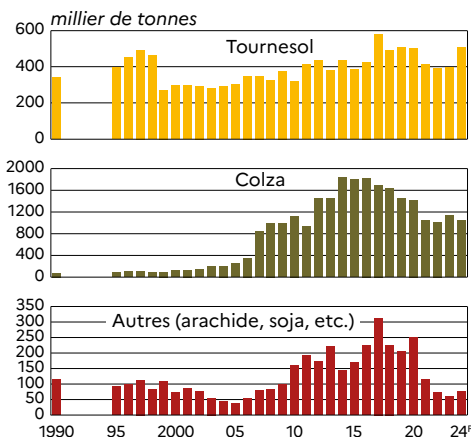


1. Cotations FOB Rotterdam.
Source : La Dépêche

Production d'huiles végétales¹

	2000	2020	2023	2024 ¹
millier de tonnes				
Production				
Huiles brutes	1 225	2 274	2 511	2 591
dont colza	548	1 675	1 852	1 853
tournesol	609	478	567	606
autres	68	121	92	131
Huiles raffinées ¹	498	2 169	1 594	1 627
dont colza	128	1 419	1 135	1 046
tournesol	297	500	399	506
autres	73	250	59	75

• Huiles raffinées¹



1. Y compris les huiles à destination du non-alimentaire à partir de 2007.
Sources : Agreste, Huileries et margarineries de France

Sucre

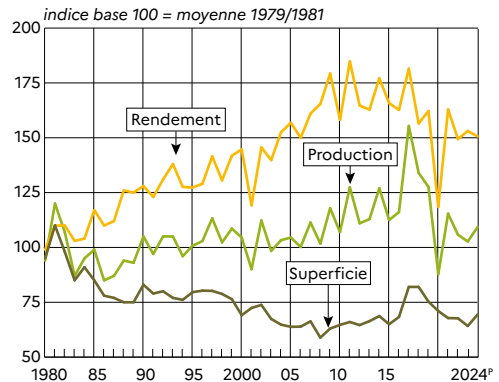
Avec ses cultures de betteraves industrielles et de canne, la France est historiquement le premier producteur européen de sucre. En 2023-2024, la hausse des rendements betteraviers ne permet pas de contrebalancer totalement le recul des surfaces entraînant ainsi une baisse de la production betteravière. Cependant, du fait de bons poids racines, la production française de sucre de betterave s'établit à 4,2 millions de tonnes (y compris les sirops de sucre pour l'éthanol), après les 4,0 millions de tonnes de 2022. *A contrario*, la production de sucre de canne des départements d'Outre-mer (DOM) recule pour la quatrième année consécutive.

En 2023-2024, les livraisons de sucre sur le marché intérieur reculent (- 4 %) mais les exportations progressent sensiblement (+ 18 %).

Pour la campagne 2024-2025, la production de betteraves en France augmente sous l'effet d'une hausse des surfaces (+ 8 % par rapport à 2023) qui compense la baisse des rendements. Malgré des températures et un ensoleillement qui n'ont globalement pas favorisé la croissance de la teneur en sucre durant le développement des végétaux, la production française de sucre en 2024 apparaît supérieure à celle de 2023.

Betteraves industrielles¹ et canne à sucre

• Betteraves industrielles



• Superficie et rendement

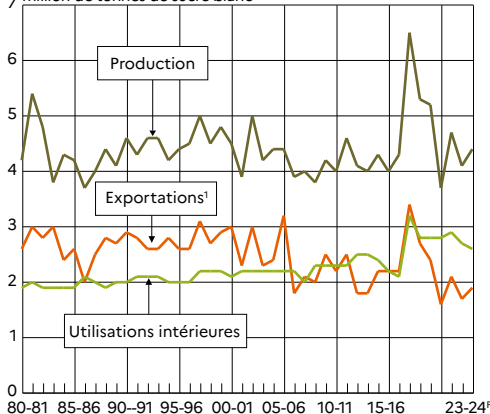
	2000	2010	2023	2024 ^P
France (y compris DOM)				
Superficie (millier d'ha)				
Betteraves	410	384	381	412
Canne	40	41	35	31
Rendement (tonne/ha)				
Betteraves				
racines (à 16 % de sucre)	76,0	83,1	80,4	79,1
sucre	11,7	12,4	12,9	12,0
Canne	70,1	69,8	62,6	56,8
UE à 27 (betteraves pour sucre)				
Superficie (millier d'ha)	...	1 417	1 415	1 500
Rendement sucre (t/ha)	...	10,0	11,0	10,9

1. Betteraves pour le sucre et l'éthanol (y compris l'éthanol carburant).

Sources : Agreste, Commission européenne, FranceAgriMer

Bilan sucrier français

7 million de tonnes de sucre blanc



	2000-01	10-11	22-23	23-24 ^P
millier de tonnes de sucre blanc				
Production⁵				
Betteraves	4 233	3 697	3 950	4 228
Canne	261	258	173	157
Utilisations intérieures⁵				
Exportations ¹	2 077	2 258	2 704	2 598
vers UE ^{2/6}	3 051	2 179	1 654	1 947
vers pays tiers hors UE ³	723	1 872	1 354	1 447
dont hors quota	2 328	292	300	500
	1 419	283	-	-
euro/tonne				
Prix (cotation Londres marché à terme) ⁴	...	517	590	565

Campagne : 1^{er} octobre au 30 septembre (la production de betteraves de la campagne sucrière n/n + 1 correspond à la récolte de l'année n).
 1. Exportations de sucre en l'état (produits transformés exclus). 2. Hors Belgique pour réexportation. 3. Y compris Belgique pour réexportation. 4. Voir glossaire « cotations ». 5. À partir de 2006-2007 les bilans de FranceAgriMer sont retraités sur les postes production et utilisation en excluant le sirop de sucre destiné à l'éthanol puis à partir de 2017-2018 (première campagne post-quotas), ces bilans incluent ce dernier (les utilisations industrielles ne sont plus distinguées). 6. Contour évolutif : UE à 15 en 2000/01, à 27 en 2010/11, à 28 en 2018/19 et à nouveau à 27 sans le Royaume-Uni à partir de 2019/20.
 Source : FranceAgriMer

Pommes de terre

La production française de pommes de terre est destinée à la consommation humaine pour plus des trois quarts, le reste servant aux plants et à la féculerie. Restées longtemps autour des 100 000 ha à compter de 1990, les surfaces de pommes de terre pour la consommation augmentent tendancielllement depuis 2013, pour atteindre près de 185 000 ha en 2024, en lien avec une demande industrielle française et européenne de plus en plus importante et des capacités de transformation des pays du nord-ouest de l'Europe qui se sont développées. Avec la hausse des surfaces constatée en 2024, la production française de pommes de terre augmente de 6 % par rapport à 2023.

L'année 2024 marque une rupture avec les évolutions du commerce extérieur de pommes de terre observées ces deux dernières années, avec un déficit des produits transformés qui se réduit à - 0,3 Md€. L'excédent des pommes de terre en frais continue de croître, pour atteindre un peu moins de 1,1 milliard d'euros (Md€).

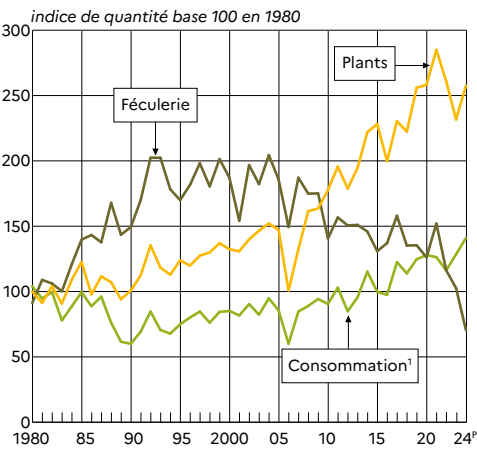
Les livraisons de pommes de terre aux usines françaises varient de 1,0 à 1,6 million de tonnes de pommes de terre selon les années. En 2023-2024, ces dernières atteignent un point haut du fait de la mise en route d'une nouvelle usine de transformation près de Dunkerque. Plus de 66 % des pommes de terre entrées en usine sont transformées en produits surgelés, un peu plus de 13 % en pommes de terre déshydratées, 14 % en chips et 6 % en autres produits.

Commerce extérieur de pommes de terre

	2000	2010	2023	2024 ^p
Quantité¹ <i>millier de tonnes</i>				
Importations totales	1 112	1 873	2 247	2 365
Pommes de terre en frais	321	415	550	607
dont consommation ²	262	385	474	507
Produits transformés ³	790	1 457	1 658	1 722
Exportations totales	1 517	2 993	3 877	4 624
Pommes de terre en frais	1 137	2 336	2 903	3 347
dont consommation ²	1 033	2 189	2 524	2 857
Produits transformés ³	380	657	966	1 275
Valeur <i>million d'euros</i>				
Importations totales	337	580	1 476	1 518
Pommes de terre en frais	69	82	229	247
dont consommation ²	46	68	187	193
Produits transformés ³	268	498	1 224	1 247
Exportations totales	347	736	1 728	2 236
Pommes de terre en frais	206	470	1 015	1 299
dont consommation ²	177	415	856	1 058
Produits transformés ³	141	265	710	936

1. Quantité en millier de tonnes d'équivalent pommes de terre.
2. Consommation = primeurs et demi-saison + conservation.
3. Non compris la féculerie.
Champ : France.
Sources : Douanes, Agreste

Production de pommes de terre



	2000	2010	2023	2024 ^p
Superficie <i>millier d'hectares</i>				
Total	163	157	204	218
Plants	14	18	21	22
Féculerie	29	20	17	11
Consommation ¹	119	119	167	185

Rendement		tonne/ha			
Total	40	42	42	42	
Plants	25	28	31	32	
Féculerie	45	50	43	46	
Consommation ¹	40	42	43	42	

Production	millier de tonnes			
Total	6 430	6 614	8 606	9 127
Plants	363	487	635	705
Dessus de plants	36	109	102	81
Féculerie	1 324	995	726	499
Consommation ¹	4 707	5 023	7 143	7 841

1. Consommation = primeurs et demi-saison + conservation.
Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

Transformation de la pomme de terre de consommation

	10-11	15-16	22-23	23-24 ^p
<i>millier de tonnes</i>				
Pommes de terre livrées en usine	1 116	1 206	1 424	1 609
pour la production de pommes de terre non surgelées	435	434	498	547
pour la production de pommes de terre surgelées	681	772	926	1 062
Production de produits transformés	559	585	691	781

Campagne : 1^{er} juillet - 30 juin.
Sources : Agreste, Gipt

Légumes
production en frais

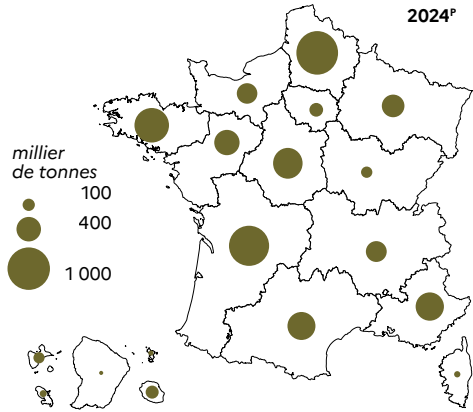
En France, en 2024, la production de légumes frais (non compris fraise et pomme de terre) s'élève à 5,8 millions de tonnes (Mt), niveau proche de celui atteint en 2023. Les évolutions sont contrastées selon les produits.

L'évolution de la production de maïs doux (- 13 % sur un an) constitue l'effet le plus important sur la baisse de la production globale de légumes frais. La fraîcheur et les nombreux épisodes pluvieux de l'automne 2024 ont pénalisé la production de poireaux (- 9,5 % sur un an). En outre, la production de chou-fleur (campagne de juin 2024 à mai 2025) a connu un creux en début d'année 2025 à la suite des pertes dues à l'alternance d'humidité et de vagues de froid : la production annuelle a ainsi reculé de 8,1 % sur un an.

D'autres produits ont vu leur production augmenter sur un an. C'est le cas de l'endive, en hausse de 23,4 %, qui reste néanmoins en retrait de 6,2 % par rapport à la moyenne 2019-2023. La production de tomates a augmenté de 5,5 % sur un an à la faveur des mois de juillet et août particulièrement productifs. La production de choux (hors choux-fleurs) a également été supérieure sur un an (+ 8,4 %) et présente un niveau proche de la moyenne quinquennale.

En 2024, les récoltes européennes augmentent de 5,7 % sur un an. La production progresse de 9,6 % en Espagne, principal pays producteur de légumes frais de l'Union européenne ; après une forte baisse en 2023, elle retrouve un niveau proche de 2022 (14,8 Mt). La production de légumes frais est également dynamique en Italie (+ 8,2 %), 2^e pays producteur (13,9 Mt), en Grèce (+ 11,0 %), aux Pays-Bas (+ 6,9 %) et en Allemagne (+ 6,1 %). Malgré la relative stabilité de sa production, la France conserve néanmoins le troisième rang des pays producteurs (5,8 Mt), La production diminue en revanche dans certains pays d'Europe de l'Est (- 4,5 % en Hongrie, - 16,2 % en Roumanie).

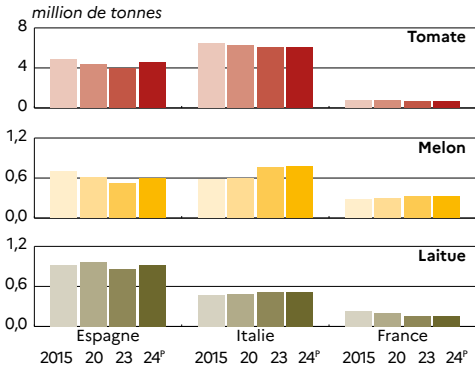
Production française de légumes frais



	2015	2020	2023	2024 ^p
millier de tonnes				
Tomate	793	692	656	692
Carotte ¹	594	651	653	662
Maïs doux	378	427	459	399
Salade ¹⁻²	383	316	296	296
Haricot vert ³	306	337	315	318
Oignon	460	669	709	722
Chou-fleur ¹	285	225	193	177
Melon	282	291	322	322
Chou (n.c. chou-fleur)	212	234	199	215
Endive (chicon) ¹	188	171	108	133
Petit pois	238	246	266	260
Autres légumes frais	1 555	1 704	1 634	1 619
Ensemble ⁴	5 673	5 963	5 810	5 800

1. Ces chiffres concernent la campagne et non l'année civile.
2. Chicorée, cresson, mâche, laitue et autres salades.
3. Y compris haricot beurre.
4. Non compris fraise, pomme de terre, y compris DOM.
Champ : production des exploitations agricoles hors jardins familiaux.
Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

Production européenne de légumes frais



Champ : UE à 27 sur l'ensemble de la période.
Source : Eurostat

	2015	2020	2023	2024 ^p
million de tonnes				
UE à 27	60,1	62,7	58,8	62,2
dont Espagne	14,1	14,8	13,5	14,8
Italie	13,1	13,2	12,8	13,9
France	5,7	6,0	5,8	5,8
Pologne	4,8	5,2	5,2	5,2
Pays-Bas	4,9	5,3	4,8	5,1
Allemagne	3,4	3,9	3,9	4,2
Portugal	2,2	2,5	2,8	2,8
Belgique	1,9	2,2	2,1	2,2
Grèce	3,1	2,5	1,9	2,2
Hongrie	1,6	1,4	1,4	1,4
Tomate	17,6	16,7	16,0	16,8
Carotte	4,3	4,8	4,4	4,7
Oignon	5,7	6,7	6,3	7,0
Chou (n.c. chou-fleur)	10,7	10,4	9,0	9,1
Melon, pastèque	4,8	4,7	4,6	4,7
Laitue	2,3	2,3	2,2	2,3
Chou-fleur, brocolis	2,1	2,2	1,9	2,0

Légumes

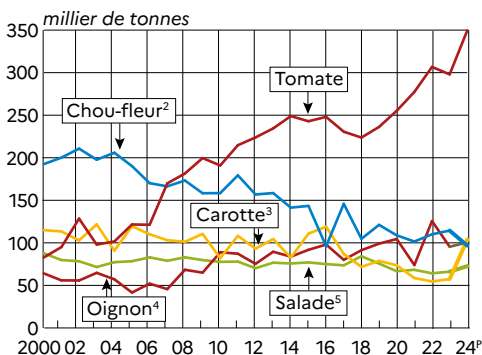
commerce extérieur en frais

En 2024, le déficit commercial des légumes frais reste relativement stable en valeur mais se creuse en volume par rapport à 2023. Il atteint 1,73 milliard d'euros (Md€) pour 1,08 million de tonnes (Mt). Les importations atteignent 3,39 Md€ en 2024 (- 1 % sur un an) pour un volume de 2,34 Mt (+ 2 % sur un an). Si les exportations affichent une baisse de 3 % par rapport à 2023, à 1,67 Md€, elles augmentent cependant en volume, à 1,26 Mt (+ 3 %).

La tomate reste le légume le plus échangé et représente 26 % des volumes de légumes frais importés et 28 % des volumes exportés. Le déficit du commerce extérieur en salade se réduit en 2024 pour atteindre 105 millions d'euros (M€). L'excédent en chou-fleur (et brocolis) baisse de 36 % par rapport à 2023, à 35 milliers de tonnes en 2024 et chute de 63 % en valeur, à 19 M€. Le déficit en carottes se réduit de 15 % en valeur par rapport à 2023 pour atteindre 50 M€ et de 52 % en volume, à 41 milliers de tonnes.

L'Union européenne représente plus de 85 % des marchés à l'exportation. Les principaux partenaires sont la Belgique, l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Espagne et l'Italie. L'Espagne fournit près de 70 % des melons importés et le Maroc plus des trois quarts des tomates. Pour les tomates, environ 60 % de la consommation nationale en frais est assurée par des importations.

Exportations françaises de légumes frais



	2000	2010	2023	2024 ^p
Quantité <i>millier de tonnes</i>				
Total ¹	863	984	1 229	1 263
dont tomate	83	191	298	350
chou-fleur ²	193	158	114	97
carotte ³	115	82	57	104
oignon ⁴	64	89	95	100
salade ⁵	88	78	66	73
Valeur <i>million d'euros</i>				
Total ¹	690	1 012	1 714	1 662
dont tomate	88	270	676	662
chou-fleur ²	86	123	130	99
carotte ³	30	21	35	43
oignon ⁴	13	40	59	59
salade ⁵	140	157	143	146

1. Non compris fraise et pomme de terre, y compris melon.

2. Y compris brocolis.

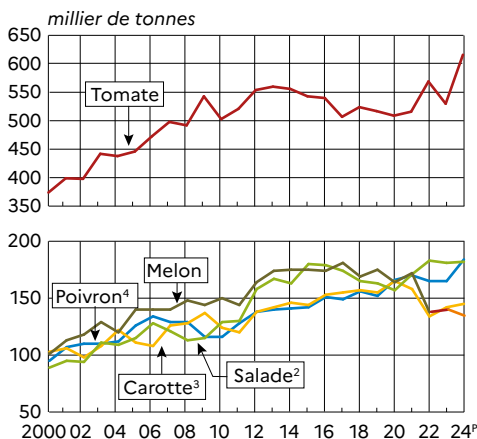
3. Y compris navet.

4. Non compris les plants.

5. Laitues, chicorées et autres salades (mâche, cresson...), non compris endives.

Source : Douanes

Importations françaises de légumes frais



	2000	2010	2023	2024 ^p
Quantité <i>millier de tonnes</i>				
Total ¹	1 484	1 949	2 286	2 341
dont tomate	374	503	530	616
melon	101	150	140	134
salade ²	89	129	181	182
carotte ³	103	124	142	145
poivron ⁴	95	116	165	184
Valeur <i>million d'euros</i>				
Total ¹	1 173	1 868	3 438	3 387
dont tomate	318	465	1 054	1 055
melon	92	128	165	153
salade ²	62	137	250	251
carotte ³	32	50	93	92
poivron ⁴	109	163	329	331

1. Non compris fraise et pomme de terre. 2. Laitues, chicorées et autres salades (mâche, cresson...), non compris endives.

3. Y compris navet. 4. Y compris piment doux.

Source : Douanes

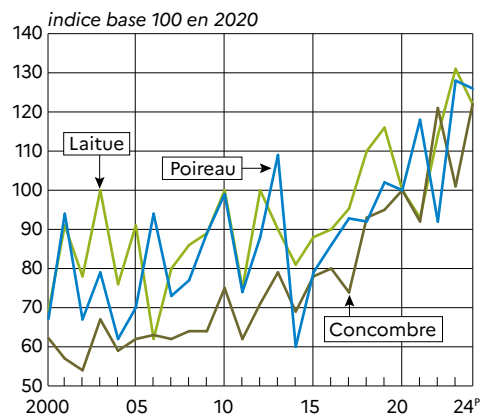
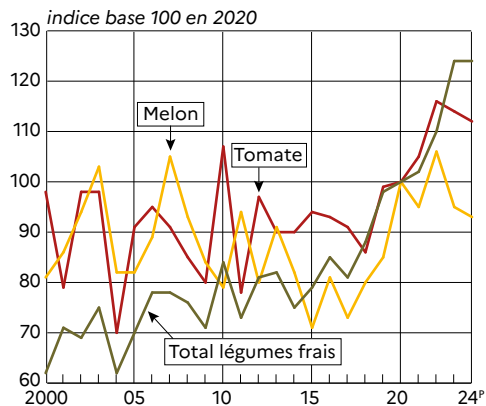
Légumes

prix en frais, production en transformé

En 2024, le prix moyen à la production des légumes frais est quasi-stable (+ 0,2 %) par rapport à 2023, et est supérieur de 16,2 % à la moyenne 2019-2023. Cette relative stabilité sur un an masque des évolutions divergentes selon les produits. Ainsi, les prix en 2024 présentent des rebonds particulièrement marqués sur un an pour le concombre (+ 19,8 %), l'échalote (+ 20,3 %) et l'endive (+ 21,5 %). À l'inverse, les prix diminuent pour le melon (- 1,4 %), le poireau (- 2,2 %), la laitue (- 7,1 %) et affichent un net repli pour l'artichaut (- 17,7 %), le chou-fleur (- 27,3 %) et la tomate en petits fruits (- 14,0 %).

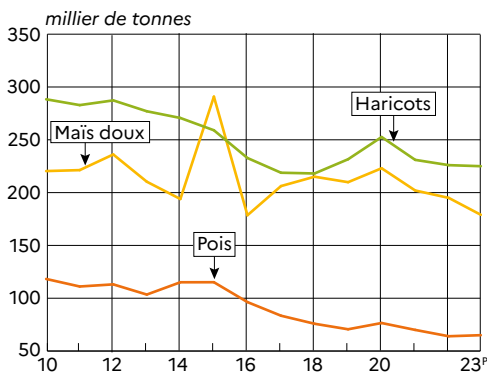
Entre 2022 et 2023, la production commercialisée de légumes appertisés (à l'exception des tomates transformées) enregistre une légère baisse, avec une diminution de 0,8 %. Les conserves de haricots (haricots verts, haricots beurre, flageolets, etc.) sont stables alors que celles de maïs doux diminuent de 8,3 %. En revanche, les ventes de légumes congelés ou surgelés progressent de 6,7 %.

Prix à la production de légumes frais



Source : Agreste - Ippap

Production commercialisée de conserves de légumes



Sources : Agreste - Prodcum, Adepace

Production commercialisée de légumes transformés¹

	2010	2015	2022	2023 ^p
	millier de tonnes			
Légumes congelés ou surgelés	s	490	497	531
Légumes séchés	31	22	19	16
Légumes appertisés	1 213	1 285	1 056	1 047
dont maïs doux	220	291	195	179
haricots	288	259	226	225
pois	118	115	64	65
Tomates transformées ²	57	51	73	64

1. À l'exclusion des plats préparés.

2. Tomates entières ou en morceaux ; concentré, coulis, purée de tomates.

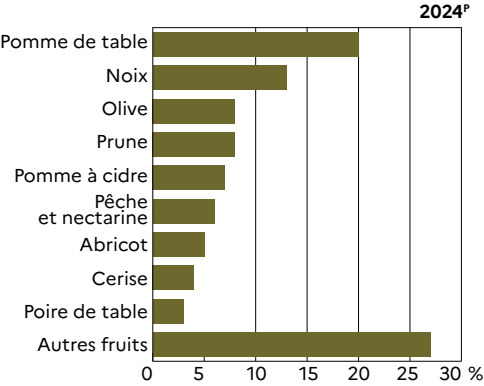
Sources : Agreste - Prodcum, Adepace, Fedalim

Fruits
vergers

En 2024, les vergers français couvrent une superficie stable, avoisinant près de 200 000 hectares, soit une progression de 3 % depuis 2010. Cette évolution masque toutefois d'importantes disparités selon les espèces fruitières. Ainsi, les vergers de noix, de pommes à cidre, de noisettes, de châtaignes et d'amandes enregistrent une nette progression au cours de la période. À l'inverse, les surfaces consacrées aux prunes, cerises, abricots ainsi qu'aux pêches-nectarines sont en recul. Les pommes de table en repli depuis 2010, restent néanmoins la principale espèce cultivée, représentant 20 % des vergers. Elles sont suivies par les noix (13 %), puis les olives et les prunes (8 % chacun). Après une longue période de baisse, la culture de la poire renoue avec une dynamique positive, se traduisant par une augmentation récente des surfaces.

Au niveau régional, près de la moitié des vergers français (46 %) se situent dans le bassin Rhône-Méditerranée, tandis qu'environ un tiers se trouvent dans le Sud-Ouest. Le verger français est fortement concentré : 8 % des exploitations, disposant de 30 hectares ou plus, détiennent à elles seules 42 % de la surface totale. À l'opposé, 22 % des exploitations, celles de moins de 2 hectares, ne représentent que 3 % des surfaces.

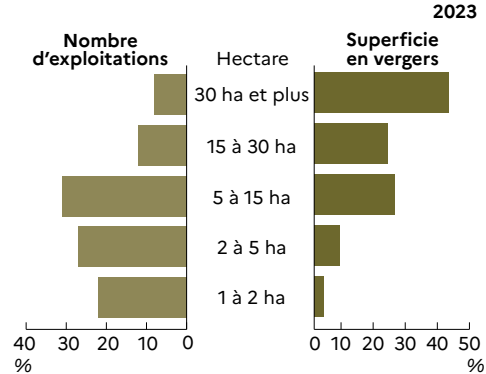
Surface des vergers



	2000	2010	2020	2023	2024 ^a
millier d'hectares					
Pomme de table ¹	53,0	41,7	40,1	39,4	39,3
Noix	14,6	18,4	27,2	26,9	26,8
Olive	15,6	16,9	16,7	16,7	16,3
Prune	19,1	18,2	15,7	15,1	15,3
Pomme à cidre	9,9	13,1	14,6	14,4	14,2
Pêche et nectarine	22,1	13,3	11,5	11,2	11,0
Abricot	15,0	14,0	12,1	11,1	10,5
Châtaigne	7,1	7,0	8,6	9,1	9,2
Noisette	2,3	4,2	7,4	7,9	8,2
Cerise	12,1	9,6	7,5	7,4	7,3
Poire ¹	11,0	6,0	5,9	6,1	6,2
Autres fruits	13,4	11,9	12,7	12,6	13,3
kiwi	4,1	4,0	4,0	4,0	4,0
cassis et myrtille	2,5	2,6	2,1	2,5	2,6
amande	1,6	1,3	2,1	2,3	2,7
clémentine	2,3	1,9	2,2	1,6	1,7
framboise	1,5	0,7	0,6	0,7	0,7
autres	1,4	1,4	1,7	1,5	1,6
Raisin de table	9,1	5,9	6,0	6,1	6,1
Fraise	4,0	3,2	4,1	3,8	3,7
Banane*	15,1	10,1	11,6	10,8	11,0
Ananas*	0,9	1,1	2,2	1,8	1,8
Total vergers ²	224,2	194,4	203,9	200,4	200,3

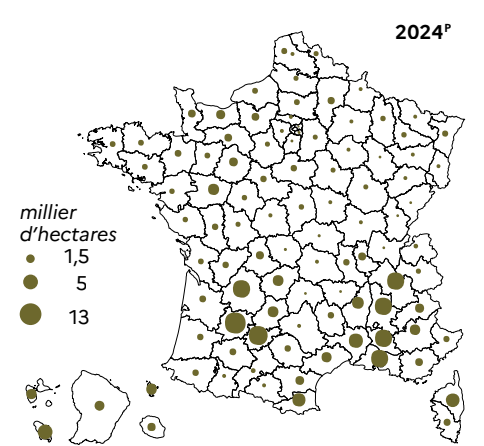
* Y compris Mayotte à partir de 2016.
1. Pommes et poires de table, à l'exclusion des fruits à cidre et à poiré.
2. Cultures pures et associées, en production uniquement, hors jardins familiaux. Non compris cognassiers, orangers.
Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

Structure des vergers



Champ : les exploitations au-delà de 1 ha pour chacun des 7 fruits (abricot, pêche, prune, pomme de table, agrume, kiwi, noix) et au-delà de 0,5 ha pour chacun des 2 fruits (poire de table, cerise) en France métropolitaine.
Source : Agreste - Enquête Structure des exploitations agricoles 2023

Localisation des vergers¹



1. Y compris banane et ananas.
Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

Fruits
production en frais

En 2024, la production de fruits de table en France métropolitaine reste globalement stable par rapport à l'année précédente (+ 0,8 %), atteignant 2,6 millions de tonnes. Les évolutions varient toutefois selon les espèces : la production de poires rebondit de 16 % tandis que celles de prunes et d'abricots chutent respectivement de 17 % et 35 %. Ces baisses sont dues à une réduction des surfaces cultivées et des conditions climatiques défavorables. La pomme domine le paysage fruitier français, représentant à elle seule 63 % des volumes produits. Elle devance largement les pêches et nectarines (9 %) ainsi que les prunes (7 %).

Dans les départements d'Outre-mer, la production de fruits concerne principalement la banane et l'ananas. En 2024, les Antilles assurent 93 % du tonnage national de bananes, tandis que La Réunion produit 64 % des ananas français.

À l'échelle européenne, l'Espagne retrouve en 2023 sa position de premier producteur de fruits de table, devant l'Italie. La France se classe, quant à elle, au cinquième rang derrière la Pologne, principal producteur de pommes de table dans l'Union européenne.

Production métropolitaine
des vergers de fruits

	2000	2010	2024 ^a	Évolution 2024 ^a /2023
millier de tonnes				
Pomme de table	2 130	1 788	1 657	4 %
Pêche et nectarine	463	310	237	6 %
<i>pêche</i>	277	153	117	9 %
<i>nectarine (y c. brugnon)</i>	187	158	116	4 %
Prune	200	247	173	- 17 %
Poire de table	243	149	148	16 %
Abricot	131	145	83	- 35 %
Fraise	60	50	75	0 %
Raisin de table	69	47	42	- 9 %
Cerise	67	45	33	- 2 %
Autres fruits de table	171	166	181	1 %
<i>kiwi</i>	81	71	51	2 %
<i>clémentine</i>	23	20	50	39 %
<i>noix</i>	26	32	28	- 12 %
<i>châtaigne</i>	9	9	8	- 4 %
<i>autres fruits</i>	32	34	44	- 17 %
Total fruits de table ¹	3 533	2 948	2 629	0,8 %

1. Non compris pommes à cidre, poires à poiré, olives, coings, oranges.
Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

Production de banane et d'ananas
dans les DOM

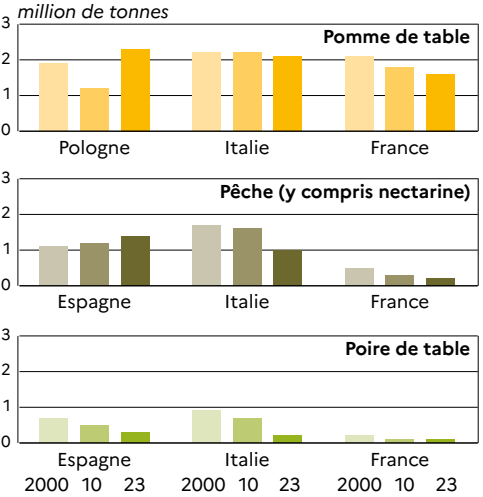
	2000	2010	2023	2024 ^a
millier de tonnes				
Banane¹				
Total DOM*	...	279,9	212,2	210,8
dont Antilles	438,0	262,8	193,0	195,4
Guadeloupe	121,8	61,3	58,3	58,3
Martinique	316,2	201,5	134,7	137,1
Ananas				
Total DOM*	...	29,8	28,8	26,4
dont La Réunion	10,0	15,8	18,7	16,8

* À partir de 2016, les statistiques Total DOM comprennent Mayotte.
1. Production tous types de banane dessert confondus.
Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

Production européenne de fruits

	2000	2010	2022	2023
million de tonnes				
UE à 27 ¹	...	39,0	34,9	34,2
dont Espagne	10,2	12,3	9,0	10,1
Italie	11,0	12,5	9,3	8,7
Grèce	3,3	2,8	3,8	3,2
Pologne	2,3	2,0	3,7	3,3
France	3,7	2,9	2,4	2,6
Roumanie	1,5	1,5
dont pomme de table	10,8	8,9	9,8	9,3
orange	5,8	7,9	5,9	5,7
<i>pêche²</i>	4,6	4,0	3,3	3,3
<i>clémentine</i>	...	2,3	1,8	2,0
<i>poire de table</i>	2,7	2,3	1,9	1,7

1. Fruits de table (non compris pomme à cidre, poire à poiré et olive à huile).
2. Y compris nectarine et brugnon.
Source : Eurostat



Fruits

commerce extérieur en frais

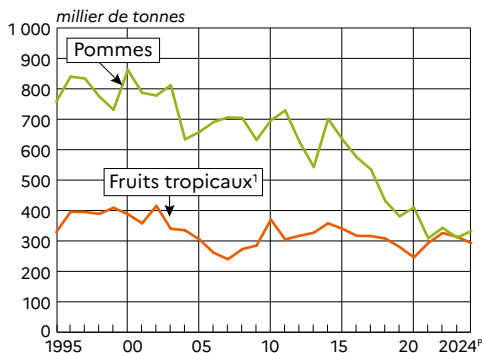
En 2024, la France importe 3,5 millions de tonnes de fruits et en exporte 0,9 million. Le solde des échanges extérieurs se creuse de 5 % par rapport à 2023, pour atteindre - 2,5 millions de tonnes. Les volumes des exportations reculent de 1 %, tandis que ceux des importations progressent de 3 %.

Les fruits tropicaux et les agrumes, dont les importations augmentent de 3 % en 2024, constituent les deux tiers des fruits importés en France. L'Espagne reste le premier fournisseur de la France (30 % du total des importations), loin devant la Côte d'Ivoire (7 %) et l'Italie (6 %).

Du côté des exportations, les ventes de pommes se redressent de 7 % sur un an, tandis que celles de fruits tropicaux diminuent dans les mêmes proportions. Les exportations d'abricots chutent de moitié, en raison d'une récolte française affectée par des aléas climatiques. Les pommes et les fruits tropicaux représentent les deux tiers des volumes exportés. L'Espagne, premier acheteur de fruits français (20 % du total des exportations) devant l'Allemagne, se fournit principalement en fruits tropicaux.

Sur le plan financier, le déficit des échanges extérieurs de fruits s'élève à près de - 4,5 milliards d'euros, soit une aggravation de 5 % par rapport à 2023. La valeur des fruits importés augmente de 353 millions d'euros sur un an, contre 138 millions d'euros pour les exportations.

Exportations françaises de fruits



	2000	2010	2023	2024 ^p
millier de tonnes				
Quantité totale	1 671	1 472	945	937
dont pommes	862	696	311	333
fruits tropicaux ¹	386	370	314	293
agrumes	86	103	108	104
pêches ²	76	48	36	37
abricots	39	48	28	13
dont Espagne	257	236	207	189
Allemagne	277	182	115	132
Royaume-Uni	340	209	95	101
Pays-Bas	188	131	84	94
Italie	95	124	88	77
Belgique	131	103	54	52
million d'euros				
Valeur totale	1 281	1 410	1 578	1 716
dont pommes	469	483	389	435
fruits tropicaux ¹	272	256	368	404
agrumes	55	92	151	137
pêches ²	85	73	61	60
abricots	51	80	45	30

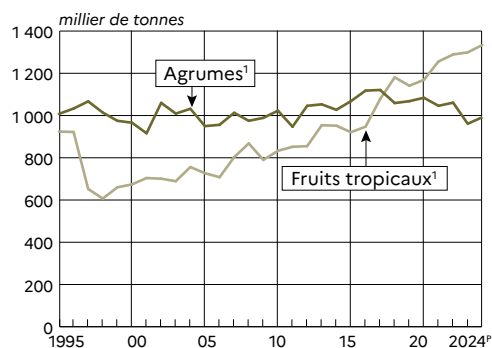
1. Essentiellement bananes.

2. Y compris nectarines et brugnons.

Champ : France y compris DOM à partir de 1997.

Source : Douanes

Importations françaises de fruits



1. Frais ou secs.

Champ : France y compris DOM à partir de 1997.

Source : Douanes

	2000	2010	2023	2024 ^p
millier de tonnes				
Quantité totale	2 492	2 993	3 391	3 494
dont fruits tropicaux ¹	674	833	1 299	1 337
agrumes ¹	966	1 023	961	993
raisins ¹	185	171	152	158
pommes	88	157	144	157
pêches	77	117	133	119
dont Espagne	922	1 105	1 002	1 038
Côte d'Ivoire	308	160	287	248
Italie	205	209	195	198
Maroc	105	138	99	117
Belgique	76	108	113	102
Cameroun	107	150	69	89
Pays-Bas	59	108	40	46
Rép. Dominicaine	4	85	46	28
million d'euros				
Valeur totale	2 206	3 155	5 838	6 190
dont fruits tropicaux ¹	515	666	1 772	1 887
agrumes ¹	593	836	1 235	1 203
raisins ¹	173	196	306	357
pêches	76	141	190	173
pommes	51	94	88	98

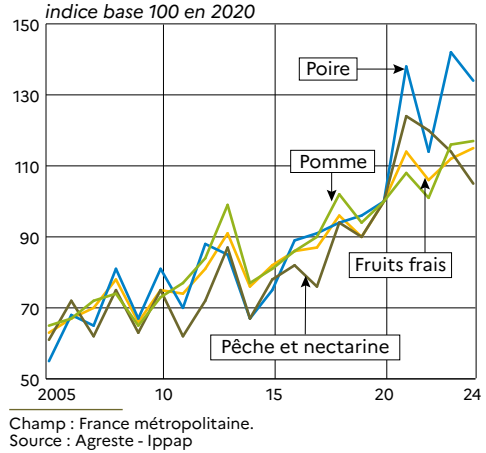
Fruits

prix en frais, production en transformé

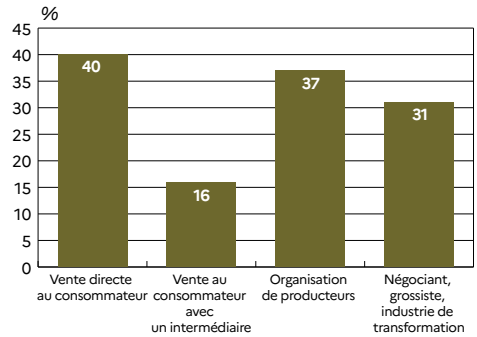
En 2024, les prix à la production des fruits frais augmentent de 3 % sur un an, après une hausse marquée de 6 % en 2023. Cette progression porte désormais les prix 10 % au-dessus de la moyenne observée sur la période 2019-2023. Toutefois, cette tendance masque d'importantes variations selon les fruits. Les prix des pêches et nectarines ainsi que les poires reculent respectivement de 8 % et 5 % sur un an. En revanche, ceux des pommes progressent de 2 %. Concernant la commercialisation, les arboriculteurs privilégient principalement deux circuits pour écouler leurs productions. Ainsi, 40 % d'entre eux optent pour la vente directe aux consommateurs, tandis que 37 % passent par des organisations de producteurs. Cette répartition souligne la diversité des stratégies adoptées par les professionnels du secteur.

En 2023, le volume de compotes et de purées de fruits produits et commercialisés par les industriels français progresse de 4,6 % par rapport à 2022 pour atteindre 457 000 tonnes. Les purées et spécialités de fruits sans sucres ajoutés se stabilisent après plusieurs années de hausse continue. En revanche, les ventes de confitures, gelées et marmelades, dominées par les traditionnels parfums fraises et abricots, enregistrent une légère baisse de 2,4 %. Les ventes de conserves de fruits, majoritairement composées de fruits au sirop, connaissent une nouvelle hausse de 12 %.

Prix à la production des fruits frais

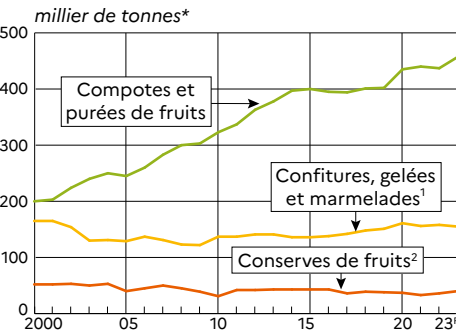


Répartition du nombre d'exploitations fruitières selon le mode de commercialisation en 2020



* Une même exploitation peut être dénombrée dans plusieurs modes de commercialisation. La répartition du nombre d'exploitations ne reflète pas la répartition du volume commercialisé qui sont deux indicateurs différents. Champ : France métropolitaine - exploitation fruitière à partir de 0,5 ha.
Source : Agreste - Recensement agricole de 2020

Production commercialisée de conserves de fruits, confitures et compotes



Note : rupture de série : fabrications avant 2019, ventes après 2019.

* Millier de tonnes 1/2 brut pour les conserves.

1. Rupture de série en 2003 : les coulis et nappages ne sont plus compris.

2. Fruits au naturel et fruits au sirop, y compris marrons entiers ou en morceaux.

Sources : Agreste - Prodcum, Adepace

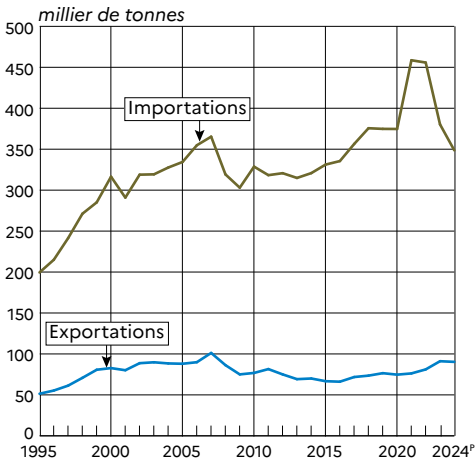
	2000	2010	2022	2023 ^a
millier de tonnes*				
Compotes et purées de fruits	200	323	437	457
dont compotes de pommes	95	114	82	85
compotes de pommes en mélange avec autres fruits	58	128	76	96
purées et spécialités de fruits sans sucres ajoutés	//	72	208	207
Confitures, gelées et marmelades ¹	165	137	158	155
dont de fraises	42	35	43	43
d'abricots	39	24	22	22
Conserves de fruits ²	52	31	36	40

Fleurs et pépinières

Le solde commercial des fleurs et plantes reste largement déficitaire en 2024. La France importe en valeur 6 fois plus qu'elle n'exporte. Avec des volumes importés en baisse, les importations françaises de fleurs et de plantes s'élèvent à 1,2 milliard d'euros en 2024 et sont inférieures de 3 % à la moyenne quinquennale 2019-2023. Le principal fournisseur de la France reste les Pays-Bas avec 54 % des importations en valeur et la Belgique repasse à la deuxième place devant l'Italie, dont les exportations vers la France ont diminué. Les exportations françaises restent relativement stables en valeur et en volume, la hausse du prix à l'exportation (notamment pour les « plantes vivantes ») étant contrebalancée par la baisse des volumes vendus (notamment pour les « feuillages et autres parties de plantes sans fleurs »). En 2024, les principaux clients de la France en valeur sont les Pays-Bas, l'Italie et le Royaume-Uni.

En 2024, les surfaces consacrées à l'horticulture ornementale restent relativement stables à 5,2 milliers d'hectares. La région Provence-Alpes-Côte d'Azur concentre à elle seule 42 % des surfaces dédiées aux fleurs et feuillages coupés. Les surfaces des plantes fleuries en pot, des plantes vertes, des plantes à massif et des plantes vivaces sont mieux réparties sur le territoire, avec quand même près de 18 % des surfaces en Pays de la Loire. La région Nouvelle-Aquitaine est la principale région productrice de bulbes avec 56 % des surfaces. Enfin, plus d'un tiers des pépinières florales sont localisées en Centre-Val de Loire.

Commerce extérieur des fleurs et plantes vivantes



Champ : France y compris DOM à partir de 1997.
Source : Douanes

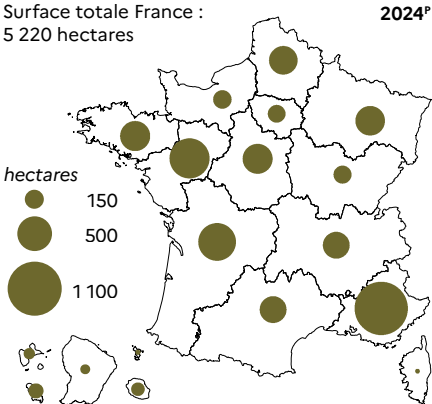
	2000	2010	2023	2024 ^p
Quantité <i>millier de tonnes</i>				
Importations	316,4	328,7	380,3	348,6
Exportations	82,7	76,8	91,1	90,3
Solde	- 233,7	- 251,9	- 289,2	- 258,4
Valeur <i>million d'euros</i>				
Importations	969,4	1 149,4	1 284,7	1 205,8
dont UE à 27	918,0	1 092,4	1 184,2	1 109,4
dont Pays-Bas	647,5	735,9	713,0	656,9
Belgique	123,2	137,5	144,7	144,0
Italie	63,3	96,0	151,4	141,2
Exportations	202,0	149,9	202,9	203,4
dont UE à 27	150,1	107,5	128,3	126,1
Solde	- 767,5	- 999,6	- 1 081,8	- 1 002,4
dont UE à 27	- 767,9	- 984,9	- 1 055,9	- 983,3

Champ : France.
Source : Douanes

Superficies des fleurs et plantes ornementales

	2000	2010	2023	2024 ^p
<i>hectare</i>				
Fleurs et feuillages coupés	2 722	2 927	1 894	1 869
Plantes en pot fleuries et plantes vertes	1 842	2 282	1 054	1 053
Plantes à massif en arrachis ou en mottes	1 464	1 950	1 259	1 339
Bulbes	1 322	1 213	688	684
Pépinières florales	630	657	278	275
Total	7 980	9 029	5 173	5 220

Source : Agreste - Statistique agricole annuelle



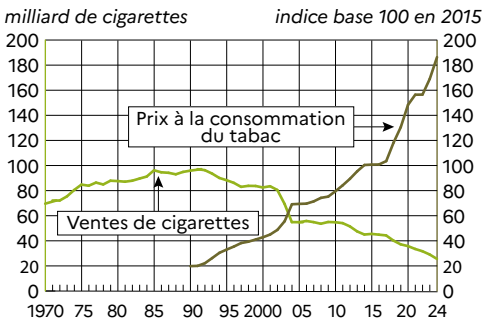
Tabac

En 2024, les ventes de cigarettes, qui représentent environ 78 % du marché officiel de tabac, diminuent de nouveau, prolongeant la baisse amorcée au début des années quatre-vingt-dix (- 74 % entre 1991, point haut de la consommation en France et 2024). La consommation de cigarettes s'établit à 25,6 milliards d'unités en 2024, en forte baisse sur un an (- 12 % après déjà - 8 % en 2023). Dans le même temps, le prix du tabac augmente fortement (+ 10 % en 2024 après + 8 % en 2023).

Après une forte hausse en 2020, puis une forte baisse en 2021, les ventes de tabac à rouler chutent de nouveau (- 13,2 % en 2024, - 10,1 % en 2023 et - 13,7 % en 2022). Elles se situent au plus bas depuis le début de la série de données en 2000. Le prix au gramme de tabac reste plus élevé pour les cigarettes que pour le tabac à rouler. La part de marché de cette catégorie de tabac (15 % des volumes) stagne en 2024.

Depuis les années quatre-vingt, les Français préfèrent les cigarettes blondes aux cigarettes brunes. La production française s'est orientée exclusivement vers les tabacs blonds, mais est loin de satisfaire la demande intérieure. En 2024, elle poursuit sa baisse amorcée depuis la fin des années soixante-dix (de 22 000 ha en 1977 à environ 1 000 ha en 2024). Par ailleurs, les importations reculent également fortement ces dernières années, aussi bien en volume qu'en valeur.

Ventes de cigarettes et prix du tabac



Champ : France métropolitaine hors Corse.
Sources : OFDT (ventes de cigarettes) et Insee (indice des prix à la consommation du tabac)

Ventes de cigarettes

	2000	2010	2023	2024
milliard de cigarettes				
Ventes totales	82,5	54,8	29,1	25,6
tonne				
Ventes de tabac à rouler et à pipe	7 280	7 598	5 650	4 906

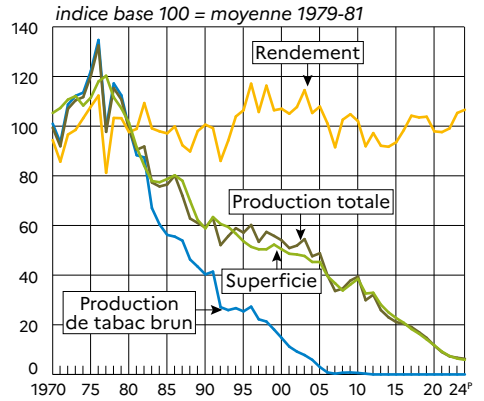
Champ : France métropolitaine hors Corse.
Source : OFDT

Prix du tabac

	2000	2010	2023	2024
indice base 100 en 2015				
Indice du prix à la consommation du tabac	42,1	78,8	168,3	185,6

Source : Insee - Indice des prix à la consommation

Production de tabac



1. Moyenne triennale centrée sur l'année indiquée.
Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

	2000	2010	2023	2024 ^p
millier d'hectares				
Superficie	9,3	7,1	1,1	1,0
quintal/hectare				
Rendement	27,2	26,0	27,7	26,4
millier de tonnes				
Production	25,2	18,4	2,9	2,7
dont tabac brun	6,8	0,3	0,0	0,0
tabac blond	18,5	18,1	2,9	2,7

Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

Commerce extérieur de tabac
(tabacs bruts et fabriqués)

	2000	2010	2023	2024
Quantité				
milliard d'unités				
Importations de cigarettes et cigares	51,2	47,7	31,8	28,1
millier de tonnes				
Importations d'autres produits	131,8	115,3	101,5	92,8
milliard d'unités				
Exportations de cigarettes et cigares	16,3	14,3	0,2	0,1
millier de tonnes				
Exportations d'autres produits	81,9	89,4	56,9	54,0
Valeur				
million d'euros				
Importations totales	1555,7	1684,1	1484,5	1448,8
dont cigarettes et cigares	1351,2	1369,2	932,3	910,8
Exportations totales	401,0	574,6	391,1	381,2
Solde	-1154,8	-1109,5	-1093,3	-1067,6

Source : Douanes

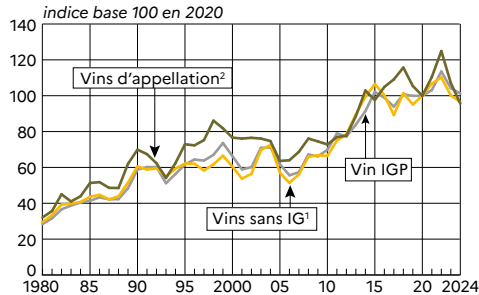
Vin
production et prix

En 2024, la production mondiale de vins (hors jus et moûts) poursuit sa tendance à la baisse, reculant de 4,8 % sur un an pour atteindre 226 millions d’hectolitres. Il s’agit du niveau le plus bas enregistré depuis 1961. Bien qu’en repli de 3,3 %, l’Union européenne (UE) reste le principal contributeur de la production mondiale avec 61 % du total.

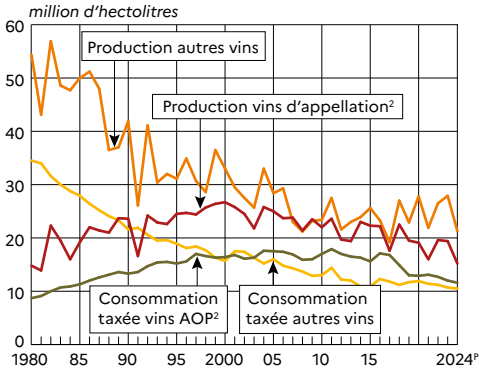
En France, la production viticole (incluant jus et moûts) chute à 36,5 millions d’hectolitres, soit une baisse de 23 % par rapport à 2023. Ce niveau historiquement bas, comparable à ceux de 2017 et 2021, s’explique par une succession d’aléas climatiques ayant touché toutes les régions, de la floraison aux vendanges : gelées printanières, sécheresse dans certains bassins, précipitations excessives dans d’autres, maladies de la vigne et épisodes de grêle. Tous les types de vins sont concernés, avec un impact marqué sur les volumes destinés aux eaux-de-vie (- 37 %), qui avaient connu une récolte exceptionnelle en 2023. Les régions les plus touchées sont la Champagne, la Bourgogne, le Beaujolais, les Charentes et le Jura. En Espagne et en Italie, la production de vins progresse par rapport à la très faible récolte de 2023 (respectivement + 15,1 % et + 9,2 %), mais reste inférieure à la moyenne des cinq dernières années. Ces deux pays, qui représentent à eux seuls un tiers de la production mondiale, restent fragilisés par les conditions climatiques, notamment des épisodes de grêle au nord de l’Italie. L’Italie redevient néanmoins le premier producteur européen.

Du côté de la consommation de vins, les estimations provisoires annoncent une baisse mondiale de 3,3 % en 2024. En France, la baisse de la consommation est structurelle (- 1,5 %/an depuis plus de 40 ans), mais le repli serait plus marqué en 2024, atteignant - 2,6 %. Dans ce contexte, les prix continuent de reculer dans toutes les catégories de vins : - 11 % pour les vins d’appellation d’origine (hors champagne), - 2,9 % pour les vins à indication géographique protégée (IGP) et - 3,7 % pour les vins sans indication d’origine.

Prix du vin à la production en France



Production et consommation de vin en France



	2000-01	10-11	23-24	2024-25 ^p
million d'hectolitres				
Production¹				
Tous vins	59,7	45,3	47,3	36,5
Vins AOP ² hors eaux-de-vie	26,7	22,0	20,1	15,8
Autres vins	33,0	23,4	27,2	20,7
dont vins IGP ³	16,2	12,5	12,4	11,1
vins sans IG	8,9	3,1	2,4	1,7
vins pour eaux-de-vie	7,9	7,8	12,4	7,9
Consommation (Bilan)				
Tous vins	32,1	28,6	23,0	...

Campagne 1^{er} août N au 31 juillet N + 1 à compter de 2000-2001.
1. Y compris moûts et jus.
2. Vins AOP = vins bénéficiant d’une appellation d’origine protégée.
3. Vins IGP = vins bénéficiant d’une indication géographique protégée.
Sources : Agreste - Statistique agricole annuelle, Douanes

Production mondiale de vin (hors moûts et jus)

	1998*	2008*	2023	2024 ^p
million d'hectolitres				
Monde	268,0	269,2	237,2	225,8
UE à 27	...	159,5	143,4	138,7
dont Italie	54,0	47,0	38,3	44,1
France¹	56,0	42,8	47,3	36,5
Espagne	34,0	35,9	28,4	31,0
Allemagne	10,0	10,0	8,6	7,8
États-Unis	21,0	19,3	25,5	21,1
Argentine	13,0	14,7	8,8	10,9
Australie	7,0	12,4	9,6	10,2
Chili	5,5	8,7	11,0	9,3
Afrique du sud	8,0	10,2	9,3	8,8

1. Production de vins, y compris moûts et jus.
* Moyenne quinquennale centrée sur l’année indiquée.
Source : OIV - Note conjoncturelle d’avril 2025

Vin

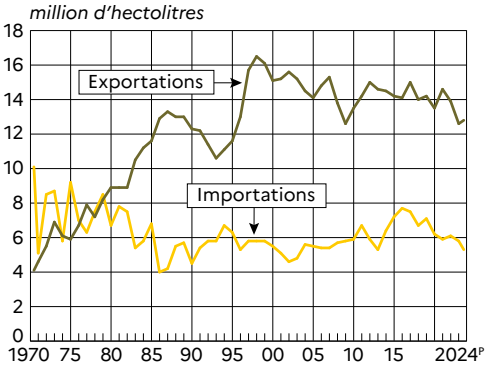
commerce extérieur

Structurellement excédentaire, la balance du commerce extérieur français de vins (hors spiritueux) s'élève à 10,8 Md€ en 2024, de nouveau en recul sur un an (- 1,7 % après - 2,8 % en 2023).

En volume, l'excédent généré par les échanges extérieurs de vins (hors spiritueux) est en hausse d'environ 10 % en 2024. Les volumes exportés de vins français rebondissent légèrement (+ 1,2 % après - 9,0 % en 2023), tirés par la hausse des ventes à destination des pays tiers, en particulier vers les États-Unis (+ 9,0 %). Au sein de l'Union européenne, les exportations de vins français sont globalement stables en volume en 2024. Elles augmentent de 2,7 % à destination de la Belgique et sont stables vers l'Allemagne qui demeure toutefois le premier client européen en volume des vins français. Les exportations de vins tranquilles (AOP, IGP) sont stables en 2024. Les exportations de Champagne sont, quant à elles, en nette baisse en 2024 que ce soit en volume (- 9,7 %) ou en valeur (- 8,0 %).

Les importations françaises de vins diminuent de nouveau en 2024, en volume (- 9,5 % après - 4,0 % en 2023) comme en valeur (- 8,9 % après - 2,6 % en 2023).

Commerce extérieur de vin



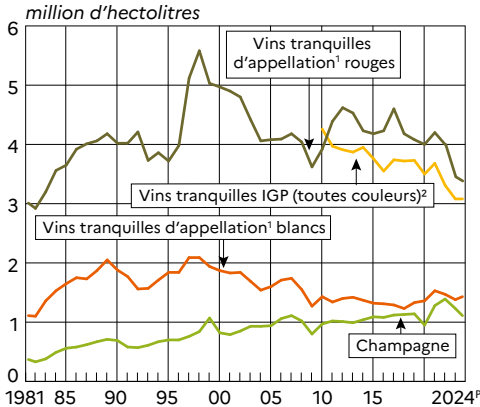
Les données des années 2021, 2022, 2023 et 2024 sont provisoires.

	2000	2010	2023 ^p	2024 ^p
Quantité	million d'hectolitres			
Importations	5,5	5,9	5,8	5,3
Exportations	15,1	13,5	12,6	12,8
UE à 27	8,4	6,8	6,0	6,0
Allemagne	3,1	2,5	1,7	1,7
Belgique	1,8	1,6	1,2	1,3
Pays-Bas	1,5	1,2	1,1	1,0
Pays tiers	6,7	6,7	6,7	6,8
États-Unis	1,1	0,9	1,7	1,8
Royaume-Uni	2,9	2,2	1,4	1,5
Chine	0,0	0,8	0,5	0,4
Japon	0,5	0,6	0,5	0,5
Solde total quantité	9,6	7,6	6,8	7,5

	million d'euros			
Importations	470	534	963	877
Exportations	5 542	6 351	11 944	11 667
Solde total valeur	5 072	5 817	10 981	10 790

Champ : France y compris DOM à partir de 1997.
Source : Douanes

Exportations de vins ayant une indication géographique



Les données des années 2021, 2022, 2023 et 2024 sont provisoires.

1. Vins d'appellation = AOP à partir de 2009 [avant 2009 : vins d'appellation = VQPRD (vins de qualité produits dans une région déterminée) = AOC (appellation d'origine contrôlée) + VDQS (vins de qualité supérieure)].
2. Vins IGP = vins à indication géographique protégée - données disponibles à partir de 2010. Vin tranquille : vin ni mousseux, ni pétillant.
Champ : France y compris DOM à partir de 1997.
Source : Douanes

	2000	2010	2023 ^p	2024 ^p
Quantité	million d'hectolitres			
Vins tranquilles AOP	6,9	5,4	4,8	4,8
blancs	1,9	1,4	1,4	1,4
rouges et rosés	5,0	3,9	3,5	3,4
Champagne	0,8	1,0	1,2	1,1
Vins tranquilles IGP ²	nd	4,3	3,1	3,1
Valeur	million d'euros			
Vins tranquilles d'appellation ¹	2 921	3 112	5 690	5 693
blancs	783	756	1 426	1 531
rouges et rosés	2 138	2 357	4 263	4 162
Champagne	1 568	1 951	4 192	3 859
Vins tranquilles IGP ²	nd	751	933	928

Autres boissons

champagne, cognac, armagnac

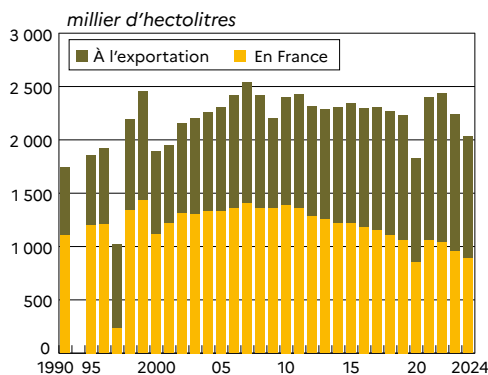
En 2024, les ventes de champagne s'établissent à 271,7 millions de bouteilles, en repli sur un an (- 9,2 %) pour la deuxième année consécutive, tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation. Ces baisses font suite aux fortes hausses observées après l'important recul de l'année 2020 et l'impact de la crise sanitaire.

Depuis plusieurs années, les exportations représentent plus de la moitié des volumes écoulés. Les expéditions de champagne vers l'Union européenne chutent en volume de 12,7 % en 2024, s'établissant à 50 millions de bouteilles. À destination des pays tiers, le recul est de 9,7 %, en partie limité par une stabilisation vers les États-Unis.

Les ventes de cognac, presque totalement exportées, se stabilisent en 2024 pour s'établir à 496 millions d'hectolitres d'alcool pur (Mhlap). La baisse à destination des marchés asiatiques (Chine, Singapour) est compensée par une reprise des ventes vers les États-Unis, principal client avec 190 milliers d'hectolitres d'alcool pur, soit 42 % des exportations.

En 2023, les ventes d'armagnac diminuent (- 9,4 %) après une année 2022 en hausse. Les exportations restent stables, tandis que les produits dérivés (Flocs de Gascogne, liqueurs, etc.) et les ventes sur le marché français reculent.

Expéditions de vin de champagne



	2000	2010	2023	2024
<i>millier d'hectolitres</i>				
Ventes	1 890	2 396	2 243	2 038
En France	1 118	1 388	953	887
À l'exportation	773	1 008	1 290	1 151

Source : CIVC

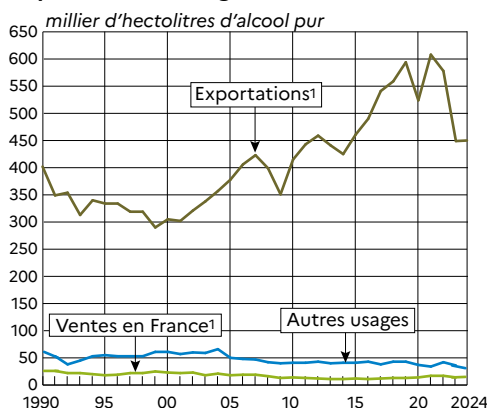
Expéditions d'armagnac

	2010	2021	2022	2023
<i>millier d'hectolitres d'alcool pur</i>				
Ventes				
En France ¹	5,3	3,2	3,8	3,5
À l'exportation ¹	5,1	4,5	4,4	4,4
Pour autres utilisations (liqueurs, brandy...)	3,8	3,0	3,2	2,4
Total des expéditions d'armagnac	14,1	10,3	11,4	10,3

1. Armagnac destiné à être bu en l'état, ventes en bouteilles et en vrac.

Source : BNIA

Expéditions de cognac



1. Cognac destiné à être bu en l'état.

Source : BNIC

	2000	2010	2023	2024
<i>millier d'hectolitres d'alcool pur</i>				
Ventes				
En France ¹	23	14	14	15
À l'exportation ¹	305	415	449	450
Pour la fabrication de pineau et liqueurs	61	41	36	31
Total des expéditions de cognac	389	470	499	496

Autres boissons

bière et boissons sans alcool

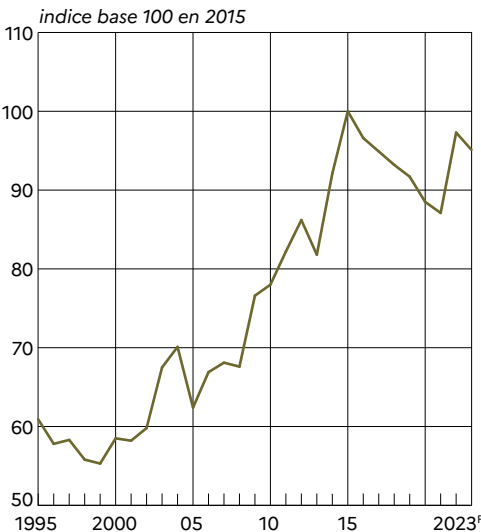
En 2023, après avoir atteint des niveaux records l'année précédente, la production commercialisée de bières (y compris les panachés et les bières sans alcool) en France recule de près de 4,8 %, pour s'établir à 21,5 millions d'hectolitres écoulés.

La balance commerciale reste déficitaire, mais s'améliore en volume : les exportations diminuent légèrement de 0,8 %, tandis que les importations reculent de 3,5 %. Ces dernières proviennent majoritairement de l'Union européenne, principalement de Belgique et des Pays-Bas.

En 2023, la production de boissons non alcoolisées baisse dans son ensemble. Les boissons aux fruits non gazéifiées et les nectars enregistrent la plus forte diminution (- 11,9 % chacun). La production de boissons gazéifiées dites « rafraîchissantes » (limonades, colas, sodas, etc.) baisse de 2,7 % pour s'établir à 29 millions d'hectolitres, après une forte hausse en 2022. Les jus de fruits et de légumes reculent, notamment ceux de raisin (- 9,6 %). Seuls les jus de pomme progressent (+ 2,9 %).

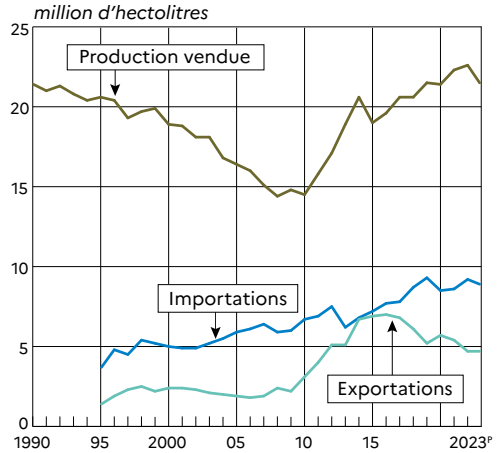
Par ailleurs, l'évolution des ventes d'eaux de table est contrastée. Les eaux de source progressent (+ 2,5 %) tandis que les eaux minérales diminuent (- 4,6 %). Ces dernières représentent néanmoins un peu plus de la moitié de la production d'eaux de table.

Production de boissons rafraîchissantes



Sources : Insee, Agreste - Indice de la production industrielle

Production et échanges de bière (y compris panachés et bières sans alcool)



	2000	2010	2015	2020	2023 ^p
million d'hectolitres					
Production	18,9	14,5	19,0	21,4	21,5
Exportations	2,4	3,1	6,9	5,7	4,7
Importations	5,0	6,7	7,2	8,5	8,9

Sources : Agreste, ABF, Douanes

Ventes et production de boissons non alcoolisées

	2000	2010	2022	2023 ^p
million d'hectolitres				
Ventes d'eaux minérales naturelles non sucrées	60,4	60,0	64,3	61,3
Ventes d'eaux de source non sucrées	41,0	43,9	57,3	58,7
Production de boissons gazéifiées ¹ (limonades, colas, sodas...)	///	30,6	29,8	29,0
Production de boissons aux fruits non gazéifiées ²	///	4,0	3,0	2,7
Production de nectars ²	2,2	2,7	2,0	1,8
Production de sirops ²	1,6	1,8	2,0	2,0
Production de jus de fruits et de légumes ²	6,4	9,9	9,1	8,8
dont jus d'orange	3,7	5,3	4,1	4,0
jus de pomme	0,8	1,2	1,6	1,6
jus de raisin	0,4	0,4	0,3	0,2

1. Boissons aux fruits gazéifiées exclues.

2. Avant 2012 : ventes ; à partir de 2012 : production.

Sources : Agreste - Prodcom et IPI, UNIIJUS, SFS

Alimentation des animaux de ferme

Les fourrages (l’herbe et les autres plantes fourragères dont le maïs fourrage) constituent l’essentiel de la ration des animaux d’élevage (75 % de l’ensemble de la matière sèche disponible en 2023-2024). Les autres aliments sont beaucoup plus riches en énergie ou en protéines et sont qualifiés d’aliments concentrés ; on distingue les aliments simples (céréales, graines d’oléagineux, de protéagineux, tourteaux, coproduits...) utilisés tels quels et les aliments composés élaborés par l’industrie.

En 2023-2024, l’utilisation de fourrages en alimentation animale augmente de 12 % par rapport à la campagne précédente, en lien avec des conditions climatiques favorables à leur pousse. La production de maïs fourrage est en hausse de 27 %. Elle représente 19 % de l’ensemble des fourrages. La production d’herbe dans les prairies équivaut, quant à elle, à 77 % des fourrages et augmente de 9 % par rapport à la campagne 2022-2023. La consommation de céréales est également en hausse (+ 15 %), notamment celle de blé fourrager (+ 21 %) et de maïs grain (+ 23 %). De même, la consommation de fèves et féveroles augmente de 23 % et celle de tourteaux de 10 %.

En 2023-2024, l’utilisation de tourteaux de tournesol est en hausse (+ 25 %). Elle représente 21 % des utilisations de tourteaux, derrière les tourteaux de soja (41 %) et de colza (35 %).

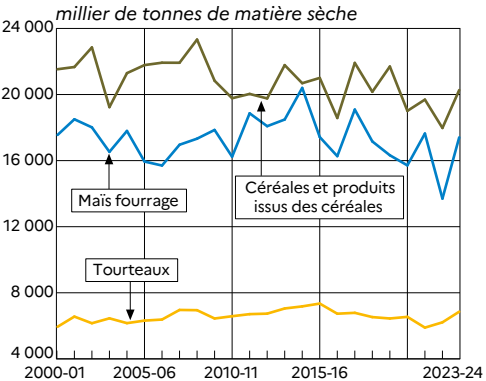
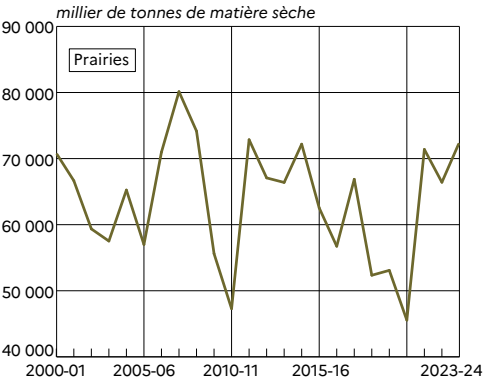
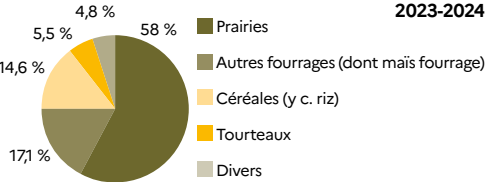
L’alimentation des animaux est essentiellement basée sur la production agricole nationale. 5 % de matières premières utilisées sont importées, dont près de 43 % sont constituées de tourteau de soja en provenance d’Amérique du Sud.

Ressources en aliments concentrés

	2000-01	2010-11	2022-23	2023-24
Matière sèche	millier de tonnes			
Aliments concentrés	33 435	30 326	28 079	30 941
dont céréales (y c. riz)	19 375	16 762	15 747	18 134
dont blé	9 914	5 398	6 581	7 955
maïs grain	4 878	4 989	4 495	5 537
orge	2 700	3 736	2 765	2 787
pois protéagineux	1 113	491	330	325
fèves et féveroles	37	130	104	128
tourteaux	5 944	6 581	6 211	6 855
dont soja	3 878	3 438	2 634	2 837
sous-produits				
céréaliers	2 156	3 014	2 229	2 135
luzerne déshydratée	977	664	553	508
pommes de terre	48	44	103	125*
lait et produits laitiers	538	408	394	393
autres aliments				
d'origine animale	530	82	53	52

* Estimation SSP.
Les chiffres présentés ici correspondent à la partie des aliments concentrés qui est utilisée pour nourrir les animaux de ferme. Ils prennent en compte la production nationale, les variations de stocks, les importations et exportations.
Source : Agreste - Bilans des ressources fourragères

Ressources en fourrages et en aliments concentrés



Les ressources des prairies sont basées sur l’estimation de la pousse d’herbe. Cette disponibilité en herbe peut différer de la production effectivement prélevée (soit fauchée, soit broutée par les herbivores dans les prés), ou de celle effectivement consommée par les animaux. Elle est déterminée hors constitution ou utilisation de stocks.
Aliments concentrés : consommation apparente par les animaux de ferme, déterminée à partir de la production nationale, des variations de stocks, des importations et exportations.
Source : Agreste - Bilans des ressources fourragères

Ressources en fourrages

	2000-01	2010-11	2022-23	2023-24
Matière sèche	millier de tonnes			
Fourrages	91 858	67 250	83 792	93 449
dont maïs fourrage	17 556	16 234	13 701	17 404
part (en %)	19	24	16	19
dont prairies	70 632	47 284	66 414	72 180
part (en %)	77	70	79	77

Les chiffres de ce tableau correspondent à la production de fourrage, hors constitution et utilisation de stocks.
Source : Agreste - Bilans des ressources fourragères

Aliments composés pour animaux

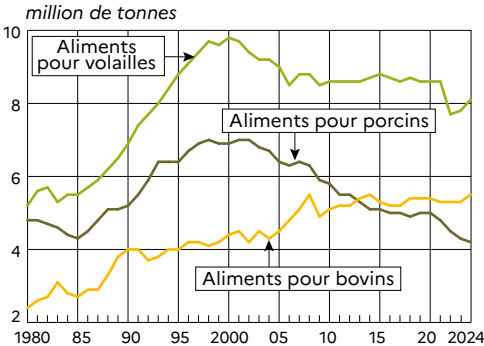
En 2024, la production d'aliments composés pour animaux de ferme repart à la hausse (+ 1,7 % en un an) après quatre années consécutives de recul. Elle s'établit à 19,4 millions de tonnes.

Les volailles demeurent les premiers destinataires de ces aliments, représentant plus de 41 % de la production. Cette part progresse de 3,3 % en un an, avec une hausse particulièrement marquée pour les palmipèdes (près de 20 %), dont les élevages se sont reconstitués à la suite de l'épizootie d'influenza aviaire de 2022-2023. La production d'aliments destinés aux bovins (28 % du total) progresse de 2,3 %. En revanche, la filière porcine, qui représente 22 % de la production, poursuit sa contraction (- 1,1 %), en lien avec le recul du cheptel.

Concernant les matières premières utilisées, les céréales constituent la moitié des volumes incorporés, devant les tourteaux (27,5 %), plus riches en protéines. Si les tourteaux de soja dominant encore, leur usage tend à diminuer au profit de ceux de tournesol.

Enfin, la production d'aliments pour chiens et chats repart à la hausse en 2024 (+ 0,6 %), après deux années de baisse, portée par une forte progression des aliments secs (+ 4,9 %).

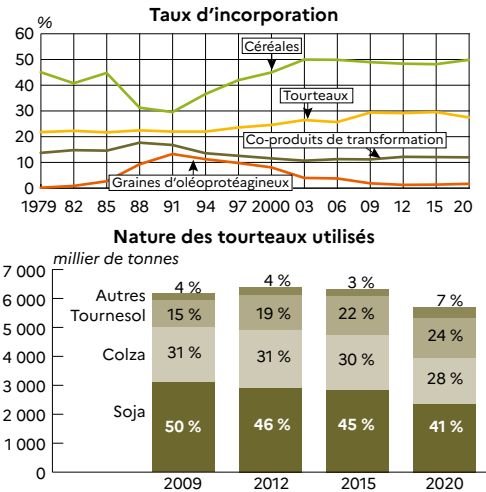
Production d'aliments composés pour animaux



	2000	2022	2023	2024
Aliments	<i>millier de tonnes</i>			
Volailles	9 758	7 677	7 799	8 056
dont poulets de chair	3 333	3 227	3 173	3 238
palmipèdes	1 326	723	842	1 005
Porcins	6 872	4 543	4 296	4 249
Bovins	4 379	5 254	5 337	5 462
dont vaches laitières	3 123	2 858	2 895	2 948
mash	///	1 282	1 307	1 313
Allaitement	519	273	255	257
Ovins-caprins	517	777	751	749
Lapins	582	232	207	193
Autres animaux ¹	482	483	454	459
Total aliments composés pour animaux de ferme	23 109	19 239	19 099	19 425
Aliments pour chiens et chats	2 000	1 966	1 799	1 810

1. Chevaux, gibier, poissons et autres animaux.
Sources : Agreste - IPI, SNIA, La Coopération agricole nutrition animale, Facco

Matières premières¹ incorporées dans les aliments composés pour animaux



	2003	2009	2015	2020
Matières premières	<i>millier de tonnes</i>			
Céréales	11 175	10 272	10 257	10 363
dont blé tendre	6 169	4 920	4 619	4 638
maïs	2 939	3 029	3 706	3 366
Tourteaux	5 911	6 171	6 306	5 703
dont tourteaux de soja	3 896	3 097	2 833	2 351
tourteaux de colza	920	1 916	1 881	1 584
Co-produits de transformation	2 396	2 353	2 582	2 481
dont sons et issues de céréales	1 499	1 271	1 163	1 099
Graines d'oléoprotéagineux	891	393	306	359
dont pois	506	106	40	107
Autres (minéraux, farines animales...)	1 969	1 793	1 818	1 858

Lecture : en 2020, 5 703 milliers de tonnes de tourteaux ont été utilisés, soit 27,5 % du total des matières premières incorporées. Parmi ces tourteaux, 28,0 % (1 584 milliers de tonnes) sont de colza.
1. Hors aliments d'allaitements et aliments minéraux.
Source : Agreste - Enquêtes sur les matières premières utilisées pour la fabrication d'aliments composés pour animaux de ferme

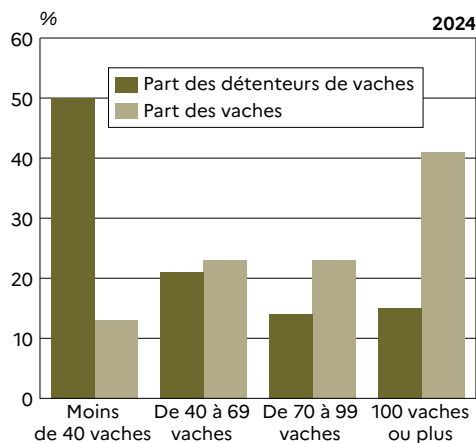
Bovins cheptel

Avec 16,4 millions de têtes en 2024, le cheptel bovin français reste le plus important de l'Union européenne, devant ceux de l'Allemagne et de l'Irlande. Les effectifs de bovins poursuivent leur déclin pour la neuvième année consécutive, avec une perte de 377 000 têtes en un an et de 2,8 millions sur la dernière décennie. Par rapport à 2023, le nombre de vaches laitières recule de 2,8 % tandis que celui des vaches allaitantes diminue de 1,6 %.

Cette baisse des effectifs s'accompagne d'une réduction du nombre d'exploitations détenant des bovins, qui recule de 1,9 % en 2024, soit environ 3 000 exploitations en moins. En parallèle, la taille moyenne des cheptels continue de croître, passant de 94 bovins par exploitation en 2014 à 109 en 2024. Cette tendance à la concentration se traduit notamment par une augmentation de la part des exploitations détenant plus de 100 vaches : elles représentent désormais 14,7 % du total, contre 14,0 % en 2023 et seulement 7,8 % en 2014. Ces grandes exploitations regroupent environ 41 % des vaches françaises.

Les vaches laitières se localisent principalement dans le « croissant laitier », englobant la Bretagne, la Manche, la Loire-Atlantique et la Mayenne. Cette zone concentre, à elle seule, 36 % du cheptel laitier national. Le croissant laitier s'étend également aux Hauts-de-France, à l'Est de la Bourgogne-Franche-Comté et à la région Auvergne-Rhône-Alpes. En revanche, les vaches allaitantes présentent une répartition plus diffuse, avec une concentration notable dans les régions herbagères du centre de la France. Cinq départements, à eux seuls, concentrent 23 % du cheptel allaitant : la Saône-et-Loire, l'Allier, la Creuse, le Cantal et l'Aveyron.

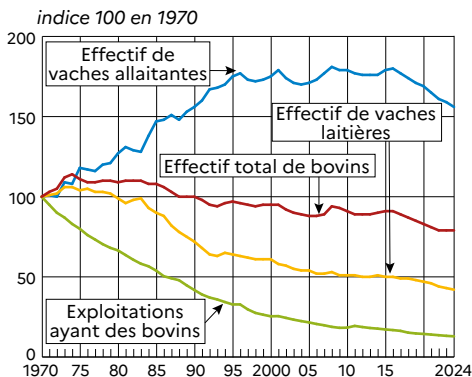
Structure des élevages bovins



Champ : effectifs au 31 décembre 2024 en France métropolitaine.
Sources : Agreste - BDNI bovine

agreste | GRAPH'AGRI 2025

Élevages et effectifs bovins



	1983 ¹	2000	2014	2023	2024
Cheptel million de têtes					
Total bovins	23,5	20,3	19,2	16,8	16,4
Vaches laitières	7,2	4,2	3,7	3,2	3,1
Vaches allaitantes	2,9	4,3	4,1	3,7	3,7
Exploitations avec cheptel² millier					
Total bovins	612	282	205	154	151
Vaches laitières	427	128	95	66	63
Vaches allaitantes	224	167	144	113	111
Cheptel moyen par exploitation² nombre moyen de têtes par exploitation					
Total bovins	38	72	94	109	109
Vaches laitières	17	33	39	48	49
Vaches allaitantes	13	26	29	33	33

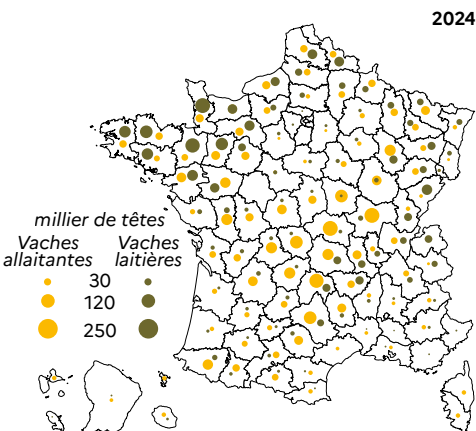
1. Année précédant l'instauration des quotas laitiers.

2. Cheptel moyen par exploitation en France (y compris DOM).

Voir glossaire « exploitations agricoles », « BDNI ».

Sources : Agreste - Enquêtes Cheptel - Recensements agricoles 2000 et 2010 - BDNI bovine à partir de 2008 pour le cheptel (y compris DOM) et à partir de 2014 pour le nombre de détenteurs de bovins

Localisation des vaches



Sources : BDNI bovine, traitements SSP

Bovins

production et échanges extérieurs

En 2024, la production de viande bovine atteint 1509 tonnes-équivalent-carcasse, soit un léger repli de 0,8 % par rapport à 2023. Cette baisse intervient après deux années de recul plus marqué : - 4,7 % en 2023 et - 4,1 % en 2022. La production de viande de gros bovins reste quasi stable (- 0,4 %) portée par une hausse de l'engraissement des mâles en France. En revanche, la production de viande de veau continue de reculer (- 4,6 % sur un an), mais à un rythme nettement moins soutenu que les années précédentes.

En lien avec la diminution des effectifs, les exportations totales de bovins d'élevage français reculent de 4,2 % sur un an. Parmi elles, les exportations de broutards baissent de 3,5 %, avec une diminution des ventes vers l'Italie (- 4,0 %), principal partenaire commercial de la France. À l'inverse, les expéditions vers l'Espagne augmentent de 4,3 %. Les exportations de veaux d'élevage diminuent, quant à elles, de 5,9 %.

Les exportations de viande bovine repartent à la hausse en 2024 (+ 11,2 %), après deux années consécutives de baisse. Les importations de viande bovine restent stables (- 0,4 %). En parallèle, la consommation totale de viande bovine en France recule de 1,9 %, un quart de la consommation est assurée par des importations.

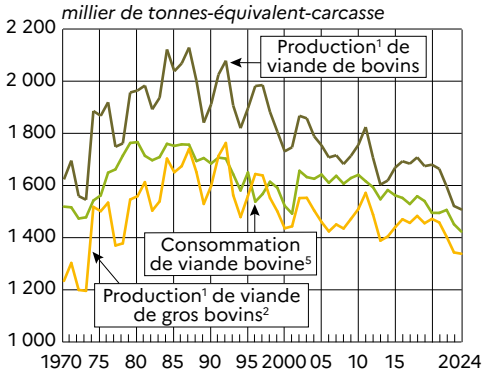
La France reste le premier pays d'élevage bovin de l'Union européenne, avec 22,9 % du cheptel et 19,7 % des abattages. À l'échelle européenne, les abattages augmentent à nouveau en 2024 (+ 3,0 %) après cinq années de repli. Ils progressent légèrement en Allemagne (+ 1,2 %) et en Espagne (+ 2,3 %), et plus nettement en Italie (+ 6,3 %) et en Pologne (+ 23,8 %).

Exportations de bovins d'élevage

millier de têtes	2024	Évolution 2024/2023	Évolution 2024/moy 2019-2023
Monde			
Total animaux d'élevage	1 311,7	- 4,2 %	- 9,6 %
dont broutards	959,7	- 3,5 %	- 12,5 %
veaux	349,4	- 5,9 %	- 0,5 %
dont Italie			
Total animaux d'élevage	823,6	- 4,0 %	- 9,5 %
dont broutards	790,4	- 4,0 %	- 9,6 %
veaux	31,1	- 3,0 %	12,3 %
dont Espagne			
Total animaux d'élevage	424,1	- 2,2 %	- 3,7 %
dont broutards	114,6	4,3 %	- 6,0 %
veaux	309,3	- 4,5 %	- 2,8 %

Source : BDNI bovine, traitements SSP

Production, échanges, consommation de viande bovine



	2010	2022	2023	2024
millier de tonnes-équivalent-carcasse				
Production ¹	1 756	1 596	1 522	1 509
gros bovins ²	1 510	1 404	1 344	1 339
veaux ³	246	193	178	170
Importations ⁴	418	394	371	371
dont viande bovine	408	387	365	364
Exportations ⁴	533	483	441	456
dont viande bovine	286	242	215	239
Consommation totale ⁵	1 641	1 507	1 452	1 424
Variation des stocks	nd	nd	nd	nd
kg-équivalent-carcasse				
Consommation par habitant ⁴	25,3	22,2	21,3	20,8
%				
Taux d'auto-alimentation	107,0	106,0	104,8	106,0

1. Production indigène brute. À compter de 1999, les abattages hors abattoirs ne sont plus estimés.
2. Animaux vivants de plus de 220 kg jusqu'en 1992, de plus de 300 kg depuis 1993.
3. Veaux de boucherie et bovins maigres (ou broutards).
4. Animaux vivants et viande.
5. Consommation indigène brute.
Champ : France y compris DOM à partir de 1997.
Sources : Agreste, DGDDI, FranceAgriMer

Abattages de bovins dans l'Union européenne

	2010	2022	2023	2024
millier de tonnes				
UE à 27 (à partir de 2020)	///	6 640	6 385	6 579
France	1 519	1 361	1 301	1 299
Allemagne	1 187	987	997	1 009
Espagne	607	732	698	714
Italie	1 075	747	620	659
Pologne	386	541	515	637
Irlande	559	621	600	603
Pays-Bas	389	422	437	433
Belgique	263	238	240	249
Autriche	225	210	205	203
Suède	148	135	138	140

Note : les 10 pays sélectionnés représentent 90,4 % des abattages totaux de l'UE à 27 en 2024.
Source : Eurostat

Bovins

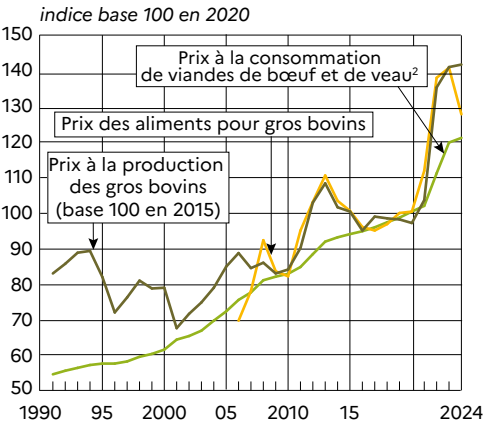
prix

En 2024, la hausse des prix à la consommation des viandes de bœuf et de veau ralentit : + 1,1 % sur un an, après deux années de fortes augmentations (+ 8,9 % en 2022, + 7,8 % en 2023), dans un contexte d'inflation généralisé lié au déclenchement de la guerre en Ukraine.

Les prix à la production des gros bovins augmentent très légèrement (+ 0,5 %). La décapitalisation du cheptel limite l'offre et maintient les cours à un niveau élevé : le prix de la vache « O » est supérieur de 20,7 % à son niveau moyen de 2019-2023, celui du jeune bovin « R » de 22,6 %. Dans le même temps, les prix des aliments pour gros bovins reculent de 9,3 %, après deux années de fortes hausses.

Les veaux de boucherie enregistrent une hausse de prix à la production de 3,0 %, dans un contexte d'offre restreinte. Leur alimentation devient moins coûteuse avec une baisse des prix pour la deuxième année consécutive (- 8,6 %). Dans ce cadre, le cours du veau continue d'augmenter, avec une hausse annuelle de 2,3 %.

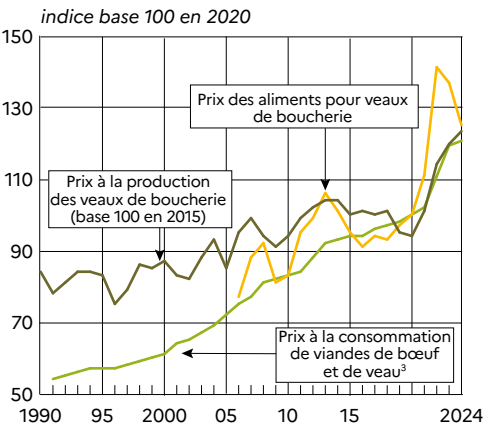
Prix dans le secteur gros bovin



	1990	2014	2023	2024
<i>indice base 100 en 2015</i>				
Prix à la production des gros bovins	91,1	101,2	140,4	141,1
<i>indice base 100 en 2020</i>				
Prix des aliments pour gros bovins	nd	103,0	140,2	127,2
<i>€ par kg carcasse</i>				
Prix des vaches de type « O3 »¹	2,89	3,33	4,80	4,61
Prix des jeunes bovins de type « R3 »¹	3,37	3,78	5,27	5,33

1. Cotation moyenne entrée-abattoir en €/kg carcasse.
2. À compter de 2016, l'indice des prix à la consommation calculé par l'Insee regroupe la viande de bœuf et la viande de veau. Les valeurs de ce nouvel indice ont été rétropolées jusqu'en 1990.
Sources : Insee - Ippap, Ipampa, IPC, FranceAgriMer

Prix dans le secteur du veau de boucherie



	1990	2014	2023	2024
<i>indice base 100 en 2015</i>				
Prix à la production des veaux de boucherie	83,6	104,2	119,7	123,3
<i>indice base 100 en 2020</i>				
Prix des aliments pour veaux de boucherie	nd	101,2	136,8	125,0
<i>€ par tête</i>				
Prix du veau de 8 jours¹	nd	80,8	81,6	99,1
<i>€ par kg net</i>				
Prix du veau de boucherie²	5,74	6,18	6,82	6,98

1. Veau de 8 jours, conformation standard, race laitière, mâle, de 45 à 50 kg. Prix disponible à partir de mai 2012. Le prix moyen 2012 est calculé sur 8 mois. À partir de 2013, le prix moyen est calculé sur l'année entière.
2. Valeur 1990 rétropolée. La cotation du veau de boucherie est passée d'une cotation par kg vif à une cotation par kg net (carcasse).
3. À compter de 2016, l'indice des prix à la consommation calculé par l'Insee regroupe la viande de bœuf et la viande de veau. Les valeurs de ce nouvel indice ont été rétropolées jusqu'en 1990.
Sources : Insee - Ippap, Ipampa, IPC, FranceAgriMer

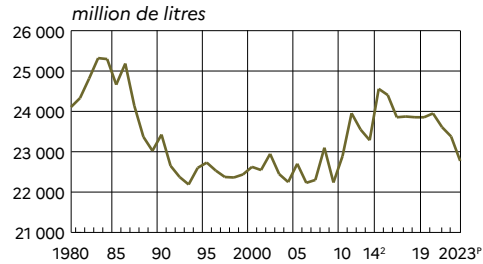
Lait de vache collecte

En 2023, la collecte française de lait de vache recule de 2,6 % par rapport à 2022, marquant ainsi une troisième année consécutive de baisse. Cette diminution s'explique principalement par la baisse continue du cheptel bovin. La plupart des régions sont affectées par ce repli, notamment les plus productrices, comme la Bretagne (- 3,4 %) et les Pays de la Loire (- 4,0 %).

En 2023, près de 44 300 producteurs livrent du lait de vache à l'industrie laitière, soit 3,5 % de moins sur un an. Les livraisons restent concentrées dans l'ouest de la France : la Bretagne, la Normandie et les Pays de la Loire représentent à elles seules plus de la moitié des livraisons nationales.

En moyenne sur l'année, le prix du lait à teneurs réelles atteint le niveau record de 471,1 € pour 1 000 litres, en hausse de 2,4 % par rapport à 2022. Pour la première fois, la production de lait de vache biologique (label AB) recule nettement en 2023 (- 4,5 %) après plusieurs années consécutives de hausse. Enfin, la part de lait collecté sous signes de qualité AOP/IGP diminue d'un point, pour représenter 15,7 % de la collecte totale.

Collecte de lait de vache¹



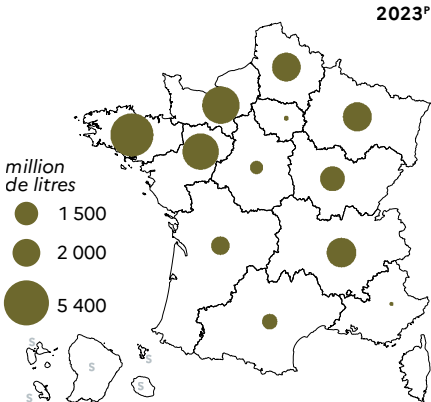
1. Collecte livrée à l'industrie.
2. 2014 : dernière année des quotas laitiers instaurés en 1983.
Champ : France y compris DOM à partir de 2010.
Source : Agreste - Enquête annuelle laitière

Producteurs livrant du lait de vache à l'industrie laitière

	2010	2014 ¹	2022	2023 ²
millier de producteurs				
Bretagne	14,2	12,5	9,0	8,5
Auvergne-Rhône-Alpes	12,6	10,1	7,5	7,1
Normandie	10,5	8,9	6,4	6,5
Pays de la Loire	10,0	8,7	6,3	5,9
Hauts-de-France	6,7	5,5	4,0	4,0
Grand Est	6,3	5,3	3,8	3,7
Bourgogne-Franche-C.	5,4	4,7	4,0	3,9
Nouvelle-Aquitaine	4,7	3,4	2,0	1,9
Occitanie	3,9	3,0	1,9	1,8
Centre-Val de Loire	1,1	0,9	0,7	0,6
Autres régions	0,4	0,3	0,2	0,2
France	75,8	63,5	45,9	44,3

1. Dernière année des quotas laitiers instaurés en 1983.
Champ : France.
Source : Agreste - Enquête annuelle laitière

Livraisons de lait de vache à l'industrie laitière¹



1. Livraisons selon la région de localisation des producteurs.
2. Dernière année des quotas laitiers instaurés en 1983.
Champ : France.
Source : Agreste - Enquête annuelle laitière

	2010	2014 ²	2022	2023 ²
million de litres				
Bretagne	4 909	5 427	5 309	5 128
Normandie	3 456	3 741	3 827	3 813
Pays de la Loire	3 418	3 852	3 747	3 598
Auvergne-Rhône-Alpes	2 476	2 577	2 382	2 334
Grand Est	2 140	2 324	2 266	2 229
Hauts-de-France	2 137	2 330	2 195	2 188
Bourgogne-Franche-C.	1 442	1 592	1 629	1 597
Nouvelle-Aquitaine	1 481	1 319	917	850
Occitanie	903	855	618	568
Centre-Val de Loire	440	459	416	402
Autres régions	88	82	71	67
France	22 890	24 558	23 377	22 773

Lait de vache et produits laitiers dans l'Union européenne

En 2024, la collecte de lait de vache dans l'Union européenne (UE à 27) s'établit à 145,5 millions de tonnes, en hausse de 0,7 % par rapport à 2023. Cette progression masque toutefois de fortes disparités entre États membres : les hausses observées en France (+ 1,3 %), en Pologne (+ 3,9 %) et en Italie (+ 3,1 %) compensent les baisses enregistrées en Allemagne (- 0,9 %) et aux Pays-Bas (- 1,7 %).

La production de lait de consommation progresse nettement en Espagne (+ 10 %), premier producteur européen de ce segment, tandis qu'elle recule dans d'autres pays, notamment en Allemagne (- 1,1 %) et en France (- 0,6 %). La France reste en tête pour la production de poudre de lait écrémé, en hausse de 1,6 %, alors que cette fabrication diminue en Allemagne et en Belgique (- 5,4 % chacune).

La fabrication de fromages poursuit sa croissance dans la plupart des pays européens, en particulier en Allemagne (+ 2,9 %) et en France (+ 1,6 %). La production de beurre reste stable en Allemagne, mais recule en France (- 1,4 %) et en Irlande (- 2,0 %), deux autres pays majeurs de ce segment.

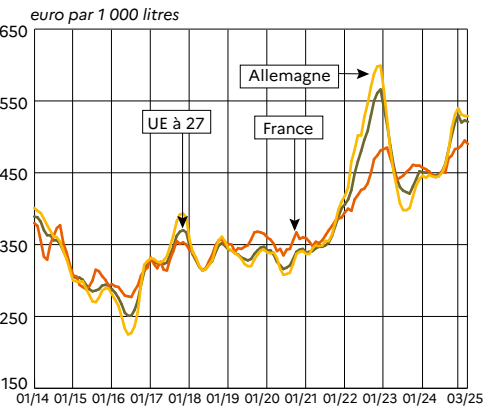
En 2024, le prix réel du lait dans l'UE s'établit en moyenne à 470 euros la tonne, soit une augmentation de 3,1 % après une baisse de 6,5 % l'année précédente. En Allemagne, le prix du lait progresse de 5,5 %, tandis qu'en France il se stabilise, après la hausse de 6,2 % en 2023.

Collecte européenne de lait de vache

	2014 ¹	2023	2024 ^p
million de tonnes			
UE à 27	133,6	144,4	145,5
Allemagne	31,4	32,4	32,1
France	25,3	23,4	23,7
Pays-Bas	12,5	13,9	13,7
Pologne	10,6	13,0	13,5
Italie	11,0	12,6	13,0
Irlande	5,8	8,7	8,7
Espagne	6,6	7,3	7,4
Danemark	5,1	5,7	5,7
Belgique	4,0	4,7	4,6
République tchèque	3,1	3,2	3,3
Autriche	2,4	3,2	3,4

1. Dernière année de la politique des quotas laitiers en Europe.
Source : Eurostat

Prix réels du lait dans l'UE à 27



Note : 2014 est la dernière année de la politique des quotas laitiers en Europe.
Source : Eurostat - Observatoire du marché du lait

Fabrication de produits laitiers dans quelques pays d'Europe (en millier de tonnes)

Lait de consommation	2010	2014 ¹	2023	2024 ^p
Espagne	3 540	3 527	4 573	5 031
Allemagne	5 276	5 251	4 032	3 986
France	3 472	3 391	2 675	2 659
Italie	2 714	2 548	2 510	2 467
Pologne	1 471	1 590	1 920	1 909

Fromage	2010	2014 ¹	2023	2024 ^p
Allemagne	2 169	2 298	2 453	2 523
France	1 800	1 796	1 740	1 768
Italie	1 022	1 063	1 205	1 215
Pologne	668	760	1 001	1 046
Pays-Bas	753	772	949	936

Beurre	2010	2014 ¹	2023	2024 ^p
Allemagne	449	489	480	481
France	407	445	404	398
Irlande	138	166	273	268
Pologne	139	171	264	258
Pays-Bas	133	141	126	119

Poudre de lait écrémé	2010	2014 ¹	2023	2024 ^p
France	320	443	371	377
Allemagne	259	357	348	329
Belgique	76	138	182	172
Pologne	79	147	159	167
Irlande	58	71	s	s

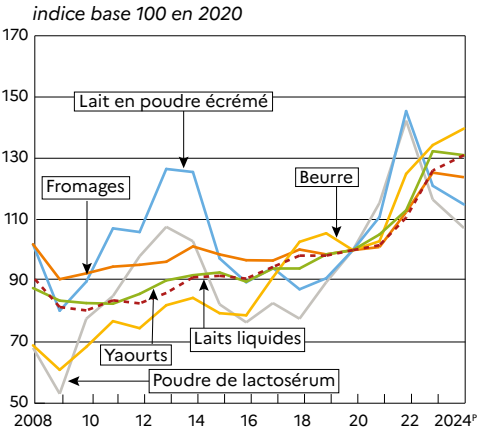
1. Dernière année de la politique des quotas laitiers en Europe.
Source : Eurostat

Lait et produits laitiers prix à la production

En 2024, les prix à la production de l'ensemble des produits laitiers transformés en France progressent de + 2,1 % par rapport à 2023. Cette hausse est tirée uniquement par deux produits dont les prix moyens augmentent, à un rythme cependant moins soutenu qu'en 2023 : les laits liquides (+ 4,0 %) et le beurre (+ 4,0 %). Les prix des autres fabrications sont orientés à la baisse. C'est le cas du prix moyen des yaourts (- 1,0 %) et de celui des fromages (- 1,2 %), après les fortes hausses enregistrées en 2023. Le prix moyen de la poudre de lait écrémé baisse sensiblement (- 5,0 %) en raison d'une demande internationale moins soutenue, et celui de la poudre de lactosérum diminue encore plus fortement (- 8,0 %).

Le prix du lait de vache à teneurs réelles payé aux producteurs se stabilise (+ 0,2 %), après la forte hausse observée en 2023, dans un contexte de repli des prix des moyens de production du lait de vache, directement lié au recul du prix de l'aliment pour vaches laitières.

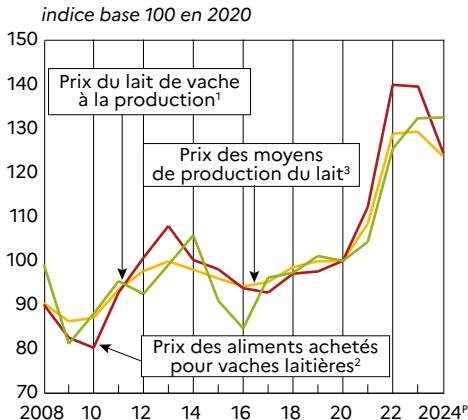
Prix à la production des produits laitiers commercialisés



	2020	2023	2024 ^P
indice base 100 en 2020			
Lait demi-écrémé et entier conditionné	100,0	126,0	131,0
Yaourts natures même sucrés	100,0	132,3	131,0
Beurre	100,0	134,3	139,7
Fromages (hors frais, hors fondus)	100,0	125,3	123,8
Lait en poudre écrémé	100,0	121,0	114,9
Poudre de lactosérum	100,0	116,5	107,2
Total produits laitiers	100,0	139,9	142,8

Source : Agreste - Prodcom

Prix du lait de vache et des moyens de production du lait



	2020	2022	2023	2024 ^P
indice base 100 en 2020				
Prix du lait de vache à la production, à qualités constantes (Ippap lait)	100,0	125,4	132,3	132,5
Prix des aliments achetés pour vaches laitières	100,0	139,9	139,5	124,6
Prix des moyens de production du lait (Ipampa lait de vache)	100,0	128,8	129,3	123,8
euro par 1000 litres				
Prix du lait de vache standard 38/32*	348	436	461	461
Prix du lait de vache à teneurs réelles	373	460	488	489

* Il s'agit du prix du lait réfrigéré départ exploitation, toutes primes comprises et toutes qualités confondues, ramené à 38 g/l de matière grasse et 32 g/l de matière protéique.

1. Ippap lait.

2. Aliments achetés - Ipampa lait de vache.

3. Ipampa lait de vache.

Sources : Insee, Agreste, Institut de l'élevage (Idele)

Lait et produits laitiers

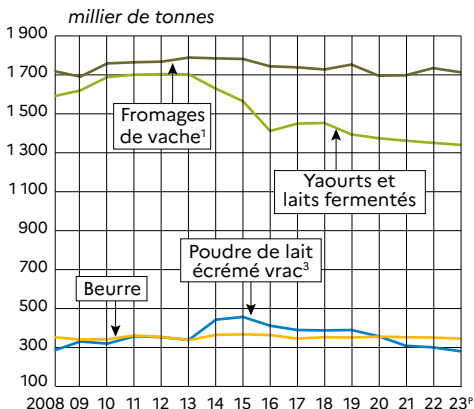
fabrication et commerce extérieur

En 2023, la plupart des fabrications de produits laitiers enregistrent une légère baisse, dans un contexte de disponibilité réduite en lait. La production de lait conditionné, essentiellement du lait UHT, se stabilise (- 0,5 %, après une forte baisse de 7,6 % en 2022) tout comme celle des yaourts et laits fermentés (- 0,7 %). En revanche, les fabrications de desserts lactés frais diminuent (- 2,8 %), tout comme celles de beurre (- 1,4 %). Les fabrications de poudre de lait écrémé vrac poursuivent leur baisse (- 6,6 % après - 2,6 % en 2022), en lien avec le repli persistant des exportations vers les pays tiers.

La production de fromages hors fondus recule de 1,5 % par rapport à 2022. Seuls les fromages frais échappent à cette tendance, avec une progression de 2,4 %. Les fromages fondus restent quasiment stables (- 0,7 %). Du côté des produits dérivés, la poudre de lactosérum enregistre un fort recul (- 11,9 %), tandis que les fabrications de caséinates et caséines progressent (+ 3,1 %).

En 2024, l'excédent commercial de l'ensemble des produits laitiers s'élève à 3,1 milliards d'euros, en repli de 2,2 % sur un an. Cette baisse s'explique par une hausse des importations plus rapide que celle des exportations. Le poste « beurre », malgré une forte progression des ventes à l'étranger (+ 24,6 %), reste déficitaire.

Fabrication de produits laitiers



	2000	2010	2022	2023 ^p
millier de tonnes				
Laits conditionnés ²	3 894	3 729	2 776	2 761
dont UHT ²	3 441	3 551	2 575	2 572
Yaourts et laits fermentés	1 336	1 689	1 351	1 341
Desserts lactés frais	519	637	633	615
Beurre	369	342	351	346
Fromages tous laits				
Fromages hors fondus	1 726	1 913	1 890	1 862
dont fromages frais	577	672	639	654
Fromages fondus	140	127	135	134
Poudre de lait écrémé vrac ³	279	320	301	281
Produits dérivés				
Poudre de lactosérum	606	638	477	420
Caséinates et caséines	52	38	64	66

1. Fromages fondus exclus.

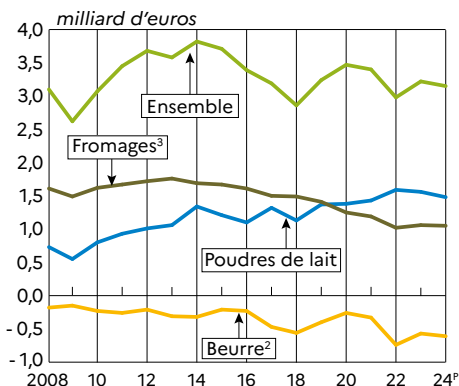
2. Million de litres.

3. Y compris réengraissé.

Source : Agreste - Enquête annuelle laitière

Commerce extérieur des produits laitiers français

• Solde du commerce extérieur



1. Conditionnés et vrac (y compris aromatisés).

2. Y compris beurre anhydre de crème (MGLA) converti en équivalent beurre. 3. Y compris fondus.

Champ : France y compris DOM. Source : Douanes

	2010		2023		2024 ^p	
	Export.	Import.	Export.	Import.	Export.	Import.
	million d'euros					
Ensemble des produits laitiers (yc dérivés)	5 732	2 660	9 110	5 892	9 359	6 209
dont :						
Laits liquides ¹	387	225	412	300	464	345
Yaourts et laits fermentés	275	51	306	96	353	108
Desserts lactés frais	220	55	237	77	230	89
Beurre ²	196	429	582	1 153	725	1 337
Fromages tous laits ³	2 677	1 061	3 862	2 797	3 968	2 917
Poudre de lait conditionnée	406	93	1 081	297	1 001	255
Poudre de lait vrac	590	101	948	171	882	151

Ovins et caprins

En 2024, le cheptel ovin français s'élève à 6,6 millions de têtes, ce qui place la France au quatrième rang européen, loin derrière l'Espagne (13,5 millions de têtes). Il est en repli de 2,9 % sur un an et de 7,8 % depuis 2014, avec un recul plus marqué des brebis nourrices (- 13,0 % en 10 ans) que des brebis laitières (- 6,3 %). Le cheptel allaitant est présent dans tout le sud de la France, tandis que le cheptel laitier se concentre dans trois bassins (Roquefort, Ossau-Iraty, Broccio).

Le nombre d'exploitations ovines continue de baisser, pour atteindre environ 30 000 unités en 2024, soit un tiers de moins qu'en 2014.

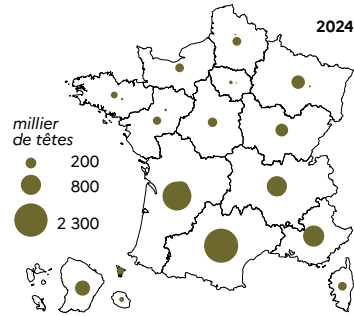
La production ovine diminue de 6,1 % sur un an. Après une légère hausse en 2023, les importations d'agneaux vivants et de viande ovine sont en baisse, tandis que les exportations sont stables. La dépendance de la France aux importations augmente de nouveau, atteignant près de 62 % de la consommation de viande ovine. En 10 ans, cette dernière a diminué, passant de 2,7 kg par habitant en 2014 à 2,1 kg en 2024.

Les disponibilités limitées en France continuent de soutenir à la hausse les cours de la viande ovine, qui augmentent de 13,8 % par rapport à leur niveau déjà élevé de 2023.

Concernant le cheptel caprin, il s'établit à plus de 1,3 million de têtes en 2024, soit quasiment au niveau de 2023. Il est détenu par 11 700 exploitations. La production de viande caprine baisse légèrement sur un an (- 0,7 %) à 5,9 milliers de tonnes-équivalent-carcasse (tec).

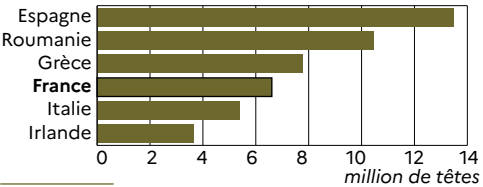
Effectifs des ovins

	2000	2014	2023	2024
	millier d'exploitations			
Exploitations ayant des ovins	95,7	44,8	31,3	30,2
	millier de têtes			
Total ovins	9 416	7 168	6 803	6 607
dont brebis	6 580	4 762	4 311	4 245
brebis nourrices	5 200	3 484	3 074	3 047
brebis laitières	1 380	1 278	1 237	1 198



Source : Agreste - Recensement agricole, enquêtes Cheptel

• Dans les principaux pays de l'UE en 2024



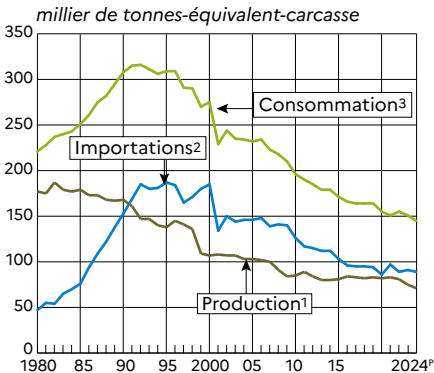
Source : Eurostat

Effectifs des caprins

	2010	2014	2023	2024
	millier d'exploitations			
Exploitations ayant des caprins	17,5	11,4	11,6	11,7
	millier de têtes			
Total caprins	1 448	1 271	1 340	1 339
dont chèvres	984	864	916	921

Source : Agreste - Recensement agricole, enquêtes Cheptel

Production, échanges, consommation, prix de viande ovine



1. Production indigène brute. 2. Animaux vivants et viande. 3. Consommation indigène brute. Champ : France y compris DOM à partir de 1995. Sources : Agreste, Douanes, FranceAgriMer

	2000	2014	2023	2024 ^p
	millier de tonnes-équivalent-carcasse			
Production ¹	106,6	80,5	75,3	70,7
Importations ²	185,2	112,2	90,5	89,0
Exportations ²	16,4	13,5	15,1	15,1
Consommation ³	275,4	179,2	150,7	144,7
	kg-équivalent-carcasse			
Consommation par habitant	4,9	2,7	2,2	2,1
	%			
Taux d'auto-alimentation	38,7	44,9	50,0	48,9
	€ par kg			
Prix à la production des agneaux	4,2	6,4	8,3	9,4

Lait de chèvre et brebis

En 2023, les entreprises laitières françaises collectent 521 millions de litres de lait de chèvre, soit une légère baisse de 0,5 % par rapport à 2022, rompant ainsi avec la tendance haussière observée depuis une dizaine d'années. La France demeure néanmoins le premier producteur de l'Union européenne concentrant plus de 30 % de la collecte européenne de lait de chèvre. Les trois quarts de cette production sont destinés à l'industrie laitière.

La Nouvelle-Aquitaine occupe une place centrale dans la filière caprine française : elle regroupe 36 % des producteurs et 43 % de la collecte pour l'industrie. Les établissements implantés dans cette région assurent, à eux seuls, 70 % de la production nationale industrielle de fromages de chèvre.

Du côté du lait de brebis, la collecte française atteint près de 293 millions de litres en 2023, en recul de 1,1 % sur un an. Il s'agit de la deuxième baisse consécutive après plusieurs années de croissance. Ce volume représente 13,5 % de la collecte européenne, dominée par la Grèce, l'Espagne et l'Italie. L'essentiel du lait collecté est destiné à l'industrie fromagère, notamment à la fabrication des fromages AOP roquefort (en Occitanie) et ossau-iraty (en Nouvelle-Aquitaine), qui à eux seuls représentent un tiers de la production industrielle de fromages de brebis.

Principaux pays producteurs européens

• Lait de chèvre

	2010	2021	2022	2023
million de litres				
France	516	518	524	521
Espagne	328	476	423	421
Pays-Bas	174	372	427	410
Grèce	147	159	156	156
Autres pays	84	234	209	202
Union européenne (27 pays)	1 249	1 759	1 739	1 710

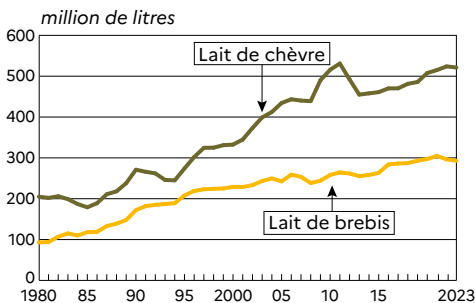
• Lait de brebis

	2010	2021	2022	2023
million de litres				
Grèce	534	687	694	711
Espagne	367	506	605	604
Italie	420	437	436	432
France	258	305	296	293
Autres pays	98	127	121	132
Union européenne (27 pays)	1 676	2 062	2 152	2 172

Source : Eurostat

agreste | GRAPH'AGRI 2025

Collecte de lait de chèvre et de brebis¹



	2010	2020	2022	2023
million de litres				
Lait de chèvre	515,7	507,8	524,0	521,3
Lait de brebis	258,2	297,3	296,4	292,8

1. Collecte livrée à l'industrie.

Source : Agreste - Enquête annuelle laitière

Producteurs livrant du lait de chèvre et de brebis à l'industrie laitière

• Lait de chèvre

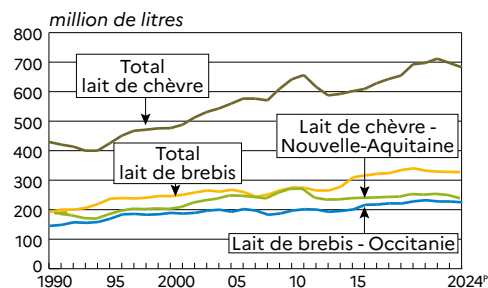
	2010	2020	2022	2023
nombre de producteurs				
France	3 155	2 456	2 454	2 444
dont				
Nouvelle-Aquitaine	1 317	935	918	882
Occitanie	381	333	341	356
Pays de la Loire	358	333	343	340
Auvergne-Rhône-Alpes	476	322	315	316
Centre-Val de Loire	441	332	306	300

• Lait de brebis

	2010	2020	2022	2023
nombre de producteurs				
France	4 047	3 182	3 218	3 062
dont				
Occitanie	2 250	1 764	1 757	1 730
Nouvelle-Aquitaine	1 505	1 223	1 245	1 119

Source : Agreste - Enquête annuelle laitière

Production finale¹ de lait de chèvre et de brebis



1. La production finale correspond à la production totale traitée à laquelle on retranche les pertes et le lait trait utilisé pour l'alimentation des jeunes animaux.

Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

Équidés

En 2024, le nombre d'équidés présents en France (y compris DOM) dans les exploitations agricoles avoisine 310 600 têtes. Cet effectif évolue peu par rapport à l'année précédente, mais il est inférieur de 31 % à celui de l'an 2000.

Avec 256 700 têtes, soit 83 % du total, les chevaux de selle (sport, loisirs et de course) représentent la majorité des équidés. Bien que leur nombre soit stable sur un an, il est inférieur de 27 % à celui observé en 2000. Ces chevaux sont présents dans toutes les régions, mais 19 % d'entre eux se concentrent en Normandie.

L'effectif de chevaux lourds se maintient à 33 000 têtes sur un an, mais est en forte baisse depuis 2000 (- 56 %). Ces chevaux sont majoritairement présents en zone de moyenne montagne, avec près d'un quart des effectifs situés en Auvergne-Rhône-Alpes.

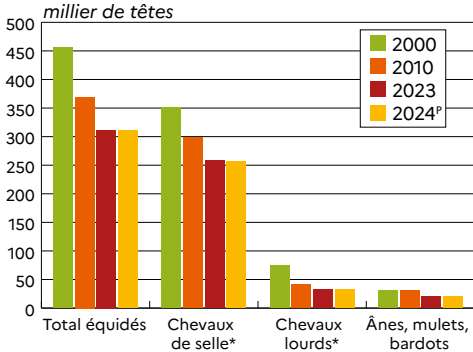
En 2024, la production de viande d'équidés s'élève à 3,3 milliers de tonnes-équivalent-carcasse, en recul de 5,9 % sur un an. Les importations et les exportations se replient également, respectivement de 12 % et de 11 %. La consommation moyenne de viande de cheval par habitant diminue de près de 10 % sur un an et de 87 % rapport à 2000.

Production, échanges, consommation de viande de cheval

	2000	2014	2023	2024
<i>millier de tonnes-équivalent-carcasse</i>				
Production ¹	11,7	7,7	3,5	3,3
Importations ²	31,5	14,6	7,9	7,0
Exportations ²	10,4	8,0	6,2	5,5
Consommation ³	32,8	14,3	5,2	4,7
<i>kg-équivalent-carcasse</i>				
Consommation par habitant	0,5	0,2	0,1	0,1
%				
Taux d'auto-approvisionnement ⁴	35,7	53,8	66,0	68,8

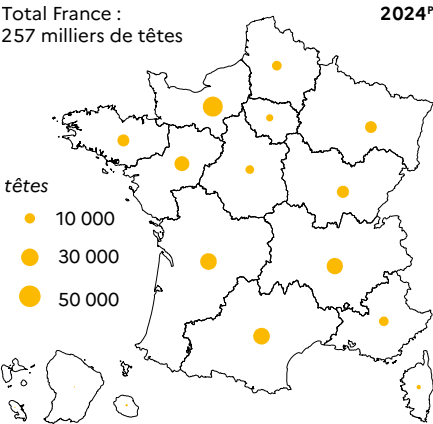
1. Production indigène brute.
2. Animaux vivants et viandes.
3. Consommation indigène brute.
4. Rapport entre la production contrôlée et la consommation apparente contrôlée.
Champ : France.
Sources : Agreste, Douanes

Effectifs¹ des équidés



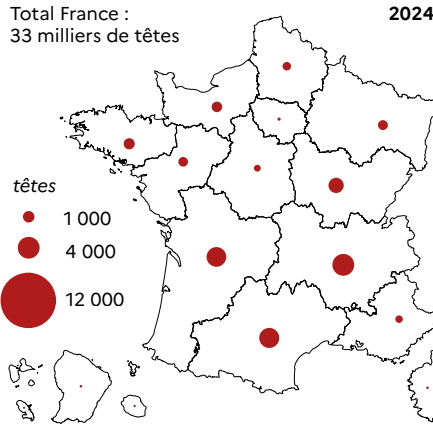
* Total y compris juments et ponettes poulinières.
1. Dans les exploitations agricoles.
Champ : France.
Source : Agreste - Recensements agricoles, Statistique agricole annuelle

Effectifs¹ de chevaux de selle, sport, loisirs et course



1. Dans les exploitations agricoles.
Champ : France.
Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

Effectifs¹ de chevaux lourds



1. Dans les exploitations agricoles.
Champ : France.
Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

Porcins
cheptel

Fin 2024, le cheptel porcin français s'élève à 11,6 millions de têtes, dont 800 000 truies. Il se réduit de 1,0 % sur un an et de 12,8 % en dix ans. Sur cette décennie, la concentration des élevages s'est accentuée : la part des animaux détenus dans des cheptels de 2 000 porcins ou plus est passée de 54,6 % en 2014 à 68,3 % en 2024.

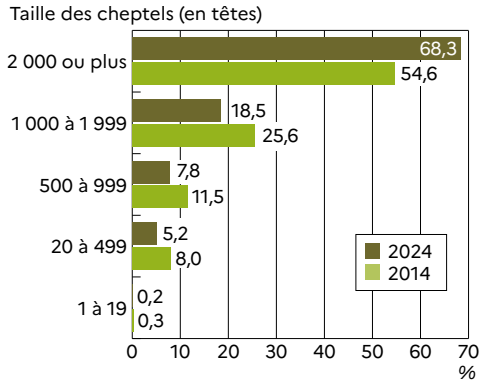
Les trois régions de la façade atlantique concentrent près des trois quarts du cheptel national. La Bretagne regroupe 55,3 % des effectifs, loin devant les Pays de la Loire (11,4 %) et la Nouvelle-Aquitaine (6,9 %).

Au niveau de l'Union européenne, le cheptel porcin s'élève à 132,1 millions de têtes, en légère baisse de 0,5 % par rapport à 2023. Avec près de 9 % du cheptel européen, la France se classe au troisième rang, talonnée par le Danemark, mais derrière l'Espagne, prédominant avec plus de 26 % des effectifs, et l'Allemagne (16 %). Sur dix ans, si l'Espagne a renforcé sa première place avec une croissance de 30 % de son cheptel, les six autres principaux pays producteurs ont vu leurs effectifs diminuer, traduisant une tendance générale à la décapitalisation dans l'élevage porcin européen.

Structure des élevages porcins

	2014	2023	2024
Nombre de porcins <i>millier de têtes</i>			
1 à 19	36	30	27
20 à 499	1 061	632	599
500 à 999	1 527	907	907
1000 à 1999	3 408	2 238	2 139
2000 ou plus	7 263	7 903	7 920
Total	13 295	11 710	11 592
dont truies <i>millier de têtes</i>			
1 à 4	8	6	6
5 à 49	50	39	37
50 à 99	76	37	36
100 à 199	273	150	148
200 ou plus	627	607	597
Total	1 034	839	824

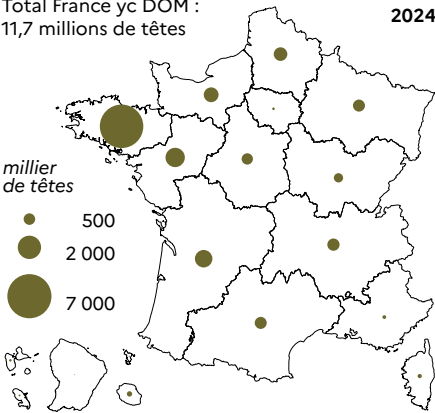
• Répartition des porcins dans les exploitations



Champ : toutes exploitations, France.
Source : Agreste - Enquêtes Cheptel (novembre)

Effectifs de porcins

Total France yc DOM :
11,7 millions de têtes

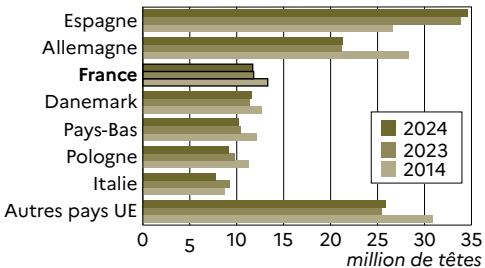


Source : Agreste - Enquête Cheptel (novembre 2024)
agreste | GRAPH'AGRI 2025

	2024	
<i>millier de têtes part (%)</i>		
France	11 715	
dont Bretagne	6 476	55,3
Pays de la Loire	1 332	11,4
Nouvelle-Aquitaine	807	6,9
Normandie	660	5,6
Hauts-de-France	550	4,7
Auvergne-Rhône-Alpes	466	4,0
Autres régions	1 424	12,2

Source : Agreste - Enquête Cheptel (novembre 2024)

• Principaux cheptels porcins européens



Source : Eurostat, Enquêtes Cheptel (novembre)

Porcins

prix et production

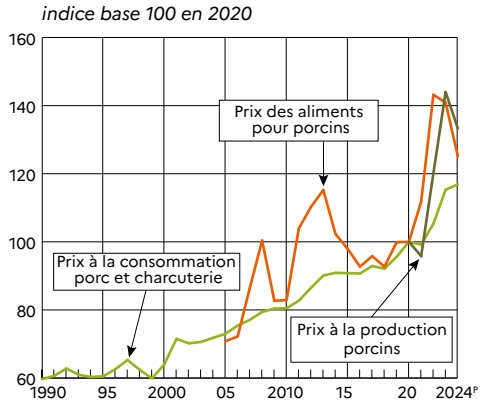
À l'instar des cours du porc de classe S, le prix à la production des porcs recule de 7,4 % en 2024 sur un an, après une envolée de 50,3 % de 2021 à 2023. Ce repli s'accompagne d'une reprise des abattages des porcs dans l'Union européenne (+ 2,0 % en poids), alors que les coûts de production se détendent, après avoir été tirés à la hausse par les premières années du conflit en Ukraine. En France, le prix des aliments pour porcins fléchit de 11,2 % par rapport à 2023.

Après un recul de 8,0 % entre 2020 et 2023, la production porcine française repart légèrement à la hausse, avec une progression de + 1,3 % en poids.

Les importations de viande porcine augmentent de 1,5 %, tandis que les exportations progressent plus légèrement (+ 1,2 %). Les ventes vers la Chine chutent de 17,8 % sur un an et ne représentent plus que 7 % des exportations françaises, contre 22 % en 2020.

La consommation nationale de viande de porc retrouve des couleurs en 2024, atteignant 30,9 kg équivalent-carcasse par habitant, en hausse de 1,3 % après un recul de 3,9 % en 2023. Avec un taux d'auto-approvisionnement à 100 %, la production nationale couvre tout juste les besoins du marché intérieur. Il s'élevait à 107,3 % en 2020.

Prix dans le secteur porcine



	2005	2015	2020	2023	2024 ^p
euro par kg carcasse					
Prix du porc classe S ¹	1,35	1,43	1,59	2,27	2,12
indice base 100 en 2020					
Prix à la production porcins ²	nd	nd	100,0	144,0	133,3
Prix des aliments pour porcins ²	70,8	97,9	100,0	140,9	125,1
Prix à la consommation viande de porc ²	73,0	90,8	100,0	115,3	116,9

1. Le 01/01/2014, la réglementation européenne définissant la classe des porcs charcutiers a été modifiée. Jusqu'en décembre 2013, la classe E correspondait aux porcs charcutiers dont la teneur en viande maigre (TMP) était supérieure ou égale à 55 %. Depuis janvier 2014, la réglementation restreint la classe E aux animaux dont la TMP va de 55 % à moins de 60 %, les porcs charcutiers de TMP ≥ 60 % étant dorénavant classés en S.

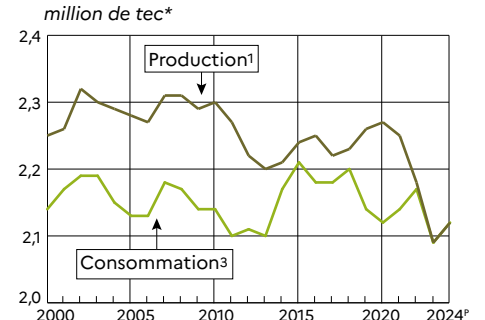
Le périmètre observé, porcs charcutiers de TMP ≥ 55 %, correspond selon la nouvelle réglementation aux porcs des classes E et S réunies.

2. Indices base 100 en 2020 pour les prix à la production, les prix des aliments et à la consommation.

Sources : Agreste et Insee pour Ippap et Ipampa, Insee pour IPC

Production, échanges, consommation de viande porcine

	2000	2010	2023	2024 ^p
millier de tec*				
Production ¹	2 254	2 301	2 088	2 115
Importations ²	530	602	593	602
Exportations ²	655	761	594	601
Consommation ³	2 135	2 142	2 087	2 116
kg-équivalent-carcasse				
Consommation par habitant ²	35,2	33,1	30,5	30,9
%				
Taux d'auto-approvisionnement ⁴	105,6	107,4	100,1	100,0



Note : à partir de 2006, le tonnage du commerce extérieur d'animaux vivants est estimé.

* Tonne-équivalent-carcasse.

1. Production indigène contrôlée.

2. Animaux vivants et viande.

3. Consommation indigène contrôlée.

4. Production/consommation.

Sources : Agreste, Douanes, Insee

Aviculture
élevages

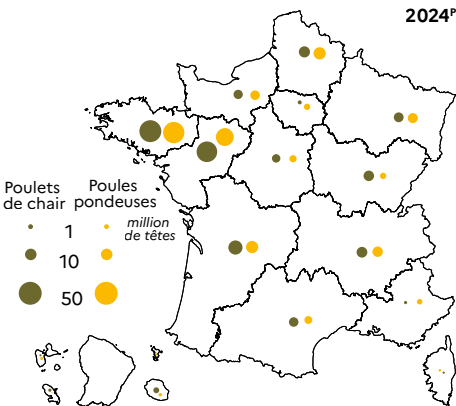
En 2024, le cheptel de poulets de chair s'élève à environ 143,9 millions d'animaux, soit une augmentation de 5,6 % sur un an. Deux régions concentrent plus de la moitié des effectifs : la Bretagne (28 %) et les Pays de la Loire (25 %).

Selon le dernier recensement agricole, la France compte un peu plus de 8 500 exploitations spécialisées dans l'élevage de poulets de chair. Parmi elles, 28 % détiennent plus de 20 000 têtes, mais concentrent à elles seules 67 % du cheptel national, illustrant une forte concentration de la production.

En ce qui concerne les poules pondeuses, leur nombre s'élève à 49,2 millions de têtes en 2024, en recul de 1,7 % par rapport à l'année précédente. Près de trois quarts d'entre elles sont élevées dans des systèmes d'élevages dits alternatifs : 14 % en agriculture biologique, plus de 36 % en plein air et 21 % au sol. En 2017, moins d'un tiers des effectifs relevaient de ces modes d'élevage.

À l'instar des poulets de chair, la filière des poules pondeuses est marquée par une forte concentration. Trois quarts du cheptel sont détenus par des exploitations de plus de 20 000 têtes, lesquelles représentent un peu moins d'un quart des 2 550 exploitations de ponte recensées en 2020. En 2024, la Bretagne demeure la principale région productrice, avec 35 % des effectifs nationaux.

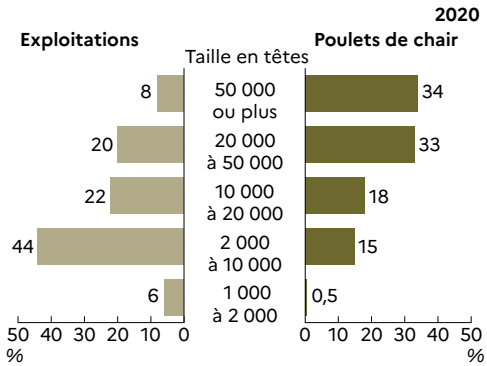
Localisation des poulets de chair
et des poules pondeuses



Source : Agreste - Statistique agricole annuelle et modèle SSP-ITAVI-CNPO pour la filière ponte

agreste | GRAPH'AGRI 2025

Structure des élevages
de poulets de chair

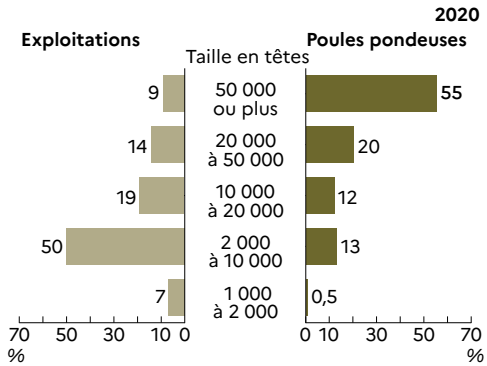


Note : les exploitations de 50 000 têtes ou plus représentent 8 % des exploitations de poulets de chair et détiennent 34 % des effectifs.

Champ : élevages d'au moins 1 000 têtes.

Source : Agreste - Recensement agricole 2020

Structure des élevages
de poules pondeuses



Note : les exploitations de 50 000 têtes ou plus représentent 9 % des exploitations de poules pondeuses et détiennent 55 % des effectifs.

Champ : élevages d'au moins 1 000 têtes.

Source : Agreste - Recensement agricole 2020

Effectif des poulets de chair
et des poules pondeuses

	2000	2010	2015	2023	2024*
	million de têtes				
Poules pondeuses d'œufs de consommation	48,1	46,5	54,3	50,0	49,2
Poulets de chair (y compris coqs et coquelets)	129,9	144,0	157,8	136,2	143,9

Source : Agreste - Statistique agricole annuelle et modèle poules/œufs SSP-ITAVI-CNPO révisé pour les données 2023 et 2024

Aviculture
œufs

En 2024, la production française d'œufs de consommation s'élève à près de 15,4 milliards d'unités, en recul de 1,9 % par rapport à 2023. Cette baisse s'inscrit dans la poursuite de la transition amorcée en 2018 vers des modes d'élevage alternatifs de poules pondeuses. Ainsi, 72 % des œufs produits proviennent désormais d'élevages au sol, en plein air ou biologiques, contre 69 % un an plus tôt et seulement 34 % en 2018.

Le prix à la production de l'œuf recule de 8,4 % sur un an, après deux années de forte hausse (+ 8,4 % en 2023 et surtout + 67,0 % en 2022). Dans le même temps, le coût des aliments pour poules se replie de 11,0 %. Côté consommation, les Français ont ingéré en moyenne 14,4 kg d'œufs par personne, soit une baisse annuelle de 2,2 %.

Les importations d'œufs de consommation repartent à la hausse (+ 12,1 %), après un net repli en 2023 (- 14,8 %), principalement en raison d'un regain des achats d'œufs coquille. Les exportations progressent également (+ 13,4 %), soutenues par la demande en ovoproduits. Malgré cela, le déficit des échanges extérieurs s'aggrave de 9,2 %, atteignant 46 milliers de tonnes équivalent-œuf-coquille (teoc).

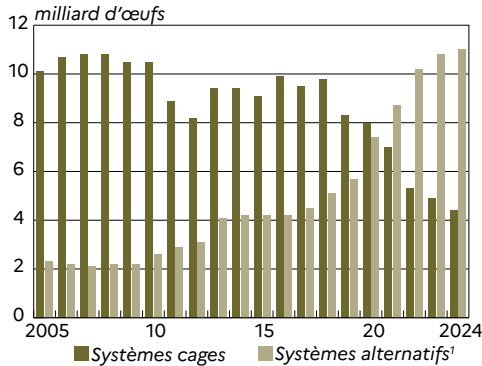
Production, échanges, consommation
d'œufs de consommation

	2005	2010	2023	2024 ^p
<i>millier de tonnes-équivalent-œuf-coquille</i>				
Production ¹	762	813	964	940
Importations	176	108	137	154
Exportations	107	112	95	108
Consommation alimentaire	829	808	1 006	986
<i>kg équivalent-œuf-coquille par habitant</i>				
Consommation alim. par habitant	13,2	12,5	14,7	14,4

	2005	2010	2023	2024 ^p
Indices des prix (base 100 en 2020)				
Prix des aliments des pondeuses en cage ²	69,9	90,2	141,0	126,0
Prix à la production ²	197,3	180,7
Prix à la consommation ²	83,0	94,1	124,2	123,4

1. Œufs de consommation issus des élevages de pondeuses race ponte (modèle d'estimation de la production révisé en 2024).
2. Indices base 100 en 2020 pour les prix à la production, les prix des aliments et à la consommation.
Champ : France.
Sources : Agreste, Insee, Douanes

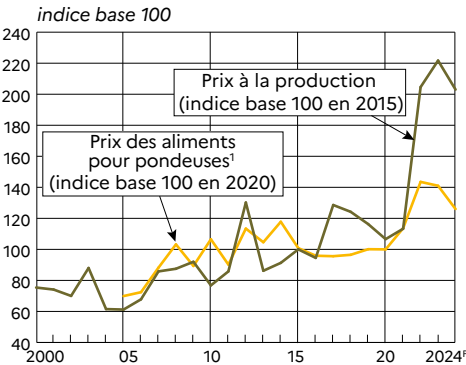
Production d'œufs de consommation
par mode d'élevage



	2005	2010	2023	2024
Production d'œufs <i>milliard d'œufs</i>				
Production d'œufs de consommation	12,3	13,1	15,7	15,4
systèmes cages	10,1	10,5	4,9	4,4
systèmes alternatifs¹	2,3	2,6	10,8	11,0
Production d'œufs à couvrir (issue des reproductrices)				
	1,2	1,4	1,2	1,2
Effectifs de poules (productrices œufs de consommation) <i>million de têtes</i>				
Élevages professionnels	45,0	42,4	50,0	49,2

1. Bio, plein air et sol.
Champ : France.
Sources : Agreste - Modèle « SSP-ITAVI-CNPO » révisé en 2024 (anciennes données de 2005 à 2016), Douanes

Prix des œufs
et de l'aliment des pondeuses



Note : indices base 100 en 2015 pour l'Indice des prix à la production, indices base 100 en 2020 pour l'indice des prix des aliments pour pondeuses.
1. En cage.
Sources : Agreste, Insee - Ippap - Ippama

Aviculture
volaille de chair

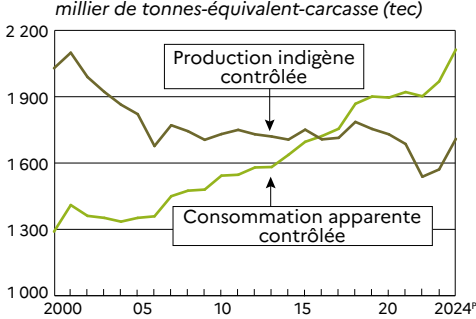
En 2024, la production globale de volailles de chair atteint 1 709 milliers de tonnes équivalent carcasse (tec), en hausse de 8,8 % par rapport à 2023. Cette reprise intervient après les épisodes influenza aviaire hautement pathogènes (IAHP) de 2022-2023. La production de canards enregistre une forte hausse de 36,2 % en un an, après avoir déjà augmenté de 17,0 % en 2023. Dans le même temps, la production de poulets progresse de 7,2 %, tandis que celle de dindes n'augmente que modestement (+ 1,0 %). Les poulets représentent désormais 73 % de l'ensemble des volailles de chair produites.

Parallèlement, les coûts des aliments pour volailles et les prix à la production se replient, respectivement de 8,4 % et de 9,2 %, sur un an.

Le déficit du commerce extérieur de viandes de volailles reste quasiment stable entre 2023 et 2024. Les exportations repartent à la hausse (+ 8,6 %), notamment à destination de l'Union européenne, tandis que les importations continuent leur progression (+ 3,7 %), notamment en provenance de Pologne. En 2024, 43,0 % de la viande de volaille de chair consommée en France est importée, un taux qui atteint 50,1 % pour la seule viande de poulet.

La consommation de viandes de volailles poursuit sa progression, avec une hausse de 7,3 % après + 3,5 % en 2023. Cette dynamique est portée principalement par la viande de poulet (+ 6,2 %), mais aussi, dans une moindre mesure, par les viandes de canard et de pintade. En moyenne, la consommation de viandes de volailles atteint 30,8 kilos équivalent-carcasse (kgec) par habitant en 2024, soit 2 kilos de plus qu'en 2023, dont 24,5 kgec de poulet.

Production, échanges,
consommation de volailles de chair
(Toutes espèces)



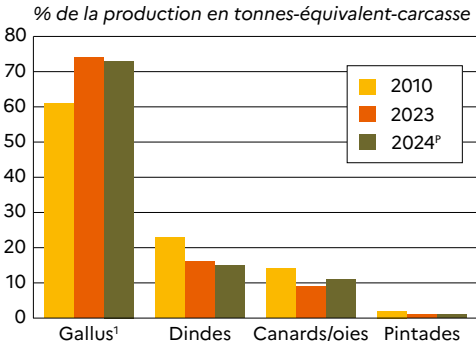
	2010	2023	2024 ^p
millier de tonnes-équivalent-carcasse			
Production ¹	1 731	1 571	1 709
Importations ²	466	877	909
dont de l'UE à 27	395	809	835
Exportations ²	622	410	445
dont vers l'UE à 27	239	254	281
Solde du commerce extérieur ²	156	- 467	- 464
dont vers l'UE à 27	- 156	- 555	- 554
Consommation ³	1 543	1 969	2 113
kg-équivalent-carcasse			
Consom par habitant ³	23,8	28,8	30,8
%			
Taux d'auto-approvis. ⁴	112,2	79,8	80,9

Prix

	2010	2023	2024 ^p
Ensemble volailles	indice base 100 en 2020		
Prix des aliments	89,1	138,5	126,8
Prix à la production	nd	134,9	122,5
Prix à la consommation	84,8	125,3	122,4

1. Production indigène contrôlée de volailles de chair (voir glossaire).
2. Commerce extérieur de viandes de volaille.
3. Consommation apparente contrôlée de viandes de volaille.
4. Rapport entre la production contrôlée et la consommation apparente contrôlée.
Note : indices base 100 en 2020 pour les prix à la production, les prix des aliments et à la consommation.
Champ : France.
Sources : Agreste, Douanes, Insee

Production de volailles de chair par espèce



1. Dont 96,0 % de poulets de chair/coqs abattus en 2024, 3,2 % poules de réforme et 0,8 % de chapons.
Champ : France.
Source : Agreste

	2010	2023	2024 ^p
millier de tonnes-équivalent-carcasse			
Gallus ¹	1 055	1 160	1 243
Dindes	401	249	251
Canards	239	139	190
Pintades	35	22	24
Oies	1,7	0,6	0,9
Total	1 731	1 571	1 709

Aviculture
foie gras

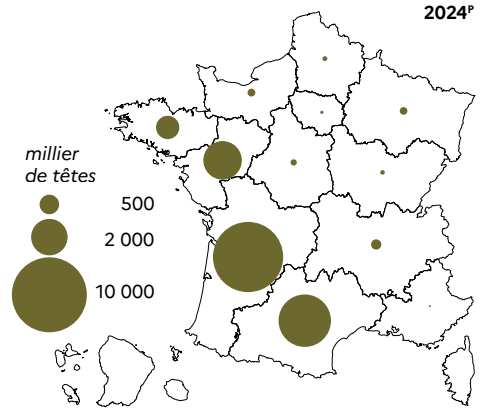
En 2024, la production française de volailles grasses continue de se redresser avec une hausse de 26,8 % après une augmentation de 16,2 % en 2023, suite aux crises d'influenza aviaire de 2022-2023. La vaccination des canards démarrée en France en octobre 2023 a favorisé une reprise de la production de foie gras de 30,7 %, qui atteint 12,2 milliers de tonnes, un volume cependant encore nettement inférieur à celui d'avant les crises (19,5 milliers de tonnes en 2014-2015).

L'essentiel de la production de volailles grasses et de foie gras se concentre dans deux régions : Nouvelle-Aquitaine et Occitanie, qui à elles seules représentent 82 % de la production nationale.

Les importations de foie gras sont quasiment stables sur un an, avec une augmentation des achats à la Hongrie au détriment de la Bulgarie (1^{er} fournisseur de la France). Les exportations se redressent de 8,1 %, notamment vers l'Afrique subsaharienne et vers certains partenaires européens tels que la Suisse. Le solde commercial du foie gras redevient excédentaire en volume comme en valeur : + 166 tonnes et + 25,2 millions d'euros contre - 56 tonnes et - 4,6 millions d'euros en 2023.

En 2024, la consommation française de foie gras s'établit à 12 milliers de tonnes, en hausse de 28,2 % avec 77 % du foie gras consommé produit localement (contre 71 % en 2023).

Production de volailles grasses



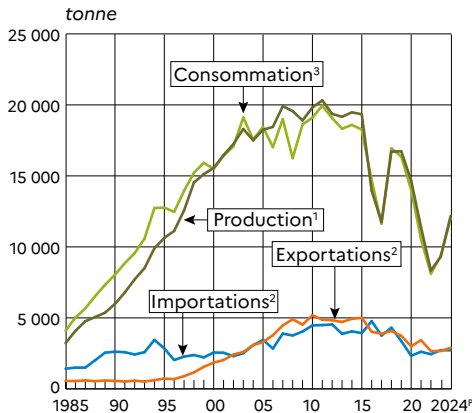
	2000	2015	2023	2024 ^P
millier de têtes				
France	27 605	36 211	18 070	22 907
canards	26 981	35 754	17 992	22 829
oies	624	457	78	78

Principales régions

Nouvelle-Aquitaine	14 009	20 176	10 058	12 761
Occitanie	7 053	8 030	4 224	5 903
Pays de la Loire	5 123	5 885	2 311	2 407
Bretagne	640	1 394	998	1 267

Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

Bilan du foie gras de canard et d'oie



Note : données rétropolées depuis 2010.

1. Production indigène brute.

2. Foies gras crus, préparations et conserves.

3. Consommation indigène brute calculée par bilan (hors variation des stocks à compter de 2020).

Sources : Agreste - Statistique agricole annuelle, Douanes

	2000	2015	2023	2024 ^P
millier de tonnes				
Production ¹	15,6	19,3	9,3	12,2
Importations ²	2,6	3,9	2,7	2,7
Exportations ²	1,8	5,0	2,7	2,9
Variation de stocks	0,7	0,0	nd	nd
Consommation ³	15,7	18,2	9,4	12,0
gramme				
Consommation par habitant ³	259	274	137	175

Cuniculture

En 2024, le cheptel de lapines reproductrices en France s'élève à 361 000 têtes, en recul de 4,5 % par rapport à 2023. Trois régions concentrent les deux tiers du cheptel national : les Pays de la Loire, la Bretagne et la Nouvelle-Aquitaine.

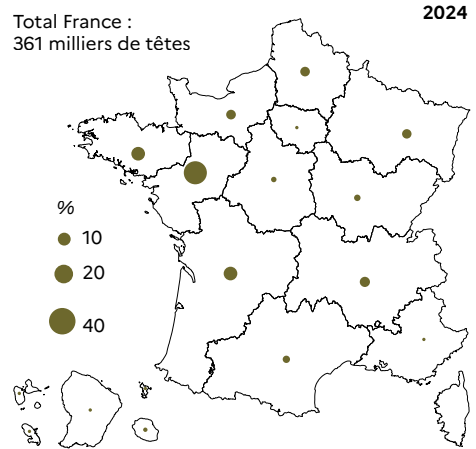
La production de lapins continue de reculer avec 23 700 tonnes-équivalent-carcasse (tec) produites en 2024, soit une diminution de 6,2 % sur un an et de - 46 % sur dix ans.

Les importations de viande et de préparations de lapin se contractent de 18,2 %, après une légère hausse en 2023. Elles ne représentent plus que 3,4 % de la consommation nationale. À l'inverse, les exportations progressent de 8,1 %.

Après l'envolée en 2022 et 2023, les prix baissent en 2024 : - 1,2 % pour le prix à la production et - 7,6 % pour l'aliment destiné aux lapins. Leur niveau reste toutefois élevé.

Enfin, la consommation de viande de lapin par habitant continue de baisser : - 9,4 % en un an. Depuis 2014, elle a été divisée par deux, atteignant 297 g par personne en moyenne.

Part des effectifs de lapines reproductrices¹



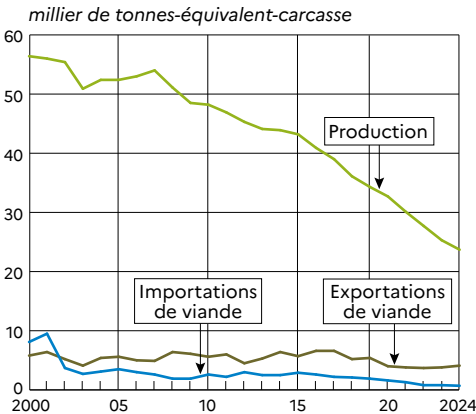
1. Effectifs de lapines reproductrices présentes dans les élevages professionnels ou non professionnels.
Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

Prix dans le secteur cunicole

	2020	2021	2022	2023	2024
indice base 100 en 2020					
Prix à la production (lppap)	100,0	104,0	115,5	121,1	119,7
Prix des aliments (lpampa)	100,0	107,0	127,9	135,5	125,2

Sources : Agreste, Insee

Production et commerce extérieur de lapins



	2000	2014	2023	2024
millier de tonnes-équivalent-carcasse				
Production ¹	56,4	43,9	25,3	23,7
Importations viande	5,3	2,5	0,8	0,7
Exportations viande	3,8	6,4	3,8	4,1
Consommation totale de viande ²	58,8	40,2	22,4	20,3
kg-équivalent-carcasse				
Consommation de viande par habitant ²	0,968	0,606	0,328	0,297

1. Production calculée à partir des abattages dans les abattoirs et du commerce extérieur des lapins vivants. Elle ne tient pas compte des abattages hors abattoirs.

2. Consommation apparente contrôlée de viandes de lapin (hors variation de stocks).

Champ : France y compris DOM à partir de 1996.

Sources : Agreste, Douanes

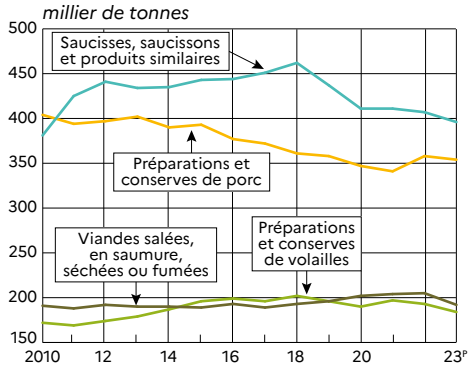
Charcuterie, plats préparés, conserves de poissons

En 2023, les quantités vendues de charcuteries et de préparations de viandes fabriquées par les industriels français baissent de 3,4 % par rapport à 2022 pour atteindre 1,2 million de tonnes. La production de saucisses, saucissons et produits similaires est en recul de 2,8 %, tandis que celle des préparations et conserves de porcs diminue plus modérément (- 1,2 %). Les volumes commercialisés de viandes salées, en saumure, séchées ou fumées diminuent plus nettement (- 6,1 %), tout comme ceux des préparations et conserves de volailles (- 4,7 %).

La production commercialisée de plats préparés poursuit, quant à elle, sa progression en 2023 (+ 1,4 %) atteignant 1,4 million de tonnes, un niveau supérieur à celui d'avant la crise sanitaire. Les plats préparés à base de viande, qui constituent le segment principal, enregistrent une hausse notable (+ 5,7 %), tout comme ceux à base de poissons (+ 4,9 %). À l'inverse, les plats à base de pâtes, de semoule ou de légumes reculent (- 4,8 %). Les autres produits (pizzas, quiches, tartes salées, sandwichs garnis) se maintiennent (+ 1,2 %).

Enfin, la production commercialisée de conserves de poissons se stabilise autour de 48 000 tonnes, avec une nette prédominance (90 %) des conserves de thon, maquereau et sardine.

Production commercialisée de charcuteries et préparations de viandes

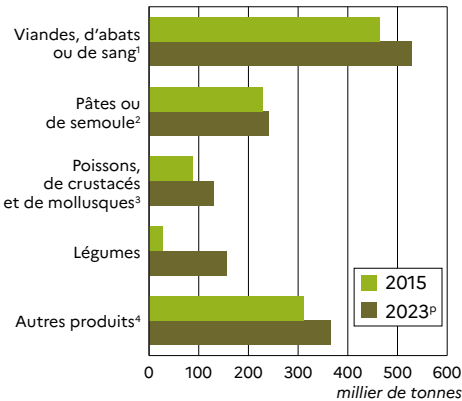


	2010	2015	2022	2023 ^a
millier de tonnes				
Viandes salées, en saumure, séchées ou fumées	191	189	205	192
Saucisses, saucissons (cuits ou à cuire, secs) et produits similaires (andouilles, andouillettes, boudins)	381	443	407	396
Préparations et conserves				
de foie d'oie ou de canard (foies gras et blocs, pâtés, mousses, terrines, etc.)	35	33	18	18
de foies d'autres animaux	22	15	9	9
de porc (jambons, épaules, pâtés, rillettes, etc.)	404	393	358	354
de volailles (pâtés, rillettes, confits d'oie/canard, etc.)	172	196	193	184
d'autres animaux (tripes/tripoux, pâtés, etc.)	38	37	78	73
Total	1 243	1 304	1 269	1 226

Sources : Agreste - Prodcom, Fict

Production commercialisée de plats préparés

Plats préparés à base de :



1. Cassoulet, choucroute, etc.
2. Raviolis, lasagnes, couscous garni, etc.
3. Paella, etc.
4. Pizzas, quiches, tartes salées, sandwichs garnis, etc.
Sources : Agreste - Prodcom, Fict

Production commercialisée de préparations et conserves de poissons

	2010	2015	2022	2023 ^a
millier de tonnes				
Conserves de poissons	50	54	48	48
dont thon	23	20	17	18
maquereau	s	21	16	16
sardine	s	8	9	10

Sources : Agreste - Prodcom

Chocolat, confiserie

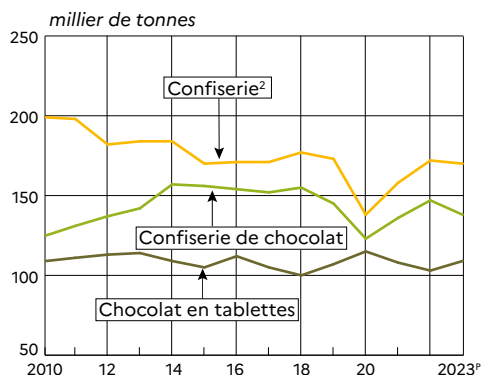
En 2023, les entreprises des industries agroalimentaires hors artisanat commercial (IAA) ont produit et vendu 591 000 tonnes de chocolat, en progression de 1,7 % sur un an, ainsi que 170 000 tonnes de confiseries, en recul de 1,3 %.

La production de tablettes de chocolat se distingue avec une hausse de 5,3 %, atteignant 109 000 tonnes. À l'inverse, la production de confiseries de chocolat, en forte croissance depuis 2021, fléchit de 5,8 %, pour s'établir à 138 000 tonnes.

Les ventes de confiseries, incluant chewing-gums, confiseries de sucre cuit, dragées, sucreries dragéifiées et fruits confits ont elles aussi diminué, principalement en raison de la baisse des ventes de fruits confits (- 5,9 %) et de confiseries gélifiées (- 1,6 %).

En 2024, malgré un repli des volumes exportés, la valeur des exportations progresse. Les importations, quant à elles, poursuivent leur croissance, notamment en valeur. Dans ce contexte, le déficit de la balance commerciale continue de se creuser. L'essentiel des échanges se concentre au sein de l'Union européenne, avec la Belgique et l'Allemagne comme principaux partenaires.

Production commercialisée de chocolat, confiserie



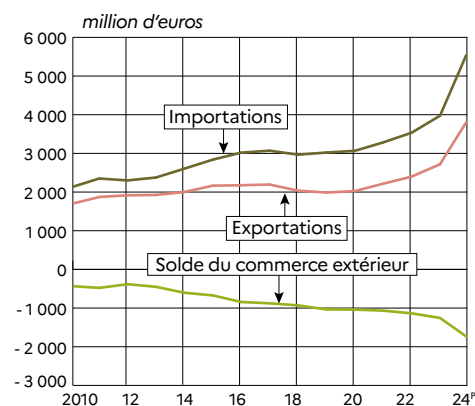
	2010	2015	2022	2023 ^p
millier de tonnes				
Chocolat¹	750	649	581	591
dont poudre de cacao	76	40	33	35
confiserie de chocolat (bonbons au chocolat...)	125	156	147	138
chocolat en tablettes	109	105	103	109
Confiserie²	199	170	172	170
dont confiserie gélifiée	64	52	63	62
chewing-gum	32	16	s	s
confiserie de sucre cuit (berlingot, sucre d'orge, sucettes...)	22	17	19	20
dragées, sucreries dragéifiées	17	16	15	15
fruits confits	9	12	12	11
Total	948	819	753	761

1. Produits finis ou semi-finis. Non compris les petits-déjeuners contenant moins de 40 % de cacao.

2. Y compris le chocolat blanc.

Sources : Agreste - Prodcom, Alliance 7

Commerce extérieur du cacao, chocolat et produits de confiserie



Source : Douanes

agreste | GRAPH'AGRI 2025

	2010	2015	2023	2024 ^p
millier de tonnes				
Quantité				
Exportations	495	534	556	534
Importations	662	751	862	864
Solde du commerce extérieur	-167	-218	-306	-331
million d'euros				
Valeur				
Exportations	1 709	2 165	2 718	3 802
Importations	2 145	2 838	3 974	5 534
Solde du commerce extérieur	-436	-672	-1 256	-1 732

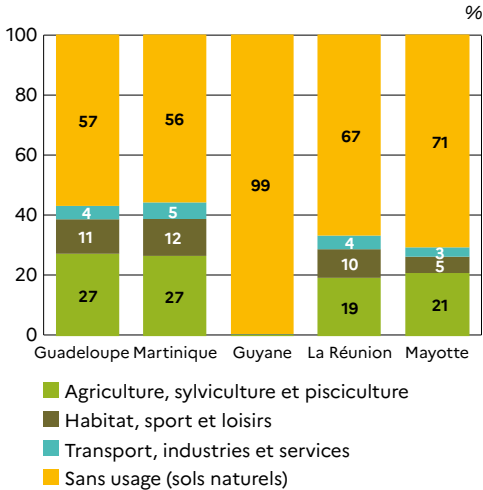
Utilisation du territoire
occupation des sols

En 2023, dans les départements d’Outre-mer (DOM), les sols naturels (forêts, landes, cours d’eau, lacs, marais, mangroves) occupent une part prépondérante du territoire. Ils représentent entre 58 et 70 % de la surface aux Antilles, à La Réunion et à Mayotte, et couvrent presque intégralement la Guyane. Ce dernier département se distingue par une couverture forestière exceptionnelle : la forêt amazonienne y recouvre 91 % de la superficie, à laquelle s’ajoutent 7 % de surfaces en eaux et de zones humides.

Les terres agricoles (sols cultivés et surfaces toujours en herbe) occupent de 18 à 27 % du territoire à La Réunion, à Mayotte et aux Antilles. En Guyane, elles recouvrent environ 33 400 hectares, soit à peine 0,4 % du département. Au-delà des terres agricoles, l’agriculture consomme également une partie des sols pour les chemins, les aires de stockage et les bâtiments d’exploitation.

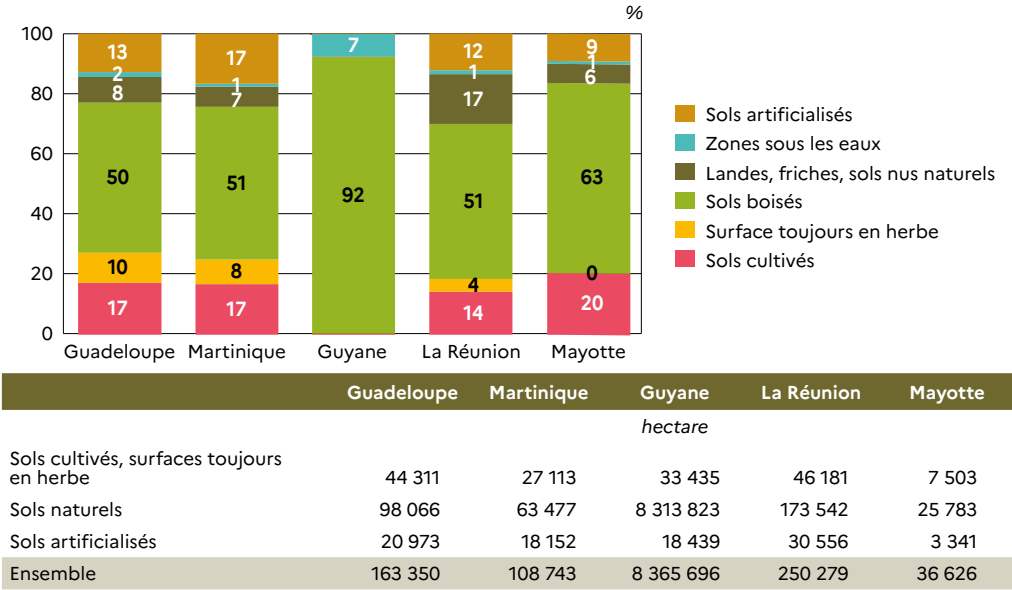
Les sols artificialisés, constitués de sols bâtis, revêtus ou stabilisés, mais aussi de surfaces enherbées qui y sont associées (pelouses, jardins d’agrément, parcs publics), sont plus présents dans les îles que sur le continent. En 2023, ils couvrent 9 % du territoire à Mayotte, 12 % à La Réunion, 13 % en Guadeloupe, et 17 % en Martinique. Ils restent marginaux en Guyane avec seulement 18 400 ha, soit 0,2 % du département.

Usage socio-économique des sols
dans les DOM
2023



Note : voir glossaire « Teruti ».
Source : Agreste - Enquêtes Teruti

Occupation du sol dans les DOM
2023



Note : voir glossaire « Teruti ».
Source : Agreste - Enquêtes Teruti

Utilisation du territoire

superficie agricole utilisée

La superficie totale des DOM est de 8,9 millions d'hectares. Elle représente 14 % de la superficie totale de la France. La surface agricole utilisée (SAU) des DOM, estimée à 179 886 hectares en 2024, représente moins d'1 % de la SAU française.

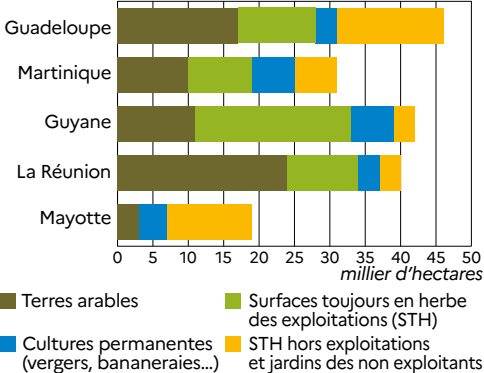
En France métropolitaine, la SAU couvre environ la moitié de la surface totale. Dans les DOM, elle occupe près de 30 % de la surface totale en Guadeloupe et en Martinique, 16 % à La Réunion et 53 % à Mayotte. En Guyane, où la forêt équatoriale occupe 90 % du territoire, la SAU représente moins d'1 % de la surface totale.

En Guadeloupe et à La Réunion, les cultures industrielles couvrent respectivement 73 % et 82 % des terres arables, avec notamment la culture de la canne à sucre ; cette part est de 41 % en Martinique. La Guyane et Mayotte sont essentiellement orientées vers les productions de légumes frais et tubercules avec respectivement 43 % et 52 % des terres arables ; les cultures industrielles (canne à sucre, vanille, ylang-ylang) y sont relativement marginales. La place des cultures fruitières est importante en Martinique et en Guyane : les vergers (bananeraies incluses) y représentent respectivement 19 % et 14 % de la SAU. Cette part atteint 21 % à Mayotte.

Les surfaces toujours en herbe (STH), y compris celles hors exploitations, et les jardins familiaux représentent au total 57 % de la SAU en Guadeloupe, 59 % en Guyane et 61 % à Mayotte. La part des jardins familiaux dans la SAU des DOM est bien plus forte qu'en France métropolitaine (10 % contre 0,4 %). Par ailleurs, la part des STH représente 42 % de la SAU des DOM contre 37 % de la SAU de la France métropolitaine.

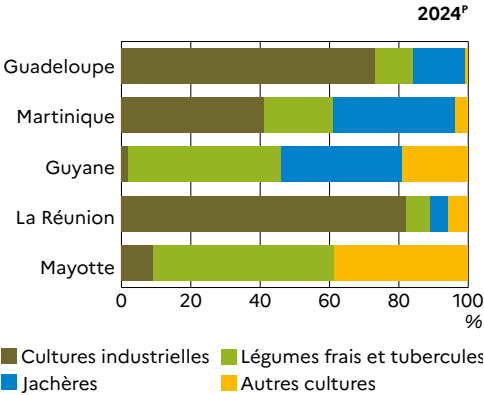
Surface agricole utilisée du département

2024^P



Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

Répartition des terres arables



Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

Répartition de la SAU et des terres arables en 2024^P

	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
	hectare				
Terres arables	16 847	9 734	11 370	24 187	3 475
dont cultures industrielles (canne à sucre, vanille et PPAM*)	12 227	3 998	281	19 789	301
légumes frais et tubercules	1 930	1 909	4 894	1 812	1 823
jachères	2 551	3 400	4 000	1 216	4
Surface toujours en herbe des exploitations (STH)	11 241	9 414	22 400	9 804	12
Vergers, bananeraies	2 965	5 787	6 005	3 160	4 166
Surface agricole utilisée des exploitations agricoles	31 053	24 935	39 775	37 151	7 653
STH hors exploitations et jardins familiaux	15 370	6 144	3 127	2 730	11 748
Surface agricole utilisée du département	46 423	31 079	43 102	39 881	19 401
Surface totale du département	163 350	108 743	8 365 696	250 279	36 626

* PPAM : Plantes à parfum, aromatiques et médicinales.
Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

Exploitations nombre et superficie

En 2020, le nombre d'exploitations agricoles s'établit à 7 300 en Guadeloupe, 6 300 à La Réunion, 6 100 en Guyane, et 2 700 en Martinique. Le recul du nombre d'exploitations agricoles se poursuit entre 2010 et 2020 à un rythme ralenti par rapport à la décennie précédente pour la Guadeloupe et la Martinique et à un rythme quasi identique depuis vingt ans à La Réunion. Pour la Guyane seulement, ce nombre augmente régulièrement depuis trente ans. Mayotte, dont c'était le premier recensement en 2020, compte 4 300 exploitations. En Guyane, la surface agricole utilisée (SAU) totale augmente plus rapidement que le nombre d'exploitations et la SAU moyenne passe de 4,2 à 6,0 ha en 10 ans. L'évolution est modérée en Guadeloupe et à La Réunion (+ 10 %) pour atteindre respectivement 4,4 ha et 6,4 ha par exploitation. En 20 ans, en Martinique, la surface moyenne a doublé et est désormais de 8,3 ha. À Mayotte, elle est la plus faible des départements d'Outre-mer (DOM), avec 1,4 ha.

Près de la moitié des exploitations antillaises ont en propriété la totalité de leurs terres, contre seulement 43 % à La Réunion, 35 % à Mayotte et 20 % en Guyane. Une grande majorité des exploitations en Guyane et à Mayotte ont des modes d'appropriation de l'espace agricole ne relevant ni de la location, ni de la propriété.

Les exploitations individuelles représentent plus de 95 % des exploitations agricoles des DOM. La Guyane s'écarte de cette moyenne avec une part d'exploitation individuelle de 86 %.

SAU selon le mode de faire-valoir en 2020

	Guade- loupe	Marti- nique	Guyane	La Réunion	Mayotte
SAU					
Faire-valoir direct	44,3	43,9	60,6	45,5	38,5
Terres prises en location auprès :					
de tiers	37,4	46	2,6	44,1	0,3
du ou des associés	2,8	3,9	1,0	3,5	0,1
Autres locations	15,5	6,2	35,8	6,9	61,1
SAU	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

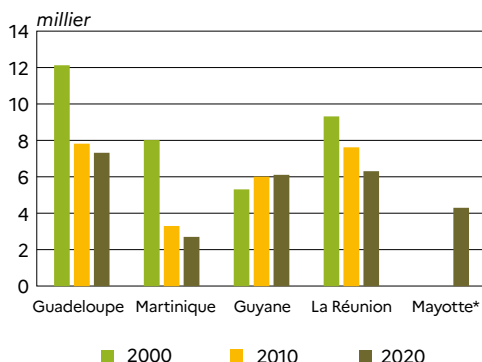
Exploitant locataire ou/et propriétaire de ses terres agricoles

	Guade- loupe	Marti- nique	Guyane	La Réunion	Mayotte
Locataire	23,3	31,1	8,1	34,6	1,5
Propriétaire	54,2	48,7	20,1	42,7	35,0
Locataire et propriétaire	7,7	7,0	1,0	18,2	0,6
Autres locations	14,8	13,2	70,8	4,5	62,9
Nombre d'exploitations ayant de la SAU	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Agreste - Recensement agricole 2020

Exploitations agricoles

Évolution du nombre d'exploitations entre 2000 et 2020

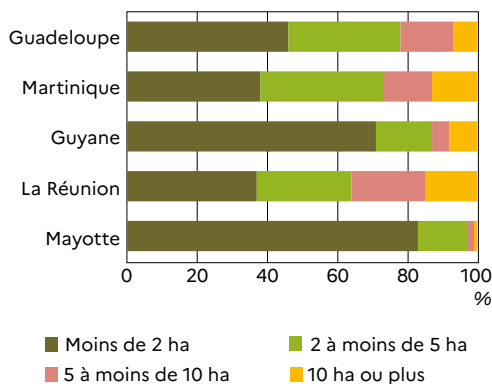


	2000	2010	2020
		millier	
Guadeloupe	12,1	7,8	7,3
Martinique	8,0	3,3	2,7
Guyane	5,3	6,0	6,1
La Réunion	9,3	7,6	6,3
Mayotte*	-	-	4,3
DOM	34,7	24,7	26,7

* Premier recensement en 2020.

Source : Agreste - Recensements agricoles

Répartition selon la SAU des exploitations en ayant en 2020



Nombre d'exploitations selon leur statut en 2020

	Guade- loupe	Marti- nique	Guyane	La Réunion	Mayotte
Exploitations individuelles ¹	6,9	2,3	6,0	5,8	4,3
Formes sociétaires	0,3	0,4	0,1	0,5	0,0
DOM	7,2	2,7	6,1	6,3	4,3

1. Y compris EIRL et autres personnes physiques.

Source : Agreste - Recensement agricole 2020

Produits agricoles

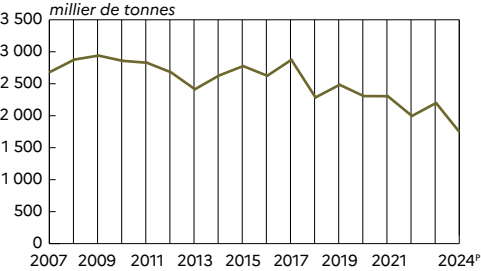
La canne à sucre et la banane fruit sont les deux productions agricoles dominantes dans les DOM. En 2024, la production de canne à sucre est de 1,8 million de tonnes dans l'ensemble des DOM, soit une diminution de 20 % par rapport à 2023. Les surfaces en canne à sucre occupent 20 % de la SAU des DOM et 48 % de la SAU de La Réunion. La Réunion représente 65 % de la production de canne à sucre de l'ensemble des DOM, et la Guadeloupe 23 %. La production a nettement diminué depuis 2010, où elle s'élevait à 2,9 millions de tonnes (- 38 % entre 2010 et 2024).

La production de banane (hors plantain) s'élève à 211 milliers de tonnes en 2024, dont 65 % sont produits en Martinique et 28 % en Guadeloupe. Ce niveau est en baisse de 0,8 % par rapport à 2023. Sur plus longue période, la production était de 280 milliers de tonnes en 2010, soit une baisse de 25 % entre 2010 et 2024. La diminution a notamment été forte en Martinique et à La Réunion, et moins marquée en Guadeloupe. Elle s'explique notamment par les aléas climatiques qui ont frappé les Antilles depuis 2016 avec les tempêtes Matthew (septembre 2016) et Maria (septembre 2017) suivies par des années marquées par des vents forts, des sécheresses ou de fortes pluies. La propagation de la cercosporiose noire (ou maladie des raies noires) a également eu un impact à la baisse sur la production de bananes.

Les DOM ont également produit 26,5 milliers de tonnes d'ananas, dont 64 % proviennent de La Réunion et 19 % de la Guyane. Ce niveau est inférieur de 8 % à celui de 2023.

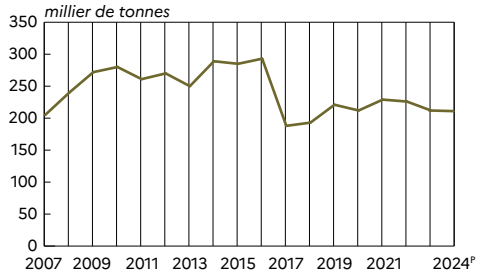
Les productions de viande proviennent essentiellement de La Réunion. En Martinique, en Guyane et à La Réunion, les productions des volailles sont majoritaires par rapport aux productions bovines, porcines ou ovines et caprines.

Production de canne à sucre



Note : en 2007, le cyclone Gamède a détruit une partie de la production cannière à La Réunion. Il n'y a pas de production de sucre à Mayotte.
Champ : ensemble DOM, y compris Mayotte depuis 2016.
Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

Production de banane fruit



Note : en 2017, l'ouragan Maria balaie les Antilles françaises.
Champ : ensemble DOM, y compris Mayotte depuis 2016.
Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

Principales productions agricoles

	Guadeloupe		Martinique		Guyane		La Réunion		Mayotte	
	2010	2024 ^p	2010	2024 ^p	2010	2024 ^p	2010	2024 ^p	2010	2024 ^p
Production végétale										
Céréales	0	0	0	0	9 554	440	407	75	nd	16
Cultures industrielles	738 100	410 148	202 129	206 433	40 717	6 405	1 877 374	1 137 982	nd	63
dont canne à sucre	738 100	410 146	202 129	206 431	40 705	6 400	1 877 197	1 137 720	nd	35
Légumes frais et tubercules	34 381	29 290	14 197	16 552	56 143	20 513	52 571	62 414	nd	19 540
dont légumes frais	26 236	24 902	11 783	13 648	26 799	3 413	49 222	58 892	nd	7 070
dont tubercules et pommes de terre	8 145	4 387	2 413	2 904	29 345	17 100	3 349	3 521	nd	12 470
Fruits	73 251	62 883	206 313	139 083	23 859	27 528	40 687	34 217	nd	10 373
dont fruits tropicaux	67 470	61 714	204 114	138 777	21 140	17 267	31 603	27 368	nd	8 968
bananes	61 325	58 300	201 474	137 091	7 589	6 200	9 540	3 794	nd	5 403
ananas	5 420	2 515	791	350	7 838	5 000	15 779	16 830	nd	1 755
dont agrumes	5 781	1 547	2 092	860	2 610	4 347	8 387	6 171	nd	1 099
Production animale										
tonne-équivalent-carcasse										
Bovins	2 273	1 316	1 125	652	366	474	1 863	1 468	nd	964
Porcins	1 879	1 249	1 145	991	838	355	12 033	11 436	nd	4
Ovins - caprins	183	67	73	29	9	5	505	141	nd	49
Volailles et lapins	1 115	944	2 898	1 966	454	603	13 827	23 237	nd	678
hectolitre										
Production finale de lait de vache	0	0	5 264	727	250	0	204 570	159 638	nd	26 780

Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

Emploi actifs permanents

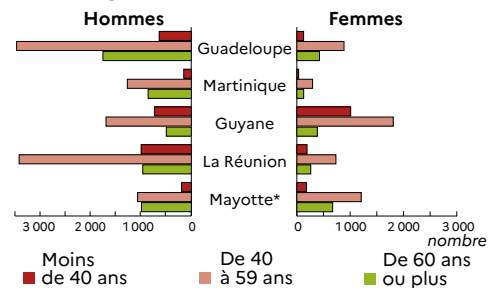
En 2020, plus de 55 000 personnes travaillent de manière régulière dans les exploitations agricoles aux Antilles, à La Réunion, en Guyane et à Mayotte. Les actifs dirigeants (chef d'exploitation, coexploitant ou associé) représentent 49 % du total des actifs permanents dans les départements d'Outre-mer (DOM), contre 65 % en France métropolitaine. Ces résultats masquent des disparités au niveau départemental. La Guadeloupe possède la part d'actifs dirigeants la plus élevée (72 %), soit plus du double de celle de la Guyane (35 %).

Près de quatre exploitants sur dix ont plus de 60 ans à Mayotte, trois sur dix dans les Antilles, contre moins de deux sur dix à La Réunion et en Guyane. Dans les DOM, près de 60 % des exploitants sont dans la tranche d'âge 40 à 59 ans. Seule Mayotte se distingue avec 53 % d'exploitants appartenant à cette tranche d'âge. Les moins de 40 ans représentent moins d'un exploitant sur 10 dans les Antilles et à Mayotte, contre respectivement près de 2 sur 10 et 3 sur 10 à La Réunion et en Guyane. En Outre-mer, 31 % des exploitants sont des femmes. La proportion atteint respectivement 52 % et 48 % en Guyane et à Mayotte, contre moins de 20 % dans les Antilles et à La Réunion.

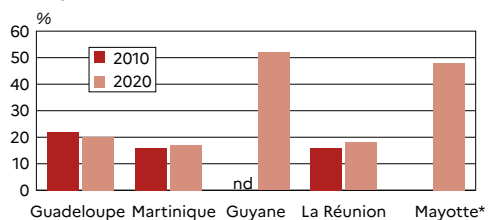
Un quart des exploitants agricoles dans les DOM ont reçu une formation agricole (contre plus des deux tiers en métropole). La situation varie sensiblement selon le département : 5 % à Mayotte contre 46 % à La Réunion. Les bénéficiaires d'une formation agricole ont majoritairement un niveau de formation inférieur au baccalauréat.

Chefs d'exploitation, coexploitants et associés actifs

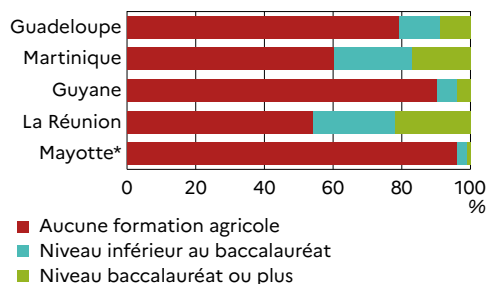
• Selon l'âge en 2020



• Proportion de femmes en 2010 et 2020



• Selon le niveau de formation agricole en 2020



* Premier recensement en 2020.
Source : Agreste - Recensements agricoles

Statut des actifs permanents agricoles

	Guadeloupe		Martinique		Guyane		La Réunion		Mayotte*	
	2010	2020	2010	2020	2010	2020	2010	2020	2010	2020
	nombre									
Chef d'exploitation, coexploitant ¹	7 890	7 331	3 400	2 751	-	6 140	7 872	6 595	-	4 319
de moins de 40 ans	1 210	769	363	236	-	1 744	1 759	1 194	-	373
de 40 à 59 ans	4 903	4 372	2 186	1 665	-	3 511	5 162	4 170	-	2 279
de 60 ans ou plus	1 777	2 190	851	850	-	885	951	1 231	-	1 667
Actif apparenté au chef ou aux coexploitants	3 125	1 126	1 232	508	-	6 701	6 060	2 976	-	2 079
Salarié permanent ²	1 888	1 751	4 132	3 319	-	4 827	1 825	1 986	-	2 674
Total actifs permanents³	12 903	10 208	8 764	6 578	-	17 668	15 757	11 557	-	9 072
microexploitations	9 194	6 986	2 938	1 813	-	13 505	5 853	3 941	-	6 839
petites exploitations	1 903	1 659	1 648	1 361	-	3 259	6 982	4 791	-	2 023
moyennes exploitations	664	562	749	697	-	611	1 799	1 649	-	190
grandes exploitations	1 142	1 001	3 429	2 707	-	293	1 123	1 176	-	20

* Premier recensement en 2020.

1. Ou associé actif.

2. Non compris le personnel d'un groupement d'employeurs ou d'un autre prestataire.

3. Non compris les actifs non salariés qui ne sont ni dirigeants, ni membres de la famille d'un chef d'exploitation individuelle.

Source : Agreste - Recensements agricoles

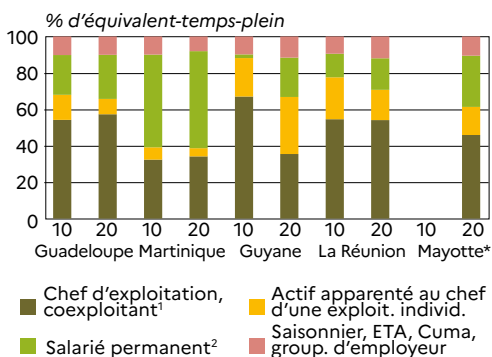
Emploi volume de travail

En 2020, le volume de travail agricole dans les exploitations dominiennes s'établit à près de 41 700 équivalents-temps-plein (ETP). La main-d'œuvre occasionnelle ou extérieure à l'exploitation apporte 11 % de ce total. Parmi les actifs permanents, les chefs d'exploitation, coexploitants ou associés fournissent 45 % de l'ensemble du travail agricole, les actifs apparentés au chef d'exploitation ou aux coexploitants 18 % et les salariés permanents 26 %.

Le temps de travail agricole des actifs dirigeants est très variable selon le département. À La Réunion, près de sept sur dix travaillent à temps complet sur l'exploitation, contre un peu plus de deux sur dix en Guadeloupe et à Mayotte.

L'implication des permanents agricoles est maximale en Martinique et à La Réunion où elle atteint respectivement 0,82 et 0,79 en moyenne par ETP. Elle est la plus faible en Guyane, Mayotte et en Guadeloupe (autour de 0,60). Lorsqu'on tient compte de l'ensemble de la main-d'œuvre, y compris saisonnier et prestataire, les exploitations en Martinique et Guyane utilisent respectivement 2,20 et 2,07 ETP, soit plus du double par rapport à la Guadeloupe.

Travail agricole selon le type d'actif agricole



* Premier recensement en 2020.

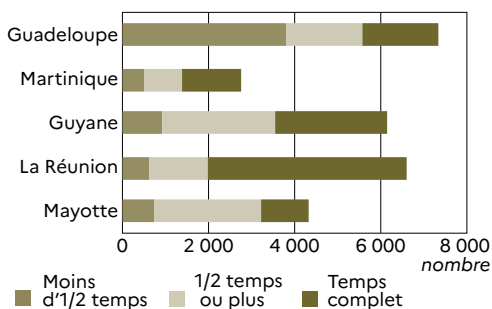
1. Ou associé actif.

2. Non compris le personnel d'un groupement d'employeurs ou d'un autre prestataire.

Source : Agreste - Recensements agricoles

Chefs d'exploitation, coexploitants¹

• Effectif selon le temps de travail agricole en 2020



1. Ou associé actif.

Source : Agreste - Recensement agricole 2020

Volume de travail annuel

	Guadeloupe		Martinique		Guyane		La Réunion		Mayotte*	
	2010	2020	2010	2020	2010	2020	2010	2020	2010	2020
	nombre d'ETP									
Chef d'exploitation, coexploitant ¹	4 233	3 752	2 523	2 015	4 604	4 494	6 397	5 590	-	2 862
Actif apparenté au chef ou aux coexploitants	1 070	553	520	265	1 453	3 960	2 709	1 720	-	966
Salarié permanent ²	1 709	1 580	3 968	3 146	147	2 740	1 505	1 788	-	1 750
Total actifs permanents³	7 012	5 885	7 011	5 427	6 204	11 194	10 611	9 098	-	5 578
ETP moyen par actif permanent	0,54	0,58	0,80	0,82	0,72	0,63	0,67	0,79	-	0,61
Actifs non permanents (saisonniers, ETA, Cuma, groupements d'employeurs)	793	659	770	476	678	1 465	1 117	1 232	-	659
Ensemble volume de travail (ETP)	7 805	6 544	7 780	5 903	6 882	12 659	11 728	10 330	-	6 237
Nombre moyen d'ETP par exploitation	1,00	0,90	2,35	2,20	1,15	2,07	1,54	1,64	-	1,45
Part des ETP des exploitations moyennes et grandes (%)	43	46	77	79	32	24	68	70	-	26

* Premier recensement en 2020.

1. Ou associé actif. 2. Non compris le personnel d'un groupement d'employeurs ou d'un autre prestataire. 3. Non compris les actifs non salariés qui ne sont ni dirigeants, ni membres de la famille d'un chef d'exploitation individuelle.

ETA : entreprises de travaux agricoles. Cuma : coopératives d'utilisation de matériel agricole.

Source : Agreste - Recensements agricoles

Résultats économiques
de l'agriculture
production

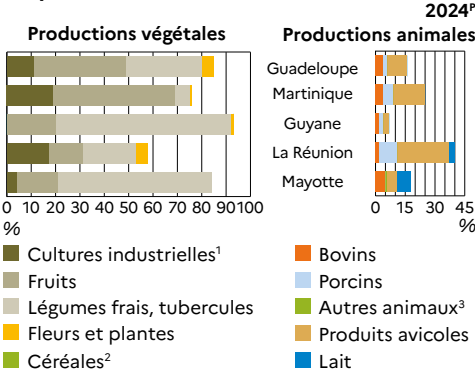
En 2024, la production agricole* des départements d'Outre-mer (DOM), en valeur hors subventions, est constituée à 75 % de productions végétales et à 25 % de productions animales (contre respectivement 52 % et 40 % pour la France métropolitaine), avec des spécialisations marquées selon les DOM.

La production légumière et la production fruitière représentent respectivement 46 % et 34 % de la production végétale dans l'ensemble des DOM. En Guyane et à Mayotte, la part des légumes et tubercules atteint respectivement 77 % et 76 %. En Martinique, celle des fruits atteint 66 %. Les cultures industrielles, essentiellement la canne à sucre, constituent la troisième production végétale principale (16 %) dans l'ensemble des DOM, la deuxième à La Réunion (29 %). La production animale représente 41 % de la production agricole à La Réunion et 25 % à la Martinique. Cette part s'élève à 17 % à Mayotte, 15 % en Guadeloupe et 6 % en Guyane.

Les subventions aux produits concernent essentiellement la canne à sucre et la banane. De ce fait, la part de la production végétale, subventions comprises, dans la valeur totale de la production est plus importante que celle hors subventions en Guadeloupe (84 % contre 82 %) et plus encore en Martinique (82 % contre 74 %).

* La production agricole considérée ici ne comprend pas les jardins familiaux.

Structure de la production par type
de produit, hors subventions



Note : l'ensemble « production végétales et productions animales » est égal à 100 %.

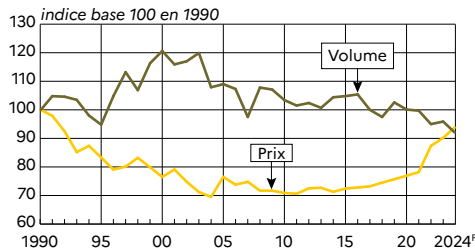
1. Y compris canne à sucre.

2. Y compris riz et autres productions végétales.

3. Y compris autres produits animaux.

Source : Agreste - Comptes régionaux de l'agriculture - Base 2020

Prix et volume de la production
hors subventions



Source : Agreste - Comptes régionaux de l'agriculture - Base 2020

Productions végétales et animales hors subventions

	Guadeloupe		Martinique		Guyane		La Réunion		Mayotte	
	2010	2024 ^P	2010	2024 ^P	2010	2024 ^P	2010	2024 ^P	2010	2024 ^P
million d'euros										
Total produits végétaux	151,7	156,0	128,2	132,0	116,7	187,2	232,3	235,5	94,2	106,7
Céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	3,0	0,2	0,5	0,5	0,0	0,0
Cultures industrielles	28,9	21,1	12,3	33,4	0,6	0,3	97,3	68,5	1,4	4,8
Légumes frais et tubercules	35,8	56,5	23,9	9,7	78,8	143,1	59,8	88,1	80,3	80,6
Fleurs et plantes y c. plantations	33,7	8,5	2,4	1,3	1,8	2,5	22,8	20,2	0,0	0,0
Fruits	52,8	69,4	88,5	86,5	32,0	40,5	50,3	56,5	12,4	21,3
Autres produits végétaux	0,6	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	1,7	1,7	0,0	0,0
Total produits animaux	28,1	29,1	33,3	44,3	10,1	13,1	106,0	165,7	10,5	22,1
Bovins	10,2	6,5	6,9	6,8	2,0	4,0	9,9	8,7	4,0	6,3
Porcins	5,8	3,3	5,5	8,4	3,5	3,5	31,4	36,7	0,0	0,0
Autres animaux	2,1	0,8	0,9	0,6	0,1	0,1	2,1	1,8	0,6	1,0
Produits avicoles	9,1	17,8	18,6	27,7	4,3	5,2	49,3	104,4	2,8	5,9
Lait et produits laitiers	0,0	0,0	0,3	0,1	0,0	0,0	9,5	9,9	3,0	8,9
Autres produits animaux	1,0	0,7	1,1	0,7	0,2	0,2	3,9	4,1	0,0	0,0

Source : Agreste - Comptes régionaux de l'agriculture - Base 2020

Résultats économiques
de l'agriculture
résultat net

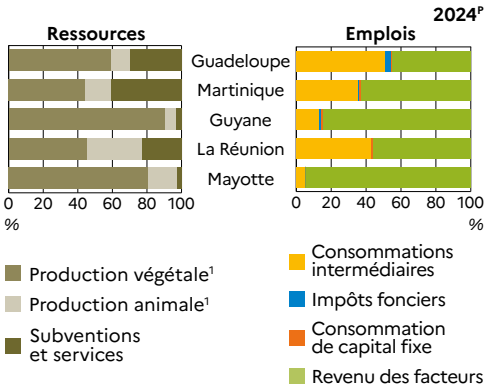
En 2024, les productions* végétales et animales constituent respectivement 58 % et 19 % des ressources du compte de l'agriculture pour l'ensemble des DOM. Elles sont complétées par les subventions sur les produits et les autres subventions à hauteur de 22 % (contre 10 % en moyenne en France), avec d'importantes différences entre DOM. Elles sont faibles en Guyane et à Mayotte, mais représentent 41 % des ressources en Martinique.

Le poids des consommations intermédiaires est également très variable entre DOM : elles représentent 51 % des emplois du compte de l'agriculture en Guadeloupe, respectivement 35 % et 42 % en Martinique et à La Réunion, seulement 13 % en Guyane et 5 % à Mayotte.

Le revenu des facteurs de la branche agricole s'obtient à partir de la production augmentée des subventions et diminuée des consommations intermédiaires et des impôts. Il sert à rémunérer le travail (salarié et non salarié), les capitaux financiers et le foncier. Calculé en moyenne triennale (pour lisser l'effet de la volatilité des prix agricoles), le revenu des facteurs par actif en termes réels augmente légèrement en 2024 (+ 0,6 %) après une diminution depuis 2019. Il avait progressé entre 2013 et 2019, après une phase de relative stabilité du début des années 2000 au début des années 2010.

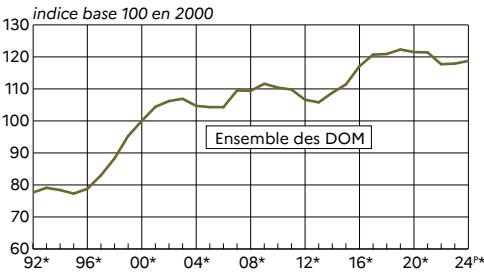
* La production agricole considérée ici ne comprend pas les jardins familiaux.

Structure des ressources et des emplois



1. Hors subventions.
Source : Agreste - Comptes régionaux de l'agriculture - Base 2020

Revenu des facteurs de la branche
par actif (ETP) en termes réels



* Moyenne sur les trois dernières années.
Source : Agreste - Comptes régionaux de l'agriculture - Base 2020

Comptes de l'agriculture : résultats

	Guadeloupe		Martinique		Guyane		La Réunion		Mayotte	
	2010	2024 ^P	2010	2024 ^P	2010	2024 ^P	2010	2024 ^P	2010	2024 ^P
million d'euros										
Production végétale hors subventions	151,7	156,0	128,2	132,0	116,7	187,2	232,4	235,5	56,6	106,7
Production animale hors subventions	28,1	29,1	33,3	44,3	10,1	13,1	106,0	165,7	10,5	22,1
Services	5,7	5,7	2,8	2,8	0,1	0,2	4,0	4,0	0,1	0,1
Subventions sur les produits agricoles	61,7	68,3	107,6	110,5	8,7	6,9	61,0	86,1	0,6	0,9
Production totale au prix de base	247,1	259,1	271,8	289,5	135,5	207,3	403,4	491,3	67,8	129,8
Autres subventions ¹	3,9	4,4	7,4	12,6	0,3	0,2	7,2	26,9	0,4	2,6
Total des ressources ou emplois	251,0	263,5	279,2	302,1	135,7	207,6	410,6	518,1	68,2	132,4
Consommations intermédiaires	102,6	133,6	78,4	105,8	17,2	27,9	174,0	220,2	2,4	6,6
Impôts fonciers	6,5	7,7	1,8	2,6	1,2	1,4	1,7	2,0	0,0	0,0
Impôts sur la production	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	0,0
Consommation de capital fixe	3,7	3,9	3,2	3,4	1,4	1,5	5,4	5,7	0,0	0,0
Revenu des facteurs	138,3	118,3	196,0	190,3	116,0	176,8	228,7	290,2	65,9	125,9

1. Subventions d'exploitation.
Source : Agreste - Comptes régionaux de l'agriculture - Base 2020

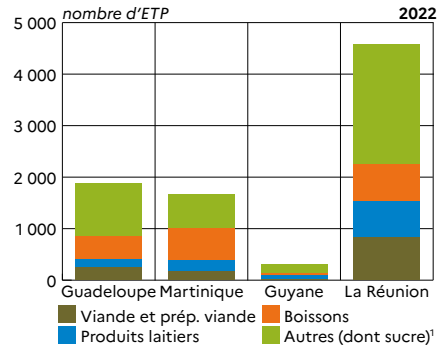
Entreprises industries agroalimentaires

En 2022, les entreprises des industries agroalimentaires (IAA) dans les départements d'Outre-mer (DOM, hors Mayotte), hors artisanat commercial, réalisent un chiffre d'affaires de 2,5 milliards d'euros, dont 6 % à l'exportation - une part qui atteint 18 % pour les autres produits alimentaires incluant le sucre. Leur valeur ajoutée s'élève à 490 millions d'euros, dont 217 millions pour les boissons. L'excédent brut d'exploitation atteint 167 millions d'euros et le résultat net comptable s'établit à 106 millions.

La répartition géographique de l'emploi montre une forte concentration à La Réunion : 54 % des ETP des IAA des DOM en 2022. La Guadeloupe en représente 22 % et la Martinique 20 %. Le secteur des boissons pèse pour plus d'un tiers des ETP en Martinique, et un quart en Guadeloupe, alors qu'à La Réunion, c'est la transformation de viande qui constitue le principal employeur des IAA. À La Réunion et en Guadeloupe, la fabrication de sucre contribue fortement au poids des autres produits alimentaires.

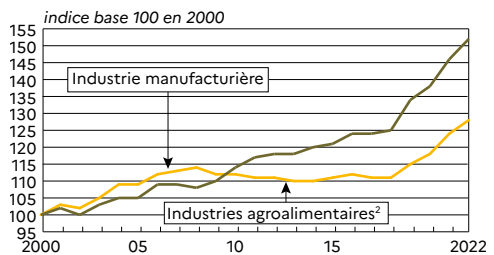
Entre 2021 et 2022, l'emploi salarié dans les IAA y compris artisanat commercial et le tabac est en hausse de 4,6 % dans les DOM, prolongeant la tendance observée depuis 2018. Cette évolution s'inscrit dans une augmentation quasi continue de l'emploi (hors intérim) amorcée depuis 2009, à l'image de l'évolution générale de l'industrie manufacturière.

Effectifs salariés en ETP



1. Autres : huiles et graisses, poissons, fruits et légumes, boulangerie-pâtisserie et pâtes, grains, aliments pour animaux, autres produits alimentaires (sucres, plats préparés...).
Champ : entreprises (unités légales) monorégionales et quasi-monorégionales des industries agroalimentaires hors artisanat commercial et hors tabac.
Sources : Insee - Flores 2022, Sirius 2022, Esane 2022, traitements SSP

Emploi salarié hors intérim¹ dans les IAA



1. Les titulaires de contrats d'intérim sont recensés dans l'activité de travail temporaire.
2. Y compris l'artisanat commercial et l'industrie du tabac. La source ne permet pas de les distinguer au sein des industries alimentaires.
Champ : DOM (hors Mayotte) au lieu de travail, données brutes.
Source : Insee - Estimations d'emploi localisées

Chiffres clés des industries agroalimentaires hors artisanat commercial et hors tabac en 2022

Secteur d'activité (Naf rév. 2)	Effectifs salariés		Chiffre d'affaires HT		Valeur ajoutée ²	Excédent brut d'exploit- ation	Résultat net compta- ble
	en ETP ¹	au 31 décembre	total	à l'expor- tation			
	nombre		million d'euros				
Industries agroalimentaires	8 426	9 206	2 530	163	490	167	106
Transf. et conserv. viande et prép. viande	1 266	1 411	478	s	17	8	5
Transf. et conserv. poisson, crust., etc.	269	302	76	s	11	4	2
Transf. et conserv. de fruits et légumes	648	804	133	3	25	5	- 1
Fab. huile et graisse végétale et animale	s	44	s	s	s	s	s
Fab. de produits laitiers	1 151	1 237	293	1	56	9	6
Travail des grains ; fab. prod. amylacés	s	196	s	2	s	s	s
Fab. prod. boulangerie-pâtis. et pâtes	701	787	144	s	38	12	7
Fab. autres produits alimentaires (dont sucre)	2 003	2 205	345	61	97	37	29
Fab. d'aliments pour animaux	333	355	239	s	15	- 2	- 2
Fab. de boissons	1 835	1 865	698	77	217	90	60

1. En équivalent temps plein.

2. Y compris autres produits et autres charges.

s : donnée soumise au secret statistique.

Champ : entreprises (unités légales) monorégionales et quasi-monorégionales des industries agroalimentaires hors artisanat commercial et hors tabac.

Sources : Insee - Flores 2022, Sirius 2022, Esane 2022, traitements SSP

Commerce extérieur

Le marché local des départements d'Outre-mer (DOM) est fortement alimenté par les importations dont une grande partie provient de l'Union européenne (UE), et majoritairement de la France métropolitaine.

Les niveaux de couverture des besoins d'approvisionnement par la production locale sont très variables selon les DOM et selon les produits. Ainsi, pour le sucre, le rhum ou la banane, les DOM (en particulier les Antilles et La Réunion) sont largement excédentaires dans la mesure où ces produits sont surtout exportés. À l'inverse, les DOM sont fortement dépendants des importations pour les viandes et le lait et, de plus en plus pour les légumes également, avec des taux d'approvisionnement qui baissent depuis 2010.

Plus généralement, les échanges agro-alimentaires des DOM sont structurellement déficitaires avec une tendance, depuis le début des années 2000, à une dégradation de la balance commerciale agroalimentaire. En 2024, le déficit (- 3,0 milliards d'euros) se creuse pour la huitième année consécutive.

En 2024, les importations agroalimentaires en provenance de l'UE (2,9 milliards d'euros, dont 2,4 milliards en provenance de la métropole) représentent 85 % des achats des DOM (contre 82 % en 2000). Les exportations des DOM s'élèvent à 0,4 milliard d'euros, 78 % à destination de l'UE et 66 % à destination de la métropole (contre respectivement 81 % et 74 % en 2000).

Taux d'approvisionnement¹

	2010	2015	2023	2024 ^P
	%			
La Réunion				
Légumes	80	75	78	73
Fruits (y. c. bananes)	76	78	72	66
Sucre	845	4 652	768	1 382
Rhum	322	302	347	284
Viandes	37	34	37	38
Lait	81	77	62	63
Guyane				
Légumes	90	87	80	81
Fruits (y. c. bananes)	93	91	85	84
Sucre	0	0	0	0
Rhum	43	55	53	49
Viandes	9	7	5	4
Lait	0	0	0	0
Antilles				
Légumes	62	57	52	50
Fruits (y. c. bananes)	148	144	123	123
Sucre	276	234	182	121
Rhum	198	463	349	494
Viandes	16	13	11	10
Lait	4	3	1	1

1. Taux d'approvisionnement = Production/Consommation apparente avec Consommation apparente = Production + Importations - Exportations.
Sources : Agreste - Statistique agricole annuelle et Comptes régionaux de l'agriculture, Douanes, FranceAgriMer

Exportations

	Antilles	Guyane	La Réunion	Total DOM [*]
	million d'euros			
Fruits	120,6	0,8	30,7	152,7
Boissons, vins et alcools	110,1	0,1	10,0	120,2
Sucres et sucreries	9,6	0,1	66,7	76,4
Poissons et crustacés	0,4	7,8	13,4	21,6
Tabacs	3,9	1,4	10,6	18,9
Préparations alimentaires diverses	9,0	0,4	0,3	9,8
Préparations à base de céréales	5,9	0,0	0,9	6,8
Aliments préparés pour animaux	1,8	0,0	3,2	5,1
Préparations à base de légumes ou de fruits	2,7	0,1	1,7	4,5
Autres	10,6	0,8	3,5	15,2
Total	274,7	11,5	141,2	431,2

Importations

	Antilles	Guyane	La Réunion	Total DOM [*]
	million d'euros			
Viandes et abats	173,2	71,1	162,4	467,1
Boissons, vins et alcools	186,9	77,5	159,0	465,5
Lait et produits laitiers	138,5	31,7	164,3	356,2
Préparations à base de céréales	123,6	41,0	136,8	324,5
Préparations de viandes et de poissons	111,3	30,6	110,9	263,6
Préparations à base de légumes ou de fruits	85,3	21,8	97,5	218,9
Préparations alimentaires diverses	82,6	22,2	96,3	218,8
Poissons et crustacés	81,3	9,6	78,6	173,6
Céréales	45,5	6,4	95,9	171,4
Autres	299,5	72,0	312,8	723,7
Total	1 327,8	383,9	1 414,4	3 383,4

* Y compris Mayotte.
Source : Douanes - 24 premiers chapitres de la NC

Fournisseurs et clients des DOM

	2000	2010	2023	2024 ^P
	million d'euros			
Importations	1 291,9	1 782,7	3 272,8	3 383,4
dont de l'UE à 27 (y. c. France métro.)	1 064,8	1 439,4	2 784,7	2 870,5
de la France métro.	913,1	1 236,5	2 278,7	2 351,0
Exportations	480,6	420,6	427,4	431,2
dont vers l'UE à 27 (y. c. France métro.)	387,9	286,7	334,0	335,6
vers la France métro.	355,0	234,7	289,3	284,7
	%			
Taux de couverture ¹	37	24	13	13

1. Le taux de couverture du commerce extérieur est le rapport entre la valeur des exportations et celle des importations entre deux pays (ou deux zones).
Source : Douanes - 24 premiers chapitres de la NC

ANNEXES

Organismes cités	p. 190
Unités	p. 192
Glossaire	p. 193
Index thématique	p. 213

AAMP : Agence des aires marines protégées.

AAPPMA : Association agréée de pêche et de protection des milieux aquatiques.

ABF : Association des brasseurs de France.

Adepale : Association des entreprises de produits alimentaires élaborés.

Adepale-fiac : Fédération des industries des aliments conservés.

Agence Bio : Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique.

Agreste : Ensemble des données collectées et publiées par les services de statistique publique agricole du ministère en charge de l'agriculture, à l'échelon national (SSP) et à l'échelon régional (SRISE).

Alliance 7 : Alliance des syndicats des industries de la biscotterie, de la biscuiterie, des céréales prêtes à consommer ou à préparer, de la chocolaterie, de la confiserie, des aliments de l'enfance et de la diététique, des préparations pour entremets.

AMF : Association des malteurs de France.

ANMF : Association nationale de la meunerie française.

APEF : Association des producteurs d'endives de France.

ASP : Agence de services et de paiement. L'ASP est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de l'agriculture.

BIP : Bureau interprofessionnel du pruneau.

BNIA : Bureau national interprofessionnel de l'armagnac.

BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac.

CDOA : Commission départementale d'orientation agricole.

CEEB : Centre d'études de l'économie du bois.

CELRL : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

CIC : Conseil international des céréales.

CIHEAM : Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes.

Citepa : Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique.

CIVC : Comité interprofessionnel du vin de Champagne.

Cnam : Caisse nationale de l'assurance maladie.

Cnaol : Conseil national des appellations d'origine laitière.

CNC : Comité national de la conchyliculture.

CNPO : Comité national pour la promotion de l'œuf.

Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures.

Comifer : Comité français d'études et de développement de la fertilisation raisonnée.

Corpen : Comité d'orientation pour la réduction de la pollution des eaux par les nitrates et les phosphates provenant des activités agricoles.

Dares : Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques. Cette direction est rattachée au ministère du Travail et des Solidarités.

DGAFP : Direction générale de l'administration et de la fonction publique.

DGAL : Direction générale de l'alimentation du MAASA.

DGAMPA : Direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture.

DGER : Direction générale de l'enseignement et de la recherche du MAASA.
(www.chlorofil.fr puis rubrique Statistiques).

DGFIP : Direction générale des Finances publiques du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique.

DGGDI : Direction générale des douanes et droits indirects.

DGPE : Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises du MAASA. Le bureau financement des entreprises (BFE) lui est rattaché.

Douanes : Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI) rattachée au Ministre auprès du Premier ministre, chargé du Budget et des Comptes publics.

DPFM : Délégation à la protection de la forêt méditerranéenne.

Draaf : Direction régionale de l'Alimentation, l'Agriculture et la Forêt.

Drees : Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques. Cette direction est rattachée ministère de la Santé , des Familles, de l'Autonomie et des Personnes handicapées, et au ministère du Travail et des Solidarités.

ENF : Espaces naturels de France.

ENGREF : École nationale du génie rural, des eaux et des forêts.

Eurostat : Office statistique des Communautés européennes. Eurostat offre une gamme complète de publications papier et électronique, des bases de données et une cartographie interactive qui couvrent tous les domaines des statistiques européennes, en particulier ceux de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

(<https://ec.europa.eu/eurostat> puis rubriques données ou publications).

Facco : Chambre syndicale des fabricants d'aliments pour chiens, chats, oiseaux et autres animaux familiers.

FAO : *Food and agriculture organization* (Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation). La FAO diffuse des informations au niveau mondial, en particulier dans les domaines agricole et forestier.

(www.fao.org puis rubriques Statistiques ou Publications).

FEDHUIL : Fédération nationale des huileries métropolitaines et industries dérivées.

Fict : Fédération française des industriels charcutiers, traiteurs, transformateurs de viande.

FNB : Fédération nationale des boissons.

FNCUMA : Fédération nationale des coopératives d'utilisation de matériel agricole.

FNSAFER : Fédération nationale des SAFER.

FranceAgriMer : Établissement public national des produits de l'agriculture et de la mer qui exerce ses missions pour le compte de l'État en lien avec le MAASA.

Gipt : Groupement interprofessionnel de la pomme de terre industrielle et des industries de transformation.

Gis Sol : Groupement d'intérêt spécifique Sol.

IAMM : Institut agronomique méditerranéen de Montpellier.

Idèle : Institut de l'élevage.

IGN : Institut national de l'information géographique et forestière.

Inao : Institut national de l'origine et de la qualité.

INRAE : Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement.

Insee : Institut national de la statistique et des études économiques.

(www.insee.fr et www.bnsp.insee.fr, Bibliothèque Numérique de la Statistique publique à laquelle contribue le SSP pour les publications Agreste).

Irstea : Institut de recherche pour l'ingénierie en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture.

Itavi : Institut technique des filières avicole, cynicole et piscicole.

LCA nutrition animale : La Coopération agricole nutrition animale.

MAASA : ministère de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Souveraineté alimentaire.

MEN : ministère de l'Éducation nationale.

MESRE : ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche, et de l'Espace.

(www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/reperes/).

MNHN : Muséum national d'histoire naturelle.

MSA : Mutualité sociale agricole.

MTEBNICN : ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité et des Négociations internationales sur le Climat et la Nature.

Ocapiat : fusion du Fafsea (Fond national d'assurance formation des salariés des exploitations et entreprises agricoles) avec Opcalim, son homologue pour l'agroalimentaire, et la section pêche, cultures marines et coopération d'Agfos-PME.

Odeadom : Office de développement de l'économie agricole d'outre-mer.

ODG : Organismes de défense et de gestion des produits.

OFB : Office français de la biodiversité.

OFDT : Observatoire français des drogues et des tendances addictives.

OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin.

ONF : Office national des forêts.

PEFC - France : Programme de reconnaissance des certifications forestières.

RNF : Réserves naturelles de France (association).

Safer : Société d'aménagement foncier et d'établissement rural.

SDES : Service des données et études statistiques du MTEBNICN.

SFS : Syndicat français des sirops.

SGFHT : Syndicat général des fabricants d'huiles et de tourteaux de France.

SHOM : Service hydrographique et océanographique de la marine.

SIES : Service de l'information et des études statistiques. Ce service est rattaché au ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, et de l'Espace.

Sifpaf : Syndicat des industriels fabricants de pâtes alimentaires de France.

SNBR : Syndicat national des boissons rafraîchissantes.

SNIA : Syndicat national des industriels de la nutrition animale.

Sonito : Société nationale interprofessionnelle de la tomate.

SPSSI : Service des politiques supports et des systèmes d'information du MTEBNICN.

Srise : Service régional de l'information statistique et économique des Draaf du MAASA.

SSP : Service de la statistique et de la prospective du MAASA.

Sygma : Syndicat général des constructeurs de tracteurs et machines agricoles.

Sylaporc : Syndicat des labels porc et charcuteries.

Synafap : Syndicat national des fabricants de plats préparés.

Synalaf : Syndicat national des labels avicoles de France.

Syncopac : Fédération des coopératives de production et d'alimentation animales.

Terres Inovia : Institut technique de la filière des huiles et protéines végétales et de la filière chanvre.

UIPP : Union des industries de la protection des plantes.

UNCTADSTAT : Entrepôt statistique de la CNUCED (conférence des nations unies sur le commerce et le développement).

Unifa : Union des industries de la fertilisation.

Unijus : Union nationale interprofessionnelle des jus de fruits.

Unip : Union nationale interprofessionnelle des plantes riches en protéines.

USDA : *United States Department of Agriculture* (ministère de l'Agriculture des États-Unis d'Amérique).

Usipa : Union des syndicats des industries des produits amylacés et de leurs dérivés.

Vivea : Fonds pour la formation des entrepreneurs du vivant.

UNITÉS

ch	cheval
ETP	équivalent-temps-plein
ha	hectare
hl	hectolitre
kg	kilogramme
kW	kilowatt
l	litre
M	million
Md	milliard
Mhlap	million d'hectolitres d'alcool pur
m²	mètre carré

m³	mètre cube
mm	millimètre
%	pourcentage
q	quintal
t	tonne
tec	tonne-équivalent-carcasse
teoc	tonne-équivalent-œuf-coquille
tep	tonne-équivalent-pétrole
UGB	unité-gros-bétail
UTA	unité de travail annuel

Se référer également aux « clés de lecture », aux « organismes cités » et aux « unités »

ACEUM : l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) remplace officiellement l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) depuis son entrée en vigueur, le 1^{er} juillet 2020. L'ACEUM, qui constitue l'un des plus importants blocs économiques du monde, permet au Québec de consolider son accès au marché nord-américain, qui représente près de 75 % de ses exportations mondiales.

activités de diversification des exploitations agricoles :

- **circuits courts** : circuits de vente directe au consommateur final ou avec un seul intermédiaire entre l'exploitation agricole et le consommateur final. La distance géographique n'entre pas en considération.
- **travail à façon** : ensemble des travaux réalisés avec les moyens de l'exploitation pour le compte d'autres entités (exploitations agricoles, particuliers, collectivités territoriales...). Il peut être agricole ou non. Le travail à façon agricole concerne les travaux liés à la production agricole : le labour, la moisson, la fenaïson, les vendanges, l'entretien/réparation de clôtures, de fossés et de systèmes de drainage, la récolte de la canne à sucre, etc. Le travail à façon non agricole comprend le déblayage de la neige, les travaux de roulage, la maçonnerie, les travaux pour des collectivités territoriales (entretien de haies communales, entretien de chemins...), pour des particuliers (entretien d'une résidence secondaire par exemple).
- **négoce** : achat pour revente de produits agricoles provenant de l'exploitation ou d'autres exploitations, sans transformation intermédiaire.

agriculture biologique : l'agriculture biologique recourt à des pratiques culturales qui interdisent l'usage de produits chimiques de synthèse et favorisent l'usage des ressources naturelles pour la fertilisation et les traitements. En élevage, l'alimentation doit être issue d'une agriculture biologique et des conditions de bien-être des animaux sont également exigées (limites de chargement notamment). Ainsi, le passage d'une agriculture conventionnelle à biologique nécessite une période de conversion de deux ou trois ans pour les terres et variables pour les animaux selon les espèces. Le respect d'un cahier des charges permet l'obtention du certificat pour commercialiser des produits avec la mention « agriculture biologique ». cf. « signes de qualité et d'origine des produits ».

aides PAC : cf. « PAC ».

année civile/campagne : selon les cas, les statistiques sont établies par année (du 1^{er} janvier au 31 décembre) ou par campagne de production ou de commercialisation. Les campagnes diffèrent selon les produits : elles vont du 1^{er} juillet au 30 juin pour les céréales, du 1^{er} avril au 31 mars pour le lait, etc.

AOC/AOP : appellation d'origine contrôlée/protégée. cf. « signes de qualité et d'origine des produits ».

apprentissage : un apprenti est lié à un employeur par un contrat de travail de type particulier (le contrat d'apprentissage). La durée du contrat d'apprentissage est en principe de deux ans pour l'acquisition d'un diplôme de l'enseignement secondaire, trois ans pour l'acquisition d'un diplôme de l'enseignement supérieur long ou titre d'ingénieur. L'apprenti perçoit un salaire correspondant à un pourcentage du SMIC variant selon son âge et son ancienneté dans le contrat. cf. « enseignement agricole ».

APPB : les arrêtés préfectoraux de protection de biotope (APPB) sont des espaces réglementés présentant un patrimoine naturel d'intérêt et notamment des espèces protégées. Ils ont pour objectif de favoriser la conservation de biotopes (dunes, landes, pelouses, mares, prairies humides...) nécessaires à l'alimentation, la reproduction, le repos ou la survie d'espèces protégées sur le territoire français, qu'il s'agisse de faune ou de flore.

artisanat commercial : champ qui rassemble les activités de charcuterie et de boulangerie-pâtisserie artisanales. Ces activités font partie, au sens de la NAF rév. 2 (cf. ce terme), des « industries alimentaires ».

autofinancement (Rica) : différence entre la valeur de la capacité d'autofinancement et celle des prélèvements privés (cf. ces termes).

BDNI : la base de données nationale d'identification est une base de données administrative dont l'objectif principal est le suivi sanitaire des animaux de rente sur le territoire français. C'est la base de référence pour les informations relatives à l'identification et à la traçabilité des bovins en France. Elle s'élargit progressivement au suivi des mouvements des

animaux des cheptels ovins, caprins et porcins. Au sens de la BDNI, une exploitation correspond à toute construction ou tout lieu dans lequel des animaux d'élevage sont détenus. Le numéro BDNI est donc un numéro d'exploitation attribué à un lieu géographique de détention, indépendamment du détenteur (personne physique ou morale responsable des animaux à titre permanent ou temporaire). Un détenteur BDNI peut avoir plusieurs exploitations au sens de la BDNI. Les définitions BDNI de l'exploitation diffèrent de la définition statistique de l'exploitation agricole, laquelle s'apparente à un lieu géographique (établissement) lié à un détenteur particulier (entreprise).

bilans azote et phosphore : ils estiment les apports par les fertilisants et les déjections animales et les exports par les végétaux, et mesurent le surplus des apports par rapport aux exports. La méthodologie du calcul des bilans est établie par Eurostat. Elle harmonise les calculs des bilans dans les États membres en cohérence avec d'autres rapports internationaux relatifs à l'azote, comme ceux concernant les émissions de gaz à effet de serre (GES).

bilans d'approvisionnement : le bilan, pour un produit donné, exprime l'équilibre entre les ressources et les emplois en quantités physiques (tonnes de blé, hl de vin...). L'origine des ressources disponibles pour chaque produit est identifiée : stocks de début, production utilisable, importations. Les emplois de ces ressources sont les exportations, les utilisations intérieures et les stocks finals. Les emplois en utilisations intérieures sont eux-mêmes, suivant les bilans, ventilés en différents postes dont la consommation humaine. Les concepts ont été, à l'origine, élaborés par les États membres de l'UE au sein d'Eurostat.

bois bûche : morceau de bois débité en quartier ou en rondin.

bois d'œuvre : bois destiné au sciage, au tranchage, au déroulage ou à la fabrication de merrains ou de bois sous rails.

bois d'industrie : comprend le bois de trituration (cf. ce terme) et d'autres bois regroupés dans une rubrique autres bois d'industrie. Ces derniers comprennent les bois destinés à la fabrication de bois de mine, de poteaux de lignes électriques ou téléphoniques, de piquets, pieux, échelas, etc.

bois énergie : ou encore bois de feu ou bois de chauffage est un bois destiné à la combustion ou à la carbonisation.

bois ronds : bois exploités et façonnés avant toute transformation.

bois de trituration : bois destiné à être déchiqueté ou dissous pour la fabrication de pâte à papier ou de panneaux de particules ou de fibres.

bois sous rails : bois utilisés pour la fixation des rails de chemin de fer. Ce groupe comprend les traverses et les appareils de voie.

branche agriculture : regroupement de toutes les unités d'activité économique qui exercent les activités suivantes : cultures de végétaux (y compris maraîchage et horticulture), élevages d'animaux, travaux agricoles à façon, chasse et activités annexes. Outre les exploitations agricoles, les unités caractéristiques de la branche comprennent les groupements de producteurs (coopératives) produisant du vin et de l'huile d'olive et les unités spécialisées qui fournissent des machines, du matériel et du personnel pour l'exécution de travaux agricole à façon. Elle exclut la sylviculture et la pêche.

CAF (coût, assurances, fret) : comptabilisation des importations de marchandises y compris services d'assurance et de transport jusqu'à la frontière de l'importateur.

campagne : cf. « année civile ».

capacité d'autofinancement (Rica) : cet indicateur est obtenu à partir du résultat de l'exercice augmenté des dotations aux amortissements et diminué des produits sur cession d'actifs (net de la valeur comptable des éléments d'actifs cédés) et de la quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat.

carbone : cf. stock de carbone ».

catégorie d'entreprises : cf. « Esane ».

Cdex : classe de dimension économique des exploitations. cf. « PBS ».

charges d'approvisionnement : ce regroupement de charges d'une exploitation agricole intègre les engrais, amendements, semences et plants, produits de défense des végétaux, aliments des animaux, produits vétérinaires, produits de reproduction animale, emballages, combustibles, carburants et lubrifiants, produits d'entretien, fournitures d'atelier, fournitures de bureau, matériaux divers, autres fournitures consommables et matières premières.

chef d'exploitation ou premier coexploitant : personne physique qui assure la gestion courante et quotidienne de l'exploitation, c'est-à-dire la personne qui prend les décisions au jour le jour.

chiffre d'affaires : il représente le montant des affaires (hors taxes) réalisées par une unité statistique avec les tiers dans le cadre de son activité professionnelle courante. Il correspond à la somme des ventes de marchandises, de produits fabriqués, de prestations de services et des produits des activités annexes.

classe de dimension économique des exploitations (Cdex) : cf. « PBS ».

classification des produits : elle correspond à des nomenclatures de produits utilisées dans le système statistique français (CPF : classification des produits française), européen (CPA : classification statistique de produits associés par activité) ou de l'ONU (CPC : classification centrale des produits) mais aussi dans le système statistique douanier de l'UE (NC : nomenclature combinée) ou mondial (SH : système harmonisé). Le lien entre les nomenclatures CPF et NC ou SH n'est pas direct mais des tables de correspondance entre les nomenclatures CPF et NC, gérées par les Douanes, existent et permettent une cohérence statistique. En particulier, au sein de la classification des produits agroalimentaires, une distinction, utile en production, est faite entre les produits bruts et les produits transformés. cf. « CPF rév. 2.1 et classification douanière de produits ».

classification douanière de produits (NC, SH) : deux nomenclatures douanières de produits, en vigueur depuis 1988, sont actives : la NC, européenne, est greffée sur la SH, internationale établie par le Conseil de Coopération douanière. La NC constitue le niveau le plus fin d'analyse (codes produits à 8 chiffres) et est révisée chaque année. Les 24 premiers chapitres de la SH, de structure pyramidale, sont consacrés aux échanges agroalimentaires. cf. « classification des produits ».

classification type pour le commerce international (CTCI) : la CTCI est une nomenclature de classification de produits proposée par la commission statistique de l'ONU et qui est utilisée pour les statistiques du commerce extérieur. Elle permet des comparaisons internationales des produits de base et des produits manufacturés. Les principales catégories sont les suivantes : les produits alimentaires, boissons et tabac

(sections 0 et 1, y compris les animaux vivants), les matières premières (sections 2 et 4), les produits énergétiques (section 3), les produits chimiques (section 5), les machines et matériel de transport (section 7), les autres articles manufacturés (section 6 et 8).

classification des produits française (CPF rév. 2.1) : la CPF est la nomenclature statistique de produits et de services en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2008, révisée en 2015 et gérée par l'Insee. Elle est identique à la nomenclature européenne de produits CPA et est dérivée de la nomenclature CPC de l'ONU. cf. « classification des produits ».

commerce de gros de produits agroalimentaires : le commerce de gros consiste à acheter, entreposer et vendre des marchandises généralement à des détaillants, des utilisateurs professionnels (industriels ou commerciaux) ou des collectivités, voire à d'autres grossistes ou intermédiaires, et ce quelles que soient les quantités vendues. Dans le cas de l'agroalimentaire, le commerce de gros rassemble l'ensemble des entreprises dont l'activité principale au sens de la NAF rév. 2 (cf. ce terme) est celle du « commerce de gros de produits agricoles bruts et d'animaux vivants » et du « commerce de gros de produits alimentaires, de boissons et de tabac (à l'exclusion du commerce de gros du tabac manufacturé) » cf. « entreprise agroalimentaire ».

comptes de l'agriculture : les comptes de l'agriculture constituent une opération de comptabilité nationale (ou macroéconomique) qui a pour but de chiffrer les éléments concernant la valeur de la production, des charges et des subventions des unités appartenant à la branche agriculture (cf. ce terme). Ils sont établis au niveau national (France métropolitaine et DOM) et au niveau régional, par l'Insee et le Service de la statistique et de la prospective du ministère en charge de l'agriculture.

En 2024, les comptes nationaux comme les comptes régionaux de l'agriculture sont passés en base 2020. Cette nouvelle base intègre notamment les résultats du recensement agricole. Par ailleurs, l'activité des jardins familiaux des exploitants et des non exploitants agricoles fait partie du champ des comptes depuis la nouvelle base.

conditions de travail : les enquêtes Conditions de travail (CT) sont conduites depuis 1978 par la Dares, service statistique du ministère du Travail. Elles ont été renouvelées en 1984, 1991,

1998, 2005, 2013, 2016 et 2019. L'enquête CT est menée en panel tous les trois ans depuis 2013, avec une alternance entre une dominante « conditions de travail » (2013 et 2019) et une dominante « risques psychosociaux » (CT-RPS dont la première édition s'est déroulée en 2015-2016). Les principaux thèmes abordés sont : les horaires et l'organisation du temps de travail, l'organisation et les rythmes de travail, les pénibilités, les risques et leur prévention, les contraintes psychosociales, les relations avec le public, la violence au travail. Pour chacun des thèmes, plusieurs critères sont définis. Depuis 2019, pour la première fois, la pratique du télétravail est quantifiée précisément (profil des télétravailleurs, fréquence et lieux de télétravail, etc.). L'enquête 2019 a été conduite auprès d'un échantillon d'environ 34 500 personnes représentatives de l'ensemble des actifs occupés, salariés et non salariés. Pour plus de précisions, se reporter au site de la Dares : <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/enquete-source/conditions-de-travail-edition-2019>

consommation indigène brute (CIB) : la consommation indigène brute de viande dans le pays est obtenue par calcul à partir des abattages, augmentés des importations et diminués des exportations totales de viandes (y compris produits à base de viandes, charcuteries, graisses). Pour certaines espèces (bovins essentiellement), des variations des stocks d'intervention sont prises en compte également. La CIB s'exprime en tonnes-équivalent-carcasse uniquement. C'est une consommation apparente mesurée par bilan.

consommations intermédiaires (CI) : valeur des biens et des services consommés au cours de la période dans le processus courant de production.

coopératives agroalimentaires : ensemble des entreprises agroalimentaires dont la catégorie juridique définie par l'Insee est de nature coopérative. On distingue trois grandes catégories juridiques : les sociétés coopératives agricoles, les sociétés d'intérêt collectif agricole et les unions de coopératives agricoles.

cotation du sucre sur le marché à terme de Londres : désigne le cours mondial en dollars du sucre blanc échangé sur le Marché de Londres, suivant le contrat de référence n° 5. Ce contrat fait l'objet de cotations différentes suivant les dates de liquidation – ou termes – des positions (acheteurs ou vendeurs), et s'échelonne sur cinq termes. La moyenne mensuelle de l'échéance la plus proche du

contrat, ou premier terme, est suivie. La conversion euro contre dollar utilisée est le taux de référence de la Banque Centrale Européenne.

cultures intermédiaires pièges à nitrates (CIPAN) : cultures implantées au cours de la période de l'interculture (de la récolte du précédent au semis de la culture suivante) sans perspective de récolte. La couverture du sol entre deux cultures principales est spécifiquement recherchée pour le protéger de l'érosion, améliorer sa structure et capter des nitrates pour éviter leur lessivage.

cultures intermédiaires dérobées : cultures implantées au cours de la période de l'interculture (de la récolte du précédent au semis de la culture suivante) en vue d'en retirer une récolte. Par ailleurs, la couverture du sol entre deux cultures principales est également recherchée pour le protéger de l'érosion, améliorer sa structure et capter des nitrates pour éviter leur lessivage.

Cuma : coopérative d'utilisation du matériel agricole.

DCE : directive-cadre sur l'eau du 23 octobre 2000 adoptée par le Conseil et le Parlement européen. Ses objectifs sont la préservation et la restauration des eaux avec une gestion par bassin hydrographique afin d'atteindre un bon état général des eaux souterraines et superficielles.

dettes financières : elles comprennent principalement les emprunts auprès des établissements de crédit, les concours bancaires courants ainsi que les découverts bancaires.

dettes non financières : elles comprennent d'une part les avances et acomptes reçus des clients, et d'autre part les dettes envers les fournisseurs ainsi que les dettes sociales et fiscales.

dimension économique des exploitations agricoles : cf. « PBS ».

DIRD : la dépense intérieure de recherche et développement correspond à la somme des moyens financiers (nationaux et étrangers) mobilisés pour l'exécution des travaux de R&D sur le territoire national (métropole et départements d'Outre-mer) par le secteur des administrations françaises et par le secteur des entreprises.

DIRDA : DIRD des administrations. Les administrations comprennent trois secteurs au sens du manuel de Frascati : le secteur de l'État, le secteur de l'enseignement supérieur

et le secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM, appelé aussi « secteur du privé sans but lucratif »).

DJA : cf. « PAC ».

dose homologuée : pour un produit phytosanitaire, la dose homologuée est la dose maximale autorisée par traitement pour un bio-agresseur sur une culture donnée. Cette dose homologuée constitue la dose de référence utilisée pour calculer l'indice de fréquence de traitement (IFT) de chaque traitement.

dotations aux amortissements : elles représentent une évaluation comptable de la dépréciation des actifs immobilisés.

DPB : cf. « PAC ».

EARL : exploitation agricole à responsabilité limitée. Forme de société civile spécifique à l'agriculture, régie par le code rural. La société unipersonnelle ou entre époux est admise, la participation de tous les associés aux travaux n'est pas obligatoire. En revanche, les associés ne bénéficient pas de la transparence juridique. La responsabilité financière des associés est limitée.

EBE : cf. « excédent brut d'exploitation ».

EDI : échange de données informatisées. Échange de messages portant sur des commandes, factures, opérations de paiement, description de marchandises... via Internet ou d'autres réseaux informatiques, dans un format reconnu qui permet son traitement automatique.

engrais minéraux : ce sont des substances soit produites par l'industrie spécialisée, soit issues de gisements naturels. Les trois types d'élément nutritif apportés aux plantes sont l'azote (N), le phosphore (P) et le potassium (K). On distingue les engrais simples, contenant un seul type d'élément nutritif, des engrais composés qui en apportent plusieurs. Les principaux engrais simples azotés sont les solutions azotées, l'urée et les ammonitrates. Il existe d'autres types d'engrais (organiques et organo-minéraux) qui ne sont pas évoqués dans cette publication.

enherbement :

- **désherbage en viticulture (chimique, mécanique ou thermique)** : lors d'un même passage, un désherbage chimique peut être associé à un désherbage mécanique, ou un désherbage sur l'inter-rang à un désherbage sous le rang : chacun est comptabilisé indépendamment l'un de l'autre. Un passage

mélangeant plusieurs herbicides compte comme un seul désherbage chimique. La réglementation interdit le désherbage chimique sur les parcelles bio.

- **enherbement entre les rangs de vigne** : les 9 modalités d'enherbement proposées dans le questionnaire ont été regroupées en 3 catégories. L'enherbement permanent regroupe les modalités « permanent semé » et « permanent spontané ». L'enherbement dit « temporaire » regroupe cinq modalités : trois modalités d'enherbement simple, « temporaire spontané », « temporaire semé de type engrais vert », ou « autre temporaire semé », et deux modalités d'enherbement combiné (deux types différents sur la même parcelle), « temporaire semé et temporaire semé de type engrais vert » ou « temporaire spontané et temporaire semé de type engrais vert ». Les autres enherbements comprennent les combinaisons d'enherbements « permanent et temporaire semé type engrais vert » ou « permanent et autre temporaire semé ».

enquête annuelle Aquaculture : l'objectif de l'enquête est de dénombrer les entreprises d'aquaculture en eau douce et eau salée, d'estimer les productions annuelles vendues en quantités et en valeur et d'évaluer l'emploi concerné en nombre et en équivalent-temps-plein. L'enquête annuelle porte sur les entreprises en conchyliculture, en pisciculture marine, en pisciculture en eau douce (bassins ou étangs) pratiquant les éclosions et/ou l'élevage d'animaux aquatiques pour la vente vers différentes destinations : entre professionnels, repeuplement, parcours de pêche de loisir, pour la consommation. La production d'œufs non embryonnés pour la consommation humaine (notamment caviar d'esturgeon) et la production d'algues (macro et micro) sont incluses.

Outre l'enquête Aquaculture, un recensement de la pisciculture, de l'algoculture et de la culture de cyanobactéries a eu lieu en 2019. Il s'agit de la déclinaison d'une même opération annuelle sur deux champs distincts, le recensement se substituant à l'enquête annuelle sur le champ concerné en 2019. Le recensement 2019 couvre la pisciculture professionnelle en étang et de l'algoculture.

enquête annuelle de branche : la branche est l'ensemble des « fractions d'entreprise » correspondant à une même activité définie par la nomenclature d'activités française (NAF - cf. ce terme). Une même entreprise relève d'autant de branches qu'elle exerce d'activités. Les informations par branche sont les plus intéressantes pour mesurer les productions en volume. cf. « branche agriculture », « enquête Prodcom ».

enquête annuelle de production commercialisée (EAPC) : la première enquête annuelle de production commercialisée dans les industries agroalimentaires (EAPC IAA) a été réalisée en 2021 et concernait les données relatives à l'année 2020. Cette enquête se substitue au dispositif Prodcom qui regroupait une cinquantaine d'enquêtes annuelles de branche auparavant effectuées sous la responsabilité du SSP, soit directement par ce service, soit par des organismes professionnels agréés. La mise en place de cette enquête unique, en gestion directe par le SSP et recentrée sur les produits et variables répondant au règlement européen Prodcom (production communautaire), cherche à alléger la charge de réponse des entreprises.

enquête annuelle laitière (EAL) : elle permet de répondre à la réglementation statistique européenne dans le domaine du lait et des produits laitiers (ancienne « Directive laitière », désormais intégrée dans le Règlement (UE) 2019/2152 du 27 novembre 2019, dit « règlement EBS »). Cette enquête porte sur la collecte de lait, les fabrications de produits laitiers et les productions vendues (volume et valeur) des produits appartenant à la classe 10.51 (laits, crèmes, beurre, fromages, poudres...) de la nomenclature d'activités NAF rév. 2 (cf. ce terme) ainsi que d'autres produits comme les laits et poudres infantiles, les laits aromatisés, les desserts lactés thermisés, les spécialités à tartiner, les produits destinés à l'industrie (caséines, lactoprotéines...) et les plats fromagers.

enquête Cheptels ovins, caprins et porcins : les enquêtes « Cheptels » s'inscrivent depuis 1993 dans le cadre de règlements européens. Pour chaque espèce (ovine, caprine et porcine), il s'agit de déterminer les effectifs présents à une date donnée, par catégorie, par type d'élevage (lait ou viande), par destination des animaux (renouvellement ou boucherie). L'enquête concerne les exploitations agricoles, de France métropolitaine et des DOM. La collecte a lieu une fois par an pour les ovins et caprins (novembre) et deux fois par an pour les porcins (mai et novembre).

enquête Pratiques culturelles : les enquêtes Pratiques culturelles décrivent les interventions des exploitants agricoles sur leurs parcelles entre une récolte et la suivante : travail du sol, semences utilisées, engrais épandus et traitements phytosanitaires. Des enquêtes ont eu lieu en 1994, 2001, 2006, 2011, 2015 et 2017 pour les grandes cultures, en 2006, 2010, 2013, 2016

et 2020 pour la viticulture, 2012 et 2015 pour les vergers de fruits, 2013 et 2018 pour les légumes.

enquête Pratiques d'élevage : les enquêtes Pratiques d'élevage en 2015 ont permis d'enrichir les connaissances sur le secteur de l'élevage bovin (lait et viande), ovin (lait et viande), caprin, porcine et avicole (volaille de chair et volaille de ponte). L'enquête effectuée en 2008 portait principalement sur les bâtiments d'élevage. En 2015, l'enquête aborde de nouveaux domaines : la gestion des effluents, l'alimentation des animaux, les pratiques sanitaires, les soins aux animaux et la main-d'œuvre.

enquête Prodcom : l'enquête annuelle Prodcom mise en place dans le cadre du règlement européen PRODCOM (PRODUCTION COMMUNAUTAIRE) – règlement n° 3924 du 19 décembre 1991 – permet de disposer de données annuelles sur les quantités et les valeurs de la production commercialisée des industries agricoles et alimentaires pour l'ensemble des pays de l'Union européenne. Les produits retenus sont définis depuis 2008 par la NAF rév. 2 (cf. ce terme) et les entreprises produisant ces produits sont interrogées (exhaustif pour les 20 salariés ou plus) jusqu'à atteindre une couverture de 90 % sur l'ensemble de chaque classe à 4 chiffres de la nomenclature NACE (cf. « NAF »), commune à tous les pays européens.

enquête Structure des exploitations agricoles (ESEA) : cette enquête permet de suivre l'évolution structurelle des exploitations entre deux recensements agricoles (RA). Celle de 2023, la première depuis le RA 2020, a porté sur un échantillon de 56 900 exploitations agricoles en France métropolitaine et 8 400 dans les départements d'Outre-mer (DOM). S'appuyant sur les règlements européens 2018/1091 et 2022/2286, elle a bénéficié du soutien financier de l'Union européenne.

enquête sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) : l'enquête annuelle réalisée auprès des ménages permet de collecter des informations sur l'équipement et les usages des ménages dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (informatique, internet, téléphonie). L'enquête TIC aborde également la fréquence d'utilisation du e-commerce et le recours à l'administration en ligne. Elle est réalisée annuellement par téléphone auprès d'un échantillon d'environ 7 000 ménages de France métropolitaine et des départements d'Outre-mer (DOM).

enquête sur l'utilisation du territoire :
cf. « Teruti ».

enseignement agricole : à la suite de la réforme de la nomenclature, passage des niveaux V, IV, III, II et I à une échelle inversée de 3, 4, 5, 6 et 7. Ainsi, les diplômes de l'enseignement agricole sont classés en cinq niveaux de qualification. Le niveau 3 (avant V) correspond à la préparation d'un CAP agricole (Certificat d'aptitude professionnelle agricole) ou d'un BPA (Brevet professionnel agricole) ; le niveau 4 (ex IV) à la préparation d'un Baccalauréat ou d'un BP (Brevet professionnel) ; le niveau 5 (ex III) à la préparation d'un BTSa (Brevet de technicien supérieur agricole) ; les niveaux 6 et 7 (ex I et II) correspondent aux diplômes de l'enseignement supérieur agricole long (titres d'ingénieur, de paysagiste, de vétérinaire, licence professionnelle, master, doctorat...).

La notion de rythme approprié utilisée dans cette publication est une approche éducative qui associe la formation générale et la formation professionnelle, en étroite relation avec les réalités du terrain. De la 4^e de l'enseignement agricole au BTSa, une partie importante du temps de formation est passé en entreprise. La pédagogie est adaptée à cette situation. Les élèves conservent un statut scolaire. Pour plus d'informations, consulter le site www.chlorofil.fr.

entreprise agroalimentaire : ensemble des entreprises dont l'activité principale au sens de la NAF rév. 2 concerne les « industries alimentaires », la « fabrication de boissons », le « commerce de gros de produits agricoles bruts et d'animaux vivants », le « commerce de gros de produits alimentaires, de boissons et de tabac (à l'exclusion du commerce de gros de tabac manufacturé) ». Ce champ n'exclut pas les activités d'artisanat commercial. L'entreprise est prise au sens économique et non seulement dans son acception « unité légale ».

cf. « NAF rév. 2 », « artisanat commercial », « entreprise au sens économique », « unité légale ».

entreprise au sens « économique » : dite également entreprise au sens de la Loi de modernisation de l'économie (LME) de 2008 « la plus petite combinaison d'unités légales qui constitue une unité organisationnelle de production de biens et de services jouissant d'une certaine autonomie de décision, notamment pour l'affectation de ses ressources courantes ».

entreprises de travaux agricoles (ETA) : ces entreprises effectuent des prestations de services chez les agriculteurs (NAF 0161Z : labours, traitement, taille des arbres fruitiers

ou des vignes, moissonnage et NAF 0162Z : insémination artificielle, maréchal-ferrant, tonte de moutons, gardiennage et conduite des troupeaux, nettoyage et désinfection de bâtiments d'élevage). Elles entrent dans le champ de la branche agricole au sens des comptes nationaux mais ne sont pas des exploitations agricoles. Elles ne sont donc pas couvertes par le Rica, ni par les enquêtes sur la structure des exploitations agricoles. Elles relèvent du régime fiscal des bénéfices industriels et commerciaux.

Esane : Élaboration des statistiques annuelles d'entreprises. C'est un dispositif multisources élaboré par l'Insee sur les unités productives qui utilise des sources administratives comme les BIC (bénéfices industriels et commerciaux), les BNC (bénéfices non commerciaux), les BA (bénéfices agricoles) et la DSN (Déclaration sociale nominative qui remplace, depuis 2016, les DADS (Déclarations annuelles de données sociales)) et des enquêtes comme Esa (enquête sectorielle annuelle). Les unités sont constituées des unités légales indépendantes (sociétés, entreprises individuelles, parties d'administrations publiques et certaines associations) mais aussi des unités « profilées » regroupant des unités légales si elles constituent, ensemble, une entreprise au sens « économique ».

En 2015, 4 très grandes entreprises des IAA étaient profilées manuellement. Le profilage est ensuite étendu aux groupes de taille moyenne avec un algorithme automatique. En 2017, 1 744 entreprises profilées regroupent 7 593 unités légales sur le champ des IAA et 1 917 entreprises profilées regroupent 6 393 unités légales sur le champ « Commerce de gros de produits agroalimentaires ».

À partir de la taille de l'entreprise, du chiffre d'affaires et du total de bilan, les unités sont classées par catégorie d'entreprise :

- les microentreprises (MIC) emploient moins de 10 salariés et totalisent un chiffre d'affaires ou un total de bilan de moins de 2 millions d'euros par an ;
- les petites et moyennes entreprises (PME) hors microentreprises emploient de 10 à 249 salariés et totalisent un chiffre d'affaires de moins de 50 millions d'euros ou un total de bilan de moins de 43 millions d'euros ;
- les entreprises de taille intermédiaire (ETI) emploient de 250 à 5 000 salariés et totalisent un chiffre d'affaires de moins de 1,5 milliard d'euros ou un total de bilan de moins de 2 milliards d'euros ;
- les grandes entreprises (GE) représentent les entreprises restantes.

cf. « unité légale », « unité profilée », « entreprise au sens économique ».

établissement : c'est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise. Un établissement produit des biens ou des services : ce peut être une usine, une boulangerie, un magasin d'une coopérative... Il constitue le niveau le mieux adapté à une approche géographique de l'économie. Il est identifié par son numéro Siret à 14 chiffres.

ETP : équivalent-temps-plein. Un ETP correspond au travail d'une personne à plein temps pendant une année entière (un ETP = au moins 1 600 heures travaillées sur l'année). Le travail fourni sur une exploitation agricole provient, d'une part de l'activité des personnes de la famille (chef compris), d'autre part de l'activité de la main-d'œuvre salariée (permanents, saisonniers, salariés des entreprises de travaux agricoles, des coopératives d'utilisation du matériel agricole et des groupements d'employeurs). Pour les entreprises agroalimentaires, il s'agit en général des ETP salariés.

E.U.R.O.P : la grille E.U.R.O.P est une grille communautaire permettant de classer les carcasses des animaux abattus. Elle est utilisée pour les bovins, ovins et porcins. La conformation (développement musculaire) est déterminée par l'observation de trois zones de la carcasse : la cuisse, le dos et l'épaule. Elle est fixée sur la grille par : E : excellente, U : très bonne, R : bonne, O : assez bonne, P : médiocre. L'état d'engraissement résulte de l'observation des faces externe et interne de la carcasse. Pour chaque qualité de conformation, la grille compte 5 niveaux d'état d'engraissement de la carcasse : de 1 (très faible) à 5 (très fort).

excédent brut d'exploitation (EBE) : il correspond au flux de ressources généré, au cours de l'exercice, par la gestion courante de l'exploitation (ou de l'entreprise) sans tenir compte de sa politique d'investissements (amortissements) et de sa gestion financière (frais financiers). L'EBE est calculé par différence entre la valeur de la production de l'exercice, augmentée des subventions d'exploitation et des indemnités d'assurance, et celle des consommations intermédiaires, des fermages, des primes d'assurances, des impôts et taxes, et des charges de personnel. Dans la définition de l'EBE retenue par le Rica (et par les comptes de l'agriculture), les charges sociales de l'exploitant ne sont pas prises en compte pour le calcul de ce solde intermédiaire de gestion.

exploitation agricole : l'exploitation agricole est, au sens de la statistique agricole (recensement, enquête Structure...), une unité

économique et de production qui répond à plusieurs critères :

- elle a une activité agricole soit de production, soit de maintien des terres dans de bonnes conditions agricoles et environnementales ;
- elle atteint une certaine dimension, soit 1 hectare de surface agricole utilisée, soit 20 ares de cultures spécialisées, soit une production supérieure à un seuil (1 vache ou 6 brebis mères...);
- sa gestion courante est indépendante de toute autre unité. L'existence d'une immatriculation au répertoire des entreprises et des établissements Sirene ou d'un identifiant de demande d'aide de la Politique agricole commune présume de l'indépendance de gestion.

La définition de l'exploitation au sens de la base de données nationale d'identification (BDNI) est différente. cf. « BDNI ».

FAB : franco à bord (en anglais : FOB) ; comptabilisation des exportations de marchandises y compris services d'assurance et de transport jusqu'à la frontière de l'exportateur.

Faire-valoir (direct) : cf. « mode de faire-valoir ».

FEADER : fonds européen agricole pour le développement rural. cf. « PAC ».

FEAGA : fonds européen agricole de garantie. cf. « PAC ».

fermage : cf. « mode de faire-valoir ».

FIVP (Fonds d'indemnisation des victimes de pesticides) : le fonds indemnise les personnes atteintes d'une maladie d'origine professionnelle liée à une exposition aux pesticides. Il verse également, au titre de la solidarité nationale, une indemnisation ou un complément d'indemnisation aux personnes suivantes :

- les assurés non-salariés agricoles ;
- les anciens exploitants, leurs conjoints et les membres de la famille bénéficiaires d'une pension de retraite agricole qui ont cessé leur activité non salariée agricole avant le 1^{er} avril 2002 ;
- les enfants atteints d'une pathologie résultant directement de leur exposition prénatale du fait de l'exposition professionnelle de l'un ou l'autre de leurs parents à des pesticides ;
- les ayants droits des enfants exposés pendant la période prénatale du fait de l'exposition professionnelle aux pesticides de l'un ou des deux parents ;
- les personnes non-salariées déjà indemnisées pour une maladie professionnelle en lien

avec les pesticides avant le 29 novembre 2020 peuvent bénéficier à leur demande d'un complément d'indemnisation par le fonds.

Pour plus de précisions, consulter le site : <https://fonds-indemnisation-pesticides.fr>

Flores : fichier localisé des rémunérations et de l'emploi salarié. C'est un ensemble de fichiers de micro-données qui décrivent l'emploi salarié et les rémunérations au niveau des établissements. L'objectif principal est de servir de base à des études nationales, ou le plus souvent, locales, pour décrire le tissu économique d'un territoire donné jusqu'au niveau de la commune. Flores couvre l'ensemble de l'emploi salarié, quels que soient le secteur d'activité et le type d'employeur (public ou privé, y compris les particuliers employeurs). Par rapport aux autres sources disponibles sur l'emploi salarié au niveau local, il constitue un produit intermédiaire entre les Estimations d'emploi d'une part, qui sont des statistiques agrégées au niveau des régions, départements et zone d'emploi, et d'autre part les fichiers de micro-données de niveau « postes de travail », qui sont très détaillés mais d'une utilisation plus complexe et destinés en premier lieu à l'étude des salaires au niveau individuel. Flores est construit pour l'essentiel à partir du fichier « Tous salariés » (anciennement appelé « DADS Grand format »).

En 2017, Flores succède pour la première fois au processus de « Connaissance locale de l'appareil productif (Clap) ». Le principal ajout de Flores est la présentation de deux années simultanées dans le même fichier (N-1 et N), qui permet de calculer des évolutions annuelles.

Gaec : groupement agricole d'exploitation en commun. Forme de société spécifique à l'agriculture, régie par le code rural, le Gaec se caractérise par la participation de tous les associés aux travaux, une responsabilité financière limitée et le principe de transparence : les associés conservent sur le plan économique, social et fiscal leur statut de chef d'exploitation.

gaz à effet de serre : les gaz à effet de serre sont les constituants gazeux de l'atmosphère, tant naturels qu'anthropiques, qui absorbent et renvoient les rayonnements infrarouges.

gel des terres : cf. « jachère ».

gestion durable des forêts : « gestion et utilisation des forêts d'une manière et à une intensité telles qu'elles maintiennent leur biodiversité, leur productivité, leur capacité de régénération, leur vitalité et leur potentiel à satisfaire, maintenant et dans le futur, les fonctions écologiques, économiques et sociales

pertinentes, aux niveaux local, national et global, et sans causer de dommages à d'autres écosystèmes » (déclaration H1 d'Helsinki).

grume : tronc d'un arbre abattu et ébranché, en général apte au sciage, au déroulage ou au tranchage.

IAA : cf. « industries agroalimentaires ».

ICHN : cf. « PAC ».

IFT : indicateur de fréquence des traitements. Pour un traitement phytosanitaire (cf. ce terme), l'IFT est le ratio entre la dose employée et la dose de référence (cf. ce terme) du produit utilisé pour une culture donnée. Au niveau d'une parcelle, les IFT traitements sont additionnés et peuvent être assimilés à un nombre de doses de référence employées. La part de la surface traitée est prise en compte lorsque les traitements sont localisés (cas des herbicides). Au niveau d'un territoire, les IFT peuvent être assimilés à un nombre moyen de doses de référence, pondérées par les surfaces de cultures considérées. La nature des produits utilisés permet de décliner les IFT en 4 catégories : herbicide, fongicide, insecticide-acaricide et autres. Sont comptabilisés les produits phytopharmaceutiques appliqués au champ et les traitements des semences mais pas les produits appliqués après récolte.

Pratiques culturelles - légumes : dans l'édition 2022, des modifications avaient été apportées portant sur les points suivants :

- prise en compte de la nouvelle méthode de calcul des doses de référence des produits phytosanitaires intégrant une limitation surfacique dans les conditions d'emploi ;
- reclassement des traitements avec la cible nématicide dans la catégorie insecticide au lieu de la catégorie autre ;
- recalage des données sur la structure des exploitations mesurée par le recensement agricole 2020.

IGP : indication géographique protégée. cf. « signes de qualité et d'origine des produits ».

îlot forestier : ensemble boisé d'un seul tenant.

immobilisations : ensemble des actifs corporels, incorporels et financiers inscrits au bilan, utilisés de manière durable. Les animaux reproducteurs sont inclus dans les actifs corporels.

industries agroalimentaires ou industries agricoles et alimentaires (IAA) : en termes d'entreprises (secteur), c'est l'ensemble des

entreprises dont l'activité principale, au sens de la NAF rév. 2 (cf. ce terme), fait partie des « Industries alimentaires » et de la « Fabrication de boissons » à l'exclusion de l'artisanat commercial (cf. ce terme). En termes d'activités (branche), c'est l'ensemble des activités de fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac.

industrie manufacturière : les industries manufacturières sont des industries de transformation des biens, c'est-à-dire principalement des industries de fabrication pour compte propre mais elles concernent aussi la réparation et l'installation d'équipements industriels ainsi que des opérations en sous-traitance pour un tiers donneur d'ordres. Cette activité correspond à la section C de la NAF rév. 2 (cf. ce terme). Elle intègre les industries agroalimentaires.

innovation (IAA) : concepts décrits dans le manuel d'Oslo de l'OCDE. L'innovation désigne l'introduction sur le marché d'un produit ou d'un procédé nouveau ou significativement amélioré par rapport à ceux précédemment élaborés par l'unité légale. Deux types d'innovation sont distingués : les innovations de produits (biens ou services) et de procédés (incluant les innovations d'organisation et de marketing). L'innovation de produit correspond à l'introduction sur le marché d'un produit, bien ou service, nouveau ou amélioré de manière significative quant à ses fonctionnalités. Elle se traduit par une utilité accrue pour le client. L'innovation de procédés concerne la production et les méthodes de développement, la logistique et la distribution, le système d'information et de communication, les tâches administratives et la comptabilité, l'organisation des procédures, la gestion des relations avec les fournisseurs, l'organisation du travail, les processus de décision, les ressources humaines, le marketing, l'emballage, la tarification et le service après-vente.

intensité capitalistique : c'est le rapport des immobilisations corporelles sur les effectifs salariés. C'est un indicateur du volume de capital nécessaire à la production. Les industries à forte intensité capitalistique sont appelées industries lourdes.

intrastat : règlement communautaire qui définit les conditions d'enregistrement des échanges de marchandises entre partenaires européens. Les entreprises doivent établir mensuellement une déclaration d'échanges de biens avec les autres États membres de l'Union européenne. Les renseignements à fournir sont modulés selon le montant d'échanges intracommunautaires

que les entreprises réalisent durant l'année. En France, l'envoi de cette déclaration aux Douanes s'effectue simultanément à la déclaration de la TVA au centre des Impôts, ce qui permet d'éventuels recoupements.

inventaire forestier national : l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) est chargé par le décret n° 2011-1 371 du 27 octobre 2011 de mettre à jour l'inventaire permanent des ressources forestières nationales prévu par l'article L.151-1 du code forestier (surface, volume, production biologique, prélèvement, exploitabilité, relevés phytoécologiques, etc.).

Depuis 2005, une méthode de sondage systématique appliquée sur l'ensemble du territoire national remplace celle des inventaires départementaux tournants. Le cumul des données des campagnes annuelles successives permet à l'IGN de publier des résultats plus précis sur des périodes quinquennales.

investissements : différence entre acquisitions et cessions d'immobilisations, les cessions étant évaluées à leur valeur effective.

investissements corporels hors foncier (Rica) : ils sont mesurés par la différence entre les acquisitions et les cessions de bâtiments, d'installations spécialisées, de matériels et outillage, de plantations et d'autres immobilisations corporelles, augmentée de la variation de stocks des animaux reproducteurs.

Ipampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole (calculé par l'Insee avec le concours du SSP).

IPC : indice des prix à la consommation (calculé par l'Insee).

IPP : indice des prix à la production (calculé par l'Insee).

Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production (calculé par l'Insee avec le concours du SSP).

jachère : pour la SAA (cf. ce terme), une jachère désigne une terre labourable ne donnant pas de récolte. Historiquement et étymologiquement, la jachère désigne une terre labourable qu'on laisse temporairement reposer en ne lui faisant pas porter de récolte (jachère dite « traditionnelle » ou « agronomique »).

jardins familiaux : superficies utilisées par les ménages (agricoles et non agricoles) pour des productions agricoles destinées à l'autoconsommation des ménages.

Label Rouge : cf. « signes de qualité et d'origine des produits ».

marge commerciale : rapport entre la marge faite sur les ventes de marchandises (la différence entre les ventes et le coût d'achat) et le coût d'achat.

mash : mélange de matières premières pour l'alimentation animale apparaissant telles quelles ou aplaties, n'ayant pas fait l'objet d'un broyage ou d'une granulation, et incorporant éventuellement un noyau.

MAEC : cf. « PAC ».

ménage (définition Insee) : ensemble des personnes partageant le même logement. Les personnes seules constituent un ménage.

merrain : planche obtenue en débitant un billot de bois, principalement de chêne, par fendage, et servant à confectionner les douves des tonneaux.

métayage : cf. « mode de faire-valoir ».

MGLA : matière grasse laitière anhydre ou beurre anhydre de crème. Produit de première transformation obtenu directement à partir de crème.

mode de faire-valoir : type de relations existant entre le propriétaire des terres agricoles et l'exploitant. Lorsque le propriétaire exploite lui-même ses terres, on parle de faire-valoir direct. Lorsque l'exploitant prend la terre en location auprès de tiers moyennant un loyer d'un montant fixe, on parle de fermage. Dans le cas du métayage, devenu très marginal, l'exploitant cède un pourcentage de sa production au propriétaire.

NAF : nomenclature d'activités française. La NAF est dérivée de la nomenclature d'activités européenne de la Communauté (NACE), elle-même dérivée de la nomenclature de l'ONU (CITI).

NAF rév. 2 : nomenclature d'activités française révisée 2 en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2008. Cette révision a entraîné quelques modifications du périmètre des industries agricoles et alimentaires et de la coopération agricole (IAA). Pour connaître le détail des activités introduites ou redéfinies dans l'enquête Prodcom (cf. ce terme), consulter sur le site Agreste la publication « Chiffres et données » (n° 173 - avril 2011). Pour l'ensemble de la NAF rév. 2, consulter le site de l'Insee www.insee.fr.

Natura 2000 : l'Union européenne s'est lancée, depuis 1992, dans la réalisation d'un ambitieux réseau de sites écologiques appelé Natura 2000, avec pour double objectif de préserver la diversité biologique et de valoriser les territoires. Le maillage de sites s'étend sur toute l'Europe afin de rendre cohérente cette initiative de préservation des espèces et des habitats naturels. Deux types de sites interviennent dans le réseau Natura 2000 : les zones de protection spéciales (ZPS) pour la protection des oiseaux et de leurs zones de migration et les zones spéciales de conservation (ZSC) pour conserver la faune, la flore et l'habitat particulier à cette zone naturelle. Pour les terres agricoles incluses dans les sites, des contrats sont signés entre l'État et les agriculteurs qui souscrivent des mesures agroenvironnementales territorialisées, cofinancées par le ministère en charge de l'agriculture et l'Union européenne dans le cadre du programme de développement rural hexagonal (cf. « PAC »). Pour plus de précisions sur les espaces protégés, se reporter à la publication du SDES : <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/panorama-des-dispositifs-de-protection-des-espaces-naturels-terrestres-et-marins-en-france-au-1er-list-chiffres=true>

NC : cf. « Classification douanière de produits ».

OCM : organisations communes de marché. Elles ont été créées dès 1962 pour soutenir et organiser les marchés dans le cadre de la politique agricole commune. cf. « PAC ».

orientation technico-économique des exploitations agricoles (Otex) : cf. « PBS ».

PAC : politique agricole commune. Elle est pilotée par l'Union européenne avec une certaine flexibilité au niveau des États membres. Mise en œuvre à partir de 1962 pour soutenir la production agricole, elle est régulièrement réformée. La dernière réforme a conduit à l'entrée en vigueur d'une nouvelle programmation au 1^{er} janvier 2023 pour la période 2023-2027.

La PAC est structurée autour de deux piliers :

- **le premier pilier**, financé par le FEAGA, concerne essentiellement les paiements directs aux agriculteurs et les mesures régissant ou soutenant les marchés agricoles. Pour les exploitations agricoles, il s'agit d'aides découplées et d'aides couplées. Les mesures liées au marché telles les mesures d'intervention ou les restitutions à l'exportation bénéficient surtout aux industries agroalimentaires ;

- **aides découplées** : déconnectées des types et des niveaux de productions agricoles annuels, ces aides directes se répartissent entre :
 - l'aide de base, fonction des droits au paiement de base (DPB) de l'exploitation ;
 - l'éco-régime, qui a remplacé en 2023, à l'occasion du changement de programmation, l'ancien paiement vert ; l'éligibilité à l'éco-régime dépend du respect de pratiques agronomiques favorables au climat et à l'environnement ;
 - l'aide redistributive complémentaire, pour valoriser les productions à forte valeur ajoutée ou génératrice d'emplois, qui est une majoration des paiements pour les 52 premiers hectares ;
 - l'aide complémentaire aux jeunes agriculteurs.
- **aides couplées** : ces aides directes visent à maintenir et à soutenir des productions spécifiques et se divisent en aides végétales ou animales. La PAC 2023-2027 conforte et élargit les aides couplées végétales, introduisant notamment un soutien au maraîchage. Pour les aides animales, le plus grand changement induit par la nouvelle programmation de la PAC concerne la rénovation des aides bovines *via* une aide unique à l'unité de gros bovin (UGB) pour soutenir l'engraissement et lutter contre la déprise des élevages laitiers dans certains territoires. Cette aide à l'UGB remplace l'aide aux bovins laitiers (ABL) et l'aide aux bovins allaitants (ABA), qui étaient fonction du nombre de vaches et non pas fonction du nombre total d'UGB.
- **le second pilier**, financé par les contributions du FEADER et des fonds nationaux, couvre l'ensemble des programmes de développement rural régionaux (PDRR) gérés au niveau des régions. Un cadre national fixe les mesures obligatoirement mobilisées dans les PDRR hexagonaux, mesures qui peuvent aussi être mobilisées et complétées dans les autres PDRR (Corse, DOM) :
 - indemnités compensatoires de handicaps naturels (ICHN) ;
 - mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC), qui concernent les trois systèmes grandes cultures, polyculture-élevage et herbagers et pastoraux ;
 - aides à la conversion en agriculture biologique ; la programmation 2015-2022 comportait également une aide au maintien en agriculture biologique, qui disparaît progressivement à partir de 2023 (les seuls paiements d'aide au maintien en agriculture biologique à partir de 2023 concernent des engagements antérieurs à 2023) ;
 - dotation aux jeunes agriculteurs (DJA) et prêts bonifiés dans le cadre des aides à l'installation ;
 - mise en œuvre du réseau Natura 2000 ;

- protection contre la prédation du loup pour les régions concernées ;
- le plan de compétitivité et d'adaptation des exploitations agricoles (PCEA) pour aider les investissements.

Le second pilier comporte également deux programmes nationaux :

- le programme national de gestion des risques et d'assistance technique (PNGRAT), qui finance les aides à l'assurance agricole et aux fonds de mutualisation sanitaires et environnementales ;
- le programme dédié à la mise en œuvre du réseau rural national (PSRRN).

pacage collectif : cf. « structure collective ».

PBS (Production brute standard) : la production brute standard (PBS) d'une exploitation représente la valeur de sa production potentielle exprimée en euros. Elle est calculée en multipliant les surfaces agricoles et les cheptels présents sur l'exploitation par des coefficients représentant la valeur de la production potentielle par hectare de culture ou par tête d'animal, hors aides.

Dimension économique :

La PBS d'une exploitation permet de classer les exploitations selon leur taille économique : *micro/petite/moyenne/grande*. Les microexploitations sont les exploitations dont la PBS est inférieure à 25 000 euros, les petites exploitations celles dont la PBS est comprise entre 25 000 et 100 000 euros, les exploitations moyennes celles avec une PBS comprise entre 100 000 et 250 000 euros et les grandes exploitations celles avec une PBS de 250 000 euros ou plus.

Orientation technico-économique :

La PBS permet aussi de classer les exploitations selon leur spécialisation (ou orientation technico-économique). Une exploitation est considérée comme spécialisée dans une production quand au moins deux tiers de sa PBS est générée par cette production.

Les coefficients de PBS utilisés dans cette publication sont calculés à partir des prix et rendements moyens de la période 2018-2022 (dits coefficients « 2020 »). Afin d'étudier l'évolution structurelle des exploitations depuis les 2 derniers recensements agricoles (RA) indépendamment de la revalorisation des prix et des rendements, les coefficients « 2020 » ont aussi été appliqués aux résultats des RA 2010 et 2020 (en lieu et place des coefficients utilisés lors de la diffusion des résultats de ces 2 recensements). Comme les seuils de taille économique ne sont pas revalorisés au fil du temps alors que la PBS s'accroît avec l'évolution

des prix, l'application des coefficients « 2020 » aux données des derniers RA conduit à dénombrer plus de moyennes et grandes exploitations. La part de ces dernières en 2020 était ainsi de 43 % avec les coefficients « 2017 » (période 2015-2019) et de 46 % avec les nouveaux coefficients « 2020 ». A coefficients constants « 2020 », la part des moyennes et grandes exploitations passe de 46 % à 49 % entre 2020 et 2023. L'application des coefficients « 2020 » a par contre peu d'impact sur la détermination des spécialisations des exploitations. Dans tous les cas, la valorisation des données de production du RA2010 et du RA2020 avec les coefficients « 2020 » introduit un contexte de prix et de rendements qui n'existait pas alors.

PCAE : cf. « PAC ».

PCS : nomenclature des professions et des catégories socioprofessionnelles utilisées par l'Insee depuis le recensement de la population de 1982.

PIB : produit intérieur brut. Cet agrégat de comptabilité nationale permet de mesurer de manière synthétique l'activité productrice réalisée dans l'économie nationale. Pour plus de précisions, se reporter au site de l'Insee : www.insee.fr.

plaquette forestière : fragment de bois de petite taille (3 à 7 cm) issu du déchetage du bois.

PNGRAT : cf. « PAC ».

population active : ensemble de personnes déclarant exercer ou rechercher une activité professionnelle à une date donnée dans les différents secteurs d'activité économique.

population active agricole :

1° au sens du SSP : toutes les personnes qui travaillent, à temps plein ou partiel, sur une exploitation agricole. Cette population est analysée selon ses composantes :

- la main-d'œuvre permanente qui effectue un travail régulier tout au long de l'année quelle que soit sa durée. Elle s'évalue en nombre de personnes et en ETP (cf. ce terme) et comprend :
 - les chefs d'exploitation, coexploitants (réputés fournir au minimum un travail de gestion équivalent à au moins un 1/8^e d'ETP) et les associés des sociétés (qui déclarent participer au travail de l'exploitation) ;
 - les membres actifs de la famille du chef d'exploitation pour les exploitations individuelles ;

- les autres actifs permanents : salariés et aidants non salariés (par exemple membre de la famille des coexploitants ou associés des exploitations non individuelles).

- la main-d'œuvre non permanente ou employée par un tiers. Elle ne s'évalue qu'en ETP (cf. ce terme) et comprend :

- les salariés saisonniers ou occasionnels ;
- les salariés employés par l'intermédiaire de groupement d'employeurs ;
- le travail fourni par les prestataires de services (ETA, Cuma, autres).

2° au sens de l'Insee : toutes les personnes qui déclarent exercer une profession principale agricole, c'est-à-dire exploitant, aide familial ou salarié. La population active occupée n'inclut pas les personnes à la recherche d'un emploi. Les notions du SSP et de l'Insee ne se recouvrent pas exactement.

prairies artificielles (définition SAA) :

elles sont ensemencées exclusivement en légumineuses fourragères vivaces (pures ou en mélanges). Il s'agit le plus souvent de cultures de luzerne, de trèfle violet ou de sainfoin. Ces surfaces sont généralement fauchées et occupent le sol plus d'un an, mais leur durée peut théoriquement aller jusqu'à 10 ans. Les légumineuses pures, même semées depuis plus de 5 ans sont toujours considérées comme des prairies artificielles. Elles sont toujours composées de plus de 80 % de légumineuses semées.

prairies temporaires (définition SAA) :

il s'agit de superficies à base de graminées fourragères. Elles peuvent être semées en culture pure (ray-grass anglais, dactyle, etc.), en mélanges de graminées fourragères ou bien de graminées fourragères mélangées à des légumineuses fourragères. Elles sont exploitables en fauche et/ou pâture. Leur flore est composée d'au moins 20 % de graminées semées. Ces prairies sont dites temporaires jusqu'à ce qu'elles aient donné lieu à six récoltes, c'est-à-dire jusqu'à leur sixième année d'exploitation. À partir de leur septième récolte (ou année d'exploitation), elles sont assimilées à des surfaces toujours en herbe.

prélèvements privés (Rica) : solde des

versements et des prélèvements, en espèces ou en nature, effectués par l'exploitant au cours de l'exercice. Les cotisations sociales de l'exploitant ne sont pas prises en compte pour le calcul de ce solde.

prix constants : ou prix en valeur réelle c'est-à-dire corrigé de la variation des prix par

rapport à une donnée de base ou de référence. La mesure à prix constants permet d'évaluer les variations du volume des opérations sur biens et services.

prix courants : prix tels qu'ils sont indiqués à une période donnée, ils sont dits aussi en valeur nominale.

prix de base : montant que le producteur reçoit de l'acheteur par unité de bien ou de service produite, diminué des impôts sur les produits et augmenté des subventions sur les produits. Le prix de base exclut les frais de transport facturés séparément.

prix d'intervention : aussi appelé « prix de soutien » ou « prix plancher », il s'agit d'un prix minimum garanti pour un produit donné. Si les prix de marché tombent sous ce seuil, les pouvoirs publics achètent la production au prix d'intervention.

prix du porc charcutier classe E : moyennes mensuelles des cotations hebdomadaires régionales du porc charcutier dont le taux de viande maigre est de 55 % ou plus.

prix réel : le prix réel ou « déflaté » se calcule en faisant le rapport entre le prix courant et un indice général de prix (par exemple, celui des prix à la consommation). Il est utilisé pour examiner les évolutions de prix en « gommant » l'effet de l'inflation.

production (comptes de l'agriculture) : cette notion représente la valeur des productions vendues, stockées ou immobilisées au cours de la période, augmentée de l'autoconsommation et de l'intraconsommation d'alimentation animale sur l'exploitation. La production est valorisée au prix de base, c'est-à-dire y compris les subventions sur les produits.

production brute standard : cf. « PBS ».

production commercialisée (IAA) : cf. « enquête Prodcou ».

production de l'exercice (Rica) : agrégation de la production vendue, des variations de stocks, de la production immobilisée, de la production autoconsommée et des produits divers provenant d'activités secondaires non séparables, diminuée des achats d'animaux. La production de l'exercice n'inclut pas les subventions.

production indigène brute (PIB) : la production indigène brute d'animaux vivants d'un pays est calculée à partir des abattages augmentés des exportations et des importations totales d'animaux vivants. Elle s'exprime en têtes ou en tonnes-équivalents-carcasse. Elle diffère de la PIC (Production indigène contrôlée) par l'exclusion dans les données du commerce extérieur, des exportations et importations des animaux reproducteurs de race pure.

productivité (apparente) du travail : ratio valeur ajoutée/effectif. Ce ratio mesure la quantité de richesse produite par unité de travail. La productivité du travail peut être mesurée soit par tête, l'effectif est alors le nombre de salariés, soit en nombre d'équivalents temps plein. Dans le dispositif Esane (cf. ce terme), la valeur ajoutée hors taxes est rapportée aux effectifs salariés (hors intérimaires).

produits courants : somme de la production de l'exercice (nette des achats d'animaux), des subventions d'exploitation, des indemnités d'assurance, des remboursements forfaitaires de TVA, des rabais, remises et ristournes obtenus, des autres produits de gestion courante, des produits financiers et des transferts de charges.

produits de biocontrôle : ensemble des méthodes de protection des végétaux qui reposent sur l'utilisation de mécanismes naturels. L'objectif est de protéger les plantes par le recours aux mécanismes et interactions qui régissent les relations entre espèces dans le milieu naturel. Ainsi, le principe du biocontrôle est fondé sur la gestion des équilibres des populations d'agresseurs plutôt que sur leur éradication.

produits de substitution aux céréales : déchets de l'industrie agroalimentaire ou produits amylacés, parmi lesquels on trouve le manioc et le *corn gluten feed*, qui entrent dans la composition des aliments du bétail.

produits d'exploitation : c'est la somme du chiffre d'affaires, des productions stockées ou immobilisées (travaux non terminés ou réalisation pour l'entreprise), des subventions d'exploitation et des reprises sur amortissements ou provisions (réintégration en produit de charges passées antérieurement mais qui n'avaient pas lieu d'être).

produit phytopharmaceutique : produit commercial destiné à un traitement phytosanitaire et constitué d'une ou plusieurs substances actives.

programme de développement rural : cf. « PAC ».

Ramsar : convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau (du nom de la ville d'Iran où cette convention a été signée).

RCAI : cf. « résultat courant avant impôts ».

recensement agricole : enquête exhaustive auprès des exploitations agricoles réalisées en 1970, 1979, 1988, 2000, 2010 et 2020.

recensement de la population : le dernier recensement exhaustif de la population a été réalisé en 1999. Depuis janvier 2004, le recensement de la population résidant en France fait l'objet d'enquêtes annuelles. Pour plus de précisions, se reporter au site : www.insee.fr.

restitution à l'exportation : subvention à l'exportation pour favoriser la vente de produits agricoles communautaires sur le marché mondial.

résultat courant avant impôts (RCAI) : solde intermédiaire de gestion standardisé. Il est égal aux produits d'exploitation augmentés des quotes-parts de résultats sur opérations faites en commun et des produits financiers et diminués des charges d'exploitation, des quotes-parts de résultats sur opérations en commun et des charges financières. C'est la somme du résultat d'exploitation et du résultat financier que l'entreprise ou l'exploitation agricole ont dégagé sur l'exercice comptable.

Les produits d'exploitation comprennent les subventions d'exploitation. Dans la définition du RCAI retenue par le Rica (cf. ce terme) et par les comptes de l'agriculture, les charges sociales et les rémunérations de l'exploitant et de ses associés ne sont pas prises en compte dans les charges d'exploitation.

Cet indicateur constitue l'assiette des prélèvements fiscaux et sociaux de l'exploitant.

résultat net comptable (Esane) : il mesure les ressources nettes de l'entreprise à l'issue de l'exercice (bénéfice ou perte). Il correspond, au sens comptable, à la différence entre les produits et les charges de l'exercice. Le résultat net comptable se calcule à partir du résultat courant avant impôt augmenté du résultat exceptionnel et diminué de l'impôt sur les bénéfices et de la participation des salariés aux fruits de l'expansion.

revenu des facteurs de la branche agricole : revenu dégagé par l'activité agricole pour rémunérer les facteurs de production : le travail salarié et non salarié, le foncier et le capital. Il correspond à la « valeur ajoutée nette au coût des facteurs » qui se calcule à partir de la valeur ajoutée nette augmentée des subventions d'exploitation et diminuée des autres impôts sur la production (dont les impôts fonciers).

Rica : réseau d'information comptable agricole. Mis en œuvre en France depuis 1968, le Rica est une enquête réalisée dans les États membres de l'Union européenne selon des règles et des principes communs fixés par la réglementation européenne. Le Rica recueille des informations comptables et techniques auprès d'un échantillon d'environ 7 500 exploitations, représentatif des exploitations agricoles dont la production brute standard totale (PBS) est supérieure ou égale à 25 000 € (15 000 € dans les DOM). La sélection des exploitations se fait en stratifiant la population des exploitations étudiée en strates, définies par le croisement de la région, de l'Orientation technico-économique (Otex) et de la Classe de dimension économique (Cdex), cf. « PBS ». Des objectifs de nombre d'exploitations dans l'échantillon sont fixés pour chaque strate.

L'indice Insee retenu pour déflater les valeurs des années antérieures a changé : il s'agit désormais de l'indice Insee de prix du produit intérieur brut. Cet indice a été retenu en cohérence avec l'indicateur utilisé pour calculer les évolutions en euros constants dans le cadre des comptes de l'agriculture. Lors des précédentes éditions du Graph'Agri, il s'agissait de l'indice des prix à la consommation.

SAA : statistique agricole annuelle (cf. ce terme).

SAU : superficie agricole utilisée. Elle comprend les terres arables, la superficie toujours en herbe (STH) et les cultures permanentes.

SCEA : société civile d'exploitation agricole, régie par les dispositions du Code civil et ayant pour objet d'exercer une activité agricole. La responsabilité financière des associés n'est pas limitée.

scierie : les scieries comprennent les entreprises qui ont pour activité le sciage, le rabotage et le façonnage du bois.

secteur d'activité : l'activité principale exercée (APE) par une entreprise est déterminée à partir de la ventilation de ses ventes et de ses effectifs selon la nomenclature d'activités

française (NAF - cf. ce terme). Une entreprise appartient en totalité à un unique secteur d'activité lequel regroupe toutes les entreprises ayant la même activité principale. Le secteur d'activité constitue le cadre d'analyse le mieux adapté pour l'étude des données comptables. En effet, le compte de résultat n'est disponible que pour l'ensemble de l'entreprise.

signes de qualité et d'origine des produits :

- **AOP-AOC** : l'appellation d'origine protégée (AOP), signe européen, désigne un produit dont les principales étapes de production sont réalisées selon un savoir-faire reconnu dans une même aire géographique. L'appellation d'origine contrôlée (AOC), signe national constitue une étape vers l'AOP. La notion de terroir, système d'interactions entre un milieu physique et biologique et un ensemble de facteurs humains fonde le concept des appellations d'origine.
- **IGP** : l'indication géographique protégée (IGP), signe européen, distingue un produit dont toutes les phases d'élaboration ne sont pas nécessairement issues de la zone géographique éponyme mais qui bénéficie d'un lien à un territoire et d'une notoriété.
- **AB** : le label Agriculture biologique (AB) atteste que le produit agroalimentaire est issu d'un système de production agricole spécifique qui exclut en particulier l'usage d'engrais minéraux, de pesticides de synthèse et d'organismes génétiquement modifiés.
cf. « agriculture biologique ».
- **LR** : le Label Rouge, signe national, atteste qu'un produit possède un ensemble de caractéristiques établissant un niveau de qualité supérieur le distinguant des produits similaires.
- **STG** : l'appellation spécialité traditionnelle garantie (STG), signe européen, ne fait pas référence à une origine mais a pour objet de mettre en valeur la composition traditionnelle du produit ou un mode de production traditionnel. Pour plus de précisions, se reporter au site : www.inao.gouv.fr.

Siren, Siret : cf. « unité légale », « établissement ».

Sitadel : système d'information et de traitement automatisé des données élémentaires sur les logements et les locaux.

site mobile : site web adapté à un affichage sur appareil portable (smartphone, tablette, etc.).

site web : cf. « type d'équipements des TIC ».

Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance.

sols agricoles (Teruti) : ils comprennent les sols cultivés : cultures annuelles et maraîchères (grandes cultures, cultures fourragères, légumes, fruits hors vergers), cultures permanentes (vergers, vignes, plantes aromatiques), jachères et prairies temporaires (prairies semées) et les surfaces toujours en herbe tels les alpages et les prairies permanentes. Les serres et abris hauts, les chemins à usage agricole et les autres sols agricoles (cours de ferme, aires de stockage, surfaces annexes non bâties) leur sont rattachés.

sols artificialisés (Teruti) : sols bâtis, sols revêtus, autres sols artificialisés. Les sols bâtis comprennent les immeubles et maisons d'habitation, les immeubles de bureaux ou commerciaux, les usines et les bâtiments agricoles, et les espaces couverts seulement comme les halles de marchés, les quais de gare ou les hangars agricoles. Les sols revêtus comprennent les routes, autoroutes, places, ronds-points, parcs de stationnement. Les autres sols artificialisés comprennent les sols enherbés artificialisés : jardins, pelouses, parcs et espaces verts urbains, équipements sportifs et de loisirs et les sols stabilisés : voies ferrées, chemins forestiers, sols compactés par le passage fréquent d'engins, mines, carrières, décharges, chantiers, terrains vagues.

sols naturels (Teruti) : sols boisés, landes et friches, sols nus naturels, les zones humides et sous les eaux et des surfaces en herbe à usage ni agricole, ni artificiel. Les sols boisés sont caractérisés à la fois par la présence d'arbres d'essences forestières et par l'absence d'autre utilisation prédominante du sol. Les arbres atteignent une hauteur minimale de 5 mètres et le taux de couvert (projection des houppiers sur le sol) est supérieur ou égal à 10 %. Ils comprennent les forêts (sols boisés de surface unitaire supérieure ou égale à 0,50 hectare – définition FAO), les peupleraies (espaces boisés couverts de peupliers cultivés plantés à intervalles réguliers comprenant 3 rangs ou plus), les bosquets (sols boisés de surface unitaire inférieure à 0,50 hectare et comportant 4 arbres ou plus). Les haies et alignements d'arbres (sols boisés de forme linéaire dont la largeur moyenne – projection des houppiers sur le sol – est comprise entre 3 et 20 mètres et la longueur supérieure à 25 mètres) et, dans les départements d'Outre-mer, les mangroves leur sont rattachés. Les landes et friches, appelées selon les régions landes, friches, maquis, garrigues ou savanes, sont caractérisées par la présence d'arbustes et de végétaux ligneux ou semi-ligneux bas (moins de 5 mètres) sur plus de 10 % de la superficie. Il peut aussi y avoir des arbres épars (de plus de 5 mètres) qui couvrent moins de

10 % de la superficie. Les sols nus naturels sont les zones où le couvert végétal occupe moins de 25 % de la surface. Ils comprennent les dunes littorales, les plages de sable ou de galets, les zones à roche affleurante, les éboulis, etc. Les zones humides et sous les eaux comprennent les eaux intérieures courantes ou non, les marais salants et étangs d'eau saumâtre, les tourbières et marais intérieurs, les estuaires, les glaciers et neiges éternelles. Les surfaces en herbe classées en sols naturels concernent des superficies de sylviculture, de chasse, de protection du milieu naturel ou sont sans usage.

spot : cotation au comptant sur le sucre blanc immédiatement livrable.

SRW : *soft red winter* (blé d'hiver nord-américain de qualité boulangère courante).

statistique agricole annuelle (SAA) : opération statistique pour élaborer aux niveaux départemental, régional et national une synthèse chiffrée des différentes productions agricoles en termes physiques (superficies, rendements, productions, effectifs d'animaux). Cette synthèse multi-sources est le fruit d'arbitrages conduisant à des données cohérentes dans le temps et homogènes dans l'espace. Les séries sur les surfaces et les effectifs d'animaux sont calées sur celles des recensements agricoles.

STG : spécialité traditionnelle garantie. cf. « signes de qualité des produits ».

STH : cf. « superficie toujours en herbe ».

stock de carbone : quantité de carbone présente, à un instant donné, dans les cinq compartiments qui composent l'écosystème forestier : biomasse aérienne, biomasse souterraine, bois mort, litière et sol. Le stock de carbone contenu dans les produits à base de bois (charpentes, menuiseries, meubles, emballages, papier, etc.) n'est pas actuellement comptabilisé.

structure collective : organisme gestionnaire d'une exploitation agricole mettant à disposition d'éleveurs des terres pour y faire pâturer leurs animaux. Il s'agit de groupements pastoraux, d'associations foncières pastorales, de collectivités territoriales, de syndicats intercommunaux ou d'autres personnes de droit public.

substance active : substance exerçant une action générale ou spécifique sur des organismes nuisibles.

superficie toujours en herbe ou prairies permanentes (définition SAA) : elles comprennent les prairies naturelles productives, les prairies temporaires semées depuis plus de 6 ans et les prairies peu productives (parcours, landes, alpages...). Elles sont destinées à l'alimentation des animaux, elles peuvent être fauchées et/ou pâturées.

superficie en production : la superficie en production comptabilise les surfaces de culture toujours en production par rapport à la campagne précédente et les entrées en production. En particulier, les surfaces de vignes ou de vergers ne sont comptabilisées que lorsqu'il y a production de fruits, soit une voire plusieurs campagnes après la plantation.

surface développée : pour une espèce donnée, une même surface est comptabilisée autant de fois qu'il y a des récoltes de l'espèce sur la période considérée.

taux d'auto-approvisionnement : dans les bilans animaux, rapport entre la production indigène brute et la consommation indigène brute (cf. ces termes), exprimé en pourcentage. Si ce rapport est supérieur à 100 %, il y a un surplus de production, et donc des exportations. S'il est inférieur à 100 %, il y a un déficit : des importations sont nécessaires pour couvrir les besoins.

taux d'endettement : rapport entre l'ensemble de l'endettement et le total de l'actif.

taux d'épargne : pour les ménages, rapport de l'épargne au revenu disponible de la période. Il mesure la proportion du revenu susceptible d'être investi en achats de logements, placements financiers, etc.

taux d'exportation : rapport du chiffre d'affaires à l'exportation sur le chiffre d'affaires total. Ce taux mesure la part des ventes exportées. Dans Esane (cf. ce terme), les chiffres d'affaires total et à l'exportation utilisés sont hors taxes. Ce sont les exportations directes, c'est-à-dire celles qui sont effectuées directement par l'entreprise. Les exportations indirectes, par exemple via un intermédiaire, ne sont pas comptabilisées.

taux de valeur ajoutée : rapport de la valeur ajoutée (cf. ce terme) sur le chiffre d'affaires. Ce taux mesure la capacité à créer de la valeur par euro de chiffre d'affaires. Dans Esane (cf. ce terme), le taux de valeur ajoutée est calculé en divisant la valeur ajoutée hors taxes par le chiffre d'affaires hors taxes.

taux de marge : en comptabilité nationale, le taux de marge est le rapport de l'excédent brut d'exploitation (EBE) sur la valeur ajoutée. Il permet donc de suivre le partage de la valeur ajoutée entre les salariés et l'entreprise. Dans le Rica, le taux de marge est le rapport entre l'EBE et le chiffre d'affaires (on l'appelle également taux de « marque » en finance d'entreprise).

taux de marge commerciale : rapport entre la marge commerciale et la vente de marchandises.

taux de résultat : rapport du résultat net comptable sur le chiffre d'affaires (cf. ce terme).

tec : tonne-équivalent-carcasse. Unité employée pour pouvoir agréger des données en poids concernant des animaux vivants et des viandes sous toutes leurs présentations : carcasses, morceaux désossés ou non, viandes séchées, etc. Un coefficient propre est appliqué au poids brut pour chaque forme du produit : 1 pour une carcasse entière par définition, 0,5 pour un gros bovin vivant, 1,3 pour les morceaux désossés, 1,8 pour les saucissons, par exemple.

teoc : tonne-équivalent-œuf-coquille : unité employée pour pouvoir agréger des données en poids concernant des œufs entiers et des produits à base d'œufs sous toutes leurs présentations : œufs entiers sans coquille, blancs seuls, jaunes seuls, séchés ou non, etc. Un coefficient propre est appliqué au poids brut pour chaque forme du produit : 1 pour un œuf entier avec coquille par définition, 1,16 pour un œuf entier liquide sans coquille, 2,5 pour du jaune séché par exemple.

tep : tonne-équivalent-pétrole : unité employée pour pouvoir agréger les différentes formes d'énergie. Les coefficients de conversion retenus sont ceux du service des données et études statistiques (SDS) du ministère en charge de l'écologie et du développement durable.

termes réels : cf. « valeur réelle ».

terres labourables/terres arables : les terres labourables comprennent les superficies en céréales, oléagineux, protéagineux, betteraves industrielles, plantes textiles, médicinales et à parfum, pommes de terre, légumes frais et secs de plein champ, cultures fourragères, ainsi que les jachères. Par convention, dans les enquêtes du SSP, les terres arables comprennent, en plus des surfaces précédentes, les terres en cultures maraîchères et florales et les jardins familiaux des exploitants.

Teruti : cette enquête annuelle sur l'occupation et l'utilisation du territoire permet de suivre la couverture et l'usage du sol à partir d'un ensemble de points constituant un échantillon représentatif du territoire national.

Un premier échantillon de points a été constitué en 1981 et suivi jusqu'en 1990. En 1991, cet échantillon a été renouvelé afin de corriger certains biais de représentativité introduits lors de la sélection initiale. En 2005, un nouvel échantillon a été défini, permettant le géoréférencement des points. Cet échantillon, connu sous le nom de Teruti-Lucas, a été observé de 2006 à 2015. En 2017, la méthodologie de l'enquête a été rénovée pour deux raisons principales : d'une part, pour prendre en compte l'existence de bases de données géolocalisées plus nombreuses et accessibles, d'autre part, pour améliorer la précision des surfaces estimées, à moindre coût. La base de sondage de l'enquête Teruti est désormais constituée d'une grille de points compatible avec la *directive Inspire*. Chaque point de cette grille dense (1 point tous les 250 mètres) est qualifié par intersection avec les bases de données géographiques et administratives existantes. Les fichiers de l'IGN (BD TOPO®, BD FORET®) fournissent des informations sur les plans et les cours d'eau, les infrastructures routières et ferroviaires, les bâtiments et les forêts. Le registre parcellaire graphique (RPG) géolocalise les parcelles agricoles éligibles aux aides de la PAC. Les points avec une couverture connue par les fichiers de l'IGN (eaux, infrastructures, bâti, cœur de forêt) ou le RPG (parcelles agricoles) ne sont ainsi pas enquêtés. La collecte des points à observer sur le terrain se déroule sur un cycle de trois années et permet de mesurer en fin de cycle un taux de sols artificialisés avec une précision élevée au niveau national et satisfaisante jusqu'à l'échelon départemental. Le cycle de collecte suivant prévoit de retourner sur les points déjà observés au cours du cycle précédent afin de mesurer l'évolution de ce taux ; la même stratégie d'observation est déployée dans les départements d'Outre-mer.

Les résultats sont produits et diffusés chaque année selon une méthode basée sur un cycle de collecte de trois années d'enquêtes. Les données qui ont servi à calculer les résultats de 2023 (enquêtes 2022, 2023 et 2024) sont donc en partie les mêmes que celles qui ont servi à calculer les résultats de 2022 (enquêtes 2021, 2022 et 2023). De ce fait, les comparaisons entre les millésimes de Teruti ne sont rigoureusement possibles que sur des périodes de 3 années. Ainsi pour 2023, les résultats sont à comparer à ceux de 2020. Les pondérations de l'enquête

Teruti ont été révisées en 2024 pour renforcer la stabilité des mesures des évolutions dans le temps. Les nouvelles données ne sont plus directement comparables aux données précédemment publiées sur Agreste ; des séries longues (1982-2023) prenant en compte les dernières évolutions méthodologiques ont été par ailleurs mises en ligne.

traitement phytosanitaire : produit appliqué lors d'un passage. Un produit appliqué deux fois compte ainsi pour deux traitements, un mélange de deux produits compte également pour deux traitements. Le nombre moyen de traitements ne prend pas en compte la quantité de doses épandues lors de chaque passage. Or certaines cultures peuvent être traitées par plusieurs passages à faibles doses alors que d'autres sont moins souvent traitées, mais avec des doses plus importantes à chaque passage.

type d'équipements des TIC : ensemble des techniques, des équipements et des services de l'informatique, des télécommunications et du multimédia utilisés pour produire, stocker, traiter et diffuser l'information.

- **big data** : données massives ou mégadonnées générées par les activités exécutées électroniquement et entre machines. Les big data présentent généralement les caractéristiques suivantes, dites des « 3V » : un volume important issu d'une grande quantité de données générées au cours du temps ; une variété concernant les formats de données complexes, structurées ou non ; la vélocité du fait de la grande vitesse à laquelle les données sont générées, deviennent disponibles et évoluent au cours du temps.
- **cloud** : le *cloud computing*, appelé aussi informatique en nuage ou cloud, désigne des services informatiques utilisés sur Internet, délivrés par les serveurs d'un prestataire. Il permet d'accéder à des ressources informatiques sur internet (stockage, puissance de calcul, logiciels) plutôt que *via* sa propre infrastructure informatique.
- **gestion de la relation client** : progiciel (GRC ou CRM) permettant de gérer l'ensemble des relations avec les clients dans un même processus en regroupant la gestion des campagnes marketing, l'informatisation des forces de vente, le suivi de la relation client au quotidien, etc. Sont ici exclus les outils d'interaction en temps réel avec le consommateur (chat, messagerie instantanée, navigation en temps réel, partage d'écran, etc.).
- **intelligence artificielle (IA)** : l'intelligence artificielle est une discipline scientifique, avec de nombreuses méthodes théoriques

et techniques différentes, dont la finalité est la reproduction de fonctions cognitives par l'informatique.

- **objets connectés** : c'est à la fin des années 90 qu'apparaissent les termes « d'objet connecté », « d'objets communicants » ou encore « d'internet des objets ». Ce sont des objets électroniques connectés sans fil partageant des informations avec un ordinateur, une tablette, un bracelet, une montre ou un smartphone et capables de percevoir, d'analyser et d'agir selon les contextes et notre environnement.
- **médias sociaux** : les médias sociaux sont des sites et applications web qui permettent la création et la publication de contenus générés par l'utilisateur et le développement de réseaux sociaux en ligne en connectant les profils des utilisateurs. Ils désignent trois types d'application internet : les réseaux sociaux (*Facebook, LinkedIn, Viadeo, Google+, etc.*), les blogs d'entreprise ou microblogs (*Twitter, Present.ly, etc.*), les sites web de partage de contenu multimédia (*YouTube, Flickr, SlideShare, etc.*).
- **progiciel de gestion intégré** : logiciel professionnel (PGI ou ERP) permettant de gérer les processus d'une entreprise et de partager les informations entre les métiers *via* une base de données unique (*SAP, PeopleSoft, Oracle, etc.*). Il intègre les fonctions suivantes : planning, achats, ventes, marketing, relation client, finances et ressources humaines, etc.
- **robot** : appareil comportant un système de commande automatique pour effectuer une tâche précise. Les « robots de service » sont utilisés pour la construction, le nettoyage, le transport, la surveillance, la sécurité, etc. « Les robots industriels » sont utilisés pour le soudage, la découpe laser, la peinture à la bombe, etc.
- **sécurité** : mesure de sécurité des systèmes d'information (robots industriels ou de services).
- **site web** : ensemble des pages web accessibles *via* Internet sur un serveur identifié par une adresse. Le site web d'une entreprise peut être le sien propre ou celui d'un réseau auquel elle appartient (réseau de franchises, groupe, etc.).

UEBL : union économique belgo-luxembourgeoise.

UGB : unité-gros-bétail. Unité employée pour pouvoir comparer ou agréger des effectifs animaux d'espèces ou de catégories différentes. Les coefficients sont calculés selon l'alimentation des animaux. L'unité gros bétail tous aliments (UGBTA) compare les animaux selon leur consommation totale, herbe, fourrage

et concentrés. L'unité gros bétail « alimentation grossière » (UGBAG) les compare selon leur consommation en herbe et fourrage et ne concerne que les herbivores.

unité légale : entité juridique de droit public ou privé qui peut être :

- une personne morale, dont l'existence est reconnue par la loi indépendamment des personnes ou des institutions qui la possèdent ou qui en sont membres ;
- une personne physique, qui, en tant qu'indépendant, peut exercer une activité économique.

Elle est obligatoirement déclarée aux administrations compétentes (Greffes des tribunaux, Sécurité sociale, DGI...) pour exister. L'unité légale est l'unité principale enregistrée dans le répertoire Sirene. Elle est identifiée par son numéro Siren à 9 chiffres.

unité profilée : regroupement d'unités légales, qui correspond à une entreprise au sens « économique » (cf. ce terme). Ce regroupement peut être effectué manuellement par des profileurs (depuis 2013) ou selon un algorithme automatique (à partir de 2017).

UTA : unité de travail annuel. La mesure d'une UTA, utilisée en matière de statistique agricole, est équivalente à celle d'un ETP (cf. ce terme). Le Rica utilise souvent la notion d'UTA non salarié (UTANS).

utilisation du territoire : cf. « Teruti ».

valeur ajoutée : en comptabilité nationale, elle désigne la valeur créée par chaque unité de production.

- au prix de base, elle est mesurée par la différence entre :
 - la valeur de la production de biens et services (au prix de vente) plus les subventions sur les produits reçus, moins les impôts sur les produits reversés ;
 - et la valeur des consommations intermédiaires au prix d'acquisition.

- au coût des facteurs, elle est égale à la valeur ajoutée au prix de base, déduction faite des autres impôts à la production et augmentée des subventions d'exploitation. La valeur ajoutée peut être brute (avant déduction des amortissements) ou nette (après déduction des amortissements). La valeur ajoutée nette au coût des facteurs correspond au revenu net des facteurs de la branche agricole (cf. ce terme).

Au sens du dispositif Esane (cf. ce terme), la valeur ajoutée s'entend au prix du marché. Elle est égale à la différence entre la valeur des biens et des services produits par les entreprises agroalimentaires et celle des consommations intermédiaires (cf. ce terme).

valeur courante : désigne, en comptabilité nationale, la valeur des opérations avec l'unité monétaire de la période considérée. Pour les opérations sur biens et services, il s'agit de l'évaluation à prix courants.

valeur disponible : agrégat de postes de l'actif du bilan, regroupant les éléments les plus liquides, c'est-à-dire les valeurs mobilières de placement (actions, obligations, bons du Trésor, etc.) et les disponibilités (sommes disponibles en caisse ou sur des comptes bancaires).

valeur réalisable : agrégat de postes de l'actif du bilan, regroupant les créances sur les clients, l'État, les organismes sociaux, etc., et les avances et acomptes versés aux fournisseurs.

valeur réelle (ou termes réels) : désigne, en comptabilité nationale, la valeur des opérations avec l'unité monétaire d'une année de base fixe ou de l'année précédente. Elle s'obtient le plus souvent en déflatant les valeurs courantes par un indice général de prix (par exemple, l'indice du prix du PIB). La mesure de la valeur réelle permet d'évaluer les variations du pouvoir d'achat (par rapport au numéraire retenu) de l'opération considérée.

volume : cf. « prix constants ».

A

Pages

Abricot.....	34, 148, 149, 150, 151
Accidents du travail.....	49, 87
Agriculture biologique.....	34, 37, 108, 109, 123
Agroalimentaire (entreprises).....	79 à 92, 187
Agrocarburant.....	cf. « Bio carburant »
Agrumes.....	34, 150, 182
Aides publiques :	
- agro-environnementales.....	63, 64, 108
- à l'installation.....	28
- aux productions agricoles.....	65
- aux productions animales.....	66
- aux zones défavorisées.....	64, 107
- concours publics.....	63
- couplées, découplées.....	65, 66
- directes.....	63, 65
- pour des investissements de protection environnementale.....	112
- subventions aux exploitations.....	64
Ail.....	122
Alcools.....	154 à 156
Alimentation.....	114 à 123
Alimentation animale.....	134 à 137, 142, 158, 159
Amande.....	148
Aménagement.....	25
Amidon.....	137, 138
Amortissements (dotations).....	70
Ananas.....	148, 149, 182
AOC, AOP.....	cf. « Signes de qualité »
Apiculture.....	30, 109
Apprentissage agricole.....	55
Aquaculture.....	30, 93, 96 à 99
Arachide.....	139, 142
Arboriculture.....	27, 34
Armagnac.....	156
Artificialisation.....	14, 105, 179
Artisanat commercial.....	79
Associé.....	cf. « Chefs d'exploitation »
Aviculture.....	121, 172 à 175
Azote.....	33, 38, 110

B

Balance commerciale de la France.....	126 à 130, 188
Banane.....	34, 148 à 150, 180, 182, 188

Bateaux de pêche.....	93, 94
Betterave industrielle (ou à sucre).....	16, 31 à 33, 143
Beurre.....	119, 121, 123, 164 à 166
Bière.....	90, 120, 157
Bilan financier des exploitations.....	76
Biocarburant.....	72
Biocontrôle.....	34, 35, 37
Biodiversité forestière.....	106
Biscotterie.....	137, 138
Biscuiterie.....	137, 138
Blé.....	131 à 134, 158, 159
Blé tendre.....	133, 134, 137, 159
Bois et sciages.....	100 à 104
Boissons.....	116, 154 à 157
Boue (IAA).....	110
Bovins.....	30, 40, 160 à 162, 182
Brebis.....	43, 109, 167, 168, 182
Budget de l'agriculture.....	64, 65
Budget des ménages pour l'alimentation.....	116

C

Canard.....	119, 174, 175, 177
Canne à sucre.....	32, 143, 180, 182, 188
Capacité d'autofinancement.....	73, 74
Capital (exploitations).....	76
Caprins.....	43, 167, 168, 182
Carbone.....	106
Carotte.....	37, 145 à 147
Cassis.....	148, 149
Céréales.....	16, 109, 114, 116, 118, 131 à 138, 158, 159, 185
Cerise.....	34, 148, 149
Champagne.....	155, 156
Charcuterie.....	116, 177
Charges :	
- de la branche agricole.....	58, 60
- des exploitations agricoles.....	70, 72, 186
- des entreprises agroalimentaires.....	83
Châtaigne.....	148, 149
Châtaignier (forêt).....	106
Chefs d'exploitation.....	44 à 48, 50, 51, 100, 101, 183, 184
Chêne.....	100, 101, 103
Chevaux.....	169

Chèvres.....	43, 109, 167, 168
Chiffre d'affaires :	
- IAA.....	79 à 82, 187
- pêche maritime.....	95 à 98
Chocolat.....	178
Chou.....	37, 145
Chou-fleur.....	117, 145, 146
Cidre.....	122
Cigarettes.....	153
Circuits courts.....	30
Clémentine.....	34, 148, 149
Climat.....	10, 13
CMR (produits).....cf. « Substances actives »	
Cochons.....	170
Coexploitant.....cf. « Chefs d'exploitation »	
Cognac.....	156
Collecte de lait.....	163, 164, 168
Colza.....	139, 142
Combustibles (IAA).....	72, 92
Commerce de gros.....	79 à 86, 88, 89
Commerce extérieur :	
- agroalimentaire.....	124 à 130, 188
- de la pêche et de l'aquaculture.....	99
- de la pêche et de l'agriculture.....	99
- des bois et sciages.....	104
- par produit agricole.....	141, 144, 146, 150, 152, 153, 161, 166, 171, 173 à 176, 178, 188
Compte de la branche agricole.....	58 à 62, 186
Concentrés (aliments).....	158
Conchyliculture.....	93, 96
Concombre.....	145, 147
Conditions de travail :	
- dans l'agriculture.....	49
- dans les IAA.....	87
Confiserie.....	178
Confiture.....	151
Conifères.....	100 à 104
Conjoncture.....	10, 11
Conserves :	
- de fruit.....	151
- de légumes.....	147
- de viandes et poissons.....	177
Consommation alimentaire.....	117 à 119
Consommation d'énergie :	
- des exploitations agricoles.....	72
- des entreprises agroalimentaires.....	92
Consommation des ménages.....	114 à 119

Consommations intermédiaires :	
- branche agricole.....	58, 60, 61
- des exploitations agricoles.....	70
Coquillage.....	93, 96
Culture d'algues et de cyanobactéries.....	98
Cultures dérobées.....	32
Cultures florales.....	152
Cultures fourragères.....	15, 17, 180
Cultures industrielles.....	16, 180
Cultures intermédiaires.....	32
Cultures irriguées.....	31
Cultures permanentes.....	15
Cuma.....	29
Cuniculture.....	176

D

Déchets.....	112, 113
Dépenses des IAA pour protéger l'environnement.....	112, 113
Dépenses des ménages.....	115, 116
Dépenses intérieures de R&D agricole.....	57
Desserts lactés.....	166
Dettes des exploitations.....	74, 75
Diester.....	142
Dimension économique.....	19 à 21, 24, 46, 51, 68, 69, 74
Dindes.....	174
Disparités du résultat :	
- des exploitations agricoles.....	67, 68
- des entreprises agroalimentaires.....	83
Diversification des activités des exploitations agricoles.....	30
DJA (dotation aux jeunes agriculteurs).....	28
DOM.....	179 à 188
Données de cadrage.....	8, 9
Douglas.....	100, 101, 103

E

EARL.....	20
Échanges agroalimentaires.....	124 à 130, 188
Élèves et étudiants de l'enseignement agricole.....	52 à 56
Emploi :	
- des entreprises (IAA).....	79 à 82, 86, 187

- des exploitations agricoles	44 à 48, 183, 184
- marin	94, 96 à 98
Endettement des exploitations	74, 75
Endive	145, 147
Énergie (exploitations agricoles)	72
Énergie (IAA)	92
Engrais	38
Enherbement	36
Enseignement agricole	52 à 56
Entreprises :	
- agroalimentaires	79 à 86, 88, 89, 187
- de bois et sciages	100, 101
- de l'aquaculture	96 à 98
- de recherche	57
- de travaux agricoles (ETA)	78
Environnement	105 à 113
Épicéa	100, 101
Équidés	169
Équipement des exploitations	29
Équivalent-temps-plein (ETP)	23, 44, 47, 79 à 81, 86, 184, 187
Espaces artificialisés	14, 105, 179
Espaces naturels	14, 105, 179
Espaces protégés	105
Excédent brut d'exploitation (EBE)	67 à 69, 75, 77, 81, 84, 187
Exploitations :	
- agricoles	19 à 23, 181
- forestières	100, 101
Exportations :	
- agroalimentaires	79 à 82, 124 à 128, 188
- de bois et sciages	104
- par produit agricole	99, 131, 134 à 136, 141, 143, 144, 146, 147, 150, 152, 153, 155 à 157, 161, 167, 169, 171, 173 à 176, 178, 188

F

Faire-valoir	24
Farine	122, 137
Féculents	118
Féculerie	144
Femmes en agriculture	47, 48
Fermage	24
Feuillus	100 à 104, 106
Fève et féverole	139, 140
Fleurs	30, 152

Flotte maritime	94, 95
Foie gras	175
Foncier	24 à 26
Fongicides	32, 34, 35, 37, 39, 111
Forêt	18, 105, 106
Formation agricole	52 à 56
Formes sociétaires	20, 21, 24, 28, 181
Fourrages	17, 158
Fraise	37, 148, 149, 151
Framboise	148
Fromage	114, 116, 119, 121, 123, 164 à 166
Fruits	114, 116, 117, 151
Fruits tropicaux	148, 149, 150, 182

G

Gaec	20
Graines oléagineuses et protéagineuses	139 à 142
Graisses végétales	142
Grandes cultures	10, 15, 16, 32, 33
Grumes	100, 103

H

Handicaps naturels	107
Haricot vert	145, 147
Herbicides	32, 34, 35, 37, 39, 111
Hêtre	100, 101, 103
Horticulture	30, 152
Huiles végétales	118, 142
Huîtres	96, 99

I

IGP	cf. « Signes de qualité »
Immobilisations (exploitations)	76
Importations :	
- agroalimentaires	124 à 131, 188
- de bois et sciages	104
- par produit agricole	99, 131, 134 à 136, 141, 144, 146, 150, 152, 153, 155, 157, 161, 167, 169, 171, 173 à 176, 178, 188
Indemnités compensatoires de handicaps naturels (ICHN)	63, 64, 107
Indicateur de fréquence de traitement (IFT)	32, 34, 35, 37

Industries agroalimentaires :	
- autre.....	90 à 92
- entreprises.....	79 à 85, 88, 89, 187
- filière.....	9
Innovation.....	88
Inrae.....	57
Insecticides.....	32, 34, 35, 37, 39, 111
Installations.....	27, 48
Investissements :	
- des entreprises agroalimentaires.....	85
- des exploitations agricoles.....	73
- des IAA pour l'environnement.....	112
Irrigation.....	31

J	
Jachères.....	15, 16, 180
Jardins familiaux.....	58, 180
Jeunes agriculteurs.....	28, 47
Jus de fruits.....	157

K	
Kiwi.....	148, 149

L	
Label rouge.....	cf. « Signes de qualité »
Lait	
- de brebis.....	168
- de chèvre.....	168
- de vache.....	119, 123, 163 à 166, 182
Laitue.....	147
Lapins.....	176
Légumes.....	37, 109, 114, 116 à 118, 122, 145 à 147, 182
Location de terres.....	24
Lupin.....	139
Lin oléagineux.....	32, 33

M	
MAEC.....	108
Main-d'œuvre :	
- dans les entreprises agroalimentaires.....	79 à 81, 86, 187
- en agriculture.....	23, 44 à 48, 183, 184

Maïs.....	131 à 133, 135, 158, 159
Maïs doux.....	145, 147
Maïs fourrage.....	17, 158
Maîtrise des pollutions.....	112, 113
Maladies professionnelles.....	49, 87
Malt.....	138
Mash.....	159
Matériel.....	29, 73, 76
Matières grasses végétales.....	118
Melon.....	37, 145 à 147
Merrains.....	101
Métayage.....	24
Météorologie.....	13
Meunerie.....	137
Miel.....	109, 118
Mode de faire-valoir.....	24, 181
Moules.....	96

N	
Nectarines.....	148 à 151
Négoce.....	30
Noisettes.....	148
Noix.....	148, 149

O	
Occupation des sols.....	14, 105, 179
Œufs.....	114, 116, 119, 121, 173
Oies.....	174, 175
Oignon.....	37, 122, 145, 146
Oléagineux.....	11, 16, 109, 139 à 142, 158
Olive.....	122, 148
Orange.....	117, 149
Orge.....	131, 133, 136, 158
Otex (Orientation technico-économique).....	19 à 24, 45, 46, 68, 69, 74, 78
Ovins.....	43, 167, 182

P	
PAC.....	cf. « Aides publiques »
Pain d'épice.....	138
Panification.....	137, 138
Parcs nationaux.....	105
Pâtes.....	138, 177

Pâtisserie.....	138
Pêche (fruit).....	34, 117, 148 à 151
Pêche maritime.....	93 à 95
Pépinières.....	152
Petit pois.....	145, 147
Peuplier.....	100, 101, 103
Phosphate.....	38
Phosphore.....	110
Phytosanitaires.....	32 à 37, 39
Pin.....	100, 101, 103
Pintade.....	174
Pisciculture.....	93, 97
Plantes ornementales.....	152
Plantes sarclées.....	17
Plats cuisinés/préparés.....	116, 176
Pluviométrie.....	10, 13
Poire de table.....	117, 148 à 151
Poireau.....	37, 147
Pois protéagineux.....	32, 33, 139, 140, 159
Poisson.....	93 à 98, 114, 116
Poivron.....	146
Pomme.....	34, 117, 148 à 151
Pommes de terre.....	16, 32, 33, 118, 144
Porcins.....	30, 41, 170, 171, 182
Potasse.....	38
Poudre de lait.....	164 à 166
Poules, poulets.....	109, 119, 172, 173, 174
Prairies.....	17
Pratiques culturelles.....	31 à 37
Pratiques d'élevage.....	40 à 43
Précipitations.....	10, 13
Pression phytosanitaire.....	cf. « Substances actives »
Prime à l'élevage.....	66
Prix :	
- à la consommation.....	114
- à la production.....	11, 90, 91, 114
- des terres agricoles.....	26
- du bois.....	103
- par produit agricole.....	132, 139, 142, 147, 151, 153, 154, 162 à 165, 171, 173, 174
Production :	
- agroalimentaire.....	8, 90, 91
- bois et sciage.....	100, 101
- branche agricole.....	58, 60 à 62
Produit agricole (généralités).....	8
Produit intérieur brut (PIB).....	9, 59, 61

Produits :	
- amylacés.....	138
- ensemble.....	93, 96 à 99, 132 à 178
- de la pêche et de l'aquaculture.....	93, 96 à 99
- d'exploitation.....	78
- de protection de cultures.....	32 à 37, 39
- du travail des grains.....	137, 138
- laitiers.....	119, 121, 123, 163 à 166, 168
Propriété foncière.....	24
Propriété forestière.....	106
Protéagineux.....	16, 109, 139 à 142
Protection de l'environnement et de l'eau.....	105 à 113
Protéines (matières riches en).....	142, 158
Prune.....	34, 148, 149

Q

Qualité des produits.....	120 à 123
Quotas laitiers.....	163, 164

R

Raisin.....	148, 149, 150
Recherche agronomique (Inrae).....	57
Récolte de bois.....	100, 102, 103
Régionalité des entreprises agroalimentaires.....	86
Régulation des marchés.....	63
Remembrement.....	25
Réserves naturelles.....	105
Ressources de la branche agricole.....	58
Résultats des exploitations.....	67 à 77
Résultats économiques :	
- de l'agriculture.....	58 à 63, 185, 186
- de la pêche maritime.....	95
Revenu net des facteurs de la branche agricole.....	59
Revenus et dépenses des ménages.....	115, 116
Rica.....	67 à 76
Riz.....	118, 131

S

SA.....	20
Safer.....	25, 26
Salade.....	37, 145, 146

Salariés :	
- des entreprises agroalimentaires.....	79 à 81, 86, 187
- des exploitations agricoles.....	45 à 48
Sapin.....	100, 101, 103
SARL.....	20
Saucisson.....	177
Sciages.....	101 à 103
Semences.....	32, 37, 60, 110, 133
Semoule.....	138, 177
Signes de qualité.....	120 à 123
Sociétés.....	20
Soja.....	139 à 142, 158, 159
Solde commercial (IAA).....	124 à 130
Sols :	
- artificialisés.....	14, 105, 179
- boisés.....	14, 18, 105, 179
- naturels.....	14, 105, 179
Sons.....	159
Stagiaires.....	56
Statut des exploitations.....	20
Structure de la consommation des ménages.....	115
Substances actives (ventes).....	39, 111
Subventions aux exploitations.....	cf. « Aides publiques »
Sucre.....	118, 143, 188
Superficie agricole utilisée (SAU).....	15 à 17, 21, 22, 24, 109, 180, 181
Surface sans labour.....	33
Surfaces irriguées.....	31
Surfaces toujours en herbe (STH).....	14, 17, 179, 180

T

Tabac.....	153
Taille :	
- des entreprises agroalimentaires.....	81
- des exploitations.....	19, 21, 181
- des navires.....	94
Taux :	
- de boisement.....	18
- d'épargne des ménages.....	115
- d'exportation (IAA).....	82
- d'investissement.....	85
- de marge (IAA).....	84
- de marge commerciale.....	83

- de valeur ajoutée.....	83
Températures.....	10, 13
Terres arables/labourables.....	26, 180
Territoire et climat.....	13 à 18
TIC (technologies de l'information et de la communication).....	89
Tomate.....	37, 117, 145, 147
Tournesol.....	139 à 142
Tourteaux.....	141, 142, 158, 159
Travail.....	cf. « Emploi » et « Main-d'œuvre »
Tracteurs.....	29
Travail à façon.....	30
Travail des grains.....	137, 138
Trituration.....	103, 141
Truies.....	109, 170
Tubercule.....	180, 182, 185

U

Unité légale (IAA).....	cf. « Entreprises agroalimentaires »
Union européenne :	
- budget alimentaire.....	116
- commerce extérieur.....	124 à 130, 146, 173 à 176, 188
- emploi agricole.....	23
- positionnement des exploitations françaises en Europe.....	22, 23, 76
- production agricole (par produit).....	131, 132, 137, 139, 144, 145, 150, 154, 157, 161, 167 à 171, 173 à 178
- production de bois et sciage.....	102
- revenu agricole.....	59
- structures (exploitations, SAU, main-d'œuvre).....	22, 23
Utilisation du territoire.....	14 à 17, 179, 180

V

Vaches.....	109, 123, 160
Valeur ajoutée :	
- de la branche agricole.....	58, 59
- des entreprises agroalimentaires.....	79 à 81, 83, 85 187
Veaux.....	161, 162
Verger.....	15, 148, 149, 180
Viande :	
- bovine.....	119, 161, 162

- de cheval	169
- de veau	161, 162
- de volaille	116, 119, 174
- ovine-caprine	119, 167
- porcine	119, 170
Vigne	15, 26, 35, 36, 109
Vin	10, 114, 117, 120, 122, 154, 155
Volailles	30, 42, 119, 121, 172 à 175, 182

Y

Yaourts	119, 123, 165, 166
---------------	--------------------

Z

Zone de montagne	107
Zones défavorisées	107

Agreste regroupe l'ensemble des données et analyses diffusées par le service statistique ministériel de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Souveraineté alimentaire.

Elles sont accessibles sur le site internet :

www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications se déclinent en 3 catégories.

Les publications Agreste nationales

GRAPH'AGRI (annuel) : encyclopédie commentée et illustrée regroupant 180 fiches synthétiques avec tableaux, cartes et graphiques.

MÉMENTO (annuel) : données essentielles au format de poche.

SYNTHÈSES CONJONCTURELLES : analyses conjoncturelles sur les productions végétales et animales, les coûts de production et les IAA. Diffusées 4 fois par an, les données sont présentées au niveau mensuel ou inframensuel. Un numéro spécial, en décembre, est consacré au **BILAN ANNUEL CONJONCTUREL**.

CONJONCTURE - INFOS RAPIDES : publications conjoncturelles spécialisées par domaine (grandes cultures, prairies, viticulture, animaux de boucherie, lait et produits laitiers, aviculture, alimentation animale, commerce extérieur agroalimentaire, prix agricoles et alimentaires).

Le BULLETIN MENSUEL comporte plus de 3 000 séries sur la production, les prix, les indices, les engrais, les IAA.

LETTRE DE CONJONCTURE : publication trimestrielle ayant pour objectif de fournir une vision synthétique et transversale de la conjoncture agricole.

PRIMEUR : l'essentiel des résultats d'enquêtes commenté en quatre à huit pages.

LES DOSSIERS : études statistiques portant sur l'agriculture, les industries agroalimentaires et le monde rural.

CHIFFRES ET DONNÉES : résultats d'enquêtes, à un niveau détaillé et souvent régionalisé.

Les publications Agreste régionales

Les Services régionaux de l'information statistique et économique des Directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt élaborent des publications sur le périmètre régional, consultables en ligne.

Les publications du Centre d'études et de prospective

ANALYSE : essentiel des réflexions sur un sujet d'actualité en quatre à huit pages.

VEILLE : sélection d'informations extérieures au ministère relatives principalement à des travaux de prospective, de prévision, de stratégie et d'évaluation. Les articles sont consultables sur le blog : veillecep.fr. Un bulletin de veille mensuel est également téléchargeable.

NOTES DE LECTURE : présentation d'ouvrages récents.

DOCUMENT DE TRAVAIL : éléments de diagnostic et de mise en perspective approfondis sur un sujet d'actualité.

NOTES ET ÉTUDES SOCIO-ÉCONOMIQUES : expertises, internes ou externes, dans une revue semestrielle à comité de rédaction.

OUVRAGES : résultats de groupes de travail prospectifs.

FAITS ET TENDANCES : fiches documentant l'évolution de variables clés.

Données interactives en ligne

Chiffres détaillés, séries conjoncturelles : accède en ligne à plus de 350 tableaux interactifs de la statistique agricole. L'interface permet de personnaliser vos tableaux. Les séries statistiques sont exportables dans un tableau ou au format CSV.

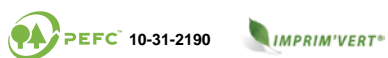
Séries longues : tableurs présentant l'évolution sur longue période de données sur les principales sources (SAA, Rica, Teruti, etc.).

Viz'agreste : des données, des graphiques et des cartes sous une forme nouvelle et attractive de « visualisation » racontant chacune une histoire. Ces visualisations présentent les principaux résultats du recensement agricole 2020 ainsi que d'autres enquêtes de la statistique agricole.

Géoclip : plusieurs centaines de vues cartographiques interactives présentant les principaux indicateurs des recensements agricoles.

Pour être informé régulièrement et gratuitement, abonnez-vous à la lettre d'information Agreste et aux avis de parution des publications « Agreste » à partir de la rubrique « SERVICES » de notre site. Un calendrier de parution est également en ligne.

Imprimerie de la Direction de l'information légale et administrative
N° 420250010-000124



Agriculture - Forêt - Pêche

Alimentation - Industries agroalimentaires

Environnement - Territoire

En 2023, la France métropolitaine compte 349 600 exploitations agricoles (dont 76 200 microexploitations), soit environ 40 000 de moins qu'au dernier recensement de 2020. L'agrandissement des exploitations se poursuit. 55 % des exploitations agricoles sont des exploitations individuelles, tandis que 45 % sont de forme sociétaire (EARL, Gaec...). Les départements ultramarins comptent, quant à eux, 23 500 exploitations agricoles.

Les surfaces cultivées ou toujours en herbe s'étendent sur près de la moitié du territoire français et les surfaces boisées en recouvrent 42 %.

En 2024, les activités de production et de transformation liées à l'agriculture, la sylviculture, la pêche et les industries agroalimentaires (IAA) emploient l'équivalent de 1,4 million de personnes à temps plein (salariés et non-salariés), soit 4,8 % de l'emploi total national. La valeur ajoutée dégagée par l'ensemble des activités agricoles et agroalimentaires représente 3,0 % du produit intérieur brut français.

Les exploitations agricoles françaises produisent 16 % de la production agricole de l'Union européenne à 27, pour une valeur de 77 milliards d'euros en 2024, faisant de la France le premier producteur agricole européen. La France est aussi le premier producteur d'huîtres en Europe (86 % de la production totale) et se place en deuxième position pour la production de produits de la pêche et de l'aquaculture. Elle se situe parmi les cinq premiers pays pour les quantités de bois récoltés et de sciages produits. La France est le 2^e pays producteur de vin dans le monde (16 % du total mondial), juste derrière l'Italie.

En 2024, l'excédent du commerce extérieur, de 5,0 milliards d'euros, se répartit en 0,5 milliard d'euros de produits bruts et 4,5 milliards d'euros de produits transformés. La diminution de l'excédent sur un an (- 1,5 milliard d'euros) provient principalement du recul des produits transformés (- 0,9 milliard), du fait d'importations dynamiques, essentiellement tirées par des produits alimentaires issus du cacao dans un contexte d'envolée des prix. Pour les produits bruts, l'excédent diminue également (- 0,7 milliard d'euros), pénalisé par la baisse des exportations de céréales dans un contexte de prix et de disponibilités en repli en 2024.

Au fil des décennies, les comportements alimentaires se sont modifiés. Les Français ont diminué leur consommation de viande, de lait, de yaourt nature et de vin et augmenté celle de produits transformés ou encore de bière.

Ces sujets sont détaillés dans l'ouvrage « Agriculture - Forêt - Pêche - Alimentation - Industries agroalimentaires - Environnement - Territoire », édition 2025. La version numérique sur le site Agreste permet l'accès aux données chiffrées correspondant aux cartes, tableaux et graphiques.

agreste.agriculture.gouv.fr

ISSN 0998-4151 - ISBN 978-2-11-167940-5 Prix : 25 €